

DEPARTEMENT du Puy-de-Dôme

1.1

COMMUNE de

SAULZET-LE-FROID



SCP DESCOEUR F et C
Architecture et Aménagement du Territoire
49 rue des Salins
63000 Clermont Ferrand
Tel : 04.73.35.16.26.
Fax : 04.73.34.26.65.
Mail : scp.descoeur@wanadoo.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRESENTATION Tome 1 : Synthèse du Diagnostic

PRESCRIPTION

Délibération du conseil municipal du 13 décembre 2014

ARRET DU PROJET

Délibération du conseil municipal du 13 mai 2017

APPROBATION

Délibération du conseil municipal du

MODIFICATIONS – REVISIONS PARTIELLES MISES A JOUR

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...

A.	PREAMBULE	7
B.	PRESENTATION DU TERRITOIRE	8
1.	Situation du territoire	8
2.	Les éléments physiques composant le territoire	9
3.	Articulation avec les documents supra communaux	10
C.	DEMOGRAPHIE	12
1.	Le diagnostic démographique	12
2.	Les perspectives de développement	12
D.	ECONOMIE	13
1.	L'Emploi.....	13
2.	Le tissu économique	13
3.	La vocation touristique.....	13
E.	LA VOCATION AGRICOLE	14
F.	EQUIPEMENTS ET SERVICES	16
1.	Les équipements scolaires et les services de l'enfance.....	16
2.	Les équipements sportifs et culturels	16
3.	Les services publics	16
4.	Santé	16
5.	Les Associations	16
G.	MOBILITE.....	17
H.	DEVELOPPEMENT URBAIN	18
1.	Le territoire de Saulzet-le-Froid	18
2.	Les contraintes portées sur l'évolution des villages	18
I.	ARCHITECTURE TRADITIONNELLE ET RECENTE.....	20
1.	Les principales caractéristiques du bâti	20
2.	Le patrimoine architectural non protégé	21
3.	Les constructions de la commune.....	22
4.	Le petit patrimoine.....	22
J.	HABITAT	23
1.	Le contexte intercommunal de l'habitat : le PLH	23
2.	L'habitat à Saulzet-le-Froid	23
3.	Les Perspectives de Développement : estimation des besoins en logements pour 2032	24
K.	LES ESPACES NATURELS.....	25
1.	Les ZNIEFF	25
2.	Le site classé du lac de Guéry et de ses abords.....	28
3.	Les sites NATURA 2000 ZSC.....	28
4.	L'arrêté préfectoral de protection de biotope : la narse d'Espinasse	29
5.	Les zonages aquatiques.....	29
6.	Les corridors bio-écologiques	30
L.	LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	35
1.	Le risque sismique.....	35
2.	Le risque de retrait / gonflement des argiles	35
3.	Le risque Radon.....	35
4.	Les ondes radioélectriques.....	36
5.	Le risque Tempête.....	36
M.	LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE.....	37
1.	Le climat.....	37
2.	L'air	37
3.	L'eau.....	37
4.	L'eau potable.....	39
5.	L'assainissement	39
6.	La pollution des sols	40
7.	Les déchets.....	40
8.	Les énergies.....	41
N.	LES PAYSAGES	42
1.	Les Monts Dore	42
2.	Les Pays coupés des Volcans	43
O.	LES ORIENTATIONS GENERALES	44
•	Veiller à protéger les espaces agricoles et forestiers	44
•	Prendre en compte les servitudes d'utilité publiques, les zonages naturels et le risque argile	45

Synthèse du Diagnostic communal

Pour l'application de l'article L. 151-4, le rapport de présentation :

1° Expose les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan prévues par les articles L. 153-27 à L. 153-30 et comporte, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues ;

2° Analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés par le schéma de cohérence territoriale en vertu du deuxième alinéa de l'article L. 141-3 ainsi que des autres espaces bâtis identifiés par le rapport lui-même en vertu du troisième alinéa de l'article L. 151-4 ;

3° Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.

*Le présent document traduit la **synthèse** du Diagnostic communal et de l'Etat initial de l'environnement.*

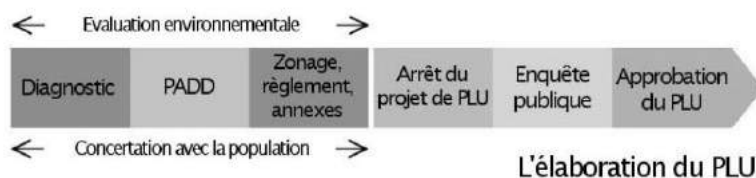
Le Diagnostic communal et l'état initial de l'environnement sont visibles en Annexes 1.4 et 1.5 du Rapport de Présentation dans leur version complète

A. PREAMBULE

Le plan local d'urbanisme (PLU) est le principal **document d'urbanisme de planification de l'urbanisme communal**. Il remplace le plan d'occupation des sols (POS) depuis la Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi 2000-1208 du 13 décembre 2000) dite loi SRU. Un document permettant aux conseils municipaux de mieux exprimer leur projet pour la commune, après avoir élaboré un diagnostic d'ensemble et une politique globale pour l'aménagement et le renouvellement du territoire.



■ Les étapes du PLU



■ L'évaluation environnementale

La préservation de l'environnement apparaît comme un des objectifs du PLU.

La présence de plusieurs sites Natura 2000 sur la commune de Saulzet-le-Froid induit une évaluation environnementale du projet de PLU.

Qu'est-ce qu'une Évaluation Environnementale ?

- en tant que concept est une démarche d'intégration de l'environnement en rendant compte des effets potentiels ou avérés sur l'environnement de toute initiative
- en tant que procédure est un cadre particulier pour formaliser l'exigence d'intégration de l'environnement dans la prise de décision.

L'évaluation environnementale n'est pas une étape, encore moins une formalité, elle se fait en continu et nourrit la conception même du plan.

■ La prise en compte du Développement Durable

Le développement durable se veut un processus de développement qui concilie l'environnement, l'économie et le social et établit un cercle vertueux entre ces trois sphères. C'est un développement, respectueux des ressources naturelles et des écosystèmes, qui garantit l'efficacité économique. Une stratégie de développement durable doit être une stratégie gagnante de ce triple point de vue, économique, social et environnemental.

■ La prise en compte de la santé

Une approche globale de la santé...

La santé ne se réduit donc ni aux déterminants biologiques ni à l'accès à l'offre de soin : elle doit être envisagée dans toutes ses dimensions qu'elles soient sociale, économique ou environnementale.

La santé est l'affaire de tous...

La santé n'est pas non plus qu'une affaire de spécialistes du domaine sanitaire : les acteurs intervenant dans le champ de l'urbanisme sont tout particulièrement concernés puisque les modifications apportées à l'aménagement du territoire, la mise à disposition d'une offre de transports efficace, d'une offre de logements répondant aux besoins et désirs de tous, ... sont à même d'agir directement ou indirectement sur la santé des populations. Ainsi, l'ensemble des décisions politiques prises dans le champ de l'urbanisme ont impacté aussi la santé publique. C'est pourquoi les questions de santé publique doivent être considérées comme un critère à part entière dans les projets d'aménagement et d'urbanisme.

Source : Agir pour un urbanisme favorable à la santé – 2014.

B. PRESENTATION DU TERRITOIRE

1. Situation du territoire

La commune de Saulzet-le-Froid est située au Sud du département, dans le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne, à une trentaine de kilomètres au Sud-Ouest de Clermont-Ferrand,

Jusqu'en Mars 2015, Saulzet le Froid faisait partie du canton de Saint- Amand Tallende. Suite au redécoupage des cantons du département, elle est désormais rattachée au canton d'Orcines.

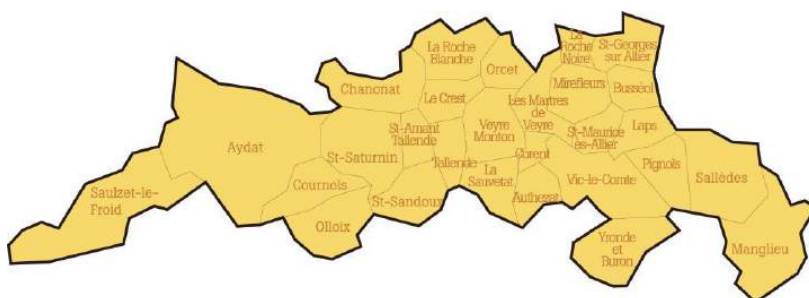
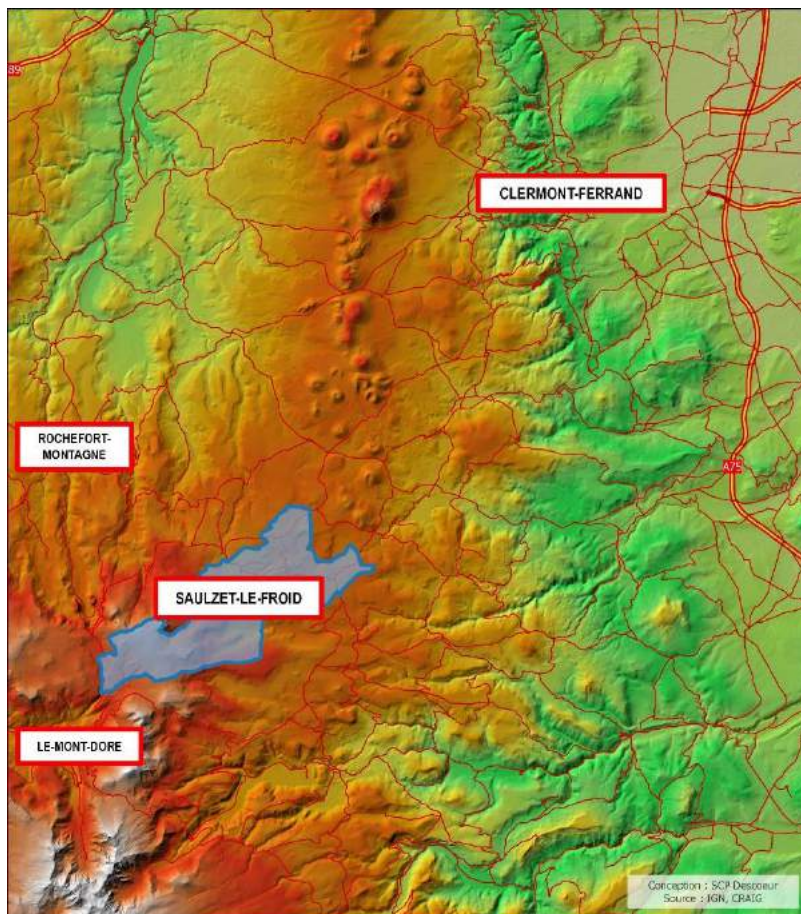
L'essentiel de l'activité est agricole avec en majorité la production de lait et la fabrication du fromage Saint- Nectaire.

L'activité touristique est de plus en plus présente. La commune comprend de nombreux hébergements touristiques et un centre pleine nature sur le village de Pessade.

La commune est composée de 5 hameaux s'ajoutant au bourg : Espinasse, La Martre, Pessade, Souverand et Zanières.

Les derniers chiffres du recensement (1^{er} janvier 2017) annoncent une population en hausse par rapport au dernier recensement : 264 habitants pour une superficie de 28.21 km², soit une densité de 9.36 habitants / km².

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la commune de Saulzet-le-Froid adhère à MOND'ARVERNE COMMUNAUTE, fusion des communautés de communes Allier Comté Communauté, Gergovie Val d'Allier Communauté et des Cheires (arrêté préfectoral no 16-02734 du 1^{er} décembre 2016).



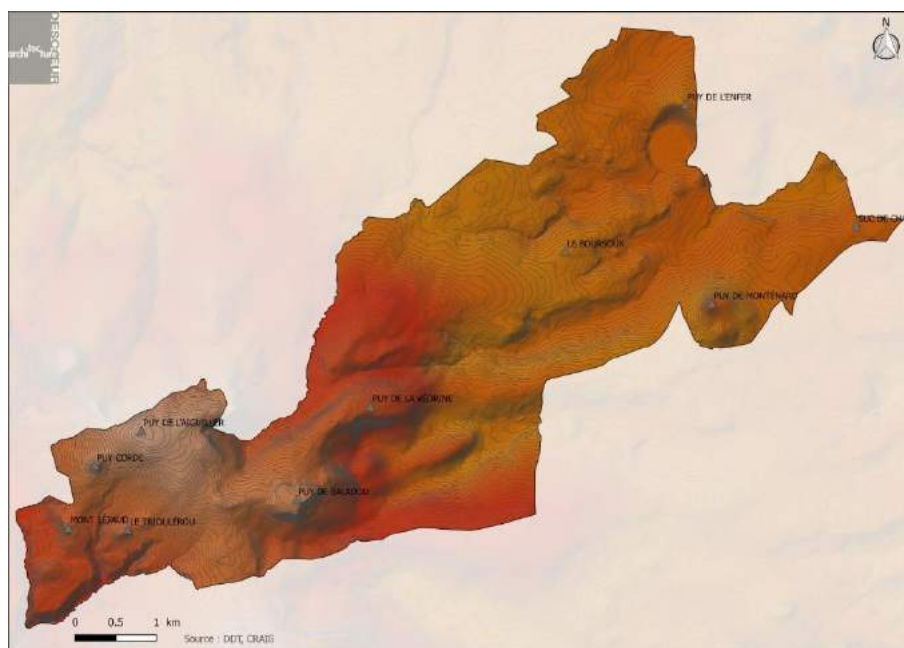
Le territoire de Mond'Arverne Communauté

2. Les éléments physiques composant le territoire

a. Le relief

Saulzet-le-Froid est une commune vaste, s'étendant sur 2 821 ha.

Elle est située sur un plateau entre la chaîne des Puys au nord et les Monts Dore au Sud.

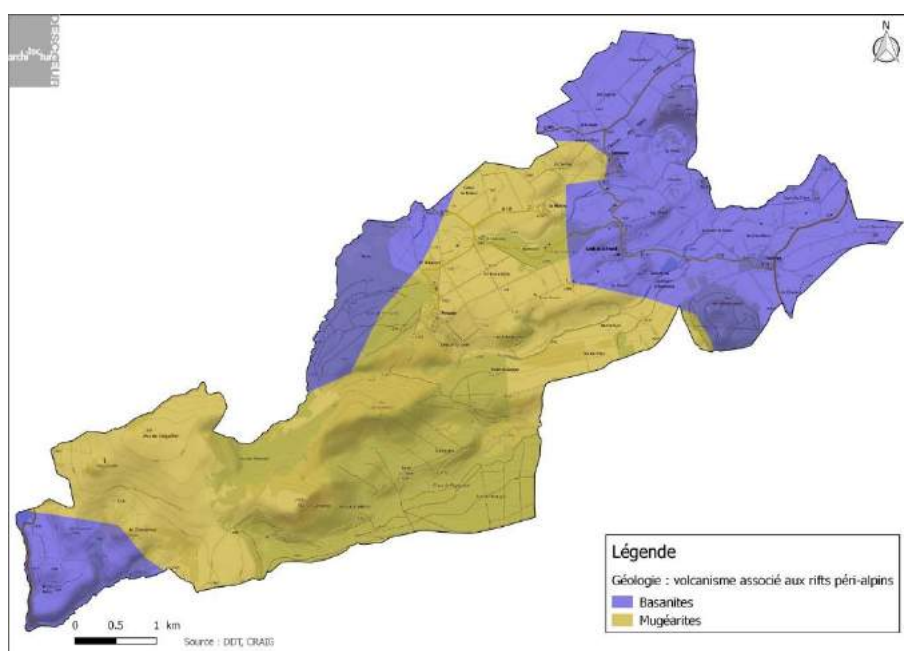


b. La géologie (source BRGM)

L'ensemble de la commune de Saulzet-le-Froid est couverte par des formations volcaniques.

On notera la présence d'une narse (marais tourbeux) à proximité du village d'Espinasse formée dans un maar.

La Narse d'Espinasse et le puy de l'Enfer constituent, sur le plan géologique, un site exceptionnel. Certaines espèces végétales, comme la Ligulaire de Sibérie qui colore de jaune toute la narse en août, font partie des plantes fossiles encore existantes et sont les héritières de l'époque glaciaire au cours de laquelle s'est formé le site. Cette végétation fait d'ailleurs l'objet d'une protection toute particulière.



3. Articulation avec les documents supra communaux

Le document du PLU doit prendre en compte un certain nombre de grandes directives à différentes échelles (nationale, régionale, départementale, intercommunale, communale).

a. La commune est en Loi Montagne

La commune est concernée par la Loi Montagne, relative à la protection des parties naturelles des rives des plans d'eau d'une superficie inférieure à 1000 ha sur une distance de 300 m. Plusieurs pièces d'eau présentes sur cette commune sont protégées au titre de la Loi Montagne.

Loi Montagne : Protection des parties naturelles des rives des plans d'eau d'une superficie inférieure à 1000 ha sur une distance de 300 m.

Dans ce contexte, sont interdits :

- Toutes constructions, installations et routes nouvelles
- Toutes extractions et tous affouillements

L'étang situé au Sud-Est de Souverand est concerné par la Loi Montagne, ainsi que le lac du Guéry à l'extrême Ouest.



b. Les documents supra-communaux

- **Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique est le document cadre à l'échelle régionale de mise en œuvre de la trame verte et bleue**, arrêté le 7 juillet 2015.
- **Le Schéma régional de gestion sylvicole de l'Auvergne**, approuvé en avril 2005
- **Le Schéma Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Clermont** approuvé le 29 novembre 2011.

La commune de Saulzet-le-Froid appartient aux territoires périurbains et constitue un bourg qui participe à l'accueil de nouveaux habitants par un développement durable et maîtrisé au regard de l'urbanisation existante.

L'avenir économique de ces territoires repose sur le maintien et la valorisation d'une agriculture diversifiée (céréaliculture, élevage, sylviculture, circuits courts), d'un tissu local de TPE et d'un tourisme axé sur le patrimoine tant naturel que bâti.

Afin de réaliser un juste équilibre entre optimisation du foncier et cadre de vie agréable, les orientations du SCoT pour ce secteur sont les suivantes :

- ➔ Permettre un accueil de nouvelles populations, prioritairement à l'intérieur de l'enveloppe urbaine existante en favorisant les opérations de renouvellement urbain, l'urbanisation des « dents creuses » et des opérations en greffe de bourg. L'urbanisation doit tendre à diversifier l'offre d'habitat (formes urbaines, économie d'espace et d'énergie) afin de favoriser une meilleure mixité sociale, urbaine et



intergénérationnelle et répondre à des contraintes environnementales croissantes ;

- Limiter l'urbanisation le long des voies afin de respecter des ruptures paysagères entre les bourgs et préserver les silhouettes de leurs noyaux traditionnels ;
- Maintenir des activités économiques compatibles avec l'habitat dans les bourgs et accueillir des zones d'activités communautaires d'intérêt local, dès lors qu'une implantation en dehors d'un pôle de vie est justifiée ;

Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers comme « trame verte » du territoire et valoriser les grands espaces paysagers, notamment ceux compris dans les Parcs Naturels Régionaux

■ Le PLH (Programme Local de l'Habitat)

Le PLH des Cheires 2009-2015 a été approuvé le 29 juin 2009, modifié en 2013, et prorogé pour 2 ans à compter du 29 juin 2015, en attente du nouveau PLH prescrit le 16 mars 2015. Il a une durée de 6 ans

■ Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne, arrêté le 18 novembre 2009.

■ Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour-Garonne, arrêté le 1er décembre 2009.

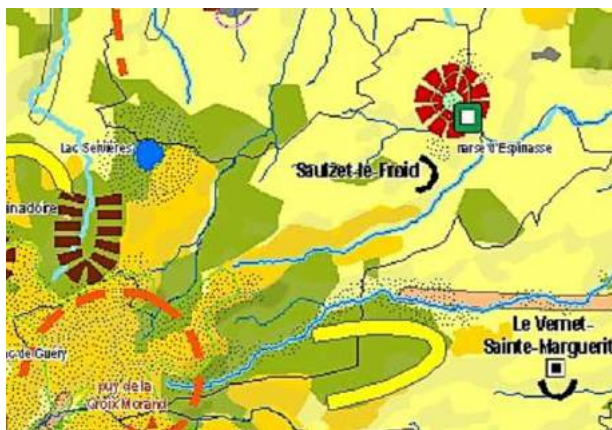
■ Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Allier aval, approuvé le 13 novembre 2015

■ Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Sioule (petite partie au Nord-Ouest du territoire), approuvé le 05/02/2014.

■ Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Dordogne Amont (petite partie à l'Ouest du territoire)

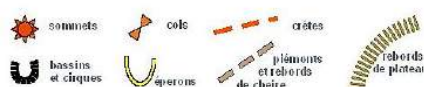
■ Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA)

Une nouvelle Charte a été réalisée pour 2013-2024.



ELEMENTS STRUCTURANTS ET / OU IDENTITAIRES

→ conserver leur lisibilité et les mettre en valeur



conserver l'ouverture du paysage par le maintien de l'activité agricole et la reconquête des espaces en friche
améliorer les points de vue sur et depuis ces éléments
maîtriser les extensions d'urbanisation
assurer une certaine homogénéité à la périphérie des structures d'accueil touristique
faire ressortir les points de basculement des cols dans les aménagements envisagés (rapport p 74 & p 110)

RESERVOIRS DE BIODIVERSITE

→ les conserver dans le cadre d'une gestion adaptée

réservoirs de biodiversité

les préserver au sein des documents d'urbanisme par un zonage et un règlement garantissant leur richesse et leur fonctionnalité et dans le cadre des aménagements (rapport p 87, p 109 & 113)

■ Réserve Naturelle Nationale ■ sites Natura 2000
■ Espace Naturel Sensible, convention de gestion...

mobiliser l'ensemble des acteurs concernés pour envisager leur protection et leur gestion par des mesures réglementaires, foncières ou contractuelles adaptées (rapport p 87)



maars
révéler leur genèse géomorphologique et leur façonnage historique et culturel par une scénographie cohérente des projets avec les spécificités des lieux (rapport p 74 & p 110)



bourgs en balcon ■ **bourgs en articulation** ○ **bourgs en piémont**
conforter leur position géographique et conserver leur silhouette : veiller à la cohérence architecturale et maîtriser l'extension de l'urbanisation (rapport p 110)



ensemble de réservoirs hydrographiques
assurer / restaurer leur continuité et qualité écologiques, notamment adapter les aménagements routiers au niveau des ouvrages de franchissement des cours d'eau (rapport p 80, p 109 & 150)
assurer une solidarité amont-aval pour la qualité et la disponibilité de la ressource, et veiller à un partage équilibré entre les différents usages, en cohérence avec les SAGE (rapport p 87)

cours d'eau à forte valeur patrimoniale

encourager l'effacement des seuils ou équiper les ouvrages de systèmes de franchissement fonctionnels
soutenir l'installation de nouveaux équipements hydroélectriques à la mesure de la ressource de ne pas mettre pas en péril la trame bleue, ni l'état du bon état ou du très bon état écologique des cours d'eau à forte valeur patrimoniale (rapport p 80, p 87 & 109)

TRAME VERTE & BLEUE

→ la préserver en termes de richesses biologiques et de fonctionnalités

■ prairies et pelouses à plus de 900 m d'alt. ■ prairies à moins de 900 m d'alt. ■ milieux boisés

tout en maintenant leur vocation première, conserver et structurer leur biodiversité en adaptant les pratiques des activités agricoles et/ou sylvicoles et les aménagements, ainsi qu'en maintenant les corridors écologiques de ces milieux dans les documents d'urbanisme et de planification (rapport p 80, p 109, p 126, p 133 & 150)

Extrait du Plan de la Charte des PNR 2013-2024 – Zoom sur la commune de Saulzet-le-Froid

■ La commune ne possède pas de document d'urbanisme. Le RNU est appliqué.

C. DEMOGRAPHIE

1. Le diagnostic démographique

Une croissance timide mais régulière

La commune de Saulzet-le-Froid s'inscrit dans le territoire Insee SUD AGGLO où plus de la moitié de la croissance démographique dépend de la population venant de l'agglomération clermontoise.

La commune présente une croissance timide sur les 20 dernières années, mais régulière, sous l'effet cette fois de l'attraction de l'agglomération clermontoise.

Les derniers chiffres Insee donnent 264 habitants au 1^{er} janvier 2017.



Une population relativement équilibrée et une croissance essentiellement d'origine migratoire

Le desserrement des ménages a débuté dès 1982, pour chuter inexorablement chaque année passant de 3.2 personnes par ménage en 1968 à 2.2 en 2013.

Il est probable que le desserrement des ménages va se poursuivre.

Si l'on suit les tendances actuelles (- 0.2 points sur 15 ans - 1998-2013-), l'hypothèse d'une baisse de 0.2 point sur les 15 prochaines années peut être retenue.

D'ici 2032, le nombre moyen de personnes/ménage pourrait donc être de 2.

POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,1	-0,7	-1,2	0,1	1,0	1,0
due au solde naturel en %	-1,6	-0,6	-0,3	-0,5	-0,4	0,2
due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,5	-0,1	-0,9	0,7	1,4	0,9
Taux de natalité (‰)	6,5	12,1	10,9	7,3	6,5	13,2
Taux de mortalité (‰)	22,9	18,1	14,0	12,6	10,6	11,6

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2015.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2008 et RP2013 exploitations principales - Etat civil.

FAM G1 - Evolution de la taille des ménages



(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2015.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

2. Les perspectives de développement

Les projections sur la commune de Saulzet-le-Froid se portent sur la période 2017 – 2032.

- **Scénario 1 - Une croissance comparable aux dernières années (1 %/an) :** 306 habitants en 2032(+42 hab).
- **Scénario 2 - Une évolution basée sur la croissance attendue dans le territoire de Sud agglo (+ 1,1) :** 311 habitants en 2032 (+47 hab.).

ENJEUX

La commune devra continuer à accueillir de nouvelles populations afin de maintenir une mixité générationnelle. La proximité de la commune par rapport au bassin de vie et d'emploi de Clermont devrait contribuer à maintenir une population stable. Tout l'enjeu pour la commune est de savoir **réguler sa population** afin de pouvoir continuer à accueillir sans excès pour les équipements publics, et les terres agricoles. Engager une réflexion sur les limites urbaines actuelles.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Maintenir les populations en place
- Fixer une ambition démographique et une disponibilité foncière raisonnable
- Atteindre une diversité sociale et générationnelle.

Ces orientations induisent des besoins, en termes d'habitat, de services et équipements, notamment concernant les personnes âgées, ...et vont générer une croissance de la mobilité.

D. ECONOMIE

1. L'Emploi

Un nombre d'emplois sur la commune en progression.

Un taux d'activité en progression.

Un taux de chômage et un nombre d'inactifs en forte augmentation.

64.3% des actifs travaillent en dehors de la commune. Ce taux est en augmentation depuis 2008.

2. Le tissu économique

Le SCoT du Grand Clermont ne prévoit pas l'implantation de zone d'activités économique dans la commune.

Selon l'INSEE, la commune de Saulzet-le-Froid compte 14 entreprises au 1^{er} janvier 2015 principalement dans le domaine du commerce de l'hébergement et de la restauration. Pour 40% d'entre elles, ce sont des entreprises implantées depuis plus de 6 ans sur le territoire.

La commune compte 12 postes salariés au 31 décembre 2014, dont 6 concernent l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

3. La vocation touristique

De par sa situation, la commune de Saulzet-le-Froid bénéficie de divers atouts paysagers (paysage de la chaîne des puys, du Sancy, la narse d'Espinasse, le lac du Guéry à proximité...).

De nombreuses propositions d'hébergement, de restauration et d'activités sont proposées sur la commune (pêche sur glace au lac du Guéry, Centre Pessade Pleine nature », site dédié aux activités de pleine nature, la Narse d'Espinasse...)

ENJEUX

- Le maintien des activités et entreprises existantes.
- Le renforcement de la vocation économique
- Pôle touristique à renforcer
- Le cadre de vie.
- Des trajets domicile/travail très nombreux

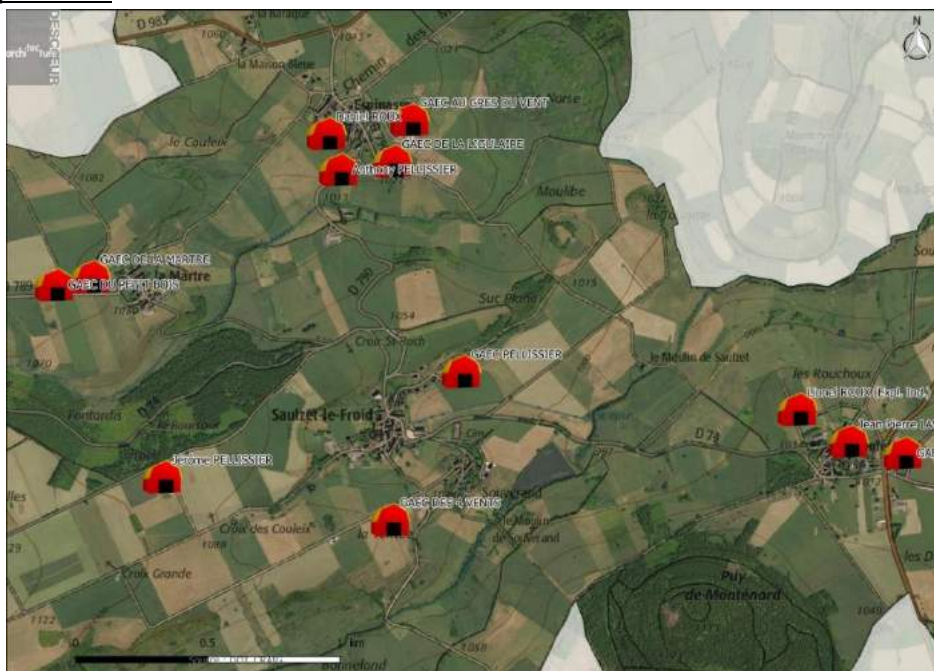
ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Maîtrise de la démographie
- Maintenir et développer les équipements économiques locaux.
- Préserver les espaces naturels et paysagers.
- Mettre en valeur les éléments urbains, architecturaux et patrimoniaux.
- Permettre l'accueil de nouvelles activités économiques.

E. LA VOCATION AGRICOLE

La commune de Saulzet-le-Froid est située dans la petite région agricole des Dômes

- La surface agricole utilisée est de 1 678 ha. Elle est en augmentation depuis 1988.
- Les producteurs situés sur la commune peuvent produire les produits labélisés Cantal, saint Nectaire, Veau du Limousin, Volailles d'Auvergne et porcs d'Auvergne
- Une baisse de la main d'œuvre et des exploitations depuis 1988.
- **Localisation des exploitations.**



L'avenir des exploitations agricole à Saulzet-le-Froid pourrait poser problème. Plusieurs exploitations n'ont pas de successeurs (9) quand seulement 3 en ont un. Les 4 autres exploitations ne sont pas concernées par la question succession.

- Le cheptel est plutôt stable depuis 1988, malgré la forte baisse du nombre d'exploitation.
L'agriculture à Saulzet-le-Froid est tournée vers les vaches laitières (14 exploitations, 807 têtes). Les vaches allaitantes sont aussi présentes : 6 exploitations, 71 têtes.

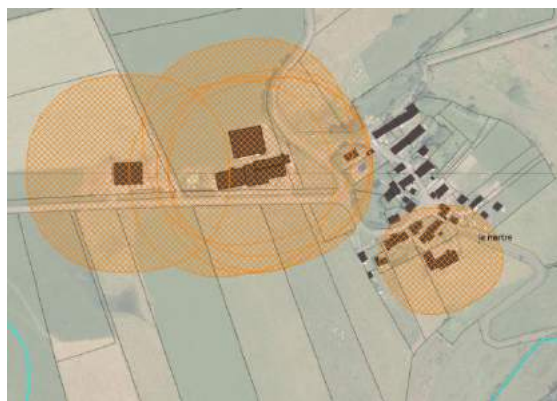
- **Périmètres de protection sanitaire.**

En fonction de leur nature, de leur taille et de leur mode de conduite, les bâtiments d'élevage et certaines de leurs annexes bénéficient de périmètres de protection sanitaire d'un rayon de 50 à 100 m. Le périmètre sanitaire rend cette zone inconstructible. Ainsi, un agriculteur ne peut pas construire un bâtiment d'élevage neuf ou une annexe à moins de 50 m ou 100 m de toute construction à usage d'habitation (habitations des tiers, stades, camping hors camping à la ferme, zones à urbaniser) sauf cas particuliers.

A l'inverse, une personne souhaitant construire à proximité d'une exploitation d'élevage doit respecter cette même distance. C'est la règle de réciprocité (Art L111-3 du Code Rural) qui prévoit une marge de recul entre un bâtiment d'élevage, ses annexes et les constructions de tiers à usage d'habitation ou à usage professionnel.



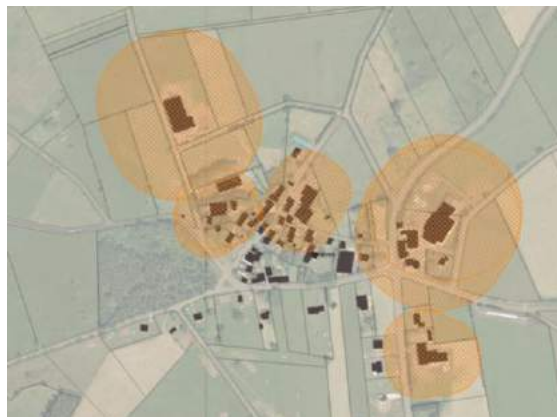
Pessade



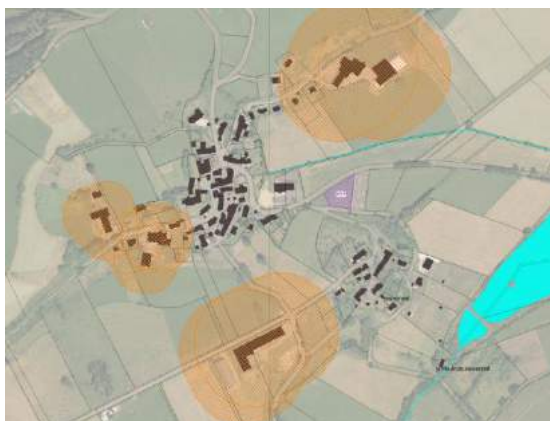
La Martre



Espinasse



Zanières



Le bourg et Souverand

ENJEUX

- La surface agricole à protéger
- Le patrimoine naturel doit-être protégé.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Maintenir la présence d'exploitations agricoles. Permettre leur développement.
- Permettre le renouvellement des agriculteurs, soit par la reprise d'exploitation, soit par de nouvelles installations.
- Prendre en compte les exploitions en fin d'activité, sans repreneur.
- Protéger les terres agricoles.
- Gérer et préserver les quelques espaces boisés.
- Eviter l'aménagement ou le développement d'exploitations agricoles à proximité des secteurs sensibles.
- Préserver les structures végétales existantes.
- Préserver les trames bleues, et zones humides qui ponctuent le territoire.

F. EQUIPEMENTS ET SERVICES

1. Les équipements scolaires et les services de l'enfance

Saulzet-le-Froid ne dispose d'aucun établissement scolaire. Les enfants de maternelle et primaire sont dirigés prioritairement sur les établissements de la commune d'Aydat. Pour les classes du cycle secondaire, les enfants de Saulzet-le-froid sont rattachés au Collège du Sancy à Besse-en-Chandesse et au Lycée Murat à Issoire.

2. Les équipements sportifs et culturels

- Centre Pleine Nature à Pessade.

3. Les services publics

- Mairie de Saulzet-le-Froid
- CCAS
- Service d'aides à domicile (CC Les Cheires)
- Portage de Repas à domicile (CC Les Cheires)
- Médiathèque
- Caserne de pompier
- Salle polyvalente

4. Santé

- Pas de services de santé (médecins, pharmacies, soins infirmiers) sur la commune.

5. Les Associations

- Amicale des pompiers
- Comité des fêtes
- Société de chasse
- Association des conscrits
- Club des aînés

ENJEUX

- Le cadre de vie.
- La proximité de services et d'équipements

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Maintenir les services et équipements
- Engager une réflexion sur les besoins de services et équipements supplémentaires, liés à l'accueil de nouvelles populations, et aux caractéristiques des populations.

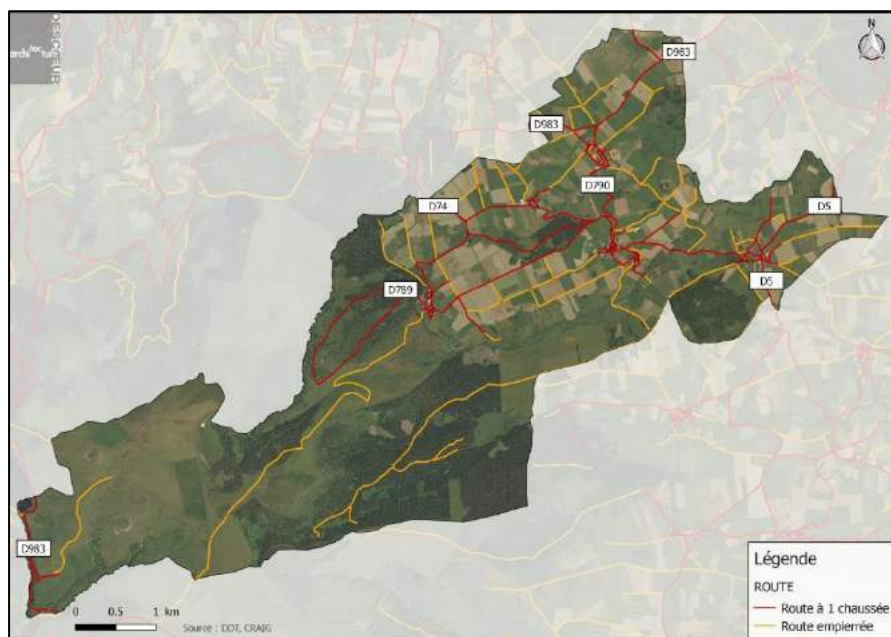
G. MOBILITE

a. Le réseau

Saulzet-le-Froid se situe en partie sur le massif des Monts Dore, ce qui limite le réseau routier, notamment sur la partie Ouest du territoire. Aussi, les routes se situent très majoritairement à l'Est :

La desserte de l'ensemble des hameaux et des deux bourgs est ainsi bien assurée.

A proximité, la D2089 permet à de nombreux actifs de se rendre dans le bassin d'emplois clermontois assez rapidement.



b. Les transports individuels

- L'équipement automobile des ménages progresse. Entre 2008 et 2013, plusieurs ménages se sont équipés d'une seconde voiture. La majorité des habitants se rendent au travail en voiture (70,5%). Ce taux d'équipement important s'explique par le fait que les habitants de Saulzet-le-Froid vont, dans leur très grande majorité, travailler en dehors de la commune.
- Il n'existe pas d'aire de co-voiturage sur la commune.

c. Les transports en commun

- Le bus des Montagnes
- Pas de ligne Trans'dômes
- Pas de gare.

d. Un réseau de chemins et de circuits de randonnée développé.

ENJEUX

- Une meilleure organisation des déplacements, et notamment des transports collectifs.
- Les émissions de gaz à effet de serre.
- La protection des personnes et des biens contre les nuisances sonores.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Ne pas créer de zone urbaine à vocation d'Habitat à proximité des voies à grande circulation.
- Limiter le mitage permet plus facilement de mettre en place des modes de déplacements alternatifs (co-voiturage, déplacements doux).
- Les cônes de vue sur le territoire et le bourg depuis les voies d'accès doivent être préservés et mis en valeur.

H. DEVELOPPEMENT URBAIN

1. Le territoire de Saulzet-le-Froid

L'habitat est essentiellement concentré sur le bourg de Saulzet-le-Froid et sur les villages d'Espinasse et de Pessade (entre 20 et 59 habitants sur 4ha -carreau de 200m par 200m-).

Le reste du territoire est concerné par un habitat plus dispersé.

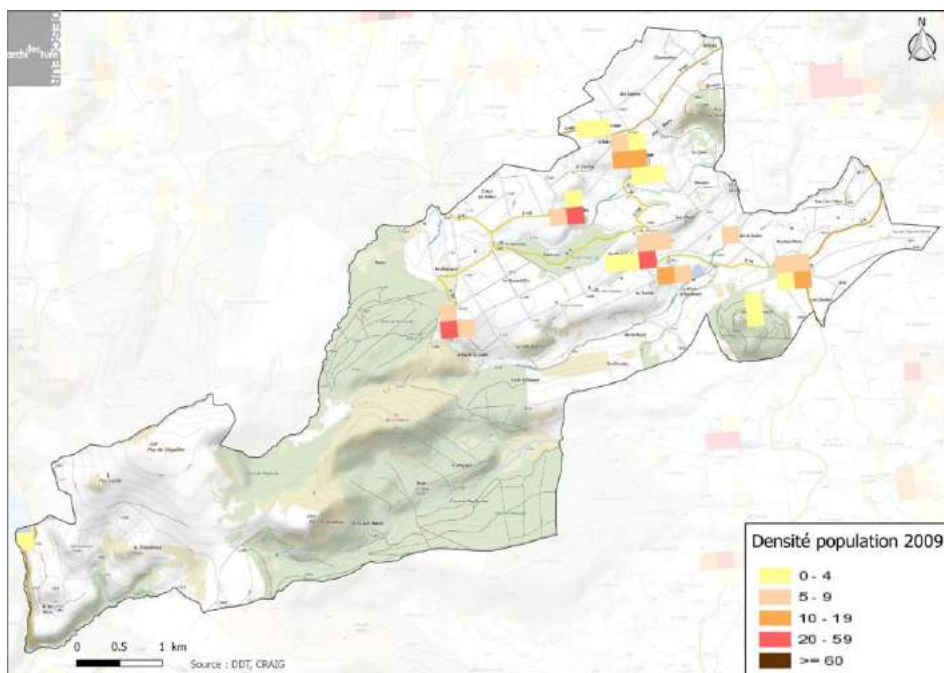
Evolution des zones urbanisées :

- En 1999 : l'emprise urbanisée était de 17.48 ha.

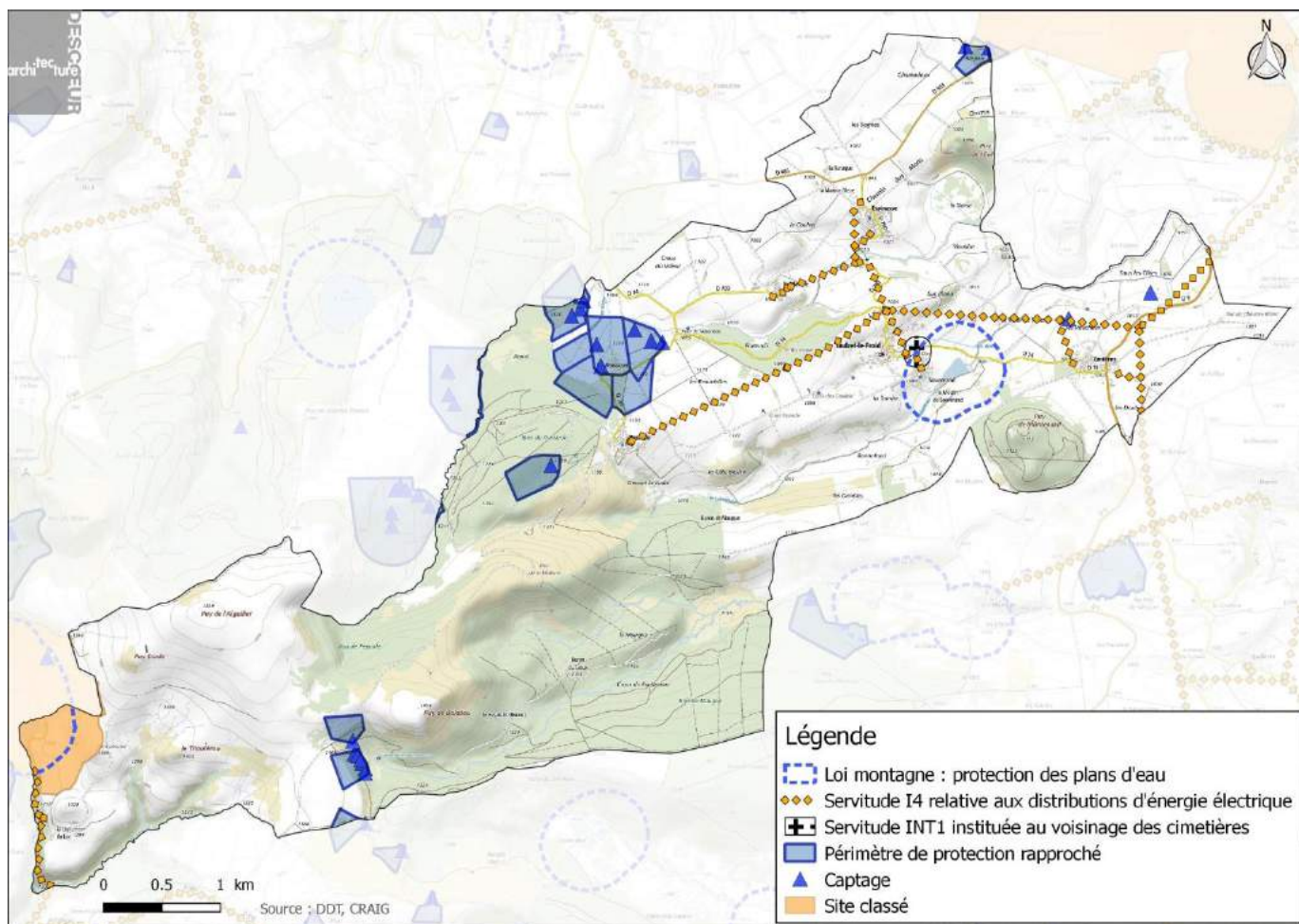
- La consommation foncière entre 1999 et 2004 a été d'environ 0.63 ha.

- La consommation foncière entre 2004 et 2009 a été d'environ 1.47 ha.

- la consommation foncière entre 2009 et 2013 a été d'environ 4.00 ha.



2. Les contraintes portées sur l'évolution des villages



ENJEUX

- La consommation des espaces agricoles et naturels.
- Le cadre de vie et paysager.
- La mise en valeur du territoire.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Engager une réflexion sur le potentiel urbain. Le remplissage des dents creuses devrait être privilégié avant l'ouverture de nouvelles zones.
- Privilégier la forme originelle du bourg plutôt que la forme en étoile : éviter l'urbanisation linéaire et lâche.
- Privilégier la construction des nouveaux logements dans les zones d'assainissements collectifs.
- Protection soutenue des terres agricoles
- Favoriser la bonne insertion des bâtiments agricoles dans le paysage
- Favoriser l'habitat de qualité.
- Économiser le foncier. Cette orientation est d'autant plus difficile à gérer, que le modèle désiré des habitants vise toujours de plus grandes surfaces habitables, alors que le nombre de personne par ménage diminue.

I. ARCHITECTURE TRADITIONNELLE ET RECENTE

1. Les principales caractéristiques du bâti

■ La pierre

La géologie du territoire se lit dans les constructions anciennes du bourg. On note une prédominance des matériaux d'origine volcaniques (basaltes, trachytes et trachyandésites...).



■ Le bois



■ Le métal.



■ Les toitures et couvertures

- L'ardoise constitue le recouvrement le plus utilisé du territoire (ardoise en écailles de poisson majoritairement)
- La tôle ondulée.
- La tuile est peu présente.



■ Les pignons à redans



■ La montade



2. Le patrimoine architectural non protégé

■ L'église de Saulzet-le-Froid

L'édifice n'est pas classé, mais elle abrite un groupe sculpté de la Vierge en majesté sculpté au milieu du Moyen-Age, à l'époque romane. Elle est en bois peint. Son classement date du 21 décembre 1978.



3. Les constructions de la commune

■ La ferme de l'agriculteur éleveur



■ Maison de bourg



■ Constructions actuelles



4. Le petit patrimoine

La commune de Saulzet-le-Froid a fait l'objet d'un inventaire du petit patrimoine bâti non protégé, conduit par le Syndicat mixte du parc naturel des volcans d'Auvergne. Ont été répertoriés :

- Zanières : 5 fontaines et 1 four à pain
- Saulzet : 4 fontaines, 1 bascule et 1 étrave
- Pessade : 6 fontaines et 1 four
- Souverand : 1 fontaine et 1 four
- Espinasse : 4 fontaines
- La Martre : 2 fontaines et un four

ENJEUX

- Préserver le patrimoine architectural du bourg et des villages.
- L'ensemble du bâti joue un rôle important dans la composition des paysages ruraux : maison d'habitation, bâtiments agricoles, petit patrimoine caractérisent le territoire et rappellent le travail des paysans dans la construction des paysages ruraux.
- Urbanisation maîtrisée et raisonnée
- Développement de nouvelles formes d'habitat
- Assurer l'attractivité de l'habitat

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Accompagner l'évolution des formes architecturales. Promouvoir les formes traditionnelles.
- Favoriser des réhabilitations de qualité
- Favoriser le recyclage des constructions. Les bâtiments anciens constituent une réserve importante pour une réutilisation en habitat avec possibilité d'extension dans les anciennes parties agricoles.
- Impulser des opérations répondant aux objectifs de développement durable
- Le zonage et le règlement du PLU tiendront compte des caractéristiques bien particulières des implantations humaines.

J. HABITAT

1. Le contexte intercommunal de l'habitat : le PLH

Dans le contexte intercommunal des Cheires, la commune de Saulzet-le-Froid fait partie du secteur des Monts Dore (Saulzet-le-Froid et Le Vernet-Sainte-Marguerite). Elles appartiennent également au Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne et ont une vocation agricole et touristique. Ce sont les communes les plus âgées du territoire qui présente un marché de l'habitat spécialisé sur la résidence secondaire qui mute vers la résidence principale.

La commune de Saulzet-le-Froid peut produire 21 logements sur 18 ans, soit 1 logement/an ; dans une enveloppe foncière de 1.5 ha.

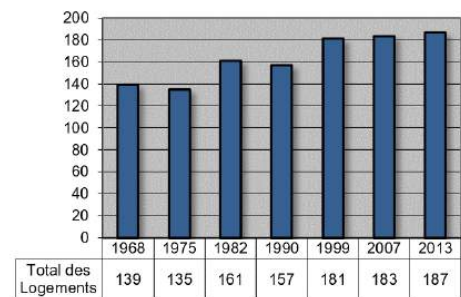
2. L'habitat à Saulzet-le-Froid

Un parc des logements en évolution constante, dominé par les maisons individuelles (98% des logements).

a. Les Résidences Principales (RP)

- Les RP constituent 65,2 % du parc des logements. Cette part est en augmentation depuis 1982, avec une accélération depuis 1999.
- Entre 2008 et 2013, le nombre de RP a augmenté de 14 logements
- Les RP sont majoritairement, de grande taille avec près de 74% de RP qui possèdent 4 pièces en plus.
- 81% des RP sont des propriétés. Les RP en location représentent 13,9 % des logements. Entre 2008 et 2013, le nombre de propriétaires a augmenté (+8).
- La répartition par l'ancienneté des constructions est bien équilibrée.

Evolution des Logements



b. Les Résidences Secondaires (RS)

- Après une forte évolution entre 1968 et 1999, la tendance semble s'inverser sur les 14 dernières années avec une diminution de 6 RS entre 1999 et 2013. Elles représentent en 2013, 26.7% du parc des logements de Saulzet-le-Froid.

c. Les Logements Vacants (LV)

- Après un pic en 1982, le nombre de logements vacants a diminué fortement : -32 logements en 31 ans, soit une moyenne d'un logement par an.
- La vacance identifiée sur la commune correspond à un habitat ancien, délaissé parfois depuis plusieurs années. Certaines constructions nécessitent des travaux importants avant d'être de nouveau habitées. La plupart se trouve dans le bourg. La restauration du bâti ancien est une condition de sauvegarde du patrimoine architectural, et du maintien de l'identité communale. De plus, ils constituent un potentiel de logements à réhabiliter et à remettre sur le marché.

d. Les logements locatifs et locatifs sociaux

- Il n'existe pas de logement HLM sur la commune.
- Le nombre de personnes logées gratuitement a été multiplié par 2 entre 2008 et 2013.
- Le nombre de locataire augmente légèrement depuis 2008 (+3).

e. Le niveau de confort des logements

La commune a longtemps pâti d'une carence en petits logements. En 2013, elle offre 2 logements d'une pièce (+2 depuis 2008) et 6 logements de 2 pièces. Ces chiffres sont en augmentation depuis 2008 (+6).

Cependant, les indicateurs Insee affiche une tendance à la baisse entre 2008 et 2013 du nombre de très grands logements (+ de 5 pièces). Néanmoins, le nombre de grands logements représentent toujours près de 74% du parc des logements.

Ces indicateurs mettent en évidence 2 problématiques :

- Un déséquilibre dans l'offre de logement (rapport grands logements/ petits logements),

- Un modèle de logement individuel (4 pièces et +) très consommateur de foncier, alors que le territoire de Saulzet le Froid n'est pas extensible et que le desserrement des ménages sous-entend une demande plus forte en nombre de logements pour accueillir un nombre équivalent de ménages.

f. La dynamique des résidents

- La rotation des logements est faible : 59 % des ménages habitent la même RP depuis 10 ans ou plus, dont 33,6 % depuis plus de 30 ans).
- Les logements construits depuis 2005 sur la commune de Saulzet-le-Froid sont exclusivement des constructions individuelles pures.
- La surface des logements construits est en moyenne de 153m².
- Le nombre de permis de construire (PC) et déclaration de projet (DP) déposé est très fluctuant selon les années.
- Selon les données communales sur les 10 dernières années, la consommation foncière par logement a été d'environ 2 275m².

3. Les Perspectives de Développement : estimation des besoins en logements pour 2032

Selon une croissance comparable aux dernières années				Selon la croissance attendue par l'Insee sur Sud Agglo			
Estimation des besoins en logements (du 1er janvier 2017 au 1er janvier 2032)				Estimation des besoins en logements (du 1er janvier 2017 au 1er janvier 2032)			
Hypothèse : croissance comparable aux dernières années				Hypothèse : projections de l'INSEE			
Démographie : scénario retenu (en % / an)	1	Nombre de nouveaux habitants	42	Démographie : scénario retenu (en % / an)	1,1	Nombre de nouveaux habitants	47
Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	30	Nombre de nouveaux logements	29	Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	30	Nombre de nouveaux logements	31
1er facteur : desserrement des ménages				1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2017 :	2,2	C - Nombre d'habitants en 2017 :	264	A - Taille des ménages en 2017 :	2,2	C - Nombre d'habitants en 2017 :	264
B - Taille des ménages en 2032 :	2	D - Nombre d'habitants en 2032 :	305	B - Taille des ménages en 2032 :	2	D - Nombre d'habitants en 2032 :	311
E - Nombre de logements nécessaires en 2017 : C/A =			120	E - Nombre de logements nécessaires en 2017 : C/A =			120
F - Nombre de logements nécessaires en 2032 : C/B =			132	F - Nombre de logements nécessaires en 2032 : C/B =			132
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =			12	G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =			12
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants				2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2032 : D - C =			42	H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2032 : D - C =			47
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			21	I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			24
J - Nombre total de logements à créer : G + I =			33	J - Nombre total de logements à créer : G + I =			36
Besoin en constructions neuves				Besoin en constructions neuves			
K - Nombre de logements vacants dans le parc total			15	K - Nombre de logements vacants dans le parc total			15
L - Logement vacants à remettre sur le marché			5	L - Logement vacants à remettre sur le marché			5
M - Nombre de logements neufs à construire : L - N =			29	M - Nombre de logements neufs à construire : L - N =			31
Surface nécessaire pour une moyenne de 700 m ² par logement (en ha)			2,0 ha	Surface nécessaire pour une moyenne de 700 m ² par logement (en ha)			2,2 ha
Surface nécessaire en prenant en compte une rétention foncière de 30 %			2,6 ha	Surface nécessaire en prenant en compte une rétention foncière de 30 %			2,8 ha

ENJEUX

- Le maintien des populations en place en répondant aux besoins en termes de logements.
- L'accueil de nouvelle population.

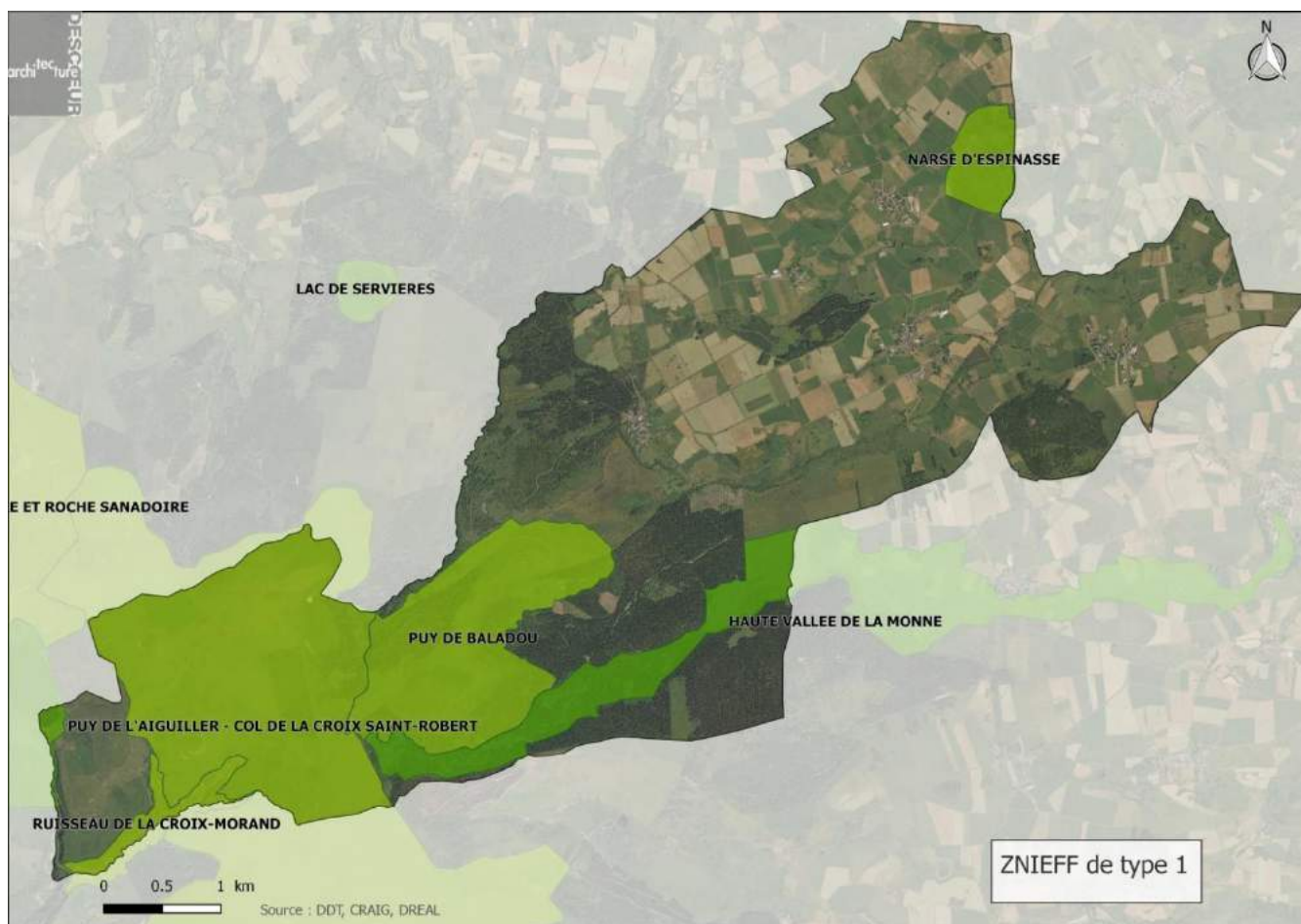
ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Encourager le recyclage des constructions.
- Libérer des terrains constructibles tout en maîtrisant l'étalement urbain. Viser les objectifs SCoT en termes de taille de parcelle afin d'économiser le foncier et préserver l'environnement.
- Diversifier l'habitat pour répondre à tous les besoins et économiser le foncier.
- Répondre aux exigences environnementales. Inciter la diminution des consommations d'énergie, favoriser la mise en place des énergies renouvelables dans le règlement PLU.

K. LES ESPACES NATURELS

1. Les ZNIEFF

a. ZNIEFF de type 1



■ Narse d'Espinasse.

Superficie : 42,91 hectares

La Narse d'Espinasse est un marais méso-eutrophe tourbeux niché dans un cratère de maar (explosion phréato-magmatique) au pied du Puy de l'Enfer au sud de la Chaîne des Puys.

L'ancien lac de cratère, comblé à la fois par des matériaux détritiques et par les apports organiques liés à la végétation, est devenu aujourd'hui un marais, dont l'assèchement s'est accéléré du fait des actions anthropiques (drainage, route).

Les secteurs les plus humides et intéressants se situent au nord-est, et correspondent à des parvocariçaies. Elles sont entourées par des accrues de Saules et Bouleaux, que l'on retrouve dispersés sur l'ensemble du site, bordés par des ourlets mésohygophiles (mégaphorbiaies, milieu déterminant).

Des roselières peu humides sont présentes au sud-ouest, tandis qu'une grande partie de la surface totale est occupée par des prairies humides (à Canche cespiteuse ou Calamagrostis blanchâtre). On note encore quelques magnocariçaies.

La flore comporte actuellement 5 espèces protégées : les Laïches cespiteuse et à peu de fleurs, la Linaigrette gracile, la Ligulaire de Sibérie, pour laquelle la Narse représente l'une des plus belles stations d'Europe occidentale, et le Saule bicolore.



■ Haute vallée de la Monne.

Superficie : 310.74 hectares.

6.1 Habitats déterminants

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
34.3 Pelouses pérennes denses et steppes médio-européennes	Informateur : Conservatoire des Espaces et Paysages d'Auvergne	10	2010
37.22 Prairies à Jonc acutiflore	Informateur : Conservatoire des Espaces et Paysages d'Auvergne	4	2010
44.31 Forêts de Frênes et d'Aulnes des ruisselets et des sources (rivulaires)	Informateur : Conservatoire des Espaces et Paysages d'Auvergne	5	2010

7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources
Insectes	53976	<i>Lycaena helle</i> (Denis & Schiffermüller, 1775)			Informateur : BACHELARD P.
	54191	<i>Eumedonia eumedon</i> (Esper, 1780)			Informateur : TEYNE A.
Mammifères	60630	<i>Lutra lutra</i> (Linnaeus, 1758)		Reproducteur	Informateur : LEMARCHAND C., BOUCHARDY C.

■ Puy de Baladou.

Superficie : 250.41 hectares.

Ces sommets surplombent la partie amont de la vallée de la Monne, et les versants sud escarpés abritent des rochers, des communautés de hautes herbes thermophiles (calamagrostidaies) et des formations montagnardes à Genêt purgatif, milieux tous trois déterminants. Les parties planes portent des landes sèches à Callune ou Airelle des marais, et des nardaies du Violon. En contrebas du versant sud, une plantation résineuse laisse parfois la place à des lambeaux de hêtraie acidiphile ou à des formations de transition.

La flore dénote déjà l'altitude élevée du Puy, avec la présence de la Pulsatille blanche, du Sorbier nain, de l'Ail de la Victoire (espèces en liste rouge régionale), et du Lis martagon (espèce protégée).

Des friches humides à Bouleau abritent un papillon de la liste rouge régionale, le Cuivré de la Bistorte.

L'avifaune reflète également la présence de milieux ouverts ou semi-ouverts d'altitude : Merle à Plastron et Busard cendré (liste rouge régionale), Pipit spioncelle (espèce à surveiller).

Par son caractère alticole et thermophile original, l'ensemble Baladou-Védrine, moins prestigieux que les crêtes les plus élevées du Sancy, apporte cependant un élément important au riche patrimoine biologique des Monts Dore



■ Puy de l'Aiguiller – Col de la Croix St Robert.

Superficie : 1 815,48 hectares.

L'altitude élevée des Puys de la partie sud leur confère un grand intérêt avec la présence de groupements subalpins (tous déterminants en Auvergne): landes subalpines à myrtilles (dont Airelle des marais), fourrés des sols frais de l'étage subalpin (à Saule des lapons), groupement à Fétuque paniculée, combes à neige relevant du Nardion dans les concavités d'ubac. Les versants du Puy de l'Angle abritent des éboulis (habitat déterminant). On note également des zones tourbeuses très intéressantes comportant un peu de haut-marais (habitat déterminant) et des parvocariçaies, et abritant de nombreuses espèces rares dont la Swertie pérenne (unique station du Puy-de-Dôme). Quelques prairies humides et magnocariçaies les accompagnent.

En-dessous des zones subalpines, les prairies pâturées relèvent essentiellement du Nardion, alors que plus bas, en l'occurrence dans la majeure partie du secteur nord, elles passent au Violon.

Les landes de l'étage montagnard comprennent, outre des landes à Genêt prugatif (habitat déterminant), des landes sèches et des fourrés mésophiles.

Enfin, quelques secteurs sont boisés par la hêtraie ou plantés en Epicéa.

La flore comporte pas moins de 10 espèces protégées et 6 non protégées mais en liste rouge régionale.



- **Ruisseau de la croix Morand.**

Superficie : 45.08 hectares.

Critères d'intérêt de la zone : patrimoniaux (floristiques, phanérogames).

- **Lac de Guéry.**

Superficie : 203.57 hectares.

Le lac en lui-même abrite d'intéressantes formations amphibies (Littorelletea, formations à Potamots rares, milieu déterminant), et comporte de petites tourbières en périphérie et des mégaphorbiaies (milieux déterminants). A l'ouest, une hêtraie à Scille lis-jacinthe (milieu déterminant) occupe le versant surmontée par un plateau abritant quelques tourbières, au milieu des estives (Violion) en partie remplacées par une plantation résineuse.

La flore est très riche. Le lac abrite la Litorell à une fleur (liste rouge régionale), le Fluteau nageant, et le Potamot allongé (protégées). Il comptait anciennement deux espèces d'Isoètes, rares fougères amphibies (Isoètes à spores spinuleuses et des lacs) qui semblent avoir disparu aujourd'hui. Les tourbières abritent 3 espèces de Laïches protégées (Laïches des boubiers, à long rhizomes, pauciflore), et le Saule des Lapons (espèce boréale), également protégée.

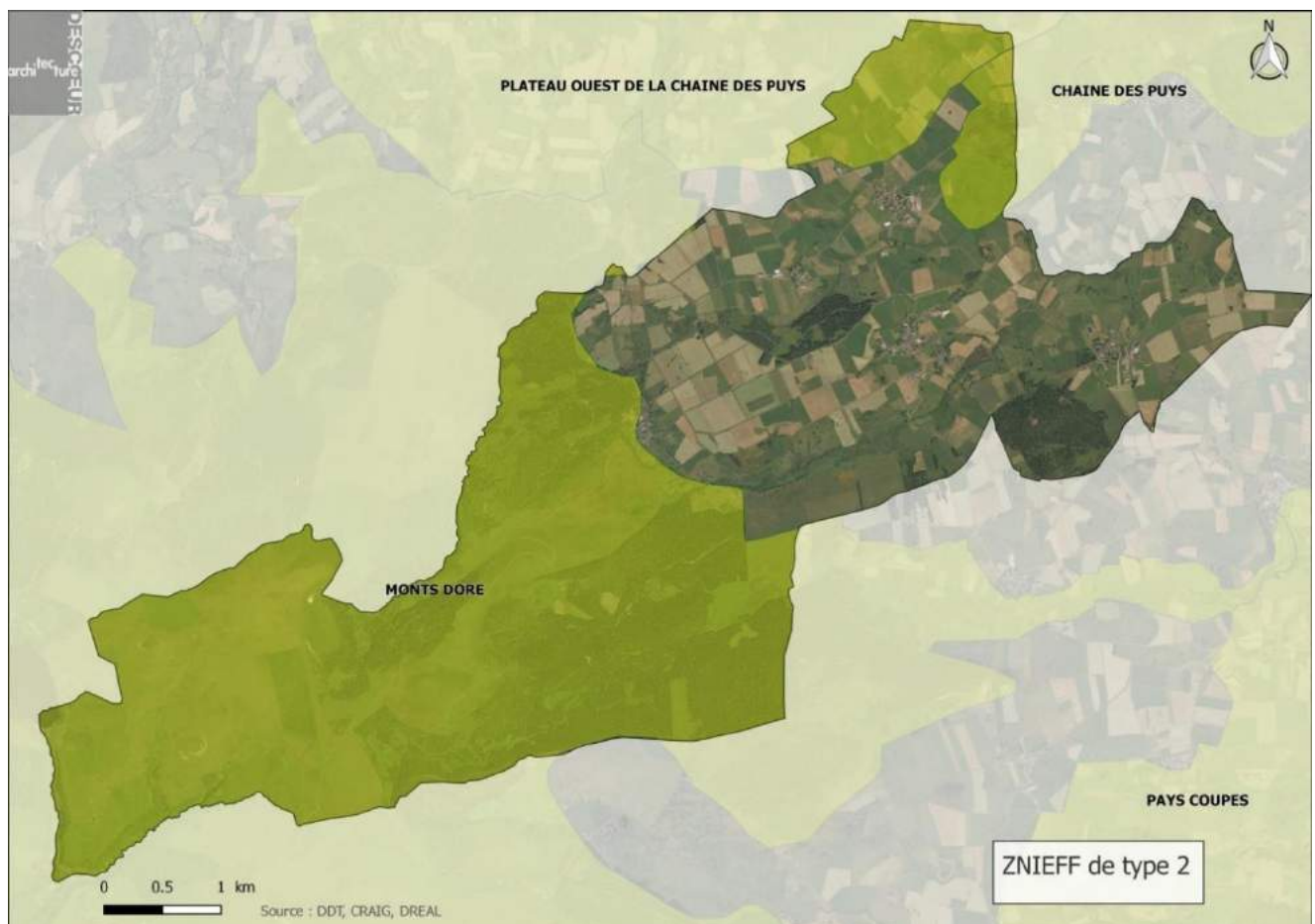
Parmi les papillons, le rare Cuivré de la Bistorte (liste rouge régionale) fréquentent les tourbières et les mégaphorbiaies adjacentes.

La Vipère péliade (liste rouge régionale) est également présente.

L'intérêt ornithologique est lié aux milieux ouverts ou semi-ouverts de la partie ouest, avec le Merle à plastron (liste rouge régionale) et le Pipit spioncelle (espèce à surveiller).



b. ZNIEFF de type 2



- **ZNIEFF de type 2 : CHAÎNE DES PUYS** (Superficie : 17683 hectares).

Critères d'intérêt de la zone : Patrimoniaux (faunistique, insectes, poissons, reptiles, oiseaux, mammifères, floristique, ptérophytes, phanérogames).

- **ZNIEFF de type 2 : MONTES DORE** (Superficie : 26469 hectares).
Espèces déterminantes présentes : Biscutella arvernensis (2 petites populations), Hieracium aurantiacum (statut d'indigénat à définir), Pulsatilla alpina (3 petites populations), Salix lapponum (plusieurs populations importantes), Salix bicolor (4 petites populations).
- **ZNIEFF de type 2 : PLATEAU OUEST DE LA CHAÎNE DES PUY** (Superficie : 13334 hectares).
Critères d'intérêt de la zone : Patrimoniaux (faunistique, insectes, amphibiens, oiseaux, mammifères).

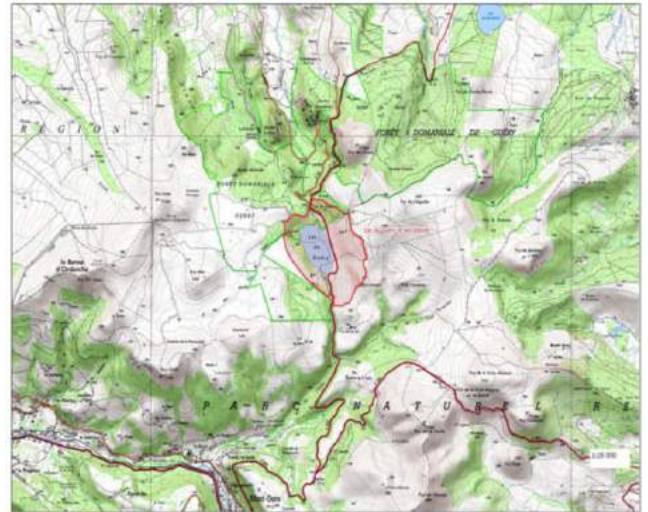
2. Le site classé du lac de Guéry et de ses abords

Date de l'arrêt : 27 juillet 1973

Communes concernées : Mont-Dore, Orcival, Perpezat, Saulzet-le-Froid

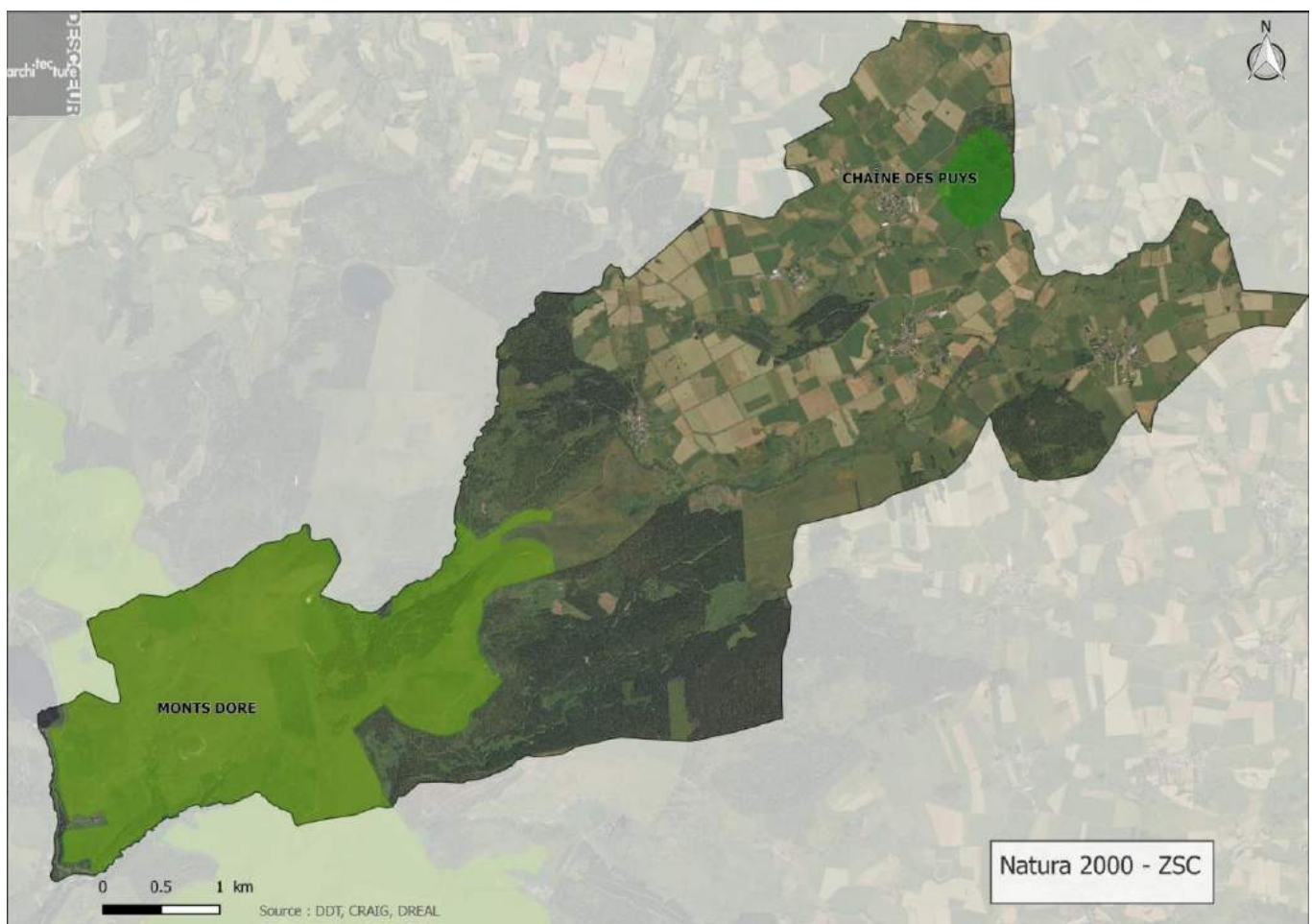
Superficie : 145,44 ha

La protection actuelle, le classement acté en 1973, englobe le lac, les rives à l'est et au sud sur 500 mètres environ, et les rives ouest et nord-ouest, plus pentues, sur 250 mètres environ. Au nord, elle s'étend jusqu'au col de Guéry et vient buter sur les Roches de Sanadoire et de Tuilière, elles-mêmes protégées en tant que site naturel inscrit. Cet ensemble naturel protégé correspond grosso-modo au sud au bassin versant du cours d'eau, qui s'écoule du lac jusqu'à sa jonction avec un ruisseau plus large, le ruisseau de l'Enfer. Le périmètre de l'espace naturel sensible du lac du Guéry bénéficie d'un droit de préemption en date du 15/12/2008 au bénéfice du conseil départemental.



Mise à jour : DREAL 2016

3. Les sites NATURA 2000 ZSC



■ Chaîne des Puys (FR8301052)

La désignation du site Natura 2000 de la Chaîne des Puys vise prioritairement les pelouses et landes d'altitudes réparties sur les flancs et sommets des volcans et entretenues par l'activité pastorale ancestrale, essentiellement ovine. Elle vise également une végétation particulière et clairsemée, emblématique, qui se développe sur les éboulis et scories volcaniques. Ainsi la Chaîne des Puys offre ses 90 édifices volcaniques en alignement du nord au sud qui constituent un paysage unique au monde avec des influences géo-climatiques (altitudes de 600 à 1450m et toutes les orientations) et des activités humaines (pastoralisme en particulier et sylviculture) qui engendrent un patrimoine naturel riche et diversifié. Ce sont ainsi 12 habitats (milieux naturels) d'intérêt européen (sur 35 habitats inventoriés) qui coexistent en mosaïques sur 2041 ha éclatés en 9 entités sur 8 communes.

L'importance de la Chaîne des puys est liée à l'alignement nord-sud de ses 90 édifices volcaniques qui offrent des conditions géo-climatiques variées et permet le développement d'un patrimoine paysager et naturel, riche et varié

De plus, la **Narse d'Espinasse** offre l'une des plus belles stations nationales de Ligulaires de Sibérie et une importante population de Cuivré de la Bistorte, ce qui lui vaut un classement en Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope.

Ainsi, la qualité du patrimoine paysager et naturel de la Chaîne des Puys lui vaut un classement en site classé et un projet d'inscription aux biens du patrimoine mondial de l'UNESCO.



■ Les Monts Dore (FR8301042)

S'étendant autour du Puy de Sancy (1866m) le site s'étale à une altitude moyenne de 1050m. Creusé des 3 vallées glacières de la Dordogne, de Chaudesfour et de la Fontaine salée.

Le site englobe aussi l'ensemble remarquable du lac Guéry et des roches phonolithiques de Tuilière et Sanadoire.

Le risque principal est la pression touristique. En particulier du fait des stations de sport d'hiver au nombre de 3.

La conservation de la richesse floristique du site passe par sa maîtrise raisonnée. Les domaines skiables sans grand intérêt écologique sont exclus de façon à ne pas gêner inutilement leur gestion.



4. L'arrêté préfectoral de protection de biotope : la narse d'Espinasse

Description : voir description de la ZNIEFF de type 1 : NARSE D'ESPINASSE

Arrêté du 15 juillet 1988



5. Les zonages aquatiques

a. SDAGE Loire Bretagne 2016-2021

L'objectif : 61 % des eaux en bon état d'ici 2021

Alors que le SDAGE 2010-2015 prévoyait un résultat de 61 % des eaux en bon état, aujourd'hui 30 % des eaux sont en bon état et 20 % des eaux s'en approchent

C'est pourquoi le SDAGE 2016-2021 conserve l'objectif d'atteindre 61% des eaux de surface en bon état écologique en 2021. À terme, l'objectif est que toutes les eaux soient en bon état.

b. SDAGE Adour Garonne 2016-2021

L'objectif 2021 : 70 % des rivières du bassin en bon état.

4 orientations :

- Créer les conditions de gouvernance favorables
- Réduire les pollutions.
- Améliorer la gestion quantitative.
- Préserver et restaurer les milieux aquatiques.

c. Les SAGE

■ Le SAGE Sioule.

Parmi les enjeux identifiés dans ces outils de planification, les éléments concernant plus particulièrement le territoire communal de Saulzet-le-Froid sont :

- préserver les zones humides et la biodiversité.
- restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, en préservant les têtes de bassin.
- surveiller la prolifération des espèces envahissantes.

■ Le SAGE Allier aval.

Les principaux enjeux du SAGE pour la gestion de l'eau sont :

- La gestion qualitative de la ressource en eau en maîtrisant les pollutions pour mieux satisfaire les différents usages et préserver la qualité des milieux,
- La gestion concertée de l'espace alluvial en conciliant les activités économiques de la plaine avec la préservation de la dynamique fluviale de l'Allier étroitement liée à la préservation des milieux et de la ressource en eau,
- La gestion de la ressource en eau de la chaîne des Puys, en préservant cette ressource de qualité qui reste fragile.

■ Le SAGE Dordogne amont.

Liste des enjeux du SAGE:

- Prévenir et lutter contre les pollutions diffuses et le risque d'eutrophisation des plans d'eau
- Restaurer des régimes hydrologiques plus naturels et adapter les usages
- Restaurer des milieux dynamiques et fonctionnels propices à la biodiversité
- Mieux comprendre et gérer les eaux souterraines

6. Les corridors bio-écologiques

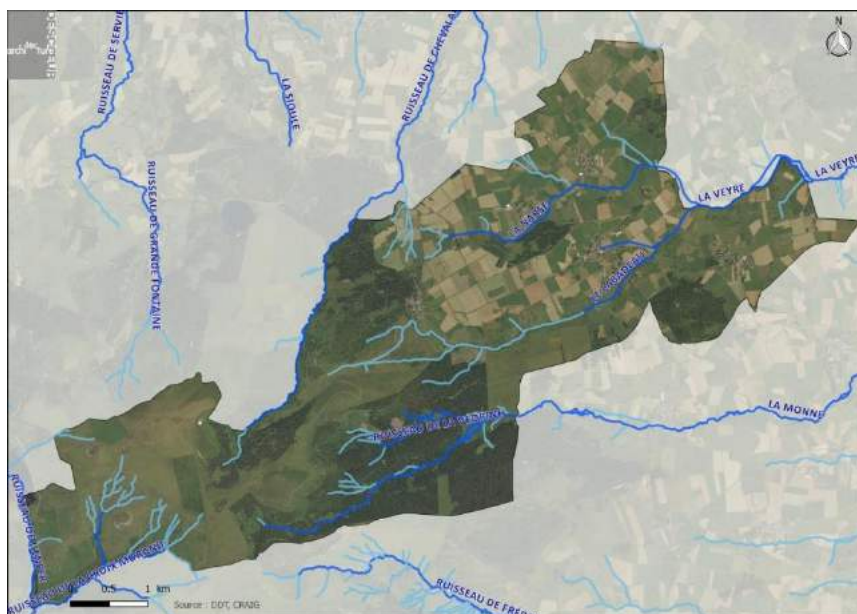
a. Les trames bleues

■ L'emprise de l'eau

La commune de Saulzet-le-Froid est située en tête des bassins versants. Son réseau hydrographique alimente l'Allier pour toute la partie Est du territoire, la Sioule et la Dordogne.

De nombreux ruisseaux sont présents sur la commune :

- Le ruisseau de l'Enfer délimite le territoire à l'Ouest
- Le ruisseau de la Croix Morand délimite le territoire au Sud-Ouest
- Le ruisseau de Chevalard délimite le territoire au Nord
- La commune est parcourue par les ruisseaux de la Védrine, de la Narse, de la Veyre, de la Monne et par le Labadeau

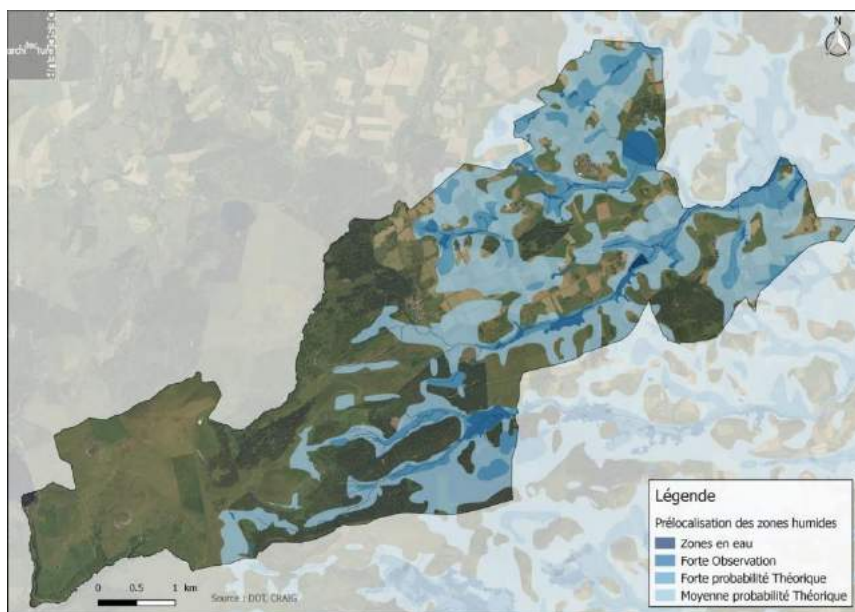


Le réseau hydrographique

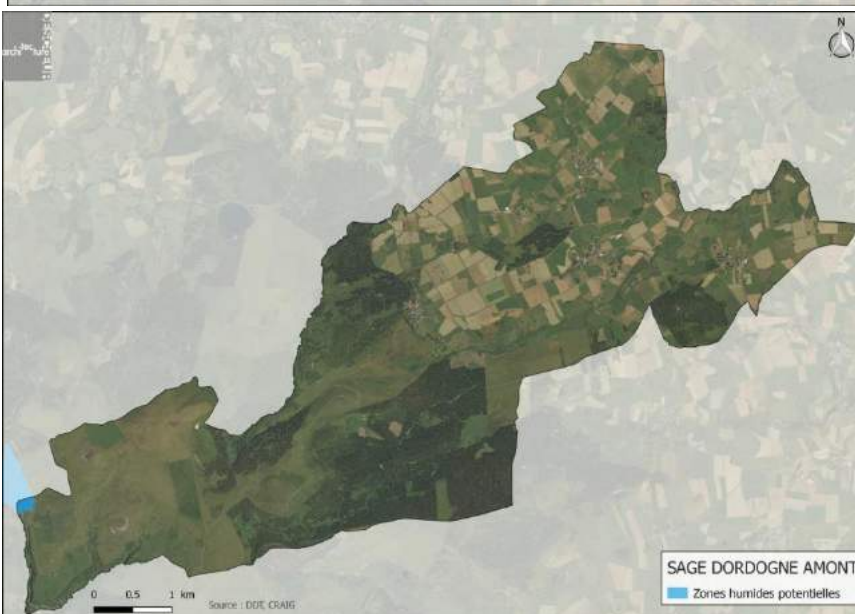
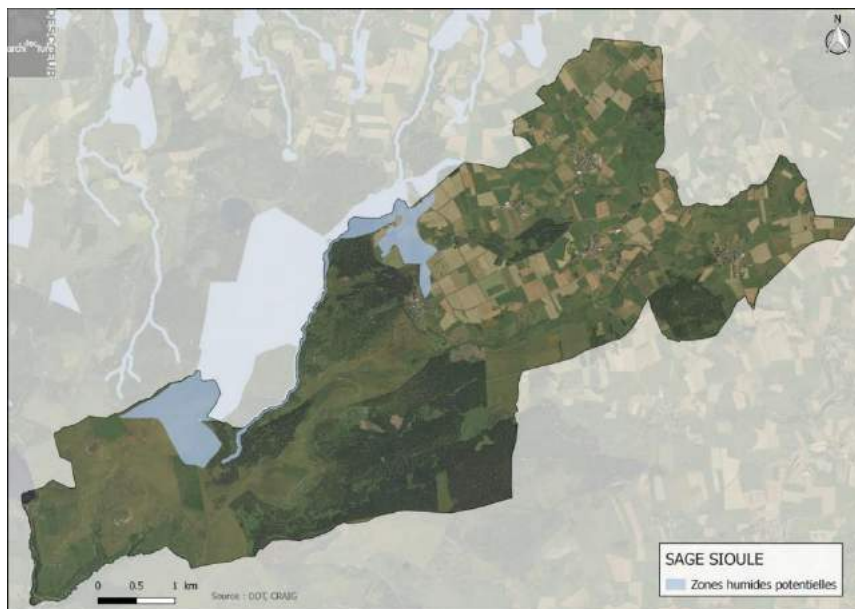
■ Carte des zones humides

Les zones humides ont considérablement régressé depuis 50 ans. Elles jouent pourtant un rôle fondamental à différents niveaux pour la préservation des ressources en eau et des usages associés (eau potable, etc.) :

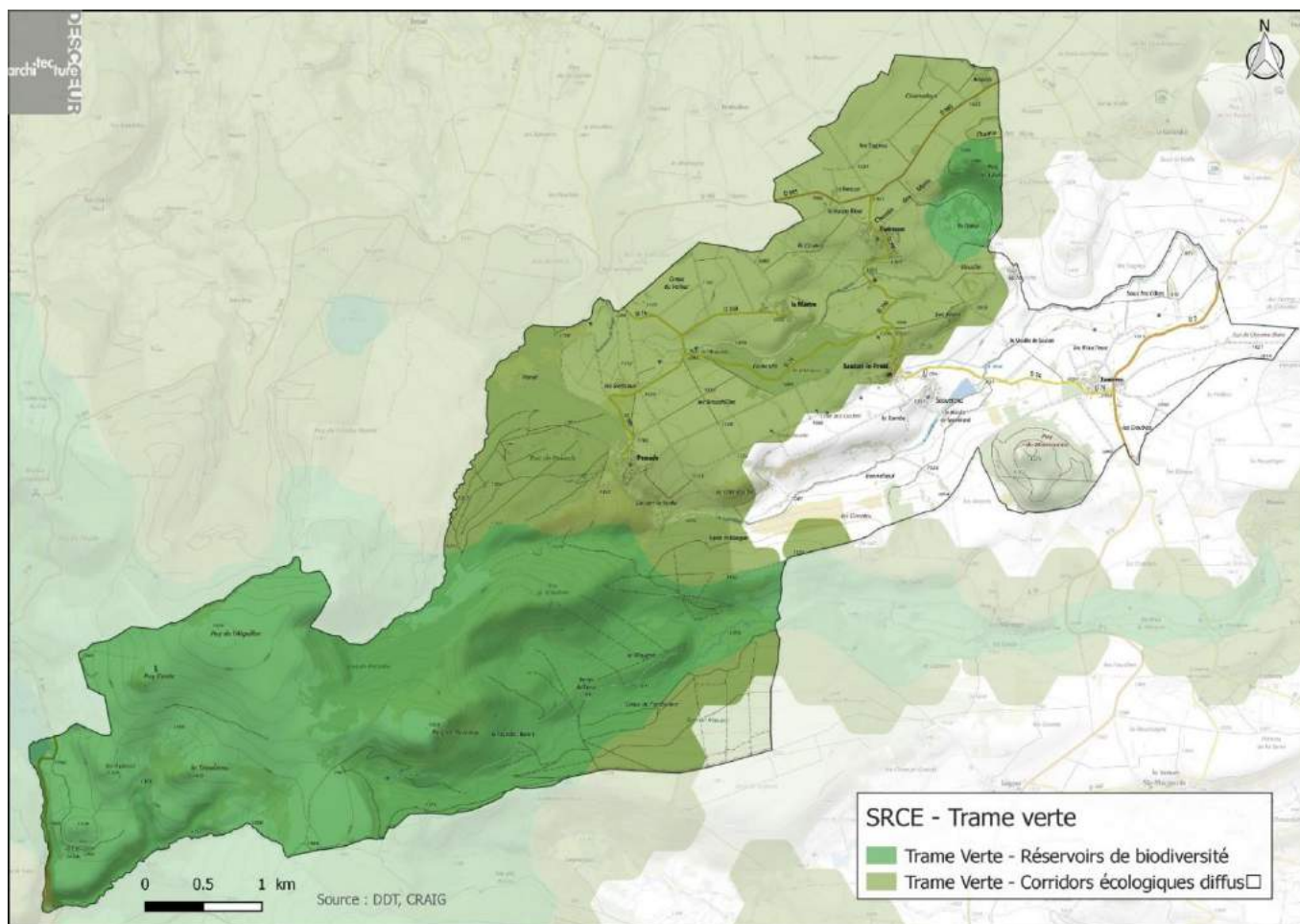
- elles assurent une autoépuration des pollutions diffuses, plus particulièrement en tête de bassin où elles contribuent de manière déterminante à la dénitrification des eaux.
- elles constituent un enjeu majeur pour la conservation de la biodiversité.
- elles contribuent à réguler les débits des cours d'eau et des nappes souterraines (écrêtement des crues et soutien d'étiage) et à améliorer les caractéristiques hydromorphologiques des cours d'eau.



Prélocalisation du SAGE Allier aval



b. La trame verte



Réservoirs de biodiversité : espaces à fort potentiel écologique, non fragmentés, et donc favorables au maintien et à l'enrichissement de la biodiversité. Ces espaces ont une bonne, voire très bonne, fonctionnalité écologique.

Objectif : Préserver. Cela passe souvent par des modes de gestion adaptés à la biodiversité et par la préservation de leur caractère naturel, agricole ou forestier.

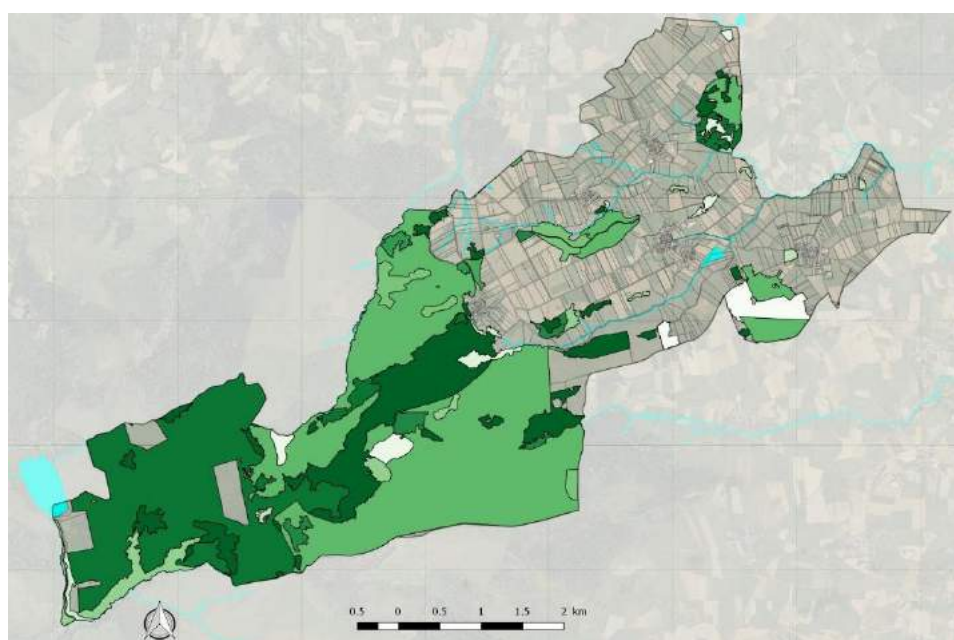
Corridors diffus : espaces de potentiel écologique bon à moyen, non fragmentés, qui contribuent à la fonctionnalité des réservoirs de biodiversité et à la préservation de la biodiversité qu'ils abritent.

Objectif : Préserver la mosaïque paysagère et limiter la fragmentation afin de conserver un bon niveau de fonctionnalité globale de ces espaces.

Une trame verte extrêmement dense, essentiellement composée des massifs forestiers implantés au Sud et à l'Est de la commune, d'un maillage de haies et des ripisylves des ruisseaux.

Généralement considérés comme des milieux homogènes et plutôt bien préservés, les massifs forestiers jouent un rôle important en tant qu'habitats, au point d'être souvent assimilés à des «réservoirs de biodiversité», et sont réputés assurer un rôle de corridor écologique pour de nombreuses espèces.

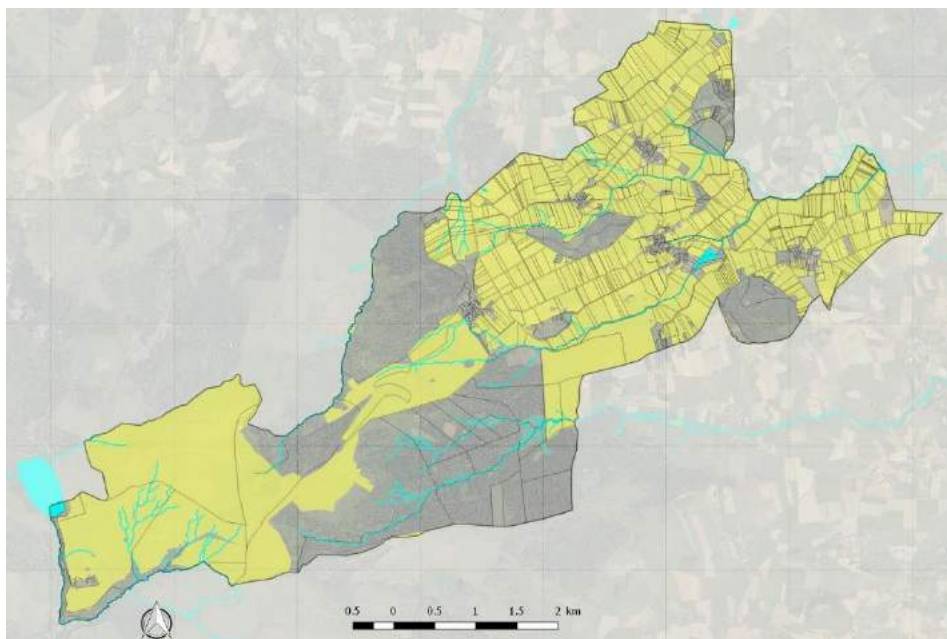
A Saulzet-le-Froid, la couverture forestière est très importante.



Carte de la trame forestière

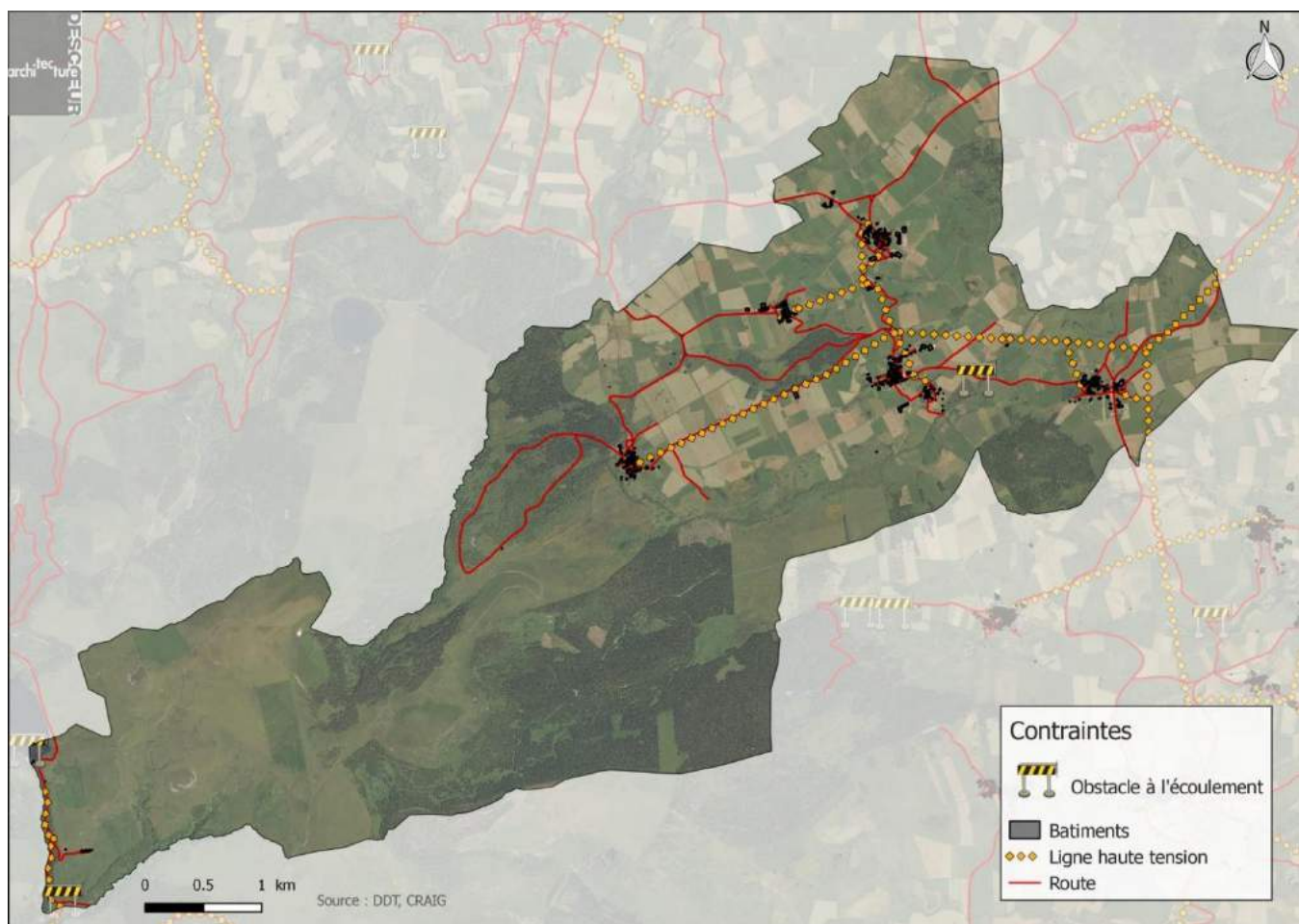
La trame agraire est définie par photo interprétation et croisement avec les RPG. La combinaison Trame Agraire et Trame Verte met en évidence les larges espaces qui couvrent le territoire.

Ces espaces agraires constituent un support complémentaire aux différents corridors écologiques. Ils constituent des liaisons très intéressantes entre les masses boisées et les autres espaces naturels. Les trames végétales (haies, arbres) qui maillent ces secteurs, permettent des connexions d'autant plus facilitées



Carte de la trame agraire

c. Les contraintes portées sur le réseau écologique



ENJEUX

- le respect et la protection des espaces naturels protégés.
- le renfort des corridors écologiques.
- les richesses faunistiques et floristiques

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Préserver la trame bleue. Appliquer une marge de recul pour préserver les ripisylves.
- Préserver, renforcer les structures végétales.
- Maintenir les massifs boisés.

De manière générale, la maîtrise de l'urbanisation reste un enjeu important pour les continuités écologiques. Limiter l'urbanisation diffuse et sa progression ainsi que préserver ou restaurer des coulées vertes (constituées de jardins privés et/ou d'espaces publics) dans les villages, participent tout autant à la mise en scène urbaine, qu'à l'appréciation du cadre de vie par les habitants/visiteurs et qu'à la circulation des espèces sauvages

L. LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Risques

Feu de forêt
Mouvement de terrain
Phénomène lié à l'atmosphère
Phénomènes météorologiques - Tempête et grains (vent)
Séisme Zone de sismicité : 3

Arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

1. Le risque sismique

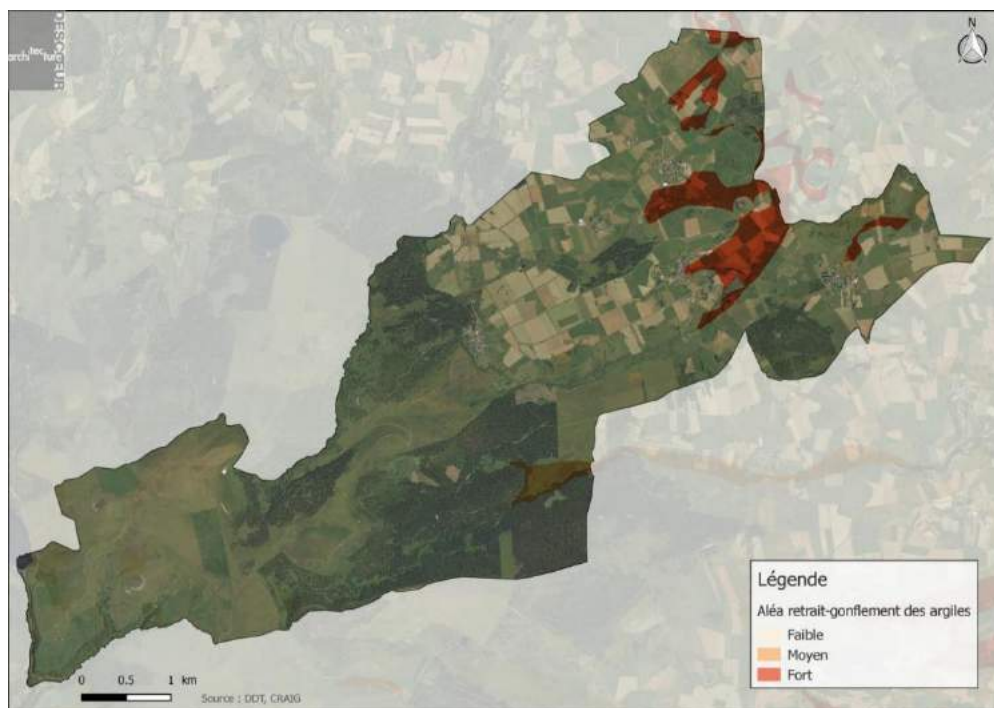
La banque de données SISFrance établie par le BRGM indique qu'un évènement sismique a eu lieu :

Date	Heure	Choc	Localisation épiscopale	Région ou pays de l'épicentre	Intensité épiscopale	Intensité dans la commune
1 Avril 1980	1 h 24 min 35 sec		MONTS-DORE (LE MONT-DORE)	AUVERGNE	4	0

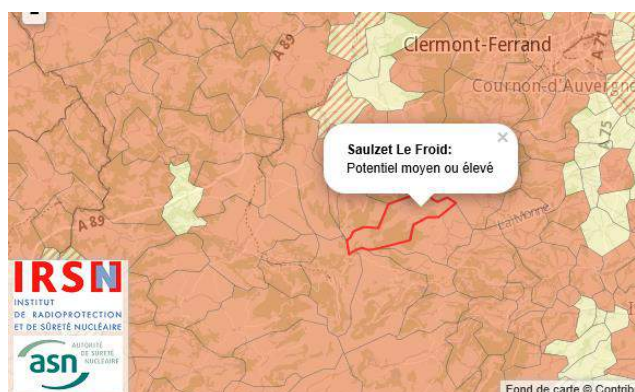
Selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la commune de Saulzet le Froid se situe dans la zone de sismicité 3 (depuis le 1^{er} mai 2011). La commune doit donc respecter des règles de constructions adaptées, arrêté du 29 mai 1997.

2. Le risque de retrait / gonflement des argiles

La banque de données ARGILES signale que la commune de Saulzet-le-Froid est concernée principalement par un aléa fort.



3. Le risque Radon



Les communes à potentiel moyen ou élevé

Ce sont celles localisées sur les formations géologiques présentant des teneurs en uranium les plus élevées. Les formations concernées sont notamment celles constitutives des grands massifs granitiques français (massif armoricain, massif central...) mais également certains grès et schistes noirs.

Dans les communes à potentiel radon moyen ou élevé, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que dans le reste du territoire. Les résultats de la [campagne nationale de mesure](#) montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments de ces communes dépassent 100 Bq.m⁻³ et plus de 6% dépassent 400 Bq.m⁻³.

4. Les ondes radioélectriques

Selon le site <http://www.cartoradio.fr>, aucune installation radioélectrique de plus de 5 watts n'est recensée sur le territoire communal.

5. Le risque Tempête

Une tempête correspond à une dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air distinctes. De cette confrontation naissent des vents pouvant être violents. On parle de tempête lorsque les vents dépassent 89 km/h.

ENJEUX

La protection des personnes et des biens contre les risques naturels et technologiques.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

Il est nécessaire de tenir compte de la sensibilité naturelle du territoire dans les choix d'orientations et de développement de la commune.

La protection contre les risques impose des contraintes sur le tissu urbain existant, tant sans sa requalification que dans sa densification.

Concernant le risque mouvement de terrain, il conviendra de veiller dans les zones bâties à limiter le ruissellement pluvial urbain : conserver des espaces naturels perméables, limiter les emprises au sol des projets de construction, assurer le retour aux exutoires naturels susceptibles d'absorber les surplus en eau.

M. LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE

1. Le climat

Le climat de Saulzet-le-Froid est chaud et tempéré. Des précipitations importantes sont enregistrées toute l'année, y compris lors des mois les plus secs. Sur l'année, la température moyenne à Saulzet-le-Froid est de 8.6 °C. Les précipitations annuelles moyennes sont de 775 mm.

2. L'air

La commune de Saulzet-le-Froid ne dispose pas de stations de mesures. Elle se situe dans la grande zone régionale d'AtmoAuvergne. La station de mesure la plus proche était celle de Besse (à 14km), mais depuis 2014, elle n'existe plus au réseau.



Les éventuelles nuisances sur la commune Saulzet-le-Froid sont essentiellement liées au trafic routier.

Il est à noter que la commune s'inscrit dans un territoire assez boisé. Cette ressource naturelle combinée à un climat plutôt montagnard, contribuent à une bonne qualité de l'air et va dans le sens de la réduction des gaz à effet de serre.

3. L'eau

La Veyre

La Veyre est en état Moyen (niveau de confiance élevé). Les objectifs sont maintenus pour 2015

L'Allier

Selon l'Agence Loire-Bretagne, en 2011, date des dernières publications, l'état écologique de l'Allier est médiocre pour un niveau de confiance de l'état est élevé.

L'objectif de bon état écologique a été repoussé à 2021.

Bassin Loire-Bretagne

Département : PUY-DE-DOME

Etat chimique 2013 des eaux souterraines

Données 2008 à 2013

Etat et objectifs chimiques

Masses d'eau en bon état

- Bon état et objectif 2015
- Bon état et objectif 2021 ou 2027

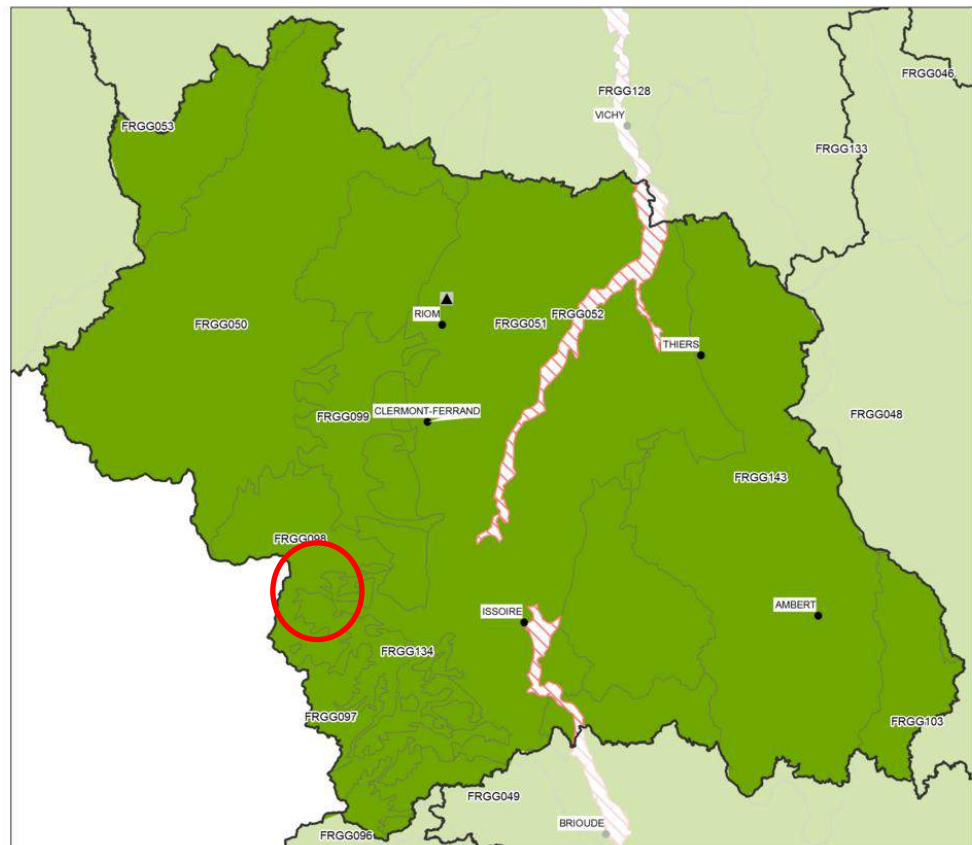
Masses d'eau en état médiocre et objectif 2021 ou 2027

- Cause nitrates
- Cause pesticides
- Cause nitrates et pesticides

Tendance significative et durable à la hausse

- Cause nitrates
- Cause pesticides
- Cause nitrates et pesticides

- villes principales
- départements

0 7 14
Kilomètres©BD CarThAgE Loire-Bretagne 2010 - DEP - 23/11/2015
Agence de l'eau Loire Bretagne 2013

Bassin Loire-Bretagne

Département : PUY-DE-DOME

Etat écologique 2013 des eaux de surface

Cours d'eau (données 2011 à 2013)

Plans d'eau (données 2008 à 2013)

Eaux littorales (données 2011 à 2013)

Etat ou potentiel écologique et niveau de confiance de l'état

Cours d'eau

Etat	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	Niveau de confiance de l'état
						Élevé
						Moyen
						Faible

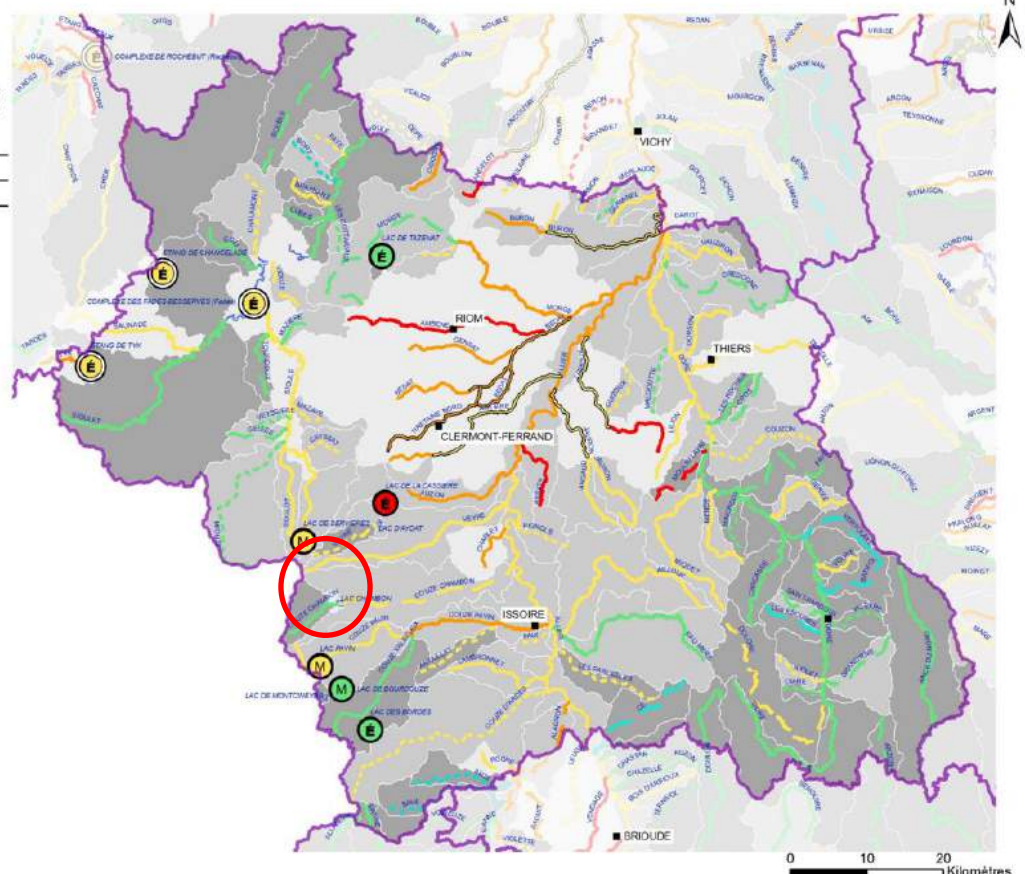
Plans d'eau, estuaires et eaux côtières

- Niveau de confiance de l'état
- Élevé Très bon
- Moyen Bon
- Faible Moyen
- Médiocre
- Mauvais
- Information non disponible

- MEFM MEA
- MEN
- MEFM MEA
- Masse d'eau surfacique

Echéances des objectifs

- 2015
- 2021
- 2027
- objectif moins strict
- villes principales
- limite départementale

©BD CarThAgE Loire-Bretagne 2010 - DEP - 06/11/2015
Agence de l'eau Loire Bretagne

4. L'eau potable

La commune de Saulzet-le-Froid gère le réseau AEP avec ses propres services (régie). Le territoire communal abrite de nombreux captages. Parmi eux, 2 alimentent le réseau communal : captage de Pessade et captage de la Martre.

Des analyses qualitatives sont effectuées régulièrement. Les données issues de l'ARS (*Fiche qualité de l'eau* Bilan 2014) concluent que la qualité de l'eau peut encore être améliorée car elle peut présenter un caractère agressif vis-à-vis des réseaux de distribution.

Aucun puit privé n'est signalé sur la commune.

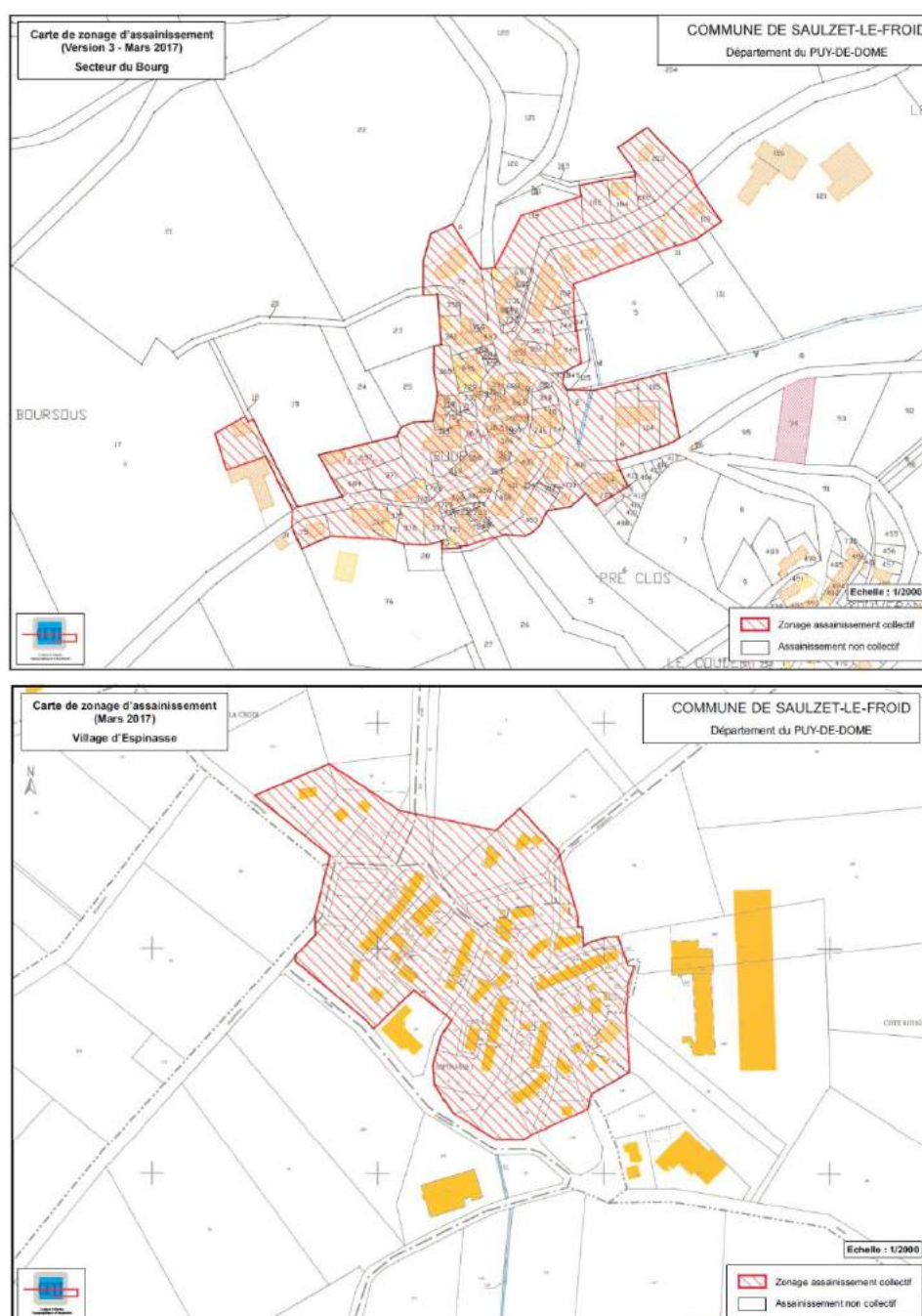
Selon les données disponibles, le bilan besoins en eau / ressources montre une situation largement excédentaire en période normale et de pointe sur chacun des réseaux, que ce soit en prenant compte les besoins actuels ou futurs (évolution de l'urbanisation estimée à 20 % sur 20 ans).

Courant 2017, la commune a pour projet l'extension du réseau d'eau potable à Zanières.

5. L'assainissement

La gestion du réseau collectif est assurée en régie.

Une modification de ce schéma directeur communal d'assainissement a été réalisée en 2015-2016 par le cabinet CETI. Un zonage d'assainissement collectif a été décidé sur la totalité du bourg avec la création d'une station d'épuration commune à l'ensemble du secteur et sur le village d'Espinasse. Le reste de la commune est en autonome.



Carte de zonage d'assainissement

Sur le secteur du bourg et Sauverand, la construction d'une nouvelle station d'épuration de 100EH est prévue pour la fin 2017 selon un système « filtre plantés de roseaux ». Ce procédé se classe parmi les filières de traitement biologique à cultures fixées sur supports fins (gravier, sable).

Sur le village d'Espinasse, la construction d'une nouvelle station est en programmation pour 2018.

Concernant les bâtiments en assainissement individuel, ils sont contrôlés par le SPANC, service transféré à C2EA. (Source : Rapport de synthèse des Visites, C2EA, décembre 2012)

Concernant les eaux pluviales, il n'existe pas de bassins d'orage sur le territoire communal.

6. La pollution des sols

La commune est concernée par la présence de 2 anciens sites pollués et d'une installation classée.

Anciens sites pollués

Ancienne décharge communale, les Boissoux –Activité terminée
Ancienne carrière, Puy de l'Enfer –Activité terminée



Installation classée

🌿 Nom : GAEC LE GRE DU VENT

Adresse d'exploitation :
Espinasse
63970 SAULZET LE FROID

Activité principale :
Etat d'activité : En fonctionnement
Service d'inspection : DD(CS)PP
Numéro inspection : 0563.00779
Dernière inspection : 18/12/2008

Régime : Enregistrement
Statut Seveso : Non Seveso
Priorité nationale : Non
IED-MTD : Non

🌿 Situation administrative

Rubri.	IC	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume	Unité
2101		2b		En fonct.	E	Bovins (élevage, vente, transit, etc)	152	u

7. Les déchets

La gestion est assurée par le SICTOM des Couzes. Le SICTOM est compétent en matière de collecte des déchets ménagers. Il assure la collecte des déchets des ménages (les Points d'Apport Volontaire font l'objet d'une prestation de service) et le stockage des déchets résiduels.

Le SICTOM des Couzes dispose de 2 déchèteries sur son territoire. Elles sont situées respectivement sur les communes de Besse et de Montaignut-le-Blanc. Par convention, les habitants de Saulzet-le-Froid ont accès à la déchèterie de Saint-Genès-Champanelle (Clermont Communauté).

8. Les énergies

Les indicateurs Insee concernant le niveau d'équipement et de confort des Logements de la commune de Saulzet-le-Froid mettent en évidence :

- La majorité des logements est équipée d'un chauffage central individuel.
- On note une légère baisse du « tout électrique » entre 2008 et 2013.

L'Aduhme a réalisé en février 2015, une Carte d'Identité Energétique à l'échelle de la Communauté de Communes des Cheires.

La CC des Cheires consomme 314 GWh/an d'énergie. Le résidentiel représente 48 % de cette consommation. Viennent ensuite les consommations dues aux transports (40 %), au tertiaire (8 %), à l'agriculture (3%) et à l'industrie (1%).

Parallèlement, la CC des Cheires produit 27 GWh/an. Cette production est basée à 91% sur la « biomasse solide ».

Si ce résultat peut paraître positif, il est loin d'être suffisant au regard de la consommation intercommunale, induisant une dépendance énergétique de 91.5 %.

La réduction de cette dépendance énergétique de territoire, par la production d'énergie renouvelable, peut être un potentiel de développement économique local ou d'économie financière, pour les ménages, les entreprises ou les collectivités locales elles-mêmes.

ENJEUX

- La qualité du cadre de vie.
- La protection de l'environnement.
- La lutte contre les consommations énergétiques.
- La qualité et la quantité des ressources en eau.
- La qualité des sols.

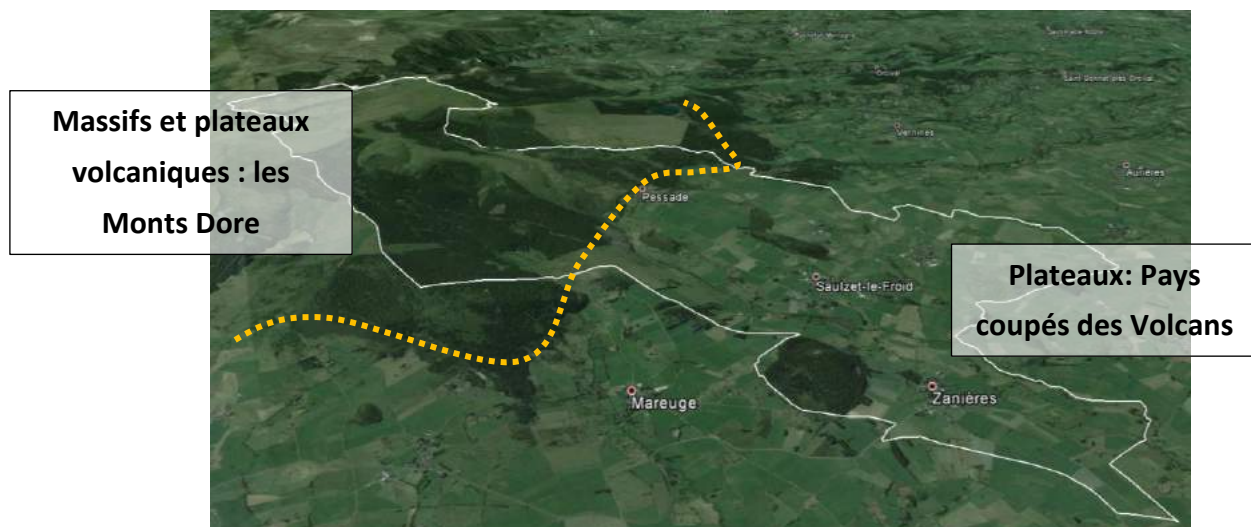
ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Définir une ambition démographique en compatibilité avec les moyens techniques de la commune et les capacités des ressources naturelles.
- Maîtriser l'étalement urbain.
- Faciliter la réduction des consommations énergétiques liées à l'habitat en affichant une politique d'incitation concernant les « filières propres » (matériaux isolants, bio climatisation, ...) pour les constructions neuves.
- Permettre l'utilisation de ressources locales pour la production d'énergie (solaire, dispositifs photovoltaïques, bois...) dans le règlement du PLU.
- Préserver les boisements, les structures arborées et les espaces verts.
- Préserver les cours d'eau.
- Développer les modes de transport moins polluants (ex : modes doux).
- Eviter l'installation de sites polluants sur le territoire.

N. LES PAYSAGES

La commune de Saulzet-le-Froid se situe à cheval sur l'entité paysagère des Pays Coupés et sur celles des massifs et plateaux volcaniques des Monts Dore. Cette situation lui confère une richesse paysagère particulière largement déterminée par la géologie couplée avec l'action de l'érosion, des ruisseaux et des glaciers qui ont fini de sculpter les formes du relief actuel.

Il résulte de cette histoire géologique des sortes d'espaces de très grande qualité naturaliste et esthétique dont la diversité sur ce territoire de montagne relativement confiné et facile d'accès a favorisé l'attractivité et l'exploitation des ressources dès l'avènement du tourisme au XIX^{ème} siècle (lacs, sommets, cascades...).



1. Les Monts Dore

Le massif des Monts Dore est un massif volcanique (strato-volcan) dont la forme est complexe. Il a été modelé par une érosion glaciaire qui l'a entaillé pour aboutir à ces formations de cirques et de vallées aux formes spécifiques. L'érosion fluviale a fini de sculpter les formes du relief actuel du massif.



■ La dominante de fermes blocs

Les fermes blocs ont une volumétrie imposante, avec des toitures pentues, souvent avec des coyaux (éléments de charpente qui adoucissent la pente en bas de versant du toit au niveau de l'égout). Elles sont pour la plupart couvertes en lauzes ou en ardoises (souvent en remplacement du chaume.)

■ Les "objets naturels"

Les crêtes, les cascades, les roches (Roche Vendeix, Capucin...), les cirques glaciaires (Fontaine salée, Chaudefour...), les lacs (Servièrre, Guéry, Chambon, Pavin...) et les tourbières, les cols (Col de la Croix Morand, col de Guéry, col de la Croix Saint-Robert...), les rivières... sont autant d'événements naturels qui marquent à tout moment l'expérience que l'on peut avoir de l'ensemble de paysage de montagne. Leur caractère plus ou moins visible, accessible, célèbre en fait des destinations singulières ou des points de repères partagés.

■ Les croix et systèmes de repérage

Les croix sont nombreuses et particulièrement visibles dans les territoires ouverts de montagne. Si leur signification est perdue pour une grande partie de la population, leur présence est marquante et en fait un motif paysager. Leur fonction était multiple : croix de chemins, croix des rogations et de processions, croix de limites, croix de villages et de cimetières, croix des ponts, des sommets, des sources et des fontaines, croix de mémoire.

■ Le motif et la logique des piquets de neige.

Sur la plupart des routes du massif du Sancy, des piquets de neige sont installés de manière saisonnière, plus ou moins en bordure. Leur présence récurrente crée un paysage routier singulier, notamment en l'absence de neige.

2. Les Pays coupés des Volcans

■ Pays coupés par les couzes et leur vallée.

Les pays coupés sont des endroits "marginaux", dans le sens où ils forment les marges de deux territoires bien distincts, un plateau et une plaine. Ce sont des "espaces entre", qui tiennent à la fois du plateau et de la plaine sans en être entièrement. On pourrait dire aussi que ce sont des "franchissements" ou des "seuils". Ces espaces ont suffisamment d'épaisseur pour être identifiés de manière singulière, ceci au travers de la caractéristique pratique suivante : coupés par les rivières et les vallons (ou creusés par ces rivières), il est plus compliqué qu'ailleurs de les traverser perpendiculairement à ces traits de coupe. Il en découle, dans ces pays, un sens particulier et contraint de l'usage du territoire.

■ Des formes géologiques marquantes.

Cet ensemble de paysages offre une succession de *bassins d'effondrement* et de *défilés* séparés par des reliefs souvent d'origine volcanique. Il en résulte une morphologie très complexe relevant de deux temps différents :

■ Une grande diversité de situations paysagères liée à la géologie et au climat.

Cette complexité géologique, et celle des sols qui en résultent, ajoutée au large étagement en altitude de 500 mètres à 1200 mètres et une certaine sécheresse du climat (le secteur est protégé par les reliefs du Sancy des influences venant de l'ouest) engendrent une très grande variété des terroirs, des potentialités agronomiques et types de mise en valeur, et donc des paysages.

■ Un processus de retour aux dynamiques naturelles d'une ancienne vallée exploitée : la vallée de la Monne.

Parmi ces formes de présence humaine dans ces vallées, l'une des plus singulières est peut-être celle disparue des paysans qui descendaient moulin le grain au bord de la Monne et qui habitaient les maisons en ruine du village de Riberolles. Le pont du Moyen-Age, le village abandonné sous la végétation, la nature des chemins... confèrent au lieu une atmosphère étrange.



ENJEUX

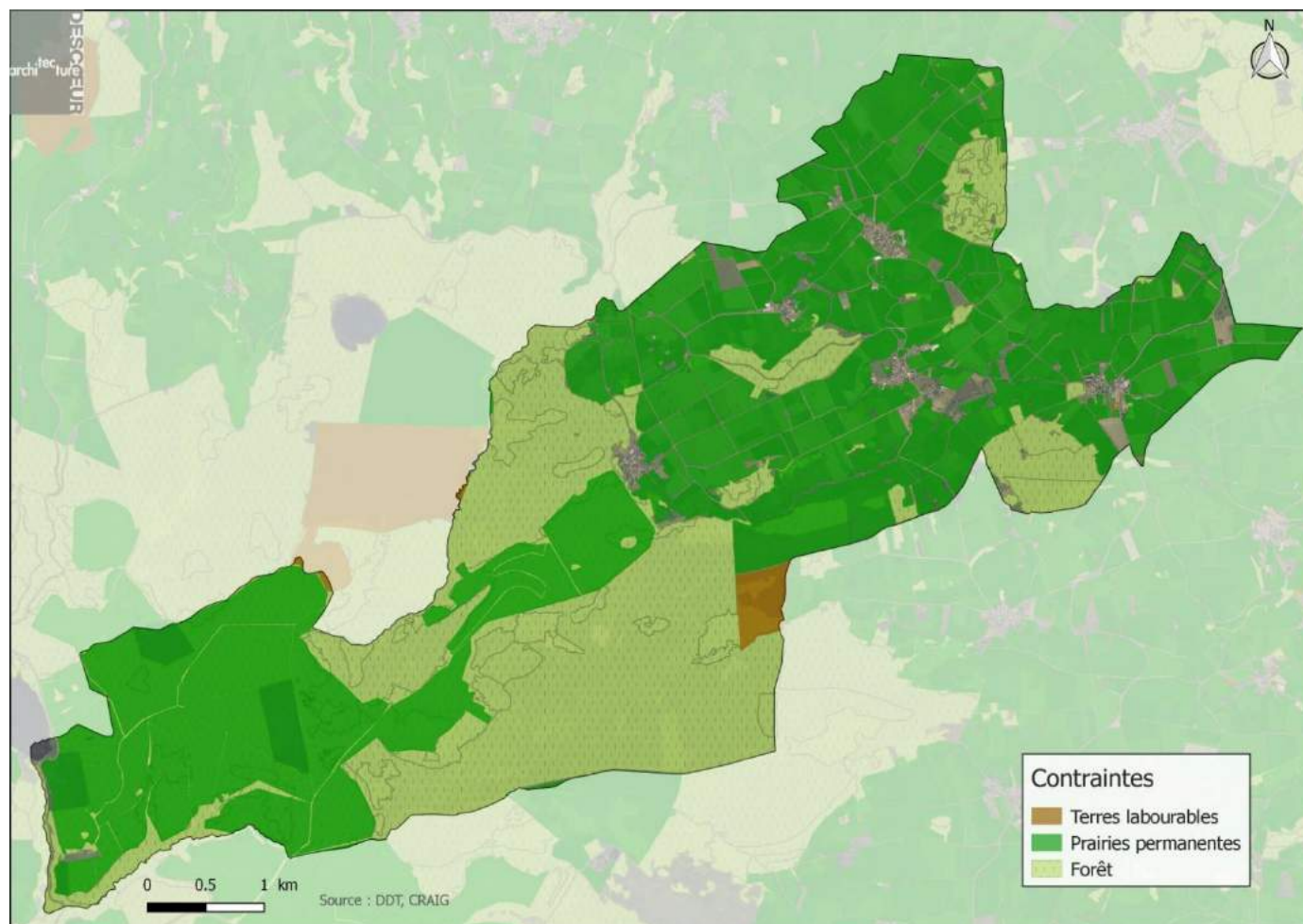
- La qualité paysagère.
- La qualité du cadre de vie des habitants.
- L'évolution des paysages.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

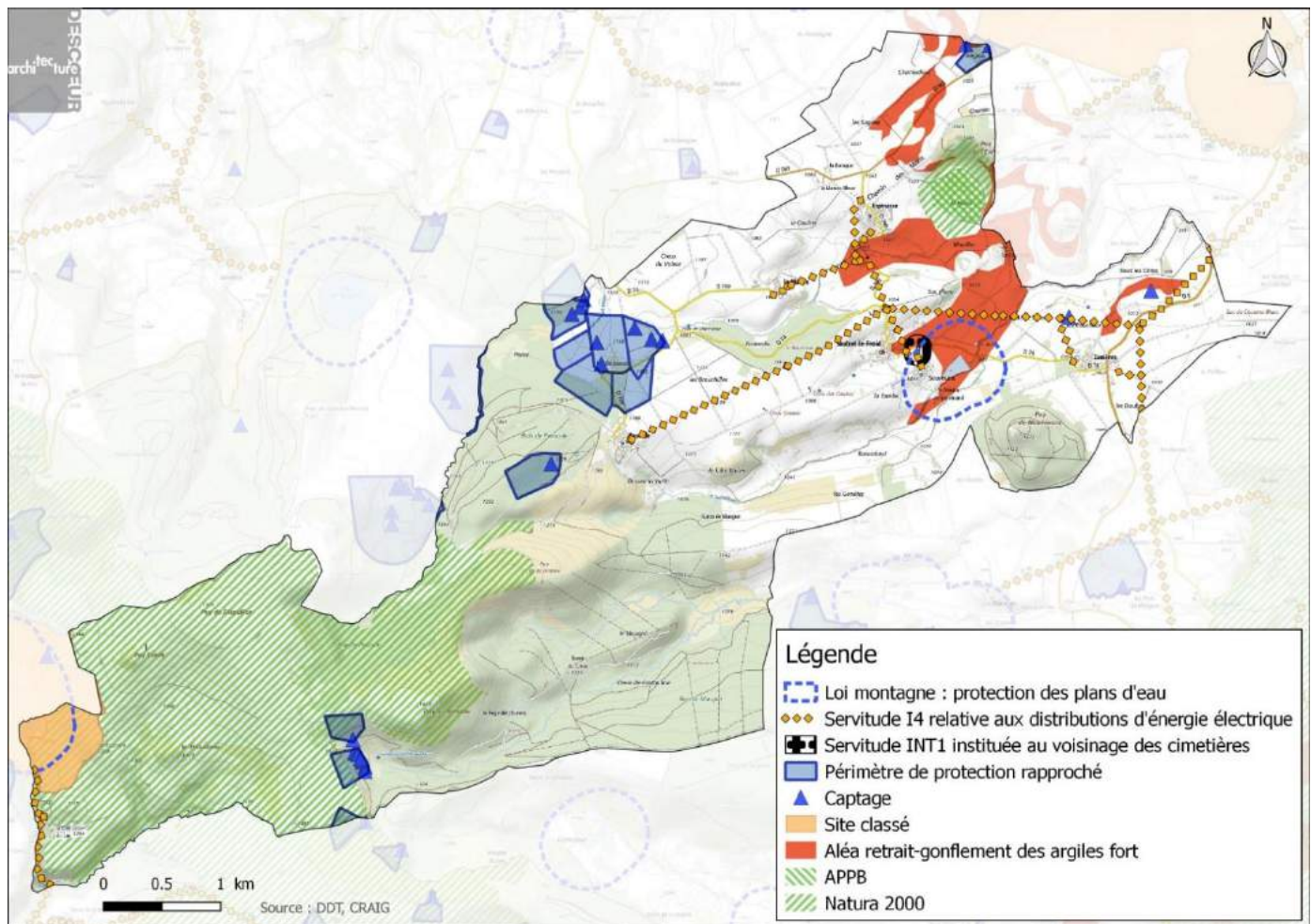
- Veiller au traitement de la transition entre espaces agricoles et espaces urbains.
- Conserver l'ouverture des paysages.
- Conserver la lisibilité des reliefs.

0. LES ORIENTATIONS GENERALES

- Veiller à protéger les espaces agricoles et forestiers



- Prendre en compte les servitudes d'utilité publiques, les zonages naturels et le risque argile



DEPARTEMENT du Puy-de-Dôme

1.2

COMMUNE de

SAULZET-LE-FROID



SCP DESCOEUR F et C
Architecture et Aménagement du Territoire
49 rue des Salins
63000 Clermont Ferrand
Tel : 04.73.35.16.26.
Fax : 04.73.34.26.65.
Mail : scp.descoeur@wanadoo.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRESENTATION Tome 2 : Justifications des projets du PLU

PRESCRIPTION

Délibération du conseil municipal du 13 décembre 2014

ARRET DU PROJET

Délibération du conseil municipal du 13 mai 2017

APPROBATION

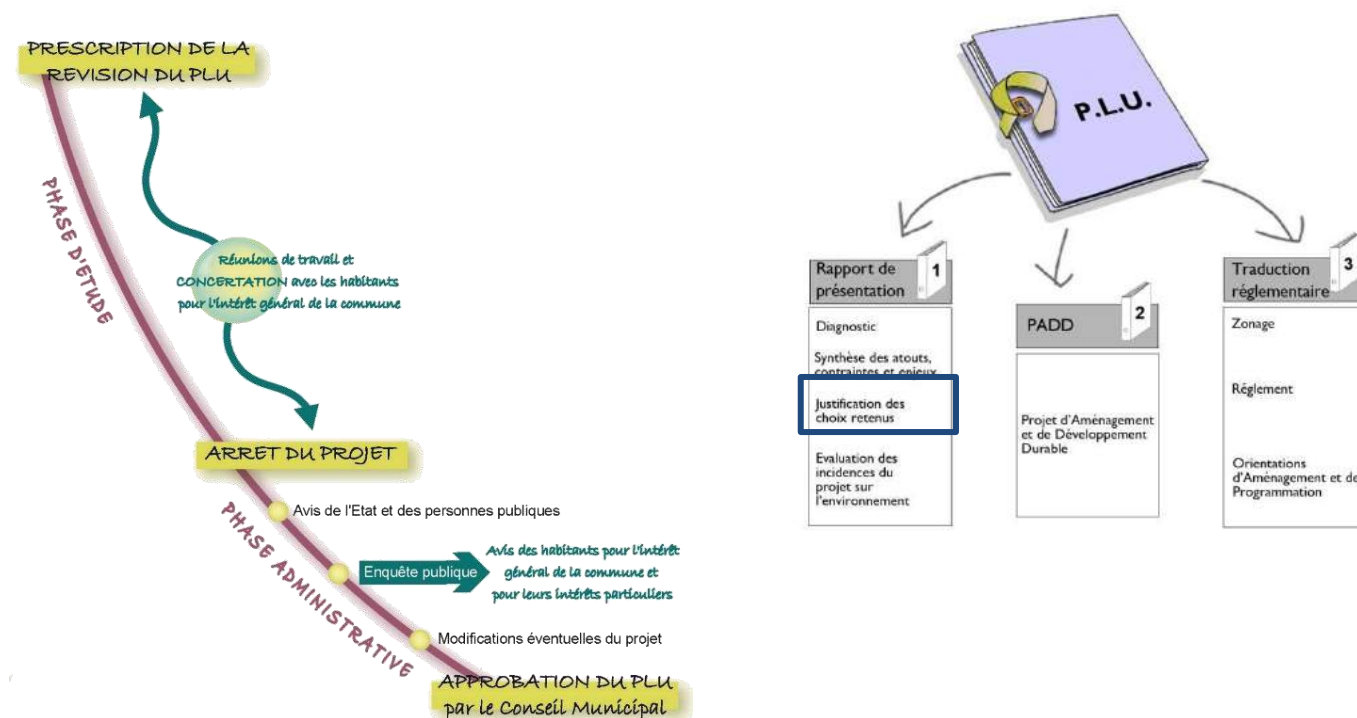
Délibération du conseil municipal du

MODIFICATIONS – REVISIONS PARTIELLES MISES A JOUR

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...

1 - INTRODUCTION	4
2 - JUSTIFICATIONS DU PADD	5
2.1 – Les choix pour définir le PADD	5
2.2 – Compatibilité avec le PADD.....	5
2.3 – La traduction du PADD au PLU	7
3. EXPLICATION DU ZONAGE ET DU REGLEMENT	9
3.1 Introduction	9
3.2 Les zones urbaines (U).....	10
3.3 La zone agricole (A)	30
3.4 La zone naturelle (N)	35
3.5 Les prescriptions du PLU	40
4. BILAN DES PROJETS DU PLU.....	42
4.1. Comparaison des documents d’urbanisme	42
4.2. Bilan des surfaces	42
4.3. Estimations des capacités d’accueil.....	43
5. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS DU PLU	45
5.1. Evaluation environnementale des projets du PLU / Démographie	45
5.2. Evaluation environnementale des projets du PLU / Economie	45
5.3. Evaluation environnementale des projets du PLU / Agriculture	46
5.4. Evaluation environnementale des projets du PLU / Equipement et services.....	46
5.5. Evaluation environnementale des projets du PLU / Mobilité.....	47
5.6. Evaluation environnementale des projets du PLU / Patrimoine	47
5.7. Evaluation environnementale des projets du PLU / Urbanisme et Habitat.....	48
5.8. Evaluation environnementale des projets du PLU / Espaces naturels	49
5.9. Evaluation environnementale des projets du PLU / Risques.....	51
5.10. Evaluation environnementale des projets du PLU / Qualité environnementale	51
5.11. Evaluation environnementale des projets du PLU / Les paysages	53
6. COMPATIBILITE DU PLU.....	55
6.1. Compatibilité avec le schéma directeur d’assainissement (<i>stade Approbation</i>).....	55
6.2. Compatibilité avec le SCoT du Grand Clermont (<i>stade Approbation</i>)	57
6.3. Compatibilité avec le PLH (<i>stade Approbation</i>)	57
6.4. Compatibilité avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la région Auvergne (<i>stade Approbation</i>)	58
6.5. Compatibilité avec la Loi Montagne (<i>stade Approbation</i>)	58
6.6. Compatibilité avec le Projet Régional de Santé Auvergne 2 (2012-2016) et le Plan National Santé Environnement 3 (<i>stade Approbation</i>).....	59
6.7. Compatibilité avec les sites NATURA 2000 (<i>stade Approbation</i>).....	62
7. CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS	68
8. LES INDICATEURS	70

1 - Introduction



La commune de Saulzet-le-Froid s'est engagée dans une procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) par délibération en date du 13 décembre 2014. L'élaboration de ce document est l'occasion, pour la commune, de mener une réflexion sur le développement de ses bourgs et la cohérence de l'aménagement urbain.

L'élaboration du PLU couvre l'intégralité du territoire communal.

Le document graphique découpe le territoire communal en zones aux vocations diverses. L'article R.123-4 dispose en effet «Le règlement délimite les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles, et les zones naturelles et forestières. Il fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune des zones dans les conditions prévues à l'article R.123-9 ».

Le zonage et les mesures réglementaires du PLU se justifient à la fois par :

- ✓ la nécessité de prendre en compte les évolutions récentes du territoire communautaire, tels que l'urbanisation de nouvelles zones, l'adaptation des densités, la réalisation des équipements d'infrastructure et de superstructure, l'évolution des espaces naturels et agricoles... ;

Les zonages ont été définis selon les différentes vocations des secteurs : Habitat, Équipements publics, Agricole, Naturel,

- ✓ la mise en œuvre des grandes orientations d'aménagement et d'urbanisme définies dans le P.A.D.D. Ces grandes orientations ont été dégagées à partir du Diagnostic, qui a permis de mettre en évidence les besoins ainsi que les enjeux d'aménagement et de développement du territoire de la commune.
- ✓ la mise en conformité avec des documents supra communaux, tels que :
 - ❖ les Grenelles de l'Environnement, notamment en terme de Trames Bleues et Vertes.
 - ❖ La Loi ALUR et ses décrets d'application immédiats.
 - ❖ La Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF).
 - ❖ La Loi pour l'activité et l'égalité des chances économiques (dite Loi Macron).

2 - Justifications du PADD

2.1 – Les choix pour définir le PADD

Les mesures et les choix retenus pour établir le PADD constituent le pivot et l'outil privilégié de mise en œuvre d'objectifs nationaux définis aux articles L.101-2 et L.131-1 à L.131-7 du Code de l'urbanisme. La politique urbaine de la commune de Saulzet-le-Froid s'articule, par ailleurs, avec les principales orientations définies par les documents de planification supra-communaux élaborés sur des territoires incluant la commune.

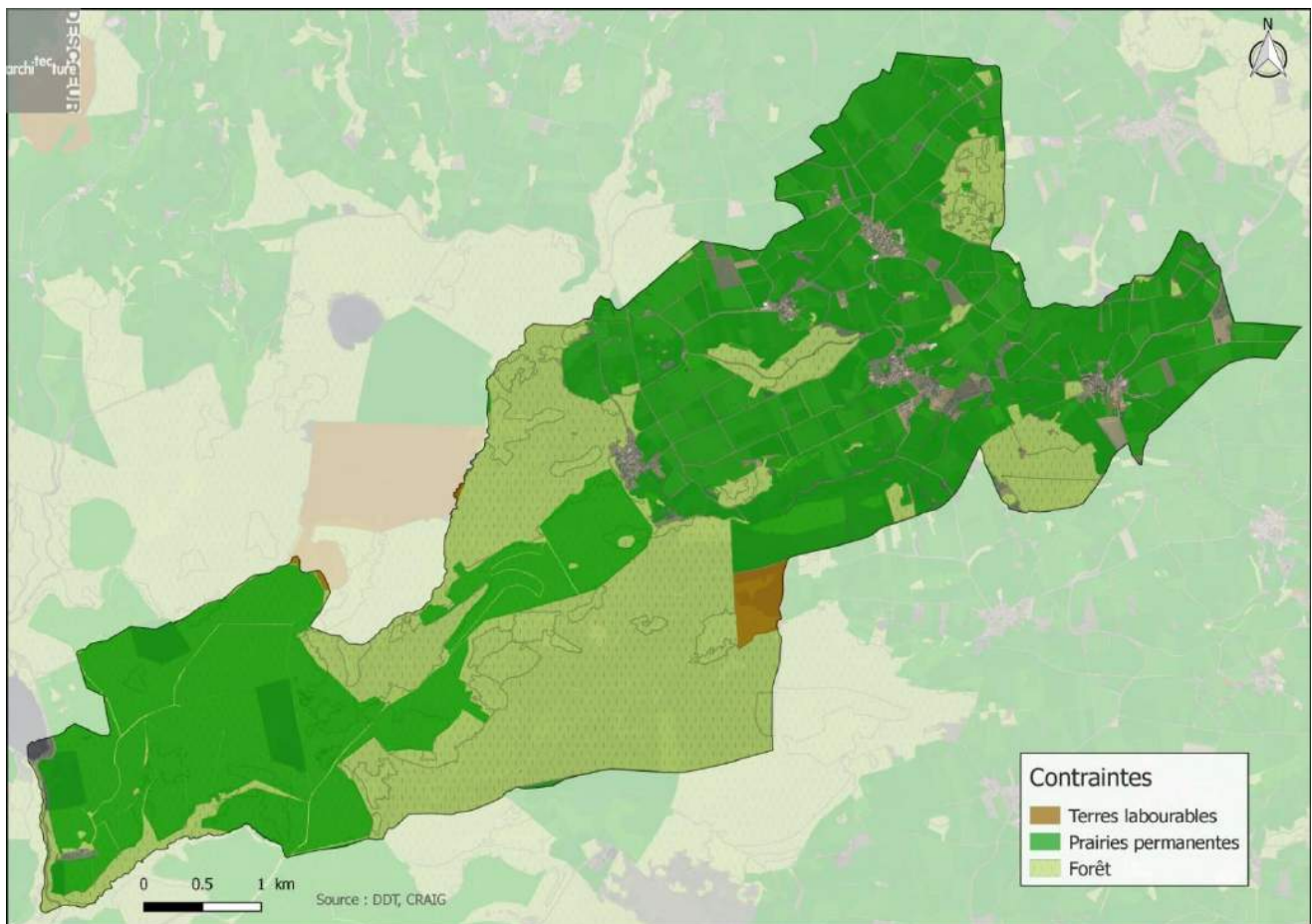
Le rapport de présentation du PLU porte sur un Diagnostic Communal et un État initial de l'Environnement. Il a mis en évidence un certain nombre d'enjeux qui ont été traduits au PADD par la définition de grandes orientations de développement. **Le P.A.D.D. constitue pour l'avenir le cadre de référence et le guide nécessaire à la conduite des opérations d'aménagement qui répondent aux besoins et aux enjeux de la commune. Allégé d'un contenu juridique, il est la « clef de voûte » du P.L.U.**

A la suite de la phase de validation du PADD, les études se sont poursuivies par la traduction du projet communal au sein des pièces réglementaires du PLU (zonage écrit –règlement- et graphique). Le tableau ci-après permet d'identifier les enjeux ressortis de l'étude diagnostic et d'analyser les positionnements de la commission ayant conduit à la construction du projet de territoire, en fonction de ces enjeux.

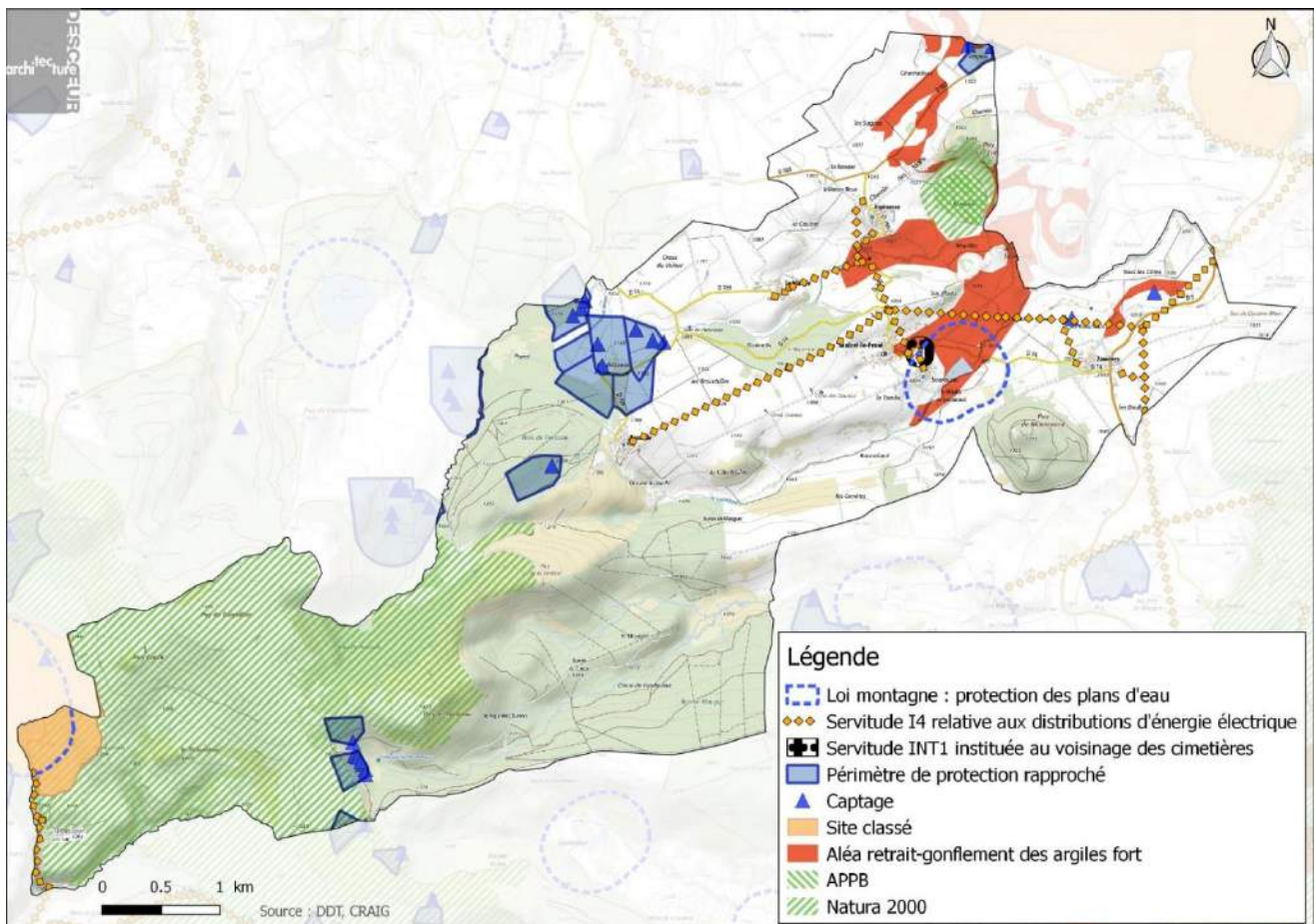
Enjeux issus du Diagnostic	Hiérarchisation des enjeux
L'ORGANISATION URBAINE ET LA VOCATION « HABITAT » Le maintien des populations en place et l'accueil de nouveaux habitants La diversification des types d'habitat. La péri-urbanisation et la consommation foncière.	Fort
LA VOCATION AGRICOLE DU TERRITOIRE	Fort
LA QUALITE DE VIE La protection des personnes et des biens contre les risques. Les déplacements / Les émissions de gaz à effet de serre. La proximité des équipements et des services répondant aux besoins des habitants. Les ressources naturelles (eau potable, assainissement, sols).	Fort
LES ESPACES NATURELS ET LES CORRIDORS BIO-ECOLOGIQUES Les corridors bio-écologiques et les réservoirs de biodiversité.	Fort
LA VOCATION ECONOMIQUE	Modéré
LA VOCATION TOURISTIQUE DU TERRITOIRE L'attractivité du territoire.	Modéré

2.2 – Compatibilité avec le PADD

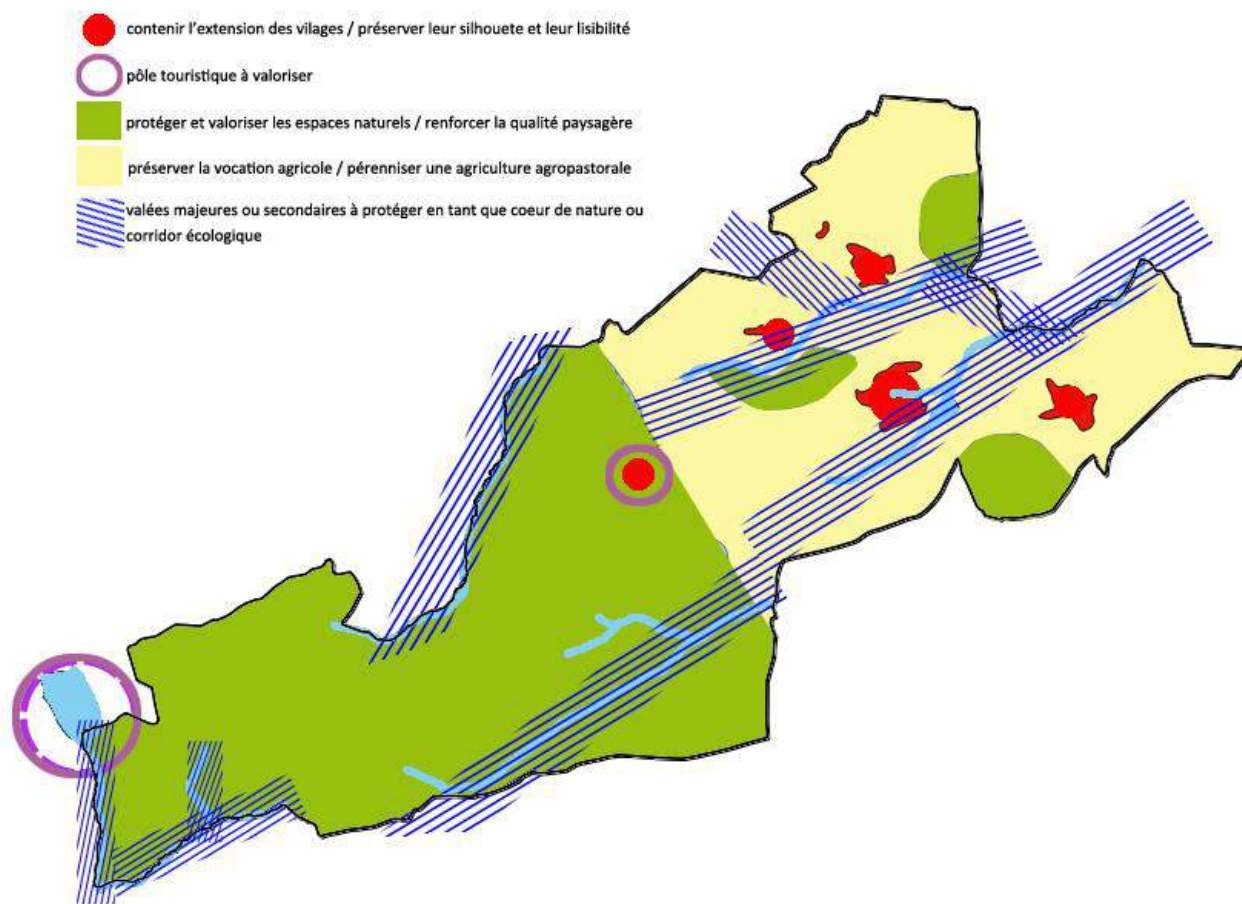
Les cartes suivantes issues du Diagnostic et du PADD mettent en évidence la cohérence de la réflexion aux différentes étapes.



Veiller à protéger les espaces agricoles et forestiers



Prendre en compte les différentes contraintes (environnementales et naturelles)



Carte du PADD

2.3 – La traduction du PADD au PLU

Traduction au PADD	Traduction au PLU
<p>L'organisation urbaine et la vocation habitat</p> <ul style="list-style-type: none"> Favoriser le remplissage des enveloppes urbaines pour limiter la consommation des espaces. Prendre en compte certaines contraintes pour le développement de l'habitat. Viser la mixité des offres de logements 	<p>La mise en place de zones urbaines constitue le socle de la production d'habitat. Ce zonage de type Urbain permet le renouvellement urbain, la reconquête des logements vacants et offre des disponibilités foncières adaptées aux besoins de la commune.</p> <p>Ces zones d'habitat (Ud, Ug) sont limitées au plus près de l'existant. Elles permettent de favoriser le recyclage des logements (avec réhabilitation de la vacance), d'offrir un potentiel foncier à investir avant de chercher à étendre les extensions urbaines, de participer à limiter la consommation foncière et de proposer des formes d'habitat diversifiées.</p>
<p>La vocation agricole du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> Protéger les espaces agricoles. 	<p>Le PLU définit une vaste zone agricole (A) constructible dédiée au développement des exploitations agricoles (en termes de bâtiments nécessaires à leur activité).</p> <p>Elle permet de regrouper sous une seule zone les exploitations agricoles, d'éviter le mitage des paysages et de préserver la qualité agronomique des sols.</p>
<p>La qualité de vie</p> <ul style="list-style-type: none"> Maintenir et développer les services et les équipements. Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables. 	<p>Outre les équipements et services existants situés dans les bourgs et qui sont gérés par le règlement des zones Ud et Ug, le PLU définit une zone Ue spécifiquement réservées aux équipements présentant un intérêt général lié aux activités administratives, touristiques, d'enseignement, associatives, sportives, culturelles ou de loisirs.</p> <p>Concernant les économies d'énergie et les énergies renouvelables, le règlement du PLU facilite l'isolation par l'extérieur des constructions existantes et autorise les toitures végétalisées.</p>
<p>Les espaces naturels et les corridors bio-écologiques</p>	<p>Les grands espaces naturels et paysagers de la commune sont concernés par un zonage naturel (N) visant ainsi la protection et la mise en valeur des</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Préserver les espaces naturels du territoire. • Préserver les trames bleues. • Préserver les trames vertes. 	<p>paysages, du réseau hydrographique et des principaux massifs boisés. Ce principe vise à limiter au maximum tout mitage des paysages. Les trames bleues sont identifiées sur toute leur continuité. L'ensemble de ce zonage N vient conforter le zonage agricole (A) réservé à la mise en valeur des paysages agraires et au développement de l'activité agricole sur le territoire.</p>
<p>La vocation économique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir et développer les équipements économiques locaux. • Développer le numérique. 	<p>Le règlement permet le développement des activités (économiques, artisanales, touristiques) existantes, et l'installation de nouveaux services dans les enveloppes urbaines définies qui disposent d'un potentiel constructible.</p>
<p>La vocation touristique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conforter la vocation touristique et de loisirs. 	<p>Le règlement permet de développement des activités touristiques et d'hébergements existantes.</p> <p>Les paysages les plus emblématiques du territoire reçoivent un zonage naturel (N).</p>

L'ambition démographique de la commune à l'horizon 2032 est d'accroître sa population d'une cinquantaine de personnes.

Aussi, la commune de Saulzet-le-Froid aura besoin de 2.6 ha à 2.8 ha de terrain (hors rétention foncière) pour l'accueil de ces nouveaux logements.

Les estimations d'accueil du futur PLU sont estimées à 58 habitants supplémentaires portant ainsi la population communale à 322 habitants environ en 2032. Elles apparaissent compatibles avec le PADD. **Les estimations du futur PLU comptabilisent les potentiels des zones urbaines.**

3. Explication du zonage et du règlement

3.1 Introduction

Le territoire communal de Saulzet-le-Froid n'est régi par aucun document d'urbanisme. La commune est soumise au RNU.

Le PLU distingue 3 types de zones conformément au Code de l'Urbanisme :

- les zones urbaines
- les zones agricoles
- les zones naturelles.

Le PLU ne met pas en place de zones à urbaniser

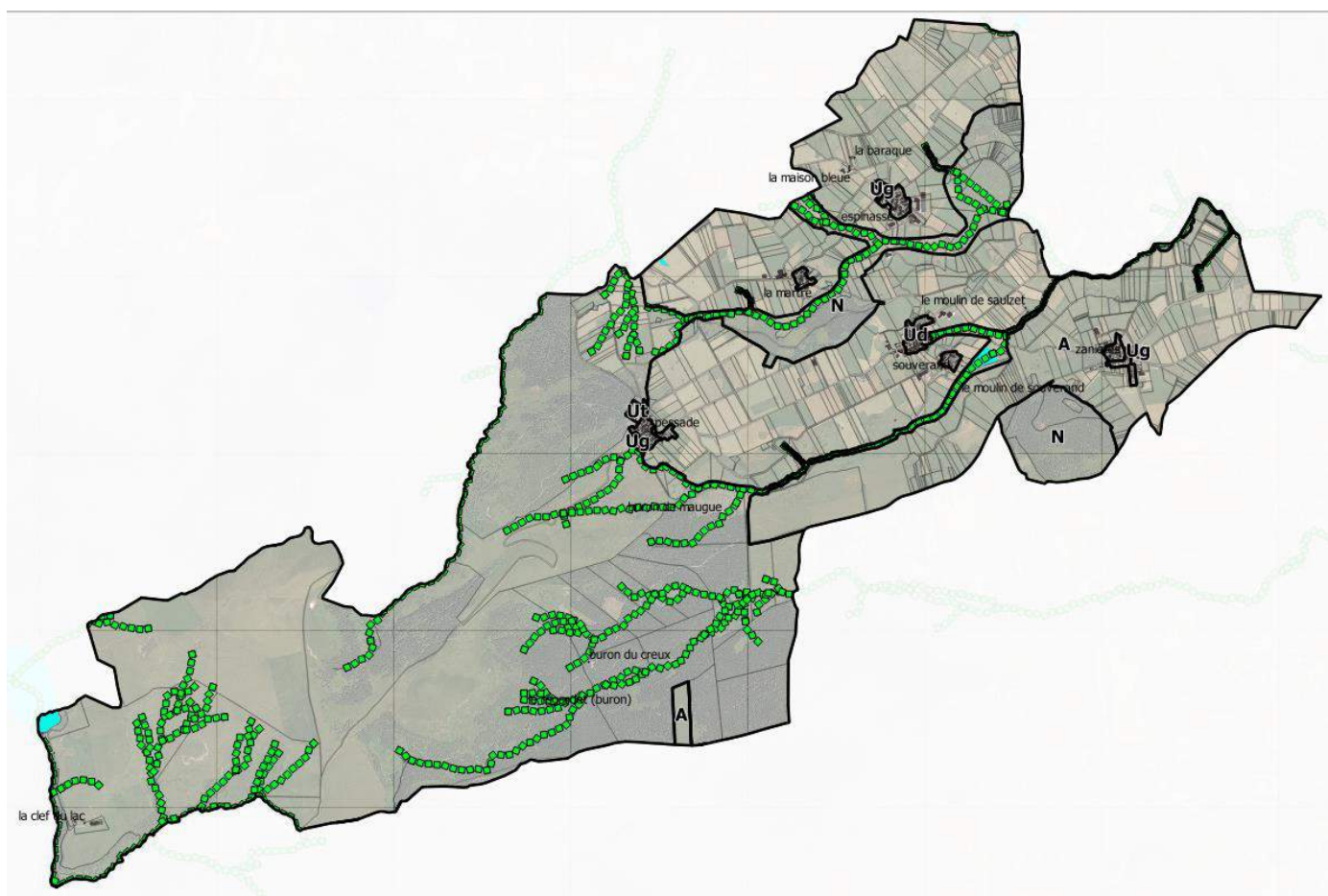
La commune se caractérise par un urbanisme éclaté avec une dispersion des groupements bâtis. L'ensemble des unités bâties (bourg, villages, hameaux, fermes isolées) a été analysé, en fonction de leur vocation, de leur densité urbaine, de leurs silhouettes bâties, ... Ainsi, plusieurs zonages urbains ont été mis en place :

- Les centres bourgs relativement denses (Saulzet, la Martres, Zanières, Pessade et espinasse) ont été classés Ud.
- Souverand et les extensions de Pesade, Espinasse et Zanières à l'urbanisme plus lâche, ont été classés en Ug.
- Les zones existantes réservées à l'accueil et aux activités touristiques reçoivent un zonage Ut.
- Les hameaux et les fermes isolées des groupements urbains situés au cœur des espaces agricoles ou naturels, sont intégrés à la zone A ou à la zone N.

Le PLU a cherché le plus possible à limiter les zonages urbains à l'existant, tout en laissant quelques parcelles libres pour les constructions à venir. Une carte des disponibilités urbaines dégagées par le PLU a été élaborée.

Les composantes physiques et naturelles du territoire ont également été prises en compte dans l'élaboration et la définition des zonages.

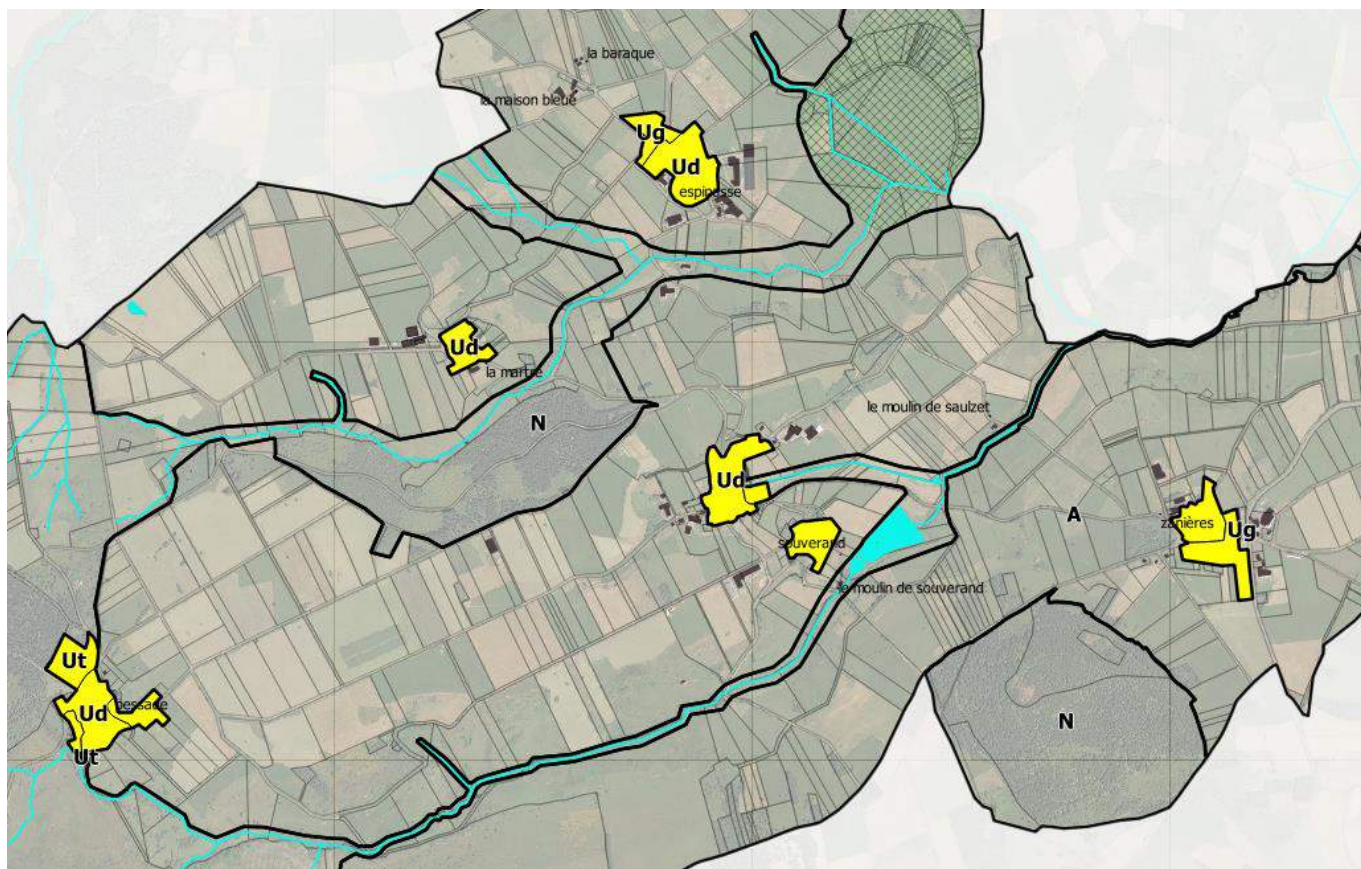
- Les sites naturels majeurs (Natura 2000, ZNIEFF, sites naturels inscrits ou classés) reçoivent un zonage naturel N.
- Les espaces agropastoraux ainsi que les bâtiments liés à la vocation agricole, sont classés en zone agricole A.



Plan de zonage PLU pour Approbation

3.2 Les zones urbaines (U)

Données générales : Conformément aux dispositions de l'article R.123-5 du Code de l'Urbanisme sont classés en zone urbaine (U), les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.



Extrait du plan de zonage pour Approbation – repérage des zones urbaines

Le territoire urbanisé a été délimité au travers de plusieurs zones urbaines qui se différencient par la diversité des tissus concernés (densité, morphologie, fonctions spécifiques...).

Le PLU de Saulzet-le-Froid définit ainsi 4 catégories de zone U :

- Ud,
- Ug,
- Ue,
- Ut.

a. La zone Ud

La zone Ud est une zone de centre ancien dense dans laquelle il est souhaitable de favoriser l'aménagement et la transformation des bâtiments existants, ainsi que l'intégration des constructions neuves en vue de conserver à ces lieux leurs caractères et leurs animations. Ce sont des zones multifonctionnelles caractéristiques des centres-bourgs (regroupement au sein d'un même tissu urbain de fonctions diversifiées : habitat, commerces, équipements, services, artisanat, activités économiques, tertiaires, etc.).

Le PLU définit une zone Ud de centre ancien dense sur :

- le bourg de Saulzet-le-Froid,
- les hameaux de Pessade, la Martre, Espinasse et Zanières.



Saulzet-le-Froid.

Les limites urbaines s'attachent à se limiter le plus possible à l'existant. Le zonage est ainsi très resserré au Sud du bourg, tant pour garantir une préservation de la silhouette urbaine, que pour une meilleure mise en valeur de la densité bâtie. Un petit secteur est libéré à la construction au Nord du bourg afin d'assurer la densification de cette entrée et asseoir la silhouette du bourg.

La délimitation de ce zonage Ud découle également de certaines contraintes:

- La présence de bâtiments agricoles abritant des animaux aux extrémités Nord-Est et Sud-Ouest du bourg. La règle de réciprocité génère une inconstructibilité dans un rayon de 50 ou 100m autour des bâtiments concernés.
- La présence de la salle des fêtes (zonée Ue au PLU), génère des nuisances sonores.
- La volonté communale d'être compatible avec les grandes directives qui ont notamment comme objectifs de réduire la consommation des terres agricoles.



Une silhouette Sud qui semble blottie sur les courbes du paysage



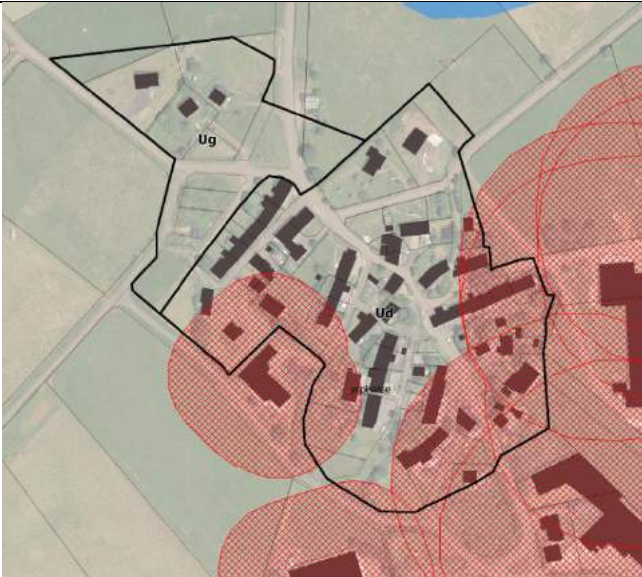
Zanières.

Ici aussi, les limites urbaines s'attachent à se limiter le plus possible à l'existant.

Le zonage Ud est ainsi resserré au plus près des constructions anciennes existantes.

Ce village à vocation agricole affirmée, reste très contraint par la présence de plusieurs bâtiments agricoles abritant des animaux et générant une marge d'inconstructibilité qui grève une grande partie du centre bourg.

Les potentialités constructibles pour la vocation Habitat sont ainsi limitées.

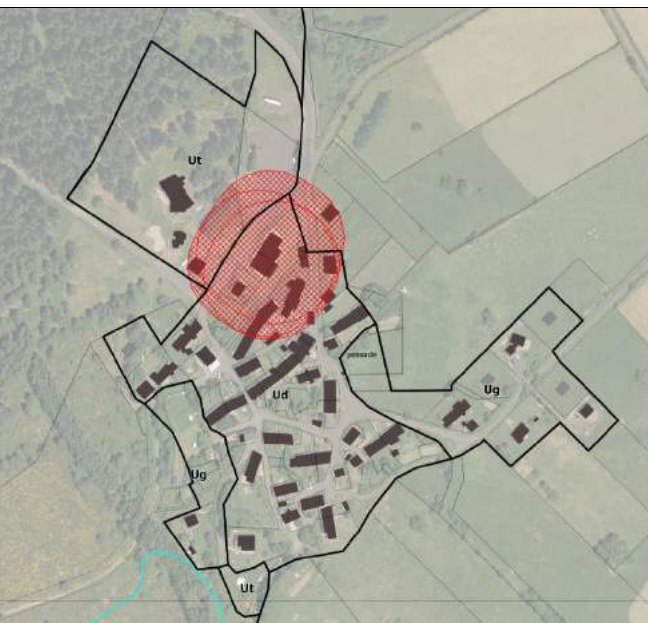
**Espinasse.**

Le village d'Espinasse présente un caractère agricole marqué par de nombreuses fermes blocs à terre en barriade rangées en « arrêtes de poisson » le long de la RD790 qui traverse le village du Nord au Sud et par la présence en périphérie de bâtiments agricoles de grandes dimensions abritant des animaux.

Le zonage Ud vient enserrer la partie la plus ancienne du bourg au plus près des parcelles bâties.

**La Martres .**

Ce hameau présente une silhouette relativement compacte que le Plu a cherché à conforter par un zonage Ud particulièrement restreint ne libérant qu'un seul terrain à la construction (en rose).

**Pessade.**

Le village de Pessade présente une silhouette plus étalée que celle des autres bourgs de la commune marquée à la fois par une image agricole originelle, un caractère résidentiel et une vocation touristique et de loisirs affirmée.

Ainsi, chacune de ces fonctions reçoit de la part du PLU un zonage spécifique associé à un règlement particulier (Ud, Ug, Ut).

La zone Ud de centre ancien concerne plus spécifiquement le caractère agricole originel du site qui perd peu à peu sa vocation première au bénéfice de la simple vocation d'habiter. Elle est définie au plus près de l'existant.

Traductions réglementaires de la zone Ud.**Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités**

Conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités :

Destinations	Sous destinations	Interdiction	Autorisation	Conditions
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement		X	
	Hébergement		X	
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail		X	
	Restauration		X	
	Commerce de gros	X		
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle		X	
	Hébergement hôtelier et touristique		X	
	Cinéma		X	
			X	
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés		X	
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		X	
	Etablissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale		X	
	Salles d'art et de spectacles		X	
	Equipements sportifs		X	
	Autres équipements recevant du public		X	
Autres activités des secteurs secondaire et tertiaire	Industrie		X	Sous condition que la gêne apportée au voisinage ne soit pas aggravée, et que la construction ne dépasse pas 150 m² de surface de plancher.
	Entrepôt		X	Surface de plancher inférieure ou égale à 100 m².
	Bureau		X	
	Centre de congrès et d'exposition		X	

Les destinations et sous destinations sont autorisées ou interdites conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Objectifs : Privilégier la destination résidentielle ; Favoriser la diversité du parc de logement et la mixité sociale.

Les destinations interdites nécessitent des zonages spécifiques pour ces vocations (en l'occurrence, des zones agricoles et forestières A, naturelles N, et à vocation d'activités Ui pour les industries et les commerces de gros – en effet, ce type de construction peut nécessiter de grandes surfaces de terrain peu envisageable en zone Ud).

Les entrepôts sont autorisés sous condition : La zone Ud a une vocation multifonctionnelle. Objectif : Favoriser le développement des activités existantes tout en tenant compte du contexte environnemental et paysager alentour. Il est donc intéressant d'autoriser certaines constructions sous certaines conditions de surfaces afin de ne pas déséquilibrer la vocation de la zone.

Les autres destinations sont autorisées sans condition car la zone Ud présente une vocation multifonctionnelle. Objectif : maintenir la mixité urbaine ; Permettre le développement commercial afin de dynamiser le centre ancien.

Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère**Volumétrie et implantation des constructions :****Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :**

Implantation libre.

La trame bâtie actuelle sur la commune ne présente pas de régularités pouvant permettre de déduire une règle d'implantation générale. De plus, la topographie du territoire induit sur certaines parcelles des contraintes urbaines d'implantation par rapport à la voie.

L'implantation libre est donc souhaitée afin de conserver aux bourgs et aux villages leurs caractéristiques urbanistiques.

Toutefois, pour les constructions existantes, sous réserve de l'accès aux réseaux enterrés et si la largeur du trottoir permet le déplacement de personnes à mobilité réduite,

Afin de répondre favorablement à l'un des enjeux du PADD « Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables ».

un débord sur les voies et emprises publiques est autorisé, sans toutefois dépassé 30 cm à compter de l'alignement, dans les cas suivants : *Utilisation de procédés d'isolation par l'extérieur en vue d'améliorer les performances énergétiques et acoustiques des constructions, *Utilisation de dispositifs de végétalisation des façades des constructions.	
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :	
Implantation libre.	La trame bâtie actuelle sur la commune ne présente pas de régularités pouvant permettre de déduire une règle d'implantation générale. De plus, la topographie du territoire induit sur certaines parcelles des contraintes urbaines d'implantation par rapport aux limites séparatives. L'implantation libre est donc souhaitée afin de conserver aux bourgs et aux villages leurs caractéristiques urbanistiques.
Hauteur des constructions :	
La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant (altitude absolue) jusqu'à l'égout de toiture ou à l'acrotère. Cette hauteur ne peut excéder 9m sur une verticale donnée. Elle est portée à 2.50m pour les annexes de l'habitation (garage isolé, cabane de jardin, local technique de piscine, carport...).	Ces hauteurs sont conformes à celles existantes actuellement en zone de centre ancien sur la commune de Saulzet-le-Froid.
Lorsqu'une construction existante dépasse la hauteur maximale autorisée, les extensions et travaux de réhabilitation pourront disposer d'une hauteur équivalente.	Pour ne pas bloquer certains projets.
La règle de hauteur ne s'applique pas pour les locaux techniques des administrations publiques et assimilés.	Il s'agit ici des équipements techniques tels que les transfo qui, compte tenu de leur vocation spécifique, ne doivent pas être contraints par une règle de hauteur sous peine de bloquer certains projets ou équipements.
Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :	
Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.	Afin d'éviter les constructions sur butte et/ou talus.
Les choix en matière d'implantation, de volumes et d'aspect des constructions à réaliser ou à modifier devront être faits en tenant compte de l'environnement bâti ou naturel.	Pour préserver la qualité architecturale des centres anciens et éviter de dénaturer les sites urbains.
Les architectures de style ou de caractère empruntés à d'autres régions sont exclues.	
L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits est interdit.	
Les couvertures seront en tuiles de teinte ardoisée sur pente supérieure à 50%.	Conformément à l'existant.
Les toitures végétalisées sont autorisées.	Afin de répondre favorablement à l'un des enjeux du PADD « Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables ».
L'emploi de matériaux blancs, brillants ou réfléchissants est interdit en traitement de façade et en couverture.	Afin d'éviter de dénaturer les vues portées depuis l'extérieur sur les bourgs et conserver ainsi leurs qualités architecturales, patrimoniales et vernaculaires.
Les dispositions relatives aux toitures et couvertures ne s'appliquent pas : * dans le cadre de l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable.	Afin de ne pas bloquer l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable (article L111-16 du code de l'urbanisme).
* Dans le cadre de réfection de toiture existante ou d'extension de bâtiments existants, des matériaux de teinte similaires à ceux d'origine pourront être utilisés et les pentes adaptées.	Afin de préserver la spécificité de certaines constructions existantes en centre bourg, principalement certaines constructions agricoles et annexes de l'habitation couvertes en tôles ondulées qui avec le temps, ont pris une teinte rouille facilitant l'insertion paysagère de ces constructions.
* Pour les serres, les vérandas, les verrières et les annexes de l'habitation dont la pente et la teinte de la toiture seront adaptées au matériau employé.	Il s'agit ici de permettre l'emploi d'autres matériaux sur certaines constructions qui répondent entre autre au confort d'habiter.
Les clôtures sur rue et les clôtures séparatives ne sont pas obligatoires. Lorsqu'elles existent, elles seront végétalisées	Afin d'éviter toute fragmentation de l'espace et contribuer à l'insertion paysagère des constructions.

et devront être perméables pour assurer la libre circulation de la petite faune. Les murs pleins sont interdits.	
Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions :	
L'aménagement des abords et des espaces résiduels situés entre les façades et les clôtures ou alignements de voirie, doit faire l'objet d'un traitement végétalisé au moins égal à 20% de la superficie totale des espaces libres de l'unité foncière.	Pour des raisons de protection des biens et des hommes. Ce principe favorise la limitation de l'imperméabilisation des sols.
Les plantations devront être majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter.	Pour des raisons paysagères, de santé de l'homme et de protection de la biodiversité locale. Le règlement d'urbanisme dans ses annexes fournit une liste des essences à éviter et une palette végétale à favoriser sur la commune de Saulzet-le-Froid.
Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures devront être enterrées ou protégées des vues par un masque végétal.	Dans un souci de recherche d'une qualité paysagère concourant à la qualité du cadre de vie des habitants.
Stationnement des véhicules motorisés :	
Le stationnement des véhicules motorisés correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques. Il est exigé :	
*Pour les constructions à usage d'habitation : 1 place minimum par logement ou hébergement,	En centre bourg où l'espace des parcelles est souvent contraint, il est difficile d'exiger un nombre de stationnements important qui pourrait se faire au détriment de la fonction d'habitat. Un ratio d'une place au minimum est néanmoins exigée pour éviter que les espaces publics ne deviennent des zones de stationnement récurrente et reçoivent la totalité des véhicules nécessaires aux habitants.
*Pour toutes les autres destinations de construction: 1 place pour 50m ² de surface de plancher.	Les autres destinations de constructions neuves comme les locaux artisanaux autorisés doivent assurer le stationnement sur leur site d'installation afin de libérer l'espace public d'un trop grand nombre de véhicules au même endroit et ainsi générer des problèmes de sécurité pour les usagers.
*Dans le cas d'une extension, d'une réhabilitation, d'une restructuration ou d'un changement de destination d'un bâtiment existant, il ne sera pas exigé de places de stationnement.	Pour l'agrandissement, la rénovation ou la réfection des bâtiments existants, il n'est pas exigé de place de stationnement au regard de la difficulté qu'entraîne la pénurie de terrain en centre bourg et afin également d'éviter que les rez-de-chaussée ne soient transformés en garages. Il s'agit également de permettre aux petites constructions de se réhabiliter sans être pénalisée par une obligation de faire un garage. Ces mesures devraient contribuer à conserver la structure urbaine, tout en permettant son réinvestissement. Le règlement Ud ne gèle pas les possibilités d'évolution du bourg, et les besoins actuels des populations, mais demande à ce que la valeur patrimoniale du bourg ne soit pas entamée.

Equipements et réseaux**Desserte par les voies publiques ou privées :****Accès :**

La largeur des accès sur la voie publique doit être proportionnée à la taille et au besoin des constructions. Les accès, y compris les portes de garages situées à l'alignement de l'espace public, doivent être aménagés de façon à répondre aux conditions de sécurité publique, notamment au regard de l'intensité de la circulation et des conditions de visibilité.

Voirie :

Les voies et les accès à créer ou à aménager doivent être adaptés aux usages qu'ils supportent et aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre l'accès et la bonne circulation des véhicules de secours et de lutte contre les incendies. L'aménagement des voies doit respecter la réglementation en vigueur notamment celle relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer dans les centres bourgs. L'écriture de ces articles correspond donc à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone.

Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique, de défense contre l'incendie et de mobilité pour les personnes à mobilité réduite sont rappelés.

Desserte par les réseaux :	
<u>Eau potable :</u>	
Toute construction nouvelle dont l'alimentation en eau est reconnue, est assurée par le réseau public s'il existe ou à défaut, par un moyen conforme à la réglementation en vigueur.	
<u>Eaux pluviales :</u>	
Les aménagements réalisés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur pluvial ou unitaire. En cas de rejet dans un réseau unitaire, le pétitionnaire devra obtenir l'autorisation du gestionnaire de ce réseau. En l'absence de réseau, en cas de réseau insuffisant ou en cas de refus du gestionnaire du réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. En tout état de cause, le propriétaire ne doit pas laisser s'écouler les eaux pluviales en surface de voie publique. Il est notamment préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales en vue d'une réutilisation pour les usages non domestiques, dans un souci d'économie des ressources en eau.	
<u>Assainissement :</u>	
Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif. Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.	
<u>Réseaux d'alimentation en énergie et réseaux de communication :</u>	
Tout nouveau réseau sur domaine privé nécessaire à l'alimentation de la construction devra être réalisé en souterrain jusqu'au point de raccordement situé en limite du domaine public.	
	<p>Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.</p> <p>Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des réseaux électriques et de communication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.</p> <p>Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux usées situées au-dessous du niveau de la voirie, ainsi que celles des eaux pluviales, doivent être munies d'un dispositif anti-refoulement.</p>

b. La zone Ug

La zone Ug est destinée principalement à la construction d'habitations édifiées généralement en ordre discontinu avec une occupation du sol modérée. Ce sont des zones multifonctionnelles (regroupement au sein d'un même tissu urbain de fonctions diversifiées : habitat, commerces, équipements, services, artisanat, activités économiques, tertiaires, etc.).

Les quartiers en extension des villages de Pessade, Espinasse et Zanières reçoivent un zonage Ug, ainsi que le village de Souverand.



Souverand.

Le village de Souverand présente une trame bâtie peu dense, sans centre clairement défini, ne justifiant pas un zonage Ud. Les constructions qui le composent ont perdu leur vocation agricole originelle au profit de celle d'habiter.

Le PLU prend donc le parti de zoner la totalité de ce village en Ug. Néanmoins, conformément aux enjeux du PADD, la densification de l'existant est souhaitée. Ainsi, ce zonage Ug libère quelques parcelles qui, par leur situation, leur relief et leur facilité d'accès, se prêtent bien à la construction.

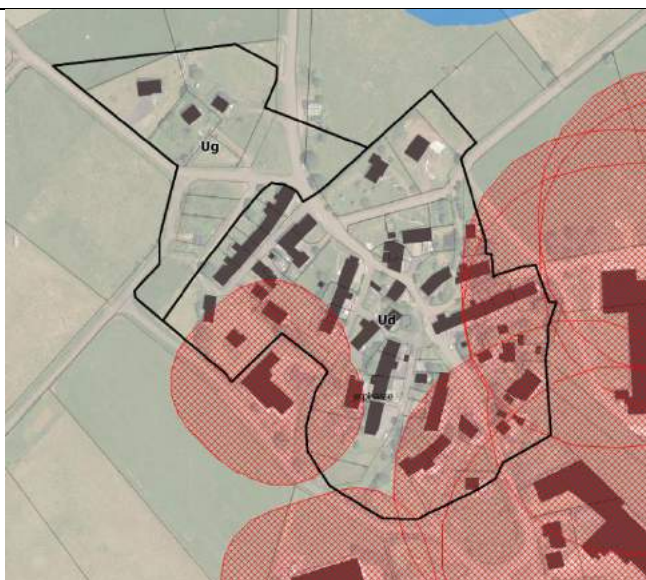


Zanières.

Si la partie ancienne agglomérée de ce village est facilement distincte (et bénéficie d'un zonage Ud), il n'en est pas de même pour la partie plus récente de développement pavillonnaire qui s'est effectuée en direction du Sud, de façon linéaire par rapport à la RD5 et à la RD74.

Le village offre ainsi une trame bâtie étendue, voire mitée, qui gomme la lisibilité de la silhouette du village.

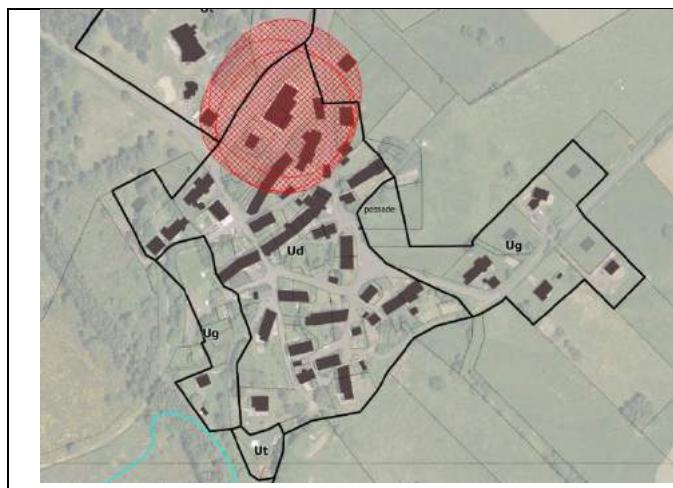
La recherche de densification souhaitée par la commune induit un zonage Ug défini au plus près des parcelles actuellement construites, mais libérant quelques potentialités constructibles qui devraient contribuer à densifier la trame bâtie de ce village et redessiner une silhouette plus harmonieuse.



Espinasse.

La vocation agricole particulièrement marquée de ce village, grève une vaste partie Sud, Ouest et Est empêchant toute implantation nouvelle en centre bourg.

Le PLU, soucieux de conforter le cadre de vie privilégié des habitants et soucieux des enjeux de densification et d'économie des espaces, définit une zone Ug sur la partie Nord du village qui tend au mitage en « raccrochant » à la trame bâtie dense du bourg (Ud) 3 habitations existantes. Cette intégration permet d'entrevoir la future évolution de la silhouette de ce village qui, en libérant quelques terrains à la construction permettra à Espinasse d'évoluer dans le temps.

**Pessade.**

Les zones d'extension de ce village se situent à l'Est et à l'Ouest. Le PLU définit ainsi 2 zones Ug qui viennent répondre à un état de fait en contribuant à stopper cette impression de mitage tout en libérant quelques terrains à la construction afin de contribuer à la densification de ce village qui cumule plusieurs vocations : agricoles, habitat, tourisme et loisirs.

Traductions réglementaires de la zone Ug.**Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités**

Conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités :

Destinations	Sous destinations	Interdiction	Autorisation	Conditions
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement		X	
	Hébergement		X	
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail		X	
	Restauration		X	
	Commerce de gros	X		
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle		X	
	Hébergement hôtelier et touristique		X	
	Cinéma		X	
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés		X	
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		X	
	Etablissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale		X	
	Salles d'art et de spectacles		X	
	Equipements sportifs		X	
	Autres équipements recevant du public		X	
Autres activités des secteurs secondaire et tertiaire	Industrie		X	Sous condition que la gêne apportée au voisinage ne soit pas aggravée, et que la construction ne dépasse pas 150 m² de surface de plancher.
	Entrepôt		X	Surface de plancher inférieure ou égale à 100 m².
	Bureau		X	
	Centre de congrès et d'exposition		X	

Les destinations et sous destinations sont autorisées ou interdites conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Objectifs : Privilégier la destination résidentielle ; Favoriser la diversité du parc de logement et la mixité sociale.

Les destinations interdites nécessitent des zonages spécifiques pour ces vocations (en l'occurrence, des zones agricoles A, naturelles N, et à vocation d'activités Ui pour les commerces de gros – en effet, ce type de construction peut nécessiter des grandes surfaces, peu appropriées en zone d'habitat).

Les entrepôts et les activités industrielles sont autorisés sous condition : la zone Ug a une vocation multifonctionnelle, il est donc intéressant d'autoriser certaines constructions sous certaines conditions afin de ne pas déséquilibrer la vocation de la zone.

Les autres destinations sont autorisées sans condition car la zone Ug a une vocation multifonctionnelle. L'objectif est de maintenir la mixité urbaine.

Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	
Volumétrie et implantation des constructions :	
Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :	
Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de 5m par rapport à cette limite.	Le principe de base est celui de l'implantation avec un retrait de 5m minimum afin de permettre le stationnement sur la parcelle et l'aménagement paysagers en limite de propriété sur rue
L'implantation est libre pour :	
*les projets d'extension et de surélévation des bâtiments existants ne respectant pas la règle.	Afin de ne pas compromettre certains projets.
*les constructions en second rang, *les parcelles dites « en drapeau »,	Afin de répondre à une recherche de densité conformément aux enjeux du PADD. (Voir définition des constructions en second rang et des parcelles dites en drapeau dans le lexique en annexes du règlement).
*les annexes de l'habitation.	Afin de ne pas compromettre l'utilisation des parcelles, compromettre certains projets et répondre aux besoins d'habiter actuels.
Les locaux techniques des administrations publiques et assimilés, ainsi que les annexes de l'habitation pourront s'implanter à l'alignement des voies et emprises publiques.	Compte tenu de leur vocation spécifique qui peut nécessiter une implantation à l'alignement.
En cas de reconstruction après destruction accidentelle, la construction pourra être implantée à l'identique.	Afin de ne pas empêcher la reconstruction.
Toutefois, pour les constructions existantes, sous réserve de l'accès aux réseaux enterrés et si la largeur du trottoir permet le déplacement de personnes à mobilité réduite, un débord sur les voies et emprises publiques est autorisé, sans toutefois dépassé 30 cm à compter de l'alignement, dans les cas suivants : *Utilisation de procédés d'isolation par l'extérieur en vue d'améliorer les performances énergétiques et acoustiques des constructions, *Utilisation de dispositifs de végétalisation des façades des constructions.	Afin de répondre favorablement à l'un des enjeux du PADD « Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables ».
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :	
A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite de propriété, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 m.	Compte tenu de la vocation Habitat de la zone, l'implantation en limite de parcelle peut concourir à une meilleure densité et/ou à une meilleure utilisation de la parcelle. L'implantation en recul permettra la réalisation d'ouvertures et par conséquent, l'apport de lumière naturelle dans la construction.
L'implantation est libre pour :	
*les locaux techniques des administrations publiques et assimilés,	Compte tenu de leur vocation spécifique qui peut nécessiter une implantation à l'alignement.
*les extensions ou les surélévations de constructions existantes ne respectant pas la règle générale,	Afin de ne pas compromettre certains projets.
*la réalisation d'un équipement ou d'une installation technique liés à la sécurité, à l'accessibilité d'un bâtiment (ascenseur, escalier...) ou nécessaire à la production d'énergies renouvelables,	Afin de répondre favorablement à l'un des enjeux du PADD « Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables ».
* Réaliser l'isolation par l'extérieur d'une construction existante,	
*les annexes de l'habitation.	Afin de ne pas compromettre l'utilisation des parcelles, compromettre certains projets et répondre aux besoins d'habiter actuels.
*la reconstruction après destruction accidentelle. La construction pourra être implantée à l'identique.	Afin de ne pas empêcher la reconstruction.
Hauteur des constructions :	

La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant (altitude absolue) jusqu'à l'égout de toiture ou à l'acrotère. Cette hauteur ne peut excéder 6m sur une verticale donnée. Elle est portée à 2.50m pour les annexes de l'habitation (garage isolé, cabane de jardin, local technique de piscine, carport...).	Ces hauteurs sont conformes à celles existantes actuellement en zone d'extension des bourgs de la commune de Saulzet-le-Froid.
Lorsqu'une construction existante dépasse la hauteur maximale autorisée, les extensions et travaux de réhabilitation pourront disposer d'une hauteur équivalente.	Pour ne pas bloquer certains projets.
La règle de hauteur ne s'applique pas pour les locaux techniques des administrations publiques et assimilés.	Il s'agit ici des équipements techniques tels que les transfo qui, compte tenu de leur vocation spécifique, ne doivent pas être contraints par une règle de hauteur sous peine de bloquer certains projets ou équipements.
Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :	
Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.	Afin d'éviter les constructions sur butte et/ou talus.
Les choix en matière d'implantation, de volumes et d'aspect des constructions à réaliser ou à modifier devront être faits en tenant compte de l'environnement bâti ou naturel.	Pour préserver la qualité architecturale des bourgs et éviter de dénaturer les sites urbains.
Les architectures de style ou de caractère empruntés à d'autres régions sont exclues.	
L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits est interdit.	
Les couvertures seront en tuiles de teinte ardoisée sur pente supérieure à 50%.	Conformément à l'existant.
Les toitures végétalisées sont autorisées.	Afin de répondre favorablement à l'un des enjeux du PADD « Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables ».
L'emploi de matériaux blancs, brillants ou réfléchissants est interdit en traitement de façade et en couverture.	Afin d'éviter de dénaturer les vues portées depuis l'extérieur sur les bourgs et conserver ainsi leurs qualités architecturales, patrimoniales et vernaculaires.
Les dispositions relatives aux toitures et couvertures ne s'appliquent pas : * dans le cadre de l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable.	Afin de ne pas bloquer l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable (article L111-16 du code de l'urbanisme).
* Dans le cadre de réfection de toiture existante ou d'extension de bâtiments existants, des matériaux de teinte similaires à ceux d'origine pourront être utilisés et les pentes adaptées.	Afin de préserver la spécificité de certaines constructions existantes, principalement certaines constructions agricoles et annexes de l'habitation couvertes en tôles ondulées qui avec le temps, ont pris une teinte rouille facilitant l'insertion paysagère de ces constructions.
* Pour les serres, les vérandas, les verrières et les annexes de l'habitation dont la pente et la teinte de la toiture seront adaptées au matériau employé.	Il s'agit ici de permettre l'emploi d'autres matériaux sur certaines constructions qui répondent entre autre au confort d'habiter.
Les clôtures sur rue et les clôtures séparatives ne sont pas obligatoires. Lorsqu'elles existent, elles seront végétalisées et devront être perméables pour assurer la libre circulation de la petite faune. Les murs pleins sont interdits.	Afin d'éviter toute fragmentation de l'espace et contribuer à l'insertion paysagère des constructions.
Les murs de soutènement sont autorisés en cas de dénivelé de terrain dans une limite de 2 m de haut maximum par rapport au sol existant (altitude absolue) du terrain le plus bas.	Pour répondre à certains cas particuliers du fait de la topographie du territoire.
Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions :	
L'aménagement des abords et des espaces résiduels situés entre les façades et les clôtures ou alignements de voirie, doit faire l'objet d'un traitement végétalisé au moins égal à 20% de la superficie totale des espaces libres de l'unité foncière.	Pour des raisons de protection des biens et des hommes. Ce principe favorise la limitation de l'imperméabilisation des sols.
Les plantations devront être majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter.	Pour des raisons paysagères, de santé de l'homme et de protection de la biodiversité locale. Le règlement d'urbanisme dans ses annexes fournit une liste des essences à éviter et une palette végétale à favoriser sur la commune de Saulzet-le-Froid.
Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures devront être enterrées ou protégées des vues par un masque végétal.	Dans un souci de recherche d'une qualité paysagère concourant à la qualité du cadre de vie des habitants.

Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel.	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme vis-à-vis des intrants agricoles et dans un souci d'insertion paysagère des futures constructions.
Stationnement des véhicules motorisés :	
Le stationnement des véhicules motorisés correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques. Il est exigé : *Pour les constructions à usage d'habitation : 2 places minimum par logement ou hébergement,	Afin d'éviter que les espaces publics ne deviennent des zones de stationnement récurrente générant des problèmes de sécurité pour les usagers, il est rappelé que le stationnement des véhicules motorisés doit se faire sur les parcelles et qu'un minimum de 2 places est demandé. Ce ratio est conforme aux données Insee qui précise que plus de la moitié des ménages bénéficient de 2 véhicules. Cette norme minimale n'empêche pas les constructeurs de créer un nombre supplémentaire de places.
*Pour toutes les autres destinations de construction: 1 place pour 50m ² de surface de plancher.	Les autres destinations de constructions neuves comme les locaux artisanaux autorisés doivent assurer le stationnement sur leur site d'installation. Ce ratio d'une place pour 50m ² de surface de plancher correspond à un retour d'expérience et apparaît suffisant au regard des spécificités et des besoins de la commune.
Les aires de stationnement en surface devront être aménagées avec des revêtements perméables.	Dans un souci de développement durable, le revêtement utilisé doit permettre d'éviter de trop importantes imperméabilisations du sol ayant un impact sur le ruissellement des eaux ainsi que sur le paysage dans les bourgs.

Equipements et réseaux**Desserte par les voies publiques ou privées :**Accès :

La largeur des accès sur la voie publique doit être proportionnée à la taille et au besoin des constructions. Les accès, y compris les portes de garages situées à l'alignement de l'espace public, doivent être aménagés de façon à répondre aux conditions de sécurité publique, notamment au regard de l'intensité de la circulation et des conditions de visibilité.

Voirie :

Les voies et les accès à créer ou à aménager doivent être adaptés aux usages qu'ils supportent et aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre l'accès et la bonne circulation des véhicules de secours et de lutte contre les incendies. L'aménagement des voies doit respecter la réglementation en vigueur notamment celle relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer dans les centres bourgs. L'écriture de ces articles correspond donc à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone.

Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique, de défense contre l'incendie et de mobilité pour les personnes à mobilité réduite sont rappelés.

Desserte par les réseaux :Eau potable :

Toute construction nouvelle dont l'alimentation en eau est reconnue, est assurée par le réseau public s'il existe ou à défaut, par un moyen conforme à la réglementation en vigueur.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur pluvial ou unitaire. En cas de rejet dans un réseau unitaire, le pétitionnaire devra obtenir l'autorisation du gestionnaire de ce réseau. En l'absence de réseau, en cas de réseau insuffisant ou en cas de refus du gestionnaire du réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. En tout état de cause, le propriétaire ne doit pas laisser

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des réseaux électriques et de communication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux usées situées au-dessous du niveau de la voirie, ainsi que

s'écouler les eaux pluviales en surface de voie publique. Il est notamment préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales en vue d'une réutilisation pour les usages non domestiques, dans un souci d'économie des ressources en eau.	celles des eaux pluviales, doivent être munies d'un dispositif anti-refoulement.
<u>Assainissement :</u>	
Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif. Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.	
<u>Réseaux d'alimentation en énergie et réseaux de communication :</u>	
Tout nouveau réseau sur domaine privé nécessaire à l'alimentation de la construction devra être réalisé en souterrain jusqu'au point de raccordement situé en limite du domaine public.	

c. La zone Ue

La zone Ue est une zone destinée à l'implantation de constructions et d'équipements publics ou privés d'intérêt général, liés aux activités administratives, touristiques, d'enseignement, associatives, sportives, culturelles ou de loisirs.

Une unique zone Ue est définie par le PLU sur une zone existante à vocation d'équipements publics situées en entrée Est du bourg de Saulzet-le-Froid. Ce secteur regroupe la salle d'activités, les sapeurs-pompiers, une zone de stationnements, un espace de jeux d'enfants et un point d'apport volontaire. Cet espace participe à la qualité de vie sur la commune.



Traductions réglementaires de la zone Ue.**Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités**

Conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités :

Les constructions destinées à l'habitation sont interdites à l'exception de celles liées aux destinations et sous-destinations autorisées.

Certaines constructions peuvent nécessiter la présence d'un personnel à demeure (pour du gardiennage par exemple).

Destinations	Sous destinations	Interdiction	Autorisation	Conditions
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement		X	Habitations autorisées sous réserve d'être liées aux destinations autorisées.
	Hébergement		X	
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	X		
	Restauration	X		
	Commerce de gros	X		
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle		X	
	Hébergement hôtelier et touristique		X	
	Cinéma		X	
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés		X	
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		X	
	Etablissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale		X	
	Salles d'art et de spectacles		X	
	Equipements sportifs		X	
	Autres équipements recevant du public		X	
Autres activités des secteurs secondaire et tertiaire	Industrie	X		
	Entrepôt	X		
	Bureau	X		
	Centre de congrès et d'exposition	X		

Les destinations et sous destinations sont autorisées ou interdites conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

La vocation première de la zone Ue est l'équipement d'intérêt collectif. Les destinations et sous-destinations interdites correspondent à des vocations qui ne répondent pas à cet objectif. S'il y a besoin de ce type de vocation, des zonages spécifiques sont définis au PLU.

Les logements sont autorisés sous conditions, car ils ne constituent pas une destination première de la vocation, néanmoins, pour répondre aux besoins de logements de fonction ou de gardiennage, l'habitation peut être autorisée.

Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère**Volumétrie et implantation des constructions :****Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :**

Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de 5m par rapport à la limite de propriété jouxtant la voie et les emprises publiques.

Le principe de base est celui de l'implantation avec un retrait de 5m minimum afin de permettre le stationnement sur la parcelle et l'aménagement paysagers en limite de propriété sur rue

Les locaux techniques des administrations publiques et assimilés, ainsi que les annexes de l'habitation pourront s'implanter à l'alignement des voies et emprises publiques.

Compte tenu de leur vocation spécifique qui peut nécessiter une implantation à l'alignement.

L'implantation est libre pour les projets d'extension et de surélévation des bâtiments existants ne respectant pas la règle.

Afin de ne pas compromettre certains projets.

En cas de reconstruction après destruction accidentelle, la construction pourra être implantée à l'identique.

Afin de ne pas empêcher la reconstruction.

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite de propriété, la distance comptée horizontalement de tout

Compte tenu de la vocation de la zone, l'implantation en limite de parcelle peut concourir à une meilleure utilisation de la parcelle.

point de ce bâtiment au point de la limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 5 m.	L'implantation en recul permettra la réalisation d'ouvertures et par conséquent, l'apport de lumière naturelle dans la construction, et permettra également le paysagement des abords et pourra faciliter l'accessibilité aux alentours des bâtiments (pour les moyens de secours par exemple).
L'implantation est libre pour : *les extensions ou les surélévations de constructions existantes ne respectant pas la règle générale,	Afin de ne pas compromettre certains projets.
*la réalisation d'un équipement ou d'une installation technique liés à la sécurité, à l'accessibilité d'un bâtiment (ascenseur, escalier...) ou nécessaire à la production d'énergies renouvelables,	Afin de répondre favorablement à l'un des enjeux du PADD « Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables ».
* Réaliser l'isolation par l'extérieur d'une construction existante,	
*la reconstruction après destruction accidentelle. La construction pourra être implantée à l'identique.	Afin de ne pas empêcher la reconstruction.
Hauteur des constructions :	
La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant (altitude absolue) jusqu'à l'égout de toiture ou à l'acrotère. Cette hauteur ne peut excéder 9 m sur une verticale donnée.	Cette hauteur est conforme à la hauteur moyenne des constructions du centre bourg. Elle devrait être suffisante pour répondre aux besoins.
Lorsqu'une construction existante dépasse la hauteur maximale autorisée, les extensions et travaux de réhabilitation pourront disposer d'une hauteur équivalente.	Pour ne pas bloquer certains projets.
La règle de hauteur ne s'applique pas pour les locaux techniques des administrations publiques et assimilés.	Il s'agit ici des équipements techniques tels que les transfo qui, compte tenu de leur vocation spécifique, ne doivent pas être contraints par une règle de hauteur sous peine de bloquer certains projets ou équipements.
Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :	
Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.	Afin d'éviter les constructions sur butte et/ou talus.
Les choix en matière d'implantation, de volumes et d'aspect des constructions à réaliser ou à modifier devront être faits en tenant compte de l'environnement bâti ou naturel.	Pour préserver la qualité architecturale des bourgs et éviter de dénaturer les sites urbains.
Les architectures de style ou de caractère empruntés à d'autres régions sont exclues.	
L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits est interdit.	Conformément à l'existant.
Les couvertures seront de teinte ardoisée.	
Dans le cadre de réfection de toiture existante ou d'extension de bâtiments existants, des matériaux de teinte similaires à ceux d'origine pourront être utilisés.	Afin d'assurer l'harmonie générale des bâtiments et faciliter leur insertion.
Les toitures végétalisées sont autorisées.	Afin de répondre favorablement à l'un des enjeux du PADD « Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables ».
L'emploi de matériaux blancs, brillants ou réfléchissants est interdit en traitement de façade et en couverture. Cette disposition ne s'applique pas dans le cadre de l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable.	Afin d'éviter de dénaturer les vues portées depuis l'extérieur sur les bourgs et conserver ainsi leurs qualités architecturales, patrimoniales et vernaculaires Afin de ne pas bloquer l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable (article L111-16 du code de l'urbanisme).
Les clôtures sur rue et les clôtures séparatives ne sont pas obligatoires. Lorsqu'elles existent, elles seront végétalisées et devront être perméables pour assurer la libre circulation de la petite faune. Les murs pleins sont interdits.	Afin d'éviter toute fragmentation de l'espace et contribuer à l'insertion paysagère des constructions.
Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions :	
L'aménagement des abords et des espaces résiduels situés entre les façades et les clôtures ou alignements de voirie, doit faire l'objet d'un traitement végétalisé au moins égal à 50% de la superficie totale des espaces libres de l'unité foncière.	Pour des raisons de protection des biens et des hommes. Ce principe favorise la limitation de l'imperméabilisation des sols.

Les plantations devront être majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter.	Pour des raisons paysagères, de santé de l'homme et de protection de la biodiversité locale. Le règlement d'urbanisme dans ses annexes fournit une liste des essences à éviter et une palette végétale à favoriser sur la commune de Saulzet-le-Froid.
Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures devront être enterrées ou protégées des vues par un masque végétal.	Dans un souci de recherche d'une qualité paysagère concourant à la qualité du cadre de vie des habitants.
Stationnement des véhicules motorisés :	
Le stationnement des véhicules motorisés correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques. Il est exigé : *Pour les constructions à usage d'habitation : 2 places minimum par logement ou hébergement,	Afin d'éviter que les espaces publics ne deviennent des zones de stationnement récurrente générant des problèmes de sécurité pour les usagers, il est rappelé que le stationnement des véhicules motorisés doit se faire sur les parcelles et qu'un minimum de 2 places est demandé. Ce ratio est conforme aux données Insee qui précise que plus de la moitié des ménages bénéficient de 2 véhicules. Cette norme minimale n'empêche pas les constructeurs de créer un nombre supplémentaire de places.
*Pour toutes les autres destinations de construction: 1 place pour 50m ² de surface de plancher.	Ce ratio d'une place pour 50m ² de surface de plancher correspond à un retour d'expérience et apparaît suffisant au regard des spécificités et des besoins de la commune.
Les aires de stationnement en surface devront être aménagées avec des revêtements perméables.	Dans un souci de développement durable, le revêtement utilisé doit permettre d'éviter de trop importantes imperméabilisations du sol ayant un impact sur le ruissellement des eaux ainsi que sur le paysage dans les bourgs.

Equipements et réseaux**Desserte par les voies publiques ou privées :**Accès :

La largeur des accès sur la voie publique doit être proportionnée à la taille et au besoin des constructions. Les accès, y compris les portes de garages situées à l'alignement de l'espace public, doivent être aménagés de façon à répondre aux conditions de sécurité publique, notamment au regard de l'intensité de la circulation et des conditions de visibilité.

Voirie :

Les voies et les accès à créer ou à aménager doivent être adaptés aux usages qu'ils supportent et aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre l'accès et la bonne circulation des véhicules de secours et de lutte contre les incendies. L'aménagement des voies doit respecter la réglementation en vigueur notamment celle relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer dans les centres bourgs. L'écriture de ces articles correspond donc à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone.

Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique, de défense contre l'incendie et de mobilité pour les personnes à mobilité réduite sont rappelés.

Desserte par les réseaux :Eau potable :

Toute construction nouvelle dont l'alimentation en eau est reconnue, est assurée par le réseau public s'il existe ou à défaut, par un moyen conforme à la réglementation en vigueur.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur pluvial ou unitaire. En cas de rejet dans un réseau unitaire, le pétitionnaire devra obtenir l'autorisation du gestionnaire de ce réseau. En l'absence de réseau, en cas de réseau insuffisant ou en cas de refus du gestionnaire du réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. En tout état de cause, le propriétaire ne doit pas laisser s'écouler les eaux pluviales en surface de voie publique. Il

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des réseaux électriques et de communication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux usées situées au-dessous du niveau de la voirie, ainsi que

est notamment préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales en vue d'une réutilisation pour les usages non domestiques, dans un souci d'économie des ressources en eau.

Assainissement :

Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif.

Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.

Réseaux d'alimentation en énergie et réseaux de communication :

Tout nouveau réseau sur domaine privé nécessaire à l'alimentation de la construction devra être réalisé en souterrain jusqu'au point de raccordement situé en limite du domaine public.

celles des eaux pluviales, doivent être munies d'un dispositif anti-refoulement.

d. La zone Ut

La zone Ut est une zone essentiellement destinée à recevoir des activités à caractère touristique, sportif ou de loisirs, avec des équipements d'accueil et d'hébergement.



2 zones Ut ont été définies sur le village de Pessade.

Elles permettent de conforter des activités à caractère touristique et de loisirs existantes :

- Secteur Nord : il s'agit du secteur du Centre Pleine Nature et du départ de la zone nordique de Pessade.



Cette zone est concernée par la présence d'espaces boisés qu'il convient de préserver au maximum.



- Secteur Sud : Il s'agit d'une zone d'hébergement touristique (yourtes).



Traductions réglementaires de la zone Ut.

Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités

Conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités :

Destinations	Sous destinations	Interdiction	Autorisation	Conditions
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X		
	Exploitation forestière	X		
Habitation	Logement		X	Habitations autorisées sous réserve d'être liées aux destinations autorisées.
	Hébergement		X	
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	X		
	Restauration		X	
	Commerce de gros	X		
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle		X	
	Hébergement hôtelier et touristique		X	
	Cinéma	X		
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		X	
	Etablissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale	X		
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs		X	
	Autres équipements recevant du public		X	
Autres activités des secteurs secondaire et tertiaire	Industrie	X		
	Entrepôt	X		
	Bureau	X		
	Centre de congrès et d'exposition	X		

Les destinations et sous destinations sont autorisées ou interdites conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016

définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

La vocation première de la zone Ut est en lien avec les activités touristiques, sportives et de loisirs. Les destinations et sous-destinations interdites correspondent à des vocations qui ne répondent pas à cet objectif. S'il y a besoin de ce type de vocation, des zonages spécifiques sont définis au PLU.

Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	
Volumétrie et implantation des constructions :	
<u>Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :</u>	
Implantation libre.	L'implantation reste libre compte tenu de la vocation de la zone qui peut nécessiter selon les activités, des implantations très différentes. Il s'agit donc de ne pas contraindre, ni empêcher de futurs projets. De plus, la trame bâtie actuelle sur la commune ne présente pas de régularités pouvant permettre de déduire une règle d'implantation générale, notamment du fait de la topographie du territoire qui induit sur certaines parcelles des contraintes urbaines d'implantation par rapport à la voie. L'implantation libre est donc souhaitée afin de conserver aux bourgs et aux villages leurs caractéristiques urbanistiques.
<u>Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :</u>	
Implantation libre.	L'implantation reste libre compte tenu de la vocation de la zone qui peut nécessiter selon les activités, des implantations très différentes. Il s'agit donc de ne pas contraindre, ni empêcher de futurs projets. De plus, la trame bâtie actuelle sur la commune ne présente pas de régularités pouvant permettre de déduire une règle d'implantation générale, notamment du fait de la topographie du territoire qui induit sur certaines parcelles des contraintes urbaines d'implantation par rapport aux limites séparatives. L'implantation libre est donc souhaitée afin de conserver aux bourgs et aux villages leurs caractéristiques urbanistiques.
<u>Hauteur des constructions :</u>	
La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant (altitude absolue) jusqu'à l'égout de toiture ou à l'acrotère. Cette hauteur ne peut excéder 6 m sur une verticale donnée.	Cette hauteur est conforme aux hauteurs moyennes des constructions en zone Ug d'extension des centres bourgs. Elle devrait être suffisante pour répondre aux besoins.
Lorsqu'une construction existante dépasse la hauteur maximale autorisée, les extensions et travaux de réhabilitation pourront disposer d'une hauteur équivalente.	Pour ne pas bloquer certains projets.
La règle de hauteur ne s'applique pas pour les locaux techniques des administrations publiques et assimilés.	Il s'agit ici des équipements techniques tels que les transfo qui, compte tenu de leur vocation spécifique, ne doivent pas être contraints par une règle de hauteur sous peine de bloquer certains projets ou équipements.
<u>Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :</u>	
Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.	Afin d'éviter les constructions sur butte et/ou talus.
Les choix en matière d'implantation, de volumes et d'aspect des constructions à réaliser ou à modifier devront être faits en tenant compte de l'environnement bâti ou naturel.	Pour préserver la qualité architecturale des bourgs et éviter de dénaturer les sites urbains.
L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits est interdit.	
Les couvertures seront de teinte ardoisée.	Conformément aux caractéristiques principales communales.
Dans le cadre de réfection de toiture existante ou d'extension de bâtiments existants, des matériaux de teinte similaires à ceux d'origine pourront être utilisés.	Afin d'assurer l'harmonie générale des bâtiments et faciliter leur insertion.
Les toitures végétalisées sont autorisées.	Afin de répondre favorablement à l'un des enjeux du PADD « Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables ».
L'emploi de matériaux blancs, brillants ou réfléchissants est interdit en traitement de façade et en couverture.	Afin d'éviter de dénaturer les vues portées depuis l'extérieur sur les bourgs et conserver ainsi leurs qualités architecturales, patrimoniales et vernaculaires.
Les dispositions relatives aux toitures et couvertures ne s'appliquent pas aux serres, aux vérandas, aux verrières,	Afin de ne pas bloquer certains projets touristiques et/ou répondre aux besoins d'habiter actuels.

aux annexes à l'habitation, aux hébergements touristiques démontables (yourtes par exemple) et dans le cadre de l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable.	
Les clôtures sur rue et les clôtures séparatives ne sont pas obligatoires. Lorsqu'elles existent, elles seront végétalisées et devront être perméables pour assurer la libre circulation de la petite faune. Les murs pleins sont interdits.	Afin d'éviter toute fragmentation de l'espace et contribuer à l'insertion paysagère des constructions.
Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions :	
L'aménagement des abords et des espaces résiduels situés entre les façades et les clôtures ou alignements de voirie, doit faire l'objet d'un traitement végétalisé au moins égal à 50% de la superficie totale des espaces libres de l'unité foncière.	Pour des raisons de protection des biens et des hommes. Ce principe favorise la limitation de l'imperméabilisation des sols.
Les plantations devront être majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter.	Pour des raisons paysagères, de santé de l'homme et de protection de la biodiversité locale. Le règlement d'urbanisme dans ses annexes fournit une liste des essences à éviter et une palette végétale à favoriser sur la commune de Saulzet-le-Froid.
Les espaces boisés existants, nécessaires au maintien des continuités écologiques, sont à protéger. Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations d'essences locales.	Pour des raisons paysagères, de santé de l'homme et de protection de la biodiversité locale. Ces espaces boisés sont nécessaires au maintien des continuités écologiques et participent à l'attractivité et à la qualité de vie sur la commune.
Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures devront être enterrées ou protégées des vues par un masque végétal.	Dans un souci de recherche d'une qualité paysagère concourant à la qualité du cadre de vie des habitants.
Stationnement des véhicules motorisés :	
Le stationnement des véhicules motorisés correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques. Les aires de stationnement en surface devront être aménagées avec des revêtements perméables.	Afin d'éviter que les espaces publics ne deviennent des zones de stationnement récurrente générant des problèmes de sécurité pour les usagers, il est rappelé que le stationnement des véhicules motorisés doit se faire sur les parcelles. Dans un souci de développement durable, le revêtement utilisé doit permettre d'éviter de trop importantes imperméabilisations du sol ayant un impact sur le ruissellement des eaux ainsi que sur le paysage dans les bourgs.

Equipements et réseaux**Desserte par les voies publiques ou privées :****Accès :**

La largeur des accès sur la voie publique doit être proportionnée à la taille et au besoin des constructions. Les accès doivent être aménagés de façon à répondre aux conditions de sécurité publique, notamment au regard de l'intensité de la circulation et des conditions de visibilité.

Voirie :

Les voies et les accès à créer ou à aménager doivent être adaptés aux usages qu'ils supportent et aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre l'accès et la bonne circulation des véhicules de secours et de lutte contre les incendies. L'aménagement des voies doit respecter la réglementation en vigueur notamment celle relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer dans les villages. L'écriture de ces articles correspond donc à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone.

Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique, de défense contre l'incendie et de mobilité pour les personnes à mobilité réduite sont rappelés.

Desserte par les réseaux :**Eau potable :**

Toute construction nouvelle dont l'alimentation en eau est reconnue, est assurée par le réseau public s'il existe ou à défaut, par un moyen conforme à la réglementation en vigueur.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur pluvial ou

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les

unitaire. En cas de rejet dans un réseau unitaire, le pétitionnaire devra obtenir l'autorisation du gestionnaire de ce réseau. En l'absence de réseau, en cas de réseau insuffisant ou en cas de refus du gestionnaire du réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. En tout état de cause, le propriétaire ne doit pas laisser s'écouler les eaux pluviales en surface de voie publique. Il est notamment préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales en vue d'une réutilisation pour les usages non domestiques, dans un souci d'économie des ressources en eau.

Assainissement :

Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif.

Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.

Réseaux d'alimentation en énergie et réseaux de communication :

Tout nouveau réseau sur domaine privé nécessaire à l'alimentation de la construction devra être réalisé en souterrain jusqu'au point de raccordement situé en limite du domaine public.

dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des réseaux électriques et de communication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux usées situées au-dessous du niveau de la voirie, ainsi que celles des eaux pluviales, doivent être munies d'un dispositif anti-refoulement.

3.3 La zone agricole (A)

La zone A est une zone à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. L'objectif est la préservation des espaces agricoles. Seuls y sont autorisés le maintien ou la restructuration des activités agricoles et la construction des bâtiments d'exploitation ou d'habitation nécessaires aux agriculteurs.

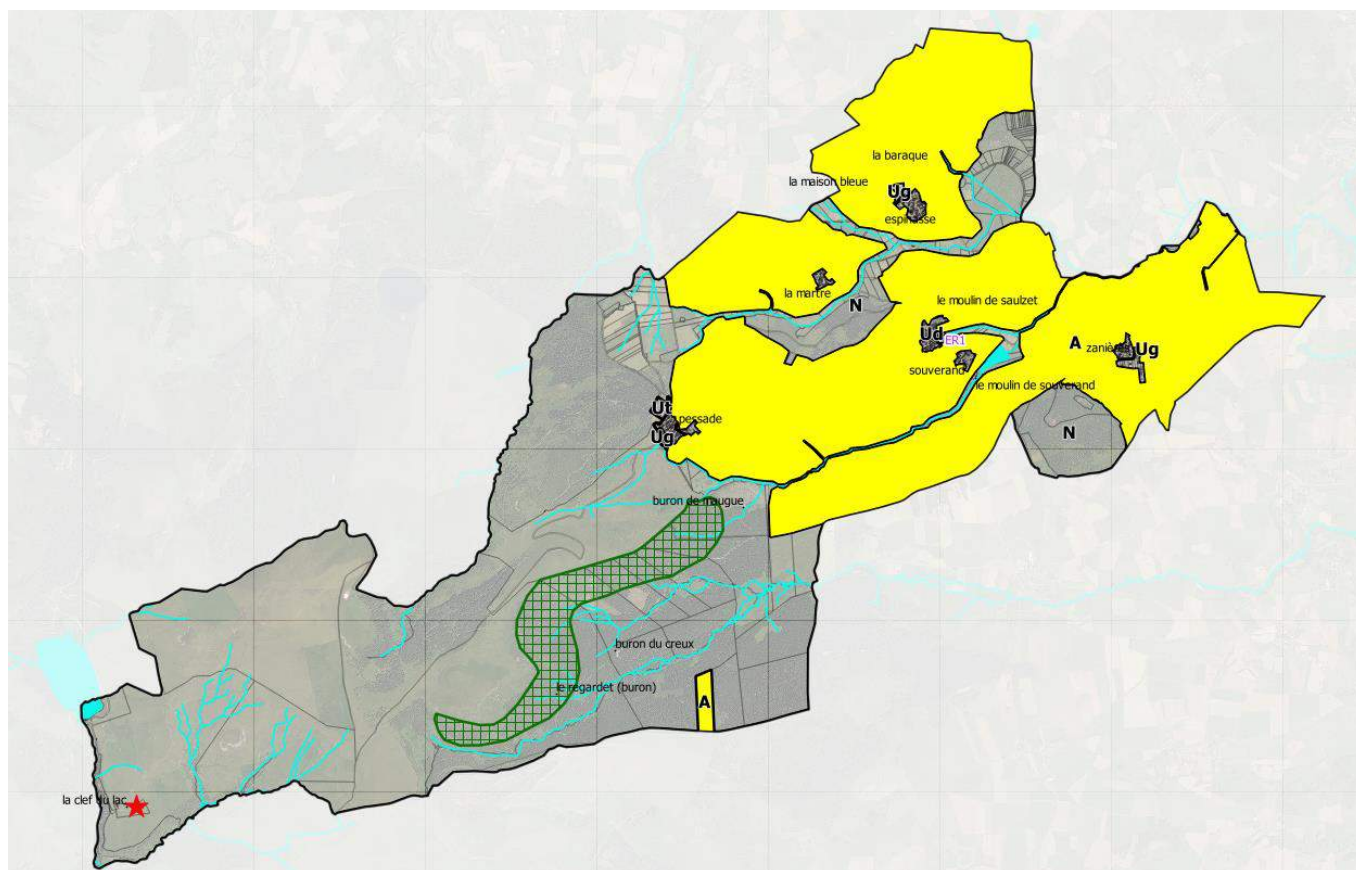
La zone agricole couvre :

- l'essentiel des espaces agricoles,
- la quasi-totalité des exploitations agricoles. Les bâtiments agricoles existants ont été repérés au PLU. Seuls les bâtiments situés au sein des zones urbaines ne sont pas intégrés à la zone A. Cela concerne une exploitation située dans le centre de Pessade et une autre sur le village de Zanières.

Objectifs recherchés de la zone agricole :

- Délimiter et protéger les espaces valorisés par l'activité agricole ;
- Favoriser le maintien et le développement des sièges d'exploitation et des bâtiments de production agricole existants.





Extrait du plan de zonage pour Approbation – repérage de la zone agricole

Traductions réglementaires de la zone A.**Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités**

Conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités :

Les destinations et sous destinations sont autorisées ou interdites conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

La zone A est spécifiquement destinée aux exploitations agricoles ou forestières et vise à permettre leur développement. La construction d'habitation sous réserve d'être nécessaire à l'exploitation agricole des terrains est donc autorisée.

Néanmoins, la zone A peut être concernée par la présence de maisons sans lien avec l'activité agricole ou forestière des terres. Il apparaît ainsi indispensable de ne pas les condamner et de les laisser elles-aussi continuer d'évoluer afin d'éviter de favoriser l'abandon de ces logements. Le règlement autorise donc leur extension sous certaines conditions car la vocation principale de la zone A reste bien dévolue au développement des exploitations agricoles et forestières.

Toutes les autres vocations sont interdites puisqu'elles ne correspondent pas à la vocation définie en préambule de zone. S'il y a besoin de ce type de vocation, des zonages spécifiques sont définis au PLU.

Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés (ex : transfo électrique) restent autorisés car ils peuvent être nécessaire à la bonne gestion de la zone A, mais sous condition de ne pas être incompatibles avec l'exercice des activités agricoles.

Un emplacement réservé est prévu au PLU pour l'extension du cimetière. Cet ER est situé en zone A. Il est donc nécessaire d'autoriser les constructions et équipements collectifs en lien avec les activités funéraires dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Destinations	Sous destinations	Interdiction	Autorisation	Conditions
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole		X	-Les exhaussements et les affouillements sont autorisés sous réserve d'être nécessaires aux exploitations agricoles.
	Exploitation forestière		X	
Habitation	Logement		X	-Les habitations nécessaires aux exploitations agricoles sont autorisées. -L'extension des habitations existantes est autorisée à condition : *que cette extension soit limitée à 30% de la surface de plancher initiale du bâtiment à la date d'approbation du PLU. Pour les constructions inférieures à 100 m², l'extension pourra représenter jusqu'à 60% de la surface de plancher de la construction principale jusqu'à concurrence d'une surface de plancher totale de 130 m², *que cette extension ne porte pas atteinte au caractère des lieux avoisinants, des sites et paysages naturels, et à leur intérêt esthétique ou écologique. -La construction d'annexes aux habitations existantes est autorisée à condition : *de ne pas dépasser 20 m² d'emprise au sol, *que l'annexe n'ait pas pour effet de porter l'emprise au sol de l'ensemble des constructions à plus de 20% de la surface de terrain sur lequel elle se situe, *que l'annexe soit entièrement implantée à l'intérieur d'une zone de 20 m mesurée à partir des murs extérieurs du bâtiment principal.
	Hébergement	X		
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	X		
	Restauration	X		
	Commerce de gros	X		
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	X		
	Hébergement hôtelier et touristique	X		
	Cinéma	X		
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		X	Autorisation à conditions qu'ils ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
	Etablissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale	X		
	Salles d'art et de spectacles	X		
	Equipements sportifs	X		
	Autres équipements recevant du public		X	Les constructions et équipements collectifs en lien avec les activités funéraires sont autorisés dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
Autres activités des secteurs secondaire et tertiaire	Industrie	X		
	Entrepôt	X		
	Bureau	X		
	Centre de congrès et d'exposition	X		

Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Volumétrie et implantation des constructions :

Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :

Les nouvelles constructions doivent s'implanter suivant un recul minimum de 5 m par rapport aux voies et emprises publiques.

Compte tenu de la vocation de la zone et des constructions agricoles qui y sont permises, un recul de 5m par rapport aux voies et emprises publiques est demandé afin non seulement de permettre l'aménagement paysager en bord de route, mais également pour des

<p>L'implantation est libre pour les projets d'extension et de surélévation des constructions existantes ne respectant pas la règle générale.</p> <p>Les locaux techniques des administrations publiques et assimilés, ainsi que les annexes des habitations pourront s'implanter à l'alignement des voies et emprises publiques.</p>	<p>raisons de sécurité vis-à-vis des engins agricoles qu'il n'est pas souhaitable de voir déboucher directement sur les voies.</p> <p>L'implantation reste néanmoins libre dans le cas d'une extension ou d'une surélévation afin de ne pas bloquer la faisabilité d'un projet.</p> <p>L'implantation en limite est permise pour les annexes de l'habitation afin de faciliter l'utilisation des parcelles et dans le cas des constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics tels les transfos, en raison de leur spécificité.</p>
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :	
<p>Les constructions doivent être édifiées à une distance minimum d'au moins 5 m des limites séparatives de la parcelle.</p> <p>L'implantation est libre pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> *les extensions ou les surélévations de constructions existantes ne respectant pas la règle générale, *les locaux techniques des administrations publiques et assimilés, *réaliser l'isolation par l'extérieur d'une construction existante. *les annexes des habitations existantes. 	<p>Compte tenu de la vocation de la zone et des constructions agricoles qui y sont permises, un recul de 5m par rapport limites séparatives est demandé afin non seulement de permettre l'aménagement paysager, mais également permettre aux engins agricoles d'évoluer librement sur la parcelle en faisant notamment le tour des bâtiments. L'accessibilité aux engins de secours sera également facilitée.</p> <p>L'implantation reste néanmoins libre dans le cas d'une extension ou d'une surélévation afin de ne pas bloquer la faisabilité d'un projet, dans le cas de la construction d'annexes de l'habitation afin de faciliter l'utilisation des parcelles, dans le cas de travaux d'isolation par l'extérieur d'un bâtiment existant et dans le cas des constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics tels les transfo, en raison de leur spécificité.</p>
Hauteur des constructions :	
<p>La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant (altitude absolue) jusqu'à l'égout de toiture ou à l'acrotère. Cette hauteur ne peut excéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> *6 m pour les habitations, *2.50 m pour les annexes de l'habitation, *10 m pour les serres agricoles, *12 m pour les bâtiments agricoles, *15 m pour les silos. 	<p>Ces hauteurs devraient suffire pour répondre aux besoins des agriculteurs. La hauteur de 6m pour les habitations est conforme à celle prévue pour les habitations en zone Ug.</p>
<p>Lorsqu'une construction existante dépasse la hauteur maximale autorisée, les extensions et travaux de réhabilitation pourront disposer d'une hauteur équivalente.</p>	<p>Pour ne pas bloquer certains projets.</p>
<p>La règle de hauteur ne s'applique pas pour les locaux techniques des administrations publiques et assimilés.</p>	<p>Il s'agit ici des équipements techniques tels que les transfo qui, compte tenu de leur vocation spécifique, ne doivent pas être contraints par une règle de hauteur sous peine de bloquer certains projets ou équipements.</p>
Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :	
<p>Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.</p>	<p>Afin d'éviter les constructions sur butte et/ou talus.</p>
<p>Les choix en matière d'implantation, de volumes et d'aspect des constructions à réaliser ou à modifier devront être faits en tenant compte de l'environnement bâti ou naturel.</p>	<p>Pour préserver la qualité paysagère de la commune.</p>
<p>L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits est interdit.</p>	
<p>Les couvertures seront de teinte ardoisée.</p>	<p>Conformément aux caractéristiques principales communales.</p>
<p>Les toitures végétalisées sont autorisées.</p>	<p>Afin de répondre favorablement à l'un des enjeux du PADD « Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables ».</p>
<p>L'emploi de matériaux blancs, brillants ou réfléchissants est interdit en traitement de façade et en couverture.</p>	<p>Afin d'éviter de dénaturer les vues portées sur le territoire et conserver ainsi les qualités paysagères de la commune.</p>
<p>Les dispositions relatives aux toitures et couvertures ne s'appliquent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> * dans le cadre de l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable. 	<p>Afin de ne pas bloquer l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable (article L111-16 du code de l'urbanisme).</p>
<ul style="list-style-type: none"> * dans le cadre de réfection de toiture existante ou d'extension de bâtiments existants, des matériaux de teinte similaires à ceux d'origine pourront être utilisés. * pour les serres, les vérandas, les verrières et les annexes de l'habitation. 	<p>Afin de ne pas bloquer certains projets et/ou répondre aux besoins d'habiter actuels.</p>

Les clôtures sur rue et les clôtures séparatives ne sont pas obligatoires. Lorsqu'elles existent, elles seront végétalisées et devront être perméables pour assurer la libre circulation de la petite faune. Les murs pleins sont interdits.	Afin d'éviter toute fragmentation de l'espace et contribuer à l'insertion paysagère des constructions.
Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions :	
L'aménagement des abords et des espaces résiduels situés entre les façades et les clôtures ou alignements de voirie, doit faire l'objet d'un traitement végétalisé au moins égal à 50% de la superficie totale des espaces libres de l'unité foncière.	Pour des raisons de protection des biens et des hommes. Ce principe favorise la limitation de l'imperméabilisation des sols.
Les plantations devront être majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter.	Pour des raisons paysagères, de santé de l'homme et de protection de la biodiversité locale. Le règlement d'urbanisme dans ses annexes fournit une liste des essences à éviter et une palette végétale à favoriser sur la commune de Saulzet-le-Froid.
Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures devront être enterrées ou protégées des vues par un masque végétal.	Dans un souci de recherche d'une qualité paysagère concourant à la qualité du cadre de vie des habitants.
Stationnement des véhicules motorisés :	
Le stationnement des véhicules motorisés correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques. Les aires de stationnement en surface devront être aménagées avec des revêtements perméables.	Afin d'éviter que les espaces publics ne deviennent des zones de stationnement récurrente générant des problèmes de sécurité pour les usagers, il est rappelé que le stationnement des véhicules motorisés doit se faire sur les parcelles. Dans un souci de développement durable, le revêtement utilisé doit permettre d'éviter de trop importantes imperméabilisations du sol ayant un impact sur le ruissellement des eaux ainsi que sur les paysages.

Equipements et réseaux

Desserte par les voies publiques ou privées :

Accès :

La largeur des accès sur la voie publique doit être proportionnée à la taille et au besoin des constructions. Les accès doivent être aménagés de façon à répondre aux conditions de sécurité publique, notamment au regard de l'intensité de la circulation et des conditions de visibilité.

Voirie :

Les voies et les accès à créer ou à aménager doivent être adaptés aux usages qu'ils supportent et aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre l'accès et la bonne circulation des véhicules de secours et de lutte contre les incendies. L'aménagement des voies doit respecter la réglementation en vigueur notamment celle relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer en milieu rural. L'écriture de ces articles correspond donc à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone.

Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique, de défense contre l'incendie et de mobilité pour les personnes à mobilité réduite sont rappelés.

Desserte par les réseaux :

Eau potable :

Toute construction nouvelle dont l'alimentation en eau est reconnue, est assurée par le réseau public s'il existe ou à défaut, par un moyen conforme à la réglementation en vigueur.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur pluvial ou unitaire. En cas de rejet dans un réseau unitaire, le pétitionnaire devra obtenir l'autorisation du gestionnaire de ce réseau. En l'absence de réseau, en cas de réseau insuffisant ou en cas de refus du gestionnaire du réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. En tout état de cause, le propriétaire ne doit pas laisser

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des réseaux électriques et de communication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux usées situées au-dessous du niveau de la voirie, ainsi que

s'écouler les eaux pluviales en surface de voie publique. Il est notamment préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales en vue d'une réutilisation pour les usages non domestiques, dans un souci d'économie des ressources en eau.	celles des eaux pluviales, doivent être munies d'un dispositif anti-refoulement.
<u>Assainissement :</u>	
Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif. Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.	
<u>Réseaux d'alimentation en énergie et réseaux de communication :</u>	
Tout nouveau réseau sur domaine privé nécessaire à l'alimentation de la construction devra être réalisé en souterrain jusqu'au point de raccordement situé en limite du domaine public.	

3.4 La zone naturelle (N)

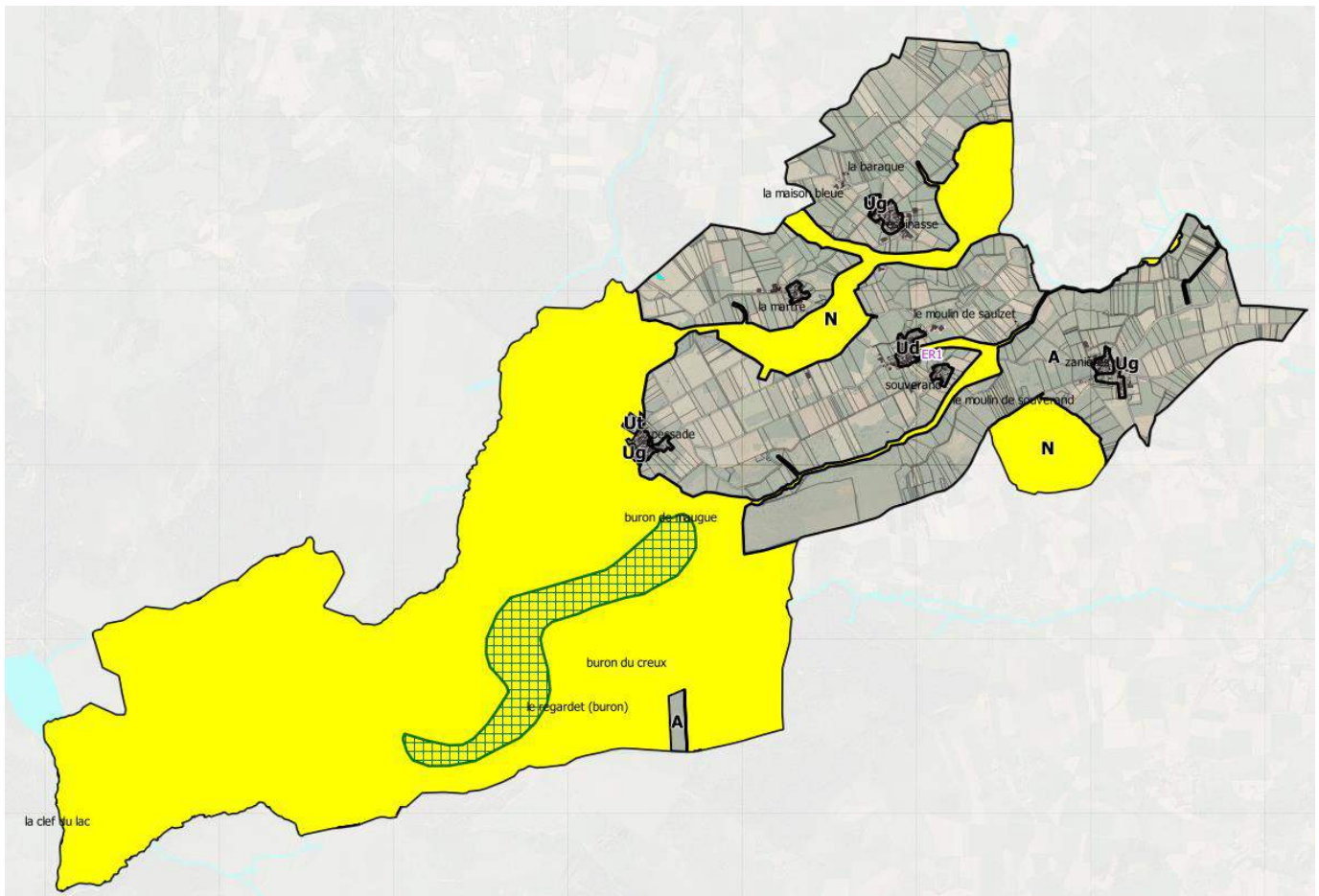
La zone N est une zone à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt –notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.

La zone N définie au PLU, couvre toute la partie Ouest du territoire, prenant en compte :

- * le site NATURA 2000 ZCS,
- * les ZNIEFF de type 1
- * et la ZNIEFF de type 2 « Monts Dore »,
- * le site classé du Lac de Guéry et de ses abords,
- * les réservoirs de biodiversité inscrits au SRCE,
- * le ruisseau de la Croix Morand ,
- * le ruisseau de l'Enfer.

Cette vaste zone N se poursuit sur la partie Est du territoire suivant le tracé du Labadeau, de la Veyre, du ruisseau de la Narse et du ruisseau de Chevalard., ainsi que sur le puy de Monténard. Elle vient traverser les espaces agraires de la commune qui reçoivent un zonage agricole A dont la constructibilité limitée permet de préserver ces espaces à enjeux paysagers.

En dehors des zones urbaines des villages, quelques constructions ponctuent l'ensemble du territoire. Considérées comme déconnectées de tout noyau urbain, implantées de manière isolée dans les espaces naturels, elles présentent souvent une vocation d'habitat. Le règlement de la zone naturelle N, même s'il ne permet pas la construction de nouvelles habitations, autorise néanmoins la poursuite de cette vocation d'habitat, conformément à la Loi ALUR et la Loi Macron : les constructions existantes peuvent ainsi être rénovées et agrandies sous conditions.



Extrait du plan de zonage pour Approbation – repérage de la zone agricole

Traductions réglementaires de la zone N.

Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités

Conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités :

Destinations	Sous destinations	Interdiction	Autorisation	Conditions
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole		X	-Seules les extensions des constructions agricoles ou forestières existantes sont autorisées, sans limite de surface.
	Exploitation forestière		X	-Les exhaussements et les affouillements sont autorisés sous réserve d'être nécessaires aux exploitations agricoles.
Habitation	Logement		X	-L'extension des habitations existantes est autorisée à condition: *que cette extension soit limitée à 30% de la surface de plancher initiale du bâtiment à la date d'approbation du PLU. Pour les constructions inférieures à 100 m², l'extension pourra représenter jusqu'à 60% de la surface de plancher de la construction principale jusqu'à concurrence d'une surface de plancher totale de 130 m², *que cette extension de ne porte pas atteinte au caractère des lieux avoisinants, des sites et paysages naturels, et à leur intérêt esthétique ou écologique.

				-La construction d'annexes aux habitations existantes est autorisée à condition : **de ne pas dépasser 20 m ² d'emprise au sol, *que l'annexe n'ait pas pour effet de porter l'emprise au sol de l'ensemble des constructions à plus de 20% de la surface de terrain sur laquelle elle se situe, *que l'annexe soit entièrement implantée à l'intérieur d'une zone de 20 m mesurée à partir des murs extérieurs du bâtiment principal. -L'indice ★ indique que le bâtiment concerné est autorisé à changer de destination sous réserve que ce changement de destination ne compromette pas les activités agricoles et forestières, et la qualité paysagère du site.
	Hébergement*	X*	■	■
	Artisanat et commerce de détail*	X*	■	■
Commerce et activités de service*	Restauration*	X*	■	■
	Commerce de gros*	X*	■	■
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle*	X*	■	■
	Hébergement hôtelier et touristique*	X*	■	■
	Cinéma*	X*	■	■
Equipements d'intérêt collectif et services publics*	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés*	X*	■	■
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés*	■	X*	Autorisation à conditions : Qu'ils ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
	Etablissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale*	X*	■	■
	Salles d'art et de spectacles*	X*	■	■
	Equipements sportifs*	X*	■	■
	Autres équipements recevant du public*	X*	■	■
Autres activités des secteurs secondaire et tertiaire*	Industrie*	X*	■	■
	Entrepôt*	X*	■	■
	Bureau*	X*	■	■
	Centre de congrès et d'exposition*	X*	■	■

Les destinations et sous destinations sont autorisées ou interdites conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU, et à l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

La vocation première de la zone N est de préserver les espaces naturels.

Néanmoins, quelques constructions existent dans la zone N. Il apparaît donc nécessaire de ne pas condamner l'évolution de ces constructions, tant pour conforter la vocation économique de l'agriculture : les bâtiments agricoles existants peuvent s'étendre pour préserver la vocation Habitat car il serait dommageable de favoriser l'abandon de logements existants. Le règlement autorise donc l'extension des habitations existantes sous conditions, car l'objectif n'est pas de miter le territoire.

Les activités de service, commerces, activités secondaires et tertiaires sont interdites car ils ne correspondent pas à la vocation définie en préambule de zone. S'il y a besoin de ce type de vocation, des zonages spécifiques sont définis au PLU.

Les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés autorisés sont autorisés car peuvent être nécessaire à la gestion de ces zones, mais sous condition de bonne intégration.

Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Volumétrie et implantation des constructions :

Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :

Les nouvelles constructions doivent s'implanter suivant un recul minimum de 5 m par rapport aux voies et emprises publiques.

L'implantation est libre pour les projets d'extension et de surélévation des bâtiments existants ne respectant pas la règle générale.

Les locaux techniques des administrations publiques et assimilés, ainsi que les annexes des habitations existantes

Compte tenu de la vocation de la zone, un recul de 5m par rapport aux voies et emprises publiques est demandé afin de permettre l'aménagement paysager en bord de route.

L'implantation reste néanmoins libre dans le cas d'une extension ou d'une surélévation afin de ne pas bloquer la faisabilité d'un projet. L'implantation à l'alignement des annexes de l'habitation pourra permettre de faciliter l'utilisation des parcelles.

Dans le cas des constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics tels les transfo, l'implantation

pourront s'implanter à l'alignement des voies et emprises publiques.	en limite peut s'avérer nécessaire (transfos par exemple) en raison de leur spécificité.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :	
<p>Les constructions doivent être édifiées à une distance minimum d'au moins 5 m des limites séparatives de la parcelle.</p> <p>L'implantation est libre pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> *les extensions ou les surélévations de constructions existantes ne respectant pas la règle générale, *les locaux techniques des administrations publiques et assimilés, *réaliser l'isolation par l'extérieur d'une construction existante. *les annexes des habitations existantes. 	<p>Compte tenu de la vocation de la zone, un recul de 5m par rapport limites séparatives est demandé afin non seulement de permettre l'aménagement paysager, mais également permettre aux engins agricoles d'évoluer librement sur la parcelle en faisant notamment le tour des bâtiments. L'accessibilité aux engins de secours sera également facilitée.</p> <p>L'implantation reste néanmoins libre dans le cas d'une extension ou d'une surélévation afin de ne pas bloquer la faisabilité d'un projet, dans le cas de la construction d'annexes de l'habitation afin de faciliter l'utilisation des parcelles, dans le cas de travaux d'isolation par l'extérieur d'un bâtiment existant et dans le cas des constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics tels les transfo, en raison de leur spécificité.</p>
Hauteur des constructions :	
<p>La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant (altitude absolue) jusqu'à l'égout de toiture ou à l'acrotère.</p> <p>Les extensions sont autorisées pour une hauteur équivalente à l'existant sans toutefois dépasser la hauteur de la construction existante.</p> <p>La hauteur des annexes autorisées pour les habitations existantes ne peut excéder 2.50m.</p>	<p>Dans un but de préservation des espaces naturels, même si l'évolution des constructions existantes est autorisée, les hauteurs doivent rester contrainte à celes existantes.</p>
<p>La règle de hauteur ne s'applique pas pour les locaux techniques des administrations publiques et assimilés.</p>	<p>Il s'agit ici des équipements techniques tels que les transfo qui, compte tenu de leur vocation spécifique, ne doivent pas être contraints par une règle de hauteur sous peine de bloquer certains projets ou équipements.</p>
Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :	
<p>Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.</p> <p>Les choix en matière d'implantation, de volumes et d'aspect des constructions à réaliser ou à modifier devront être faits en tenant compte de l'environnement bâti ou naturel.</p> <p>L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits est interdit.</p> <p>Les couvertures seront de teinte ardoisée.</p> <p>Les toitures végétalisées sont autorisées.</p>	<p>Afin d'éviter les constructions sur butte et/ou talus.</p> <p>Pour préserver la qualité paysagère de la commune.</p> <p>Conformément aux caractéristiques principales communales.</p> <p>Afin de répondre favorablement à l'un des enjeux du PADD « Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables ».</p> <p>Afin d'éviter de dénaturer les vues portées sur le territoire et conserver ainsi les qualités paysagères de la commune.</p>
<p>L'emploi de matériaux blancs, brillants ou réfléchissants est interdit en traitement de façade et en couverture.</p> <p>Les dispositions relatives aux toitures et couvertures ne s'appliquent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> * dans le cadre de l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable. 	<p>Afin de ne pas bloquer l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable (article L111-16 du code de l'urbanisme).</p>
<ul style="list-style-type: none"> * dans le cadre de réfection de toiture existante ou d'extension de bâtiments existants, des matériaux de teinte similaires à ceux d'origine pourront être utilisés. * pour les serres, les vérandas, les verrières et les annexes de l'habitation. 	<p>Afin de ne pas bloquer certains projets et/ou répondre aux besoins d'habiter actuels.</p>
<p>Les clôtures sur rue et les clôtures séparatives ne sont pas obligatoires. Lorsqu'elles existent, elles seront végétalisées et devront être perméables pour assurer la libre circulation de la petite faune. Les murs pleins sont interdits.</p>	<p>Afin d'éviter toute fragmentation de l'espace et contribuer à l'insertion paysagère des constructions.</p>
Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions :	
<p>L'aménagement des abords et des espaces résiduels situés entre les façades et les clôtures ou alignements de voirie, doit faire l'objet d'un traitement végétalisé au moins égal à 50% de la superficie totale des espaces libres de l'unité foncière.</p>	<p>Pour des raisons de protection des biens et des hommes. Ce principe favorise la limitation de l'imperméabilisation des sols.</p>

Les plantations devront être majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter.	Pour des raisons paysagères, de santé de l'homme et de protection de la biodiversité locale. Le règlement d'urbanisme dans ses annexes fournit une liste des essences à éviter et une palette végétale à favoriser sur la commune de Saulzet-le-Froid.
Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures devront être enterrées ou protégées des vues par un masque végétal.	Dans un souci de recherche d'une qualité paysagère concourant à la qualité du cadre de vie des habitants.
Dans le cadre des éléments paysagers à protéger repérés dans le règlement graphique au titre des Espaces Boisés Classés (EBC), les plantations existantes de qualité doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.	Afin d'éviter le phénomène d'érosion et les coulées de boues liés à un éventuel défrichement, ces forêts étant situées sur de fortes pentes.
Stationnement des véhicules motorisés :	
Le stationnement des véhicules motorisés correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques. Les aires de stationnement en surface devront être aménagées avec des revêtements perméables.	Afin d'éviter que les espaces publics ne deviennent des zones de stationnement récurrente générant des problèmes de sécurité pour les usagers, il est rappelé que le stationnement des véhicules motorisés doit se faire sur les parcelles. Dans un souci de développement durable, le revêtement utilisé doit permettre d'éviter de trop importantes imperméabilisations du sol ayant un impact sur le ruissellement des eaux ainsi que sur les paysages.

Equipements et réseaux

Desserte par les voies publiques ou privées :

Accès :

La largeur des accès sur la voie publique doit être proportionnée à la taille et au besoin des constructions. Les accès doivent être aménagés de façon à répondre aux conditions de sécurité publique, notamment au regard de l'intensité de la circulation et des conditions de visibilité.

Voirie :

Les voies et les accès à créer ou à aménager doivent être adaptés aux usages qu'ils supportent et aux opérations qu'ils doivent desservir. Elles doivent permettre l'accès et la bonne circulation des véhicules de secours et de lutte contre les incendies. L'aménagement des voies doit respecter la réglementation en vigueur notamment celle relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer en milieu rural. L'écriture de ces articles correspond donc à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone.

Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique, de défense contre l'incendie et de mobilité pour les personnes à mobilité réduite sont rappelés.

Desserte par les réseaux :

Eau potable :

Toute construction nouvelle dont l'alimentation en eau est reconnue, est assurée par le réseau public s'il existe ou à défaut, par un moyen conforme à la réglementation en vigueur.

Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur pluvial ou unitaire. En cas de rejet dans un réseau unitaire, le pétitionnaire devra obtenir l'autorisation du gestionnaire de ce réseau. En l'absence de réseau, en cas de réseau insuffisant ou en cas de refus du gestionnaire du réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. En tout état de cause, le propriétaire ne doit pas laisser s'écouler les eaux pluviales en surface de voie publique. Il est notamment préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales en vue d'une réutilisation pour les usages non domestiques, dans un souci d'économie des ressources en eau.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des réseaux électriques et de communication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux usées situées au-dessous du niveau de la voirie, ainsi que celles des eaux pluviales, doivent être munies d'un dispositif anti-refoulement.

<p>Assainissement :</p> <p>Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif.</p> <p>Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.</p>	
<p>Réseaux d'alimentation en énergie et réseaux de communication :</p> <p>Tout nouveau réseau sur domaine privé nécessaire à l'alimentation de la construction devra être réalisé en souterrain jusqu'au point de raccordement situé en limite du domaine public.</p>	

3.5 Les prescriptions du PLU

■ Les emplacements réservés.

Les emplacements réservés dans les PLU servent à la réalisation de projets d'équipement et d'espaces verts. Depuis la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 dite loi SRU), une collectivité peut réserver des terrains en vue de la réalisation de programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale.

Les emplacements réservés permettent :

- d'anticiper l'acquisition du terrain en vue d'un projet précis,
- de geler tout autre projet de construction dans l'emplacement réservé.

Le PLU propose 1 Emplacement Réservé :



ER1 – village de Saulzet-le-Froid

Localisation : RD74

Cadastre : ZC 95 (partiellement).

Objet : extension du cimetière.

Zone du PLU : A.

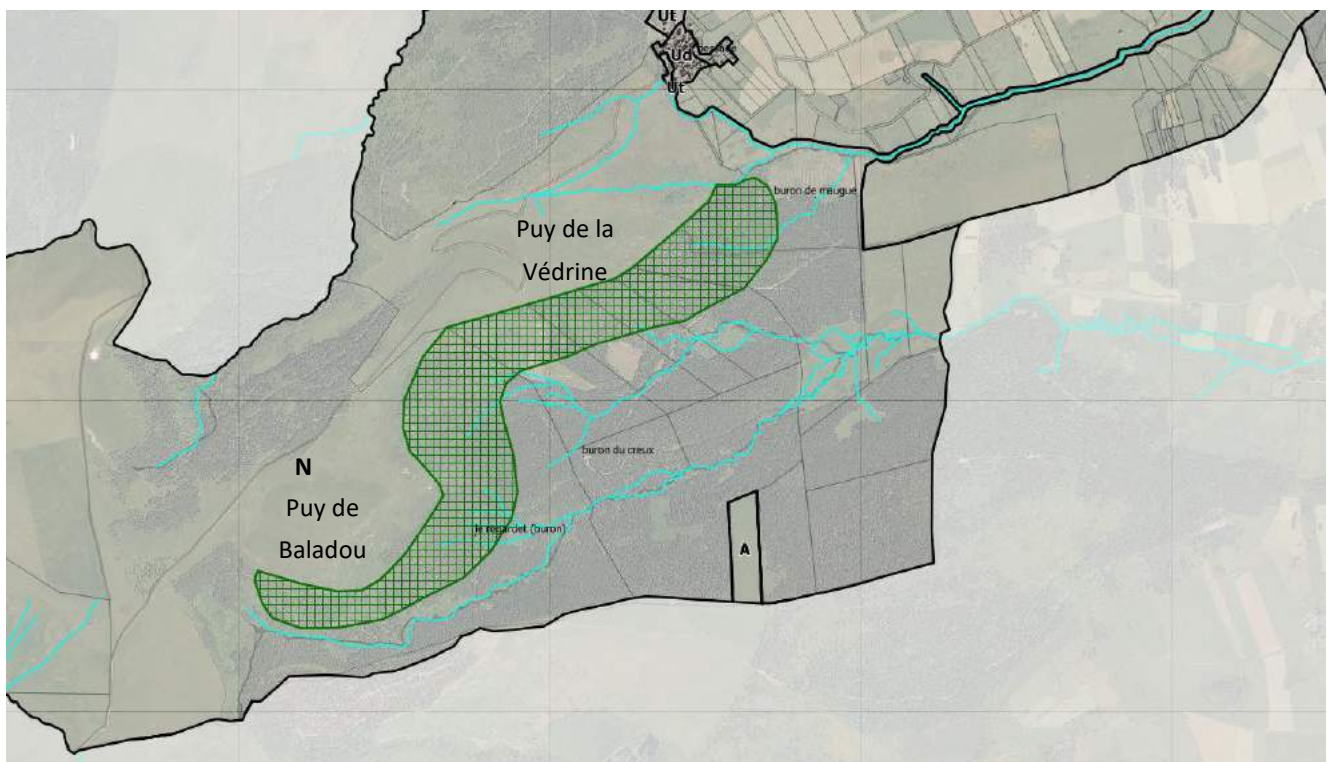
Bénéficiaire : Commune.

Surface : 2 113 m².

■ Les Espaces Boisés Classés (EBC)

Article L130-1 modifié par Ordonnance n°2009-1369 du 6 novembre 2009 - art. 2 : « Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements. Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. (...) ».

Le PLU propose de mettre en place un EBC sur les bois situés sur les fortes pentes des puys de Baladou et de la Védrine. Il s'agit d'éviter les phénomènes d'érosion et les coulées de boues liés à un éventuel défrichement. De plus, ce secteur est également compris dans un réservoir de biodiversité su SRCE.



■ **Changement de destination autorisé (Loi ALUR)**

La Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) et la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (LAAAF) induisent des modifications à prendre en compte dans le PLU.

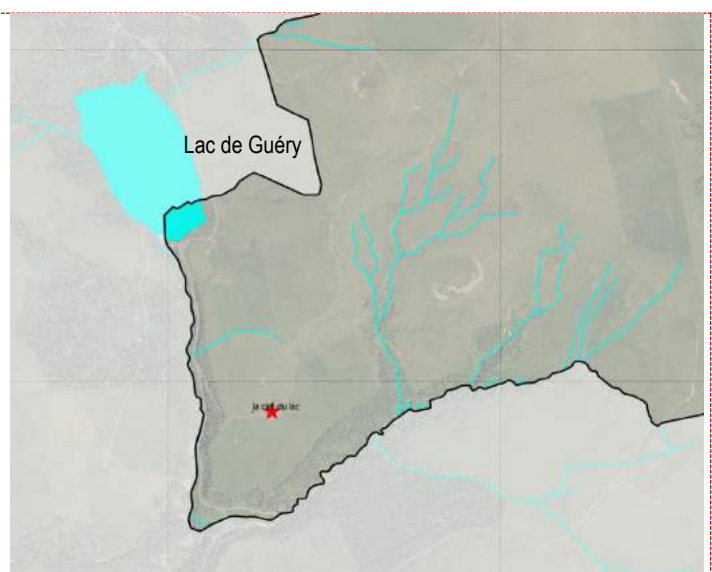
Désormais, dans les zones agricoles A et naturelles N,

- les constructions existantes peuvent faire l'objet d'une adaptation ou d'une réfection,
- les bâtiments existants peuvent faire l'objet d'un changement de destination à condition qu'ils soient identifiés.

Le souhait de la commune est de maintenir, préserver et mettre en valeur son patrimoine rural. Le territoire de Saulzet-le-Froid, compte de nombreuses fermes anciennes dont certaines ont d'ores et déjà une vocation d'habitation. Celles-ci sont classées en zones agricoles ou naturelles selon leur situation. Les règlements des zones A et N du PLU autorisent leur rénovation et leur extension sous conditions (voir Règlement).

La Commune a néanmoins souhaité faire le repérage de une ferme située en zone N, n'ayant pas à ce jour de vocation d'habitat, mais pouvant changer de destination dans l'avenir. Une étoile ★ signale cette construction au plan de zonage du PLU et rappelle que le règlement autorise son changement de destination.

Section OF
Parcelle n°7
Lieu-dit « la Clef du Lac »



4. BILAN DES PROJETS DU PLU

4.1. Comparaison des documents d'urbanisme

La commune de Saulzet-le-Froid ne dispose pas de document d'urbanisme. Elle est régit par le RNU. En conséquence, une comparaison des documents d'urbanisme n'est pas possible.

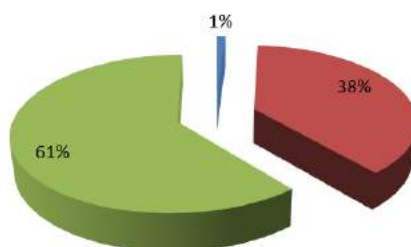
4.2. Bilan des surfaces

Surfaces calculées sous SIG.

ZONES URBAINES	Ud	Saulzet bourg : 4.29 ha Zanières : 2.57 ha Espinasse : 4.63 ha La Martre : 1.96 ha Pessade : 3.71 ha	17.16 ha
	Ug	Souverand : 2.23 ha Zanières : 3.00 ha Espinasse : 1.64 ha Pessade : 1.92 ha	8.79 ha
	Ue	Saulzet bourg : 0.55 ha	0.55 ha
	Ut	Pessade : 2.36 ha	2.36 ha
	SOUS TOTAL		28.86 ha
ZONES AGRICOLES	A		1 055.10 ha
	SOUS TOTAL		1 055.10 ha
ZONES NATURELLES	N		1 716.84 ha
	SOUS TOTAL		1 716.84 ha

Surfaces du PLU de SAULZET LE FROID






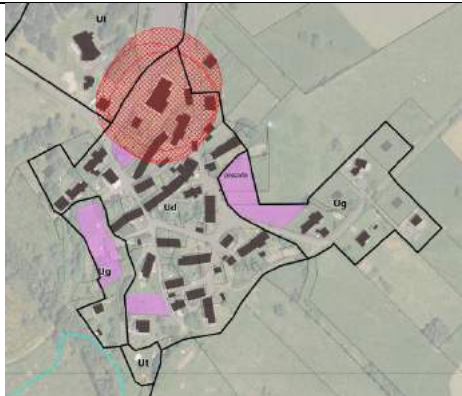
■ zones urbaines ■ zones agricoles ■ zones naturelles



Répartition des surfaces du PLU

4.3. Estimations des capacités d'accueil

Le potentiel foncier à vocation d'habitat dégagé au PLU est estimé à **3.20 ha** (32 056 m²).

		
Saulzet bourg : 0.36 ha	Souverand : 0.58 ha	Zanières : 0.67 ha
		
Espinasse : 0.94 ha	La Martre : 0.08 ha	Pessade : 0.57 ha

■ Rappels des données démographiques :

La commune affiche 264 habitants au 1er janvier 2017.

■ Note sur la méthode d'estimation :

À partir des disponibilités urbaines, une analyse des projections de développement est possible et permet d'avoir une estimation du nombre de logements et d'habitants potentiellement attendus par le PLU. Un certain nombre d'indicateurs intervient dans la méthode d'estimation.

1) Le desserrement des ménages :

Sur la commune de Saulzet-le-Froid, le desserrement des ménages a débuté dès 1982, pour chuter inexorablement chaque année passant de 3.2 personnes par ménage en 1968 à 2.2 en 2013.

Il est probable que le desserrement des ménages va se poursuivre. Si l'on suit les tendances actuelles (- 0.2 points sur 15 ans -1998-2013-), l'hypothèse d'une baisse de 0.2 point sur les 15 prochaines années peut être retenue. D'ici 2032, le nombre moyen de personnes/ménage pourrait donc être de 2.

2) Le taux de rétention :

Aux données brutes des potentialités urbaines, il est nécessaire d'appliquer un coefficient minimum de rétention foncière lié à deux facteurs: Les propriétaires des terrains ne souhaitent pas nécessairement bâtir ou vendre ; la situation du marché foncier. Cet état de fait donne des indicateurs pour établir une rétention foncière.

Sur la commune de Saulzet-le-Froid, un taux de rétention de 30% a été retenu. Ce taux de rétention permet de prendre en compte la rétention nécessaire à l'équipement des zones d'urbanisation future (voiries, espaces publics, ...).

3) La surface moyenne des parcelles :

Pour définir une surface moyenne de parcelle, le calcul s'est rapproché des prérogatives du SCoT du Grand Clermont, soit 700 m² en moyenne par logement individuel.

Estimations	PLU pour Approbation
Potentiel Habitat (Ud, Ug)	32 056 m ²
Rétention foncière estimée	30%
Potentiel Habitat avec rétention foncière	22 439 m ²
Surface moyenne par logement	700 m ²
Potentiel Logements	32
Nombre de personnes par ménage estimé en 2032	2
Nombre de nouveaux habitants potentiellement accueillis entre 2017 et 2032	64
Estimation de la population communale en 2032	328

5. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS DU PLU

5.1. Evaluation environnementale des projets du PLU / Démographie

- Traduction au PADD.

La commune souhaite poursuivre sa vocation d'accueil et vise un accroissement de sa population de l'ordre d'une cinquantaine de personnes à l'horizon 2032.

Cet objectif correspond à l'évolution basée sur les projections Insee pour le territoire de Sud Agglo (+1.1%/an).

Si l'on applique une croissance comparable pour les années à venir (2017-2032), la commune de Saulzet-le-Froid pourrait encore gagner environ 47 habitants supplémentaires dans les 15 prochaines années, ce qui porterait la population communale à 311 habitants environ.

- Traduction au zonage.

Des zones urbaines (Ud et Ug) sont mises en place sur l'enveloppe urbaine existante du bourg et des villages. Ces zones constituent le socle de la production d'habitat. Elles permettent le renouvellement urbain et offre des disponibilités foncières pour l'implantation de nouvelles constructions.

Ces zones urbaines ont été définies au plus près de l'existant :

- pour être en compatibilité avec les perspectives démographiques de la commune,
- pour économiser au mieux le foncier et les terres agricoles et naturelle.

Les sites bâtis existants implantés de manière ponctuelle sur le territoire communal (hameaux peu denses, fermes isolées...) sont identifiés en zones agricoles ou naturelles (A, N) selon le secteur où ils se trouvent. Les zones A et N autorisent l'évolution de l'habitat existant, permettent leur recyclage et autorisent des extensions sous certaines conditions (voir règlement) permettant ainsi aux sites actuels de continuer à "vivre" et de répondre aux besoins d'habiter aujourd'hui et de demain.

Le potentiel foncier identifié dans les enveloppes urbaines à vocation d'Habitat du futur PLU est estimé à **2.95 ha (ou 2.06 ha en prenant en compte une rétention de 30%)**. L'estimation du potentiel foncier dégagé par le PLU fait apparaître que la commune pourrait accueillir **58 habitants supplémentaires**, soit une population totale à l'horizon 2032 de 322 habitants.

Ces estimations ont pris en compte les indicateurs suivants :

-2017 = 264 habitants.

-Le desserrement des ménages : La taille des ménages en 2013 est de 2.2 pers/ménage. Cette donnée va évoluer notamment du fait du desserrement des ménages qui va en s'accroissant. On peut extrapoler pour 2032, que la commune de Saulzet-le-Froid comptera 2 pers/ménage.

- Impacts potentiels.

La simple volonté de vouloir maintenir sa population peut générer des impacts. Le desserrement des ménages fait que pour maintenir un niveau démographique équivalent, des logements supplémentaires sont nécessaires. L'éventuel souhait d'accueillir des populations supplémentaires génère un nombre de logements supplémentaires, et par conséquent, une consommation foncière plus importante.

Néanmoins, ces impacts sont, dans le cas de la commune de Saulzet le Froid, modérés dans le sens où l'ambition démographique communale correspond au contexte communal et que les zones urbaines ont été définies au plus près de l'existant.

Les estimations d'accueil du futur PLU apparaissent compatibles avec les objectifs du PADD.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser.

La commune se fixe des objectifs de modération de consommation des espaces et vise à réduire sa consommation foncière quasiment par 3 en passant d'une consommation moyenne par logement ces 10 dernières années d'environ 2 275m² à 700m² (objectifs SCOT).

5.2. Evaluation environnementale des projets du PLU / Economie

- Traduction au PADD.

Traductions directes :

- *Maintenir et développer les équipements économiques locaux / Développer le numérique.
- *Conforter la vocation touristique et de loisirs.

- Traduction au zonage.

Les zones urbaines Ud et Ug englobent les principales entreprises et activités existantes. Le règlement de ces zones autorise les services, commerces, sites artisanaux.

La commune n'a pas de site économique à proprement parlé.

Le PLU propose une zone Ue spécifiquement dédiées aux équipements et services d'intérêt général, ainsi que 2 zones Ut ciblant plus particulièrement les activités touristiques proposées sur le site de Pessade.

- Impacts potentiels.

Pas plus d'impacts qu'actuellement puisque le zonage du PLU repère des activités déjà existantes.

- **Mesures pour éviter, réduire, compenser.**
Pas de mesure particulière.

5.3. Evaluation environnementale des projets du PLU / Agriculture

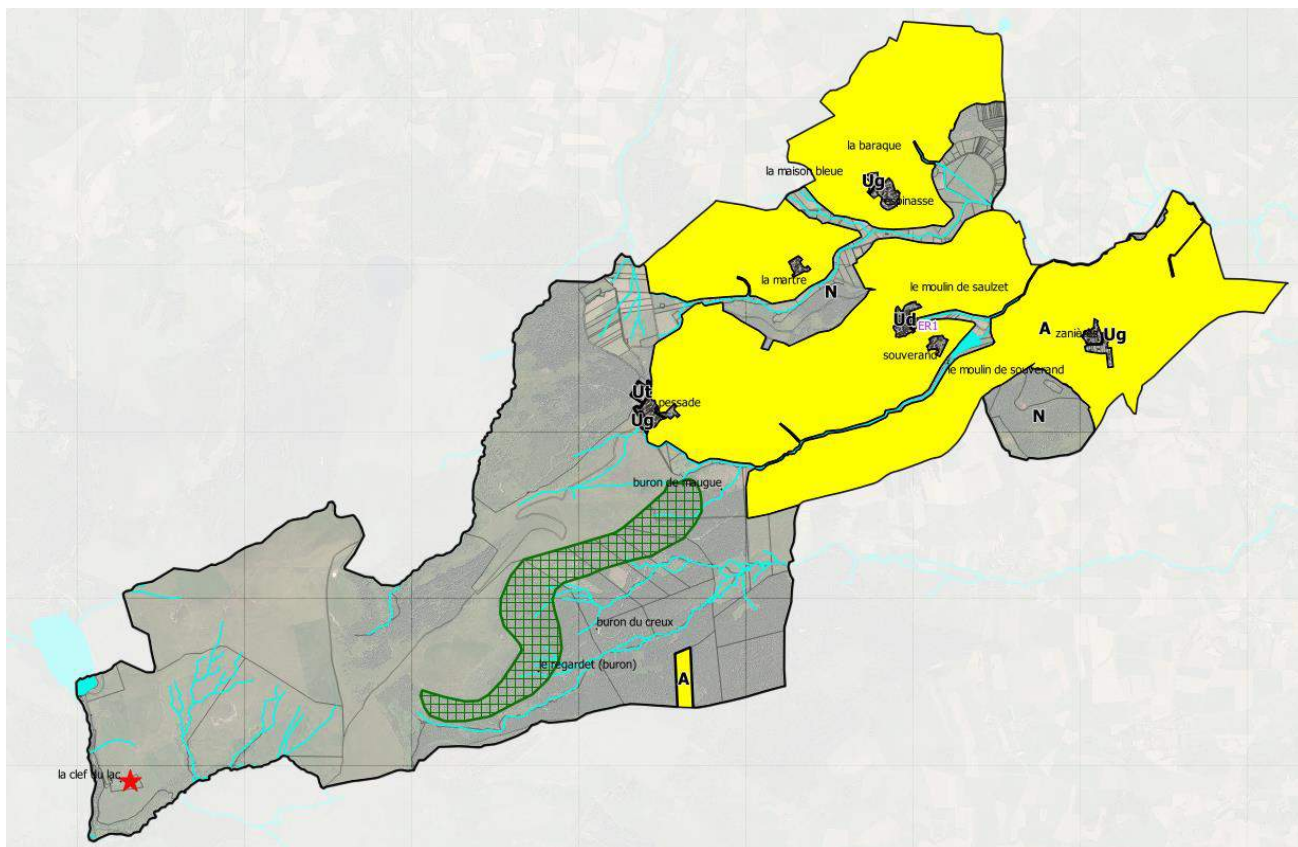
- Traduction au PADD.

Traduction directe :

- *Protéger les espaces agricoles.

- Traduction au zonage.

Le PLU propose un zonage agricole constructible couvrant une grande partie Est du territoire et enserrant les villages dont le zonage urbain a été réalisé au plus près des silhouettes bâties existantes.



Extrait du plan de zonage pour Approbation – repérage de la zone agricole

L'identification des bâtiments soumis à réciprocité a été réalisée. Un périmètre de 50 ou 100 m autour des bâtiments concernés est établi.

- Impacts potentiels.

Pas d'impact particulier.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser.

Pas de mesure particulière. Le zonage N mis en place sur la partie Ouest du territoire n'interdit pas la vocation agricole.

5.4. Evaluation environnementale des projets du PLU / Equipement et services

- Traduction au PADD.

Traductions directes :

- *Vocation économique / Maintenir et développer les équipements économiques locaux

- **Traduction au zonage.**



Le PLU propose la mise en place d'une zone Ue destinée à l'implantation de constructions et d'équipements publics ou privés d'intérêt général, liés aux activités administratives, touristiques, d'enseignement, associatives, sportives, culturelles ou de loisirs.

Cette zone repère le secteur de des pompiers, de la salle des fêtes et du point d'apport volontaire.

Un emplacement réservé est également mis en place (parcelle ZC95 en partie) afin de permettre l'extension du cimetière.

- **Impacts potentiels.**

A priori, pas d'impact supplémentaire. Cette zone Ue repère des services déjà existants en zones urbaines.

- **Mesures pour éviter, réduire, compenser.**

Pas de mesure particulière. L'objectif étant de renforcer le pôle d'équipement existant.

5.5. Evaluation environnementale des projets du PLU / Mobilité

- **Traduction au PADD.**

Traductions indirectes :

*Favoriser le remplissage des enveloppes urbaines pour limiter la consommation des espaces.

*Maintenir et développer les services et les équipements.

*Développer le numérique. La commune souhaite participer à la croissance du télétravail par la fibre optique dans une démarche de développement durable).

- **Traduction au zonage.**

Pas de traduction particulière. Les différents villages constituent le socle principal d'accueil de nouvelles populations. Les zones urbaines (Ud, Ug) offrent quelques potentiels fonciers et sont définies au plus près de l'existant.

- **Impacts potentiels.**

La poursuite du développement urbain et donc l'accueil de nouveaux habitants, sont susceptibles d'augmenter le flux de véhicules sur le territoire communal (augmentation du nombre de déplacements proportionnellement au volume d'habitants accueillis).

A priori, pas d'impact supplémentaire car le PLU définit des zones urbaines au plus près de l'existant. Les possibilités de construire sont donc réduites.

- **Mesures pour éviter, réduire, compenser.**

Pas de mesure particulière. Le PLU s'est efforcé de regrouper les équipements et services en un seul site zoné Ue qui dispose de potentialités de développement afin de répondre aux besoins des populations et leur offrir des équipements complémentaires.

Les enveloppes urbaines sont réduites au strict minimum et concernent les principaux villages.

Ces mesures visent notamment à réduire les déplacements motorisés.

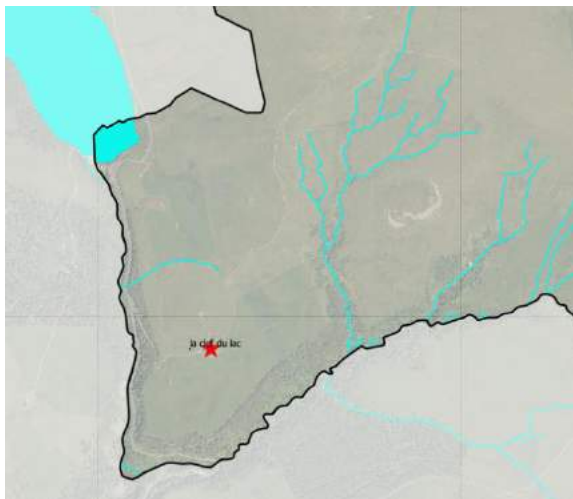
5.6. Evaluation environnementale des projets du PLU / Patrimoine

- **Traduction au PADD.**

Traduction directe : encourager le recyclage des logements.

- **Traduction au zonage.**

Une construction est repérée au plan de zonage comme pouvant changer de destination. Il s'agit avant tout de pérenniser sa présence sur le territoire en lui permettant d'évoluer afin d'éviter son abandon et sa ruine. Cette construction est située à l'extrême Ouest du territoire, lieu-dit « la clef du lac ». Il s'agit d'une ancienne construction agricole ayant perdu sa vocation, mais dont la pérennité est importante de par sa situation au sein de la zone naturelle définie par le PLU.



- Impacts potentiels.

Pas plus d'impacts qu'actuellement.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser.

Pas de mesure particulière.

5.7. Evaluation environnementale des projets du PLU / Urbanisme et Habitat

- Traduction au PADD.

Traductions directes :

- *Favoriser le développement des enveloppes urbaines pour limiter la consommation des espaces.
- *Prendre en compte certaines contraintes pour le développement de l'habitat.
- *Viser une mixité des logements.
- *Maintenir et développer les services et équipements.

Traductions indirectes participant néanmoins à la réflexion :

- *Protéger les espaces agricoles.
- *Préserver les espaces naturels du territoire.
- *Préserver les trames bleues.
- *Préserver les trames vertes.

- Traduction au zonage.

Le PLU ne met pas en place de zones d'urbanisation futur. L'objectif a été de positionner les villages existants comme les uniques vecteurs de développement de l'urbanisation. Les zones urbaines (Ud et Ug) sont définies au plus près des enveloppes bâties actuelles :

- *Elles favorisent le recyclage des logements avec réhabilitation de la vacance,
- *Elles offrent un potentiel foncier à investir avant de chercher à étendre la zone constructible,
- *Elles participent à limiter la consommation foncière.

Les sites bâtis existants implantés de manière ponctuelle sur le territoire communal (hameaux peu denses, fermes isolées...) sont identifiés en zones agricoles ou naturelles (A, N) selon le secteur où ils se trouvent. Les zones A et N autorisent l'évolution de l'habitat existant, permettent leur recyclage, des extensions et des annexes sous certaines conditions (voir règlement) permettant ainsi aux sites actuels de continuer à "vivre" et de répondre aux besoins d'habiter aujourd'hui et de demain.

- Impacts potentiels.

La consommation des espaces agricoles et naturels est inhérente au développement urbain. L'ampleur des impacts est à mettre en lien avec les ambitions de développement de la commune. Le seul maintien des populations en place nécessite de prendre en considération le desserrement des ménages qui va en augmentant et le vieillissement de la population qui va générer des besoins adaptés en termes de logements

Néanmoins, le PLU prend le parti d'être en conformité avec les directives nationales qui vise à densifier les villages existants, sans chercher à agrandir la zone constructible.

Les estimations du potentiel foncier dégagé par le PLU traduisent la possibilité de réaliser 26 logements neufs d'ici 2032, soit moins de 2 logements/an. Ce résultat apparaît légèrement inférieur à ce que connaît la commune qui est de, selon les dernières données Sitadel (23 logements commencés en 10 ans, tous types confondus-individuel, groupé, collectif, soit un peu plus de 2 par an).

Les estimations du futur PLU se basent sur le logement individuel, même si les zones urbaines du futur PLU peuvent accueillir toutes les formes de logements (individuels, groupés, collectifs, ...). Ces types d'opérations (groupé, collectif, ...) correspondent surtout à des opportunités spécifiques qu'il est difficile de quantifier. C'est notamment pour cette raison, et pour « simplifier » les estimations que les projections du futur PLU se basent sur le logement individuel.

Les estimations du futur PLU mettent en avant la volonté communale :

- *de freiner la consommation des espaces

*de promouvoir le recyclage des logements.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser.

Le règlement des zones urbaines favorisent une certaine diversité des formes et des implantations, tout en cherchant une certaine cohérence avec l'existant

Les règlements des zones A et N autorisent l'entretien, la rénovation et l'extension des bâtiments existants, ce qui permet de répondre aux besoins d'habiter aujourd'hui. Ces principes permettent d'éviter la désaffectation des lieux et leur abandon.

5.8. Evaluation environnementale des projets du PLU / Espaces naturels

- Traduction au PADD

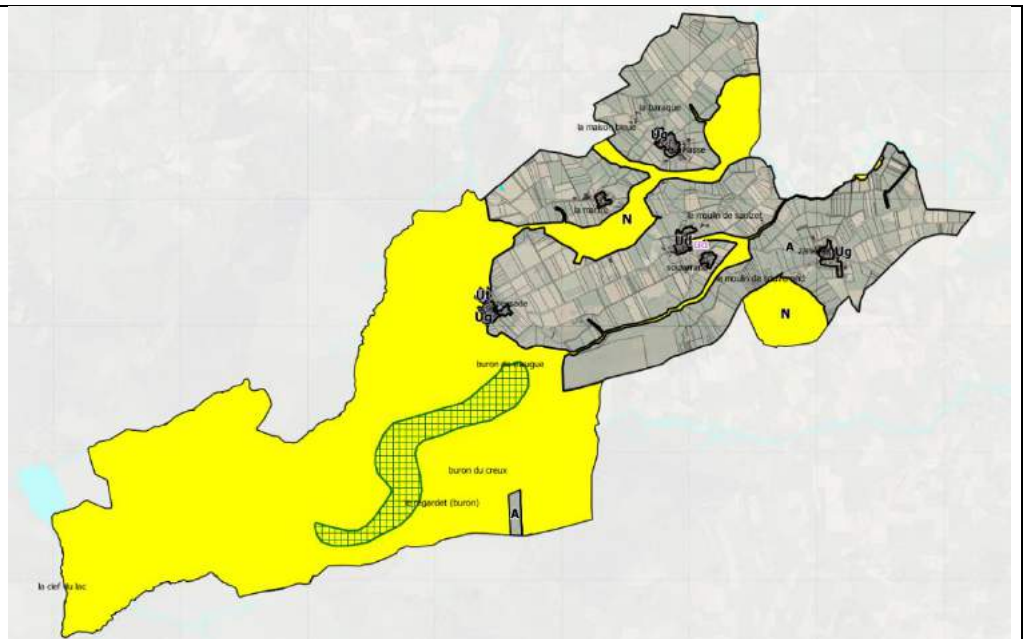
Traduction directe :

- * Préserver les espaces naturels du territoire.
- * Préserver les trames bleues (les cours d'eau, les pièces d'eau et les zones humides).
- * Préserver les trames vertes (espaces boisés, haies, alignements d'arbres...).

- Traduction au zonage

La définition des zonages naturels s'est appuyée sur les éléments physiques (réseau hydrographique et ses abords, massifs boisés), sur les espaces naturels répertoriés (Znieff, Natura 2000, ...) et sur les éléments de connaissances (présomption forte de zones humides des SAGE, SRCE) et a pris en compte les contraintes (urbanisation actuelle).

*Extrait du plan de zonage PLU pour
Approbation
– Repérage de la zone naturelle*



Les sites Natura 2000 sont classés en zone N.

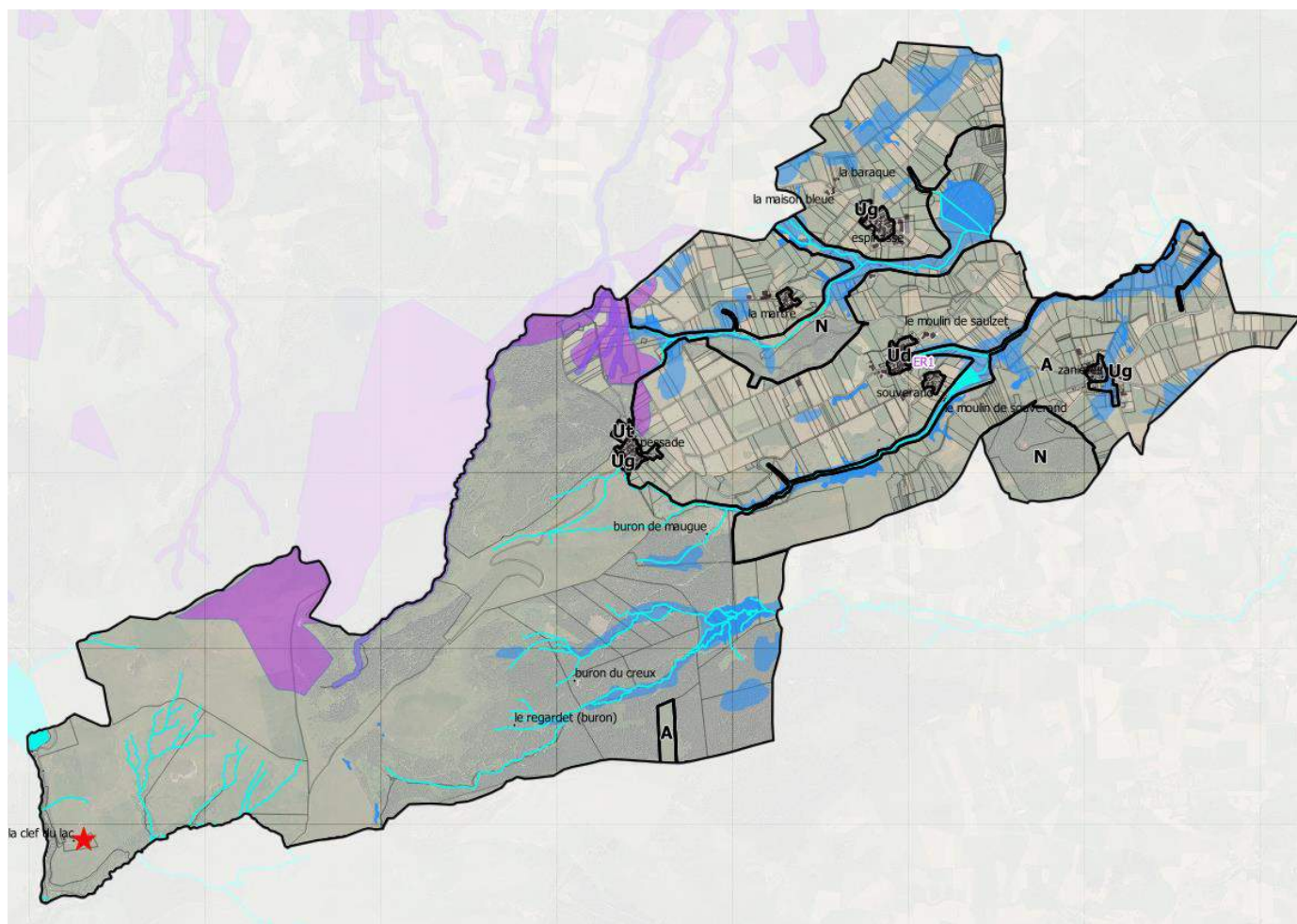
Les ZNIEFF de type 1 et 2 sont inscrits en zone N et A.

Les réservoirs de biodiversité du SRCE couvrent tout le Sud-Ouest du territoire communal et la narse d'Espinasse. Ils s'inscrivent ainsi dans les zonages A et N du futur PLU.

Les corridors diffus du SRCE concernent une grande partie Est la commune. Ces espaces s'inscrivent dans l'ensemble des zonages du futur PLU.

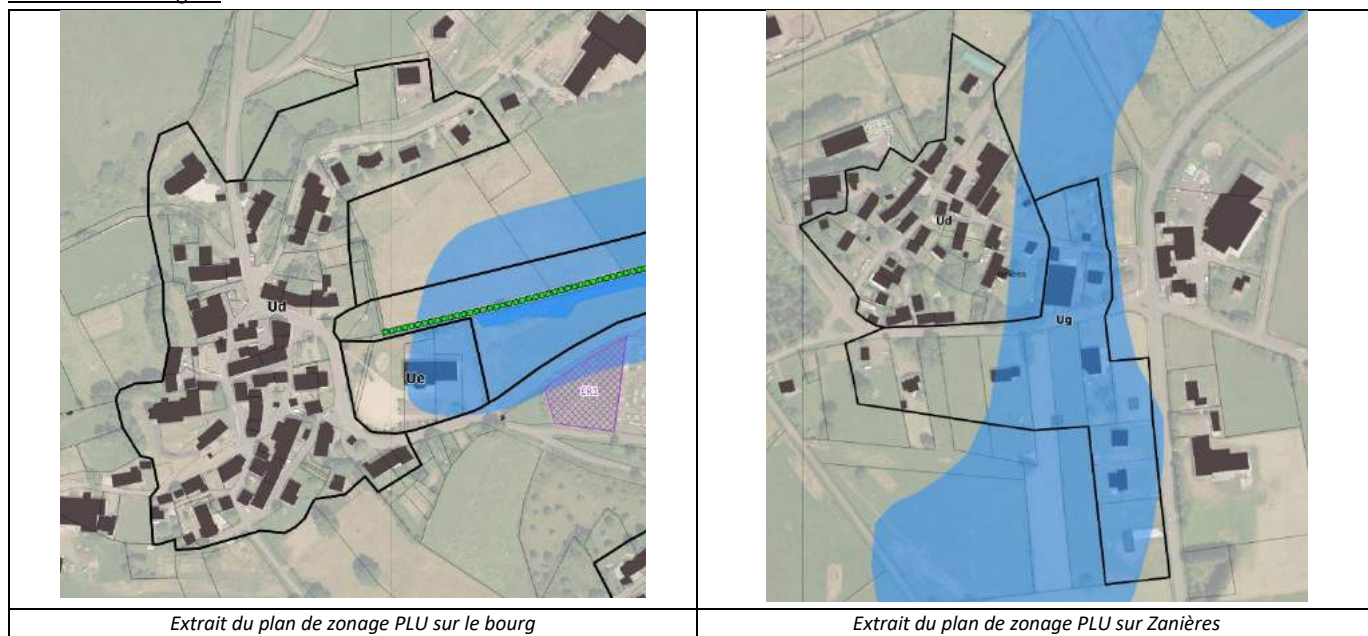
Les principaux reliefs et massifs boisés du territoire sont classés N, tout comme les tracés des principaux ruisseaux.

Concernant les zones humides pré-localisées par les SAGE, les enveloppes de fortes observations sont classées en majorité en A ou N au PLU.



PLU pour Approbation et Zones Humides– Pré-repérage du SAGE Allier aval (en bleu) du SAGE Sioule (en mauve)

Zoom sur les villages :



Certains secteurs urbains sont concernés par la présence probable de zones humides fortes mais il s'agit principalement de secteurs déjà construits (sur le bourg il s'agit du secteur accueillant la salle d'activités et les pompiers).

- Impacts potentiels

Impacts négatifs dans le sens où la commune souhaite se développer. Cependant, ces impacts sont à modérer car le PLU a cherché à réduire les impacts liés au développement de la commune avec des zonages urbains réalisés au plus près de l'existant.

Impacts modérés concernant les zonages naturels, dans le sens où le projet de PLU a cherché à les intégrer le plus possible en zone N.

Impacts modérés également pour la préservation des réservoirs de biodiversité du SRCE.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser

Pas de projet dans ou à proximité de l'emprise des sites Natura 2000.

Au travers de son règlement, le PLU cherche à favoriser la libre circulation de la faune, à privilégier la plantation d'essences rustiques et locales, à préserver les plantations existantes :

- Pour toutes les zones, les clôtures ne sont pas obligatoires. De plus, il est demandé à ce que les plantations soient majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes doivent être évitées.
- Pour toutes les zones également, le règlement demande à ce que l'aménagement des abords des constructions et des espaces résiduels situés entre les façades et les clôtures ou alignements de voirie, fasse l'objet d'un traitement végétalisé au moins égal à 50% de la superficie totale des espaces libres de l'unité foncière.
- En zones A et N, les clôtures sur rue et en limites séparatives seront végétalisées et devront être perméables pour permettre la libre circulation de la petite faune. Les murs pleins sont interdits.
- En annexes du règlement, une liste des essences allergènes et des espèces exotiques envahissantes est fournie.

5.9. Evaluation environnementale des projets du PLU / Risques

- Traduction au PADD

Traduction directe :

- * Redéfinir les secteurs stratégiques pour le développement de l'habitat : les choix de développement futur doivent prendre en compte les risques pesant sur le territoire.

- Traduction au zonage

Concernant le risque retrait / gonflement d'argiles, le PLU signale ce risque dans son Diagnostic.

Concernant les risques sismique, feux de forêt, tempête, radon, ondes électromagnétiques, le PLU ne propose pas de mesures spécifiques.

- Impacts potentiels

La quasi-totalité des secteurs concernés par le risque fort d'aléa Argiles est située en zones agricoles A et naturelle N au PLU. Les impacts sont donc faibles.

Seuls le secteur accueillant les pompiers et une petite frange Est du bourg de Saulzet sont concernés par ce risque et reçoivent un zonage urbain. Ces zonages Ud et Ue concernent des zones déjà construites.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser

Concernant le risque sismique et le risque mouvement de terrain (retrait/gonflement des argiles) rappelons que le constructeur (conception et/ou réalisation) reste pleinement responsable du non-respect des règles parasismiques, ce non-respect ne pouvant être assimilé à une malfaçon, mais à un manquement grave à l'obligation de moyens engageant la sécurité d'autrui. » (Source : Mutuelle des Architectes Français, Flash actualités, n°75, février 2011).

Du fait de la lenteur et de la faible amplitude des déformations du sol, ce phénomène est sans danger pour l'homme. Les PPR ne prévoient donc pas d'inconstructibilité, même dans les zones d'aléa fort. Les mesures prévues dans le PPR ont un coût, permettant de minorer significativement le risque de survenance d'un sinistre, sans commune mesure avec les frais (et les désagréments) occasionnés par les désordres potentiels.

Charge à chaque pétitionnaire de réaliser des études de sols et d'envisager son projet selon les résultats.

5.10. Evaluation environnementale des projets du PLU / Qualité environnementale

■ L'Air :

- Traduction au PADD

Pas de traduction directe en faveur de l'amélioration de la qualité de l'air. Mais des traductions indirectes :

- *Préserver les espaces naturels du territoire.
- *Préserver les trames vertes.

- Traduction au zonage

Pas de stratégie particulière. Les principaux secteurs boisés sont classés N.

- Impacts potentiels

L'ampleur des impacts est à mettre en lien avec les ambitions de développement de la commune. L'accueil de nouvelles populations participera à générer une atteinte à la qualité de l'air, toute proportion gardée.

Les nouvelles populations risquent d'induire plus de déplacements (64.3% des actifs en 2013 travaillent en dehors de la commune), notamment dans un contexte où l'équipement automobile des ménages progresse rapidement (50.8% des ménages disposent de 2 voitures ou plus).

- Mesures pour éviter, réduire, compenser

La volonté de maîtriser la croissance urbaine en s'attachant à mettre en place des zonages urbains limités devrait participer à cet effort de qualité de l'air.

■ **L'Eau :**

- Traduction au PADD

Pas de traduction directe en faveur de l'amélioration de la qualité de l'eau.

Traductions indirectes :

- * Préserver les espaces naturels du territoire
- * Préserver les trames bleues

- Traduction au zonage

Les principaux cours d'eau et masses d'eau de la commune sont classés N.

- Impacts potentiels

L'imperméabilisation des sols par l'urbanisation réduit l'infiltration des eaux pluviales vers les nappes d'eaux souterraines et aux prélèvements importants d'eau par l'agriculture et d'autres activités éventuelles.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser

La maîtrise de l'étalement urbain avec des zonages urbains au plus près de l'existant couplée à un zonage naturel N et un règlement associé, devraient participer à limiter les impacts.

De plus, des travaux ont été entrepris pour rénover les systèmes d'assainissement. D'autres sont prévus à court terme (restauration de la station d'épuration d'Espinasse).

■ **L'Eau Potable :**

- Traduction au PADD

Traduction directe : Prendre en compte certaines contraintes pour le développement de l'habitat

- * Eviter le mitage nécessitant une grande extension des réseaux.

La volonté de la commune est de maîtriser la croissance démographique. Elle souhaite s'engager sur un objectif d'accroissement de sa population d'une cinquantaine d'habitants à l'horizon 2032.

- Traduction au zonage

Pas de traduction particulière si ce n'est un zonage urbain au plus près de l'existant.

- Impacts potentiels

Pas d'impact particulier.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser

Pas de mesure particulière.

■ **L'Assainissement :**

- Traduction au PADD

Traduction directe : Prendre en compte certaines contraintes pour le développement de l'habitat

- * Prendre en compte les capacités techniques de la commune.
- * Eviter le mitage nécessitant une grande extension des réseaux.

- Traduction au zonage

Au regard des perspectives démographiques et des potentiels fonciers encore libres dans les enveloppes urbaines actuelles, le PLU propose un zonage urbain au plus près de l'existant et compatible avec le schéma d'assainissement (voir chapitre 6.1).

- Impacts potentiels

La volonté communale de maîtriser ses ambitions démographiques permet également de maîtriser les volumes rejetés inhérents à l'accueil de nouvelles populations.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser

Pas de mesure particulière.

■ **Les Sols et les Déchets Ménagers :**

- Traduction au PADD

Pas de traduction directe à part la volonté de maîtriser l'accueil de nouveaux habitants et le développement des villages.

- Traduction au zonage

Pas de projet pouvant générer des impacts négatifs au niveau des sols.

Pas de traduction spécifique en ce qui concerne les déchets si ce n'est un zonage urbain au plus près des emprises bâties actuelles au regard des perspectives démographiques et des espaces libres à construire au sein des enveloppes urbaines actuelles.

- Impacts potentiels

Sans objet.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser

Pas de mesure particulière.

■ **Les Energies :**

- Traduction au PADD

Pas de traduction directe.

- Traduction au zonage

Pas de stratégie spécifique. Les énergies renouvelables et tous éléments permettant la réduction des consommations énergétiques de l'habitat ne sont pas interdites par le règlement du PLU.

- Impacts potentiels

Impacts positifs au regard des autorisations du règlement.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser

Pas de mesure particulière.

5.11. Evaluation environnementale des projets du PLU / Les paysages

- Traduction au PADD

Traduction directe :

- * Préserver les espaces naturels du territoire.
- * Préserver les trames bleues.
- * Préserver les trames vertes.

Traduction indirecte :

- * Protéger les espaces agricoles.

- Traduction au zonage

Un zonage N sur les principaux espaces boisés et un zonage A sur la quasi-totalité des espaces agraires. Ces principes permettent de préserver les silhouettes urbaines et de concentrer l'accueil des nouveaux habitants au cœur des enveloppes urbaines existantes, en remplissant les « dents creuses ».

- Impacts potentiels

Les projets du PLU ne sont pas de nature à bouleverser l'équilibre du territoire :

- * Pas de zone d'urbanisation future. L'accueil de nouvelles populations se fera au cœur des espaces bâtis existants.
- * Les zonages urbains sont réalisés au plus près des enveloppes bâties existantes.

- Mesures pour éviter, réduire, compenser

Des préconisations architecturales respectueuses de l'environnement, visant une insertion paysagère optimale, sont édictées au règlement d'urbanisme :

- * en A et N, Les clôtures sur rue et en limites séparatives seront végétalisées et devront être perméables pour permettre la libre circulation de la petite faune. Les murs pleins sont interdits.
- * dans toutes les zones :
 - les clôtures sur rue et séparatives ne sont pas obligatoires,

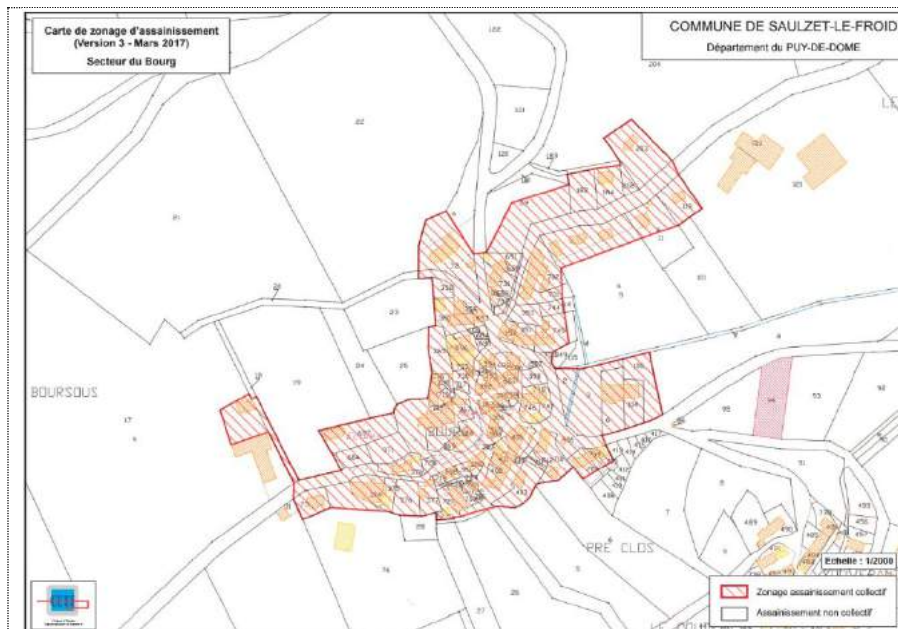
- les plantations devront être majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter.
- les citernes de gaz ou d'hydrocarbures devront être enterrées ; en cas d'impossibilité technique, elles seront protégées des vues par un masque végétal.
- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.
- Les choix en matière d'implantation, de volumes et d'aspect des constructions à réaliser ou à modifier devront être faits en tenant compte de l'environnement bâti ou naturel.
- L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits est interdit.
- L'emploi de matériaux blancs, brillants ou réfléchissants est interdit en traitement de façade et en couverture.

6. COMPATIBILITE DU PLU

6.1. Compatibilité avec le schéma directeur d'assainissement (stade Approbation)

Le schéma directeur d'assainissement préconise un assainissement collectif sur le bourg et sur le village d'Espinasse. Le reste du territoire reste en autonome.

En parallèle de l'étude PLU, le zonage d'assainissement a été mis à jour afin d'assurer la conformité des deux documents.



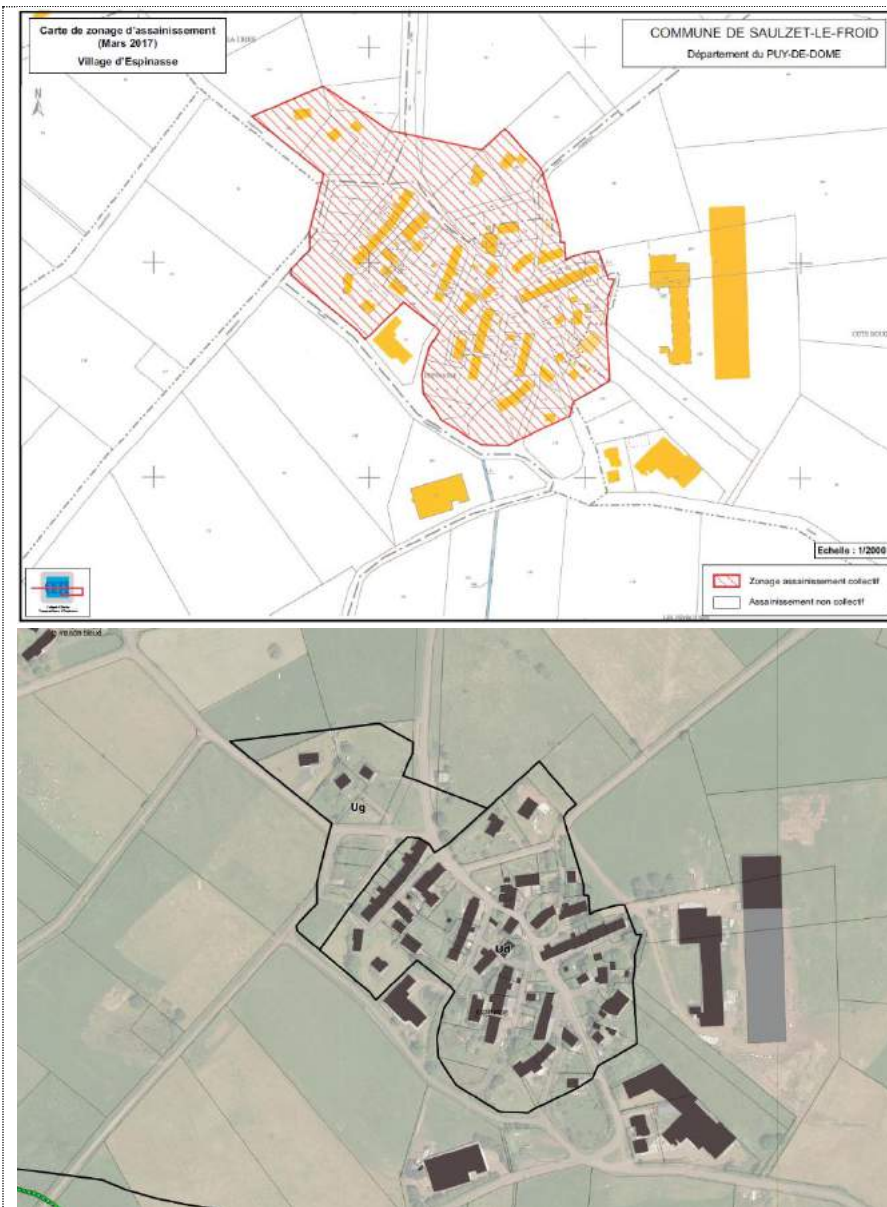
Le bourg :

A l'heure actuelle, la totalité du bourg est assaini par un réseau de type unitaire présentant un état général assez vieillissant.

Les effluents collectés rejoignent le milieu naturel après traitement par lagunage naturel.

La construction d'une nouvelle station d'épuration de 100EH est prévue pour la fin 2017 selon un système « filtre plantés de roseaux ». Ce procédé se classe parmi les filières de traitement biologique à cultures fixées sur supports fins (gravier, sable).



**Espinasse :**

Tout le village est assaini par un réseau de type unitaire présentant un état général passable. Les effluents collectés par la branche principale transitent par les parcelles et sont ensuite rejetés après passage dans un DO dans une fosse toutes eaux dont le rejet se fait dans un fossé.

La construction d'une nouvelle station est en programmation pour 2018.

6.2. Compatibilité avec le SCoT du Grand Clermont (stade Approbation)

■ Répondre aux besoins en logements

Le SCoT fixe un objectif minimal de 45.000 logements à produire sur l'ensemble du territoire du Grand Clermont pour la période 2011-2030. Afin d'infléchir la dynamique d'urbanisation qui a prévalu entre 1995 et 2005, à savoir 60% des logements neufs dans le cœur métropolitain, 10 % dans les pôles de vie et 30% dans les territoires périurbains, le SCoT vise à renforcer le cœur métropolitain et les pôles de vie en retenant pour objectif de tendre vers une répartition des nouveaux logements à hauteur de 15 % dans les territoires périurbains.

Le SCoT définit le nombre de logements autorisés par EPCI :

-Les Cheires : 1 385 logements dont 515 logements au maximum pour les territoires périurbains.

En outre, afin de favoriser la densification du tissu urbain, dans les territoires périurbains, il peut être réalisé un nombre de logements supplémentaires en renouvellement urbain ou sur des « dents creuses » dans les limites suivantes :

-Les Cheires : 170 logements.

Ces objectifs sont ventilés par commune par le PLH.

■ Réduire la consommation foncière

Ainsi, afin de « rendre compatible le développement urbain avec la préservation de l'environnement », le DOG du SCoT fixe comme objectif de porter la densité des nouveaux logements à :

-700 m² en moyenne de surface pour 1 logement dans les territoires péri urbains.

En considération des objectifs d'efficacité foncière, le SCoT fixe par EPCI des surfaces maximales pour la construction de logements :

-Les Cheires : 79 ha.

■ Soutenir l'effort sur la production de logements pour les ménages les plus modestes

Afin de pouvoir répondre aux demandes des ménages disposant de ressources modestes, mais aussi de faciliter les parcours résidentiels, les PLH déterminent un objectif de construction de logements sociaux afin de permettre le maintien de la mixité sociale au sein des communes et de répondre aux besoins de décohabitation des jeunes.

6.3. Compatibilité avec le PLH (stade Approbation)

Une modification du PLH en 2013 porte sur la répartition des enveloppes « logement » et « foncier » par communes au sein du territoire des Cheires comme cela est demandé par le SCoT du Grand Clermont applicable depuis le 29 janvier 2012.

Territoire périurbain				
Nom Communes	Enveloppe "Logement"			Enveloppe "Foncier"
	Part fixe	Bonus "Dents creuses"	Total	Total (en ha)
AYDAT	166	94	260	18,2
CHANONAT	143	11	154	10,8
COURNOLS	20		20	1,4
CREST (LE)	58	35	93	6,5
OLLOIX	19	7	26	1,8
SAINT-SANDOUX	67	23	90	6,3
SAULZET-LE-FROID	21		21	1,5
VERNET-SAINTE-MARGUERITE	21		21	1,5
TOTAL	515	170	685	48,0

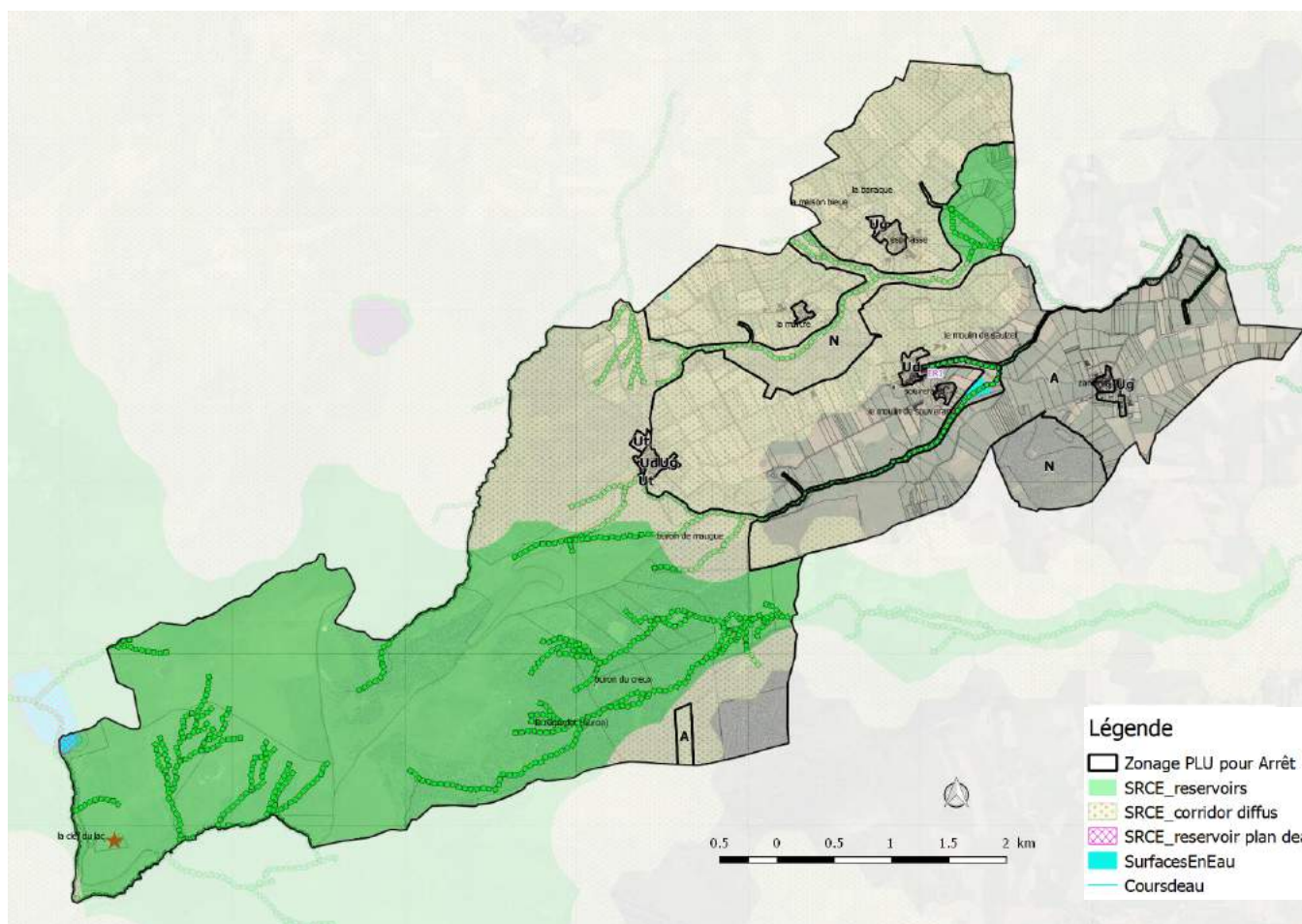
(Source : PLH des Cheires 2013-2030)

Traduction au PLU

Nb de nouveaux logements estimés	Nb de nouveaux logements / an	Enveloppe foncière totale	Enveloppe foncière annuelle
32	1 à 2	3.20 ha	0.21 ha
		2.24 ha avec 30% de rétention foncière	0.15 ha avec 30% de rétention foncière

Le PLU apparaît légèrement supérieur aux objectifs chiffrés du PLH, mais reste néanmoins compatible.

6.4. Compatibilité avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la région Auvergne (stade Approbation)



Plan de zonage PLU pour Approbation et SRCE

Les corridors diffus du SRCE concernent une vaste partie Nord et Ouest du territoire communal. Ces espaces s'inscrivent dans l'ensemble des zonages du futur PLU.

La partie Ouest du territoire et la Narse d'Espinasse sont repérés au SRCE comme étant des réservoirs de biodiversité. Ils reçoivent un zonage N au PLU, tout comme le lac de Guéry repéré comme plan d'eau à préserver.

Le zonage du PLU apparaît compatible avec le SRCE.

6.5. Compatibilité avec la Loi Montagne (stade Approbation)

La commune de Saulzet-le-Froid est située en zone de Montagne définies par les articles 3 et 4 de la loi dite " Loi Montagne " et désignées par arrêté interministériel du 6 septembre 1985. Les objectifs de cette loi visent :

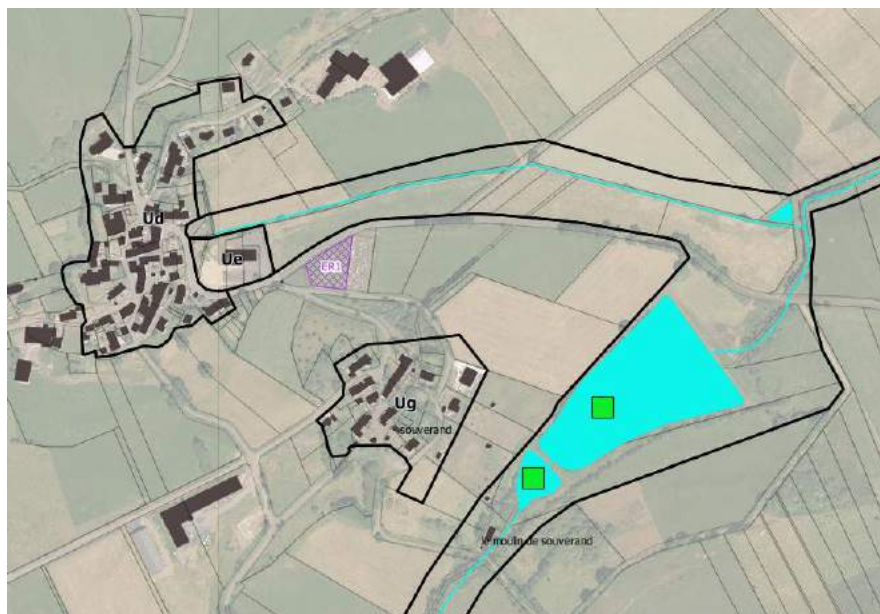
- L'urbanisation se fait en continuité du bourg existant.
- La préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières.
- La protection des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard (gorges, grottes, glaciers, lacs, etc.).
- La maîtrise de l'urbanisation en zone de montagne.
- L'orientation du développement touristique et la maîtrise de l'implantation d'unités touristiques nouvelles (UTN).
- La préservation des rives naturelles des plans d'eau.
- La limitation de la création de nouvelles routes et la délimitation des zones d'implantation des remontées mécaniques.

En vertu de l'article L.122-12 à L.122-14 du code de l'urbanisme, toute construction est interdite sur une distance 300 m à compter de la rive des plans d'eau naturels ou artificiels de moins de 1 000 ha est interdite.

La loi prévoit que certains plans d'eau peuvent être exclus du champ d'application de cet article en fonction de leur importance.

Au PLU pour Approbation, la commune de Saulzet-le-Froid propose d'exclure de ces dispositions 2 étangs situés au Sud-Est du hameau de Souverand (le PLU propose de zoner en zone Ug le hameau de Souverand qui dispose encore de quelques opportunités foncières). Ces plans

d'eau sont signalés par un carré vert ■ au plan de zonage. Situés sur le ruisseau le Labadeau, ces étangs présentent une superficie d'environ 23 000 m² pour l'un et environ 2 200 m² pour le second.



Extrait du PLU pour Approbation

Les grands principes de la loi Montagne sont les suivants :

- préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales, forestières,
- préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel,
- urbanisation en continuité avec les bourgs et villages existants.

Le présent projet de PLU ne porte pas atteinte aux principes fondamentaux de la Loi Montagne, à savoir :

- Pas de conséquences sur le maintien et le développement des activités agricoles, pastorales et forestières ;
- Pas d'atteintes aux espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel de montagne.

Au contraire, le respect des dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article L145.3 a conduit la municipalité de Saulzet-le-Froid à protéger dans le cadre de son PLU :

- La zone agricole par un zonage A ;
- La zone naturelle et forestière par un zonage N et la définition de prescriptions strictes ;
- Les secteurs bâtis par une politique de réduction des potentialités constructibles.

6.6. Compatibilité avec le Projet Régional de Santé Auvergne 2 (2012-2016) et le Plan National Santé Environnement 3 (stade Approbation)

■ La Plan Régional de Santé Auvergne 2 (2012-2016)

La prise en compte de certains des objectifs de ce plan est à favoriser lors des choix d'aménagement du territoire.

Agir sur la qualité de l'air et sur les émissions sonores

Objectif général :

- Protéger les habitants des effets de la pollution atmosphérique et du bruit
- Limiter les expositions induites par le trafic routier
- Limiter les expositions d'origine industrielle et agricole

La mise en œuvre du PLU doit être l'occasion d'une réflexion sur la prise en considération de ces aspects sur la santé publique en :

- Evitant la création d'une zone d'habitat sous influence des vents dominants provenant d'une zone industrielle,
- Diversifiant les plantations afin d'éviter les pollens allergènes,

Les émissions sonores

Il n'existe pas de voies bruyantes sur la commune, ni de zones d'activités ou à proximité immédiate.

Le PLU n'envisage pas de projets susceptibles d'augmenter les émissions sonores.

La qualité de l'air

Des mesures en faveur de la diversité végétale et de la protection de la santé de l'homme sont mise en place par le PLU :

- Dans le règlement de toutes les zones : plantations devront être majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter. L'aménagement des abords et des espaces résiduels situés entre les façades et les clôtures ou alignement de voirie doit faire l'objet d'un traitement végétalisé au

<ul style="list-style-type: none"> - Evitant la proximité des secteurs d'épandage dans les extensions d'urbanisation, en raison des risques sanitaires et des nuisances olfactives, - Réduisant les émissions de particules dans l'atmosphère par la promotion des modes de transports alternatifs (marche, vélo, transports en commun, aires de covoiturage...), - Diminuant les risques sanitaires liés au bruit (marges de recul des constructions). 	<p><i>moins égale à 20% ou 50% (selon les zones) de la superficie totale des espaces libres de l'unité foncière.</i></p> <p><i>- dans le règlement des zones Ug : Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel.</i></p>
<p>Agir sur la qualité de l'eau</p> <p>Objectif général :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Garantir la satisfaction des besoins en eau d'aujourd'hui et de demain en mettant en synergie les politiques de restauration des milieux et de sécurité sanitaire. <p>Il s'agit de sécuriser et pérenniser l'approvisionnement en eau potable en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protégeant les ressources en eau destinées à la consommation humaine, - Améliorant la qualité des eaux distribuées vis-à-vis des risques reconnus, - Anticipant les facteurs de dégradation des eaux destinées à la consommation humaine, - Appréhendant la qualité sanitaire des eaux d'irrigation, - Soulageant les milieux récepteurs en réduisant les rejets en nitrates, phosphore et phytosanitaires. <p><u>Captages à usage uni-familial ou agroalimentaire</u> : s'ils existent sur le territoire de la commune, leur situation sera utilement précisée sur les plans. Leur protection est définie par les dispositions du règlement sanitaire départemental (cercle de protection d'un rayon de 35m). L'utilisation d'une ressource privée pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, à usage uni-familial, est soumise à déclaration auprès de la mairie.</p> <p><u>Captages actuellement abandonnés ou en voie d'abandon</u> : leur situation peut être précisée sur les plans et une étude au cas par cas examinera l'intérêt de préserver ces ressources si elles devaient être exploitées à nouveau.</p> <p><u>Les servitudes</u> liées au passage des canalisations en eau potable et d'évacuation des eaux usées et eaux pluviales, doivent être mentionnées sur le plan des servitudes d'utilité publique du document d'urbanisme.</p>	<p><i>La principale ressource en eau de la commune provient de captages situés sur la commune.</i></p> <p><i>Les cours d'eau et leurs abords sont classés en zones naturelles N.</i></p> <p><i>Les réseaux AEP et Assainissement sont gérés en régie. Le réseau d'eau potable a été réalisé par CETI en 2016 (pièces 4.2, 4.3 et 4.4 du PLU). Il n'existe pas de plan récent du réseau d'assainissement. Un schéma d'assainissement est en cours d'élaboration par le cabinet CETI. La retranscription du réseau sera faite à cette occasion.</i></p>
<p>Agir sur la qualité des sols</p> <p>Objectif général :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégrer l'impact de l'état des sols dans l'appréciation de la qualité sanitaire de l'environnement. <p>Il est important de recenser les sites et sols pollués sur la commune. Cependant, le PLU doit identifier les anciens sites de dépôts d'ordures et y proscrire la construction de bâtiments à usage d'habitation ou d'établissements recevant du public destinés à une population sensible.</p>	<p><i>Au diagnostic, les banques de données sur ces thèmes ont été consultées.</i></p> <p><i>La commune est concernée par la présence de 2 anciens sites pollués :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> * <i>une ancienne décharge communale au Nord de Pessade (classement N au PLU) –activité terminée-</i> * <i>une ancienne carrière au Puy de l'Enfer (classement N au PLU) – activité terminée-</i> <p><i>Le projet de PLU ne prévoit pas de projet susceptible d'engendrer des dégradations de la qualité des sols.</i></p>
<p>Agir sur la qualité des espaces clos</p> <p>Objectif général :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre pleinement en œuvre les dispositifs visant à sécuriser les locaux destinés à l'habitation, à l'accueil du public. • Lutter contre l'habitat indigne et réduire les facteurs de risques avérés, à fort impact sur la santé, ainsi que les sources d'allergènes et de moisissures dans les habitations. <p>Le confort des logements peut être amélioré par le repérage des habitats indignes et la mise en œuvre des programmes de réhabilitation de l'habitat ancien dégradé.</p> <p>Protéger les enfants et les femmes en âge de procréer</p>	<p><i>Le PLU n'établit pas de stratégie particulière, mais n'empêche pas la mise en place d'actions hors PLU.</i></p>

<p>Objectif général :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre ne compte la sensibilité spécifique aux premiers âges de la vie <p>Le PLU devra intégrer la connaissance des risques liés à la pollution atmosphérique et à la pollution des sols.</p> <p>Protéger les personnes fragiles ou fragilisées</p> <p>Objectif général :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre ne compte la réceptivité particulière de certaines catégories de population. <p>Il conviendra de limiter les expositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aux pollens allergisants, - Aux radiofréquences, aux basses fréquences et aux lignes de haute tension (THT). 	<p><i>Le diagnostic PLU fait état d'éléments de connaissance concernant le radon et les champs électromagnétiques.</i></p> <p><i>Les lignes HT s'il en existe sont indiquées sur la Liste et le Plan des SUP.</i></p>
--	---

■ La Plan National Santé Environnement 3 (2015-2019)

Réduire l'usage des PESTICIDES	<p><i>Le PLU n'a pas les compétences pour agir directement sur ce thème mais propose des mesures pour limiter et/ou réduire les effets liés à l'usage de pesticides.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le règlement de toutes les zones : Les plantations devront être majoritairement d'essences locales. - dans le règlement des zones Ug : Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel.
Améliorer la QUALITÉ DE L'AIR	<p><i>Le PLU opère un zonage urbain (Ud, Ug, Ue et Ut) au plus près de l'existant. Ce principe induit une atténuation des impacts de l'urbanisation sur les ressources locales du territoire (moins de déplacements, secteurs en assainissement collectif privilégié, ...).</i></p> <p><i>Les zonages naturels N couvrent les sites naturels et prennent en compte les corridors écologiques (cours d'eau et leurs abords, espaces boisés). Ils participent à la qualité de l'air.</i></p>
Réduire l'exposition aux PERTURBATEURS ENDOCRINIENS	<i>Le PLU n'a pas les compétences pour agir directement sur ce thème.</i>
Améliorer la qualité de l'ENVIRONNEMENT SONORE	<i>Le PLU n'émet pas de projets susceptibles d'augmenter les émissions sonores.</i>
Assurer une vigilance sur les risques potentiels liés aux NANOMATÉRIAUX	<i>Le PLU n'a pas les compétences pour agir directement sur ce thème.</i>
Réduire les expositions liées aux CONTAMINATIONS ENVIRONNEMENTALES DES SOLS	<p><i>La commune est concernée par une ancienne décharge communale et une ancienne carrière.</i></p> <p><i>En revanche, elle n'est pas concernée par des pollutions de sols.</i></p> <p><i>Le PLU n'a pas de projet susceptible de modifier la qualité des sols.</i></p> <p><i>Quelques mesures du PLU visent à réduire les risques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> -Les cours d'eau et leurs abords sont classés en zone naturelle, -Les boisements les plus importants sont classés N.
Améliorer la QUALITÉ DE L'EAU destinée à la consommation humaine	<i>Pas de stratégie particulière. Cependant, les ambitions démographiques de la commune restent raisonnables.</i>
Évaluer les risques de l'exposition aux ONDES ELECTROMAGNETIQUES	<i>La connaissance relative à l'exposition aux ondes est intégrée au Diagnostic.</i>
Prévenir le risque D'ALLERGIE LIÉE AUX POLLENS	<i>Le règlement de toutes les zones rappelle que les espèces végétales exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter. Une liste non exhaustive de ces espèces végétales est fournie en annexe du règlement.</i>

Mieux connaître et réduire l'exposition à l'AMIANTE NATUREL	<i>Le PLU n'a pas les compétences pour agir directement sur ce thème.</i>
Favoriser la NATURE EN VILLE, créer des JARDINS THÉRAPEUTIQUES dans les établissements de soins	<p><i>Des mesures en faveur de la diversité végétale et de la protection de la santé de l'homme sont mise en place par le PLU :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le règlement de toutes les zones : plantations devront être majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter. L'aménagement des abords et des espaces résiduels situés entre les façades et les clôtures ou alignement de voirie doit faire l'objet d'un traitement végétalisé au moins égale à 20% ou 50% (selon les zones) de la superficie totale des espaces libres de l'unité foncière. - dans le règlement des zones Ug : Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel.

6.7. Compatibilité avec les sites NATURA 2000 (stade Approbation)

La commune de Saulzet-le-Froid est concernée par 2 sites Natura 2000 ZSC. Le Projet du PLU est soumis à une Evaluation Environnementale. Cette analyse porte sur la compatibilité du projet PLU et des objectifs définis par le DOCOB des sites Natura 2000. Elle doit mettre en évidence les incidences (positives et négatives) que peut générer le projet PLU sur ces espaces naturels.

■ ZCS « Monts Dore » (FR8301042).

Le site des Monts Dore s'étend autour du puy de Sancy, le point culminant du Massif central (1886 m). Il s'étale sur environ 6 500 ha, à une altitude supérieure à 1050 m.

Trois grandes vallées creusées par l'érosion et les glaciers rayonnent autour des crêtes :

- la haute vallée de la Dordogne,
- la Vallée de Chaudefour
- la Vallée de la Fontaine salée, classées en Réserves Naturelles.

Le site englobe aussi l'ensemble remarquable du lac de Guéry et des roches Tuilières et Sanadoire. Les principaux habitats sont les landes et les prairies d'altitude, les tourbières, les pentes rocheuses, les éboulis et les forêts de hêtres. Les deux principales activités exercées sur le site sont l'élevage extensif ou transhumance de bovins et d'ovins et le tourisme hivernal (sports d'hiver) et estival (randonnée).

Objectifs et stratégies à mettre en œuvre :

• Une agriculture traditionnelle :

Le maintien d'un pâturage extensif dans les "estives" est le meilleur moyen de préserver les landes sèches et les landes alpines. De même que la poursuite d'un mode d'exploitation traditionnel doit être maintenue dans les prairies de fauche et dans l'entretien des hêtraies. L'utilisation du feu courant est à proscrire dans les tourbières et les formations à genêt sur les lignes de crêtes.

• Un tourisme intégré et respectueux :

La pratique de la randonnée pédestre, équestre ou à VTT et celle du ski doivent être canalisées en évitant les secteurs fragiles tels que les formations herbeuses à nard et en contrôlant la dispersion dans les landes d'altitude. Il est nécessaire de réhabiliter les chemins dégradés par un piétinement important et de re-végétaliser les portions dénudées et érodées. La création de voies d'escalade nouvelles doit être contrôlée afin de protéger la flore des pentes rocheuses.

• Des milieux fragiles :

Si les formations à genêt purgatif sont utiles au niveau des croupes en maintenant un terrain peu profond et facilement érodable, il faut malgré tout en limiter l'extension qui pourrait envahir d'autres habitats intéressants. La préservation des tourbières passe par l'absence de drainage et de modification du régime des eaux. Le pâturage doit être suffisamment léger pour ne pas modifier la composition floristique

■ ZCS « Chaîne des Puys » (FR8301052).

La Chaîne des Puys et ses 90 édifices volcaniques alignés constituent un paysage unique au monde avec des influences géo-climatiques et des activités humaines (pastoralisme en particulier et sylviculture) qui lui confèrent un patrimoine naturel reconnu au niveau européen. Ainsi, l'ensemble du site Natura 2000 est inclus dans le périmètre du site classé de la Chaîne des Puys, à l'exception de la Narse d'Espinasse et la totalité des entités Natura 2000 font partie intégrante du projet d'inscription des biens reconnus au patrimoine mondial de l'UNESCO. La Narse d'Espinasse est, quant à elle, classée en Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope depuis 1988 pour la tourbière qui la caractérise et plus particulièrement, la présence remarquable de Ligulaires de Sibérie (plante relique de l'époque glaciaire rare en Europe). Elle constitue également la tête du bassin de la vallée de la Veyre qui bénéficie d'un contrat de rivière et de mesures agri-environnementales territorialisées pour l'eau animée par le Syndicat Mixte de gestion de la Veyre et de l'Auzon.

Le site Natura 2000 de la Chaîne des Puys couvre 2041 ha, à une altitude qui va de 600 à 1450m. Il est éclaté en 9 entités sur 8 communes : Orcines (34%), Ceyssat (26%), Saint-Ours-les-Roches (13%), Saint-Genès-Champanelle (9.5%), Nébouzat (8.5%), Aydat (6%), Saulzet-le-Froid (2%) et Volvic (1%). Composé de 12 habitats (milieux naturels) d'intérêt européen (sur 35 habitats inventoriés) : ce sont essentiellement des milieux ouverts – prairies, pelouses d'altitude et éboulis pour 22% de la surface – qui font la richesse naturelle du site, majoritairement forestier (71,13% de la surface). Deux zones humides d'importance très différente complètent ce tableau : la tourbière de la Narse d'Espinasse et une petite zone du Pré de Côme. Enfin, le site Natura 2000 de la Chaîne des Puys a également été désigné pour la présence remarquable d'1 plante et 9 espèces animales (1 papillon et 8 espèces de chauve-souris) d'intérêt européen. La grotte de Volvic constitue l'un des gîtes (abris) auvergnats les plus importants pour la reproduction et l'hibernation des chauves-souris.

Objectifs et stratégies à mettre en œuvre :

• Enjeux /objectifs liés aux habitats naturels, aux espèces et aux activités humaines :

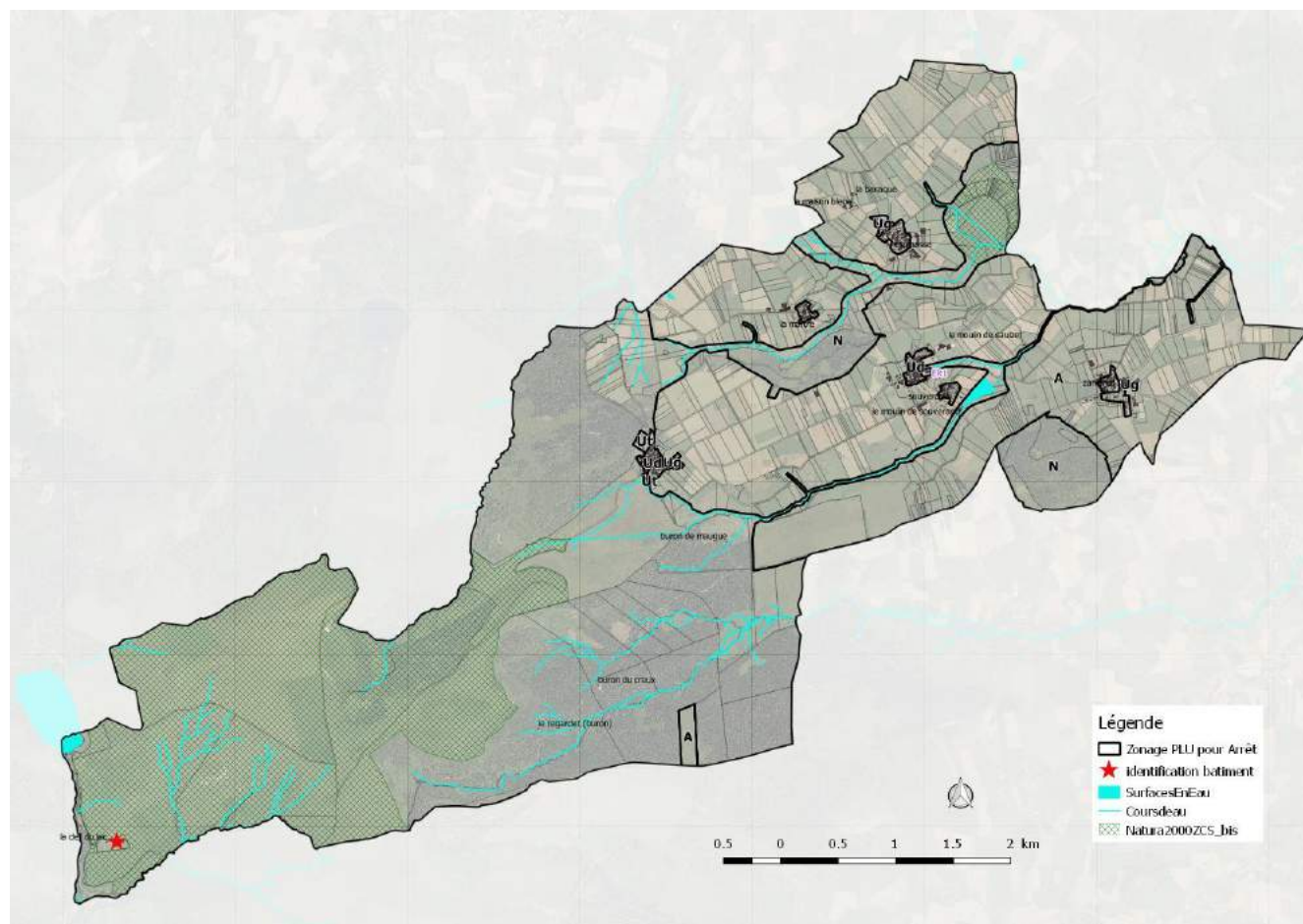
→ Coordonner/animer pour fédérer dans la complémentarité des démarches et pour informer, sensibiliser d'abord les propriétaires, exploitants et habitants/usagers puis les visiteurs au respect du patrimoine naturel.

→ Maintenir une mosaïque de milieux naturels en (objectifs opérationnels) :

1. Luttant contre la fermeture des pelouses, landes, éboulis d'intérêt communautaire par des travaux de réouverture et le soutien à une gestion pastorale adaptée,
2. Favorisant une gestion forestière favorable à la biodiversité spécifique (chauves-souris notamment),
3. Assurant un bon état de fonctionnement des zones humides,
4. Assurant la pérennité de la protection des gîtes d'hibernation et leur attrait pour les populations de chauves-souris.

→ Lutter contre l'érosion, la dégradation et les dérangements par la maîtrise de la fréquentation de loisirs

Le PLU a cherché à être respectueux et compatible avec les objectifs de protection et de gestion de ces sites



Plan de zonage PLU pour Approbation et sites NATURA 2000 (en vert)

Le site NATURA 2000 ZCS « Monts Dore » concerne l'Ouest du territoire.

Le DOCOB définit des objectifs déclinés par secteur : eau (E), espaces ouverts (A), forêt (F), tourisme et ski (T) et information (I).

Objectifs et stratégies du site Natura 2000 ZCS « Monts Dore »	Traduction au PLU
<p style="text-align: center;">E</p> <p style="text-align: center;">Garantir la pérennité des habitats et espèces liés à l'eau</p> <p>⇒ Objectifs</p> <p>Maintien de ces habitats et espèces dans un état de conservation favorable.</p> <p>Maintien de la qualité des têtes de bassin versant.</p>	<p><i>La totalité de la surface NATURA 2000 concernant la commune de Saulzet-le-Froid est inclus en zone naturelle N, y compris les cours d'eau.</i></p>
<p style="text-align: center;">L'Agriculture (A)</p> <p style="text-align: center;">A1/ Intégrer la conservation des habitats d'intérêt communautaire dans les cahiers des charges de l'opération locale du Sancy</p> <p>⇒ Objectifs</p> <p>Adapter le cahier des charges de cette opération locale à la conservation des habitats d'intérêt communautaire sur les 6 communes concernées par ces deux actions (Mont Dore, Chastreix, Chambon-sur-Lac, Besse-en-Chandesse, Picherande, la Tour d'Auvergne).</p> <p>Sur les cinq contrats prévus dans l'Opération Locale, 3 concernent directement des habitats d'intérêt communautaire et un quatrième une espèce relevant de la Directive (papillon Damier de la Succise).</p>	<p><i>Le PLU n'a pas de compétence en ce domaine, cependant, ni le règlement, ni le plan de zonage ne portent entravent à la mise en place de ces objectifs opérationnels.</i></p>
<p style="text-align: center;">A2/ Gestion des espaces ouverts</p> <p>⇒ Objectifs</p> <p>Maintenir ces habitats et espèces dans un état de conservation favorable.</p>	<p><i>La totalité de la surface NATURA 2000 concernant la commune de Saulzet-le-Froid est inclus en zone naturelle N.</i></p>
<p style="text-align: center;">La Forêt (F)</p> <p style="text-align: center;">F/ Gestion des espaces forestiers</p> <p>⇒ Objectifs</p> <p>Conserver les zones de Hêtraies à Acer et Rumex (vallée de Chaudefour, Roche Sanadoire).</p> <p>Conserver ou permettre l'installation de Buxbaumia viridis</p> <p>Maintenir les tourbières, les zones de présence du Damier de la Succise et les mégaphorbiaies imbriquées dans les ensembles forestiers</p>	<p><i>Les principaux massifs forestiers sont classés N au PLU. Le règlement de chaque zone préconise l'utilisation d'essences locales.</i></p>
<p style="text-align: center;">Information, communication, sensibilisation (I)</p> <p>⇒ Objectifs</p> <p>Informier et former les propriétaires, les exploitants agricoles et forestiers afin qu'ils contribuent directement à la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.</p> <p>Cette partie concerne la fragilité et le respect des espèces et habitats, en priorité relevant de la Directive européenne, mais aussi de façon plus générale sur ceux d'intérêt national et régional.</p>	<p><i>Le PLU n'a pas de compétence en ces domaines, cependant, ni le règlement, ni le plan de zonage ne portent entravent à la mise en place de ces objectifs opérationnels.</i></p>
<p style="text-align: center;">Activités touristiques et de loisirs (T)</p> <p style="text-align: center;">T.1 Choix des itinéraires de randonnées</p> <p>⇒ Objectifs</p> <p>Maintenir ces habitats et espèces dans un état de conservation favorable.</p>	<p><i>Le PLU n'a pas de compétence en ces domaines, cependant, ni le règlement, ni le plan de zonage ne portent entravent à la mise en place de ces objectifs opérationnels.</i></p>
<p style="text-align: center;">T.2 Réhabiliter et entretenir les sentiers de randonnées</p> <p>⇒ Objectifs</p> <p>Maintenir ces habitats et espèces dans un état de conservation favorable</p> <p>Lutter contre la dégradation des sentiers de randonnées existants (prévention et/ou réparation), dont certains peuvent être au contact immédiat d'habitats d'intérêt communautaire.</p> <p>Avoir des sentiers de bonne qualité afin de ne pas multiplier les cheminements « sauvages » (itinéraires parallèles, saignées) ou la création de nouveaux sentiers, qui seraient alors susceptibles de traverser des habitats d'intérêts communautaires.</p>	<p><i>Le PLU n'a pas de compétence en ces domaines, cependant, ni le règlement, ni le plan de zonage ne portent entravent à la mise en place de ces objectifs opérationnels.</i></p>

<p>T.3/ Ski de fond : entretien des pistes, projets à l'échelle du massif</p> <p>⇒ Objectifs</p> <p>Prise en compte à l'amont des projets de création de pistes ou d'amélioration. Identifier l'atteinte possible aux habitats et espèces. Proposer des détournements d'itinéraires, des travaux respectueux des habitats et espèces...</p>	<p><i>Le PLU n'a pas de compétence en ces domaines, cependant, ni le règlement, ni le plan de zonage ne portent entrave à la mise en place de ces objectifs opérationnels.</i></p>
<p>T.3/ Ski de descente : entretien des pistes, projets à l'échelle du massif</p> <p>⇒ Objectifs</p> <p>Pas de destruction des habitats prioritaires (tourbières hautes actives, nardaies riches en espèces). Habitats non prioritaires (comme les landes sèches, les landes subalpines et les landes à genêts purgatifs) : au cas par cas, examiner le pourcentage de surface qui pourrait être touché et la restauration possible de ceux-ci à d'autres endroits s'ils venaient à être atteints. Certains habitats ne sont pas prioritaires mais il convient de ne pas les affecter lors d'aménagements : Hêtraies à Acer et prairies de fauche (elles se situent dans le périmètre de la RN de la Vallée de Chauffour, donc sont protégées de fait), les éboulis siliceux, les mégaphorbiaies...</p>	<p><i>Le PLU n'a pas de compétence en ces domaines, cependant, ni le règlement, ni le plan de zonage ne portent entrave à la mise en place de ces objectifs opérationnels.</i></p>

Le projet de PLU n'engendre pas d'impact sur ce site NATURA 2000 et apparaît parfaitement compatible dans le sens où la totalité de la superficie de ce site NATURA 2000 qui concerne le territoire communal, est classée en zone naturelle N. Il ne bloque pas la mise en place des actions du DOCOM « Monts Dore ».

Le site NATURA 2000 ZCS « Chaîne des Puys » concerne la narse d'Espinasse à l'Est du territoire.

Objectifs et enjeux du site Natura 2000 ZCS « Chaîne des Puys »			Traduction au PLU
Objectifs de développement durable classés dans l'ordre de priorité	Objectifs opérationnels (optionnels)	Type de mesures envisagées (par ordre de priorité)	
	A. Coordonner / animer pour fédérer dans la complémentarité des démarches et pour informer, sensibiliser d'abord les propriétaires, exploitants et habitants usagers puis les visiteurs au respect du patrimoine naturel	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner les différents projets concernant Natura 2000 (A1) Animer la mise en œuvre du DOCOB (A2) Assurer une présence permanente sur le terrain (Gardes Nature) (V3) Réaliser des équipements d'information et des supports d'animation (V2) Expertiser les études d'incidences N2000 (A2) Réaliser les inventaires et consultations préalables à d'éventuels aménagements (S3) Mettre en place des indicateurs de suivi scientifique et de suivi de gestion (S1) Diffuser la synthèse du DOCOB et les bulletins d'informations du site (V1) Améliorer les connaissances du site (S2) Animer la mise en œuvre du DOCOB (A2) MAET n°1 (Estivage) (G1) Réaliser des travaux de débroussaillage et d'entretien dans le but de soutenir le pâturage (G4) Assurer une présence permanente sur le terrain (Gardes Nature) (V3) Favoriser des milieux forestiers d'intérêt écologique (G5) Réaliser des travaux de restauration et d'entretien des sentiers (G6) Planifier la préservation des gîtes d'hibernation des chauves-souris (G7) MAET n°2 (Zones humides) (G2) MAET n°3 (Prairies fauchées et/ou pâturées) (G3) Mettre en place des indicateurs de suivi scientifique et de suivi de gestion (S1) Réaliser les inventaires et consultations préalables à d'éventuels aménagements (S3) Réaliser des équipements d'information et des supports d'animation (V2) 	
	B. Maintenir une mosaïque de milieux naturels	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser des travaux de débroussaillage et d'entretien dans le but de soutenir le pâturage (G4) MAET n°1 (Estivage) (G1) Assurer une présence permanente sur le terrain (Gardes Nature) (V3) Animer la mise en œuvre du DOCOB (A2) Coordonner les différents projets concernant Natura 2000 (A1) Réaliser des équipements d'information et des supports d'animation (V2) Réaliser des travaux de restauration et d'entretien des sentiers (G6) Mettre en place des indicateurs de suivi scientifique et de suivi de gestion (S1) Améliorer les connaissances du site (S2) Diffuser la synthèse du DOCOB et les bulletins d'informations du site (V1) Favoriser des milieux forestiers d'intérêt écologique (G5) Animer la mise en œuvre du DOCOB (A2) Assurer une présence permanente sur le terrain (Gardes Nature) (V3) Coordonner les différents projets concernant Natura 2000 (A1) Réaliser des équipements d'information et des supports d'animation (V2) Réaliser des travaux de restauration et d'entretien des sentiers (G6) Réaliser les inventaires et consultations préalables à d'éventuels aménagements (S3) Expertiser les études d'incidences N2000 (A2) Mettre en place des indicateurs de suivi scientifique et de suivi de gestion (S1) Améliorer les connaissances du site (S2) Diffuser la synthèse du DOCOB et les bulletins d'informations du site (V1) MAET n°2 (zones humides) (G2) MAET n°3 (Prairies fauchées et/ou pâturées) (G3) Coordonner les différents projets concernant Natura 2000 (A1) Animer la mise en œuvre du DOCOB (A2) Assurer une présence permanente sur le terrain (Gardes Nature) (V3) Réaliser les inventaires et consultations préalables à d'éventuels aménagements (S3) Mettre en place des indicateurs de suivi scientifique et de suivi de gestion (S1) Améliorer les connaissances du site (S2) Diffuser la synthèse du DOCOB et les bulletins d'informations du site (V1) Planifier la préservation des gîtes d'hibernation des chauves-souris (G7) Favoriser des milieux forestiers d'intérêt écologique (G5) Coordonner les différents projets concernant Natura 2000 (A1) Animer la mise en œuvre du DOCOB (A2) Mettre en place des indicateurs de suivi scientifique et de suivi de gestion (S1) Améliorer les connaissances du site (S2) Réaliser des équipements d'information et des supports d'animation (V2) 	
	C. Lutter contre l'érosion, la dégradation et les dérangements par la maîtrise de la fréquentation de loisirs	<ul style="list-style-type: none"> Assurer une présence permanente sur le terrain (Gardes Nature) (V3) Coordonner les différents projets concernant Natura 2000 (A1) Réaliser des équipements d'information et des supports d'animation (V2) Animer la mise en œuvre du DOCOB (A2) Réaliser des travaux de restauration et d'entretien des sentiers (G6) Planifier la préservation des gîtes d'hibernation des chauves-souris (G7) Expertiser les études d'incidences N2000 (A2) Mettre en place des indicateurs de suivi scientifique et de suivi de gestion (S1) Améliorer les connaissances du site (S2) 	

Le PLU n'a pas de compétence en ces domaines, cependant, ni le règlement, ni le plan de zonage ne portent entrave à la mise en place de ces objectifs opérationnels.

Le projet de PLU n'engendre pas d'impact sur ce site NATURA 2000 et apparaît parfaitement compatible dans le sens où la totalité de la superficie de ce site NATURA 2000 qui concerne le territoire communal, est classée en zone naturelle N. Il ne bloque pas la mise en place des actions du DOCOM « Chaîne des Puys ».

De plus, des mesures réglementaires favorables à la défragmentation sont mises en place par le futur PLU dans toutes les zones :

- * Les plantations devront être majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter.

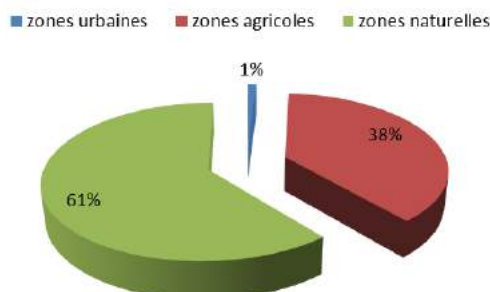
* L'aménagement des abords et des espaces résiduels situés entre les façades et les clôtures ou alignements de voirie, doit faire l'objet d'un traitement végétalisé (au moins égal à 20% ou à 50% selon les zones) de la superficie totale des espaces libres de l'unité foncière.

* Les clôtures sur rue et les clôtures séparatives ne sont pas obligatoires. Lorsqu'elles existent, elles seront végétalisées et devront être perméables pour assurer la libre circulation de la petite faune. Les murs pleins sont interdits.

7. CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS

Répartition des surfaces du PLU :

Surfaces du PLU de SAULZET LE FROID



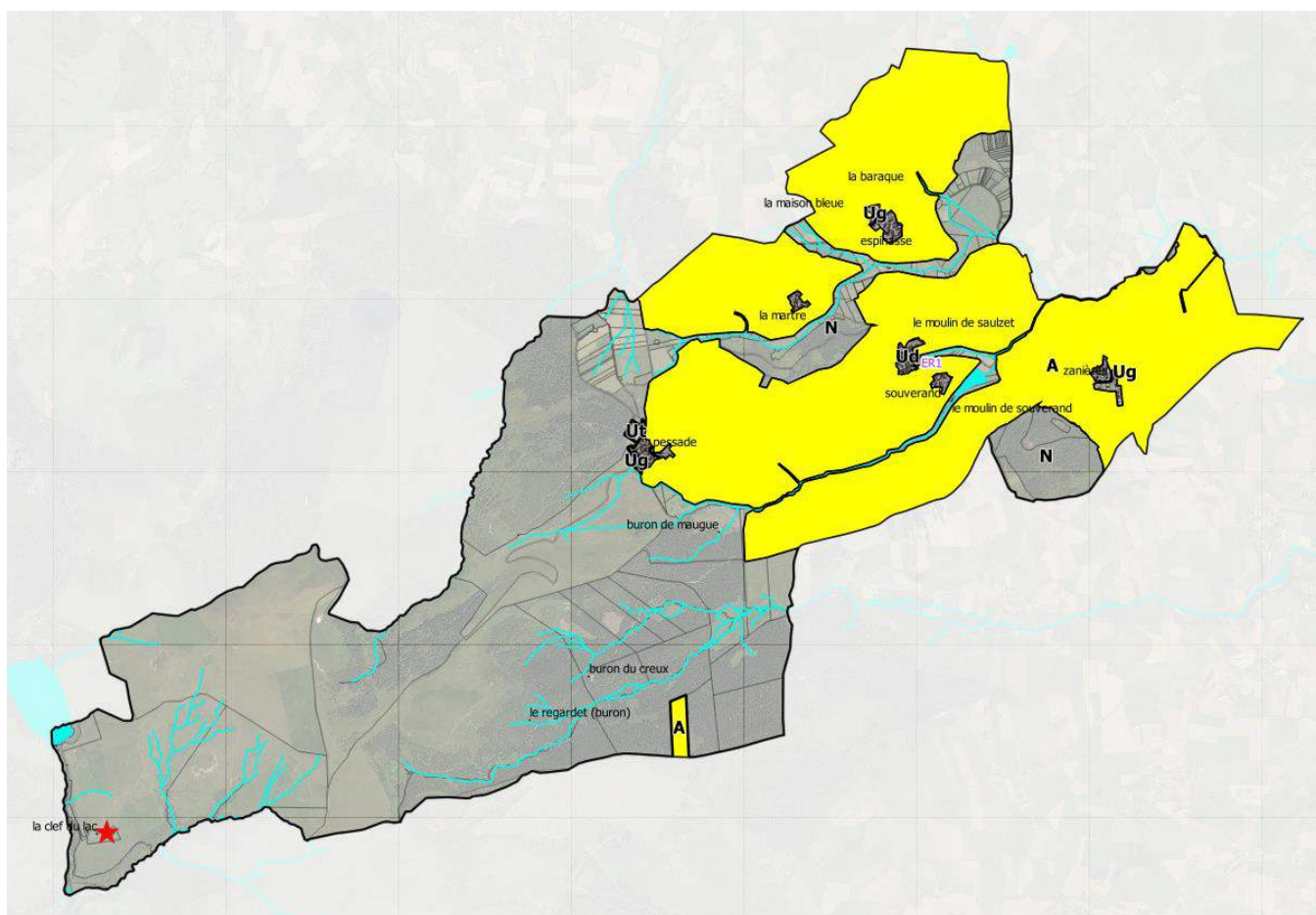
Le PLU présente un relatif équilibre du territoire avec une prédominance des zones naturelles et agricoles.

La consommation des espaces agricoles :

Le PLU propose un zonage agricole constructible couvrant une grande partie Est du territoire et enserrant les villages dont le zonage urbain a été réalisé au plus près des silhouettes bâties existantes. La zone agricole constitue des « zones tampons » entre les villages, renforçant le caractère paysager agricole de la commune et valorisant le cadre de vie.

Toute la partie Ouest de la commune reçoit un zonage N qui n'interdit pas l'activité agricole.

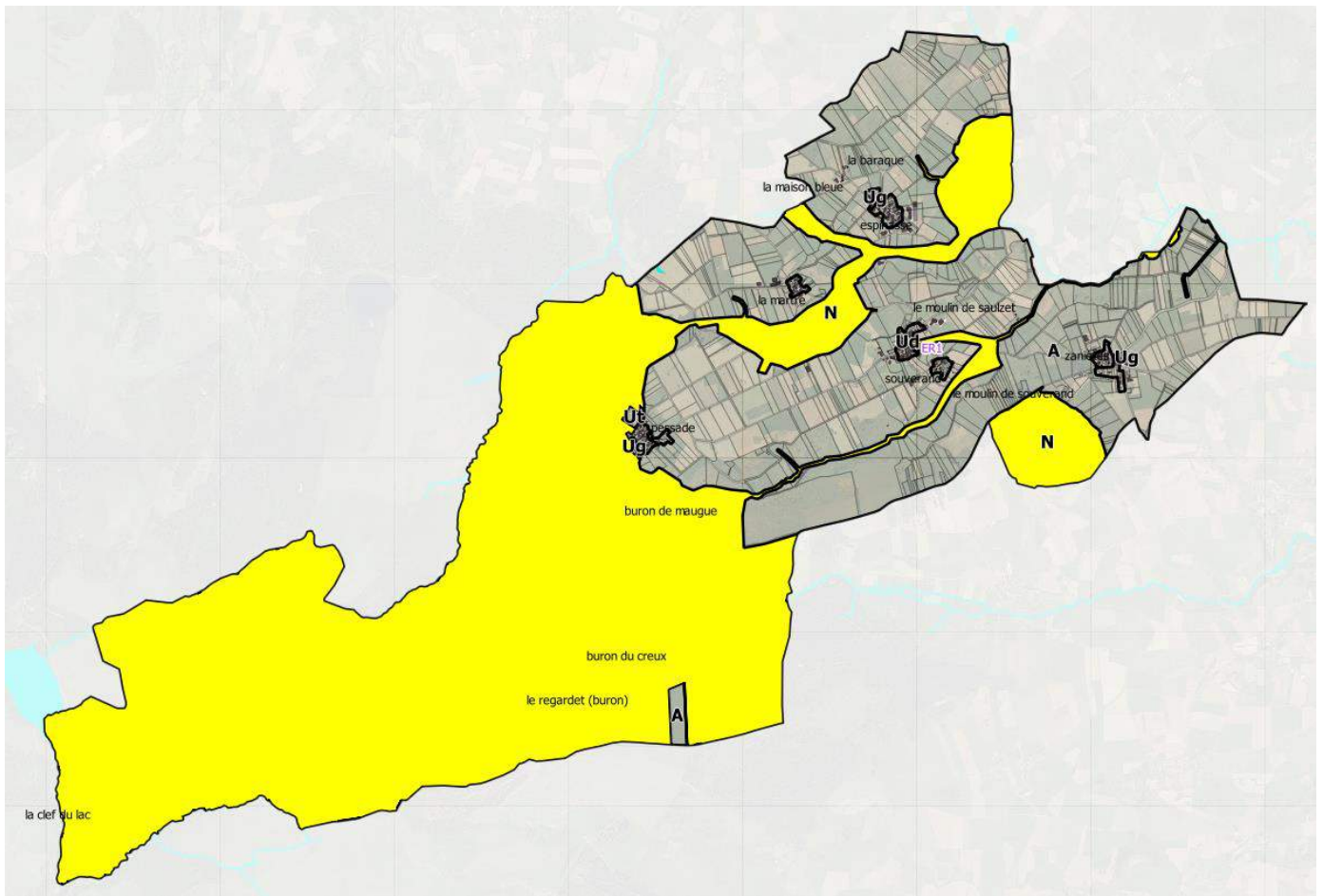
Superficie de la zone A : 1 055.10 ha



Extrait du plan de zonage pour Approbation – repérage de la zone agricole

L'identification des bâtiments soumis à réciprocité a été réalisée. Un périmètre de 50 ou 100 m autour des bâtiments concernés est établi (voir Tome 1 : Diagnostic).

La consommation des espaces naturels et forestiers :



Extrait du plan de zonage pour Approbation – Repérage de la zone N

Par principe, le PLU s'est attaché à identifier les corridors écologiques de la commune. La zone N intègre donc Les sites Natura 2000, les ZNIEFF de type 1 et 2, les réservoirs de biodiversité du SRCE, la narse d'Espinasse et les principaux reliefs et massifs boisés du territoire, tout comme les tracés des principaux ruisseaux. L'objectif de préserver les trames vertes est énoncé au PADD.

La superficie de la zone N est de 1 716.84 ha.

8. LES INDICATEURS

Le PLU fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de 10 ans à compter de son approbation.

Proposition d'indicateurs

Le tableau ci-après liste, pour les différentes thématiques environnementales étudiées, une première série d'indicateurs identifiés comme étant intéressant pour le suivi de l'état de l'environnement du territoire communal, du fait qu'ils permettent de mettre en évidence des évolutions en termes d'amélioration ou de dégradation de l'environnement de la commune, sous l'effet notamment de l'aménagement urbain.

LES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

1 – Gestion de l'espace

- Evolution de la surface bâtie

- En 1999 : l'emprise urbanisée était de **17.48 ha**.
- La consommation foncière **entre 1999 et 2004** a été d'environ **0.63 ha**.
- La consommation foncière **entre 2004 et 2009** a été d'environ **1.47 ha**.
- la consommation foncière **entre 2009 et 2013** a été d'environ **4.00 ha**.

- Evolution du nombre de logements

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013
Ensemble	139	135	161	157	181	183	187
<i>Résidences principales</i>	95	91	85	89	95	108	122
<i>Résidences secondaires et logements occasionnels</i>	12	19	29	46	56	54	50
<i>Logements vacants</i>	32	25	47	22	30	21	15

- Evolution du nombre de permis de construire

	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable	Permis de démolir
2005	6	-	-	-
2006	13	-	-	-
2007	4	-	-	-
2008	6	-	-	-
2009	3	-	9	-
2010	7	-	5	-
2011	9	-	6	-
2012	3	1	7	-
2013	6	-	6	-
2014	1	-	3	-
2015	1	-	6	-
2016	5	-	1	-

2 – Préservation des milieux naturels et utilisation des sols

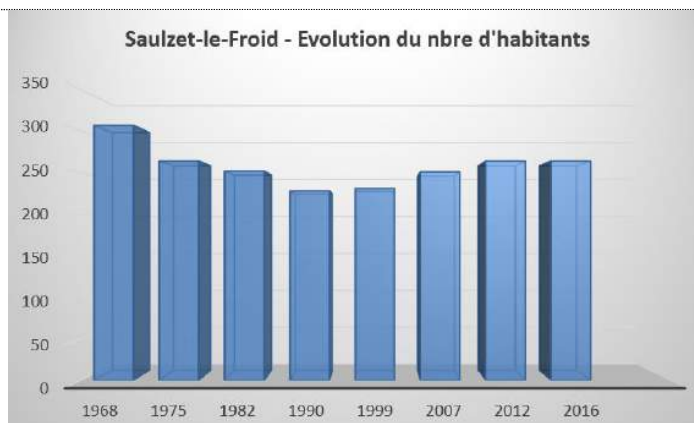
- Evolution de la SAU

- SAU 1988 : 1 238 ha
- SAU 2000 : 1 345 ha
- SAU 2010 : 1 353 ha

LES INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES

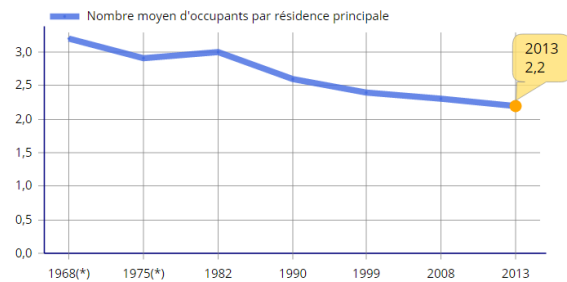
1 – La démographie

- Evolution du nombre d'habitants



- Evolution de la taille des ménages

FAM G1 - Evolution de la taille des ménages



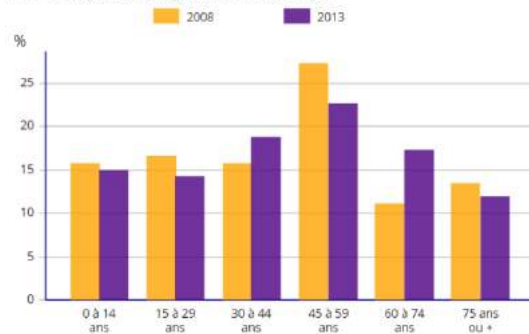
(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2015.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

- Evolution de l'âge de la population

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



- Evolution de la motorisation des ménages

	2013	%	2008	%
Ensemble				
<i>Au moins un emplacement réservé au stationnement</i>				
<i>Au moins une voiture</i>	112	91,8	97	89,8
<i>1 voiture</i>	50	41,0	42	38,9
<i>2 voitures ou plus</i>	62	50,8	55	50,9

2 - Economie

- Nombre d'emploi sur la commune et migrations alternantes

	2013	%	2008	%
Ensemble		100	126	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence			49	38,9
dans une commune autre que la commune de résidence			77	61,1

LES INDICATEURS HABITAT ET URBANISME

- Evolution du nombre de logements sociaux

En 2017 : 0

- Evolution du nombre de logements par types

	2013	%	2008	%
Ensemble			183	100,0
<i>Résidences principales</i>			108	59,0
<i>Résidences secondaires et logements occasionnels</i>			54	29,5
<i>Logements vacants</i>			21	11,5
<i>Maisons</i>			179	97,8
<i>Appartements</i>			4	2,2

DEPARTEMENT du Puy-de-Dôme

1.3

COMMUNE de

SAULZET-LE-FROID



SCP DESCOEUR F et C
Architecture et Aménagement du Territoire
49 rue des Salins
63000 Clermont Ferrand
Tel : 04.73.35.16.26.
Fax : 04.73.34.26.65.
Mail : scp.descoeur@wanadoo.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRESENTATION Tome 3 : Résumé non technique

PRESCRIPTION

Délibération du conseil municipal du 13 décembre 2014

ARRET DU PROJET

Délibération du conseil municipal du 13 mai 2017

APPROBATION

Délibération du conseil municipal du

MODIFICATIONS – REVISIONS PARTIELLES MISES A JOUR

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...

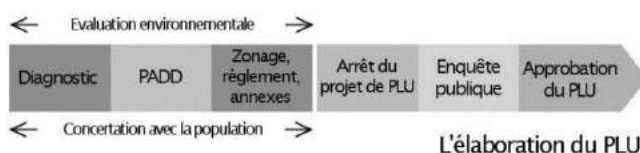
1 – PREAMBULE	4
2 – PRESENTATION DE LA COMMUNE	6
3 – LES INTENTIONS MUNICIPALES TRADUITES PAR LE PLU	7
4. LES PROJETS COMMUNAUX EN FAVEUR DE LA VOCATION « HABITAT »	11
5. LES PROJETS COMMUNAUX EN FAVEUR DE LA VOCATION « ECONOMIE »	13
6. LES PROJETS COMMUNAUX EN FAVEUR DU CADRE DE VIE ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE	14
7. LES PROJETS COMMUNAUX EN FAVEUR DE LA VOCATION AGRICOLE	15
8. LES PROJETS COMMUNAUX EN FAVEUR DES ESPACES NATURELS ET DES PAYSAGES	16

1 – Préambule

Le plan local d'urbanisme (PLU) est le principal **document d'urbanisme de planification de l'urbanisme communal**. Il remplace le plan d'occupation des sols (POS) depuis la Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi 2000-1208 du 13 décembre 2000) dite loi SRU. Un document permettant aux conseils municipaux de mieux exprimer leur projet pour la commune, après avoir élaboré un diagnostic d'ensemble et une politique globale pour l'aménagement et le renouvellement du territoire.



■ Les étapes du PLU



■ Le dossier PLU comprend plusieurs pièces :

- 1/ RAPPORT DE PRESENTATION (RP)
 - 1.1/ Synthèse du Diagnostic
 - 1.2/ Justifications du Projet
 - 1.3/ Résumé non technique
 - 1.4/ Annexes du Diagnostic
 - 1.5/ Annexes du Diagnostic : état initial de l'environnement
 - 1.6/ Modifications du projet suite à l'avis des PPA et à l'enquête publique

2/ PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

3/ REGLEMENT

- 3.1/ Règlement d'urbanisme (écrit)
- 3.2/ Zonage Territoire (règlement graphique), 1/5000e
- 3.3/ Zonage Zoom sur villages (règlement graphique) 1/2500e
- 3.4/ Zonage Informations complémentaires

4/ ANNEXES

- 4.1/ Plan des Servitudes d'Utilité Publique (SUP)
- 4.2/ Plan AEP 1/10000e
- 4.3/ Plan AEP 1/5000e
- 4.4/ Plan AEP 1/2500e
- 4.5/ Plan Réglementation de boisement 1979

■ Ce qu'il faut retenir :

Le Projet du PLU s'est appuyé sur un Diagnostic communal et un état initial de l'environnement (pièces n°1.4 et 1.5 du Rapport de Présentation), présentant les grandes caractéristiques environnementales, urbaines, humaines et économiques, du territoire communal. Il propose un état des lieux de l'environnement, en abordant successivement les différents thèmes de l'environnement (air, eau, sol, risques naturels, espaces naturels, paysages, ...). Pour chacun des thèmes, il dresse l'état de l'environnement, présente les pressions exercées sur l'environnement (éléments ou actions qui entraînent une dégradation de la qualité de l'environnement). Il permet ainsi de dégager les problématiques environnementales les plus importantes et/ou spécifiques du territoire. Cet état des lieux débouche pour chaque thématique à la proposition d'objectifs stratégiques environnementaux (ou enjeux environnementaux) pour le territoire.

Une **Synthèse** de ces éléments est présentée dans la pièce n°1.1 du Rapport de Présentation.

L'analyse des atouts, faiblesses, opportunités et menaces relatives à ces différents points, a permis de définir les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Le PADD (pièce n°2 du PLU) **se présente comme l'élément dynamique et stratégique du PLU**. Ce document s'appuie sur les éléments fondamentaux du diagnostic, répond à l'ensemble des enjeux et besoins identifiés du plan local d'urbanisme. Il rassemble les grandes orientations concernant l'organisation et l'aménagement du territoire et expose les intentions de la municipalité pour les années à venir, avant leur transcription spatiale et réglementaire dans le PLU. Il forme ainsi un véritable projet de ville pour l'avenir.

Les orientations générales du PADD regroupées dans un document support ont fait l'objet d'un débat au conseil municipal.

Les orientations de développement de la commune sont traduites dans le PLU par un zonage et un règlement spécifique pour chaque zone urbaine, à urbaniser, agricole, et naturelle.

Le Rapport de Présentation (pièce n°1.2) **explique et justifie des choix définis pour le PLU, en terme de zonage et de règlement**.

La présence de sites Natura 2000 sur la commune induit une Evaluation Environnementale du PLU. Cette étude consiste à évaluer les incidences des orientations du projet de PLU, sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur. Cette analyse se trouve dans tome 1.2 du RP.

Un Résumé Non Technique (pièce n°1.3, le présent document) résume dans les grandes lignes l'élaboration du PLU.

■ Des directives s'imposent au PLU :

Le document du PLU doit prendre en compte un certain nombre de grandes directives à différentes échelles (nationale, régionale, départementale, intercommunale, communale), entre autres : Le SDAGE Loire Bretagne, Le PGRI Loire Bretagne, Le SAGE Allier Aval, Le Schéma du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne, Le SCoT du Grand Clermont, Le Schéma régional de gestion sylvicole de l'Auvergne, Le PCET (Plan climat énergie territoriaux) du Puy de Dôme, Le Programme Local de l'Habitat (PLH), Les Servitudes d'Utilité Publique, La Loi Montagne, Le PLU prend en compte également les notions de Développement Durable, de Santé environnementale....

2 – Présentation de la commune

La commune de Saulzet-le-Froid est située au Sud du département, dans le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne, à une trentaine de kilomètres au Sud-Ouest de Clermont-Ferrand, Jusqu'en Mars 2015, Saulzet le Froid faisait partie du canton de Saint- Amand Tallende. Suite au redécoupage des cantons du département, elle est désormais rattachée au canton d'Orcines. L'essentiel de l'activité est agricole avec en majorité la production de lait et la fabrication du fromage Saint- Nectaire.

L'activité touristique est de plus en plus présente. La commune comprend de nombreux hébergements touristiques et un centre pleine nature sur le village de Pessade.

La commune est composée de 5 hameaux s'ajoutant au bourg : Espinasse, La Martre, Pessade, Souverand et Zanières.

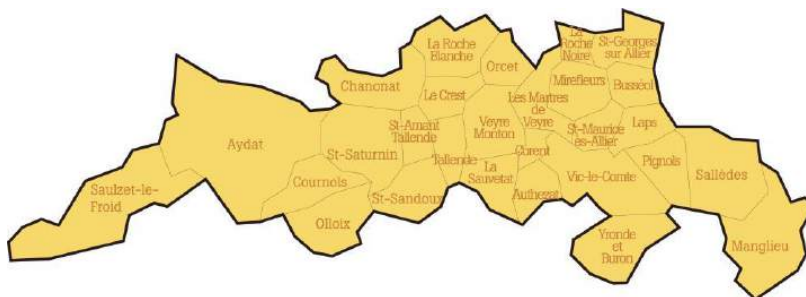
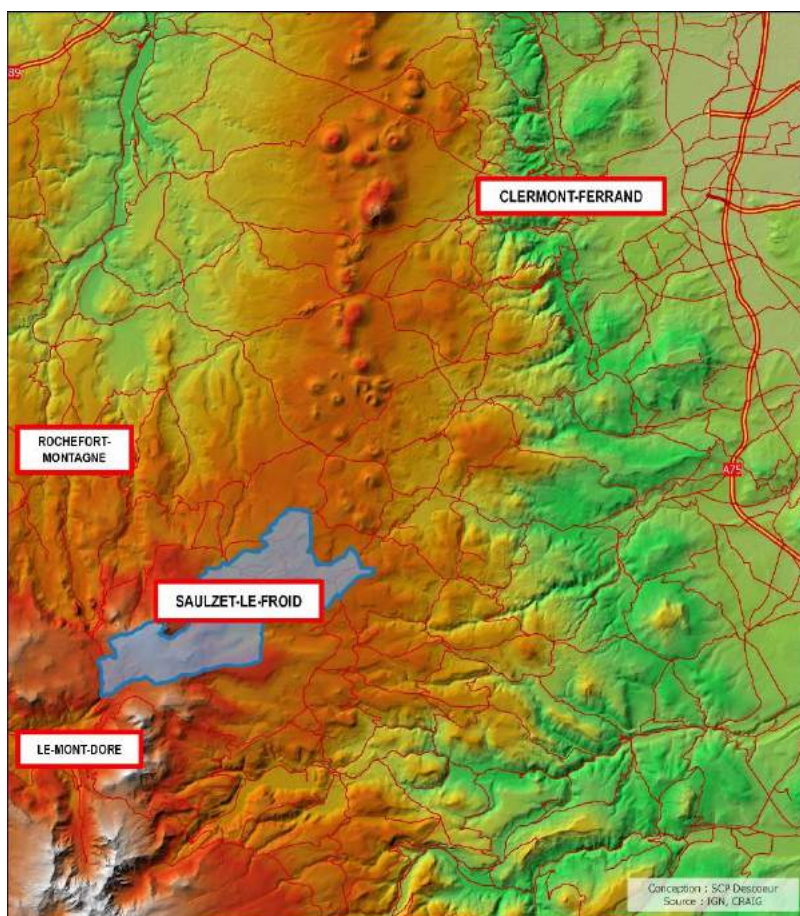
Les derniers chiffres du recensement (1^{er} janvier 2017) annoncent une population en hausse par rapport au dernier recensement : 264 habitants pour une superficie de 28.21 km², soit une densité de 9.36 habitants / km².

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la commune de Saulzet-le-Froid adhère à MOND'ARVERNE COMMUNAUTE, fusion des communautés de communes Allier Comté Communauté, Gergovie Val d'Allier Communauté et des Cheires (arrêté préfectoral no 16-02734 du 1^{er} décembre 2016).

La commune ne dispose pas de document d'urbanisme. Elle est régit par le Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Elle s'est engagée dans une procédure d'élaboration de son PLU par délibération du 13 décembre 2014.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme est l'occasion, pour la commune, de mener une réflexion sur le développement de ses bourgs et la cohérence de l'aménagement urbain.



Le territoire de Mond'Arverne Communauté

3 – Les intentions municipales traduites par le PLU

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme est l'occasion, pour la commune de mener une réflexion sur le développement de son territoire et la cohérence de l'aménagement urbain. Les mesures et les choix retenus pour établir le PADD constituent le pivot et l'outil privilégié de mise en œuvre d'objectifs nationaux définis aux articles L.121-1 et L.111-1 du Code de l'urbanisme.

La politique urbaine de la commune s'articule, par ailleurs, avec les principales orientations définies par les documents de planification supra-communaux élaborés sur des territoires incluant la commune.

Les enjeux du diagnostic ...

Le diagnostic/état initial a établi un certain nombre d'enjeux vis-à-vis des différentes thématiques abordées par le PLU. Ces enjeux ont été hiérarchisés par la commune et au besoin territorialisés, pour prendre en compte les spécificités locales au sein du territoire.

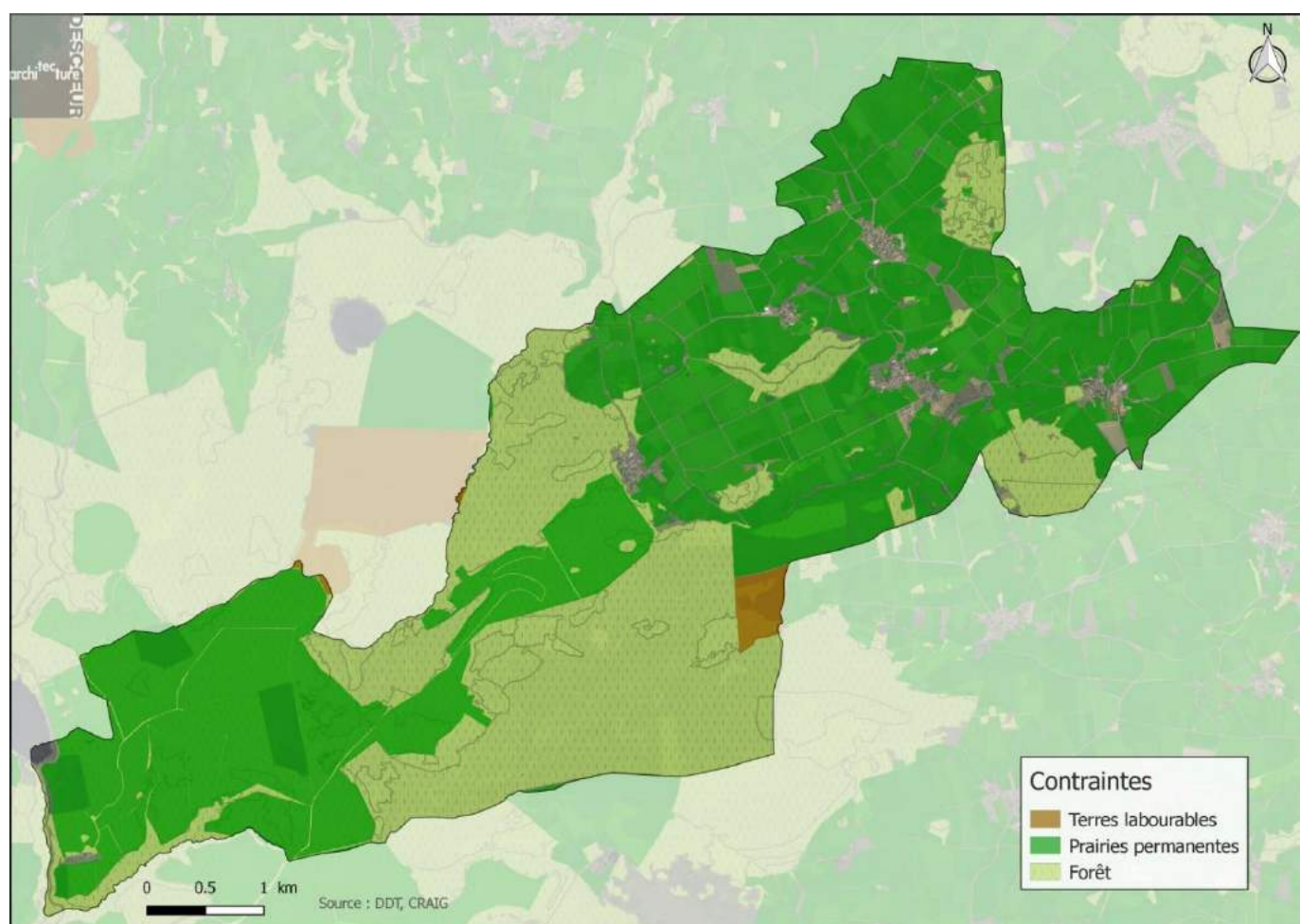
Ils traduisent des objectifs et orientations de développement pour le territoire communal.

L'appropriation des enjeux environnementaux par les élus est en effet essentielle pour garantir leur traduction dans le projet d'aménagement et de développement du territoire et le document d'urbanisme.

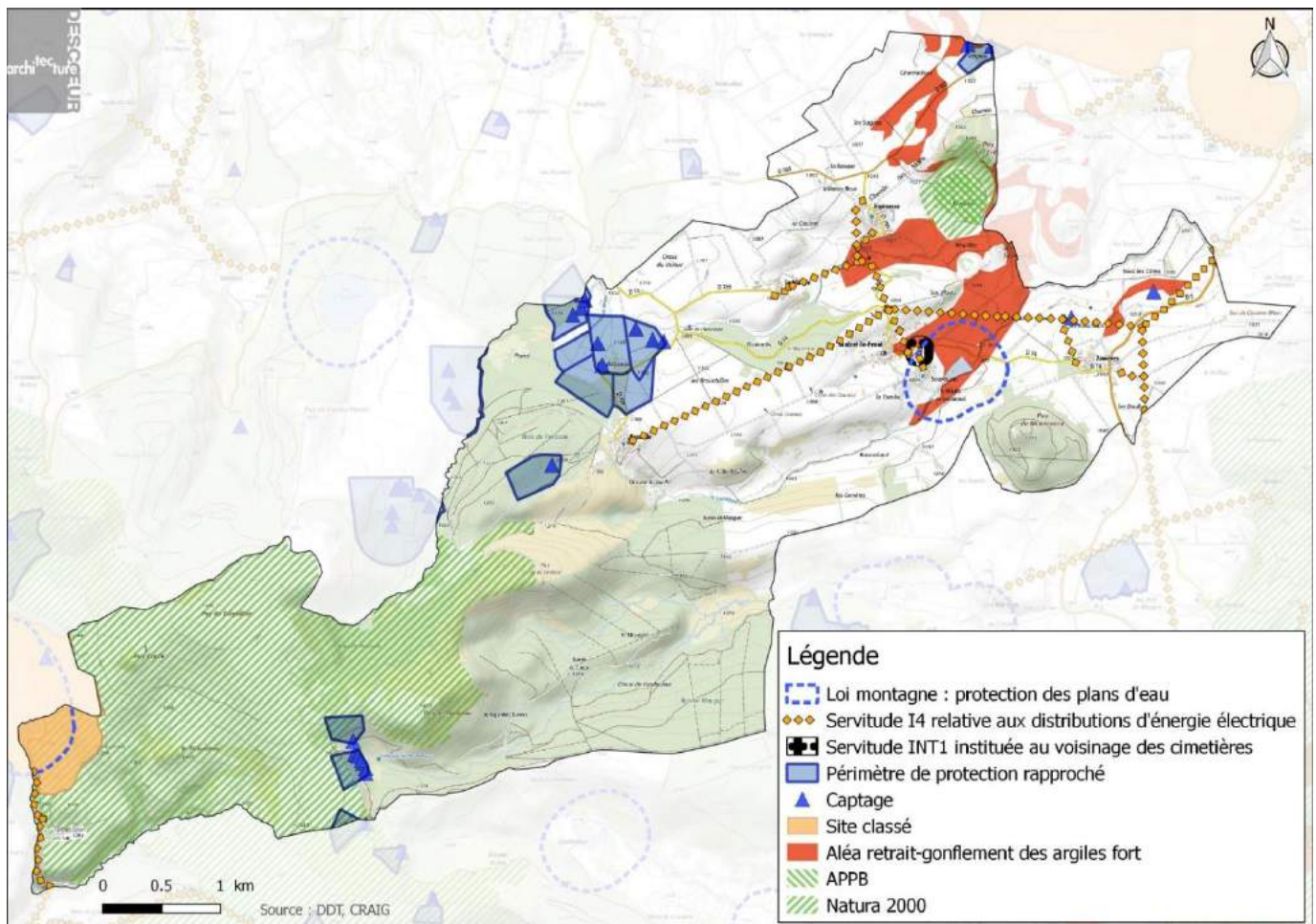
... participent à la définition des orientations du PADD.

Le P.A.D.D. constitue pour l'avenir le cadre de référence et le guide nécessaire à la conduite des opérations d'aménagement qui répondent aux besoins et aux enjeux de la commune. Allégé d'un contenu juridique, il est la « clef de voûte » du P.L.U.

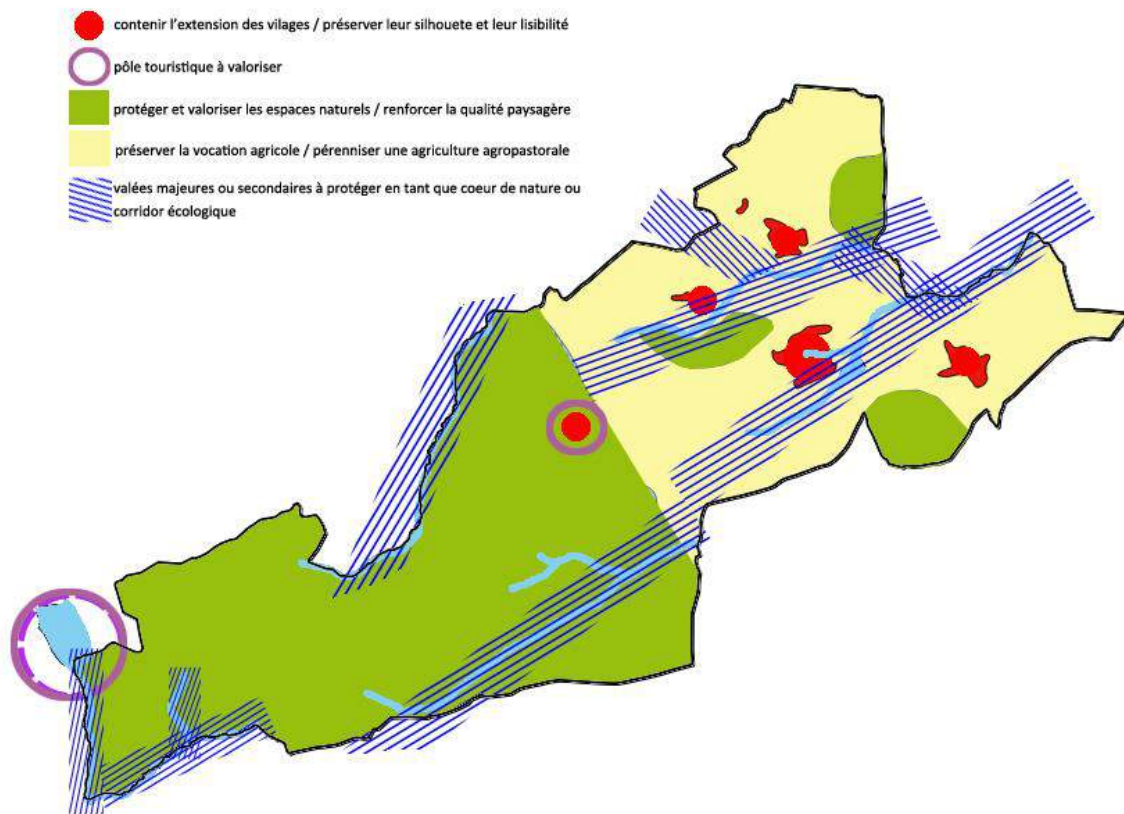
A la suite de la phase de validation du PADD, les études se sont poursuivies par la traduction du projet communal au sein des pièces réglementaires du PLU (zonage, règlement et orientations d'aménagement et de programmation).



Carte de synthèse du Diagnostic : Veiller à protéger les espaces agricoles et forestiers



Carte de synthèse du Diagnostic : Prendre en compte les différentes contraintes (environnementales et naturelles)



Carte du PADD

Traduction au PADD	→ Traduction au PLU
L'organisation urbaine et la vocation habitat <ul style="list-style-type: none"> Favoriser le remplissage des enveloppes urbaines pour limiter la consommation des espaces. Prendre en compte certaines contraintes pour le développement de l'habitat. Viser la mixité des offres de logements 	<p><i>La mise en place de zones urbaines constitue le socle de la production d'habitat. Ce zonage de type Urbain permet le renouvellement urbain, la reconquête des logements vacants et offre des disponibilités foncières adaptées aux besoins de la commune.</i></p> <p><i>Ces zones d'habitat (Ud, Ug) sont limitées au plus près de l'existant.</i></p> <p><i>Elles permettent de favoriser le recyclage des logements (avec réhabilitation de la vacance), d'offrir un potentiel foncier à investir avant de chercher à étendre les extensions urbaines, de participer à limiter la consommation foncière et de proposer des formes d'habitat diversifiées.</i></p>
La vocation agricole du territoire <ul style="list-style-type: none"> Protéger les espaces agricoles. 	<p><i>Le PLU définit une vaste zone agricole (A) constructible dédiée au développement des exploitations agricoles (en termes de bâtiments nécessaires à leur activité).</i></p> <p><i>Elle permet de regrouper sous une seule zone les exploitations agricoles, d'éviter le mitage des paysages et de préserver la qualité agronomique des sols.</i></p>
La qualité de vie <ul style="list-style-type: none"> Maintenir et développer les services et les équipements. Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables. 	<p><i>Outre les équipements et services existants situés dans les bourgs et qui sont gérés par le règlement des zones Ud et Ug, le PLU définit une zone Ue spécifiquement réservée aux équipements présentant un intérêt général lié aux activités administratives, touristiques, d'enseignement, associatives, sportives, culturelles ou de loisirs.</i></p> <p><i>Concernant les économies d'énergie et les énergies renouvelables, le règlement du PLU facilite l'isolation par l'extérieur des constructions existantes et autorise les toitures végétalisées.</i></p>
Les espaces naturels et les corridors bio-écologiques <ul style="list-style-type: none"> Préserver les espaces naturels du territoire. Préserver les trames bleues. Préserver les trames vertes. 	<p><i>Les grands espaces naturels et paysagers de la commune sont concernés par un zonage naturel (N) visant ainsi la protection et la mise en valeur des paysages, du réseau hydrographique et des principaux massifs boisés. Ce principe vise à limiter au maximum tout mitage des paysages. Les trames bleues sont identifiées sur toute leur continuité. L'ensemble de ce zonage N vient conforter le zonage agricole (A) réservé à la mise en valeur des paysages agraires et au développement de l'activité agricole sur le territoire.</i></p>
La vocation économique <ul style="list-style-type: none"> Maintenir et développer les équipements économiques locaux. Développer le numérique. 	<p><i>Le règlement permet le développement des activités (économiques, artisanales, touristiques) existantes, et l'installation de nouveaux services dans les enveloppes urbaines définies qui disposent d'un potentiel constructible.</i></p>
La vocation touristique <ul style="list-style-type: none"> Conforter la vocation touristique et de loisirs. 	<p><i>Le règlement permet le développement des activités touristiques et d'hébergements existantes.</i></p> <p><i>Les paysages les plus emblématiques du territoire reçoivent un zonage naturel (N).</i></p>

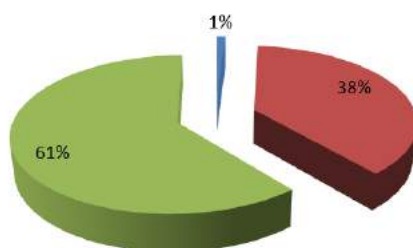
■ Bilan des surfaces du futur PLU :

Surfaces calculées sous SIG.

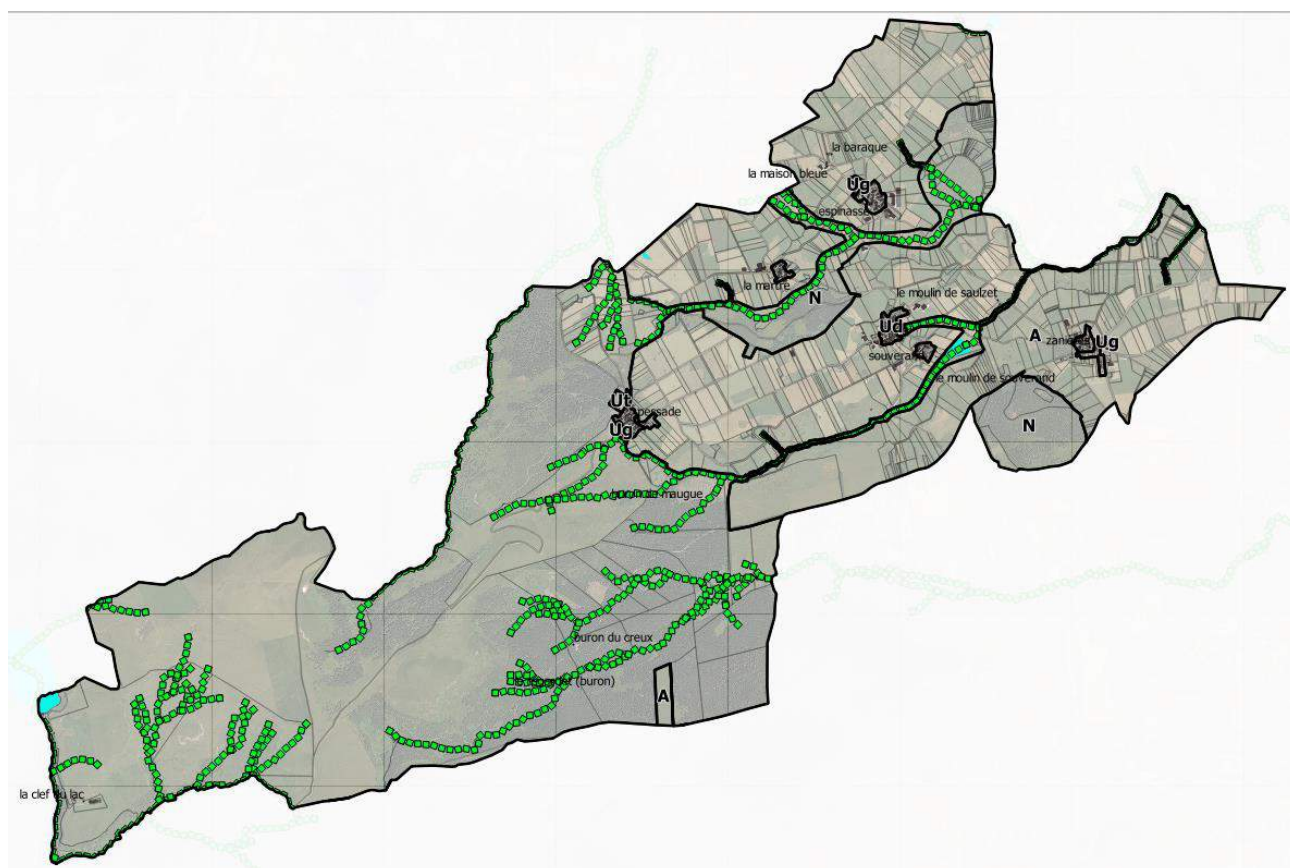
ZONES URBAINES	Ud	Saulzet bourg : 4.29 ha Zanières : 2.57 ha Espinasse : 4.63 ha La Martre : 1.96 ha Pessade : 3.71 ha	17.16 ha
	Ug	Souverand : 2.23 ha Zanières : 3.00 ha Espinasse : 1.64 ha Pessade : 1.92 ha	8.79 ha
	Ue	Saulzet bourg : 0.55 ha	0.55 ha
	Ut	Pessade : 2.36 ha	2.36 ha
	SOUS TOTAL		28.86 ha
ZONES AGRICOLES	A		1 055.10 ha
	SOUS TOTAL		1 055.10 ha
ZONES NATURELLES	N		1 716.84 ha
	SOUS TOTAL		1 716.84 ha

Surfaces du PLU de SAULZET LE FROID

■ zones urbaines ■ zones agricoles ■ zones naturelles



Répartition des surfaces du PLU



Plan de zonage PLU pour Approbation

4. Les projets communaux en faveur de la vocation « HABITAT »

■ Le contexte :

La commune de Saulzet le Froid s'inscrit dans le territoire SUD AGGLO où plus de la moitié de la croissance démographique dépend de la population venant de l'agglomération clermontoise.

Actuellement, l'arrivée d'enfants de 5 à 15 ans est nettement supérieure au départ des étudiants ou jeunes actifs. Cela pourrait ne plus être le cas dans l'avenir.

■ Les perspectives de développement à l'horizon 2032 :

■ Projections démographiques – Scénario 1 - Une croissance comparable aux dernières années : 1 % (variation moyenne annuelle)

Entre 2007 et 2012, la variation annuelle moyenne de la population était de 1 %. Le gain de nouveaux habitants a été de 14 personnes.

Si l'on applique une croissance comparable pour les années à venir (2017-2032), la commune de Saulzet-le-Froid pourrait encore gagner environ 42 habitants supplémentaires dans les 15 prochaines années, ce qui porterait la population communale à **306 habitants environ**.

■ Projections démographiques – Scénario 2 - Une évolution basée sur la croissance attendue dans le territoire de Sud aggro : +1,1

Les projections de l'Insee visent 2031. Si les tendances démographiques constatées entre 2001 et 2006 se prolongeaient, le territoire de Sud aggro pourrait connaître une croissance de +1,1 % (variation moyenne annuelle).

Si l'on applique ce scénario à la commune de Saulzet-le-Froid, soit +1,1%/an jusqu'en 2032, la commune pourrait gagner 47 habitants supplémentaires, ce qui porterait la population communale à environ **311 habitants**.

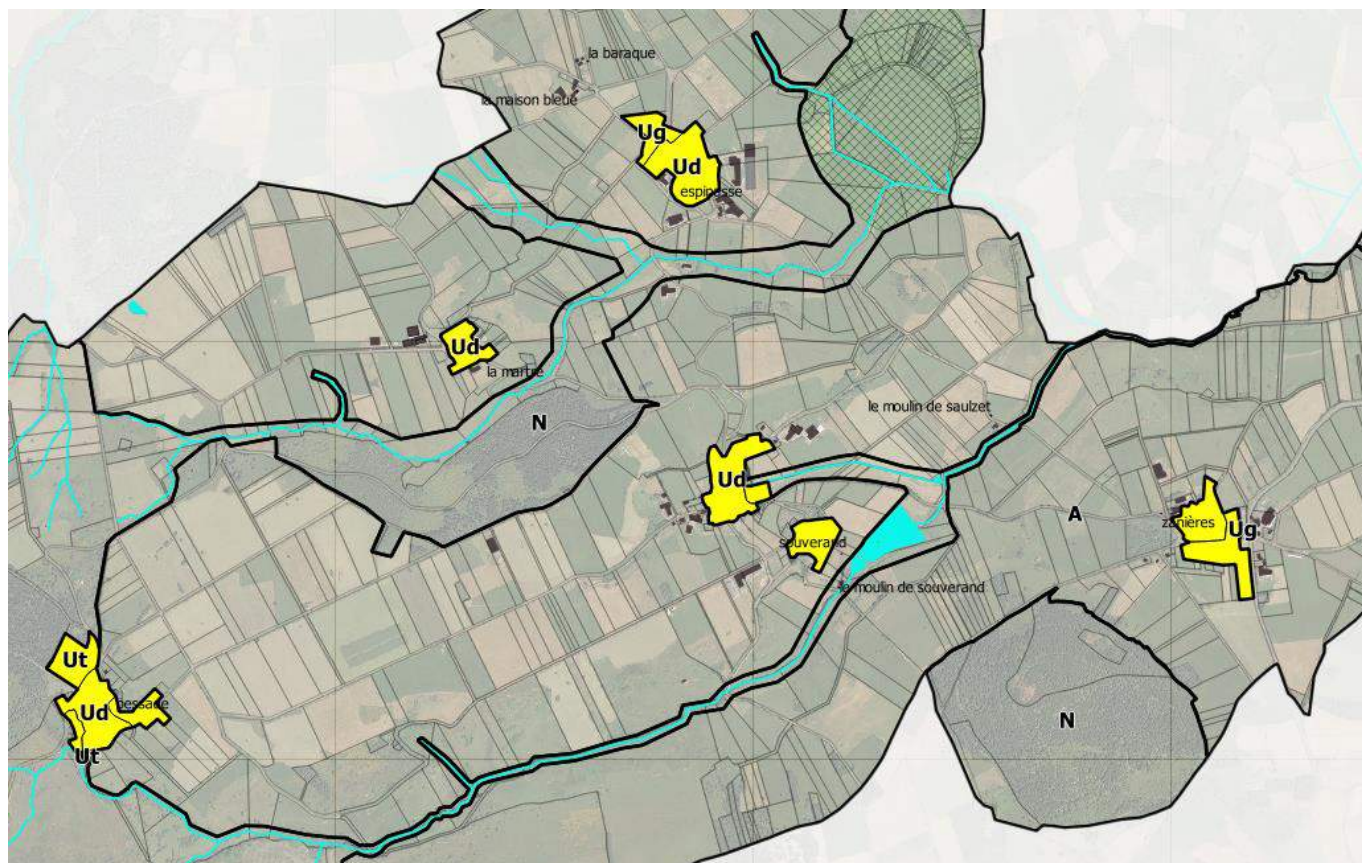
■ Les ambitions communales inscrites au PADD :

La commune souhaite s'engager sur un objectif d'une cinquantaine d'habitants supplémentaires à l'horizon 2032.

■ Les zones d'accueil :

Des zones urbaines sont mises en place sur les enveloppes urbaines existantes du bourg et des principaux villages.

Conformément aux dispositions de l'article R.123-5 du Code de l'Urbanisme, sont classés en zone urbaine (U) les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.



Extrait du plan de zonage pour Approbation – repérage des zones urbaines

Les zones Ud et Ug constituent le socle de la production d'habitat. Elles permettent le renouvellement urbain et offre des disponibilités foncières pour l'implantation de nouvelles constructions. Ce sont des zones multifonctionnelles (regroupement au sein d'un même tissu urbain de fonctions diversifiées : habitat, commerces, équipements, services, artisanat, activités économiques, tertiaires, etc.).

- **La zone Ud** est une zone de centre ancien dense dans laquelle il est souhaitable de favoriser l'aménagement et la transformation des bâtiments existants, ainsi que l'intégration des constructions neuves en vue de conserver à ces lieux leurs caractères et leurs animations. Ce sont des zones multifonctionnelles caractéristiques des centres-bourgs (regroupement au sein d'un même tissu urbain de fonctions diversifiées : habitat, commerces, équipements, services, artisanat, activités économiques, tertiaires, etc.).






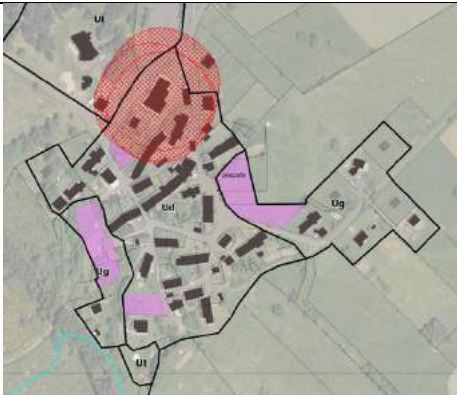
Le PLU définit une zone Ud de centre ancien dense sur le bourg de Saulzet-le-Froid et les hameaux de Pessade, la Martre, Espinasse et Zanières.

- **La zone Ug** est destinée principalement à la construction d'habitations édifiées généralement en ordre discontinu avec une occupation du sol modérée. Ce sont des zones multifonctionnelles (regroupement au sein d'un même tissu urbain de fonctions diversifiées : habitat, commerces, équipements, services, artisanat, activités économiques, tertiaires, etc.).

Les quartiers en extension des villages de Pessade, Espinasse et Zanières reçoivent un zonage Ug ainsi que le village de Souverand.

■ Les capacités des zones d'accueil :

Le potentiel foncier à vocation d'habitat dégagé au PLU est estimé à **3.20 ha** (32.056 m²).

		
Saulzet bourg : 0.36 ha	Souverand : 0.58 ha	Zanières : 0.67 ha
		
Espinasse : 0.94 ha	La Martre : 0.08 ha	Pessade : 0.57 ha

Estimations	PLU pour Approbation
Potentiel Habitat (Ud, Ug)	32 056 m ²
Rétention foncière estimée	30%
Potentiel Habitat avec rétention foncière	22 439 m ²
Surface moyenne par logement	700 m ²
Potentiel Logements	32
Nombre de personnes par ménage estimé en 2032	2
Nombre de nouveaux habitants potentiellement accueillis entre 2017 et 2032	64
Estimation de la population communale en 2032	328

5. Les projets communaux en faveur de la vocation « ECONOMIE »

■ Le contexte :

Les dernières données Insee montrent une population active en progression, tout comme le taux de chômage qui a plus que doublé entre 2008 et 2013.

Le nombre d'emplois offert par la commune est en hausse ; parallèlement, le nombre d'actifs travaillant hors de la commune a lui aussi progressé. Par voie de conséquence, les migrations pendulaires sont en augmentation.

Selon l'INSEE, la commune de Saulzet-le-Froid compte 14 entreprises au 1^{er} janvier 2015 principalement dans le domaine du commerce de l'hébergement et de la restauration. Pour 40% d'entre elles, ce sont des entreprises implantées depuis plus de 6 ans sur le territoire.

De par sa situation, la commune développe également une vocation touristique affirmée et à ce titre, elle accueille sur son territoire, des zones d'hébergements et de loisirs.

■ Le zonage du PLU :



2 zones Ut ont été définies sur le village de Pessade.

Elles permettent de conforter des activités à caractère touristique et de loisirs existantes :

- Secteur Nord : il s'agit du secteur du Centre Pleine Nature et du départ de la zone nordique de Pessade.



- Secteur Sud : Il s'agit d'une zone d'hébergement touristique (yourtes).



6. Les projets communaux en faveur du cadre de vie et de la valorisation du patrimoine

■ Le contexte :

Parce qu'ils participent à la qualité de la vie dans les quartiers, les équipements de proximité peuvent représenter un vecteur de développement de l'attrait résidentiel de la ville.

Saulzet-le-Froid ne dispose d'aucun établissement scolaire (Les enfants de maternelle et primaire sont dirigés prioritairement sur les établissements de la commune d'Aydat), ni de services de santé.

■ Le zonage du PLU :

La zone Ue est une zone destinée à l'implantation de constructions et d'équipements publics ou privés d'intérêt général, liés aux activités administratives, touristiques, d'enseignement, associatives, sportives, culturelles ou de loisirs.



Une unique zone Ue est définie par le PLU sur une zone existante à vocation d'équipements publics situées en entrée Est du bourg de Saulzet-le-Froid. Ce secteur regroupe la salle d'activités, les sapeurs-pompiers, une zone de stationnements, un espace de jeux d'enfants et un point d'apport volontaire. Cet espace participe à la qualité de vie sur la commune.



7. Les projets communaux en faveur de la vocation agricole

■ Le contexte :

La commune de Saulzet le Froid appartient à la Petite Région Agricole (PRA) des Dômes. Elle est incluse dans l'aire de production AOP du cantal, Saint Nectaire, Veau du Limousin, Volailles et porcs d'Auvergne.

La Surface Agricole Utilisée (SAU) est en hausse depuis 1988. Elle est de 1 353 ha et correspond à la SAU des exploitations ayant leur siège sur la commune (ce chiffre comprend donc des surfaces exploitées en dehors du territoire communal et ne prend pas en compte les surfaces exploitées par des exploitants situés en dehors de la commune).

Le nombre d'exploitations ne cesse de diminuer, alors que le cheptel est plutôt stable.

Un des axes forts du PADD est de préserver et accompagner la dynamique agricole.

■ Le zonage du PLU :

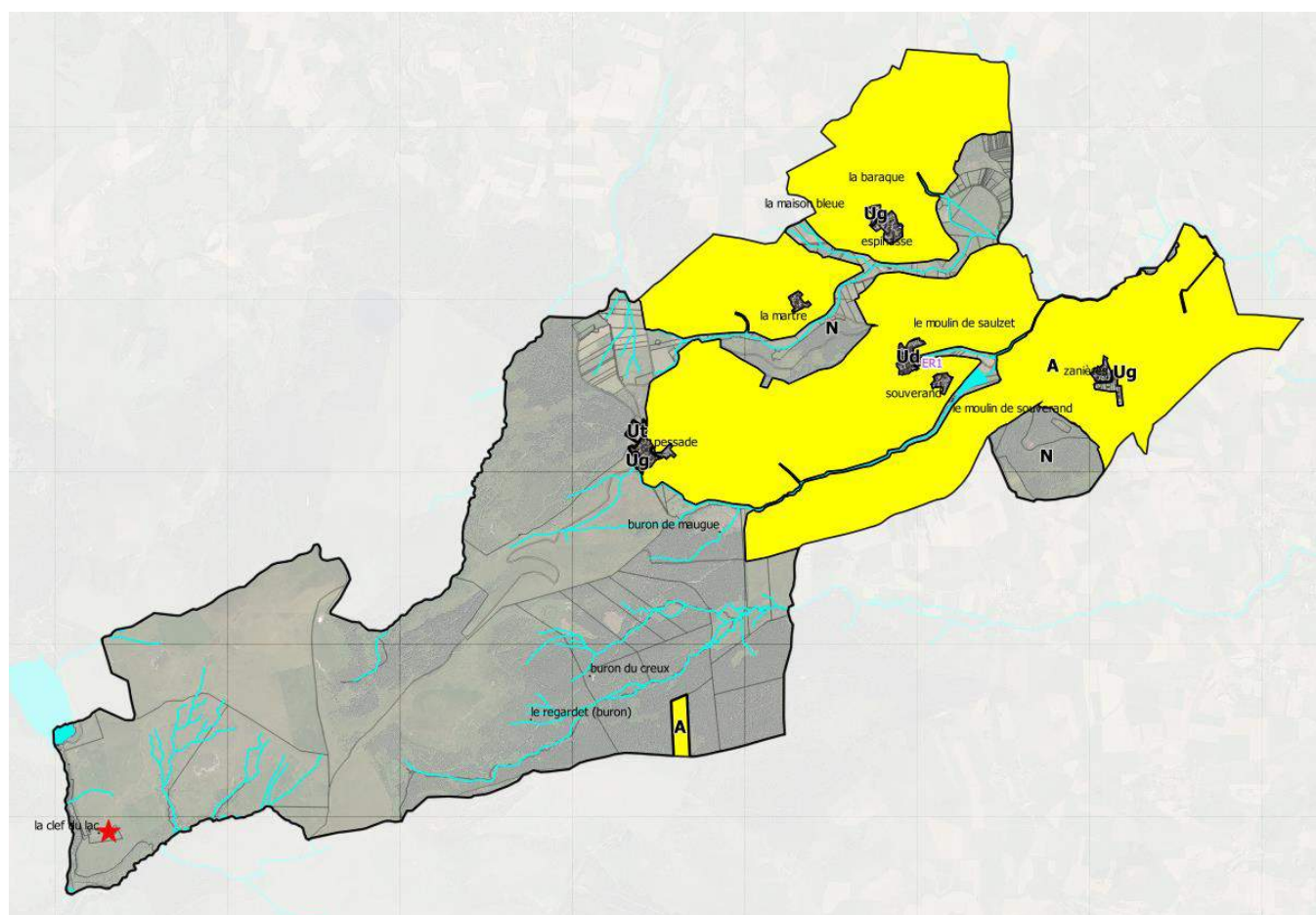
La zone A est une zone à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. L'objectif est la préservation des espaces agricoles. Seuls y sont autorisés le maintien ou la restructuration des activités agricoles et la construction des bâtiments d'exploitation ou d'habitation nécessaires aux agriculteurs.

La zone agricole couvre :

- l'essentiel des espaces agricoles,
- la quasi-totalité des exploitations agricoles. Les bâtiments agricoles existants ont été repérés au PLU. Seuls les bâtiments situés au sein des zones urbaines ne sont pas intégrés à la zone A. Cela concerne une exploitation située dans le centre de Pessade et une autre sur le village de Zanières.

Objectifs recherchés de la zone agricole :

- Délimiter et protéger les espaces valorisés par l'activité agricole ;
- Favoriser le maintien et le développement des sièges d'exploitation et des bâtiments de production agricole existants.



Extrait du plan de zonage pour Approbation – repérage de la zone agricole

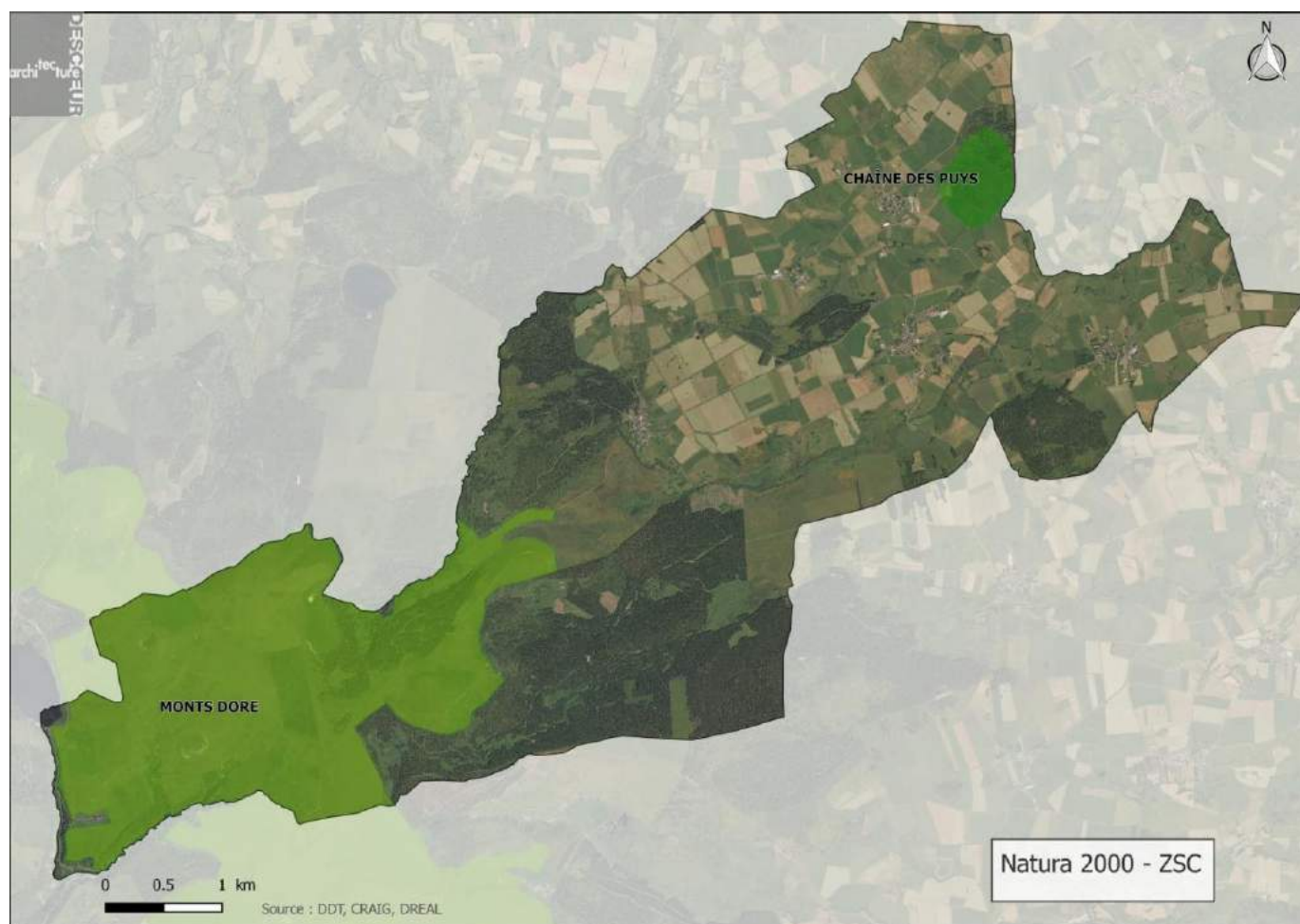
8. Les projets communaux en faveur des espaces naturels et des paysages

■ Le contexte :

La commune de Saulzet-le-Froid se situe à cheval sur l'entité paysagère des Pays Coupés et sur celles des massifs et plateaux volcaniques des Monts Dore. Cette situation lui confère une richesse paysagère particulière largement déterminée par la géologie couplée avec l'action de l'érosion, des ruisseaux et des glaciers qui ont fini de sculpter les formes du relief actuel.

Il résulte de cette histoire géologique des sortes d'espaces de très grande qualité naturaliste et esthétique dont la diversité sur ce territoire de montagne relativement confiné et facile d'accès a favorisé l'attractivité et l'exploitation des ressources dès l'avènement du tourisme au XIXème siècle (lacs, sommets, cascades...).

La commune est concernée par plusieurs zonages naturels, dont 2 sites NATURA 2000 ZSC, 1 site classé et 1 arrêté de protection de biotope.



■ NATURA 2000 ZSC « Chaîne des Puys » (FR8301052)

La désignation du site Natura 2000 de la Chaîne des Puys vise prioritairement les pelouses et landes d'altitudes réparties sur les flancs et sommets des volcans et entretenues par l'activité pastorale ancestrale, essentiellement ovine. Elle vise également une végétation particulière et clairsemée, emblématique, qui se développe sur les éboulis et scories volcaniques. Ainsi la Chaîne des Puys offre ses 90 édifices volcaniques en alignement du nord au sud qui constituent un paysage unique au monde avec des influences géo-climatiques (altitudes de 600 à 1450m et toutes les orientations) et des activités humaines (pastoralisme en particulier et sylviculture) qui engendrent un patrimoine naturel riche et diversifié. Ce sont ainsi 12 habitats (milieux naturels) d'intérêt européen (sur 35 habitats inventoriés) qui coexistent en mosaïques sur 2041 ha éparpillés en 9 entités sur 8 communes.



L'importance de la Chaîne des puys est liée à l'alignement nord-sud de ses 90 édifices volcaniques qui offrent des conditions géo-climatiques variées et permet le développement d'un patrimoine paysager et naturel, riche et varié

De plus, la **Narse d'Espinasse** offre l'une des plus belles stations nationales de Ligulaires de Sibérie et une importante population de Cuivré de la Bistorte, ce qui lui vaut un classement en Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope.

Ainsi, la qualité du patrimoine paysager et naturel de la Chaîne des Puys lui vaut un classement en site classé et un projet d'inscription aux biens du patrimoine mondial de l'UNESCO.

■ **NATURA 2000 ZSC « Les Monts Dore » (FR8301042)**

S'étendant autour du Puy de Sancy (1866m) le site s'étale à une altitude moyenne de 1050m. Creusé des 3 vallées glacières de la Dordogne, de Chaudesfour et de la Fontaine salée.

Le site englobe aussi l'ensemble remarquable du lac Guéry et des roches phonolithiques de Tuilière et Sanadoire.

Le risque principal est la pression touristique. En particulier du fait des stations de sport d'hiver au nombre de 3.

La conservation de la richesse floristique du site passe par sa maîtrise raisonnée. Les domaines skiables sans grand intérêt écologique sont exclus de façon à ne pas gêner inutilement leur gestion.



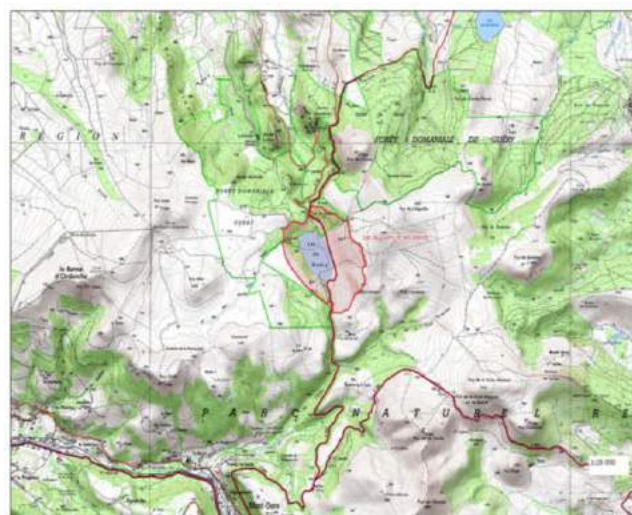
■ **Site classé du lac de Guéry et de ses abords**

Date de l'arrêté : 27 juillet 1973

Communes concernées : Mont-Dore, Orcival, Perpezat, Saulzet-le-Froid

Superficie : 145,44 ha

La protection actuelle, le classement acté en 1973, englobe le lac, les rives à l'est et au sud sur 500 mètres environ, et les rives ouest et nord-ouest, plus pentues, sur 250 mètres environ. Au nord, elle s'étend jusqu'au col de Guéry et vient buter sur les Roches de Sanadoire et de Tuilière, elles-mêmes protégées en tant que site naturel inscrit. Cet ensemble naturel protégé correspond grosso-modo au sud au bassin versant du cours d'eau, qui s'écoule du lac jusqu'à sa jonction avec un ruisseau plus large, le ruisseau de l'Enfer.



Mise à jour : DREAL 2016

■ **Arrêté de protection de biotope : la narse d'Espinasse (arrêté du 15 juillet 1988).**

La Narse d'Espinasse est un marais méso-eutrophe tourbeux niché dans un cratère de maar (explosion phréato-magmatique) au pied du Puy de l'Enfer au sud de la Chaîne des Puys.

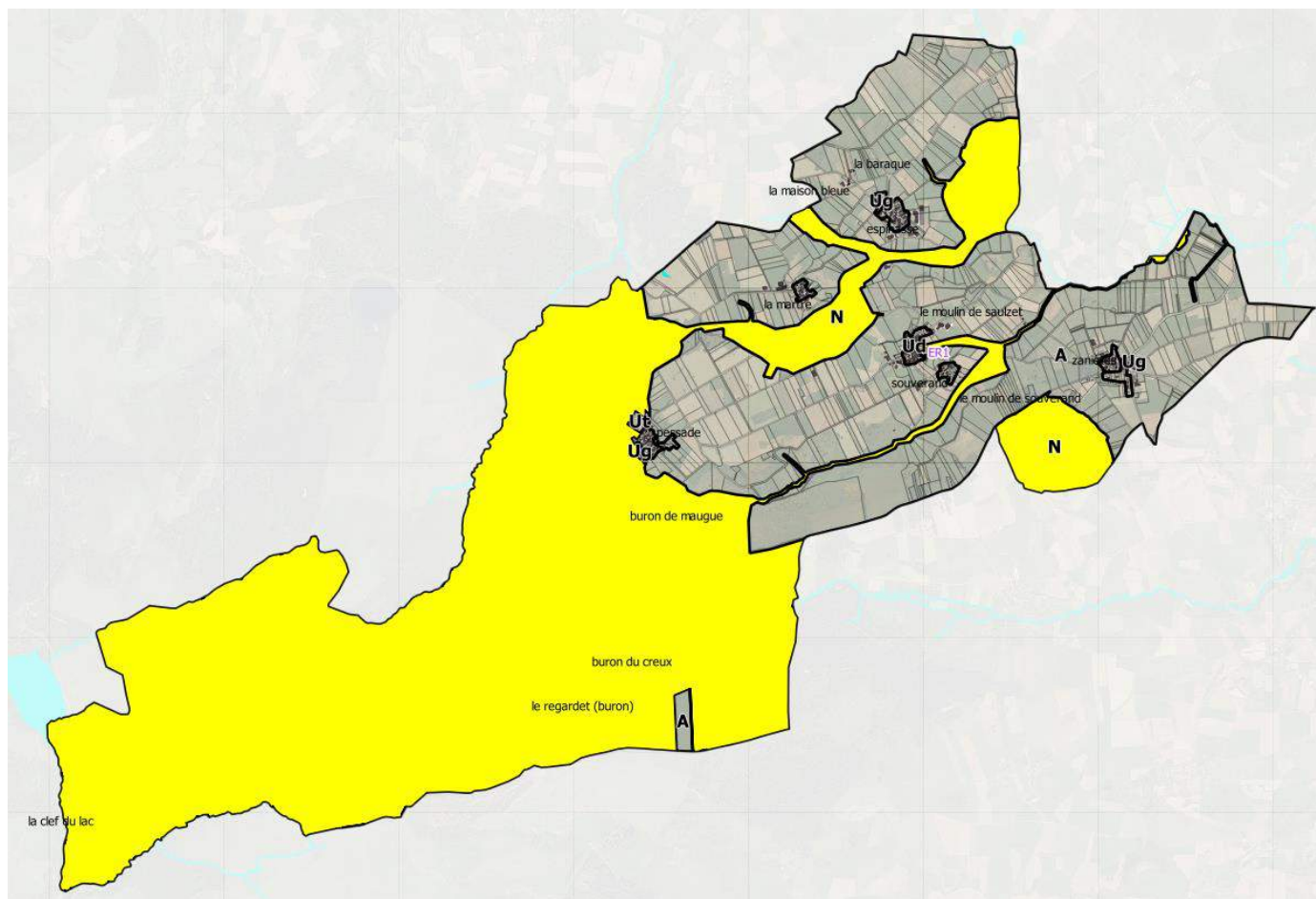
L'ancien lac de cratère, comblé à la fois par des matériaux détritiques et par les apports organiques liés à la végétation, est devenu aujourd'hui un marais, dont l'assèchement s'est accéléré du fait des actions anthropiques (drainage, route).



La présence de ces sites NATURA 2000 implique une évaluation des incidences du PLU sur ces derniers.

- **Le zonage du PLU :**

La zone N est une zone à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt –notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.



Extrait du plan de zonage pour Approbation – repérage de la zone agricole

La zone N définie au PLU, couvre toute la partie Ouest du territoire, prenant en compte :

- * le site NATURA 2000 ZCS,
- * les ZNIEFF de type 1
- * et la ZNIEFF de type 2 « Monts Dore »,
- * le site classé du Lac de Guéry et de ses abords,
- * les réservoirs de biodiversité inscrits au SRCE,
- * le ruisseau de la Croix Morand ,
- * le ruisseau de l'Enfer,
- * les principaux massifs boisés.

Cette vaste zone N se poursuit sur la partie Est du territoire suivant le tracé du Labadeau, de la Veyre, du ruisseau de la Narse et du ruisseau de Chevalard., ainsi que sur le puy de Monténard. Elle vient traverser les espaces agraires de la commune qui reçoivent un zonage agricole A dont la constructibilité limitée permet de préserver ces espaces à enjeux paysagers.

En dehors des zones urbaines des villages, quelques constructions ponctuent l'ensemble du territoire. Considérées comme déconnectées de tout noyau urbain, implantées de manière isolée dans les espaces naturels, elles présentent souvent une vocation d'habitat. Le règlement de la zone naturelle N, même s'il ne permet pas la construction de nouvelles habitations, autorise néanmoins la poursuite de cette vocation d'habitat, conformément à la Loi ALUR et la Loi Macron : les constructions existantes peuvent ainsi être rénovées et agrandies sous conditions.

De plus, des mesures réglementaires favorables à la défragmentation sont mises en place par le futur PLU dans toutes les zones :

- * Les plantations devront être majoritairement d'essences locales. Toutes les espèces exotiques invasives et les essences allergènes sont à éviter.
- * L'aménagement des abords et des espaces résiduels situés entre les façades et les clôtures ou alignements de voirie, doit faire l'objet d'un traitement végétalisé (au moins égal à 20% ou à 50% selon les zones) de la superficie totale des espaces libres de l'unité foncière.
- * Les clôtures sur rue et les clôtures séparatives ne sont pas obligatoires. Lorsqu'elles existent, elles seront végétalisées et devront être perméables pour assurer la libre circulation de la petite faune. Les murs pleins sont interdits

DEPARTEMENT du Puy-de-Dôme

1.4

COMMUNE de

SAULZET-LE-FROID



SCP DESCOEUR F et C
Architecture et Aménagement du Territoire
49 rue des Salins
63000 Clermont Ferrand
Tel : 04.73.35.16.26.
Fax : 04.73.34.26.65.
Mail : scp.descoeur@wanadoo.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRESENTATION Tome 4 : Annexes du Diagnostic

PRESCRIPTION

Délibération du conseil municipal du 13 décembre 2014

ARRET DU PROJET

Délibération du conseil municipal du 13 mai 2017

APPROBATION

Délibération du conseil municipal du

MODIFICATIONS – REVISIONS PARTIELLES MISES A JOUR

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...

PREAMBULE	5
A. LE CONTENU DU PLU	6
B. PRISE EN COMPTE DES DIFFERENTES PROBLEMATIQUES POUR DEFINIR LES ENJEUX DU PLU	9
C. PRISE EN COMPTE DE LA SANTE ENVIRONNEMENTALE	10
1ER PARTIE LE DIAGNOSTIC COMMUNAL	11
A. PRESENTATION DU TERRITOIRE	12
1. Situation du territoire	12
2. Les éléments physiques composant le territoire	13
3. Articulation avec les documents supra communaux	15
B. DEMOGRAPHIE	23
1. Le contexte supra communal	23
2. Le diagnostic démographique	24
3. Les perspectives de développement	25
C. ECONOMIE	28
1. L'Emploi	28
2. Le tissu économique	29
3. La vocation touristique	30
4. Perspectives de développement	33
D. LA VOCATION AGRICOLE	35
1. Rappels des lois et textes juridiques	35
2. Les contraintes supra-communales	36
3. L'agriculture à Saulzet-le-Froid	37
E. EQUIPEMENTS ET SERVICES	44
1. Les équipements scolaires et les services de l'enfance	44
2. Equipements sportifs et culturels	44
3. Services publics	44
4. Santé	44
5. Les Associations	45
F. MOBILITE	47
1. Les axes routiers	47
2. Les modes de déplacements	48
3. Les transports en communs	49
2E PARTIE HABITAT ET URBANISME	53
A. DEVELOPPEMENT URBAIN	54
1. Le territoire de Saulzet-le-Froid	54
2. Saulzet-le-Froid et Souverand	57
3. Pessade	59
4. Espinasse	60
5. Zanières	61
6. La Martre	62
7. Les contraintes portées sur l'évolution des villages	63
B. ARCHITECTURE TRADITIONNELLE ET RECENTE	65
1. Que dit le SCoT du Grand Clermont... ..	65
2. Les principales caractéristiques du bâti (matériaux)	66
3. Le patrimoine architectural non protégé	69
4. Le patrimoine archéologique	70
5. Les constructions traditionnelles	70
6. Le petit patrimoine	71
C. HABITAT	74
1. Rappel des lois et textes règlementaires	74
2. Le contexte intercommunal de l'habitat : le PLH	74
3. L'habitat à Saulzet-le-Froid	75
4. Les Perspectives de Développement	79

Préambule

... concernant le contenu d'un document PLU

A. Le contenu du PLU

➔ Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

➔ Article L. 151-1 du Code de l'Urbanisme :

« Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L. 101-1 à L. 101-3. Il est compatible avec les documents énumérés à l'article L. 131-4 et prend en compte ceux énumérés à l'article L. 131-5. »

➔ Article L131-4 du Code de l'Urbanisme :

« Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec : 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;

2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;

3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;

4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;

5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L. 112-4. »

➔ Article L. 151-2 du Code de l'Urbanisme :

« Le plan local d'urbanisme comprend :

1° Un rapport de présentation ;

2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;

3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;

4° Un règlement ;

5° Des annexes.

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique. »

■ Le contenu du Rapport de Présentation

En préalable, le rapport de présentation, selon l'article R.123-2 du Code de l'Urbanisme :

- 1) Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 ;
- 2) Analyse l'état initial de l'environnement ;

Notes

...

Le plan local d'urbanisme doit, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer et de la charte du parc naturel régional, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat.

Il doit également être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-3 du même code.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans."

- 3) Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 151.41 ;
- 4) Évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

En cas de modification ou de révision, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés."

■ L'Évaluation Environnementale

La préservation de l'environnement apparaît comme un des objectifs les PLU.

La Directive européenne sur l'évaluation des incidences des Plans et Programmes sur l'environnement rend obligatoire l'évaluation environnementale des plans et programmes, et vient compléter les exigences de la Loi SRU.

Cette directive a été transposée en droit français par l'ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004. Cette transposition a été complétée par la parution de 2 décrets d'application en date du 27 mai 2005.

- Le décret n°2005-613 décline la notion d'évaluation environnementale des plans et programmes de manière générale et en dessine le contenu.
- Le décret n°2005-608 est relatif à l'évaluation environnementale des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement et modifie le code de l'urbanisme.

Désormais, selon l'article R.121.11 modifié, se trouvent soumis à une obligation d'évaluation environnementale :

1/ les PLU qui permettent la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements mentionnés à l'article L.414.4 du code de l'environnement ;
2/ lorsque les territoires concernés ne sont pas couverts par un SCoT ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale dans les conditions de la présente section :

- a/ les PLU relatifs à un territoire d'une superficie supérieure ou égale à 5 000 ha, et comprenant une population supérieure ou égale à 10 000 habitants
- b/ les PLU qui prévoient la création, dans des secteurs agricoles ou naturels, des zones U ou AU, d'une superficie supérieure à 200 ha
- c/ les PLU des communes situées en zone de montagne qui prévoient la réalisation d'unités touristiques nouvelles soumises à l'autorisation du préfet coordinateur de massif
- d/ les PLU des communes littorales au sens de l'article L.312.2 du code de l'environnement qui prévoient la création, dans des secteurs agricoles ou naturels, des zones U ou AU d'une superficie supérieure à 50 ha.

La démarche / description de la manière dont l'E.E a été réalisée

L'évaluation environnementale doit avoir pour but de justifier les orientations du PLU au regard des enjeux environnementaux, à partir d'un état initial solide et d'une étude objective des incidences du PLU.

L'évaluation environnementale a été réalisée de manière parallèle à l'élaboration du projet en phase suffisamment avancée de ce dernier afin de pouvoir travailler sur des données assez exhaustives.

Contenu réglementaire de l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale doit figurer dans le rapport de présentation du document d'urbanisme.

Selon l'article R. 123-2-1 du Code de l'Urbanisme, « lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L. 121-10 et suivants, le rapport de présentation :

- 1^{er} Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;
- 2^o Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;
- 3^o Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 214-18 à R. 214-22 du code de

Qu'est-ce qu'une Évaluation Environnementale ?

• • •

- en tant que concept est une démarche d'intégration de l'environnement en rendant compte des effets potentiels ou avérés sur l'environnement de toute initiative
- en tant que procédure est un cadre particulier pour formaliser l'exigence d'intégration de l'environnement dans la prise de décision.

L'évaluation environnementale n'est pas une étape, encore moins une formalité, elle se fait en continu et nourrit la conception même du plan.

Les Objectifs d'une Évaluation Environnementale

• • •

- Prévenir d'éventuels dommages aux milieux naturels remarquables / vérifier que les projets ne portent pas atteinte aux habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire présents dans un site Natura 2000 ou / redéfinir les projets de manière à éviter de telles atteintes.
- Évaluer les choix du projet par rapport à des objectifs environnementaux considérés comme communs à toute politique
- contribuer à un meilleur projet pour l'environnement.
- outil d'aide à la décision, éclairer l'autorité publique

l'environnement ainsi qu'à l'article 2 du décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000 ;

· 4° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré par rapport aux autres solutions envisagées. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;

La démarche de réflexion :

Les facteurs environnementaux (constituant les deux thèmes majeurs : environnement lié à la planète, environnement lié à l'homme) sont pris en compte dans l'élaboration du PLU et analysés dans l'évaluation environnementale.

B. Prise en compte des différentes problématiques pour définir les enjeux du PLU

Prendre en compte **l'environnement** dans les **plans locaux d'urbanisme** nécessite d'une part d'identifier les enjeux environnementaux présents sur le territoire communal, et d'autre part, de s'assurer de leur intégration au fur et à mesure de l'élaboration du projet.

Ainsi, l'objectif principal du rapport de présentation vise à comprendre le territoire dans toutes ses dimensions et composantes – traduit au travers d'un diagnostic et d'une évaluation environnementale - afin d'en dégager des enjeux et orientations.

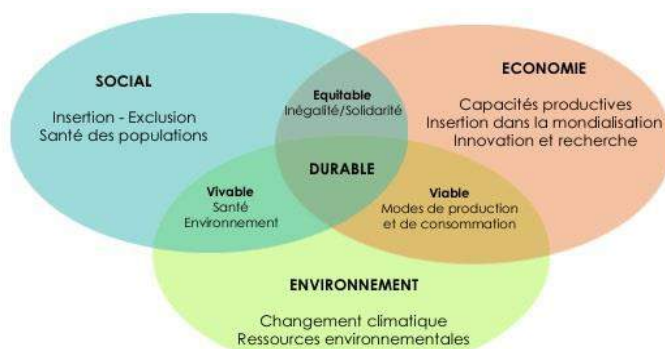
Cette étude a été réalisée dans le souci de répondre, au mieux, aux objectifs de développement durable. Le développement durable correspond à la volonté de se doter d'un nouveau projet de société pour tenter de remédier aux excès d'un mode de développement économique dont les limites sont devenues perceptibles.

L'étude invite ainsi chacun à réfléchir à son mode de vie, à ses comportements, à son mode de consommation, de production et de l'inciter à en changer afin de le rendre compatible avec les valeurs qu'il défend

Le développement durable est à l'intersection des trois sphères environnementale, sociale et économique. Le rapport de présentation analyse ainsi les paramètres de l'état environnemental initial - dans ses dimensions territoriales, paysagères, naturelles, patrimoniales et socio-économiques – permettant de dégager les différents atouts et menaces du territoire communal.

Ce profil environnemental permet de dégager d'une part les enjeux, et d'autre part les stratégies de développement de la commune.

La présentation des différentes problématiques analysées n'est pas hiérarchisée, tant les enjeux mis en évidence sont tous importants et surtout dépendants les uns des autres pour le devenir du territoire.



Source : Association 4D

Le développement durable se veut un processus de développement qui concilie l'environnement, l'économie et le social et établit un cercle vertueux entre ces trois sphères.

C'est un développement, respectueux des ressources naturelles et des écosystèmes, qui garantit l'efficacité économique.

Une stratégie de développement durable doit être une stratégie gagnante de ce triple point de vue.

C. Prise en compte de la santé environnementale

Il est important de rappeler que la Charte européenne de l'environnement et de la santé reconnaît à chaque individu le droit : « de bénéficier d'un environnement permettant la réalisation du niveau le plus élevé possible de santé et de bien-être ; d'être informé et consulté sur les plans, les décisions et les activités susceptibles d'affecter à la fois l'environnement et la santé ; de participer au processus de décision ».

Il ne faut pas faire impasse sur les moyens d'obtenir une bonne qualité de vie pour tendre vers le bien vivre ensemble en se référant toujours à l'homme qui est au centre du processus.

Dans le cadre du diagnostic du PLU plusieurs thèmes sont envisageables dans la mesure où ils seront traités de manière transversale.

Par ailleurs le choix des thèmes et la réflexion devra être opérationnelle afin de se retrouver dans le PLU régalien, à destination de sa mise en œuvre par l'homme pour l'homme.

Là nous retrouvons le sens de la loi « SOLIDARITE » Renouvellement Urbain.

Ces thèmes ont tous une influence sur la santé de l'homme :

- **Forme urbaine** et prise en compte de la consommation d'espace.
Les performances bioclimatiques seront abordées dès cette étape avec identification par cartographie et justification des futurs sites à habiter.
- **Déplacements doux** avec cartographie des chemins à conserver et réfléchir sur d'éventuels nouveaux cheminements à mettre en place. Possibilité d'une identification de zonage à cet effet sur la cartographie du PLU.
- **Stationnement** avec définition des besoins par rapport à l'usage et le traitement environnemental de ceux-ci dans le cadre du développement durable. Introduction de ces données dans le règlement des zones du PLU. Réflexion sur les aires de co-voiturage.
- **Risques naturels et technologiques** avec identification des secteurs à risque (mouvement de terrain, feux de forêt, inondation....)
Se poser la question du risque combiné naturels et technologiques. La santé de l'homme se raccroche à la notion de risque qui se retrouvera déterminant pour des choix de zonage.
- **L'eau potable, superficielle et profonde.** Il relève aujourd'hui d'un intérêt majeur de protéger les différentes ressources qui sont indispensables à la qualité de l'environnement et donc de la vie de l'homme et inévitablement de sa santé.
- **Trame verte et bleue,** un zonage d'identification est absolument nécessaire pour analyser le fonctionnement écologique indispensable au bon équilibre de la biodiversité nécessaire pour bien vivre ensemble et préserver l'avenir (Cours d'eau, milieux humides, forêts, haies, plantation d'alignement....).
- **Utilisation de la biodiversité** comme élément de confort et d'amélioration du bien-être. Réalisation de fiches sur les végétaux en fonction de la géographie du territoire communal et des « espaces à habiter »
- **Patrimoine urbain et paysagé.** Identification des éléments à protéger ou à mettre en valeur dans le cadre du bien vivre ensemble dans un cadre agréable. Repérage des zones d'habitat en fonction de micro climat et d'ensoleillement.
- **Identification des équipements partagés** avec un essai de zonage spécifique de ceux-ci, nous permettant d'affiner la notion de qualité de vie, du bien vivre ensemble et forcément l'impact sur la santé de l'homme.
- **L'agriculture** comme élément fort de l'homme sur le territoire avec les différents espaces d'utilisation entraînant parfois des lignes de transition avec l'espace urbain.
- Réflexion sur la **consommation responsable** des espaces avec une vision sur les espaces de proximité qui peuvent être nécessaire à l'économie de l'homme et sa santé par le biais d'une production raisonnée.

1er PARTIE

LE DIAGNOSTIC COMMUNAL

A. PRESENTATION DU TERRITOIRE

1. Situation du territoire

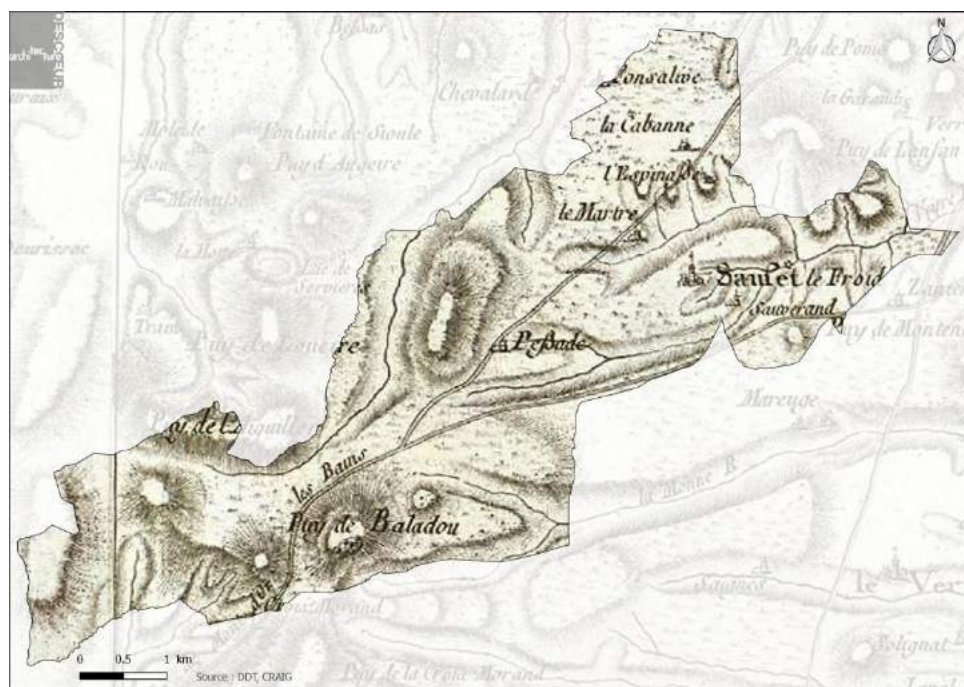
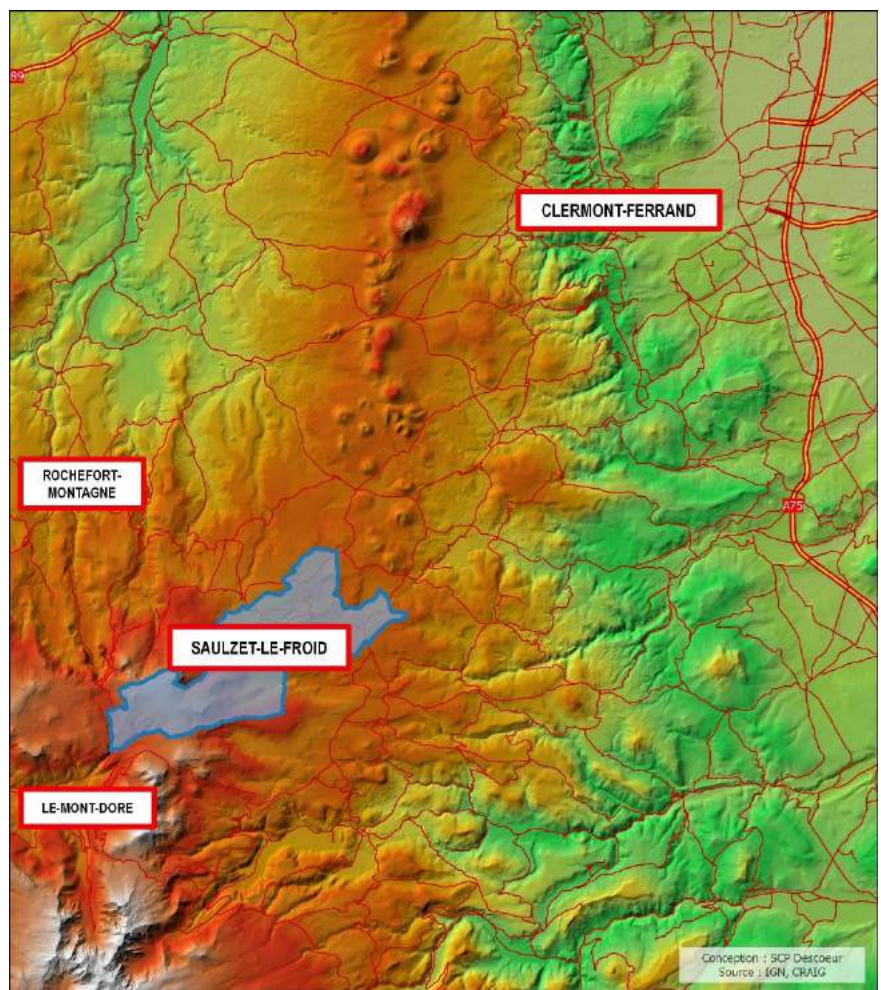
La commune de Saulzet-le-Froid est située au Sud du département, dans le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne, à une trentaine de kilomètres au Sud-Ouest de Clermont-Ferrand, Jusqu'en Mars 2015, Saulzet le Froid faisait partie du canton de Saint- Amand Tallende. Suite au redécoupage des cantons du département, elle est désormais rattachée au canton d'Orcines.

L'essentiel de l'activité est agricole avec en majorité la production de lait et la fabrication du fromage Saint- Nectaire.

L'activité touristique est de plus en plus présente. La commune comprend de nombreux hébergements touristiques et un centre pleine nature sur le village de Pessade.

La commune est composée de 5 hameaux s'ajoutant au bourg : Espinasse, La Martre, Pessade, Souverand et Zanières.

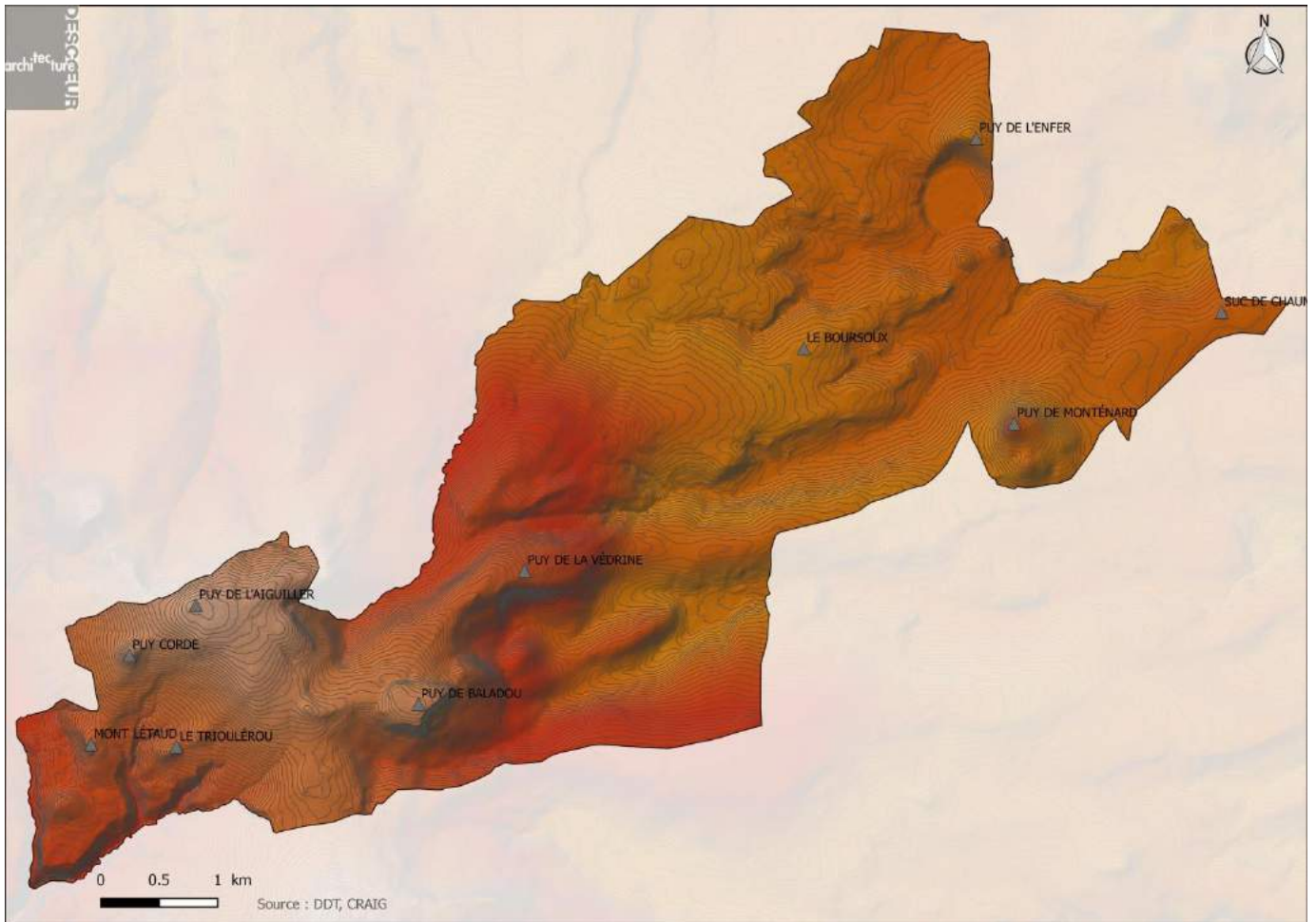
Les derniers chiffres du recensement (1^{er} janvier 2017) annoncent une population en hausse par rapport au dernier recensement : 264 habitants pour une superficie de 28.21 km², soit une densité de 9.36 habitants / km².



Extrait de la Carte de Cassini

2. Les éléments physiques composant le territoire

a. Le relief

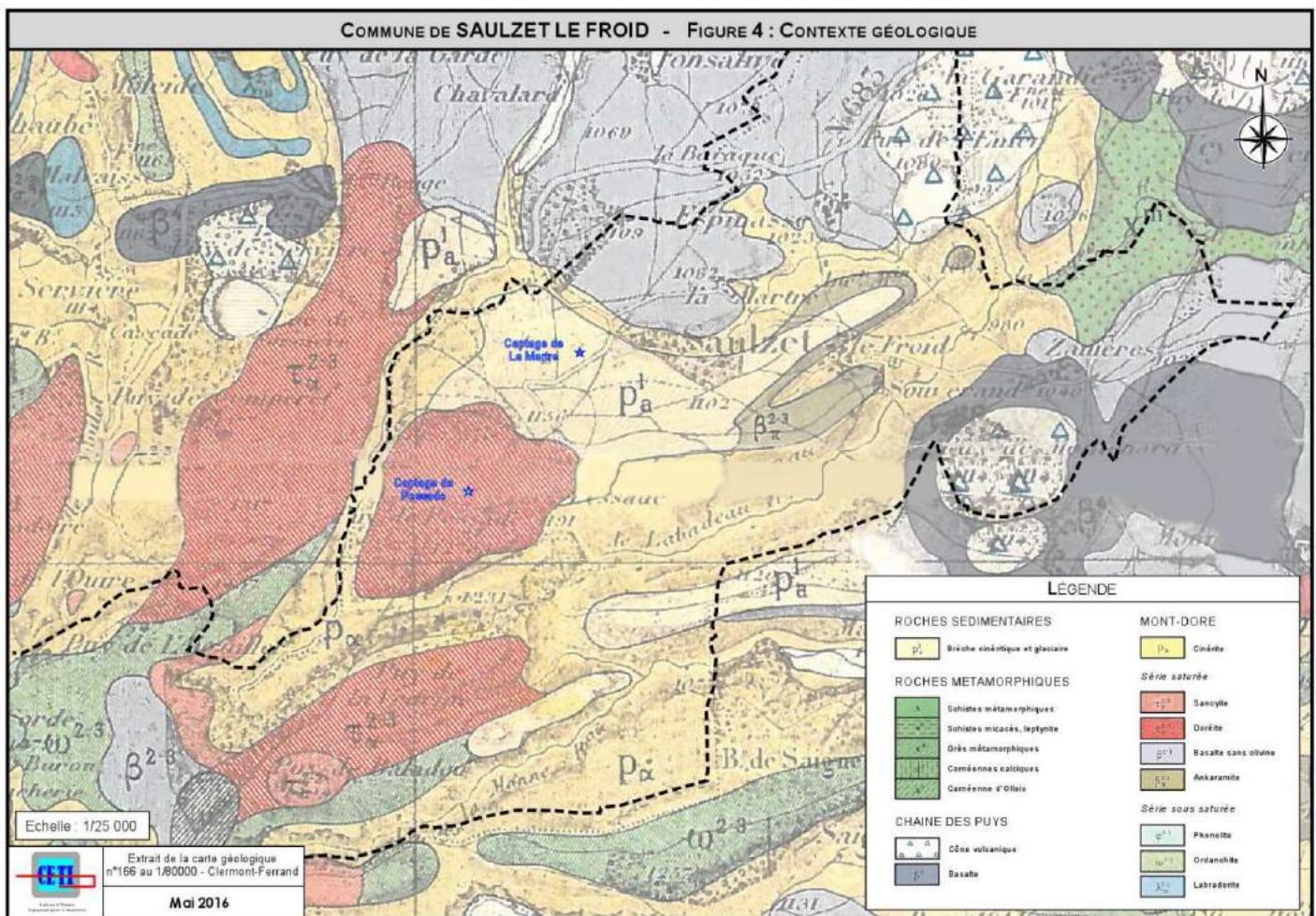


Saulzet-le-Froid est une commune vaste, s'étendant sur 2 821 ha. Elle est située sur un plateau entre la chaîne des Puys au nord et les Monts Dore au Sud.

Le territoire communal présente une forme allongée Nord-Est/Sud-Ouest. La partie située à l'Ouest se situe les pentes du stratovolcan des monts Dore

Le point culminant de la commune est le Puy de l'Aiguiller (1 529 m). La mairie se situe à une altitude de 1 040 m, tandis que le point le plus bas se trouve à 957 m (à l'Est de la commune)

b. La géologie (source BRGM)



(extrait de l'étude diagnostique eau potable, CETI, décembre 2016)

La commune de Saulzet-le-Froid marque l'extrême Sud de la chaîne des Puys, plus jeune ensemble volcanique de France métropolitaine. La Chaîne des Puys s'est formée entre 95 000 et 8 400 ans, les plus récents étant les puys jumeaux de la Vache et de Lassolas. Du fait de leur jeunesse, les volcans sont considérés comme endormis ; une nouvelle phase de volcanisme est donc envisageable.

Constituée en grande partie de volcans dits monogéniques (formés au cours d'une éruption brève et unique), la Chaîne des Puys rassemble une exceptionnelle collection de volcans aux formes pures et très peu érodées.

L'originalité de la Chaîne des Puys réside dans sa densité et dans ses laves différenciées qui se traduisent visuellement par les formes variées des puys : les cônes, les dômes et les maars. La variété de ces laves est due à des chambres magmatiques de profondeurs différentes.

L'ensemble de la commune de Saulzet-le-Froid est couverte par des formations volcaniques.

On notera la présence d'une narse (marais tourbeux) à proximité du village d'Espinasse formée dans un maar. Ce vaste cratère d'explosion volcanique est le résultat de la rencontre entre du magma et un cours d'eau il y a environ 11 000 ans, provoquant quantité d'explosions volcaniques à l'origine de la création du puy de l'Enfer. Un lac finit par se former dans ce maar, avant de devenir un marécage (narse) quelques millénaires plus tard.

La Narse d'Espinasse et le puy de l'Enfer constituent, sur le plan géologique, un site exceptionnel. Certaines espèces végétales, comme la Ligulaire de Sibérie qui colore de jaune toute la narse en août, font partie des plantes fossiles encore existantes et sont les héritières de l'époque glaciaire au cours de laquelle s'est formé le site. Cette végétation fait d'ailleurs l'objet d'une protection toute particulière.

Malheureusement, ces végétaux du froid sont aujourd'hui menacés par le réchauffement des températures qui accélère la disparition du plan d'eau. Devenant de plus en plus fragile, ce site constitue l'une des zones humides d'intérêt remarquable.

3. Articulation avec les documents supra communaux

Le document du PLU doit prendre en compte un certain nombre de grandes directives à différentes échelles (nationale, régionale, départementale, intercommunale, communale).

En application de l'article L 111.1.1 modifié (Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, article 13) du code de l'urbanisme, le PLU doit être compatible avec un certain nombre de documents.

« ... Les plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur. En l'absence de schéma de cohérence territoriale, ils doivent être compatibles, s'il y a lieu, avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral prévues aux articles L. 145-1 à L. 146-9, le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer, le plan d'aménagement et de développement durable de Corse, les chartes des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux. Ils doivent prendre en compte les schémas régionaux de cohérence écologique et les plans climat-énergie territoriaux lorsqu'ils existent. »

Il ne s'agit pas que le PLU soit totalement conforme avec les autres documents. Il faut toutefois qu'il ne soit pas contraire à leurs orientations et objectifs et qu'il participe à leurs réalisations.

D'un point de vue juridique, l'obligation de compatibilité entre différents documents est « une obligation négative de non-contrariété », c'est-à-dire que la règle inférieure ne doit pas avoir pour effet ou pour objet d'empêcher l'application de la règle supérieure. Il n'est pas exigé que le destinataire de la règle s'y conforme rigoureusement mais simplement qu'il ne contrevienne pas à ses aspects essentiels.

a. Documents nationaux

- Les lois portant engagement national pour l'environnement (lois Grenelle I et II)
- Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF), 14 octobre 2014
- Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), 24 mars 2014
- Le Plan Climat 2004-2012
- La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010
- La diversité biologique : Code de l'Environnement – Livre IV, titre I – protection de la faune et de la flore I : L414-1 et suivants et R414-1 et suivants
- Protection de la flore et de la faune : Code de l'Environnement Livre IV, titre I - protection de la faune et de la flore I : L411-1 et suivants
 - Accès à la nature : Code l'environnement Livre III, titre IV, L.361.1 à L.364.1
 - Paysages : Code l'environnement Livre III, titre V, L.350.1 et L.350.2
 - Sites : Code de l'environnement Livre III, titre IV, L.341.1 à L.342.1
- La ressource en eau : code de l'Environnement – Livre II, titre I – eau et milieux aquatiques ; L210-1 à L 218-81-1
 - Directive cadre sur l'eau (DCE)
 - Gestion de la qualité des eaux et de la ressource : Code de l'environnement Livre II, titre I, L.210.1 à L.218.81
 - Eau et milieux aquatiques : Code de l'environnement Livre II, titre I, L.211 Livre IV, titre I ; L.414.1 et s & R.214.1 et s
 - Eaux résiduaires urbaines Code des communes L 372-1-1 et L 372-3
- Air/ Energie : Code de l'Environnement Livre II, titre II – Air et atmosphère : L 122.3, L 220.1, L 221.1, L 222.1, L 222-4, L 222.5
- Consommation d'espace : Code de l'urbanisme, L 121-1, L. 122.1 et suiv ; L 123.1 et suiv
- Urbanisation en continuité avec l'existant, extension limitée et hameaux nouveaux intégrés à l'environnement Code de l'urbanisme – L 146-4
- Opérations d'aménagement : Code de l'urbanisme, Livre I, Titre I, L 110, Titre II, L 121.1. et s., L 123.1, L 123- 1.7, Titre IV : L 142-1 et s., L 145-1 et s., L 146.1 et s., Livre III, titre I, L.313.1 à L.313.15 ; R 11-1
- Matières premières :
 - Code de l'environnement - Livre V, Titre I, Installations classées pour la protection de l'environnement, L 511-1 et suiv.
 - Code de l'urbanisme, Livre I, Titre II, Prévision des règles d'urbanisme, L 123.19, L 130.1

- Déchets : code de l'environnement, Livre V, titre IV, L.541.1 à L.542.14
- Prévention des nuisances acoustiques et visuelles : code de l'environnement, Livre V, titre VII, L.571.1 et s
- Développement et aménagement de l'espace rural : code rural – Livre I, titre I – L.111.1 et s
- Préservation des espaces agricoles et forestiers Code Urbanisme : L 121.1 et L 123.1, L 143-1 et s., R 123-1-2-2
- Forêt défrichement : code forestier : L 311-1 et s.
- Forêt débroussaillage : Code forestier : L 321-1 et s.
- Changement de destination Code Urbanisme : R 123-1- 2-2
- Zones agricoles protégées – Code rural - Art. L112-2 et Art. R112-1-4, R112-1-6, R112-1-7, R112-1-8, R 112-1-9, R 126-1
- Plan National Santé Environnement (PNSE 3) 2015-2019

■ **La commune est située en Loi Montagne.**

L'article L123-1 du Code de l'urbanisme précise que le plan local d'urbanisme doit, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer et de la charte du parc naturel régional ou du parc national, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat.

Il doit également être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des

eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-3 du même code.

Il ne s'agit pas que le PLU soit totalement conforme avec les autres documents. Il faut toutefois qu'il ne soit pas contraire à leurs orientations et objectifs et qu'il participe à leurs réalisations.



Protection des parties naturelles des rives des plans d'eau d'une superficie inférieure à 1 000 ha sur une distance de 300 m.

Sont interdits :

- Toutes constructions, installations et routes nouvelles
- Toutes extractions et tous affouillements

L'étang situé au Sud-Est de Souverand est concerné par la Loi Montagne, ainsi que le lac du Guéry à l'extrême Ouest.

b. Documents régionaux

■ **Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique est le document cadre à l'échelle régionale de mise en œuvre de la trame verte et bleue.**

L'objectif principal du SRCE est l'identification des trames verte et bleue d'importance régionale, c'est à dire du réseau écologique qu'il convient de préserver pour garantir les déplacements des espèces animales et végétales. Ces capacités de déplacements sont nécessaires au maintien du bon état de conservation des populations d'espèces.

Le schéma est élaboré par l'État et la Région dans un cadre largement concerté auprès des acteurs de la région. Il comprend :

- Une présentation et une analyse des enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques sur la base d'un diagnostic des continuités écologiques ;
- La cartographie de la trame verte et bleue d'importance régionale ;

- Un plan d'actions, constitué de mesures contractuelles permettant d'assurer la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques et d'un dispositif d'accompagnement à leur mise en œuvre locale.

■ **Le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE)**

Le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, élaboré conjointement par la région auvergne et l'état, a été approuvé par arrêté préfectoral le 20 juillet 2012.

Le SRCAE ne s'oppose pas directement au PLU mais au PCET (plan climat énergie territorial).

Concernant la production d'énergie renouvelable, le schéma éolien ne liste pas la commune de Saulzet-le-Froid comme une zone favorable au développement de l'énergie éolienne.

Cependant, au regard des objectifs régionaux, le PLU doit permettre de favoriser le développement des énergies renouvelables « urbaines » comme le solaire photovoltaïque et/ou thermique en toiture, les réseaux de chaleur, la géothermie.

■ **Le Schéma régional de gestion sylvicole de l'Auvergne**

Approuvé en avril 2005, ce schéma a pour rôle d'encadrer la rédaction des plans simples de gestion, des règlements types de gestion et des codes de bonnes pratiques sylvicoles qui doivent lui être conformes. A ce titre, il constitue le document de référence pour leur agrément. Il a été rédigé dans le souci d'une gestion durable. La gestion durable des forêts garantit leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et pour l'avenir, les fonctions économiques, écologiques et sociales pertinentes, aux niveaux local, national et international.

Ce schéma fixe 6 objectifs :

- la conservation et l'amélioration appropriée des ressources forestières et de leur contribution aux cycles mondiaux du carbone
- le maintien de la santé et de la vitalité des écosystèmes forestiers
- le maintien et l'encouragement des fonctions de production des forêts
- le maintien, la conservation et l'amélioration appropriée de la diversité biologique dans les écosystèmes forestiers
- le maintien et l'amélioration appropriée des fonctions de protection de la gestion des forêts (notamment sols et eau)
- le maintien d'autres bénéfices et conditions socio-économiques.

Le PLU prendra en compte ce schéma régional et édictera certaines préconisations concernant la valorisation du patrimoine forestier avec notamment une préservation des espaces forestiers et paysager ainsi qu'un accompagnement du développement de la filière bois.

■ **L'Agenda 21 de la Région Auvergne**

■ **Le plan régional de la qualité de l'air**

■ **Plan régional Santé environnement 2**

Il identifie trois axes d'action à privilégier au cours des années à venir:

- la préservation des milieux de vie
- la protection des personnes vulnérables
- le développement des relais de prévention

c. Documents départementaux

■ **Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés**

■ **Le plan départemental d'élimination des déchets des travaux publics**

■ **Le schéma départemental des Gens du Voyage**

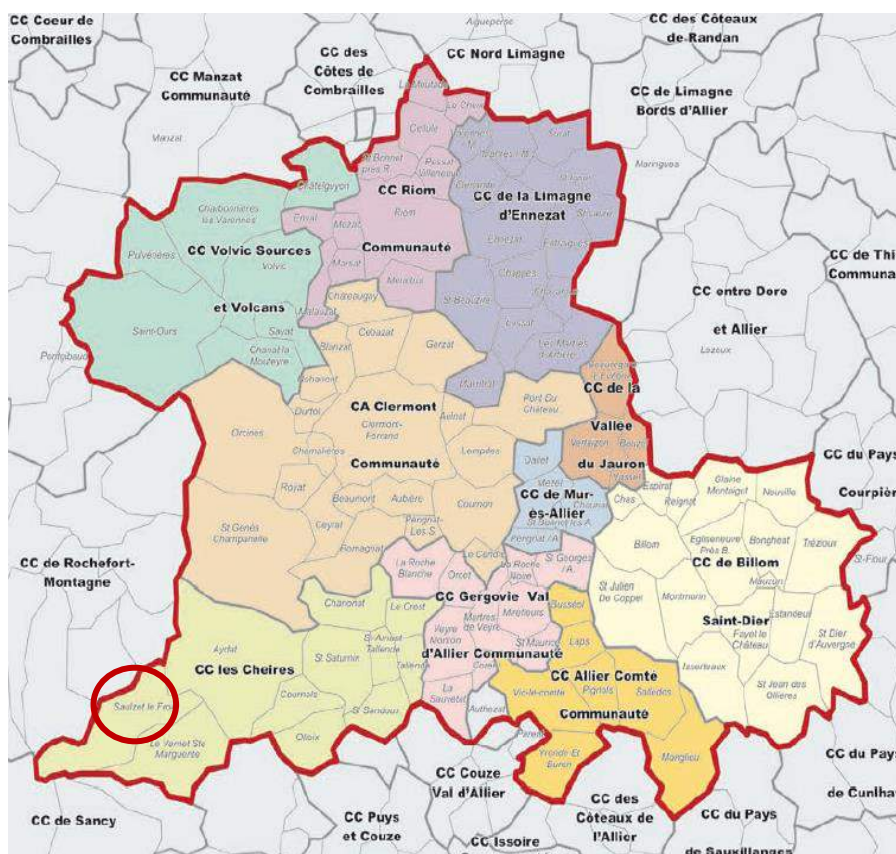
■ **Le PCET (Plan climat énergie territoriaux) du Puy de Dôme adopté le 5 novembre 2013.**

d. Documents supra-communaux

■ Le Schéma Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Clermont approuvé le 29 novembre 2011.

Instauré par la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 12 décembre 2000 dans l'optique de permettre un développement équilibré, stratégique et cohérent de son territoire, le SCoT est un document d'urbanisme qui constitue un cadre de référence pour l'ensemble des politiques sectorielles relatives à l'habitat, aux déplacements, au développement économique, aux équipements commerciaux, aux loisirs, aux infrastructures, à la protection des paysages et à la prévention des risques.

Document d'urbanisme et de planification, le SCoT fixe les grands choix de développement à 15 ans. Il détermine les grands équilibres entre les espaces urbains, les espaces à urbaniser et les espaces naturels.



Rappel du positionnement politique : Afin de promouvoir une métropole économe en espaces, ressources et énergies, le SCoT prône un modèle de développement urbain en archipel avec une agglomération centrale et des pôles de vie au sein d'un écrin de verdure. Le SCoT s'étend sur 108 communes, soit un territoire habité par 400 000 personnes.

La commune de Saulzet-le-Froid appartient aux territoires périurbains et constitue un bourg qui participe à l'accueil de nouveaux habitants par un développement durable et maîtrisé au regard de l'urbanisation existante.



L'avenir économique de ces territoires repose sur le maintien et la valorisation d'une agriculture diversifiée (céréaliculture, élevage, sylviculture, circuits courts), d'un tissu local de TPE et d'un tourisme axé sur le patrimoine tant naturel que bâti.

Afin de réaliser un juste équilibre entre optimisation du foncier et cadre de vie agréable, les orientations du SCoT pour ce secteur sont les suivantes :

- Permettre un accueil de nouvelles populations, prioritairement à l'intérieur de l'enveloppe urbaine existante en favorisant les opérations de renouvellement urbain, l'urbanisation des « dents creuses » et des opérations en greffe de bourg. L'urbanisation doit tendre à diversifier l'offre d'habitat (formes urbaines, économie d'espace et d'énergie) afin de favoriser une meilleure mixité sociale, urbaine et intergénérationnelle et répondre à des contraintes environnementales croissantes ;
- Limiter l'urbanisation le long des voies afin de respecter des ruptures paysagères entre les bourgs et préserver les silhouettes de leurs noyaux traditionnels ;
- Maintenir des activités économiques compatibles avec l'habitat dans les bourgs et accueillir des zones d'activités communautaires d'intérêt local, dès lors qu'une implantation en dehors d'un pôle de vie est justifiée ;
- Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers comme « trame verte » du territoire et valoriser les grands espaces paysagers, notamment ceux compris dans les Parcs Naturels Régionaux.

■ **Le PLH (Programme Local de l'Habitat)**

Instauré par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983, les PLH définissent les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et à assurer, entre les communes et les quartiers, une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre.

Depuis le 1er janvier 2004, la Communauté de Communes est désormais compétente, en lieu et place des communes, pour initier, réaliser ou faire réaliser les opérations de logement social sur son territoire. Elle a élaboré un programme local de l'habitat (PLH) qui a pour objectifs :

- De développer et de valoriser le parc locatif social
- De favoriser l'insertion par le logement des familles défavorisées et des personnes isolées
- De loger les jeunes, à la recherche d'un premier logement locatif, et les étudiants,
- D'améliorer les conditions de logement des personnes âgées
- De favoriser les opérations de réhabilitation
- D'inciter les initiatives privées en matière d'habitat
- D'intégrer les opérations publiques dans les quartiers existants

Le PLH a été approuvé par l'Etat, pour une durée de 6 ans.

■ **Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne, arrêté le 18 novembre 2009.**

■ **Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour-Garonne, arrêté le 1er décembre 2009.**

■ **Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Allier aval (pour une grande partie de la commune).**

Le SAGE est un outil de réglementation et de planification de la politique de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente.

Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que la préservation des zones humides. La finalité du SAGE est de concilier, dans une gestion équilibrée, l'exercice des différents usages de l'eau avec la protection des milieux aquatiques.

Le SAGE se compose d'un plan d'aménagement et de gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques et d'un règlement fixant les règles générales permettant d'atteindre les objectifs fixés par le plan.

Le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage ou travaux. Les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion.

Le SAGE Allier Aval est en cours d'élaboration. Le périmètre a été défini par arrêté interpréfectoral le 10 janvier 2003. Il concerne le bassin versant de l'Allier de sa confluence avec la Senouire à sa confluence avec la Loire. D'une longueur linéaire de 270 km, il couvre trois régions, cinq départements et 463 communes. La Commission Locale de l'Eau a été constituée par arrêté interpréfectoral du 28 Octobre 2004. Le projet de SAGE a été validé par la commission locale de l'eau le 19 février 2014.

■ Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Sioule

(petite partie au Nord-Ouest du territoire)

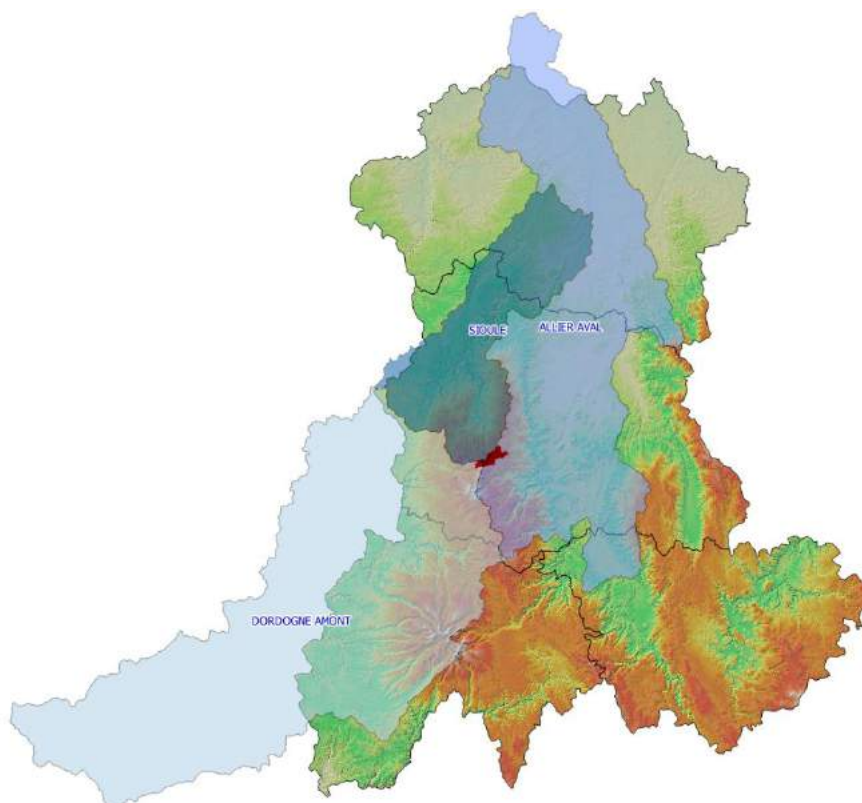
La Sioule prend sa source à proximité du lac de Servières (département du Puy de Dôme), à **1140 m** d'altitude et conflue, après 165 km avec l'Allier.

La superficie du bassin versant de la Sioule est de **2559 km²**.

Le périmètre du SAGE Sioule est majoritairement situé en Auvergne mais concerne également sur sa frange ouest la région Limousin.

Il comprend 160 communes réparties sur trois départements :

- Puy de Dôme (63) : 92 communes - 65,1% du territoire
- Allier (03) : 63 communes - 32,4% du territoire
- Creuse (23) : 5 communes - 2,5% du territoire



Enjeux du SAGE:

- Agir sur la continuité écologique, la morphologie des cours d'eau et les zones humides pour atteindre le bon état.
- Préserver, améliorer et sécuriser la qualité des eaux pour atteindre le bon état.
- Préserver et améliorer la quantité des eaux pour atteindre le bon état.
- Protéger les populations contre les risques d'inondation.
- Partager et mettre en œuvre le SAGE

Le règlement du SAGE Sioule a été adopté par la CLE le 14 novembre 2013. Il encadre les usages de l'eau et les réglementations qui s'y appliquent pour permettre la réalisation des objectifs définis par le PAGD, identifiés comme majeurs et nécessitant l'instauration de règles supplémentaires pour atteindre le bon état ou les objectifs de gestion équilibrée de la ressource. Le règlement est opposable dans un rapport de conformité, à toute personne publique ou privée pour l'exécution des installations, ouvrages, travaux ou activités énumérés dans le cadre de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement. La notion de conformité exclut la moindre contradiction, elle requiert une adéquation étroite entre les documents et les décisions.

■ Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Dordogne Amont (petite partie à l'Ouest du territoire)

Le SAGE Dordogne amont s'étend sur une superficie de 9700km², depuis les sources de la Dordogne jusqu'à la confluence avec la Vézère à Limeuil. Le territoire recouvre 494 communes, 66 communautés de communes, 6 départements (Puy de Dôme, Cantal, Creuse, Corrèze, Lot et Dordogne), 4 régions (Auvergne, Limousin, Midi Pyrénées et Aquitaine) et 3 parcs naturels régionaux (Volcans d'Auvergne, Millevaches Limousin et Causses du Quercy).

Actuellement le SAGE Dordogne amont est dans sa phase d'émergence. EPIDOR a rédigé le dossier de consultation du périmètre du SAGE Dordogne amont et a saisi les préfets du bassin concerné le 25 mars 2011. L'arrêté de périmètre a été pris le 15 avril 2013. L'arrêté fixant la composition de la Commission Locale de l'Eau (CLE) est en cours d'élaboration.

■ Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA)

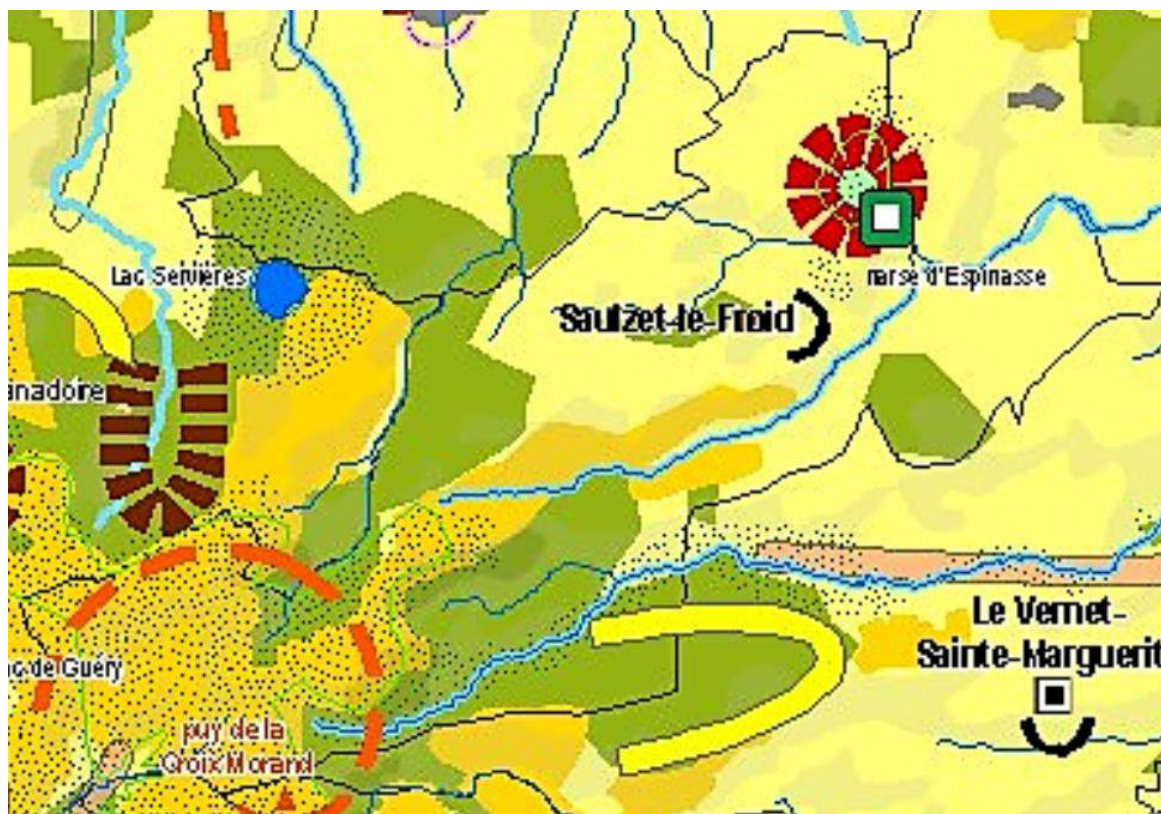
Les PNR constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel. La Charte détermine les orientations et les principes fondamentaux, notamment de protection des structures paysagères sur le territoire du Parc. Les PNR situés dans les massifs de montagne constituent des instruments au service de la protection de l'équilibre biologique et de la préservation des sites et des paysages.

Par la loi de Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) de 2000, les Parcs Naturels Régionaux sont considérés comme Personnes Publiques Associées (PPA). Ils doivent à ce titre être sollicités pour avis lors de l'élaboration, la révision ou la modification des documents d'urbanisme et peuvent être consultés dans le cadre de projets d'urbanisme opérationnel (habitat, activités, espace public, etc.).

En 2010, le SMPNRVA a fait réaliser un Schéma Paysager à l'échelle du territoire du Parc.

Cette étude paysagère, destinée à préparer la stratégie paysagère du Parc dans le cadre du projet de révision de la Charte, a surtout permis de disposer d'éléments synthétiques en matière d'inventaire, de connaissance et d'analyse du paysage. L'étude identifie plusieurs sous-ensembles paysagers ayant fait l'objet d'une analyse spécifique.

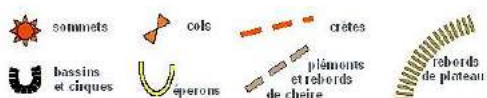
Une nouvelle Charte a été réalisée pour 2013-2024.



Extrait du Plan de la Charte des PNR 2013-2024 – Zoom sur la commune de Saulzet-le-Froid

ELEMENTS STRUCTURANTS ET / OU IDENTITAIRES

→ conserver leur lisibilité et les mettre en valeur



conserver l'ouverture du paysage par le maintien de l'activité agricole et la reconquête des espaces en friche
améliorer les points de vue sur et depuis ces éléments
maîtriser les extensions d'urbanisation
assurer une certaine homogénéité à la périphérie des structures d'accueil touristique
faire ressortir les points de basculement des cols dans les aménagements envisagés (rapport p 74 & p 110)



maars

révéler leur genèse géomorphologique et leur façonnage historique et culturel par une scénographie cohérente des projets avec les spécificités des lieux (rapport p 74 & p 110)



bourgs en balcon

bourgs en articulation

bourgs en piémont

conforter leur position géographique et conserver leur silhouette : veiller à la cohérence architecturale et maîtriser l'extension de l'urbanisation (rapport p 110)

RESERVOIRS DE BIODIVERSITE

→ les conserver dans le cadre d'une gestion adaptée



réservoirs de biodiversité

les préserver au sein des documents d'urbanisme par un zonage et un règlement garantissant leur richesse et leur fonctionnalité et dans le cadre des aménagements (rapport p 67, p 109 & 113)

Reserve Naturelle Nationale

sites Natura 2000

Espace Naturel Sensible, convention de gestion...

mobiliser l'ensemble des acteurs concernés pour envisager leur protection et leur gestion par des mesures réglementaires, foncières ou contractuelles adaptées (rapport p 67)



ensemble du réseau hydrographique

assurer / restaurer leur continuité et qualités écologiques, notamment adapter les aménagements routiers au niveau des ouvrages de franchissement des cours d'eau (rapport p 80, p 109 & 153)
assurer une solidarité amont-aval pour la qualité et la disponibilité de la ressource, et veiller à un partage équilibré entre les différents usages, en cohérence avec les SAGE (rapport p 87)

cours d'eau à forte valeur patrimoniale

encourager l'effacement des seuils ou équiper les ouvrages de systèmes de franchissement fonctionnels
subordonner l'installation de nouveaux équipements hydroélectriques à la nécessité de ne pas mettre pas en péril la trame bleue, ni l'atteinte du bon état ou du très bon état écologique des cours d'eau à forte valeur patrimoniale (rapport p 80, p 87 & 109)

TRAME VERTE & BLEUE

→ la préserver en termes de richesses biologiques et de fonctionnalités



prairies et pelouses à plus de 900 m d'alt.



prairies à moins de 900 m d'alt.



milieux boisés

tout en maintenant leur vocation première, conserver et restaurer leur biodiversité en adaptant les pratiques des activités agricoles et/ou sylvicoles et les aménagements, ainsi qu'en maintenant les continuités écologiques de ces milieux dans les documents d'urbanisme et de planification (rapport p 80, p 109, p 126, p 133 & 156)

e. A l'échelle intercommunale

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la commune de Saulzet-le-Froid adhère à MOND'ARVERNE COMMUNAUTE, fusion des communautés de communes Allier Comté Communauté, Gergovie Val d'Allier Communauté et des Cheires (arrêté préfectoral no 16-02734 du 1^{er} décembre 2016).



Compétences obligatoires

- Actions de développement économique
- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés

Compétences optionnelles

- Protection et mise en valeur de l'environnement
- Politique du logement et du cadre de vie
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire
- Action sociale d'intérêt communautaire

Compétences facultatives (ou « supplémentaires »)

- Mise en œuvre de la politique de Pays
- Actions dans le domaine touristique
- Gestion des milieux aquatiques
- Mobilité
- Éclairage public
- Culture
- Accessibilité
- Périscolaire
- Service technique d'appui et de remplacement pour les communes
- Numérisation du cadastre et système d'information géographique

■ La commune adhère également

- Syndicat Mixte de la Vallée de la Veyre (SMVVA),
- Etablissement Public Foncier / Syndicat Mixte d'Action Foncière (EPF – SMAF),
- Syndicat Intercommunal d'Electricité et de Gaz du Puy de Dôme (SIEG),
- Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS),
- Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SICTOM),
- Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA).

f. A l'échelle communale

- Document d'urbanisme

La commune ne possède pas de document d'urbanisme. Le RNU est appliqué.

B. DEMOGRAPHIE

1. Le contexte supra communal

Le département du Puy-de-Dôme connaît une légère croissance avec un taux de croissance annuel de 0,4% dont 0,3% sont dus au solde migratoire. Cet accroissement profite essentiellement aux communes périphériques et aux pôles urbains en deuxième et troisième couronnes.

Depuis 1999, l'installation des familles se fait dans un rayon de 35 kilomètres autour de Clermont-Ferrand, soit dix de plus que la décennie précédente. Dans le couloir de densification urbaine qui se dessine au centre du département, l'installation de ces couples avec leurs enfants compense largement le départ des jeunes.

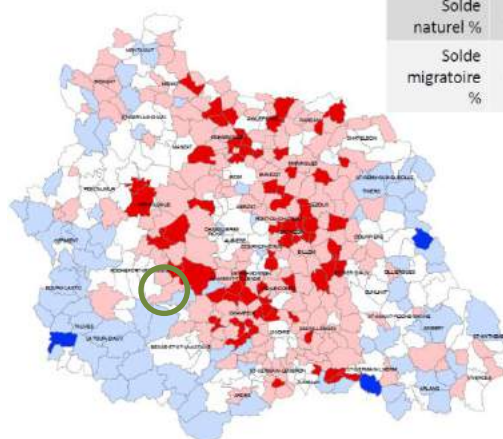
La commune de Saulzet-le-Froid s'inscrit dans le territoire **SUD AGGLO** où plus de la moitié de la croissance démographique dépend de la population venant de l'agglomération clermontoise.

Actuellement, l'arrivée d'enfants de 5 à 15 ans est nettement supérieure au départ des étudiants ou jeunes actifs. Cela pourrait ne plus être le cas dans l'avenir.

Données : L'analyse de la démographie est basée sur :

- Les recensements Insee
- Les projections démographiques réalisées par l'Insee pour la période 2006-2031.
- Les données issues des études de l'Observatoire de l'Habitat.

Péri-urbanisation des 2^e et 3^e couronnes de l'agglomération



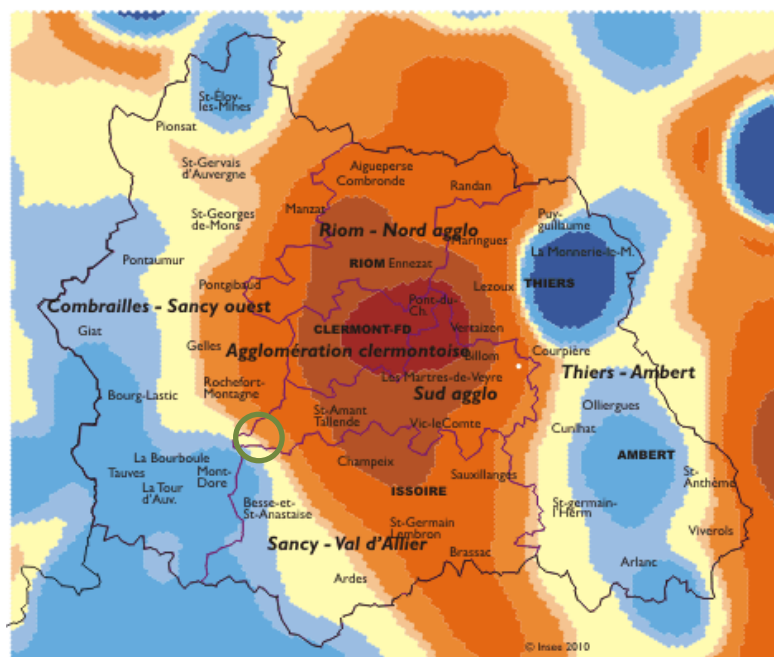
	Gd Clermont	Combrailles	Issoire VAS	Vallée de la Dore	Gd Sancy
Evolution annuelle	0,5%	0,3%	1,0%	0,2%	-0,0%
Solde naturel %	0,3	-0,6	0,0	-0,0	-0,4
Solde migratoire %	0,2	0,9	1,0%	0,2	0,4

Taux d'évolution annuelle de la population 1999/2008

source INSEE

- hausse supérieure à 2,5%
- hausse de 0,5 à 2,5 %
- variation de plus ou moins 0,5 %
- baisse de 0,5 à 2,5 %
- baisse supérieure à 2,5%

Variation de densité de population 1999-2006



En habitants au km² par an

- 2 ou plus
- De 1 à moins de 2
- De 0,3 à moins de 1
- De 0,1 à moins de 0,3
- De 0,05 à moins de 0,1
- De -0,05 à moins de 0,05
- De -0,1 à moins de -0,05
- De -0,3 à moins de -0,1
- Moins de -0,3

— Territoire d'étude — Puy-de-Dôme

Source : Insee, Recensements de la population 1999 et 2006

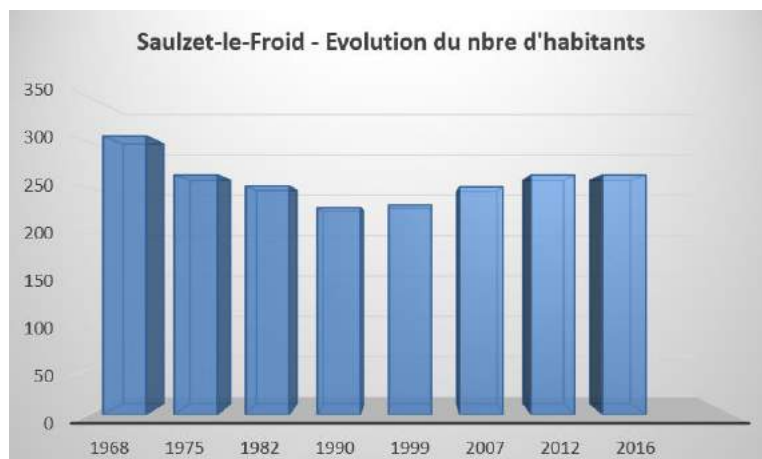
<http://www.insee.fr/auvergne> - Insee Auvergne La Lettre n°61

2. Le diagnostic démographique

a. Evolution démographique

Les données démographiques sont disponibles depuis 1793. A l'époque, la commune comptait 640 habitants. Le pic démographique a été atteint en 1821 avec 741 habitants. Par la suite, le nombre d'habitants est resté plutôt stable jusqu'en 1886. A partir de cette date, la population communale chute jusqu'en 1990 (228 habitants) sous l'effet de l'exode rural.

Ces 20 dernières années, la démographie retrouve timidement de la croissance, sous l'effet cette fois de l'attraction de l'agglomération clermontoise (+33 habitants entre 1990 et 2016).

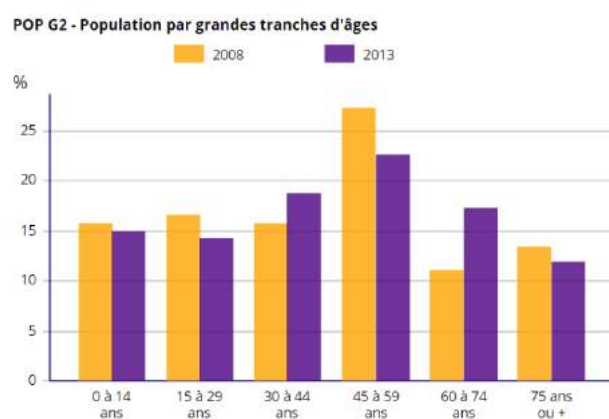


Les derniers chiffres Insee donnent 264 habitants au 1^{er} janvier 2017.

b. Caractéristiques de la population

L'évolution de la population est principalement due à un apport migratoire constant. Néanmoins, le solde naturel reste positif depuis 1990.

La population de Saulzet-le-Froid est assez équilibrée : les moins de 30ans et les plus de 60 ans représentent chacun 29.3% de la population.



POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,1	-0,7	-1,2	0,1	1,0	1,0
due au solde naturel en %	-1,6	-0,6	-0,3	-0,5	-0,4	0,2
due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,5	-0,1	-0,9	0,7	1,4	0,9
Taux de natalité (‰)	6,5	12,1	10,9	7,3	6,5	13,2
Taux de mortalité (‰)	22,9	18,1	14,0	12,6	10,6	11,6

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2015.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2008 et RP2013 exploitations principales - État civil.

c. Les ménages

Sous l'effet du vieillissement de la population, de la baisse du nombre moyen d'enfants par femme, de la multiplication de familles monoparentales et de la décohabitation plus précoce des jeunes adultes, le nombre de personnes par ménage diminue. Il est ainsi passé, au plan départemental, de 3 en 1975 à 2,1 en 2012.

Sur la commune de Saulzet-le-Froid, le desserrement des ménages a débuté dès 1982, pour chuter inexorablement chaque année passant de 3.2 personnes par ménage en 1968 à 2.2 en 2013.

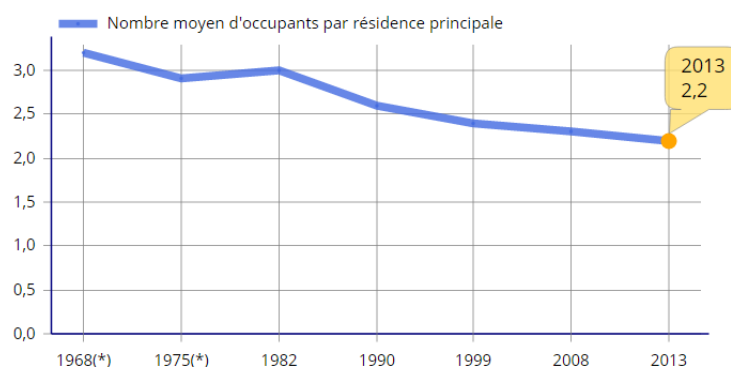
Une des conséquences du desserrement, est que, la taille des ménages diminuant, il faut de plus en plus de résidences principales pour loger la même population.

En ce sens, la prise en compte du potentiel de desserrement, quand il existe, est l'un des aspects majeurs de tout exercice de planification urbaine.

Si l'on compare la commune au reste du département, le potentiel de desserrement est important. La taille des ménages risque de diminuer alors que le nombre d'habitants augmente. Le besoin de nouveaux logements sur la commune apparaît nécessaire.

Il est probable que le desserrement des ménages va se poursuivre. Si l'on suit les tendances actuelles (- 0.2 points sur 15 ans -1998-2013-), l'hypothèse d'une baisse de 0.2 point sur les 15 prochaines années peut être retenue. D'ici 2032, le nombre moyen de personnes/ménage pourrait donc être de 2.

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages



(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2015.

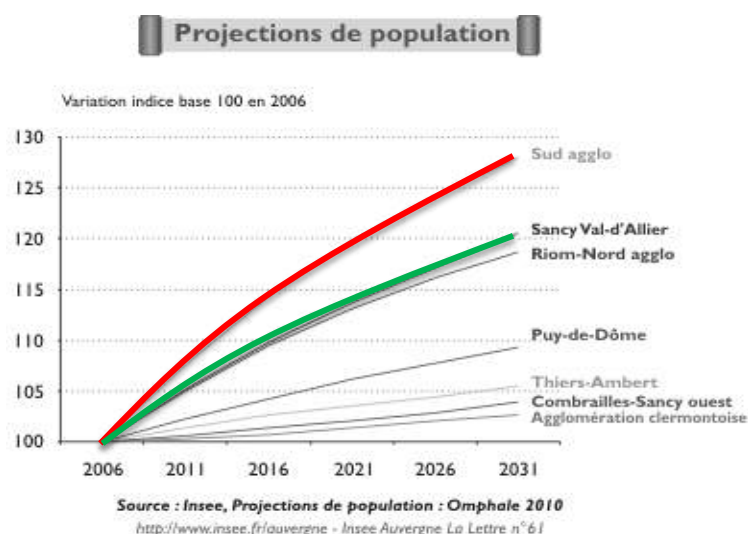
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremens, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

3. Les perspectives de développement

Le rythme de croissance de la population des territoires gagnés par la périurbanisation devrait être le plus important des territoires d'étude. En 2031, si les comportements migratoires observés sur la période 2001-2006 ne connaissent pas de changements profonds, ce qui revient à envisager la poursuite de la périurbanisation clermontoise.

Les populations des territoires Sancy-Val d'Allier et Riom-Nord agglomération devraient faire un bond de 20 % et 19 % soit respectivement 11 600 et 14 500 habitants supplémentaires.

Dans les trois territoires Sud agglomération, Riom-Nord agglomération et Sancy-Val d'Allier les arrivées de jeunes familles, accompagnées de leurs enfants, limitent aussi le vieillissement de la population. Dans ces trois territoires l'âge médian est similaire à la moyenne départementale, de même que la part des seniors dans la population totale



(Source : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=10&ref_id=16326)

Dynamisme démographique des territoires d'études

Territoires d'étude	Variation 2006-2031		Taux de variation annuel de la population		
	Absolue	Relative	Projeté 2006-2031	Observé au recensement	
				1999-2006	1982-1999
Puy-de-Dôme	57 600	+ 9,2 %	+ 0,4 %	+ 0,4 %	+ 0,1 %
Agglomération clermontoise	7 600	+ 2,7 %	+ 0,1 %	+ 0,3 %	+ 0,1 %
Combrailles-Sancy ouest	2 200	+ 3,8 %	+ 0,2 %	0,0 %	- 0,9 %
Riom-Nord agglo	14 500	+ 18,5 %	+ 0,7 %	+ 0,9 %	+ 0,7 %
Sancy-Val d'Allier	11 600	+ 20,4 %	+ 0,8 %	+ 0,9 %	- 0,1 %
Sud agglo	16 900	+ 27,9 %	+ 1,1 %	+ 1,5 %	+ 1,4 %
Thiers-Ambert	4 800	+ 5,4 %	+ 0,2 %	0,0 %	- 0,3 %

Sources : Insee, Recensements de la population - Projections de population : Omphale 2010

■ Projections à l'horizon 2032

- **Projections démographiques – Scénario 1 - Une croissance comparable aux dernières années : 1 %** (variation moyenne annuelle)

Entre 2007 et 2012, la variation annuelle moyenne de la population était de 1 %. Le gain de nouveaux habitants a été de 14 personnes.

Si l'on applique une croissance comparable pour les années à venir (2017-2032), la commune de Saulzet-le-Froid pourrait encore gagner environ 42 habitants supplémentaires dans les 15 prochaines années, ce qui porterait la population communale à **306 habitants environ**.

- **Projections démographiques – Scénario 2 - Une évolution basée sur la croissance attendue dans le territoire de Sud agglo : + 1,1**

Les projections de l'Insee visent 2031. Si les tendances démographiques constatées entre 2001 et 2006 se prolongeaient, le territoire de Sud agglo pourrait connaître une croissance de +1,1 % (variation moyenne annuelle).

Si l'on applique ce scénario à la commune de Saulzet-le-Froid, soit +1,1%/an jusqu'en 2032, la commune pourrait gagner 47 habitants supplémentaires, ce qui porterait la population communale à environ **311 habitants**.

ENJEUX

La commune devra continuer à accueillir de nouvelles populations afin de maintenir une mixité générationnelle. La proximité de la commune par rapport au bassin de vie et d'emploi de Clermont devrait contribuer à maintenir une population stable. Tout l'enjeu pour la commune est de savoir **réguler sa population** afin de pouvoir continuer à accueillir sans excès pour les équipements publics, et les terres agricoles. Engager une réflexion sur les limites urbaines actuelles.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Maintenir les populations en place
- Fixer une ambition démographique et une disponibilité foncière raisonnable
- Atteindre une diversité sociale et générationnelle.

Ces orientations induisent des besoins, en termes d'habitat, de services et équipements, notamment concernant les personnes âgées, ... et vont générer une croissance de la mobilité.

C. ECONOMIE

1. L'Emploi

Le nombre d'emplois dans la commune a progressé entre 2008 et 2013 (+9 emplois). Dans le même temps, le nombre d'actifs ayant un emploi a augmenté légèrement (+3 actifs) : ainsi, la concentration d'emploi a augmenté de plus de 5 points.

En revanche, le taux de chômage a plus que doublé entre 2008 et 2013.

Emploi et activité

	2008	2013
Nombre d'emplois dans la zone	55	64
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	126	129
Indicateur de concentration d'emploi	43.6	49.3
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	61	61,1
Taux de chômage en %	3,1	6,6
Part des femmes parmi les chômeurs en %	75	77,8

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone,

Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

A Saulzet-le-Froid, la plupart des actifs travaillent en dehors de la commune (64.3%) Ce chiffre est en augmentation depuis 2008. Ceux sont principalement des salariés (68.2%).

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2013	%	2008	%
Ensemble	129	100	126	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence	46	35,7	49	38,9
dans une commune autre que la commune de résidence	83	64,3	77	61,1

Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

Le nombre d'inactifs est en constante augmentation depuis 2008 et concerne plus de 22% de la population.

Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2008	2013
Inactifs en %	19.8	22,2
- élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,2	5,7
- retraités ou préretraités en %	7,4	10,2
- autres inactifs en %	6,2	6,3

Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations principales

2. Le tissu économique

Le SCoT du Grand Clermont ne prévoit pas l'implantation de zone d'activités économique dans la commune.

Selon l'INSEE, la commune de Saulzet-le-Froid compte 14 entreprises au 1^{er} janvier 2015 principalement dans le domaine du commerce de l'hébergement et de la restauration. Pour 40% d'entre elles, ce sont des entreprises implantées depuis plus de 6 ans sur le territoire.

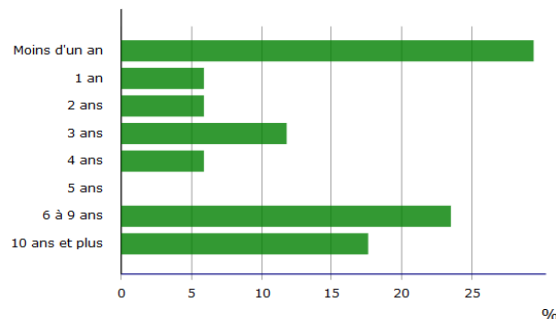
DEN T3 - Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
Ensemble	14	100,0
Industrie	1	7,1
Construction	4	28,6
Commerce, transport, hébergement et restauration	7	50,0
Services aux entreprises	1	7,1
Services aux particuliers	1	7,1

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

DEN G2 - Âge des entreprises au 1er janvier 2014



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

La commune compte 12 postes salariés au 31 décembre 2014, dont 6 concernent l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

CEN T2 - Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2014

	Total	%	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
Ensemble	12	100,0	12	0	0	0	0
Agriculture, sylviculture et pêche	6	50,0	6	0	0	0	0
Industrie	2	16,7	2	0	0	0	0
Construction	0	0,0	0	0	0	0	0
Commerce, transports, services divers	1	8,3	1	0	0	0	0
dont commerce et réparation automobile	0	0,0	0	0	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	3	25,0	3	0	0	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2014.

■ Les entreprises de Saulzet-le-Froid

- Le Petit Baladou (Restaurant SNAC),
- Au rendez- vous des trois Marchands (Restaurant),
- Fromagerie Roudaire (Affineur, vente ambulante au détail),
- L'Autre Terre (Restaurant),
- EURL Rochette (Entreprise Electricité),
- Auberge du Lac du Guery (restaurant),
- Roudaire Gentiane (Distillerie commercialisation),
- Bercail Montagne (Prestataire de services / Gîte de groupe / activité professionnelle).

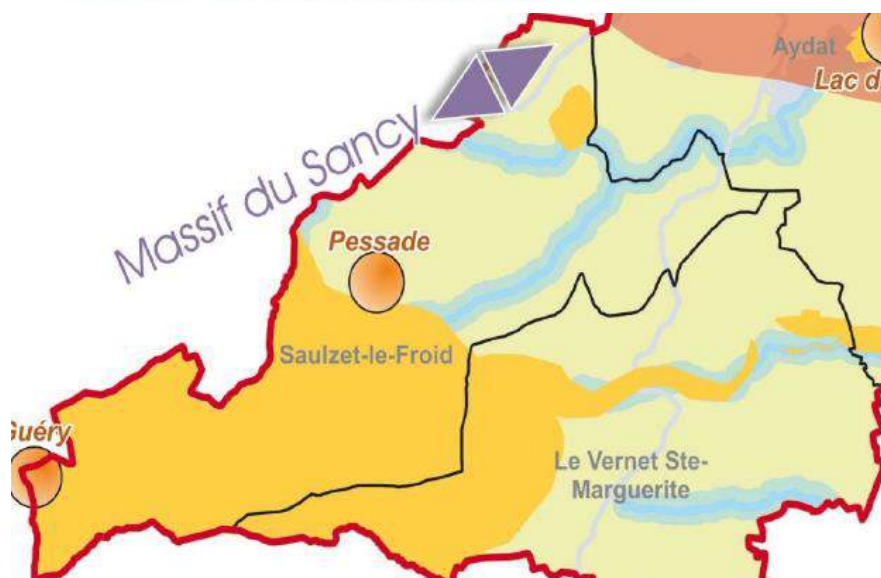
3. La vocation touristique

Le département du Puy-de-Dôme est devenu peu à peu une destination touristique à part entière avec 15 millions de nuitées réalisées en 2014, soit 44% des nuitées comptabilisées en région Auvergne (12ème région française). Il profite de sa grande richesse et diversité de reliefs, de paysages et de villages. La dimension rurale du département contribue à son attractivité, la campagne étant de plus en plus recherchée par les touristes.

De par sa situation, la commune de Saulzet-le-Froid bénéficie de divers atouts paysagers (paysage de la chaîne des puys, du Sancy, la narse d'Espinasse, le lac du Guéry à proximité...).

a. Ce que dit le SCoT du Grand Clermont...

Contribuer à positionner l'Auvergne comme destination touristique
orientations générales et particulières détaillées au DOG pages 35 à 39.



Pôle touristique complémentaire à valoriser : renforcer les sites de Pessade et d'Aydat à travers des projets qui permettront une offre touristique de meilleure qualité, adaptée à l'échelle des sites et correspondant à leur renommée ;

Espace à enjeux récréatifs ou pédagogiques à aménager ou à renforcer pour l'accueil du public : les sites naturels peuvent constituer le support d'activités de pleine nature ou d'aires d'hébergement de plein air.

Dans ces quatre espaces, les constructions et aménagements touristiques et le développement de l'urbanisation existante sont autorisés à condition d'être adaptés et maîtrisés au regard de la fonction de l'espace concerné et de ne pas porter atteinte aux intérêts des espèces et des milieux dits déterminants². Les PLU doivent justifier leur localisation, intégrer une évaluation de leurs impacts sur la biodiversité et définir les conditions de la prise en compte de la richesse écologique. En outre, ils fixent des orientations d'aménagement portant sur l'urbanisme et l'architecture et de nature à assurer l'intégration paysagère.

Espace paysager à valoriser : le SCoT retient pour orientation de valoriser le patrimoine naturel, culturel et historique lié aux rivières dans le respect des équilibres de ces sites naturels fragiles.

Réseaux de transport à conforter

Axe routier majeur à valoriser ou à requalifier dans une perspective d'attractivité touristique : les PLU prennent toute mesure de nature à assurer le traitement paysager des abords de ces voies d'un point de vue paysager (qualités paysagères du site, percées visuelles). Le SCoT recommande l'amélioration de l'accessibilité aux espaces de tourisme et de loisirs, pour tous les publics (jeunes, personnes âgées, personnes handicapées...), par une offre performante de modes doux (vélos et marche) et de transports collectifs.

Complémentarité à rechercher

Complémentarité avec les autres pôles touristiques à développer dans une logique de mise en réseau de l'offre touristique : des coopérations en matière de développement touristique doivent être recherchées au sein du Grand Clermont, ainsi qu'avec d'autres pôles

b. Hébergements – Restauration

De nombreuses propositions d'hébergement et de restauration sont proposées sur la commune.

■ Hébergements

- Labellisés « Gîtes de France » :
 - ■ Suc Plana, Mr & Mme GARDET, 2 hébergements, 2 épis et Mr & Mme MALLET, 1 hébergement, 3 épis
 - Les Ouches, Mme ROUX , 1 hébergement, 3 épis
 - Les Narcisses, Mr PLANEIX, 1 hébergement, 3 épis
 - Les Rouchoux, Mr & Mme GUITTARD, 1 hébergement , 3 épis
 - Bercail Montagne, Mr PELLISSIER , 1 Gîte de Groupe, 3 épis (tourisme & handicap)
 - La Croix des Coulées, Mme LAPORT, 1 hébergement, 2 épis
 - Le Labadeau, Mr FOURNET FAYARD, 1 hébergement, 1 épis
- Labellisés « Clévacances » :
 - Mr PELLISSIER Guy, 1 hébergement, 2 clés
- Non labellisés :
 - Mme AMATHE Pascale, 1 hébergement
 - Mr GUITTARD Pascal, 1 hébergement
 - Mr GUITTARD Thierry, 1 hébergement
 - Mr & Mme ROCHETTE, 1 hébergement
 - Mme EYMARD PELLISSIER, 1 Gîte d'étape
 - Mr JEANNE Philippe, 1 hébergement

■ Restauration

- Bar Restaurant L'Autre Terre, Pessade
 - Type de restauration : Crêperie, Salon de thé, Cuisine traditionnelle, Brasserie
 - Services : Banquets, Plats à emporter
 - Accès Handicapé : Accès aux personnes à mobilité réduite
 - Equipement du restaurant : Salle de restaurant avec cheminée, Terrasse, Parking, Salle de réunion
- Au Rendez-Vous des Trois Marchands, Zanières
 - Type de restauration : Cuisine de terroir
 - Services : Menus enfants
 - Equipement du restaurant : Parking
- Le Petit Baladou, Pessade

■ Gastronomie

- Fromage Saint Nectaire, GAEC de la Ligulaire



c. Activités et curiosités touristiques

■ Pêche sur la glace

La pêche sur la glace au lac de Guéry est unique en France. L'ouverture est le premier samedi de mars.

Les amateurs se retrouvent pour ce bel événement très convivial. L'épaisseur de la glace ne doit pas être inférieure à 25cm. Une épaisseur de glace pouvant aller de 40cm à 1 mètre est très souvent observé ; plus la neige qui recouvre les 25ha de la surface du lac. La température peut-être très sévère comme dans le grand nord canadien soit une température ressentie voisine de -25°.



■ Centre "Pessade Pleine Nature", site dédié aux activités de pleine nature

Un premier foyer de ski de fond à Pessade a vu le jour en 1975. Au départ, la station était gérée par une association de 4 communes dénommée Sancy Est. La commune de Saulzet-le-Froid, sur laquelle est implanté le site de Pessade, a par la suite intégré la Communauté de Communes Les Cheires lors de sa création en 2000. Dès lors, la gestion de la station a été déléguée à une association (Montagne Évasion) avant d'être reprise par l'EPIC Office de Tourisme Les Cheires fin 2006. Parallèlement, dans le cadre de son projet de territoire, la Communauté de Communes a décidé de rénover l'intégralité des équipements et de proposer un centre de pleine nature moderne et fonctionnant à l'année depuis décembre 2011.

- 39 km de pistes de ski de fond damées pour le classique et le skating
- 18km d'itinéraires raquettes balisés
- Un espace luge
- Course d'Orientation
- Marche Nordique
- VTT
- Aire de jeux pour enfants
- Parc Acrofun
- Aire d'échauffement
- Bike Park.
- Location de matériel
- Chiens de traîneau



■ La Narse d'Espinasse

La Narse est une tourbière (marais tourbeux) formée dans un maar qui abrite certaines espèces végétales, dont la Ligulaire de Sibérie, faisant l'objet d'une protection toute particulière.

Ce site constitue l'une des zones humides d'intérêt remarquable, située au cœur du Parc des Volcans d'Auvergne.



4. Perspectives de développement

Le SCoT du Grand Clermont a pour objectif de privilégier une mixité des fonctions urbaines (habitat/emploi) au sein du tissu urbain. Pour favoriser le renforcement des bourgs et répondre aux besoins de la population, le SCoT préconise d'engager des actions de consolidation en faveur des activités économiques au sein du tissu urbain existant, de prescrire des densités plus élevées et de faciliter la réutilisation de sites et locaux existants, en particulier, en permettant le changement de destination.

ENJEUX

- Le maintien des activités et entreprises existantes.
- Le renforcement de la vocation économique
- Pôle touristique à renforcer
- Le cadre de vie.
- Des trajets domicile/travail très nombreux

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Maitrise de la démographie
- Maintenir et développer les équipements économiques locaux.
- Préserver les espaces naturels et paysagers.
- Mettre en valeur les éléments urbains, architecturaux et patrimoniaux.
- Permettre l'accueil de nouvelles activités économiques.

D. LA VOCATION AGRICOLE

1. Rappels des lois et textes juridiques

- loi du 9 juillet 1999 d'orientation agricole
- loi SRU du 13 décembre 2000
- loi du 5 janvier 2006 relative au développement des territoires ruraux
- Dans le cadre du Grenelle de l'Environnement
 - Limiter les productions de GES
 - Limiter la consommation des espaces naturels et agricoles
- Le Projet de Loi relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement. « La présente loi fixe les objectifs, définit le cadre d'action et précise les instruments de la politique mise en œuvre par la collectivité nationale pour lutter contre le changement climatique, élaborer des stratégies d'adaptation, préserver la biodiversité ainsi que les services qui y sont associés et contribuer à un environnement respectueux de la santé. Elle assure la transition de la France vers une nouvelle économie compétitive, dont le nouveau modèle de développement respecte l'environnement et allège les besoins en énergie, en eau et autres ressources naturelles. ».
- « Article 26 : ... L'agriculture contribuera ainsi à l'équilibre écologique du territoire, notamment à la constitution d'une trame verte et bleue et au maintien de la biodiversité, des espaces naturels, des milieux aquatiques et à la réhabilitation des sols ... »
- loi n°85-30 du 9 janvier 1985, dite Loi Montagne vise notamment la préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales, forestières ; et la préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel.

Source des données :

Source : recensement agreste 2010 - <http://www.acces.agriculture.gouv.fr/cartostat/>

- L'analyse de la vocation agricole de la commune est essentiellement fondée sur l'analyse des éléments statistiques officiels (Fiche AGRESTE, Ministère de l'Agriculture). Ces données doivent ainsi être interprétées **prudemment** du fait de la méthode de recensement : **les statistiques ne comprennent que les chefs d'exploitations implantés sur la commune ; ainsi les chefs d'exploitation des communes voisines travaillant sur la commune concernée ne sont donc pas comptabilisés. De même que sont prises en compte les surfaces exploitées sur les communes voisines par les exploitations de la commune.**
- Un recensement agricole national a été réalisé en 2010. Les données communales issues de ce recensement sont progressivement et en partie consultables depuis 2012.

Note

...

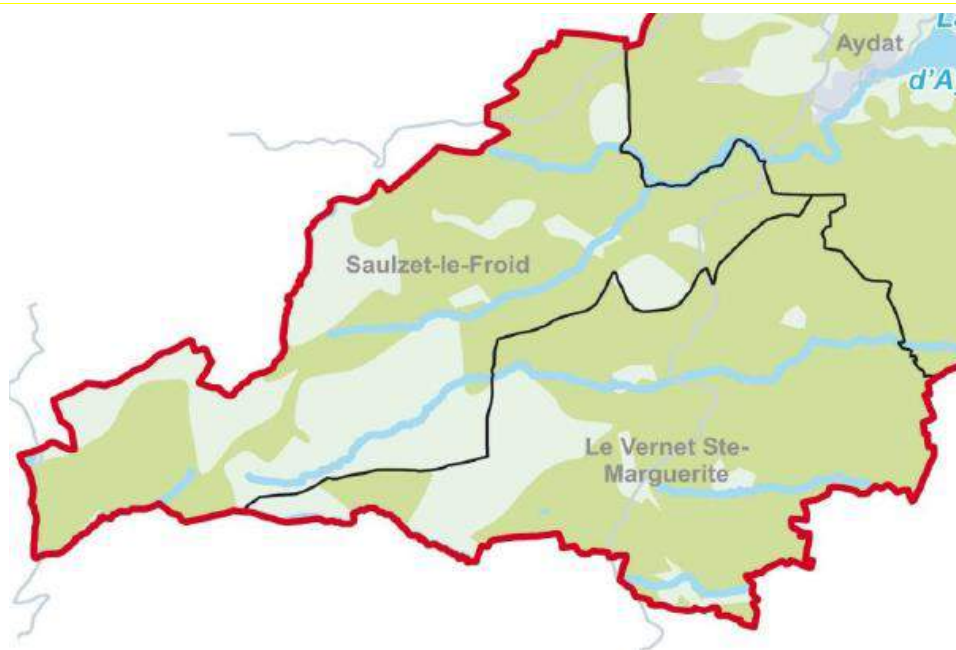
Une enquête agricole pourrait être réalisée conjointement au PLU, auprès des agriculteurs. Cette enquête peut se révéler judicieuse et très utile pour :

- mettre à jour les données agricoles sur la commune ;
- préciser la situation actuelle des exploitations ;
- connaître les besoins et projets des agriculteurs, en termes d'équipements et de surfaces agricoles utiles.

2. Les contraintes supra-communales

Conscient que l'agriculture se trouve en concurrence directe avec la nécessité de produire du logement ou des zones d'activités, le SCoT du Grand Clermont vise d'une part à réduire fortement le rythme de consommation d'espace en combinant densité des extensions et renouvellement urbain et d'autre part, à protéger les terres agricoles.

Assurer les emplois agrialimentaires de demain orientations générales et particulières détaillées au DOG pages 30 à 33.



Zone de prairie à maintenir : protection de niveau 2 qui vise à pérenniser une agriculture agropastorale et à maintenir les milieux ouverts.

Pour ces espaces, le SCoT protège les terres agricoles dans leur globalité. Une urbanisation et/ou un aménagement de ces espaces (irrigation, cheminements...) sont autorisés à la condition qu'ils ne compromettent pas l'équilibre d'ensemble des exploitations agricoles et qu'ils s'établissent en continuité du tissu urbain existant dans les terres de grande culture. Les PLU doivent justifier la localisation des projets d'urbanisation et/ou d'aménagement et définir les conditions de la prise en compte de l'activité agricole.

Parc naturel régional au sein duquel une agriculture de terroir est à développer : terres protégées au titre de la spécificité des terroirs et de la diversification des productions et des filières.

Pour la Chaîne des Puys et l'escarpement de faille, les PLU définissent des « zones tampons » d'un rayon de 100 m minimum autour des bâtiments d'exploitation afin de permettre le développement de l'activité d'élevage existante, la mise aux normes ou encore l'installation de nouvelles unités de production, mais également de prévenir les conflits de voisinage. Les PLU prennent notamment toute mesure de nature à assurer la pérennité des exploitations agricoles en déterminant, notamment, les conditions d'implantation des constructions nouvelles non liées à l'exploitation agricole.

Qualité des cours d'eau à préserver : maîtriser quantitativement et qualitativement la ressource et les besoins en eau (eau potable, irrigation, écosystème...).

3. L'agriculture à Saulzet-le-Froid

La commune de Saulzet-le-Froid est située dans la petite région agricole des Dômes

La surface des espaces agricoles déclarés à la PAC est de 1 678 ha sur une superficie communale totale de 2 821 ha, ce qui représente 60 % du territoire.

a. AOC et IGP

Les producteurs situés sur la commune peuvent produire les produits labelisés suivants : Cantal, saint Nectaire, Veau du Limousin, Volailles d'Auvergne et porcs d'Auvergne

Source : <http://www.aoc-igp.fr/>

b. Les exploitations

■ Une baisse de la main d'œuvre et des exploitations

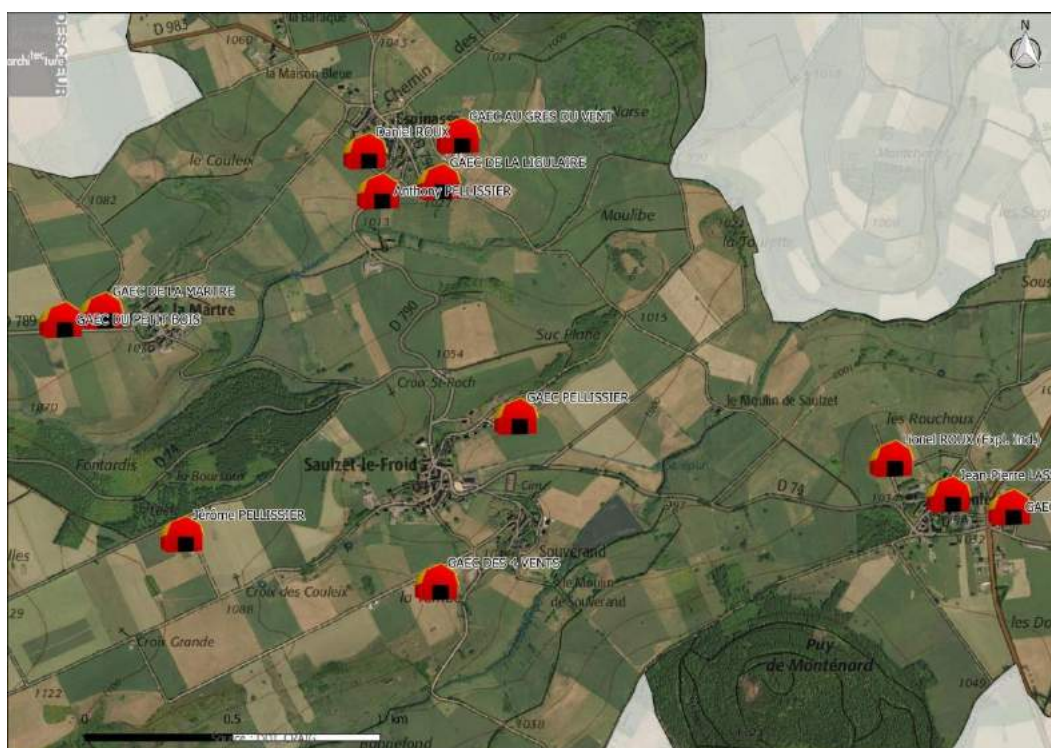
On recense 16 exploitations en 2010, soit une baisse de 40 exploitations par rapport à 1988 (9 depuis 2000).

Dans le même temps, la SAU, elle, a augmenté depuis 1988 (+115 ha). Ce chiffre correspond à la SAU des exploitations ayant leur siège sur la commune (ce chiffre comprend donc des surfaces exploitées en dehors du territoire communal et ne prend pas en compte les surfaces exploitées par des exploitants situés en dehors de la commune).

Les unités de travail annuel dans les exploitations n'ont cessé de diminuer depuis 1988.

Exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune			Travail dans les exploitations agricoles en unité de travail annuel			Superficie agricole utilisée en hectare		
2010	2000	1988	2010	2000	1988	2010	2000	1988
16	25	40	44	42	60	1353	1345	1238

■ Localisation des exploitations



c. Les exploitants

■ Age des exploitants et succession

Exploitations

Ensemble		Moins de 40 ans		40 à moins de 50 ans		50 à moins de 60 ans		60 ans ou plus	
2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000
16	25	6	5	s	10	7	6	s	4

S : secret statistique¹

Qui succèdera au chef d'exploitation (âgé de 50 ans ou plus)

Ensemble des exploitations		Exploitations non concernées par la question succession		Exploitations avec successeur		Exploitations sans successeur ou inconnu	
2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000
16	25	4	15	3	s	9	s

Plusieurs exploitations n'ont pas de successeurs (9) quand seulement 3 en ont un. Les 4 autres exploitations ne sont pas concernées par la question succession.

L'avenir des exploitations agricole à Saulzet-le-Froid pourrait poser problème.

Le PLU devra s'attacher à faciliter l'installation des nouveaux exploitants afin de permettre la pérennité des exploitations.

d. Les productions

"Cheptel en unité de gros bétail, tous aliments"			Orientation technico-économique de la commune		Superficie en terres labourables en hectare			Superficie en cultures permanentes en hectare			Superficie toujours en herbe en hectare		
2010	2000	1988	2010	2000	2010	2000	1988	2010	2000	1988	2010	2000	1988
1827	1765	1884	Bovins lait	Bovins lait	0	s	0	0	0	0	1353	1344	1238

Le cheptel est plutôt stable depuis 1988, malgré la forte baisse du nombre d'exploitation.

L'agriculture à Saulzet-le-Froid est tournée vers les vaches laitières (14 exploitations, 807 têtes). Les vaches allaitantes sont aussi présentes : 6 exploitations, 71 têtes.

Le cheptel se répartit de la manière suivante :

Vaches laitières				Vaches allaitantes				Brebis nourrices			
Exploitations en ayant		Cheptel correspondant (têtes)		Exploitations en ayant		Cheptel correspondant (têtes)		Exploitations en ayant		Cheptel correspondant (têtes)	
2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010
21	14	834	807	3	6	74	71	3	s	38	s

Quelques exploitations élèvent aussi des chèvres ou encore des poulets de chair et des coqs.

¹ La diffusion des données agrégées est soumise à des règles strictes qui garantissent la confidentialité :

- Chaque donnée cumulée doit correspondre à **AU MOINS TROIS** entreprises ou exploitations,
- Une entreprise ou exploitation doit représenter **MOINS de 85%** du total considéré.

e. Périmètres de protection sanitaire

En fonction de leur nature, de leur taille et de leur mode de conduite, les bâtiments d'élevage et certaines de leurs annexes bénéficient de périmètres de protection sanitaire d'un rayon de 50 à 100 m.

Le périmètre sanitaire rend cette zone inconstructible. Ainsi, un agriculteur ne peut pas construire un bâtiment d'élevage neuf ou une annexe à moins de 50 m ou 100 m de toute construction à usage d'habitation (habitations des tiers, stades, camping hors camping à la ferme, zones à urbaniser) (sauf cas particuliers d'un exploitant devant, pour mettre en conformité son installation autorisée, réaliser des annexes ou aménager ou reconstruire sur le même site un bâtiment de même capacité) (arrêtés ministériels du 7 février 2005 et circulaire d'application du 6 juillet 2005).

A l'inverse, une personne souhaitant construire à proximité d'une exploitation d'élevage doit respecter cette même distance. C'est la règle de réciprocité (Art L111-3 du Code Rural) qui prévoit une marge de recul entre un bâtiment d'élevage, ses annexes et les constructions de tiers à usage d'habitation ou à usage professionnel.

Ces périmètres sont fixés soit par la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soit par le Règlement Sanitaire Départemental.

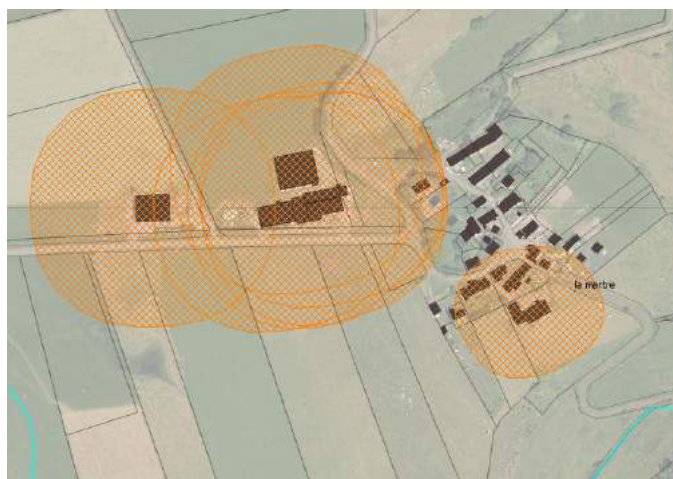
Sont pris en compte pour l'instauration du périmètre :

- les bâtiments servant au logement des animaux et les différentes aires ou circulation attenantes.
- les laiteries et fromageries
- les bâtiments ou installations servant à abriter la nourriture.
- les dispositifs de stockage et de traitement des effluents.

■ Repérage des périmètres agricoles :



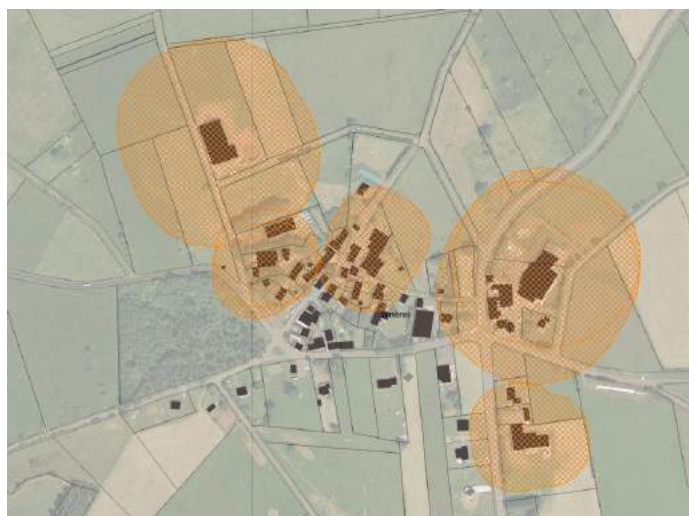
Pessade



La Martre



Espinasse

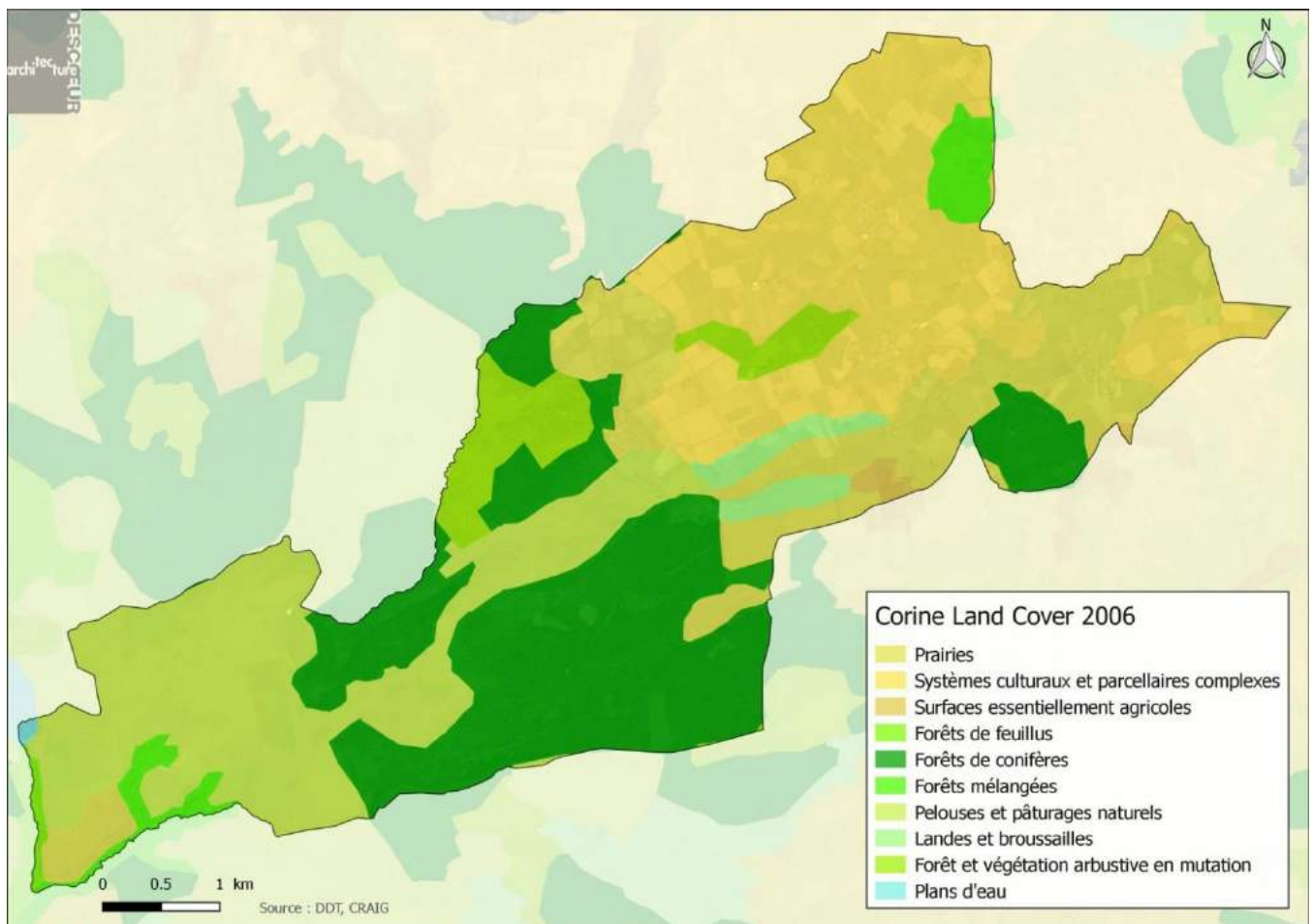


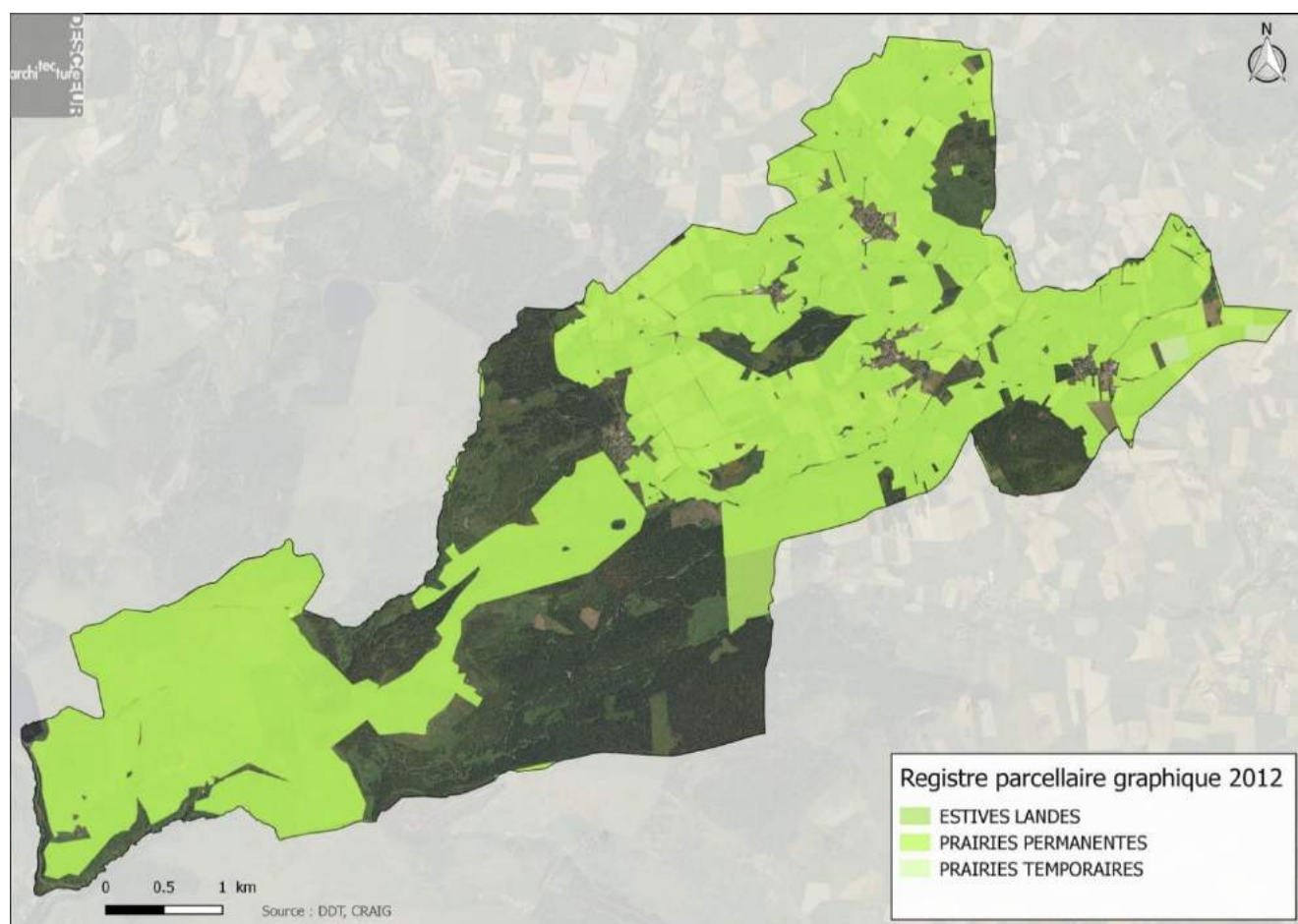
Zanières



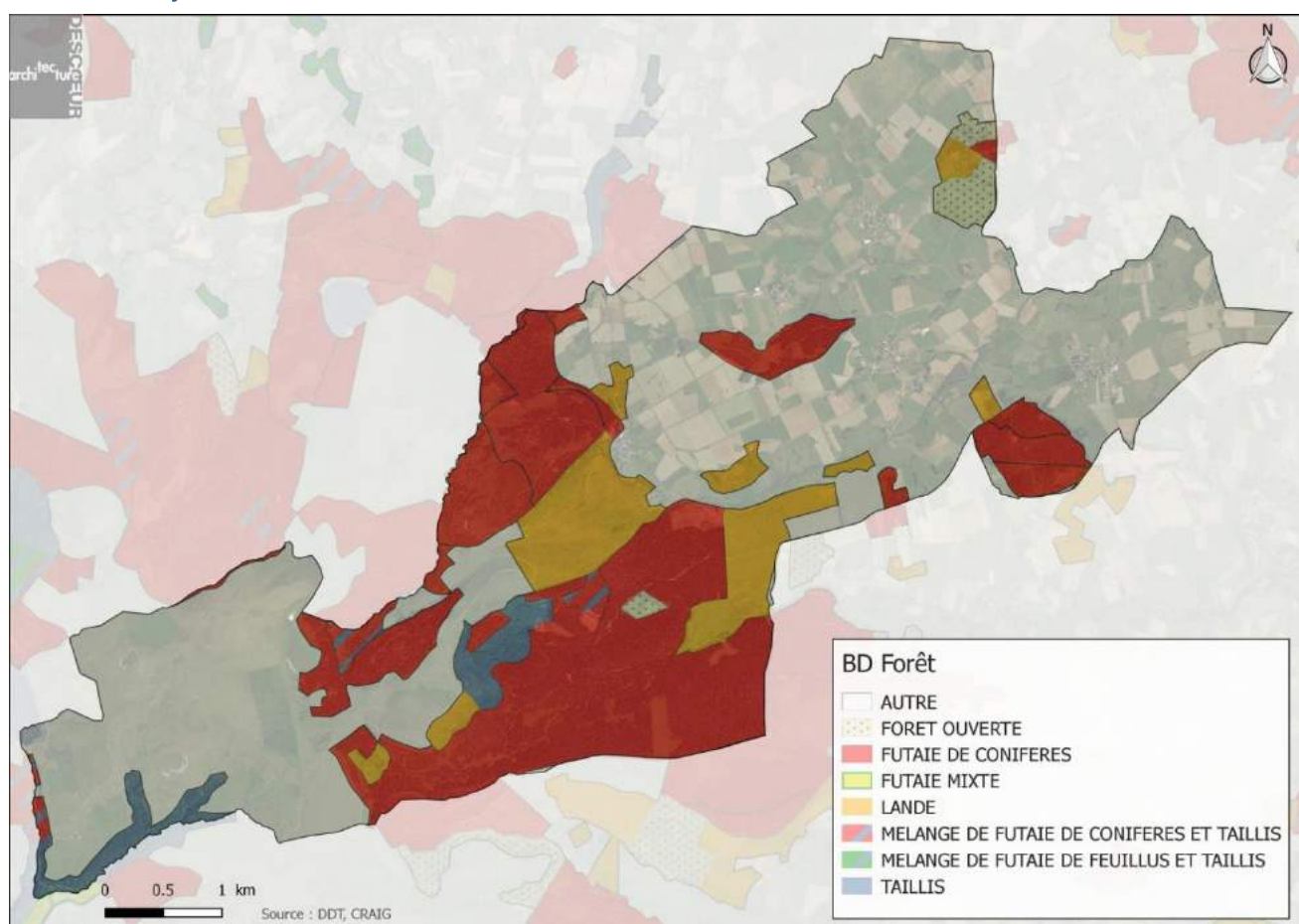
Le bourg et Souverand

f. Cartes de l'occupation des sols





g. Production sylvicoles



Toute la partie centrale du territoire est boisée, en grande partie par des conifères. Ailleurs, on retrouve plusieurs îlots landes et de taillis.

h. Réglementation des boisements

Délibération en date du 29 mars 1979. La réglementation des boisements ne s'applique pas aux parcs et jardins attenants à une habitation, aux vergers, aux haies et aux châtaigniers et noyers à vocation fruitière.

■ Principe

La réglementation des boisements consiste à réaliser un zonage du territoire communal, définissant des secteurs où le boisement est :

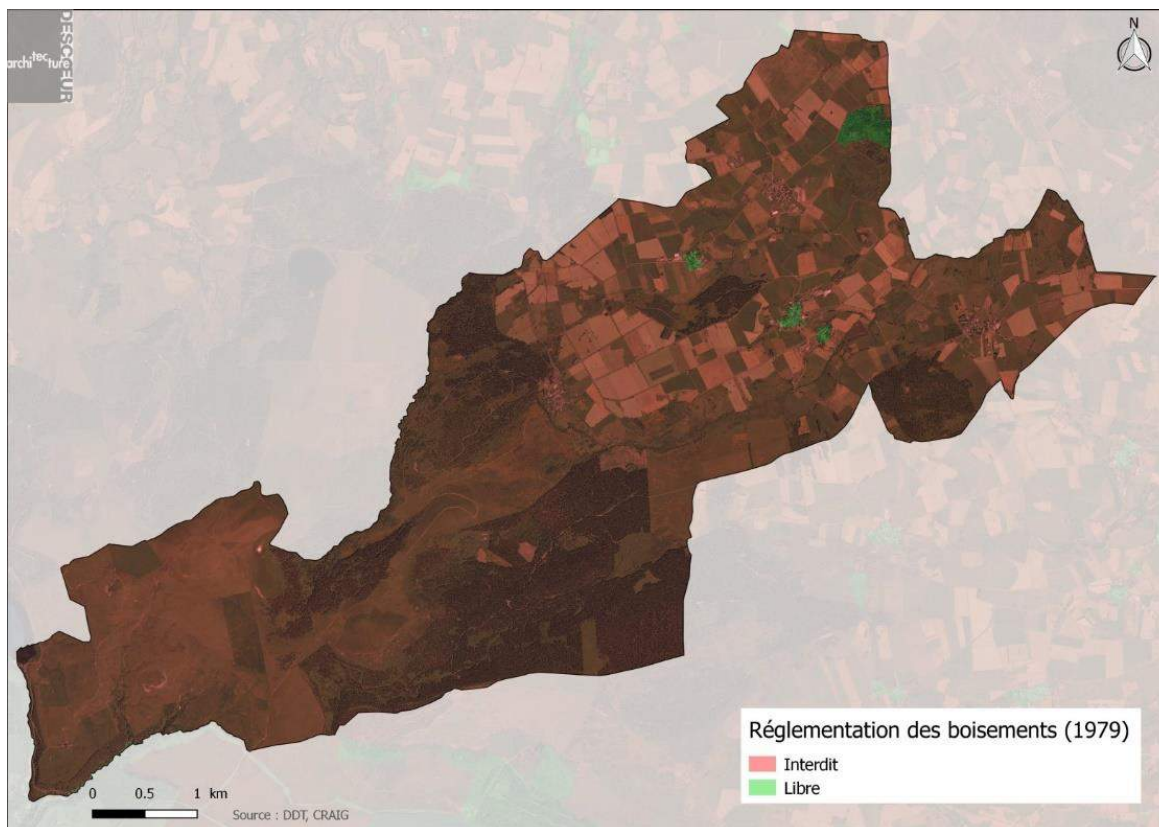
- Soit libre
- Soit interdit ou interdit après coupe rase
- Soit réglementé ou réglementé après coupe rase

■ Objectifs

- Maintien des terres pour l'agriculture
- Préservation des paysages
- Protection des milieux naturels
- Protection de la ressource en eau
- Préservation des risques naturels
- Cette procédure permet également d'identifier les zones où les boisements existants sont gênants pour l'agriculture ou le cadre de vie ; ces parcelles pourront par la suite bénéficier des aides du Conseil départemental, en vue de leur suppression.

■ Champ d'action

- Elle règlemente uniquement la plantation
- Elle ne permet pas d'obliger un propriétaire à couper un boisement
- Elle permet de règlementer la plantation d'un terrain non boisé
- Elle permet de règlementer la replantation d'un massif boisé de moins de 4 ha
- Elle ne permet pas de règlementer la replantation d'un massif forestier de plus de 4 ha



ENJEUX

- La surface agricole à protéger
- Le patrimoine naturel doit-être protégé.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Maintenir la présence d'exploitations agricoles. Permettre leur développement.
- Permettre le renouvellement des agriculteurs, soit par la reprise d'exploitation, soit par de nouvelles installations.
- Prendre en compte les exploitations en fin d'activité, sans repreneur.
- Protéger les terres agricoles.
- Gérer et préserver les quelques espaces boisés.
- Eviter l'aménagement ou le développement d'exploitations agricoles à proximité des secteurs sensibles.
- Préserver les structures végétales existantes.
- Préserver les trames bleues, et zones humides qui ponctuent le territoire.

OBJECTIF SANTE

-production locale de denrées alimentaires avec faible apport d'engrais et de pesticides-

...

Bénéfices pour la santé :

Les gradients sociaux dans la qualité nutritionnelle et l'origine de nutriments contribuent à l'inégalité vis-à-vis de la santé avec la consommation excessive de sucres et graisses riches en calories. Les recommandations nutritionnelles en vue d'éviter les maladies chroniques, soulignent en permanence la nécessité de consommer plus de fruits et légumes frais. Les personnes à revenus faibles, y compris les familles jeunes, les personnes âgées et les personnes sans emploi sont les moins à même de s'alimenter correctement. La production et la distribution locales de denrées alimentaires peuvent avoir un effet sur la santé mentale en ce qu'elles permettent d'accroître l'activité physique, de réduire l'isolement social et de favoriser l'estime de soi et la confiance.

Effets négatifs potentiels de l'urbanisme :

L'urbanisme ne tient pas toujours compte de l'importance de proposer des espaces publics et des jardins familiaux. La concentration des commerces et la croissance de vastes supermarchés réduisent la diversité de denrées alimentaires disponibles localement et désavantagent ceux qui ne disposent pas d'une voiture ce qui accentue les inégalités sociales.

Effets positifs de l'urbanisme :

Les sources locales de denrées alimentaires que sont les jardins maraîchers, les jardins ouvriers, les petites propriétés et fermes ainsi que les fermes de villes permettent aux personnes à revenus faibles de produire leurs propres fruits et légumes. Les nouveaux lieux de vie " favorables à la santé " développent ce type d'initiatives sur place pour combiner santé, bien-être et activités physiques douces. L'urbanisme peut aussi aider à préserver et à protéger des zones qui serviront à des projets collectifs et donneront la possibilité d'une production locale de denrées alimentaires. L'urbanisme favorise également la diversité des équipements commerciaux dans des petits centres de quartier, permettant de diminuer la dépendance individuelle vis-à-vis des hypermarchés situés en dehors des centres-ville.

Sur les zones urbanisées, dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation, il pourra être envisagé de créer une zone de protection sanitaire, non aedificandi, en bordure de zonage, dans le cadre du principe de précaution.

Texte réalisé à partir du guide : Urbanisme et santé, le guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants, Hugh Barton et Catherine Tsourou

E. EQUIPEMENTS ET SERVICES

Parce qu'ils participent à la qualité de la vie dans les quartiers, les équipements de proximité peuvent représenter un vecteur de développement afin d'accroître l'attrait résidentiel de la ville.

1. Les équipements scolaires et les services de l'enfance

a. Écoles et collèges

La commune de Saulzet-le-Froid est située dans l'Académie de Clermont-Ferrand. Elle dépend de la zone A.

Saulzet-le-Froid ne dispose d'aucun établissement scolaire. Les enfants de maternelle et primaire sont dirigés prioritairement sur les établissements de la commune d'Aydat.

Pour les classes du cycle secondaire, les enfants de Saulzet-le-froid sont rattachés au Collège du Sancy à Besse-en-Chandesse et au Lycée Murat à Issoire.

b. Services scolaires

■ **Permanence de puéricultrice de la PMI (Protection Maternelle et Infantile) à ST AMANT-TALLENDE**

Depuis début février 2015, la collaboration étroite entre le Conseil Général du Puy de Dôme et la Communauté de communes les Cheires a permis la création d'une permanence de puéricultrice de la PMI (Protection Maternelle et Infantile).

■ **Petite enfance : Les Multi Accueils de la Communauté de Communes**

- Multi accueil de St Amant Tallende : il accueille 25 enfants âgés de 3 mois à 4 ans, du lundi au vendredi, de 7h30 à 18h30.
- Multi accueil de Rouillas Bas : il accueille 10 enfants âgés de 3 mois à 4 ans le lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 8h à 18h.

■ **Relais Assistant(e)s Maternel(le)s**

2. Equipements sportifs et culturels

Centre Pleine Nature à Pessade.

3. Services publics

- Mairie de Saulzet-le-Froid

- CCAS

- Service d'aides à domicile (CC Les Cheires)

Réservé au plus de 60 ans, handicapés, et personnes sortant d'hospitalisation, le service d'aides à domiciles bénéficie à ce jour à 155 habitants du territoire.

- Portage de Repas à domicile (CC Les Cheires)

La Communauté de Communes Les Cheires propose un service de portage de repas à domicile aux personnes âgées, handicapées et aux personnes sortant de l'hôpital. Ce service fonctionne toute l'année, du lundi au vendredi. Les repas sont livrés à domicile de 9h00 à 12h30 du lundi au vendredi.

- Médiathèque

- Caserne de pompier

- Salle polyvalente

4. Santé

Il n'existe pas de services de santé (médecins, pharmacies, soins infirmiers) sur la commune. Les habitants doivent se rendre au plus près à Aydat.

5. Les Associations

- Amicale des pompiers
- Comité des fêtes
- Société de chasse
- Association des conscrits
- Club des aînés

ENJEUX

- Le cadre de vie.
- La proximité de services et d'équipements

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Maintenir les services et équipements
- Engager une réflexion sur les besoins de services et équipements supplémentaires, liés à l'accueil de nouvelles populations, et aux caractéristiques des populations.

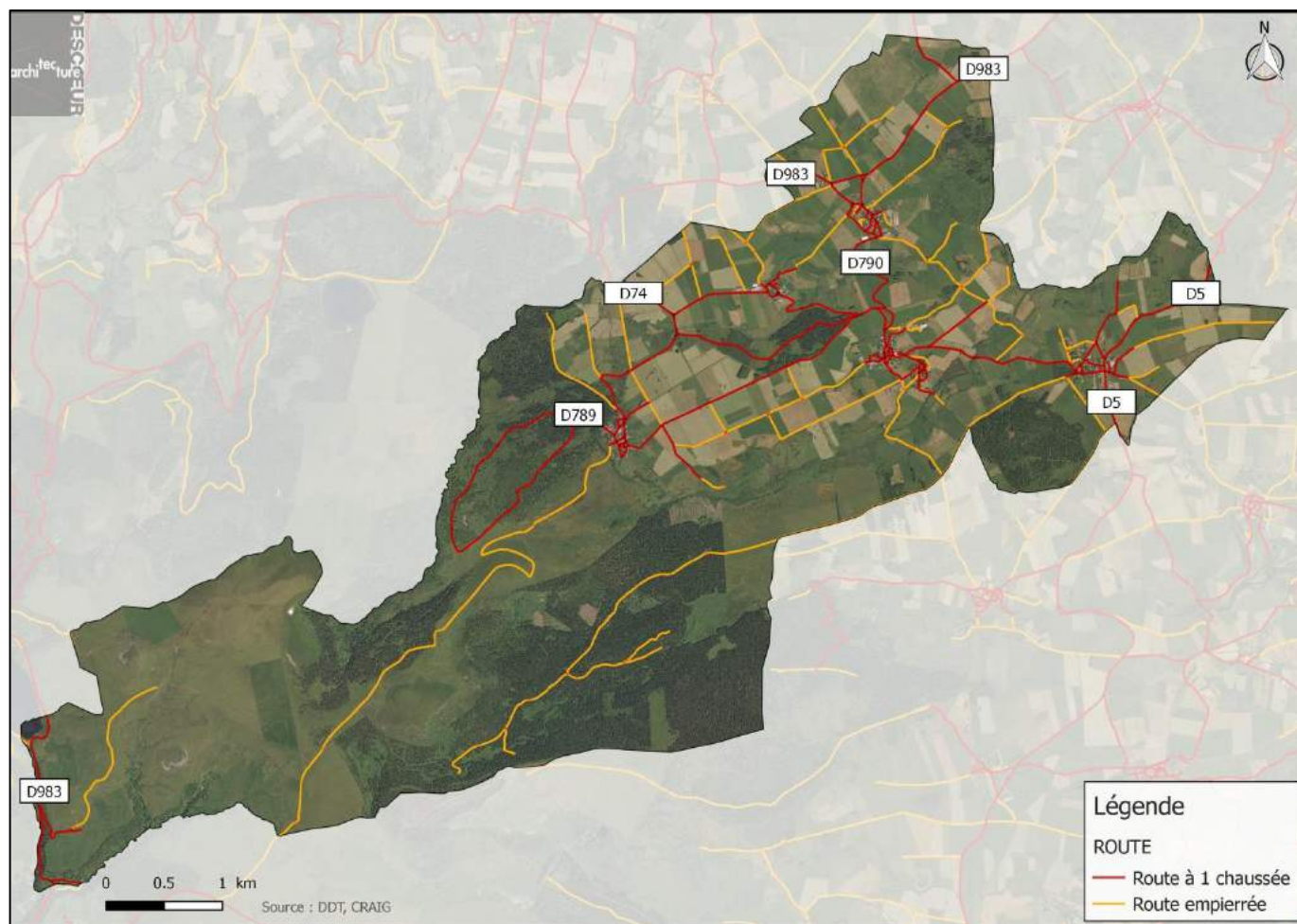
F. MOBILITE

Rappels des lois

C'est avec la Loi dite loi Loti du 30-12-1982 (loi d'orientation des transports intérieurs) qu'apparaît le droit au transport. La question de l'environnement contribue progressivement à la prise en compte de la problématique des transports. Ainsi, la Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, du 30-12-1996, institue un droit au transport collectif (alors que la loi de 1982 instituait un droit au transport individuel). L'objectif est de promouvoir les autres transports. Les raisons de ce changement sont liées aux problèmes engendrés par la circulation automobile, en termes de pollution, bruit et coût.

1. Les axes routiers

a. Le réseau



Saulzet-le-Froid se situe en partie sur le massif des Monts Dore, ce qui limite le réseau routier, notamment sur la partie Ouest du territoire. Aussi, les routes se situent très majoritairement à l'Est :

- La D74 permet de rejoindre Vernines
- et la D983 relie le Mont-Dore à Saint-Genès-Champagnelle. Cette départementale permet de se rendre dans la partie Ouest du territoire, vers le lac du Guéry
- La D4 rejoint Le-Vernet-Sainte-Marguerite puis Muro.

La desserte de l'ensemble des hameaux et des deux bourgs est ainsi bien assurée.

A proximité, la D2089 permet à de nombreux actifs de se rendre dans le bassin d'emplois clermontois assez rapidement.

2. Les modes de déplacements

a. Les transports individuels

Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2013	
Pas de transport	14 %
Marche à pied	14 %
Deux roues	0,8 %
Voiture, camion, fourgonnette	70,5 %
Transports en commun	0,8 %

Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi,
Source : Insee, RP2013 exploitation principale,

Équipement automobile des ménages

	2008	%	2013	%
Ensemble	108	100	122	100
Au moins un emplacement réservé au stationnement	89	82,4	93	76,2
Au moins une voiture	97	89,8	112	91,8
1 voiture	42	38,9	50	41
2 voitures ou plus	55	50,9	62	50,8

Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

L'équipement automobile des ménages progresse. Entre 2008 et 2013, plusieurs ménages se sont équipés d'une seconde voiture. La majorité des habitants se rendent au travail en voiture (70,5%)

Ce taux d'équipement important s'explique par le fait que les habitants de Saulzet-le-Froid vont, dans leur très grande majorité, travailler en dehors de la commune.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2013	%	2008	%
Ensemble	129	100	126	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence	46	35,7	49	38,9
dans une commune autre que la commune de résidence	83	64,3	77	61,1

Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

b. Aire de covoiturage

Il n'existe pas d'aire de co-voiturage sur la commune. Néanmoins, plusieurs aires existent à proximité.



Source : <http://www.covoiturageauvergne.net/>



3. Les transports en communs

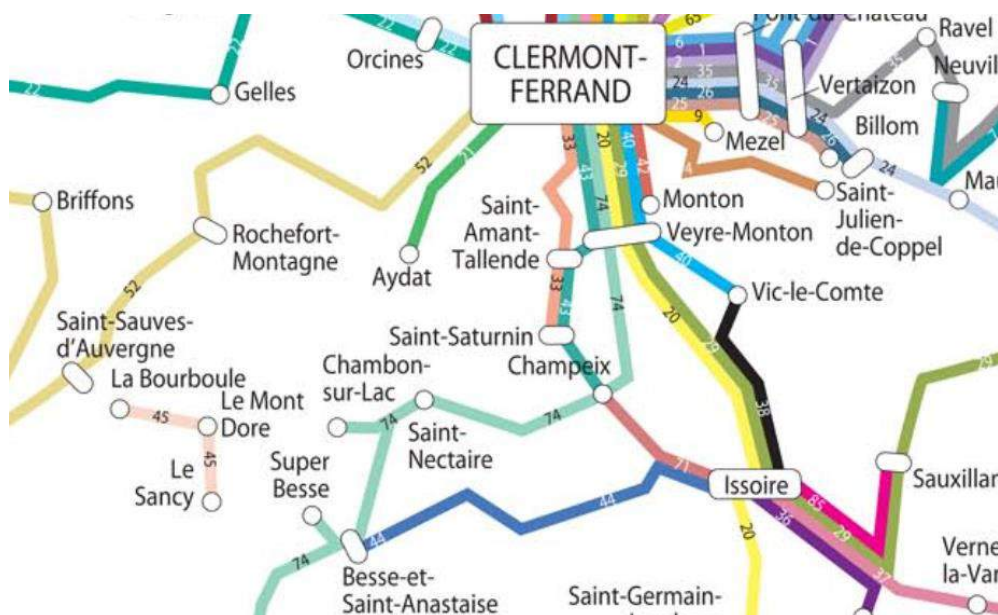
a. Le Bus des Montagnes

Les mardis et samedi, tout habitant du territoire peut, pour la somme de 4,57 € aller-retour ou 3,05 € aller ou retour se rendre à Saint-Amant-Tallende ou à Tallende.

A ce service régulier, s'ajoutent des transports exceptionnels : à la Grande Halle pour la foire, ou le Sommet de l'Élevage, et le "Bus de Noël

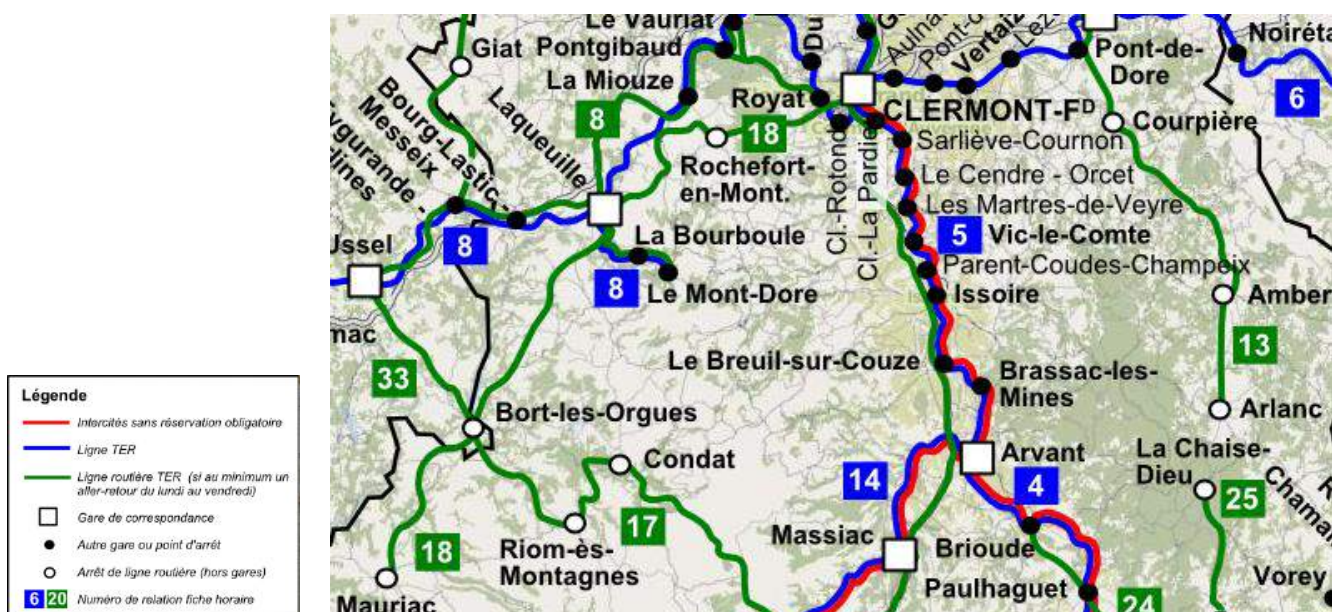
b. Le réseau Transdôme

Créé par le Conseil général du Puy-de-Dôme, il permet au public de se déplacer en milieu non urbain avec une tarification unique (3€). Il n'existe pas de ligne traversant la commune de Saulzet-le-Froid. Les arrêts les plus proches se situent à Aydat, Saint-Saturnin, Chambon-sur-Lac, Le Mont-Dore et Rochefort-Montagne.



c. Le réseau TER Auvergne

La commune ne dispose pas de gare. La plus proche est au Mont Dore. Le train peut difficilement constituer un outil concurrentiel à la voiture.



d. Transport aérien

Aéroport international de Clermont-Ferrand Aulnat

Vols réguliers et directs pour la France : Ajaccio, Bastia, Biarritz, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz/Nancy, Montpellier, Nantes, Nice, Paris/Orly et Paris/Charles de Gaulle, Strasbourg, Toulouse

Vols réguliers directs ou avec une correspondance en Europe : Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suisse, Allemagne, Espagne, Portugal, Norvège, Danemark, Suède, Finlande, Russie, Pologne, Autriche, République Tchèque, Hongrie, Serbie, Bulgarie et Grèce.

e. Les déplacements doux

La commune de Saulzet-le-Froid est vaste et bénéficie de nombreux chemins et circuits de randonnée.

	Le Puy de Baladou	
Balisage	Vert	
Durée	5 h 45 à 6 h	
Kilomètre	19 km	
Altitude Maximum	1 420 m	
A voir sur place	Vue sur la chaîne des puy et les massifs du Sancy. Les anciens burons creusés. La Monne.	
Note	Randonnée très agréable et facile.	



ENJEUX

- Une meilleure organisation des déplacements, et notamment des transports collectifs.
- Les émissions de gaz à effet de serre.
- La protection des personnes et des biens contre les nuisances sonores.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Ne pas créer de zone urbaine à vocation d'Habitat à proximité des voies à grande circulation.
- Limiter le mitage permet plus facilement de mettre en place des modes de déplacements alternatifs (co-voiturage, déplacements doux).
- Les cônes de vue sur le territoire et le bourg depuis les voies d'accès doivent être préservés et mis en valeur.

OBJECTIF SANTE

-développer les déplacements doux-

...

Bénéfices pour la santé : La pratique d'exercices favorables à la santé permet de combattre les maladies cardio-vasculaires, les accidents vasculaires et autres maladies associées à la fois aux emplois sédentaires et aux styles de vie stressants. Des modes de vie sains sont à même d'améliorer le bien-être mental et, par conséquent, avoir une influence sur la santé corporelle.

Effets négatifs potentiels de l'urbanisme : Les zones d'habitat à faible densité, et éloignées des possibilités d'approvisionnement impliquant des trajets plus long entraînent l'utilisation excessive des véhicules, n'incitent pas à des styles de vie favorables à la santé

Effets positifs de l'urbanisme : L'urbanisme peut créer un environnement attrayant, sûr et commode qui incite les individus à se rendre à pied ou à bicyclette au travail, dans les magasins et les autres équipements locaux. Les projets d'aménagement doivent intégrer des possibilités de loisirs adaptées, réparties dans les centres bâtis et faciles d'accès (parc, jardins, promenades, circuits détente le long des ruisseaux). La zone N du PLU est adaptée à ces projets, ainsi que les zones Uj (jardins urbains).

Texte réalisé à partir du guide : Urbanisme et santé, le guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants, Hugh Barton et Catherine Tsourou

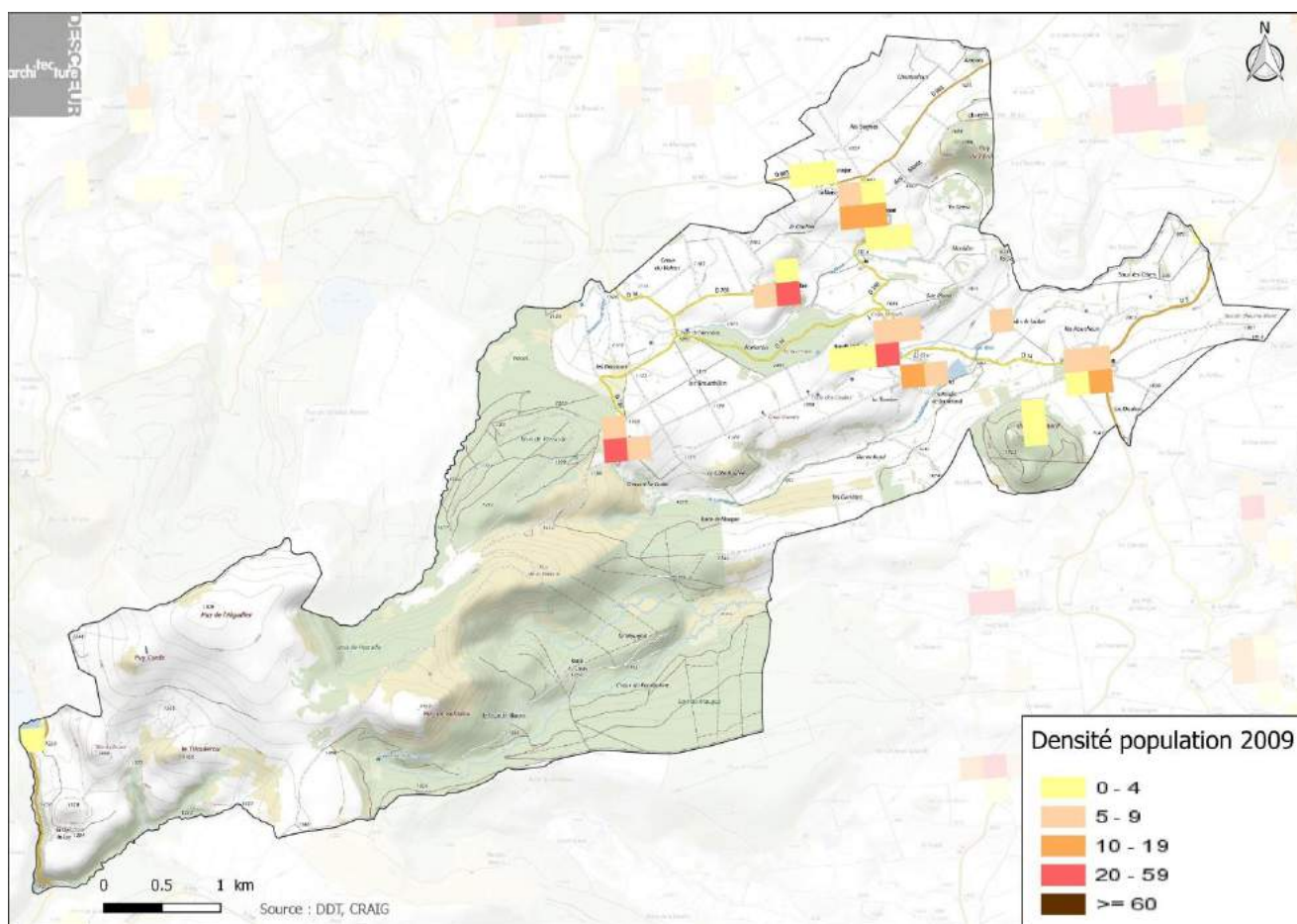
2e PARTIE

HABITAT ET URBANISME

Evolutions architecturales et urbaines,
projections et potentialités.

A. DEVELOPPEMENT URBAIN

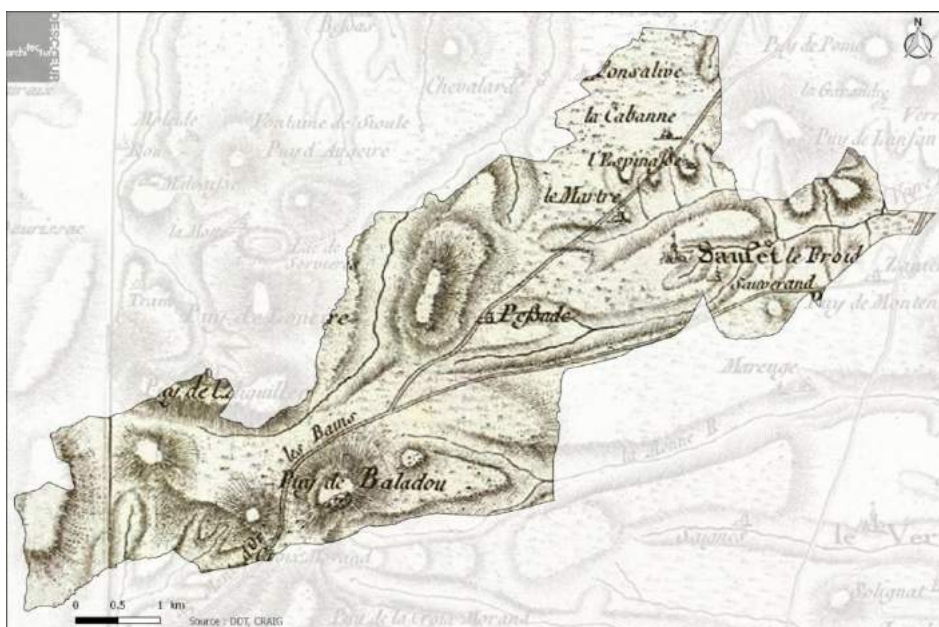
1. Le territoire de Saulzet-le-Froid

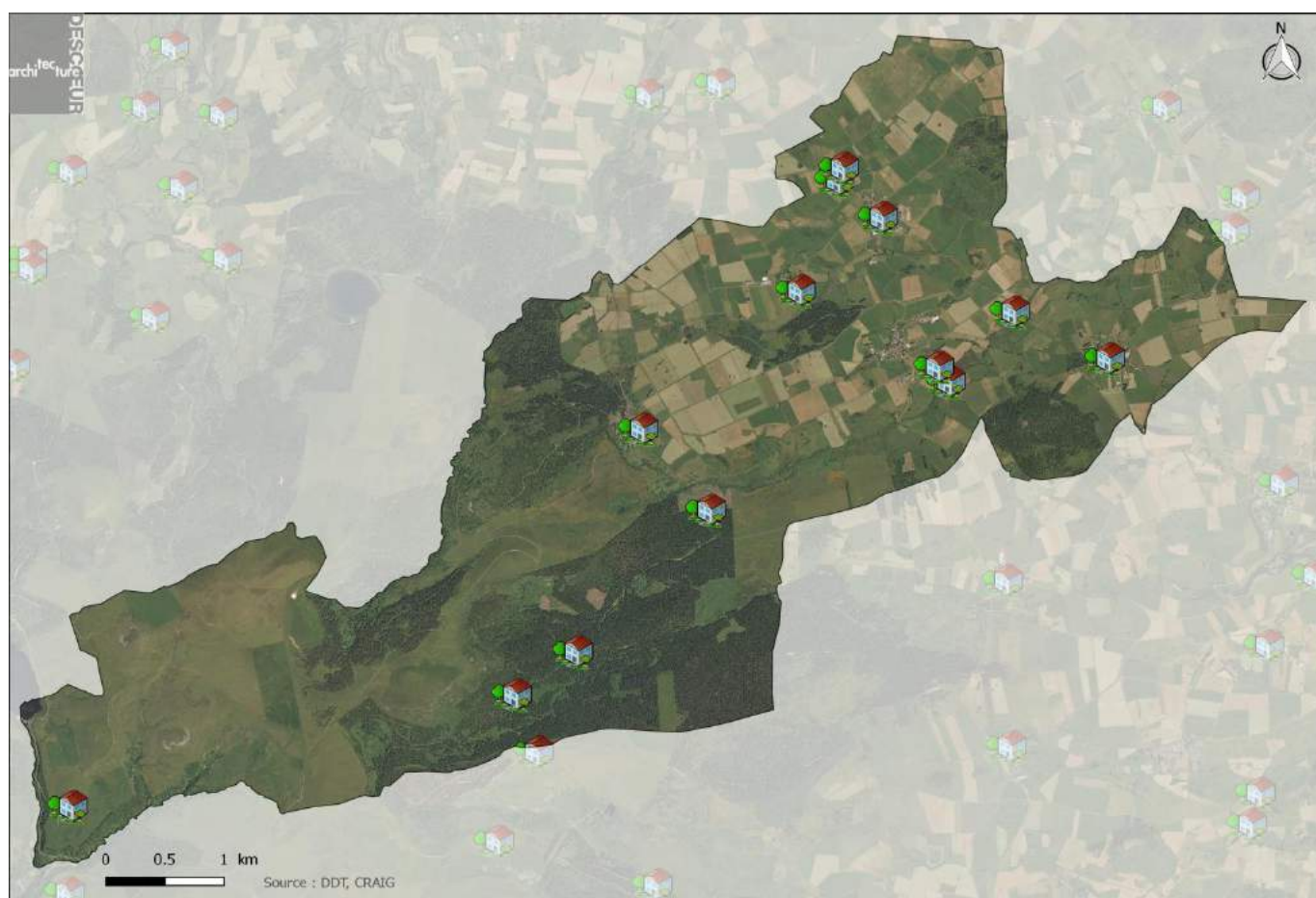


L'habitat est essentiellement concentré sur le bourg de Saulzet-le-Froid et sur les villages d'Espinasse et de Pessade (entre 20 et 59 habitants sur 4ha -carreau de 200m par 200m-).

Le reste du territoire est concerné par un habitat plus dispersé.

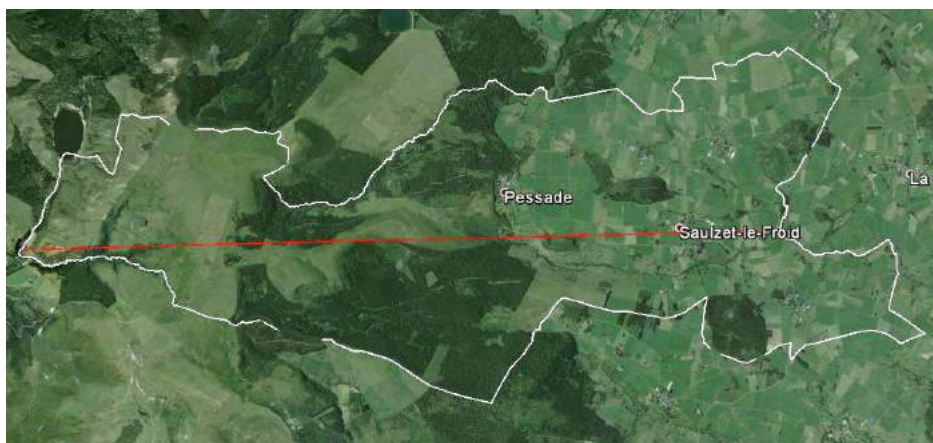
Selon l'IGN, la commune de Saulzet-le-Froid compte 13 lieux dits habités. Une grande partie de ces villages existaient déjà au XVIIIème siècle (Carte de Cassini du 18^e siècle) et ont peu évolué depuis.

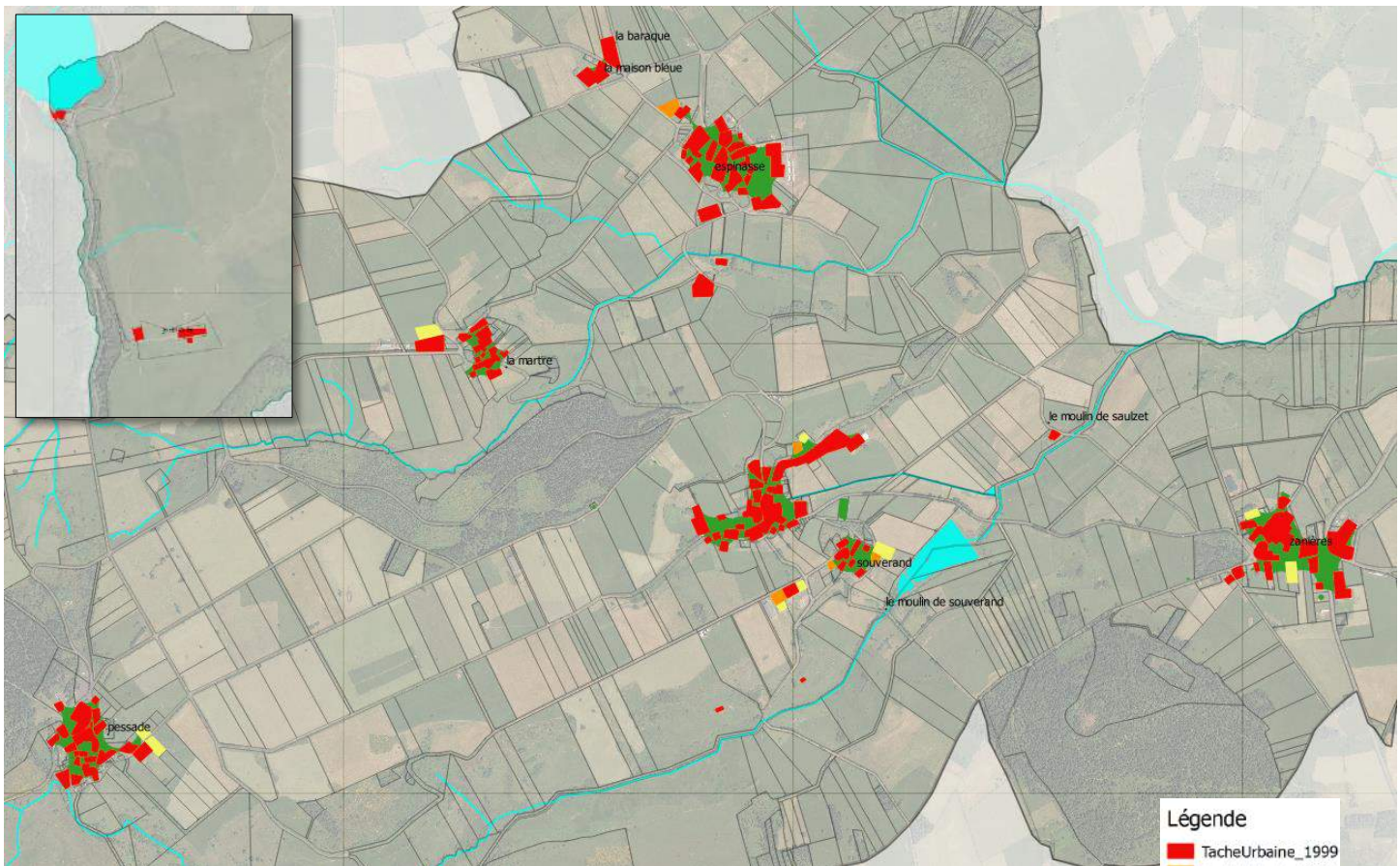




Situation des lieux-dits habités

Le bâti est conditionné par le relief : il s'organise sur le plateau, au pied du massif des monts Dore.





■ Evolution des zones urbanisées :

- En 1999 : l'emprise urbanisée était de **17.48 ha**.
- La consommation foncière **entre 1999 et 2004** a été d'environ **0.63 ha**.
- La consommation foncière **entre 2004 et 2009** a été d'environ **1.47 ha**.
- la consommation foncière **entre 2009 et 2013** a été d'environ **4.00 ha**.



Le bourg de Saulzet-le-Froid (source : webtournaire.com)

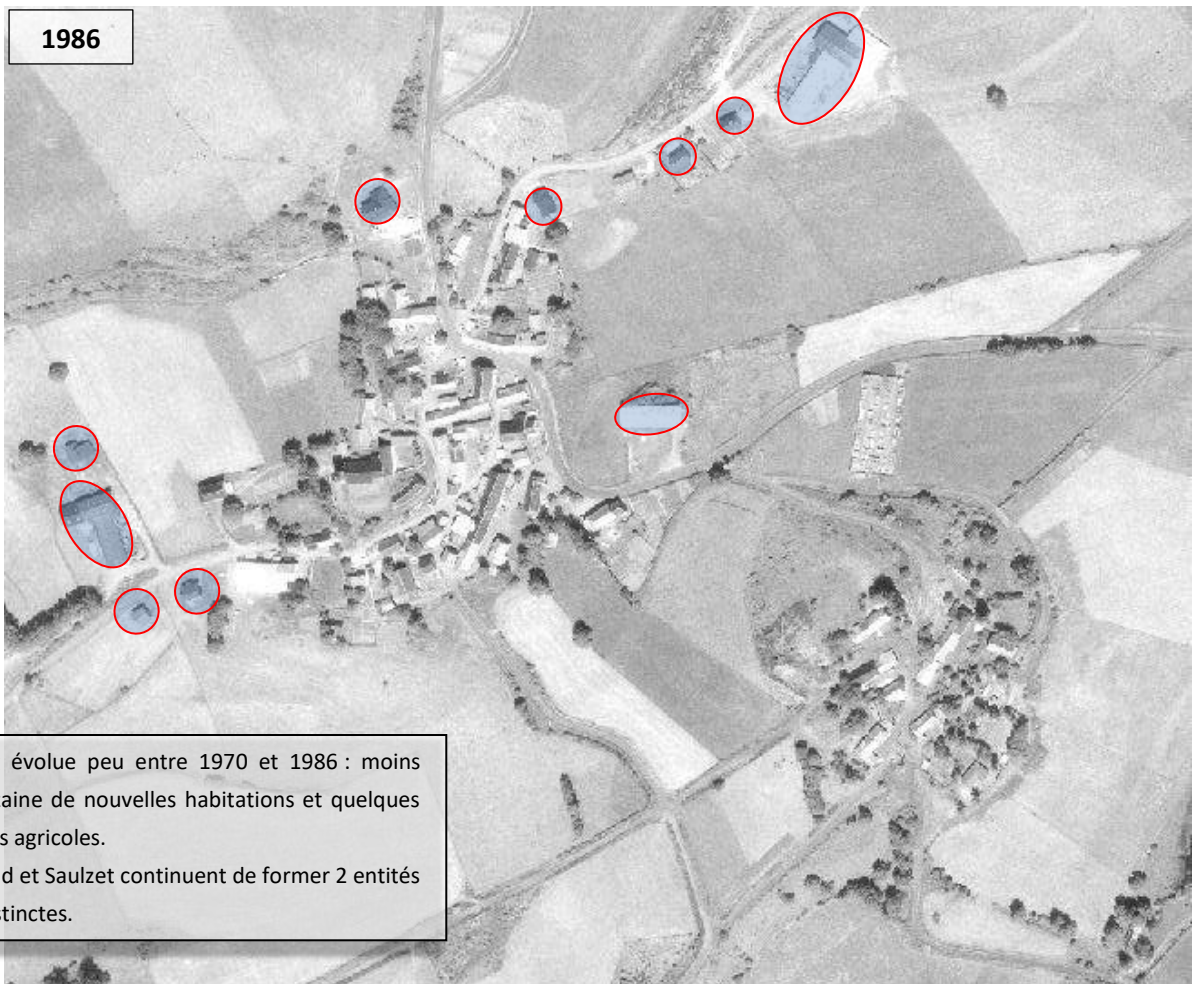
2. Saulzet-le-Froid et Souverand

1946



En 1946, les villages de Saulzet et Souverand sont bien délimités. Le cœur du bourg de Saulzet-le-Froid se distribue autour de la butte dominée par l'église.

1986



Le bourg évolue peu entre 1970 et 1986 : moins d'une dizaine de nouvelles habitations et quelques bâtiments agricoles.
Souverand et Saulzet continuent de former 2 entités bâties distinctes.

2015



Sur les trente années suivantes, l'évolution de la trame bâtie du bourg et de Souverand reste minime.

A noter néanmoins, l'apparition de bâtiments agricoles de grandes tailles en entrée Ouest de Souverand et en entrée Est de Saulzet.

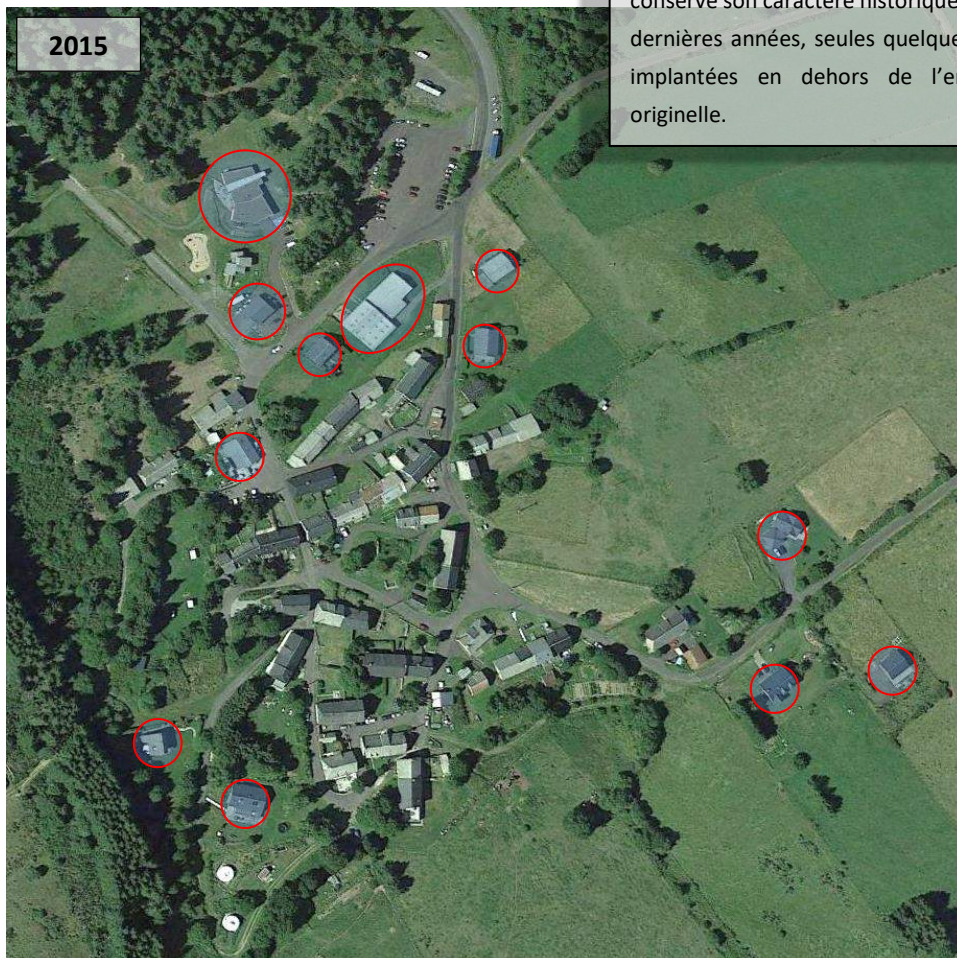
Pour l'heure, le village a su se préserver de la banalisation du modèle pavillonnaire.

3. Pessade

1967



2015

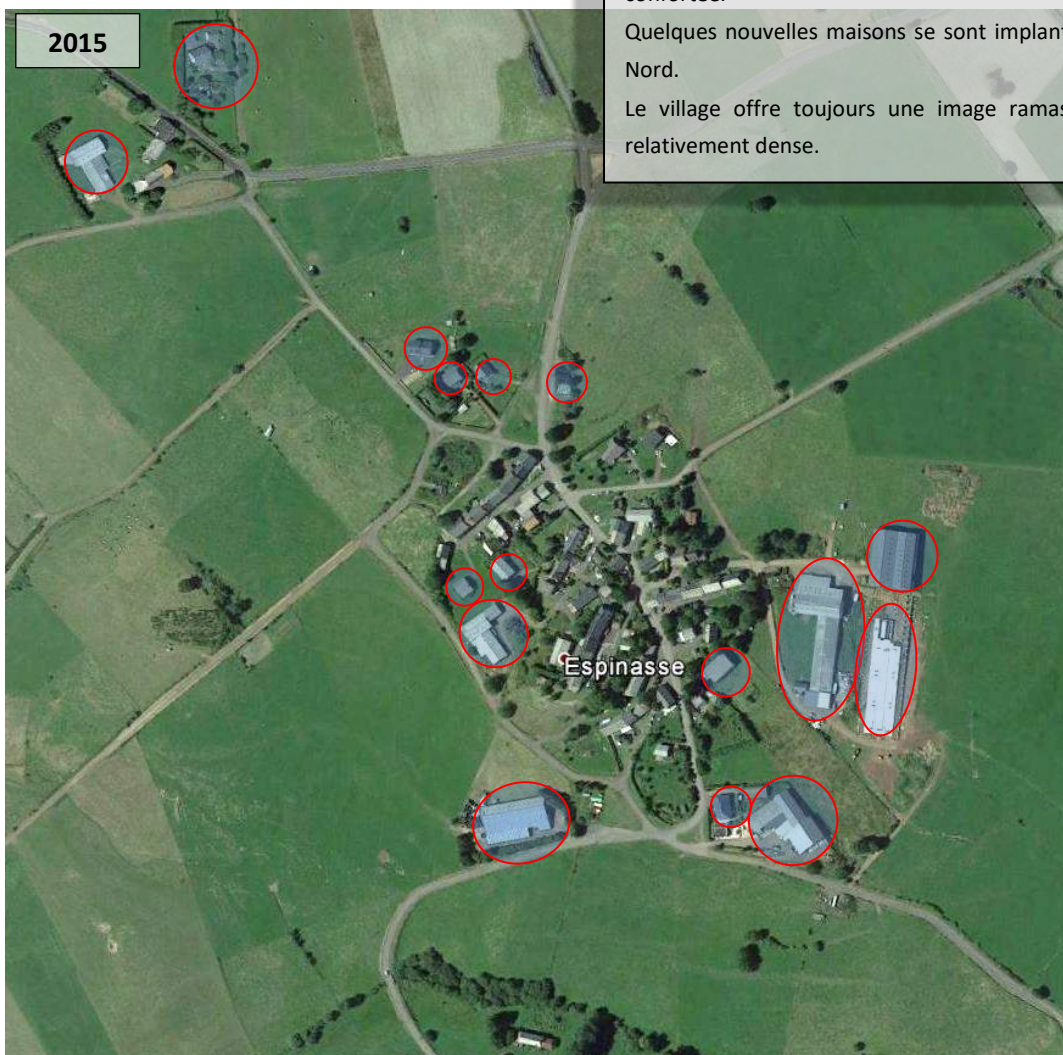


Malgré sa reconversion touristique, Pessade a conservé son caractère historique et agricole. Ces 60 dernières années, seules quelques maisons se sont implantées en dehors de l'enveloppe urbaine originelle.

4. Espinasse



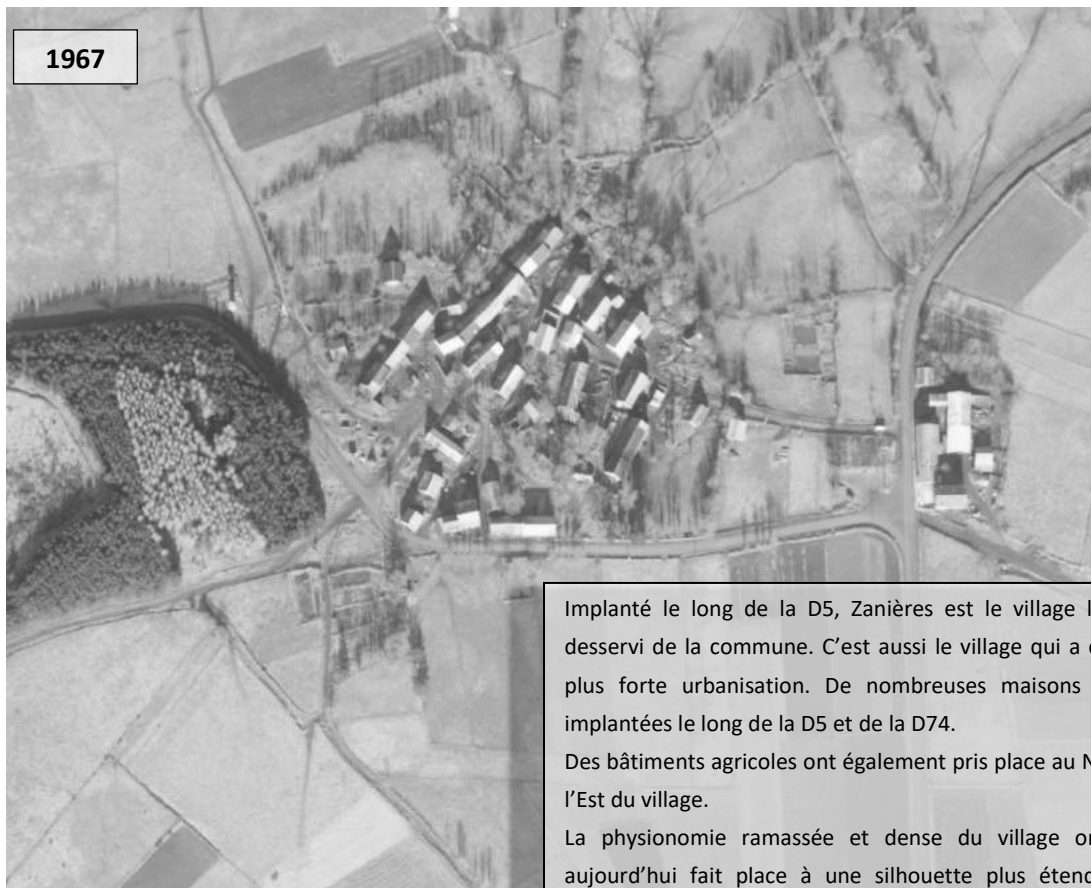
Les extensions qu'a connues Espinasse ces 50 dernières années sont principalement agricoles. De très grands bâtiments ont en effet vu le jour tout autour du village. La vocation agricole du village s'est confortée.



Quelques nouvelles maisons se sont implantées au Nord.

Le village offre toujours une image ramassée et relativement dense.

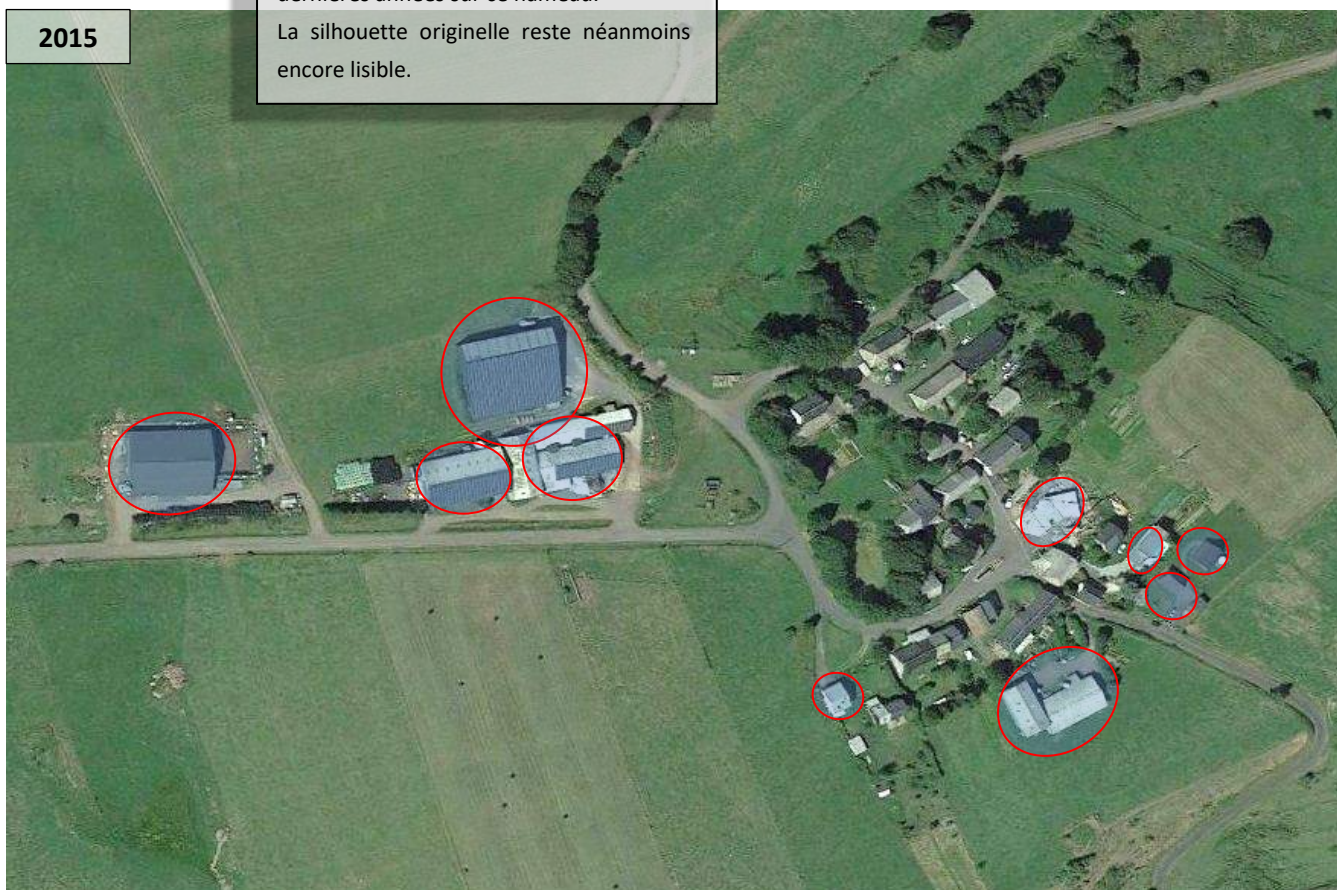
5. Zanières



6. La Martre

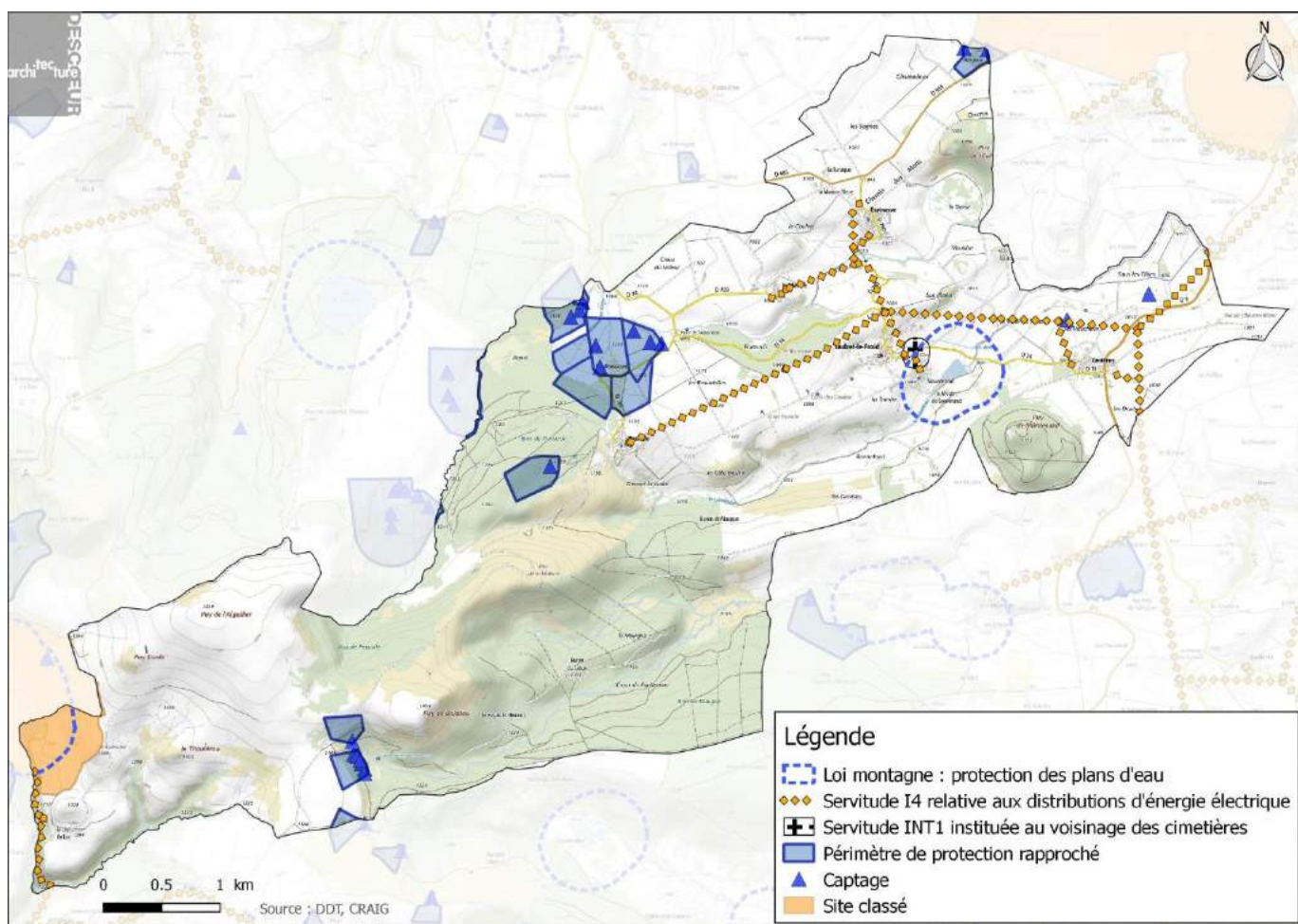
1967

Comme dans la plupart des villages de la commune, ce sont surtout des bâtiments agricoles qui ont été construits ces 50 dernières années sur ce hameau.

2015

La silhouette originelle reste néanmoins encore lisible.

7. Les contraintes portées sur l'évolution des villages



ENJEUX

- La consommation des espaces agricoles et naturels.
- Le cadre de vie et paysager.
- La mise en valeur du territoire.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Engager une réflexion sur le potentiel urbain. Le remplissage des dents creuses devrait être privilégié avant l'ouverture de nouvelles zones.
- Privilégier la forme originelle du bourg plutôt que la forme en étoile : éviter l'urbanisation linéaire et lâche.
- Privilégier la construction des nouveaux logements dans les zones d'assainissements collectifs.
- Protection soutenue des terres agricoles
- Favoriser la bonne insertion des bâtiments agricoles dans le paysage
- Favoriser l'habitat de qualité.
- Économiser le foncier. Cette orientation est d'autant plus difficile à gérer, que le modèle désiré des habitants vise toujours de plus grandes surfaces habitables, alors que le nombre de personnes par ménage diminue.

B. ARCHITECTURE TRADITIONNELLE ET RECENTE

1. Que dit le SCoT du Grand Clermont...

Protéger, restaurer et valoriser le patrimoine orientations générales et particulières détaillées au DOG pages 57 à 71.



Patrimoine paysager

Haut-lieu à protéger et à valoriser : il s'agit notamment l'écrin boisé du Grand Clermont constitué par les boisements de feuillus de la Chaîne des Puys et de l'escarpement de faille.

Site paysager remarquable à protéger et à valoriser correspondant à certains sites identifiés comme remarquables au sein du PNR.

Espace d'intérêt paysager à protéger et à valoriser

Dans ces trois types d'espaces les constructions et les aménagements y sont autorisés au titre de la valorisation touristique et récréative ce titre. Cette orientation n'interdit pas, le développement de l'urbanisation existante qui doit être adapté et maîtrisé au regard de la fonction de l'espace concerné et qui a justifié sa protection.

Les constructions et les aménagements qui sont autorisés ainsi que le développement de l'urbanisation ne doivent pas porter atteinte, aux intérêts des espèces et des milieux dits déterminants¹. Les PLU doivent en justifier la localisation, intégrer une évaluation de leurs impacts sur la biodiversité et définir les conditions de la prise en compte de la richesse écologique. Ils fixent des orientations d'aménagement portant sur l'urbanisme et l'architecture et de nature à assurer l'intégration paysagère.

Vallée remarquable à protéger et à valoriser : le SCoT retient pour orientation de préserver ou de restaurer le caractère ouvert permettant une meilleure reconnaissance et une plus grande accessibilité.



Panorama et point de vue majeurs à pérenniser par :

- le maintien des ouvertures visuelles d'est en ouest entre la Chaîne des Puys et l'escarpement de faille.

- la mise en valeur des promontoires de la ligne de faille, en tant qu'espaces de belvédères privilégiés sur le cœur métropolitain et la Limagne, et le maintien ouvert des rebords de plateaux afin de permettre des vues lointaines et d'assurer la lisibilité des reliefs.

De plus, une attention particulière doit être portée aux cols et aux points de basculement qui constituent des franchissements importants participant à la compréhension du paysage. Pour ces derniers, un traitement spécifique et qualitatif des infrastructures doit permettre un compromis entre fonctionnalité des aménagements et mise en scène de ces espaces de basculement ;

2. Les principales caractéristiques du bâti (matériaux)

a. Les murs

■ La pierre

La géologie du territoire se lit dans les constructions anciennes du bourg. On note une prédominance des matériaux d'origine volcaniques (basaltes, trachytes et trachyandésites...).

Son utilisation en pierre de taille est principalement réservée aux éléments qui structurent et renforcent l'armature de la construction : chaînages verticaux (chaînes d'angle) ou horizontaux (bandeaux) et encadrements d'ouvertures (linteau, jambage). Les murs sont élevés par lits superposés de pierres brutes mais régulièrement disposées, noyées dans un lit de mortier.

Les façades principales sont prioritairement enduites et la pierre apparente ne se retrouve que sur les façades secondaires (arrières, pignons, granges....).



■ Le bois

Le bois est utilisé soit en structure, soit en bardage.



■ Le métal.

L'utilisation du métal en façades (bardage) concerne principalement les bâtiments agricoles et les annexes des constructions (cabane...).



b. Les toitures et couvertures

Les toitures sont des éléments importants du paysage urbain. Les formes variées du parcellaire génèrent des formes de toitures tout aussi variées, mais la présence de caractéristiques fortes contribue à l'unité des constructions et de leur ensemble.

Les couvertures possèdent généralement deux longs pans, mais, selon la surface couverte et la localisation de l'édifice, certains peuvent être réduits à un seul (constructions appuyées sur d'autres) ou les multiplier (trois ou quatre pans : maisons cossues, maisons à l'angle de rues).

- L'ardoise constitue le recouvrement le plus utilisé du territoire (ardoise en écailles de poisson majoritairement)
- La tuile n'est pas, ou très peu, utilisée.
- La tôle ondulée constitue un moyen de couvrement rapide et peu coûteux. Il est employé pour couvrir les bâtiments à vocation agricole. La patine du temps fait prendre à la tôle ondulée des teintes « rouille » s'harmonisant avec les couvertures rouges, ou des teintes bleutées s'assimilant à celles de l'ardoise ; ce qui confère à ce matériau une intégration relativement intéressante dans le paysage



c. Le pignon à redans

Un pignon « à redents » ou « à redans » ou « en gradins » ou « à pas de moineaux » est un pignon saillant dont l'extrémité est découpée en redents.

La saillie du pignon aurait comme principaux avantages de permettre l'accès à la toiture, souvent en chaume à l'origine, et de servir de coupe-feu. En architecture traditionnelle, les redents sont généralement couverts de pierres plates qui les protègent de la pluie, empêchent les infiltrations d'eau dans le mur porteur et permettent au couvreur ou au cheministe d'y poser ses outils. Ces pierres sont souvent (mais pas toujours) inclinées vers le bas, de manière à laisser s'écouler l'eau de pluie.



d. Montade

L'accès à la grange qui occupe tout l'espace des combles peut se faire soit de plein pied, soit par une levée de terre appelée localement *montade* ou *levade*, ou par une pente de terrain.



3. Le patrimoine architectural non protégé

■ L'église de Saulzet-le-Froid

L'édifice n'est pas classé, mais elle abrite un groupe sculpté de la Vierge en majesté sculpté au milieu du Moyen-Age, à l'époque romane. Elle est en bois peint. Son classement date du 21 décembre 1978.



4. Le patrimoine archéologique

Concernant la protection des sites archéologiques, le Code du Patrimoine (ordonnance n°2004-178 du 20 février 2004) au livre V – Archéologie, régit par l'article L521-1 la mise en œuvre et l'application de l'archéologie préventive.

Les permis de construire, de démolir, les installations et travaux divers peuvent être refusés ou n'être accordés que sous réserve de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

5. Les constructions traditionnelles

a. Architecture vernaculaire : la ferme de l'agriculteur - éleveur

Ce modèle de ferme est ancien. Il regroupe des installations de petits agriculteurs qui associaient dès le départ polyculture et élevage. Ce modèle de ferme s'est notamment multiplié à la fin du XIX^{ème} siècle.

Il s'agit d'une ferme bloc à terre ou en hauteur juxtaposant un logis et une grange-étable. Il peut s'articuler autour d'une petite cour donnant accès aux autres bâtiments agricoles (étable, porcherie, clapier, ...).

Les volumes de forme parallélépipédique sont coiffés d'une toiture à deux pans. Ils peuvent présenter un faitage commun ou un décalage de toiture, mais toujours un alignement des façades.



b. Architecture urbaine

■ Maison de bourg

Le bourg et les villages du territoire présentent des constructions à usage d'habitation uniquement.

La maison occupe souvent la totalité de la parcelle. Parfois, une petite cour prend place devant l'entrée principale. Les niveaux sont généralement de l'ordre de trois : un sous-sol, un ou deux niveaux d'habitation et des combles servant de grenier.



■ Constructions actuelles

Ils correspondent à une urbanisation récente du bourg et des villages. L'implantation de la maison est souvent en milieu de parcelle. Les éléments de rupture avec l'architecture traditionnelle du bourg et son organisation sont nombreux : les constructions neuves ne présentent que rarement de mitoyenneté, les implantations en limite parcellaire sont plutôt rares, les volumes sont bas et étalés, La végétation permet de retisser des liens entre les volumes et adoucit les contrastes des formes.



6. Le petit patrimoine

Les éléments du petit patrimoine contribuent fortement à qualifier la commune et peuvent être un support à la découverte touristique du lieu et à la qualification du cadre de vie des habitants.

La commune de Saulzet-le-Froid a fait l'objet d'un inventaire du petit patrimoine bâti non protégé, conduit par le Syndicat mixte du parc naturel des volcans d'Auvergne. Ont été répertoriés :

- Zanières : 5 fontaines et 1 four à pain
- Saulzet : 4 fontaines, 1 bascule et 1 étrave
- Pessade : 6 fontaines et 1 four
- Souverand : 1 fontaine et 1 four
- Espinasse : 4 fontaines
- La Martre : 2 fontaines et un four

Quelques exemples rencontrés sur le territoire :



L'eau des fontaines servait pour éteindre les incendies, mais également pour abreuver les troupeaux, alimenter les maisons, arroser les jardins. Cette distribution publique entraîna l'abandon progressif des puits privés d'un usage moins pratique



ENJEUX

- Préserver le patrimoine architectural du bourg et des villages.
- L'ensemble du bâti joue un rôle important dans la composition des paysages ruraux : maison d'habitation, bâtiments agricoles, petit patrimoine caractérisent le territoire et rappellent le travail des paysans dans la construction des paysages ruraux.
- Urbanisation maîtrisée et raisonnée
- Développement de nouvelles formes d'habitat
- Assurer l'attractivité de l'habitat

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Accompagner l'évolution des formes architecturales. Promouvoir les formes traditionnelles.
- Favoriser des réhabilitations de qualité
- Favoriser le recyclage des constructions. Les bâtiments anciens constituent une réserve importante pour une réutilisation en habitat avec possibilité d'extension dans les anciennes parties agricoles.
- Impulser des opérations répondant aux objectifs de développement durable
- Le zonage et le règlement du PLU tiendront compte des caractéristiques bien particulières des implantations humaines.

C. HABITAT

1. Rappel des lois et textes règlementaires

- Rappel des lois et textes règlementaires :
 - loi d'orientation sur la ville du 13 juillet 1991 ;
 - loi SRU du 13 décembre 2000.
- Les données sont issues :
 - du recensement Insee publié en 2012 ;
 - des projections démographiques de l'Insee pour 2031 ;
 - des données issues de l'Observatoire Départemental de l'Habitat.

2. Le contexte intercommunal de l'habitat : le PLH

L'habitat est un des champs de compétence de la CC des Cheires., notamment en ce qui concerne l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) et d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).

Instauré par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983, les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) définissent les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et à assurer, entre les communes et les quartiers, une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Le PLH des Cheires 2009-2015 a été approuvé le 29 juin 2009, modifié en 2013, et prorogé pour 2 ans à compter du 29 juin 2015, en attente du nouveau PLH prescrit le 16 mars 2015. Il a une durée de 6 ans.

Dans le contexte intercommunal des Cheires, la commune de Saulzet-le-Froid fait partie du secteur des Monts Dore (Saulzet-le-Froid et Le Vernet-Sainte-Marguerite). Elles appartiennent également au Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne et ont une vocation agricole et touristique. Ce sont les communes les plus âgées du territoire qui présente un marché de l'habitat spécialisé sur la résidence secondaire qui mute vers la résidence principale. . Il se caractérise par :

- Une très faible représentation des jeunes ménages,
- Une offre composée de bâtiments anciens (fermes, corps de ferme, granges...),
- Des terrains à bâtir peu nombreux,
- Seulement 20 et 35% des projets financés à l'aide d'un Prêt à Taux Zéro.

Ces communes du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne ont une vocation agricole et touristique forte. Elles se situent à l'interface de l'agglomération et des grands sites naturels et touristiques (les Monts Dore et la Chaîne des Puys).

- Elles sont restées encore relativement à l'écart de la pression foncière et pavillonnaire et ont préservé, de ce fait, leurs qualités paysagères et environnementales, ce qui reste un objectif majeur de leur politique.
- Elles ne disposent pas des équipements de proximité permettant un développement important de l'urbanisation.
- Elles sont plus éloignées que le reste du territoire des pôles d'emploi et de services.

Une modification du PLH en 2013 porte sur la répartition des enveloppes « logement » et « foncier » par communes au sein du territoire des Cheires comme cela est demandé par le SCoT du Grand Clermont applicable depuis le 29 janvier 2012.

Pour rappel, les objectifs du SCoT pour la Communauté de communes les Cheires sont les suivants :

Objectifs SCOT pour 18 ans	Pôle de vie	Territoire périurbain	Les Cheires
Enveloppe logements	870	515	1385
Bonus (dents creuses)		170	170
Enveloppe foncière (ha)			79

La répartition des enveloppes « logement » et « foncier » par commune proposée est donc la suivante :

Territoire périurbain				
Nom Communes	Enveloppe "Logement"			Enveloppe "Foncier"
	Part fixe	Bonus "Dents creusés"	Total	Total (en ha)
AYDAT	166	94	260	18,2
CHANONAT	143	11	154	10,8
COURNOLS	20		20	1,4
CREST (LE)	58	35	93	6,5
OLLOIX	19	7	26	1,8
SAINT-SANDOUX	67	23	90	6,3
SAULZET-LE-FROID	21		21	1,5
VERNET-SAINTE-MARGUERITE	21		21	1,5
TOTAL	515	170	685	48,0

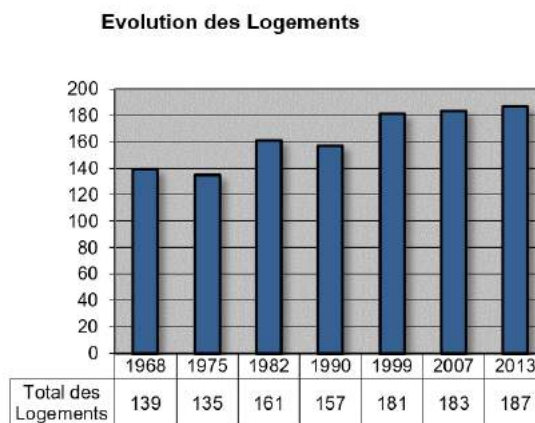
La commune de Saulzet-le-Froid peut produire 21 logements sur 18 ans, soit 1 logement/an ; dans une enveloppe foncière de 1.5 ha.

Cette nouvelle répartition constitue une « feuille de route » pour les communes qui se sont engagées dans l'élaboration et/ou la révision de leurs documents d'urbanisme.

Source : PLH des Cheires

3. L'habitat à Saulzet-le-Froid

a. Evolution du parc des logements



Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements, RP1968 et RP2013 exploitations principales

Le nombre de construction connaît une croissance relativement continue depuis 1968, avec un ralentissement depuis 1999.

La part des maisons est largement prédominante, elle représente près de 98 % des logements.

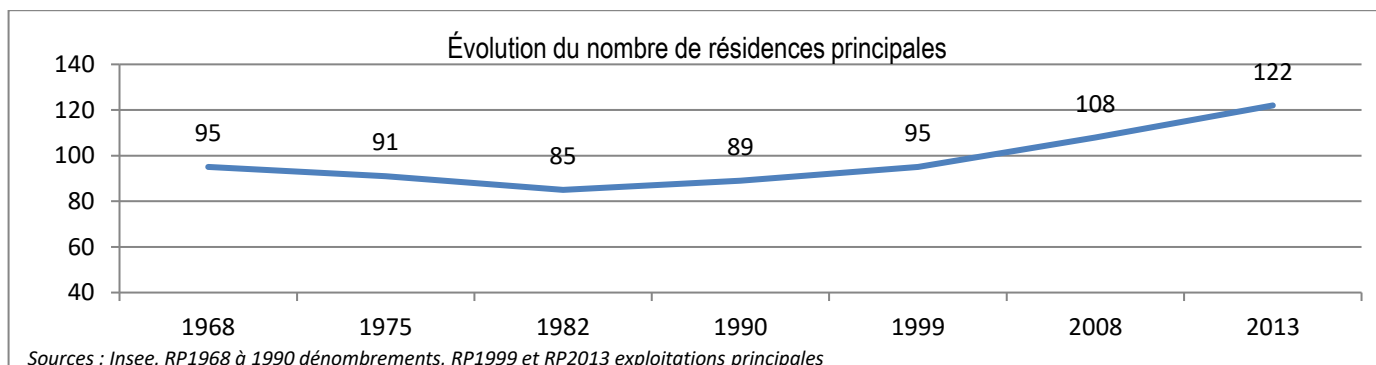
3

Catégories et types de logements

	2008	%	2013	%
Ensemble	183	100	187	100
Résidences principales	108	59,0	122	65,2
Résidences secondaires et logements occasionnels	54	29,5	50	26,7
Logements vacants	21	11,5	15	8,0
Maisons	179	97,8	177	94,7
Appartements	4	2,2	9	4,8

Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales

b. Les Résidences Principales (RP)



- Les RP constituent 65,2 % du parc des logements. Cette part est en augmentation depuis 1982, avec une accélération depuis 1999.
- Entre 2008 et 2013, le nombre de RP a augmenté de 14 logements
- Les RP sont majoritairement, de grande taille avec près de 74% de RP qui possèdent 4 pièces en plus.
- 81% des RP sont des propriétés. Les RP en location représentent 13,9 % des logements. Entre 2008 et 2013, le nombre de propriétaires a augmenté (+8).

Résidences principales selon le nombre de pièces

	2008	%	2013	%
Ensemble	108	100	122	100
1 pièce	0	0	2	1,6
2 pièces	2	1,9	6	4,9
3 pièces	19	17,6	24	19,7
4 pièces	29	26,9	35	28,7
5 pièces ou plus	58	53,7	55	45,1

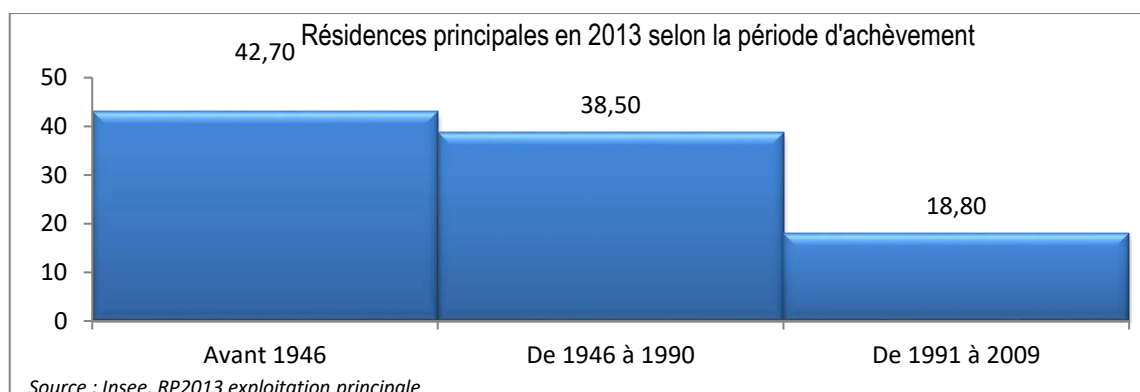
Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

Résidences principales selon le statut d'occupation

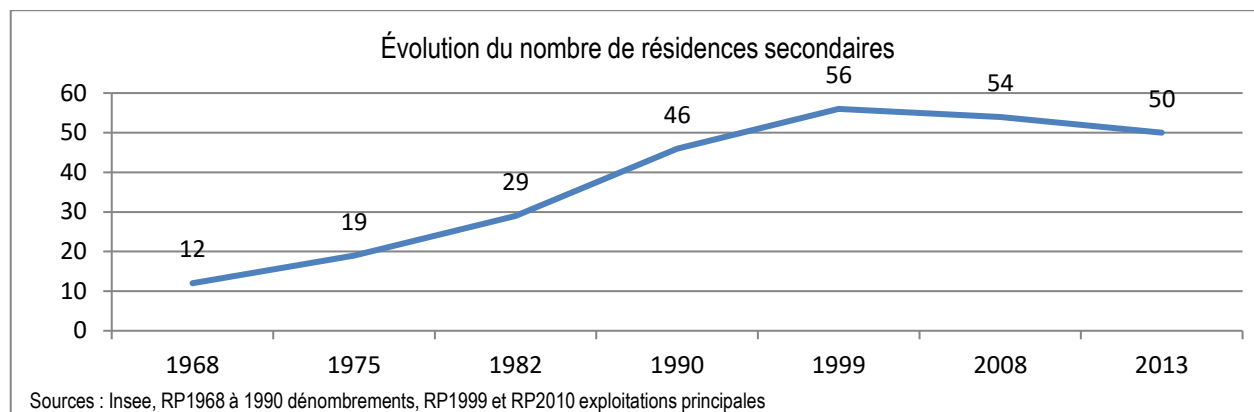
	2008		2013	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	108	100	122	100
Propriétaire	91	84,3	99	81,1
Locataire	14	13,0	17	13,9

Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

La répartition par l'ancienneté des constructions est bien équilibrée.

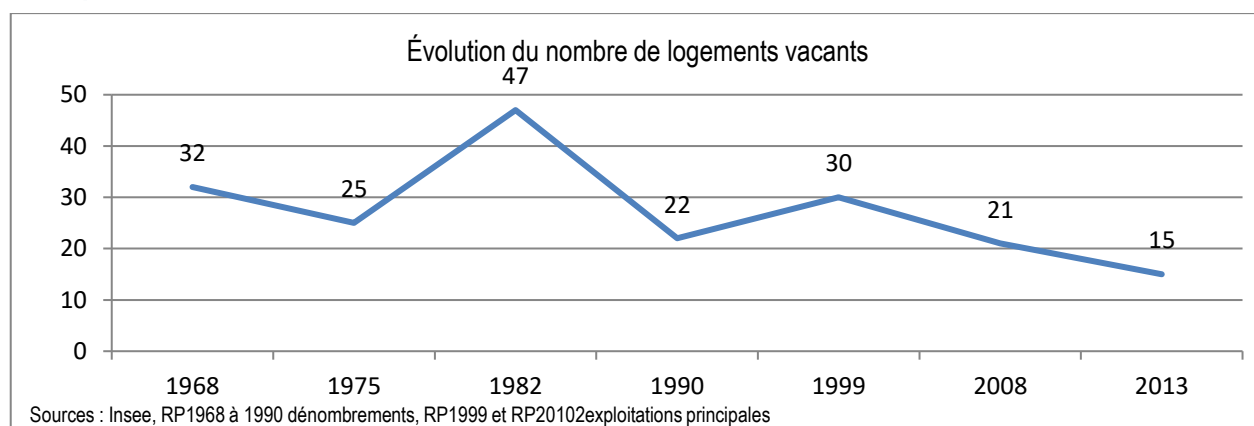


c. Les Résidences Secondaires (RS)



Après une forte évolution entre 1968 et 1999, la tendance semble s'inverser sur les 14 dernières années avec une diminution de 6 RS entre 1999 et 2013. Elles représentent en 2013, 26.7% du parc des logements de Saulzet-le-Froid.

d. Les Logements Vacants (LV)



Après un pic en 1982, le nombre de logements vacants a diminué fortement : -32 logements en 31 ans, soit une moyenne d'un logement par an.

La vacance identifiée sur la commune correspond à un habitat ancien, délaissé parfois depuis plusieurs années. Certaines constructions nécessitent des travaux importants avant d'être de nouveau habitées. La plupart se trouve dans le bourg. La restauration du bâti ancien est une condition de sauvegarde du patrimoine architectural, et du maintien de l'identité communale. De plus, ils constituent un potentiel de logements à réhabiliter et à remettre sur le marché.

e. Les logements locatifs et locatifs sociaux

Le nombre de locataires est en augmentation depuis 2008 (+3).

Il n'existe pas de logement HLM sur la commune.

Le nombre de personnes logées gratuitement a été multiplié par 2 entre 2008 et 2013.

Résidences principales selon le statut d'occupation

	2008		2013	
	Nombre	%	Nombre	%
Locataire	14	13	17	13,9
dont d'un logement HLM loué vide	0	0	0	0
Logé gratuitement	3	2,8	6	4,9

Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

f. Le niveau de confort des logements

La réduction de la taille des ménages ne s'accompagne pas forcément d'une réduction de la taille des logements. À travers la source FILOCOM, on observe en Auvergne comme dans d'autres régions, une tendance, plus ou moins prononcée selon les aires urbaines, à la diminution du nombre de petits logements et surtout une tendance lourde et générale à la progression des grands logements.

Cet indicateur affiche un certain décalage entre les souhaits des habitants et les grandes tendances nationales :

- Les surfaces demandées sont toujours aussi grandes alors que le nombre de personnes par ménage diminue.
- Le modèle pavillonnaire au milieu de la parcelle est toujours recherché, alors que les grands principes urbains d'aujourd'hui visent la densification et la modération des espaces consommés.

La commune a longtemps pâti d'une carence en petits logements. En 2013, elle offre 2 logements d'une pièce (+2 depuis 2008) et 6 logements de 2 pièces. Ces chiffres sont en augmentation depuis 2008 (+6).

Cependant, les indicateurs Insee affiche une tendance à la baisse entre 2008 et 2013 du nombre de très grands logements (+ de 5 pièces).

Néanmoins, le nombre de grands logements représentent toujours près de 74% du parc des logements.

Ces indicateurs mettent en évidence 2 problématiques :

- Un déséquilibre dans l'offre de logement (rapport grands logements/ petits logements),
- Un modèle de logement individuel (4 pièces et +) très consommateur de foncier, alors que :
 - le territoire de Saulzet le Froid n'est pas extensible,
 - le desserrement des ménages sous-entend une demande plus forte en nombre de logements pour accueillir un nombre équivalent de ménages.

g. La dynamique des résidents

La rotation des logements est faible : 59 % des ménages habitent la même RP depuis 10 ans ou plus, dont 33,6 % depuis plus de 30 ans).

Logements commencés par type entre 2005 et 2014 :

	Nombre de logements commencés individuels purs	Nombre de logements commencés individuels groupés	Nombre de logements commencés collectifs	Nombre de logements commencés en résidence	Total nombre de logements	Surface en m ² de logements commencés individuels purs	Surface en m ² de logements commencés individuels groupés	Surface en m ² de logements commencés collectifs	Surface en m ² de logements commencés en résidence	Total surface en m ²
2005	5	0	0	0	5	732	0	0	0	732
2006	3	0	0	0	3	758	0	0	0	758
2007	2	0	0	0	2	291	0	0	0	291
2008	3	0	0	0	3	334	0	0	0	334
2009	1	0	0	0	1	190	0	0	0	190
2010	1	0	0	0	1	137	0	0	0	137
2011	5	0	0	0	5	615	0	0	0	5
2012	2	0	0	0	2	349	0	0	0	349
2013	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2014	1	0	0	0	1	124	0	0	0	124
Total	23	0	0	0	23	3 530	0	0	0	3 530

Sit@del2 - Logements commencés par type et par commune (2005-2014). Données arrêtées fin décembre 2016.

Les logements construits depuis 2005 sur la commune de Saulzet-le-Froid sont exclusivement des constructions individuelles pures.

La surface des logements construits est en moyenne de 153m².

- Nombre de Permis entre 2005 et 2016 :

	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable	Permis de démolir
2005	6	-	-	-
2006	13	-	-	-
2007	4	-	-	-
2008	6	-	-	-
2009	3	-	9	-
2010	7	-	5	-
2011	9	-	6	-
2012	3	1	7	-
2013	6	-	6	-
2014	1	-	3	-
2015	1	-	6	-
Total	59	1	42	0

Sit@del2 – Nombre de permis (logements + locaux) par type et par commune (2005-2015). Données arrêtées fin décembre 2016.

2016	5	-	1	-
------	---	---	---	---

(Source : commune de Saulzet-le-Froid)

Le nombre de permis de construire (PC) et déclaration de projet (DP) déposé est très fluctuant selon les années.

Selon les données communales sur les 10 dernières années, la consommation foncière par logement a été d'environ 2 275m².

4. Les Perspectives de Développement

a. Ce que dit le SCoT du Grand-Clermont...

La commune de **Saulzet-le-Froid appartient aux territoires périurbains** et constitue un bourg qui participe à l'accueil de nouveaux habitants par un développement durable et maîtrisé au regard de l'urbanisation existante.

Les élus du Grand Clermont souhaitent relever le défi démographique en se fixant l'objectif **d'accueillir au moins 50 000 nouveaux habitants d'ici 2025**, notamment par un renforcement de son attractivité à l'échelle nationale.

- Répondre aux besoins quantitatifs en logements ;
- Répartir la production de logements selon l'organisation multipolaire du territoire, donner la priorité au renouvellement urbain ;
- Développer l'offre d'habitat spécifique dont les logements adaptés ou adaptables aux personnes âgées et aux personnes handicapées pour faire face aux besoins actuels et aux perspectives de vieillissement de la population ;
- Diversifier les produits et les formes urbaines ;
- Réhabiliter le parc existant, promouvoir la performance énergétique et améliorer la qualité urbaine, notamment pour les ménages en situation de précarité.

Le SCoT fixe un objectif de 45 000 logements à produire sur l'ensemble du territoire du Grand Clermont pour la période 2011-2030.

Afin d'infléchir la dynamique d'urbanisation qui a prévalu entre 1995 et 2005, à savoir 60 % des logements neufs dans le cœur métropolitain, 10 % dans les pôles de vie et 30 % dans les territoires périurbains, le SCoT vise à renforcer le cœur métropolitain et les pôles de vie en retenant pour objectif de tendre vers une répartition des nouveaux logements à hauteur de :

- 15 % dans les territoires périurbains.

La mise en œuvre de ces pourcentages s'inscrit dans la perspective d'un rééquilibrage progressif du territoire en faveur de son organisation en archipel.

- En fonction de cette répartition, le DOG définit le nombre de nouveaux logements à produire par EPCI pour cette période.

Le calcul des chiffres de logements affectés aux EPCI intègre à hauteur égale le nombre de logements construits sur 14 années, de 1995 à 2008, ainsi que le nombre total de résidences principales. Ainsi, ce calcul tient compte des dynamiques d'évolution urbaine des communes, mais également de la taille du tissu urbain, notamment des anciens bourgs.

Les nombres de logements autorisés par EPCI sont les suivants :

- **CC les Cheires : 1 385 dont 515 logements au maximum pour les territoires périurbains**

- En outre, afin de favoriser la densification du tissu urbain, dans les territoires périurbains, il peut être réalisé un nombre de logements supplémentaires en renouvellement urbain ou sur des « dents creuses » dans les limites suivantes :
 - **CC les Cheires: 170 logements**
- Ainsi, afin de « rendre compatible le développement urbain avec la préservation de l'environnement » (cf. paragraphe 2.2.2 de la partie « métropole d'excellence »), le DOG fixe comme objectif de porter la densité des nouveaux logements à :
 - **700 m² en moyenne de surface pour 1 logement dans les territoires périurbains.**
 Il est précisé que ces densités constituent un objectif vers lequel il faut tendre.
- En considération des objectifs d'efficacité foncière, le SCoT fixe par EPCI des surfaces maximales de terrain pour la construction de logements en extension, en « dents creuses » et en renouvellement urbain :
 - **CC des Cheires: 79 ha**

b. Ce que dit le PLH de la CC des Cheires...

« Mettre en place une politique volontariste publique avec une dimension expérimentale forte ».

- Accueillir 362 constructions neuves à caractère individuel** avec une hypothèse de densification modérée.
 - Sortir de la vacance une centaine de logements dont une cinquantaine dans des opérations d'initiative publique.
 - Réaliser 74 logements neufs collectifs, individuels groupés et intermédiaires dans des opérations d'initiative publique.
- Produire 186 logements sociaux** dont 136 d'initiative publique et 50 d'initiative privée.
- Augmenter le nombre de logements locatifs de 300 logements**, soit un peu plus d'une centaine de logements locatifs en loyer libre notamment en incitant les propriétaires occupants qui quittent leurs logements à le louer.

TABLEAU DE REPARTITION DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS
PAR SECTEURS

	Secteur 1 : pôle de vie Saint-Amant-Tallende Saint-Saturnin Tallende	Secteur 2 Saint-Sandoux le Crest Chanonet	Secteur 3 : Aydat	Secteur 4 Olliox Courmols Saulzet le Froid Le Vernet St-M.
362 Constructions individuelles	120	120	90	23
74 Constructions intermédiaires/collectifs <i>en locatif social public</i>	46	10	10	4
Sortie de 100 logements de la vacance	46	31	12	11
52 logements en locatif social public	dont 22	dont 16	dont 8	dont 6
24 logements en locatif social privé	dont 10	dont 10	dont 2	dont 2
24 logements privés	dont 14	dont 5	dont 2	dont 3

TABLEAU DE REPARTITION DES LOGEMENTS SOCIAUX EN REHABILITATION
PAR SECTEURS

	Secteur 1 : pôle de vie Saint-Amant-Tallende Saint-Saturnin Tallende	Secteur 2 Saint-Sandoux le Crest Chanonet	Secteur 3 : Aydat	Secteur 4 Olliox Courmols Saulzet le Froid Le Vernet St-M.
Logements publics	26	18	10	8
dont en réhabilitation	4	2	2	2
dont en sortie de vacance	22	16	8	6
Logements privés	20	20	5	5
dont en réhabilitation	10	10	3	3
dont en sortie de vacance	10	10	2	2

c. Estimation des besoins en logements à l'horizon 2032

■ Selon une croissance comparable aux dernières années :

Estimation des besoins en logements (du 1er janvier 2017 au 1er janvier 2032)			
Hypothèse : croissance comparable aux dernières années			
Démographie : scénario retenu (en % / an)	1	Nombre de nouveaux habitants	42
Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	30	Nombre de nouveaux logements	29
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2017 :	2,2	C - Nombre d'habitants en 2017 :	264
B - Taille des ménages en 2032 :	2	D - Nombre d'habitants en 2032 :	308
E - Nombre de logements nécessaires en 2017 : C/A =	120		
F - Nombre de logements nécessaires en 2032 : D/B =	132		
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =			12
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2032 : D - C =	42		
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			21
J - Nombre total de logements à créer : G + I =			33
Besoin en constructions neuves			
K - Nombre de logements vacants dans le parc total :	15		
L - Logement vacants à remettre sur le marché	5		
M - Nombre de logements neufs à construire : L - N =			29
Surface nécessaire pour une moyenne de 700 m ² par logement (en ha)			2,0 ha
Surface nécessaire en prenant en compte une rétention foncière de 30 %			2,6 ha

■ Selon la croissance attendue par l'Insee sur le territoire Sud Agglo :

Estimation des besoins en logements (du 1er janvier 2017 au 1er janvier 2032)			
Hypothèse : projections de l'INSEE			
Démographie : scénario retenu (en % / an)	1,1	Nombre de nouveaux habitants	47
Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	30	Nombre de nouveaux logements	31
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2017 :	2,2	C - Nombre d'habitants en 2017 :	264
B - Taille des ménages en 2032 :	2	D - Nombre d'habitants en 2032 :	311
E - Nombre de logements nécessaires en 2017 : C/A =	120		
F - Nombre de logements nécessaires en 2032 : D/B =	132		
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =			12
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2032 : D - C =	47		
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			24
J - Nombre total de logements à créer : G + I =			36
Besoin en constructions neuves			
K - Nombre de logements vacants dans le parc total :	15		
L - Logement vacants à remettre sur le marché	5		
M - Nombre de logements neufs à construire : L - N =			31
Surface nécessaire pour une moyenne de 700 m ² par logement (en ha)			2,2 ha
Surface nécessaire en prenant en compte une rétention foncière de 30 %			2,8 ha

ENJEUX

- Le maintien des populations en place en répondant aux besoins en termes de logements.
- L'accueil de nouvelle population.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Encourager le recyclage des constructions.
- Libérer des terrains constructibles tout en maîtrisant l'étalement urbain. Viser les objectifs SCoT en termes de taille de parcelle afin d'économiser le foncier et préserver l'environnement.
- Diversifier l'habitat pour répondre à tous les besoins et économiser le foncier.
- Répondre aux exigences environnementales. Inciter la diminution des consommations d'énergie, favoriser la mise en place des énergies renouvelables dans le règlement PLU.

OBJECTIF SANTE

-qualité du logement-

• • •

Bénéfices pour la santé : L'accès à un logement adapté est d'une importance vitale, tout spécialement pour les jeunes et les personnes âgées. Les atteintes à la santé qui ont lieu durant le premier développement se prolongent durant toute la vie. Les facteurs environnementaux, le manque d'hygiène et d'installations sanitaires dans les bâtiments et les espaces urbains ont été largement reconnus depuis la naissance de l'urbanisme comme source de maladies.

Effets négatifs potentiels de l'urbanisme : Des logements insalubres, construits avec des matériaux toxiques et des structures polluantes et dangereuses, s'avèrent nuisibles à la santé physique.

Le choix de l'implantation, de l'orientation et de la conception des habitations peut influencer de manière considérable sur la qualité de vie, la salubrité des logements et sur la sociabilité des ménages.

L'isolement social, peut mener à la dépression et à un mauvais état de santé générale.

Effets positifs de l'urbanisme : La qualité du logement peut être améliorée grâce à des études détaillées, une orientation et des matériaux favorables à bon rendement énergétique, permettant de réduire les déperditions de chaleur.

Des orientations d'aménagement et de programmation pourront définir plus précisément tous les éléments nécessaires à un bon cadre de vie.

Texte réalisé à partir du guide : Urbanisme et santé, le guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants, Hugh Barton et Catherine Tsourou

DEPARTEMENT du Puy-de-Dôme

1.5

COMMUNE de

SAULZET-LE-FROID



SCP DESCOEUR F et C
Architecture et Aménagement du Territoire
49 rue des Salins
63000 Clermont Ferrand
Tel : 04.73.35.16.26.
Fax : 04.73.34.26.65.
Mail : scp.descoeur@wanadoo.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRESENTATION

Tome 5 : Annexes du Diagnostic / Etat initial de l'environnement

PRESCRIPTION

Délibération du conseil municipal du 13 décembre 2014

ARRET DU PROJET

Délibération du conseil municipal du 13 mai 2017

APPROBATION

Délibération du conseil municipal du

MODIFICATIONS – REVISIONS PARTIELLES

MISES A JOUR

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...

3E	PARTIE ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	3
	INTRODUCTION.....	4
A.	LES ESPACES NATURELS.....	6
1.	ZNIEFF, définition	6
2.	Site classé : Lac du Guéry et ses abords	14
3.	Natura 2000 – ZSC.....	15
4.	Arrêté préfectoral de protection de biotope : La Narse d'Espinasse	19
5.	Les zonages aquatiques.....	19
6.	Les corridors bio-écologiques	23
B.	LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	38
1.	Le risque sismique.....	38
2.	Le risque retrait-gonflement des argiles	39
3.	Risque Radon	40
4.	Les ondes radioélectriques.....	41
5.	Risque tempête	42
6.	Ce que dit le SCoT du Grand Clermont.....	42
C.	LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE.....	44
	Introduction	44
1.	Ce que dit le SCOT du Grand Clermont... ..	44
2.	Le climat.....	45
3.	L'air	46
4.	Les données sur l'eau	52
5.	L'eau potable.....	63
6.	L'assainissement	71
7.	La pollution des sols	78
8.	Les déchets.....	81
9.	Les énergies.....	84
D.	LES PAYSAGES	89
	Introduction	89
1.	«les Monts Dore » pour la partie Ouest	90
2.	Pays coupés des volcans	93
4E	PARTIE LES ORIENTATIONS GENERALES	97
A.	SYNTHESE : LES ORIENTATIONS GENERALES	98
1.	Veiller à protéger les espaces agricoles et forestiers	98
2.	Prendre en compte les servitudes d'utilité publiques, les zonages naturels et le risque argile	99
5E	PARTIE ANNEXES ET BIBLIOGRAPHIE.....	101
A.	BIBLIOGRAPHIE	102
B.	ANNEXES	103
1.	Prise en compte des fonctions à remplir pour la TVB, définies au niveau national	103
2.	Prélocalisation des zones humides.....	104
3.	L'énergie dans le Puy-de-Dôme, Communauté de communes les Cheires, 3 février 2015	105
4.	Inventaire du petit patrimoine bâti non protégé (SMPNRVA, déc 2015)	109

3e PARTIE

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Le principe du respect de l'environnement, vise à assurer dans le cadre du PLU, « une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol, du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, des sites, des paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et nuisances de toute nature ». Article L.121-1.

L'Etat Initial de l'Environnement a pour objectif de dégager les caractéristiques essentielles de la commune, les enjeux environnementaux qui en découlent et qui doivent être pris en compte dans la mise en œuvre du PLU. Cette partie est un outil d'aide à la décision pour le PADD.

Introduction

Le Plan Régional Santé Environnement Auvergne 2

Le gouvernement a publié le 26 juin 2009 le second plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement. Ce deuxième plan s'inscrit dans la continuité des actions du premier. Porté par deux axes clés, la réduction des expositions responsables de pathologies à fort impact sur la santé et la réduction des inégalités environnementales, il propose 58 mesures concrètes qui fixent des orientations pour l'élaboration en Auvergne, d'un plan régional santé environnement de seconde génération (PRSE 2).

Ce plan a été approuvé le 21 avril 2011 par arrêté de monsieur le préfet de région.

Le PRSE permet de rassembler les éléments de diagnostic disponibles pour identifier les enjeux et les axes de progrès souhaitables et possibles en Auvergne et ainsi « réduire les expositions aux facteurs de risques sanitaires liés à l'environnement ». Son but est de réduire l'exposition de la population auvergnate aux facteurs de risques sanitaires liés à l'environnement.

La prise en compte de certains des objectifs de ce plan est à favoriser lors des choix d'aménagement du territoire.

■ Agir sur la qualité de l'air et sur les émissions sonores

- Objectif général :
 - ➔ Protéger les habitants des effets de la pollution atmosphérique et du bruit
 - ➔ Limiter les expositions induites par le trafic routier
 - ➔ Limiter les expositions d'origine industrielle et agricole

La mise en œuvre du PLU doit être l'occasion d'une réflexion sur la prise en considération de ces aspects sur la santé publique en :

- ➔ Evitant la création d'une zone d'habitat sous influence des vents dominants provenant d'une zone industrielle,
- ➔ Diversifiant les plantations afin d'éviter les pollens allergènes,
- ➔ Evitant la proximité des secteurs d'épandage dans les extensions d'urbanisation, en raison des risques sanitaires et des nuisances olfactives,
- ➔ Réduisant les émissions de particules dans l'atmosphère par la promotion des modes de transports alternatifs (marche, vélo, transports en commun, aires de covoiturage...),
- ➔ Diminuant les risques sanitaires liés au bruit (marges de recul des constructions).

■ Agir sur la qualité de l'eau

Objectif général :

- Garantir la satisfaction des besoins en eau d'aujourd'hui et de demain en mettant en synergie les politiques de restauration des milieux et de sécurité sanitaire.

Il s'agit de sécuriser et pérenniser l'approvisionnement en eau potable en :

- ➔ Protégeant les ressources en eau destinées à la consommation humaine,
- ➔ Améliorant la qualité des eaux distribuées vis-à-vis des risques reconnus,
- ➔ Anticipant les facteurs de dégradation des eaux destinées à la consommation humaine,
- ➔ Appréhendant la qualité sanitaire des eaux d'irrigation,
- ➔ Soulageant les milieux récepteurs en réduisant les rejets en nitrates, phosphore et phytosanitaires.

Captages à usage uni-familial ou agroalimentaire : s'ils existent sur le territoire de la commune, leur situation sera utilement précisée sur les plans. Leur protection est définie par les dispositions du règlement sanitaire départemental (cercle de protection d'un rayon de 35m). L'utilisation d'une ressource privée pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, à usage uni-familial, est soumise à déclaration auprès de la mairie.

Captages actuellement abandonnés ou en voie d'abandon : leur situation peut être précisée sur les plans et une étude au cas par cas examinera l'intérêt de préserver ces ressources si elles devaient être exploitées à nouveau.

Les servitudes liées au passage des canalisations en eau potable et d'évacuation des eaux usées et eaux pluviales, doivent être mentionnées sur le plan des servitudes d'utilité publique du document d'urbanisme.

■ Agir sur la qualité des sols

Objectif général :

- Intégrer l'impact de l'état des sols dans l'appréciation de la qualité sanitaire de l'environnement.

Il est important de recenser les sites et sols pollués sur la commune. Cependant, le PLU doit identifier les anciens sites de dépôts d'ordures et y proscrire la construction de bâtiments à usage d'habitation ou d'établissements recevant du public destinés à une population sensible.

■ **Agir sur la qualité des espaces clos**

Objectif général :

- Mettre pleinement en œuvre les dispositifs visant à sécuriser les locaux destinés à l'habitation, à l'accueil du public.
- Lutter contre l'habitat indigne et réduire les facteurs de risques avérés, à fort impact sur la santé, ainsi que les sources d'allergènes et de moisissures dans les habitations.

Le confort des logements peut être amélioré par le repérage des habitats indignes et la mise en œuvre des programmes de réhabilitation de l'habitat ancien dégradé.

■ **Protéger les enfants et les femmes en âge de procréer**

Objectif général :

- Prendre en compte la sensibilité spécifique aux premiers âges de la vie

Le PLU devra intégrer la connaissance des risques liés à la pollution atmosphérique et à la pollution des sols.

■ **Protéger les personnes fragiles ou fragilisées**

Objectif général :

- Prendre en compte la réceptivité particulière de certaines catégories de population.

Il conviendra de limiter les expositions :

- Aux pollens allergisants,
- Aux radiofréquences, aux basses fréquences et aux lignes haute tension (THT)

A. LES ESPACES NATURELS



1. ZNIEFF, définition

Les Zones Naturelles d'Inventaire Ecologique Floristique et Faunistique (ZNIEFF) consistent en un inventaire scientifique national. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national, et non pas une mesure de protection juridique.

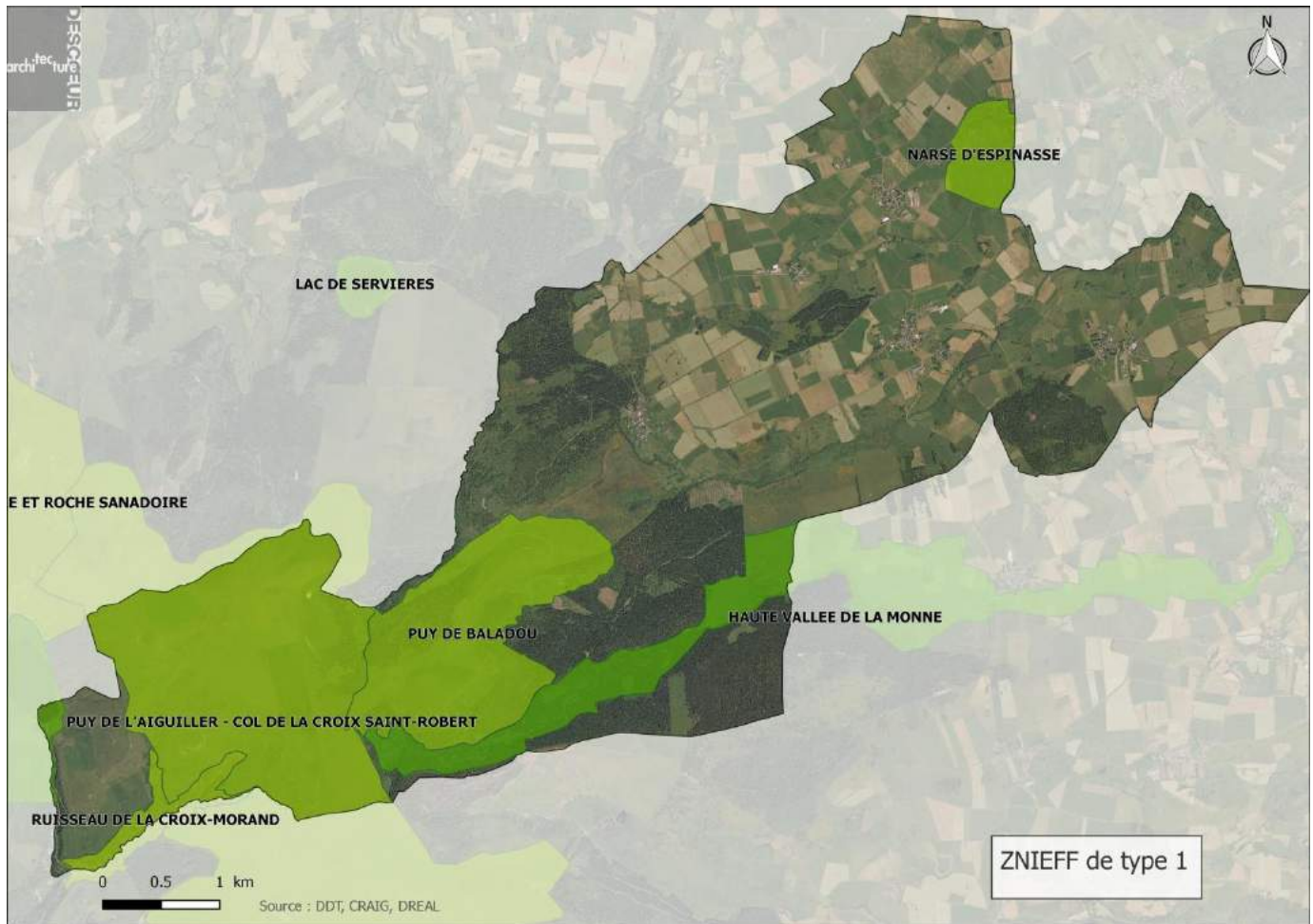
Cet inventaire différencie deux types de zone :

- Les ZNIEFF de type 1 sont des sites, de superficie en général limitée, identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.
- Les ZNIEFF de type 2, concernent les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs zones de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

Compte tenu de leur origine, les ZNIEFF n'ont pas de valeur juridique ou normative directe : elles constituent en effet un outil scientifique de connaissance de la valeur écologique des milieux naturels. Pour autant, la protection des milieux naturels demeure un objectif central du droit de l'urbanisme, rappelé notamment au travers des articles L110 et L121-1 du Code de l'Urbanisme. Par cet intermédiaire, si les ZNIEFF ne constituent pas une règle impérative, leur non prise en compte dans les projets d'aménagement a été fréquemment sanctionnée par la jurisprudence administrative.

Des documents d'urbanisme (POS/PLU et SCOT) ont ainsi déjà été annulés par erreur manifeste d'appréciation en autorisant dans des ZNIEFF, des lotissements, des projets routiers, des carrières, des programmes de logements ... Les mesures de préservation pouvant aller jusqu'à l'annulation d'une simple autorisation de défrichement. De plus, il faut souligner que, de façon plus générale, le Code de l'Environnement interdit, dans son article L415-3, de porter atteinte à la conservation d'espèces sauvages ainsi qu'à leur milieu de vie... Or, les espèces et milieux rares ou protégés sont fréquemment compris dans les périmètres des ZNIEFF.

En conséquence, si une ZNIEFF n'interdit pas de fait les aménagements...elle ne permet pas non plus tout type d'aménagement ou de constructions.

a. ZNIEFF de type 1(source : <http://inpn.mnhn.fr>)■ ZNIEFF de type 1 : NARSE D'ESPINASSE

- Superficie : 42,91 hectares

La Narse d'Espinasse est un marais méso-eutrophe tourbeux niché dans un cratère de maar (explosion phréato-magmatique) au pied du Puy de l'Enfer au sud de la Chaîne des Puys.

L'ancien lac de cratère, comblé à la fois par des matériaux détritiques et par les apports organiques liés à la végétation, est devenu aujourd'hui un marais, dont l'assèchement s'est accéléré du fait des actions anthropiques (drainage, route).

Les secteurs les plus humides et intéressants se situent au nord-est, et correspondent à des parvocariçaies. Elles sont entourées par des accrues de Saules et Bouleaux, que l'on retrouve dispersés sur l'ensemble du site, bordés par des ourlets mésohygrophiles (mégaphorbiaies, milieu déterminant).

Des roselières peu humides sont présentes au sud-ouest, tandis qu'une grande partie de la surface totale est occupée par des prairies humides (à Canche cespiteuse ou Calamagrostis blanchâtre). On note encore quelques magnocariçaies.

La flore comporte actuellement 5 espèces protégées : les Laïches cespiteuse et à peu de fleurs, la Linaigrette gracile, la Ligulaire de Sibérie, pour laquelle la Narse représente l'une des plus belles stations d'Europe occidentale, et le Saule bicolore.



La Swertie pérenne, espèce des bas marais alcalins, très rare en Auvergne, existait dans la Narse au siècle dernier. De même le Saule des Lapons signalé au début du siècle a vraisemblablement disparu.

Les papillons comptent 1 espèce de la liste rouge régionale liée aux prairies humides de montagne, le Cuivré de la Bistorte, ainsi qu'une espèce en limite d'aire, L'Hespérie de l'Aigrimoine

Les mammifères comportent une espèce en liste rouge régionale, la Musaraigne aquatique.

Parmi les oiseaux, le Bruant des roseaux figure parmi les espèces à surveiller.

Malgré les atteintes déjà anciennes (drainage) ou plus récentes (apports organiques), la Narse de l'Espinasse constitue encore un élément très important parmi les milieux tourbeux d'Auvergne.



■ **ZNIEFF de type 1 : HAUTE VALLEE DE LA MONNE**

- Superficie : 310,74 hectares

2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

Patrimoniaux

Faunistique
Insectes
Mammifères

Fonctionnels

Fonction d'habitat pour les
populations animales ou végétales

Complémentaires

Paysager

6.1 Habitats déterminants

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
34.3 Pelouses pérennes denses et steppes médio-européennes	Informateur : Conservatoire des Espaces et Paysages d'Auvergne	10	2010
37.22 Prairies à Jonc acutiflore	Informateur : Conservatoire des Espaces et Paysages d'Auvergne	4	2010
44.31 Forêts de Frênes et d'Aulnes des ruisselets et des sources (rivulaires)	Informateur : Conservatoire des Espaces et Paysages d'Auvergne	5	2010

7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources
Insectes	53976	<i>Lycaena helle</i> (Denis & Schiffmüller, 1775)			Informateur : BACHELARD P.
	54191	<i>Eumedonia eumedon</i> (Esper, 1780)			Informateur : TEYNIE A.
Mammifères	60630	<i>Lutra lutra</i> (Linnaeus, 1758)		Reproducteur	Informateur : LEMARCHAND C., BOUCHARDY C.



■ ZNIEFF de type 1 : PUY DE BALADOU

- Superficie : 250,41 hectares

L'ensemble Puy de Baladou - Puy de la Védrine constitue le prolongement nord-est de l'ensemble volcanique allant du Puy de l'Angle au Puy de l'Aiguiller, au nord-est des Monts Dore.



Puy de Baladou, col de la croix Morand, puy de la Tache, puy de Monne, puy de l'Angle... (source : <http://andre63.canalblog.com>)

Ces sommets surplombent la partie amont de la vallée de la Monne, et les versants sud escarpés abritent des rochers, des communautés de hautes herbes thermophiles (calamagrostidaies) et des formations montagnardes à Genêt purgatif, milieux tous trois déterminants. Les parties planes portent des landes sèches à Callune ou Airelle des marais, et des nardaies du Violon. En contrebas du versant sud, une plantation résineuse laisse parfois la place à des lambeaux de hêtraie acidiphile ou à des formations de transition. La flore dénote déjà l'altitude élevée du Puy, avec la présence de la Pulsatille blanche, du Sorbier nain, de l'Ail de la Victoire (espèces en liste rouge régionale), et du Lis martagon (espèce protégée).

Des friches humides à Bouleau abritent un papillon de la liste rouge régionale, le Cuivré de la Bistorte.

L'avifaune reflète également la présence de milieux ouverts ou semi-ouverts d'altitude : Merle à Plastron et Busard cendré (liste rouge régionale), Pipit spioncelle (espèce à surveiller).

Par son caractère alticole et thermophile original, l'ensemble Baladou-Védrine, moins prestigieux que les crêtes les plus élevées du Sancy, apporte cependant un élément important au riche patrimoine biologique des Monts Dore.



■ **ZNIEFF de type 1 : PUY DE L'AIGUILLER - COL DE LA CROIX SAINT-ROBERT**

- Superficie : 1815,48 hectares

Au nord-est de la partie culminale du massif du Sancy, plusieurs édifices volcaniques forment une croupe élevée qui culmine à plus de 1600 m dans la partie sud, entre le Col de la Croix-saint-Robert et le Col de la Croix Morand, et qui s'abaisse en pentes douces vers le nord (Puy de l'Aiguiller, 1525 m).



(Source : <http://philippe.dufour9.free.fr/>)

L'altitude élevée des Puys de la partie sud leur confère un grand intérêt avec la présence de groupements subalpins (tous déterminants en Auvergne): landes subalpines à myrtilles (dont Airelle des marais), fourrés des sols frais de l'étage subalpin (à Saule des lapons), groupement à Fétuque paniculée, combes à neige relevant du Nardion dans les concavités d'ubac. Les versants du Puy de l'Angle abritent des éboulis (habitat déterminant). On note également des zones tourbeuses très intéressantes comportant un peu de haut-marais (habitat déterminant) et des parvocariçaies, et abritant de nombreuses espèces rares dont la Swertie pérenne (unique station du Puy-de-Dôme). Quelques prairies humides et magnocariçaies les accompagnent.

En-dessous des zones subalpines, les prairies pâturées relèvent essentiellement du Nardion, alors que plus bas, en l'occurrence dans la majeure partie du secteur nord, elles passent au Violon.

Les landes de l'étage montagnard comprennent, outre des landes à Genêt prugatif (habitat déterminant), des landes sèches et des fourrés mésophiles.

Enfin, quelques secteurs sont boisés par la hêtraie ou plantés en Epicéa.

La flore comporte pas moins de 10 espèces protégées et 6 non protégées mais en liste rouge régionale.

Parmi les subalpines, on note la Pulsatille soufrée, le très rare Botryche à feuilles de matricaire (seule station du Puy-de-Dôme), le Faux-Sésame, le Saule des Lappons (espèce boréale), toutes non protégées, le Buplèvre à feuilles de Renoncule, le Gnaphale couché et l'Ail des montagnes (liste rouge régionale).

Les tourbières abritent quant à elles 6 espèces protégées, la Swertioe pérenne (relevant normalement des bas-marais alcalins du Caricion davallianae), déjà citée, 3 espèces de Laïches rares (pauciflore, des boursiers et à long rhizomes), la Canneberge, et la Droséra à feuilles rondes.

On note également l'Epervière de Mougeot et la Lycopode en massue (liste rouge régionale seulement).

Au nord de la zone se situe la seule station actuellement certaine de la Violette à deux fleurs, espèce hygrosclaphile des rochers subalpins (liste rouge régionale).

L'avifaune comprend 2 espèces de la liste rouge régionale, le Merle de roche, inféodé aux éboulis et le Merle à plastron, espèce des milieux semi-ouverts subalpins, et une espèce à surveiller, le Pipit spioncelle (milieux ouverts subalpins).



■ ZNIEFF de type 1 : RUISSEAU DE LA CROIX-MORAND

- Superficie : 45,08 hectares
- Critères d'intérêt de la zone : patrimoniaux (floristiques, phanérogames).



7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources
Phanérogames	87666	Campanula latifolia L., 1753			Informateur : ANTONETTI P., Conservatoire Botanique National du Massif Central
	88178	Carduus personata (L.) Jacq., 1776			Informateur : ANTONETTI P., Conservatoire Botanique National du Massif Central
	94257	Dactylorhiza fuchsii (Druce) Soó, 1962			Informateur : GATIEN J.L., RIBOULET C.
	105989	Lilium martagon L., 1753			Informateur : CHOISNET G.
	119959	Salix bicolor Willd., 1796			Informateur : PERRET Y.

■ **ZNIEFF de type 1 : LAC DE GUÉRY**

- Superficie : 203,57 hectares

D'origine volcanique, le lac de Guéry se situe en contrebas du col entre la vallée de la Fontsalade et la vallée de la Dordogne, au nord-ouest des Monts Dore.



Le lac en lui-même abrite d'intéressantes formations amphibies (Littorelletea, formations à Potamots rares, milieu déterminant), et comporte de petites tourbières en périphérie et des mégaphorbiaies (milieux déterminants). A l'ouest, une hêtraie à Scille lis-jacinthe (milieu déterminant) occupe le versant surmontée par un plateau abritant quelques tourbières, au milieu des estives (Violion) en partie remplacées par une plantation résineuse.

La flore est très riche. Le lac abrite la Litorell à une fleur (liste rouge régionale), le Fluteau nageant, et le Potamot allongé (protégées). Il comptait anciennement deux espèces d'Isoètes, rares fougères amphibies (Isoètes à spores spinuleuses et des lacs) qui semblent avoir disparu aujourd'hui. Les tourbières abritent 3 espèces de Laïches protégées (Laïches des boursiers, à long rhizomes, pauciflore), et le Saule des Lapons (espèce boréale), également protégée.

Parmi les papillons, le rare Cuivré de la Bistorte (liste rouge régionale) fréquentent les tourbières et les mégaphorbaies adjacentes.

La Vipère péliade (liste rouge régionale) est également présente.

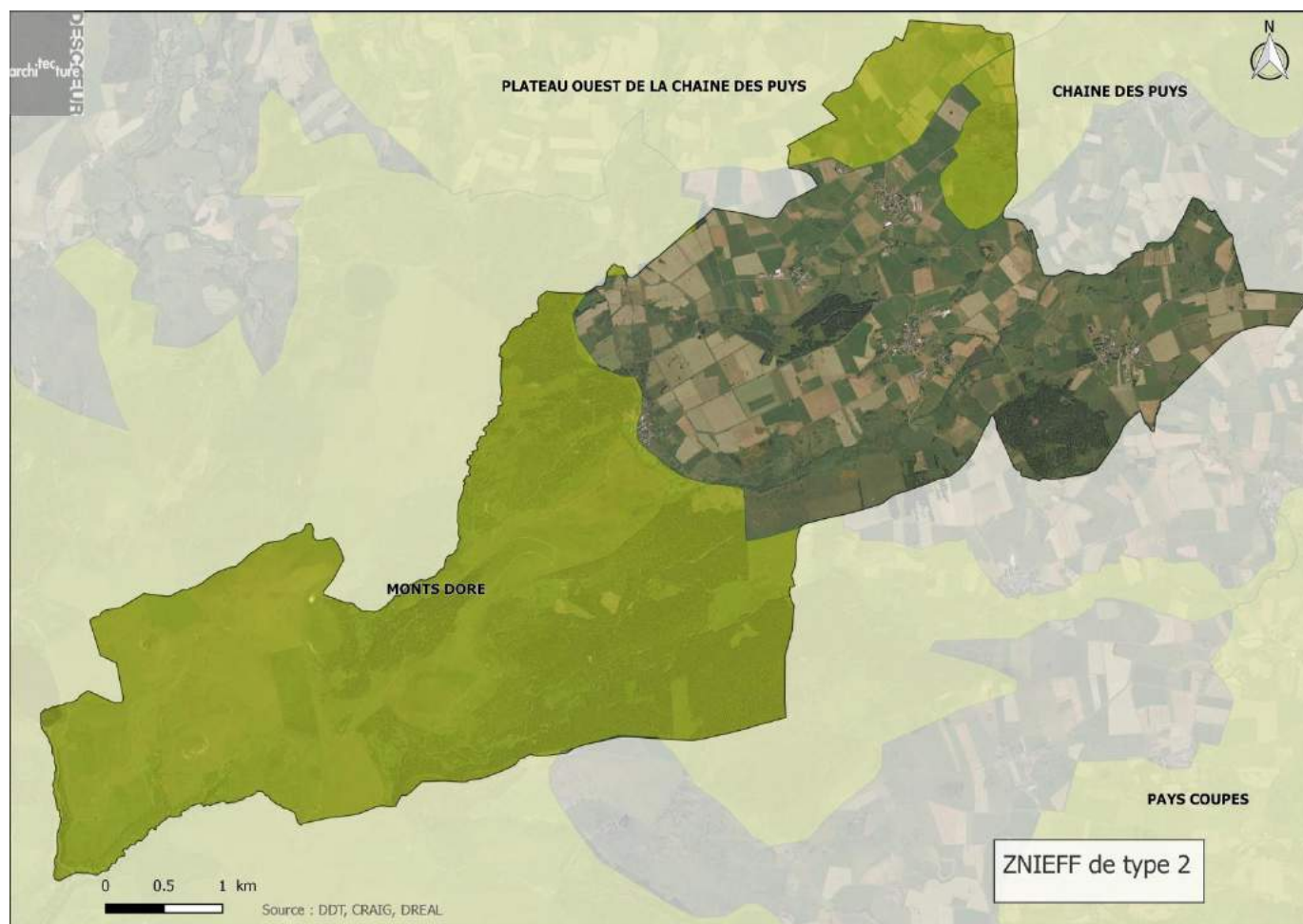
L'intérêt ornithologique est lié aux milieux ouverts ou semi-ouverts de la partie ouest, avec le Merle à plastron (liste rouge régionale) et le Pipit spioncelle (espèce à surveiller).

Le lac de Guéry, soumis à une fréquentation intense (route et parking très proches), constitue encore une zone de grand intérêt patrimonial.





b. ZNIEFF de type 2



■ **ZNIEFF de type 2 : CHAÎNE DES PUYs** (Superficie : 17683 hectares).

Critères d'intérêt de la zone : Patrimoniaux (faunistique, insectes, poissons, reptiles, oiseaux, mammifères, floristique, ptérophyles, phanérogames).

■ **ZNIEFF de type 2 : MONTs DORE** (Superficie : 26469 hectares).

Espèces déterminantes présentes : *Biscutella arvernensis* (2 petites populations), *Hieracium aurantiacum* (statut d'indigénat à définir), *Pulsatilla alpina* (3 petites populations), *Salix lapponum* (plusieurs populations importantes), *Salix bicolor* (4 petites populations).

■ **ZNIEFF de type 2 : PLATEAU OUEST DE LA CHAÎNE DES PUYs** (Superficie : 13334 hectares).

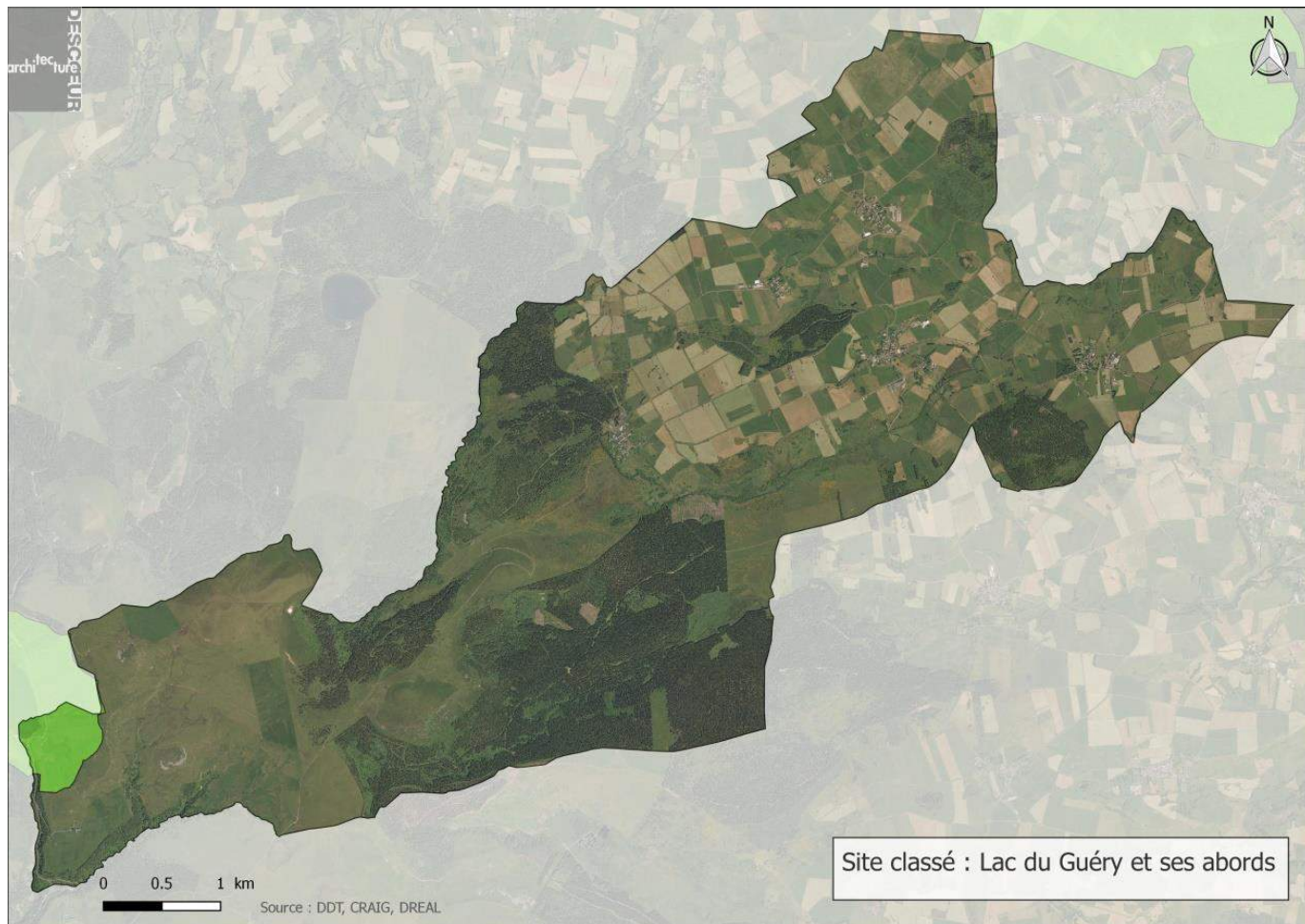
Critères d'intérêt de la zone : Patrimoniaux (faunistique, insectes, amphibiens, oiseaux, mammifères).

2. Site classé : Lac du Guéry et ses abords

Date de l'arrêté : 27 juillet 1973

Communes concernées : Mont-Dore, Orcival, Perpezat, Saulzet-le-Froid

Superficie : 145,44 ha



Très apprécié par les pêcheurs, le Lac du Guéry est un site classé. Encadré par le massif de la Banne d'Ordanche, le massif de l'Aiguillier et les roches Tuilière et Sanadoire, il est également le plus haut lac d'Auvergne à 1250m d'altitude (superficie : 26 ha ; profondeur : 17m). C'est un lac de barrage volcanique créé par une coulée de lave basaltique. Les glaciers ont également eu un rôle déterminant en surcreusant les roches : il s'agit de l'érosion glaciaire.

Le lac de Guéry se situe à 8km du Mont-Dore sur la route de Clermont-Ferrand (D983).

Peuplement : truites fario et arc en ciel, saumons de fontaine, ombles chevaliers, perches, brochets, carpes, gardons, tanches, gougeons.

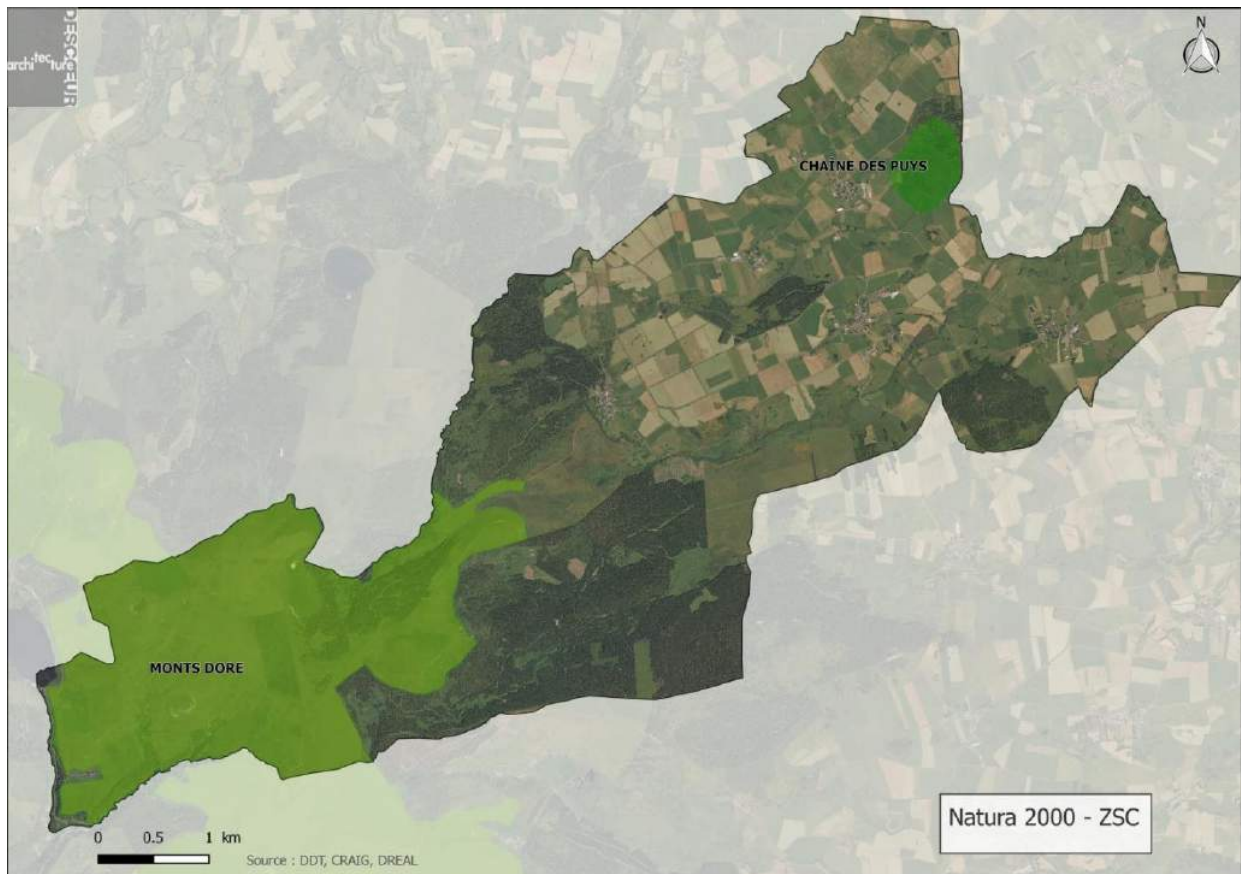
Propriété d'EDF, autrefois appelée 'Société de l'énergie industrielle', cette dernière entreprit à la fin du XIXème siècle un réhaussement du niveau du lac grâce à une digue de 8m, afin d'apporter l'eau du Guéry jusqu'à la centrale électrique du Mont-Dore, produisant l'électricité pour le Funiculaire du Capucin.

L'inscription « site classé » désigne les sites naturels dont l'intérêt paysager, artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque exceptionnel justifie un suivi spécifique. Le classement par l'État entraîne ainsi l'interdiction d'effectuer tous travaux susceptibles de modifier ou d'altérer le paysage, sauf autorisation ministérielle exceptionnelle.

Les propriétaires d'espaces forestiers qui souhaitent engager des travaux d'exploitation non courants doivent ainsi obtenir une autorisation préalable, délivrée selon l'importance du projet soit par le préfet de département, soit par le ministre en charge des sites classés.



3. Natura 2000 – ZSC



■ Chaîne des Puys (FR8301052).

■ Caractéristiques du site

La désignation du site Natura 2000 de la Chaîne des Puys vise prioritairement les pelouses et landes d'altitudes réparties sur les flancs et sommets des volcans et entretenues par l'activité pastorale ancestrale, essentiellement ovine. Elle vise également une végétation particulière et clairsemée, emblématique, qui se développe sur les éboulis et scories volcaniques. Ainsi la Chaîne des Puys offre ses 90 édifices volcaniques en alignement du nord au sud qui constituent un paysage unique au monde avec des influences géo-climatiques (altitudes de 600 à 1450m et toutes les orientations) et des activités humaines (pastoralisme en particulier et sylviculture) qui engendrent un patrimoine naturel riche et diversifié. Ce sont ainsi 12 habitats (milieux naturels) d'intérêt européen (sur 35 habitats inventoriés) qui coexistent en mosaïques sur 2041 ha éclatés en 9 entités sur 8 communes.

Si le site est majoritairement forestier (71,29% de la surface), la diversité des situations écologiques, associée à une situation foncière bloquante pour la gestion (60% du site est en propriété privée non délimitée – ou indivis) créent les conditions favorables pour accueillir une grande richesse en chauves-souris (8 espèces d'intérêt communautaire annexe 2 et 12 en annexe 4 et autres espèces cavernicoles,

rapaces nocturnes notamment). Cette diversité est confortée par la présence des grottes de Volvic qui constituent l'un des gîtes (abris) auvergnats les plus importants pour la reproduction et l'hibernation de ces petits mammifères (tous protégés nationalement). La Chaîne des Puys s'avère donc avoir une forte responsabilité pour les populations de certaines espèces.

Deux zones humides d'importance très différente complètent ce tableau : la tourbière de la Narse d'Espinasse et une petite zone au Pré de Côme. En effet, si la première est classée en Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope depuis 1988 pour la tourbière qui la caractérise, la seconde, à peine visible, est en cours de boisement et n'accueille plus ni espèces, ni habitats d'intérêt. La Narse au contraire accueille l'une des plus belles populations auvergnates de Ligulaire de Sibérie (plante relique de l'époque glaciaire rare en Europe, annexe 2) et une belle population de Cuivré de la Bistorte (1 papillon également rare en Europe, annexe 2), elle fait déjà l'objet d'un plan de gestion et de mesures agri-environnementales sur son bassin versant.

■ Qualité et importance

L'importance de la Chaîne des puys est liée à l'alignement nord-sud de ses 90 édifices volcaniques qui offrent des conditions géo-climatiques variées et permet le développement d'un patrimoine paysager et naturel, riche et varié.

Associé à l'activité ancestrale du pastoralisme (estives ovines principalement) et plus récemment à la sylviculture, ses conditions naturelles variées ont permis le développement en mosaïque de milieux herbacés secs et de landes (d'influence montagnarde à sub-alpine) d'une part et de divers milieux forestiers d'autre part. Cette mosaïque permet l'existence d'une grande diversité de Chauves-Souris, d'insectes et d'oiseaux à enjeux patrimoniaux.

De plus, l'un des plus importants gîtes régionaux d'hibernation et de reproduction des Chauves-Souris se trouve dans le site Natura 2000 ; ainsi, la Chaîne des Puys revêt une importance majeure pour ces espèces toutes protégées au niveau national et toutes inscrites dans l'une des annexes de la Directive Habitat.



De plus, la **Narse d'Espinasse** offre l'une des plus belles stations nationales de Ligulaires de Sibérie et une importante population de Cuivré de la Bistorte, ce qui lui vaut un classement en Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope.

Ainsi, la qualité du patrimoine paysager et naturel de la Chaîne des Puys lui vaut un classement en site classé et un projet d'inscription aux biens du patrimoine mondial de l'UNESCO.



■ Vulnérabilité du site

La Chaîne des Puys est caractérisée par un manque de lisibilité pour ses habitants et ses acteurs socio-économiques, du fait de la superposition des zonages et démarches : site classé avec une protection réglementaire notamment sur la gestion forestière, OGS Puy de Dôme, APPB Narse d'Espinasse, ZNIEFF type 1 et 2, 4 Chartes Forestière de Territoire, le SCOT du Grand Clermont, l'Impluvium des Eaux de Volvic (CEPIV) et la tête de bassin versant de la vallée de la Veyre (Contrat de rivière), PNR Volcans d'Auvergne et projet de classement aux biens du Patrimoine mondial de l'UNESCO. De plus, si cet ensemble volcanique, symbole de l'Auvergne, est si apprécié des visiteurs (locaux ou lointains), leur fréquentation s'intensifie dans certains secteurs au détriment de sa propre richesse paysagère, géologique et biologique et des activités économiques qui s'y exercent (pastoralisme en premier lieu), créant des conflits d'usage. Le 1er enjeu et objectif de Natura 2000 est donc de venir en complémentarité des chantiers et projets déjà engagés sur la Chaîne des Puys et de contribuer à la cohérence des politiques publiques par une animation de terrain et entre les collectivités accrue, mais aussi de créer et/ou mutualiser des outils de communication et de sensibilisation.

Le 2ème enjeu est la préservation voire le renforcement de la mosaïque des milieux qui fait la richesse patrimoniale de la Chaîne des Puys.

Ce sont d'abord et avant tout les milieux ouverts et semi-ouverts qui permettent à la fois la mise en valeur paysagère de la Chaîne des Puys et en représentent le patrimoine naturel emblématique. Or, ces milieux ouverts et semi-ouverts sont hérités des traditions de parcours pastoraux extensifs, ovins en Chaîne des Puys, et sont donc dépendants de leur évolution. Le pastoralisme, qui joue un rôle multi-fonctionnel (économique, social, touristique, écologique, paysager...) bien au-delà du simple pâturage des animaux, est donc à soutenir et à maintenir par des mesures d'adaptation de la gestion pastorale et de débroussailllements de certaines zones (MAEt et contrats Natura 2000). Pour les milieux forestiers, l'enjeu est de favoriser des pratiques qui renforcent la diversité spécifique (préserver des bois sénescents, augmenter les forêts composées de feuillus et mixtes, etc. dans le cadre de contrats Natura 2000 et d'amélioration de la connaissance). Ceci passe par une étape préalable longue et difficile qui est de favoriser les regroupements fonciers de propriétaires pour tenter une gestion cohérente sur des surfaces suffisantes (animation et coordination).

Préserver la diversité spécifique, en particulier les chauves-souris, c'est aussi pérenniser la protection de leurs gîtes d'hibernation, en particulier les grottes de Volvic, l'une des plus importantes pour l'Auvergne.

Enfin, la Chaîne des Puys est la zone de récréation principale pour ses habitants et ayant-droits, ainsi que pour l'agglomération clermontoise, mais elle est aussi l'un des secteurs auvergnats les plus visités par les touristes français et étrangers. Elle attire également un tourisme pédagogique (groupes scolaires et étudiants) soucieux de concrétiser sur le terrain l'étude du volcanisme (en tant que laboratoire naturel) et un tourisme sportif (avec plus de 100 manifestations organisées par an, c'est l'un des secteurs les plus sollicités en France !). Or, cette fréquentation ne pourra que s'accroître à l'avenir (recherche de loisirs verts de la population, classement du bien au patrimoine mondial, etc.) sur des sols et des milieux fragiles, avec des espèces sensibles aux dérangements et où l'activité pastorale, reposant principalement sur une filière économique ovine en difficulté, requiert un peu de tranquillité et l'amélioration des conditions de travail. L'objectif est donc de mieux maîtriser la fréquentation et une meilleure sensibilisation du public par une présence accrue sur le terrain (gardes nature), par l'entretien et la restauration des chemins dégradés, de la signalétique, des ouvrages de franchissements, etc. (qui sont parfois de très importants travaux formalisés dans des contrats Natura 2000) et par l'amélioration et la mutualisation de la communication.



■ **Les Monts-Dore (FR8301042).**

■ **Caractéristiques du site**

S'étendant autour du Puy de Sancy (1866m) le site s'étale à une altitude moyenne de 1050m. Creusé des 3 vallées glacières de la Dordogne, de Chaudefour et de la Fontaine salée.

Le site englobe aussi l'ensemble remarquable du lac Guéry et des roches phonolithiques de Tuilière et Sanadoire.

- Qualité et importance

Le complexe volcanique du Sancy présente, outre son étagement altitudinal de nombreuses vallées glaciaires qui permettent l'expression d'un très grand nombre de milieux dont certains dans un état de conservation excellent (vallée de Chaudefour).

La richesse écologique du site s'exprime par la présence de 16 habitats dont 2 prioritaires et de 5 espèces d'intérêt communautaire.

Le cortège floristique est de très haute valeur écologique et d'une richesse exceptionnelle.

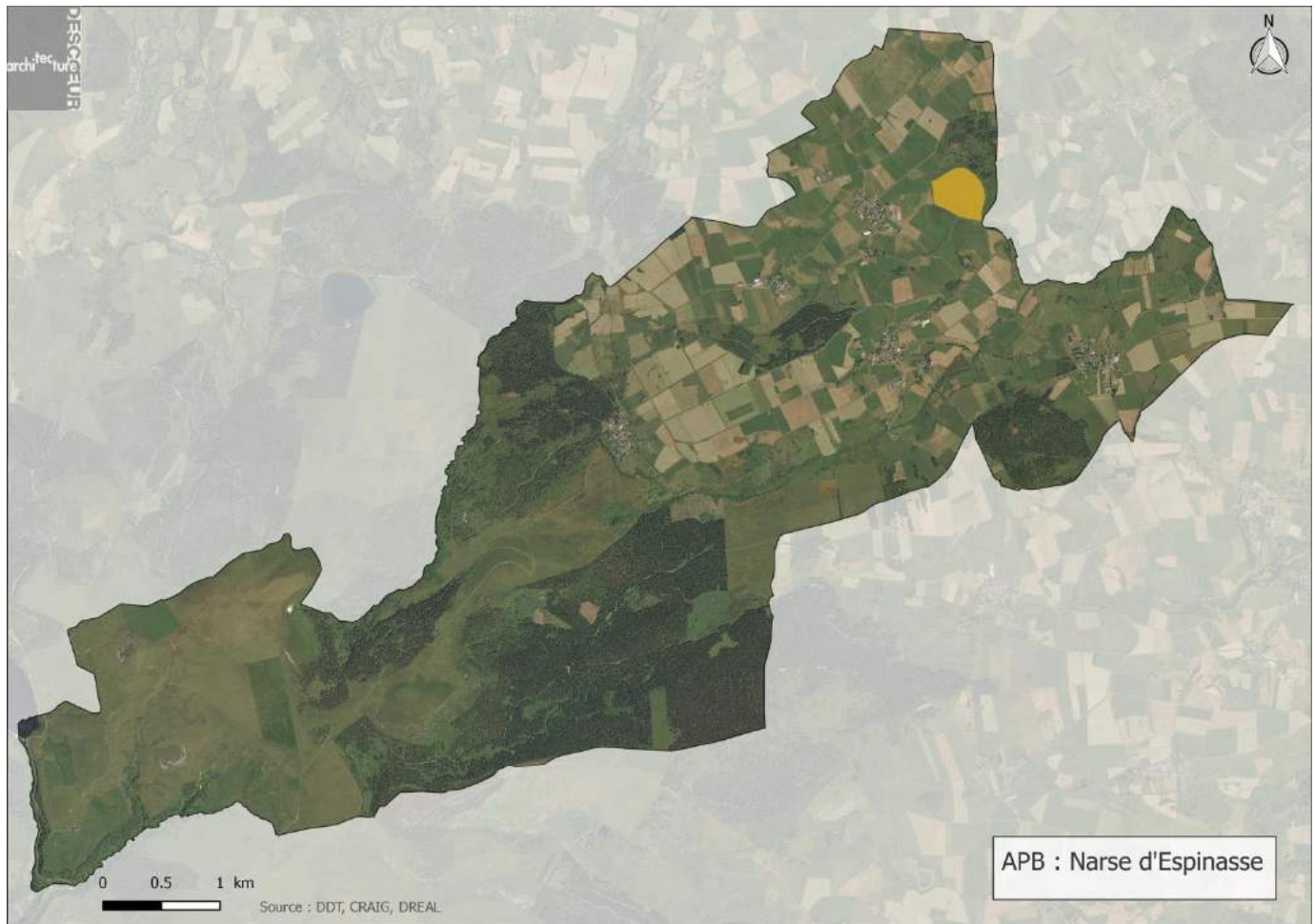


- Vulnérabilité du site

Le risque principal est la pression touristique. En particulier du fait des stations de sport d'hiver au nombre de 4. La conservation de la richesse floristique du site passe par sa maîtrise raisonnée. Les domaines skiables sans grand intérêt écologique seraient exclus de façon à ne pas gêner inutilement leur gestion.



4. Arrêté préfectoral de protection de biotope : La Narse d'Espinasse



- Description : voir description de la ZNIEFF de type 1 : NARSE D'ESPINASSE
- Arrêté du 15 juillet 1988



5. Les zonages aquatiques

a. Que dit la charte du PNRVA

- **Disposition 2.2.1.1. : « Favoriser et mettre en cohérence les politiques de l'eau à l'échelle du territoire et les enjeux de la ressource »** [cf. Charte p. 87]

Développer des outils de planification et de gestion de la ressource en eau à une échelle adaptée (outil de gestion de l'eau de type SAGE, Contrat de rivière, etc.) permettant :

- en termes de qualité et de disponibilité de la ressource en eau, d'assurer une solidarité amont-aval en veillant à un partage équilibré entre les différents usages locaux.
- d'intégrer l'enjeu eau, particulièrement la préservation des milieux aquatiques et humides des têtes de bassins versants en prenant en compte leur sensibilité dans les documents d'urbanisme et dans les projets d'aménagement ainsi que par la mise en œuvre de mesures appropriées de protection et de gestion.
- de subordonner l'installation de nouveaux équipements hydroélectriques ne mettant pas en péril la Trame bleue, ni l'atteinte du bon état ou du très bon état écologique des cours d'eau à forte valeur patrimoniale.

■ **Disposition 2.2.1.2. : « Mettre en place une gestion durable des lacs naturels remarquables du territoire »** [cf. Charte p. 88]

Envisager la mise en place de plans de gestion des lacs naturels remarquables (pour protéger ou restaurer leur qualité patrimoniale et pérenniser les activités récréatives existantes). Ils permettent de :

- développer la connaissance et le suivi scientifique.
- concevoir et mettre en œuvre une gestion à l'échelle du bassin d'alimentation.
- mettre en avant leurs intérêts scientifique, patrimonial et économique.

■ **Disposition 2.2.1.3. : Maîtriser les usages de l'eau pour préserver la ressource et les milieux aquatiques et humides** [cf. Charte p. 89]

Prendre des mesures adaptées de gestion qualitative et quantitative visant à garantir des usages de l'eau compatibles avec la pérennité de la ressource mais aussi des richesses écologiques (contribuer à l'atteinte des objectifs des SDAGE aux échéances 2015 et 2021). Ces actions amènent à :

- améliorer les conditions de prélèvement de la ressource en eau à des fins domestiques ou économiques.
- poursuivre les efforts d'assainissement domestique (mettre en place des Services Publics d'Assainissement Non Collectifs (SPANC) sur les secteurs dépourvus, etc.).
- maîtriser le devenir des effluents d'autres origines.

■ **Disposition 2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme »** [cf. Charte p. 109]

S'agissant des milieux naturels et de la ressource en eau, il convient de :

- assurer la fonctionnalité de la Trame verte et bleue en maintenant ou restaurant les continuités écologiques, des milieux ouverts principalement agricoles, boisés, aquatiques comme les lacs et les zones humides (ainsi que leurs bassins versants).
- des cours d'eau à forte valeur patrimoniale (ne pas mettre en péril la Trame bleue ni l'atteinte du bon état ou du très bon état écologique des cours d'eau).
- ne pas porter atteinte à la qualité des ressources en eaux souterraines.

b. Les SDAGE

■ **SDAGE Loire Bretagne 2016-2021**

- L'objectif : 61 % des eaux en bon état d'ici 2021
Alors que le SDAGE 2010-2015 prévoyait un résultat de 61 % des eaux en bon état, aujourd'hui 30 % des eaux sont en bon état et 20 % des eaux s'en approchent
C'est pourquoi le Sdage 2016-2021 conserve l'objectif d'atteindre 61% des eaux de surface en bon état écologique en 2021. À terme, l'objectif est que toutes les eaux soient en bon état.
- Pourquoi l'objectif fixé fin 2009 n'est-il pas atteint ?
L'atteinte du bon état des eaux nécessite une action continue dans la durée. En effet, le bon état des eaux dépend de plusieurs paramètres. Il suffit qu'un seul de ces éléments de qualité soit mesuré en état « moins que bon » pour que l'état écologique soit classé en « moins que bon ».
D'autre part, la mise en œuvre des actions prévues dans le programme de mesures 2010-2015 a pris du retard, notamment les opérations associées aux deux enjeux majeurs du bassin que sont l'amélioration de la morphologie des cours d'eau et la réduction des pollutions d'origine agricole. Les freins à la mise en œuvre ont sans doute été sous-évalués.

Les deux principaux axes de progrès pour parvenir au bon état des eaux dans le bassin Loire-Bretagne sont d'une part la restauration des rivières et des zones humides et d'autre part la lutte contre les pollutions diffuses.

- La restauration des milieux aquatiques

- en créant des conditions favorables au maintien et au retour des espèces vivant dans les cours d'eau (poissons, invertébrés...),
 - en remettant en état des zones humides servant de frayères,
 - en aménageant ou supprimant des obstacles à la migration des poissons,
 - en restaurant la continuité écologique.
- La lutte contre les pollutions diffuses :
 - en encourageant le retour à une fertilisation équilibrée,
 - en réduisant l'usage des pesticides quels qu'en soient les usages (agricoles ou domestiques) jusqu'à leur suppression en 2020,
 - en limitant le transfert des polluants vers les eaux (mise en place systématique de bandes enherbées le long des cours d'eau).
 - Le SDAGE met également l'accent sur cinq autres points :
 - Le partage de la ressource en eau : le SDAGE fixe des objectifs de débit minimum à respecter dans les cours d'eau sur l'ensemble du bassin. En complément il identifie les secteurs où les prélèvements dépassent la ressource en eau disponible et il prévoit les mesures pour restaurer l'équilibre et réduire les sécheresses récurrentes.
 - Le littoral : un chapitre spécifique du SDAGE traite de ce sujet. Le point principal concerne la lutte contre le développement des algues responsable des marées vertes et la lutte contre les pollutions bactériologiques qui peuvent affecter des usages sensibles (baignade, conchyliculture, pêche à pied...).
 - Les zones humides doivent être inventoriées afin de les protéger et les restaurer car elles nous rendent de nombreux services gratuits : épuration, régulation de la quantité d'eau, biodiversité, usages récréatifs...
 - Le développement des Sage (schémas d'aménagement et de gestion des eaux) : le SDAGE favorise le développement de ces outils de gestion locale de l'eau. Pour de nombreux thèmes, le comité de bassin a estimé qu'une règle uniforme pour l'ensemble du bassin n'était pas adaptée. Dans ces cas, le SDAGE confie aux Sage la responsabilité de définir des mesures adaptées localement.
 - L'adaptation au changement climatique est encouragée dans le SDAGE 2016-2021.
 - **SDAGE Adour-Garonne 2016-2021**
 - Objectif 2021 : 70 % des rivières du bassin en bon état
 - Des progrès encourageants :
 - la proportion des cours d'eau, lacs, nappes souterraines, estuaires et du littoral - les masses d'eau - en bon état reste stable depuis 8 ans et la surveillance des milieux s'est intensifiée,
 - la proportion de masses d'eau en mauvais état diminue,
 - la lutte contre les pollutions ponctuelles, engagée depuis plus de 40 ans, continue de démontrer son efficacité.
 - Des objectifs réalistes :
 - au regard du contexte économique défavorable et de la réforme des collectivités territoriales en cours,
 - en raison de la difficulté de réduire à la source les pollutions diffuses (produits fertilisants, phytosanitaires...) et les altérations des cours d'eau,
 - en fonction des délais de réponse importants pour certains milieux.
 - 4 orientations pour 2016-2021, des priorités confirmées depuis le SDAGE 2010-2015 :
 - Orientation A : créer les conditions de gouvernance favorables
Une politique de l'eau cohérente et menée à la bonne échelle. Cette orientation se traduit par 4 objectifs :
 - Mieux gérer l'eau au niveau local et rationaliser les efforts,
 - Renforcer les connaissances et partager les savoirs dans le contexte du changement climatique pour assurer les conditions d'une meilleure gestion des milieux aquatiques,
 - Mieux évaluer le coût des actions et les bénéfices environnementaux,
 - Prendre en compte les enjeux de l'eau dans l'aménagement du territoire.
 - Orientation B : réduire les pollutions
Les pollutions compromettent le bon état des milieux aquatiques mais aussi les différents usages : l'alimentation en eau potable, les loisirs nautiques, la pêche, l'aquaculture... Afin de réduire ces pollutions, le SDAGE demande :
 - D'agir sur les rejets de polluants issus de l'assainissement et des activités industrielles,
 - De réduire les pollutions d'origine agricole et assimilée,
 - De préserver et reconquérir la qualité de l'eau pour l'eau potable et les activités de loisirs liées à l'eau,
 - Sur le littoral, de préserver et reconquérir la qualité des eaux et des milieux.

- Orientation C : améliorer la gestion quantitative
Maintenir une quantité d'eau suffisante dans les rivières est primordial pour l'alimentation en eau potable, le développement des activités économiques ou de loisirs et le bon état des milieux aquatiques. Pour restaurer durablement l'équilibre quantitatif des besoins en eau, les axes suivants sont identifiés dans le SDAGE :
 - ➔ Approfondir les connaissances et valoriser les données,
 - ➔ Gérer durablement la ressource en eau en intégrant les impacts du changement climatique,
 - ➔ Gérer les situations de crise (sécheresses...).
- Orientation D : préserver et restaurer les milieux aquatiques (zones humides, lacs, rivières...)

Le bassin Adour-Garonne abrite des milieux aquatiques et humides d'un grand intérêt écologique qui jouent un rôle majeur dans le maintien de la biodiversité, dans l'épuration et la régulation des eaux. Le SDAGE propose cinq axes de travail pour :

 - ➔ Réduire l'impact des aménagements hydrauliques,
 - ➔ Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau et le littoral,
 - ➔ Préserver et restaurer les zones humides et la biodiversité liée à l'eau,
 - ➔ Préserver et permettre la libre circulation des espèces piscicoles et le transport naturel des sédiments,
 - ➔ Réduire la vulnérabilité et les aléas d'inondation.

c. Les SAGE (Schémas d'aménagement et de gestion des eaux)

Le territoire communal est concerné par les périmètres de trois SAGE :

- **Le SAGE Sioule**, approuvé le 5 février 2014 par la Commission Locale de l'Eau.
Parmi les enjeux identifiés dans ces outils de planification, les éléments concernant plus particulièrement le territoire communal de Saulzet-le-Froid sont :
 - ➔ préserver les zones humides et la biodiversité.
 - ➔ restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, en préservant les têtes de bassin.
 - ➔ surveiller la prolifération des espèces envahissantes.
- **Le SAGE Allier aval**
Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux a pour vocation de coordonner au niveau local, l'ensemble des actions des pouvoirs publics envers les usagers de l'eau afin de parvenir à une gestion équilibrée de la ressource.
La Zone d'Action Renforcée (ZAR) mise en place en 1997 a été prolongée pour la durée du VIIIème programme. Elle concerne l'Allier de l'amont d'Issoire jusqu'à l'aval de Vichy ainsi que ses affluents à l'exception de la Dore.
Le SAGE Allier Aval identifie plusieurs enjeux prioritaires dont la gestion des crues, la préservation/restauration des têtes de bassin et le maintien des biotopes et espèces.
Les études en cours pour le SAGE Allier aval établissent les problématiques de gestion :
 - Une ressource en eau potable suffisante mais fragile : La rivière Allier et sa nappe d'accompagnement constituent la principale ressource en eau potable de la population mais celle-ci est particulièrement vulnérable aux pollutions accidentelles et diffuses.
 - Une qualité des eaux de surface à améliorer : Dans la plaine alluviale, la qualité de l'eau de l'Allier et de ces affluents reste encore affectée par des rejets domestiques et industriels. Les têtes de bassin versant ont des eaux de bonne qualité mais sont sensibles aux pollutions diffuses.
 - Des étiages sévères pour les affluents de Limagne : Les affluents de l'Allier peuvent présenter une faiblesse des étiages notamment dans la plaine de la Limagne. Cette situation est aggravée par les prélèvements agricoles et peut nécessiter la mise en place de mesures de restriction.
 - Les crues : Les affluents de l'Allier connaissent des crues torrentielles qui peuvent créer des dommages aux bourgs traversés.

Les principaux enjeux du SAGE pour la gestion de l'eau sont :

- La gestion qualitative de la ressource en eau en maîtrisant les pollutions pour mieux satisfaire les différents usages et préserver la qualité des milieux,
- La gestion concertée de l'espace alluvial en conciliant les activités économiques de la plaine avec la préservation de la dynamique fluviale de l'Allier étroitement liée à la préservation des milieux et de la ressource en eau,
- La gestion de la ressource en eau de la chaîne des Puys, en préservant cette ressource de qualité qui reste fragile.

■ **Le SAGE Dordogne Amont**

- Thèmes majeurs sur le territoire:
 - ➔ Mieux intégrer la gestion de l'eau dans les politiques du territoire,
 - ➔ Anticiper les changements climatiques,
 - ➔ Orienter le territoire vers un développement plus respectueux de l'eau et des milieux aquatiques.
- Liste des enjeux du SAGE:
 - ➔ Prévenir et lutter contre les pollutions diffuses et le risque d'eutrophisation des plans d'eau
 - ➔ Restaurer des régimes hydrologiques plus naturels et adapter les usages
 - ➔ Restaurer des milieux dynamiques et fonctionnels propices à la biodiversité
 - ➔ Mieux comprendre et gérer les eaux souterraines

6. Les corridors bio-écologiques

Ce paragraphe rappelle l'importance de porter attention aux espaces naturels non inclus dans des zonages :

- Les lisières de forêts
- Les petits bois et taillis disséminés
- Les secteurs bocagers
- Les cours d'eau et leurs éléments d'accompagnement : ripisylve, zones humides,
- Les étangs et les mares.

L'objectif est le maintien de la connectivité entre les écosystèmes qui favorise leur fonctionnalité, source d'aménité et de services rendus pour la préservation de la qualité de l'eau, de l'air, des sols etc.

Par ailleurs, le maintien d'éléments paysagers favorables à la connectivité des milieux naturels répond aussi à une demande sociale de naturalité. En effet, ils peuvent être associés aux fonctions récréationnelles des paysages et maintenir en même temps la valeur esthétique et patrimoniale des territoires.

Ils peuvent également être utilisés dans les milieux urbains pour permettre une pénétration de la nature, ou encore offrir des voies pour les transports doux.

Définitions

Le réseau écologique "Maillage d'espaces ou de milieux nécessaires au fonctionnement des habitats et de leur diversité ainsi qu'aux cycles de vie des divers espèces de faune et de flore sauvages et cela afin de garantir leurs capacités de libre évolution"

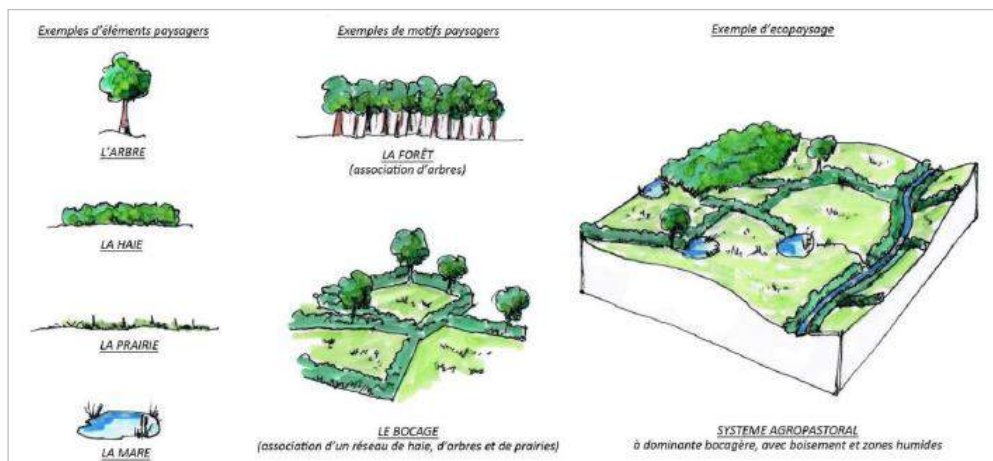
Continuum ou continuité Composante du réseau écologique constituée de manière continue (sans barrière physique) par les corridors et les réservoirs de biodiversité favorables à un groupe d'espèces.

Réservoirs de biodiversité ou cœur de nature milieu où la biodiversité est riche et peut y assurer son maintien et son fonctionnement, notion proche de celle d'habitat.

Zone tampon Espace situé autour des cœurs de nature ou des corridors. Ils les préservent des influences et impacts négatifs.

Corridor écologique Milieu physique et biologique permettant la liaison entre les réservoirs de biodiversité, donnant la possibilité à la faune et la flore de se disperser, de se déplacer entre ces différents habitats. Trois morphologies sont généralement identifiées :

- linéaires (haie bocagère, rase, bords de chemins, rives et cours d'eau, etc.),
- en « pas japonais » liée à la présence d'éléments relais ou îlots-refuges (mares, bosquets, etc.)
- surfacique ou matrice paysagère : vaste ensemble d'habitat en mosaïque et aux caractéristiques communes (mosaïque de prairies permanentes, etc.).



Éléments des éco-paysages définis par le SRCE auvergne

LES DIRECTIVES TERRITORIALES

Le Projet de Loi relatif à la mise en œuvre des Grenelles de l'Environnement

« La présente loi fixe les objectifs, définit le cadre d'action et précise les instruments de la politique mise en œuvre par la collectivité nationale pour lutter contre le changement climatique, élaborer des stratégies d'adaptation, préserver la biodiversité ainsi que les services qui y sont associés et contribuer à un environnement respectueux de la santé. Elle assure la transition de la France vers une nouvelle économie compétitive, dont le nouveau modèle de développement respecte l'environnement et allège les besoins en énergie, en eau et autres ressources naturelles. »

La Loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement a été voté le 3 août 2009 (Grenelle1). Les articles 20 à 27 intéressent particulièrement le territoire de Saulzet-le-Froid dans le cadre de la préservation de trames bleue et verte.

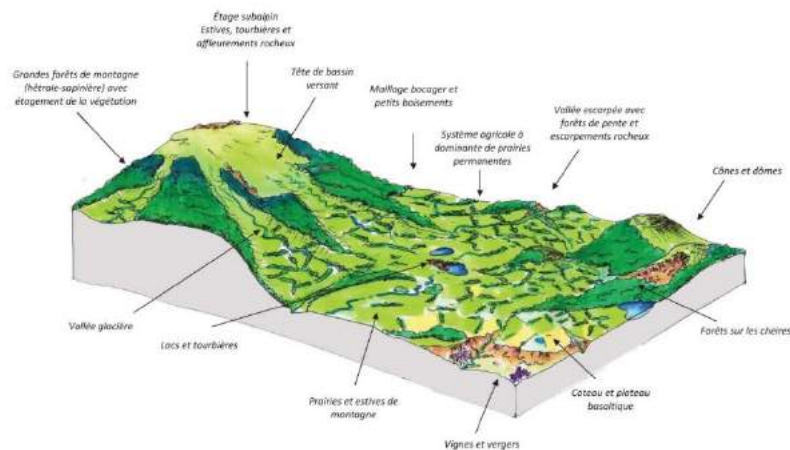
Article 20 : Arrêter la perte de biodiversité passe par des mesures de protection, de conservation, de restauration des milieux et par la constitution d'une trame verte et bleue, outil d'aménagement du territoire qui permette de créer une continuité territoriale. ...

Article 21 : ... L'élaboration de la trame verte et bleue associera l'Etat, les collectivités territoriales et les parties prenantes concernées sur une base contractuelle. La trame verte est constituée, sur la base de données scientifiques, de grands ensembles naturels et d'éléments de connexion les reliant ou servant d'espaces tampons. ... A l'issue d'un audit général qui aboutira en 2009, les modalités d'insertion de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme, dans les schémas d'infrastructures, et les conditions de sa prise en compte par la fiscalité locale seront précisées. ...

Article 24 : ... La trame verte sera complétée par la trame bleue, son équivalent pour les eaux de surface continentales et leurs écosystèmes associés, permettant de préserver et de reconstituer la continuité écologique des milieux nécessaire à la réalisation de l'objectif 2015 ...

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), 31 mars 2014

L'objectif principal du SRCE est l'identification des trames verte et bleue d'importance régionale, c'est à dire du réseau écologique qu'il convient de préserver pour garantir à l'échelle régionale les déplacements des espèces animales et végétales. Ces capacités de déplacements sont nécessaires au maintien du bon état de conservation des populations d'espèces.



© Corieulys

Figure 82 - Bloc diagramme des enchaînements des structures, éléments et motifs écopaysagers de la région naturelle des Volcans d'Auvergne

■ LE CONTEXTE LOCAL

Identifier le réseau écologique d'un territoire, c'est savoir accompagner les transformations du paysage, pour éviter une fragmentation supplémentaire ou irréversible liée à l'aménagement, à l'urbanisation de l'espace.

Connaître le réseau écologique d'un territoire, c'est aussi préserver la biodiversité.

a. Que dit la charte du PNRVA ?

■ **Disposition 2.1.2.2. : « Maintenir la fonctionnalité de la Trame verte et bleue »** [cf. Charte p. 80]

Préserver la fonctionnalité et donc la continuité écologique de la Trame verte et bleue :

- dans les espaces agricoles : pérenniser le maillage des prairies et pelouses écologiquement riches.
- dans les secteurs soumis à la pression urbaine : conserver, restaurer ou créer des continuités des milieux ouverts constituant ici des corridors écologiques.
- au sein des milieux forestiers : développer leur biodiversité, assurer les liens entre les massifs forestiers par le bocage.
- au niveau des bords de routes et des délaissés : favoriser une gestion respectueuse de la diversité des espèces sauvages, préserver les zones d'épandage des crues.
- pour les cours d'eau : réduire le nombre d'ouvrages faisant obstacles à la migration piscicole, restaurer/entretenir les ripisylves, etc.
- pour les lacs, tourbières et zones humides : lutter contre les atteintes aux zones humides, adapter les pratiques agricoles et forestières pour éviter ou freiner leur eutrophisation, maintenir ou restaurer les continuités hydrauliques et écologiques entre les zones humides.

■ **Disposition 2.1.2.3. : « Conserver la richesse des réservoirs de biodiversité »** [cf. Charte p. 81]

- préserver, dans le cadre des documents d'urbanisme, l'ensemble des réservoirs de biodiversité identifiés, par un zonage et un règlement garantissant leur richesse et leur fonctionnalité.
- pour les réservoirs de biodiversité ne faisant pas l'objet de mesures de protections spécifiques :
 - développer leur protection et leur gestion par des mesures réglementaires, foncières ou contractuelles adaptées.
 - prioriser les pelouses et les prairies écologiquement riches, les lacs naturels et les zones humides (incluant les tourbières) et leurs bassins versants, ainsi que des milieux forestiers et des milieux rupestres.

■ **Disposition 2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme »** [cf. Charte p. 109]

S'agissant des milieux naturels et de la ressource en eau, il convient de :

- assurer la fonctionnalité de la Trame verte et bleue en maintenant ou restaurant les continuités éco-logiques, des milieux ouverts principalement agricoles, boisés, aquatiques comme les lacs et les zones humides (ainsi que leurs bassins versants).
- préserver les réservoirs de biodiversité au sein des documents d'urbanisme (zonage et règlement garantissant la pérennité et/ou la restauration de leurs fonctionnalités).

b. Trames bleues et des formations alluviales

■ **L'emprise de l'eau**

La commune de Saulzet-le-Froid est située en tête des bassins versants. Son réseau hydrographique alimente l'Allier pour toute la partie Est du territoire, la Sioule et la Dordogne.

De nombreux ruisseaux sont présents sur la commune :

- Le ruisseau de l'Enfer délimite le territoire à l'Ouest
- Le ruisseau de la Croix Morand délimite le territoire au Sud-Ouest
- Le ruisseau de Chevalard délimite le territoire au Nord
- La commune est parcourue par les ruisseaux de la Védrine, de la Narse, de la Veyre, de la Monne et par le Labadeau

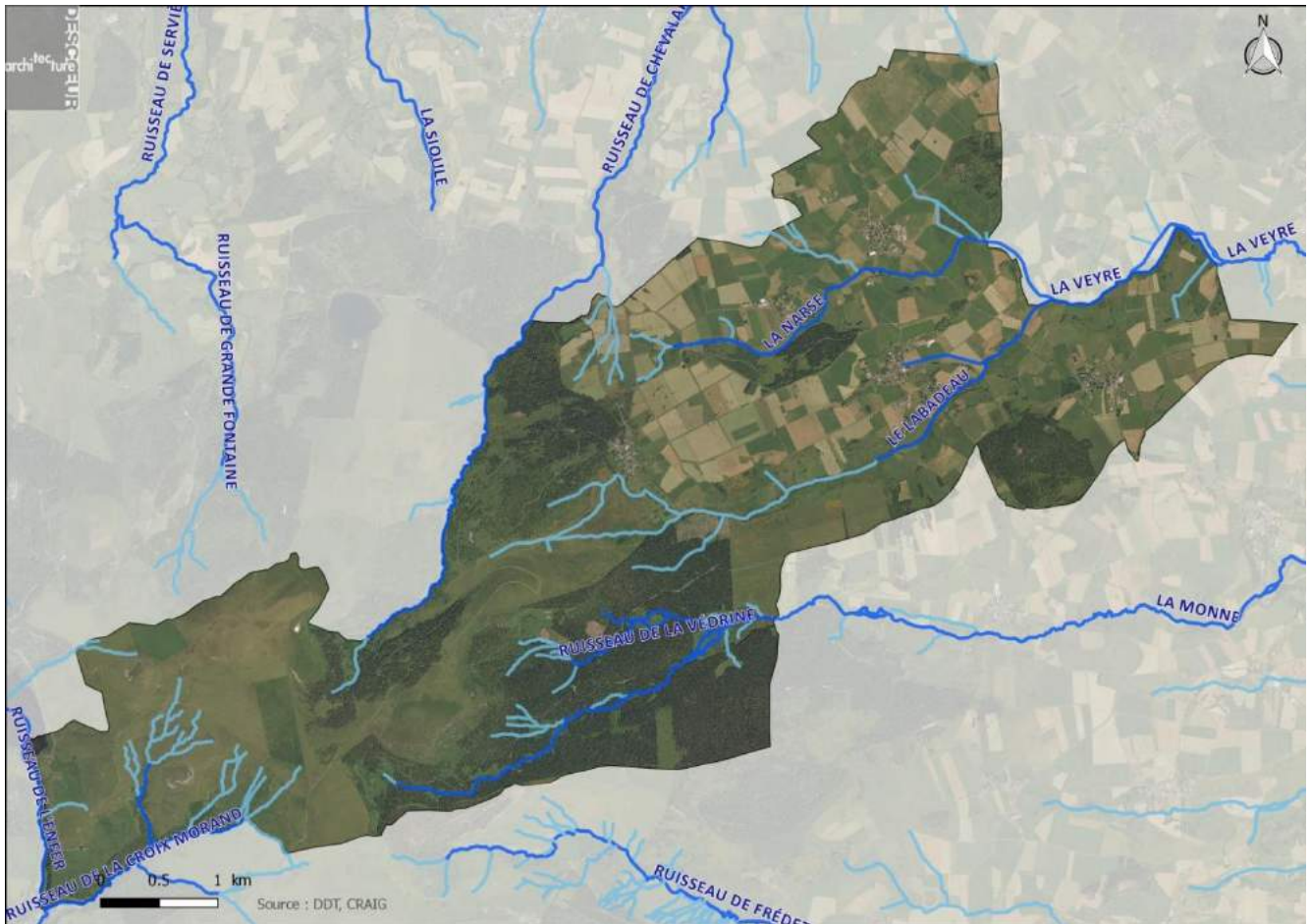
Les cours d'eau de la commune sont classés en première catégorie piscicole.

■ **Carte des zones humides**

Les zones humides ont considérablement régressé depuis 50 ans. Elles jouent pourtant un rôle fondamental à différents niveaux pour la préservation des ressources en eau et des usages associés (eau potable, etc.) :

- elles assurent une autoépuration des pollutions diffuses, plus particulièrement en tête de bassin où elles contribuent de manière déterminante à la dénitrification des eaux.

- elles constituent un enjeu majeur pour la conservation de la biodiversité.
- elles contribuent à réguler les débits des cours d'eau et des nappes souterraines (écrêtement des crues et soutien d'étiage) et à améliorer les caractéristiques hydromorphologiques des cours d'eau.



La conservation d'un maillage dense de zones humides contribue au maintien ou à l'atteinte des objectifs de bon état des masses d'eau fixés par la Directive européenne pour 2015. L'impact cumulé de la destruction des zones humides à l'échelle d'un bassin versant peut donc avoir un impact sur les crues, la qualité et la quantité d'eau ainsi que sur la biodiversité (Trame verte et bleue).

Le travail de définition des enveloppes potentielles de zones humides effectué dans le cadre des SAGE Sioule, Dordogne Amont et Allier aval constitue un document d'alerte pour inciter à la prise en compte de cet enjeu dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement. Elle ne dispense pas d'un inventaire de terrain pour localiser précisément les zones humides.

- SAGE Allier-Aval

Ainsi, un travail de pré-localisation a été réalisé par le SAGE Allier-Aval, afin de disposer d'une enveloppe des secteurs où leur présence est probable à fortement probable.

Ce travail de connaissances sera à affiner et à diffuser pour qu'il serve d'outil concret de protection des zones humides existantes dans le cadre des nouveaux projets d'aménagement, mais aussi de valorisation par des modes de gestion appropriés. Son efficacité sera très dépendante de la bonne diffusion des inventaires, et d'une prise de conscience des rôles joués par les zones humides (communication, sensibilisation).

- Enveloppe 1 : Forte observation ¹
Zones humides identifiées selon les critères de l'Arrêté du 24 juin 2008 mais dont les limites n'ont pas été réalisées par des diagnostics de terrain (photo-interprétation) Ou Zones humides identifiées par des diagnostics terrain mais à l'aide de critères et/ou d'une méthodologie différente de celle de l'arrêté. Les limites et le caractère humide des zones peuvent être vérifiés.
- Enveloppe 2 : Probabilité forte
Probabilité importante de zones humides. Mais le caractère humide et les limites restent à vérifier et à préciser.
- Enveloppe 3 : Probabilité moyenne
Probabilité moins importante de zones humides. Le caractère humide et les limites restent à vérifier et à préciser.

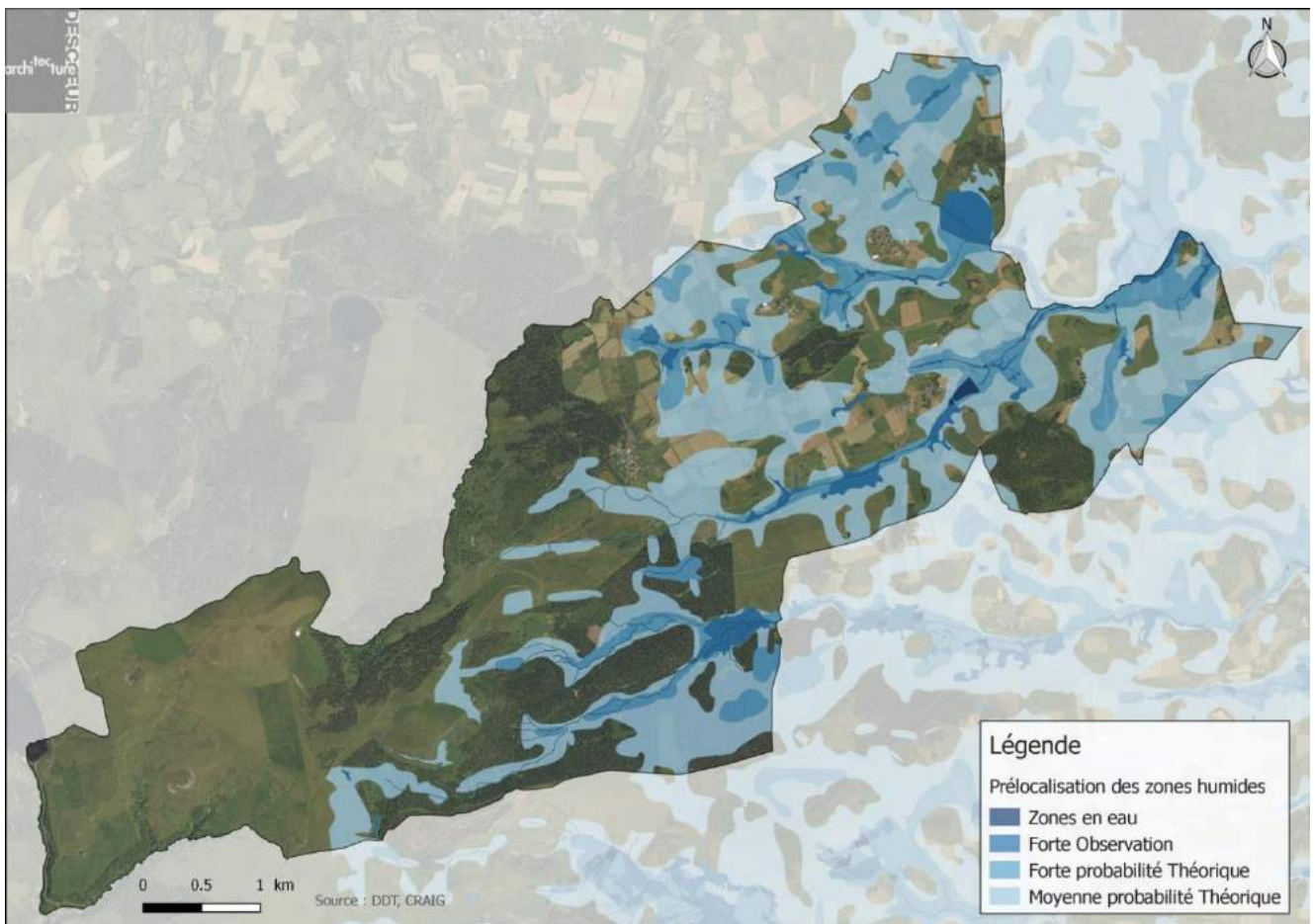
¹ Détails en annexes (Prélocalisation des zones humides)

→ Enveloppe 4 : Très faible probabilité

Enveloppe ou manque d'information ou données indiquant une faible probabilité de présence de zones humides (déduite des autres masques).

→ Zones en eau

L'enveloppe contenant toutes les zones en eau (Enveloppe 5) même si elle n'est pas considérée comme une zone humide est prioritaire en terme surfacique, car l'emprise de ces zones en eau est celle réellement observée sur la BDORTHO. Ensuite s'enchaînent les autres classes par degré de pertinence par rapport à la délimitation des zones humides, l'enveloppe 1 contenant les données de fortes observations étant bien entendu au-dessus des autres enveloppes potentielles.



■ SAGE Sioule

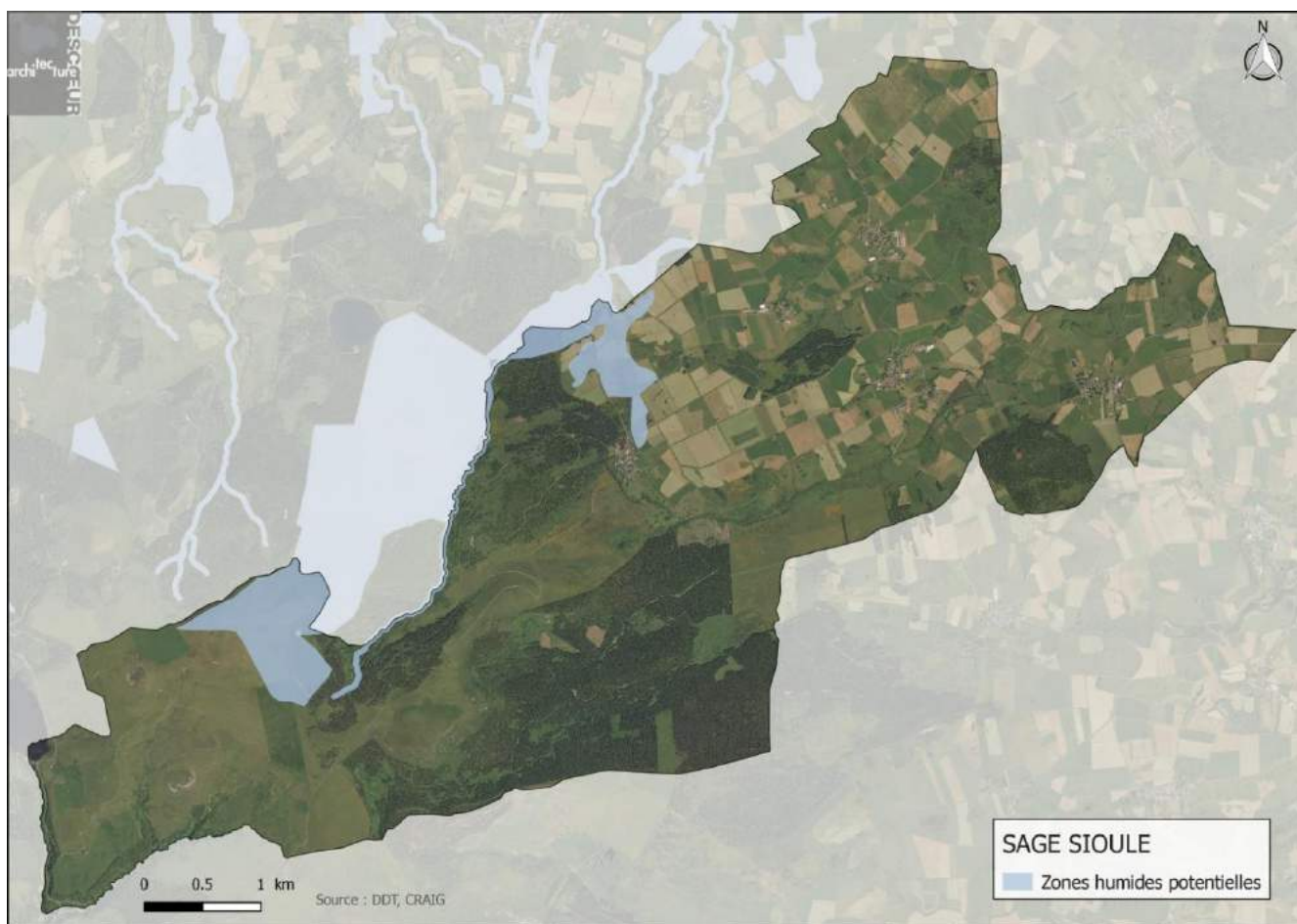
Le bassin de la Sioule abrite de nombreux sites de petites zones humides (marais, tourbières, étangs) et des zones alluviales plus étendues (forêts alluviales, prairies humides). Ces zones présentent un grand intérêt, tant pour leur biodiversité que d'un point de vue d'auto-épuration et de régulation hydraulique.

Le patrimoine de zones humides local est donc fort.

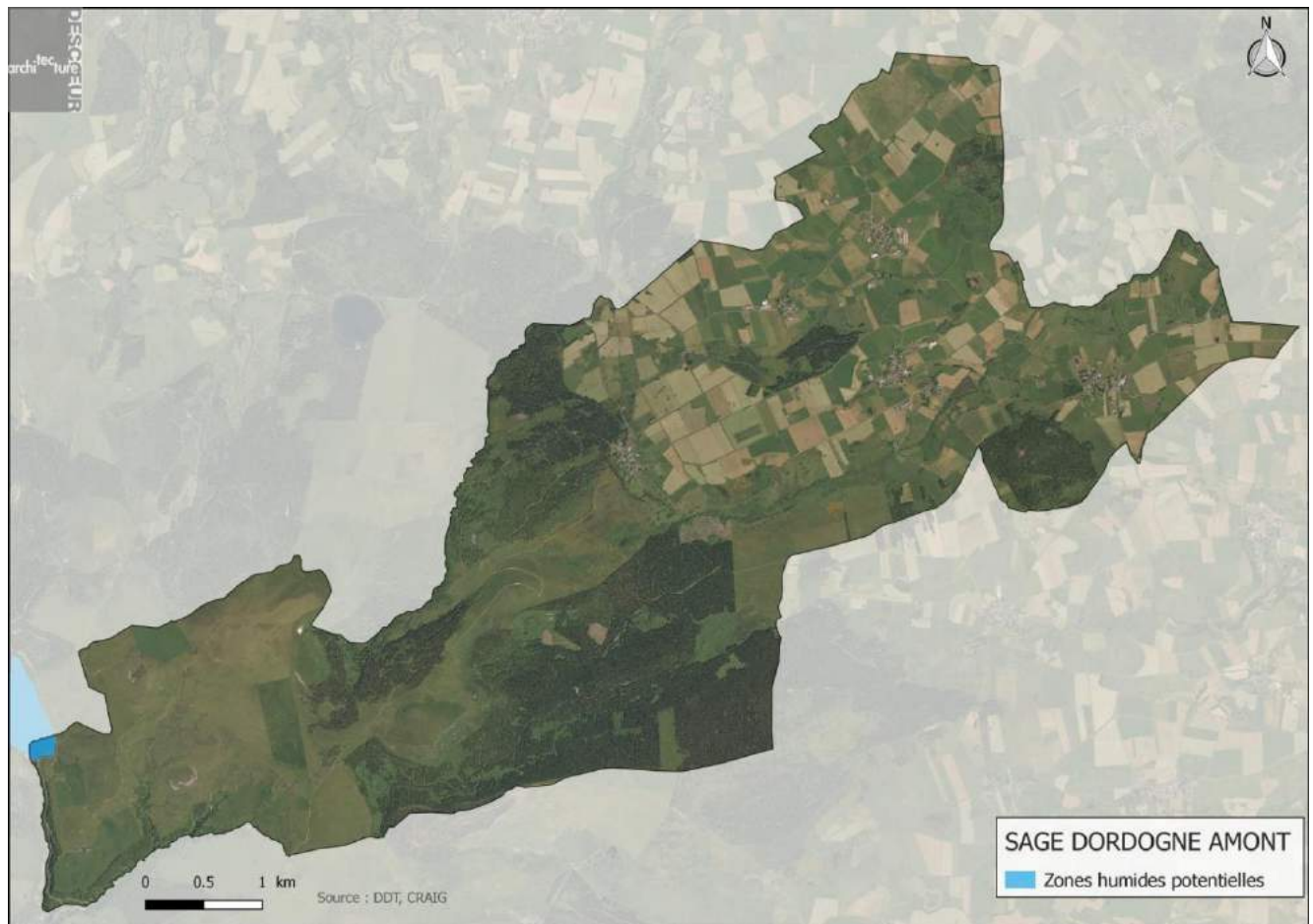
Un travail de pré-localisation a été réalisé par la cellule d'animation du SAGE Sioule, afin de disposer d'une enveloppe des secteurs où leur présence est probable à fortement probable. Cela a ensuite été complété par des inventaires de terrains afin de vérifier la présence effective de zones humides en adéquation avec l'arrêté du 1er octobre 2009.

Le travail de connaissance sera à affiner et à diffuser pour qu'il serve d'outil concret de protection des zones humides existantes dans le cadre des nouveaux projets d'aménagement, mais aussi de valorisation par des modes de gestion appropriés. Son efficacité sera très dépendante de la bonne diffusion des inventaires, et d'une prise de conscience des rôles joués par les zones humides (communication, sensibilisation).

La structure porteuse du SAGE Sioule a réalisé une cartographie des secteurs où peuvent être potentiellement proposées des Zones Humides d'Intérêt Environnemental Particulier (ZHIEP) et des Zones Humides Stratégiques pour la Gestion de l'Eau (ZSGE) à partir des zones humides présumées (issues de l'étude de prélocalisation) et de l'étude de critères d'évaluation de leur fonctionnalité et de la définition des enjeux du territoire du SAGE via un traitement d'informations sous Système d'Information Géographique. La Commission Locale de l'Eau assure la validation définitive de ces cartographies qui lui sont présentées par la cellule d'animation du SAGE.



■ SAGE Dordogne Amont



c. Trame verte

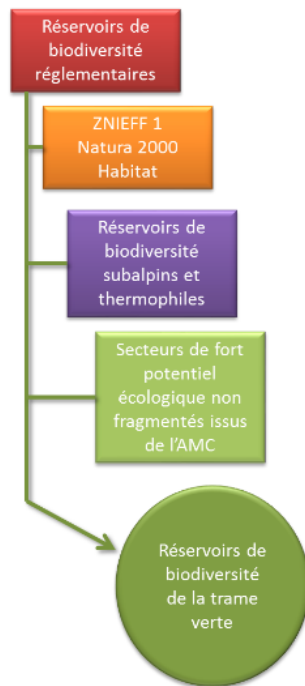
Les corridors permettent la dispersion animale et végétale entre les différents habitats (massifs forestiers, zones humides, etc...). Le corridor biologique joue quatre rôles : celui de couloir de dispersion pour certaines espèces, celui d'habitat où les espèces effectuent l'ensemble de leur cycle biologique, celui de refuge, et pour finir, celui d'habitat-source, lequel constitue un réservoir d'individus colonisateurs. Dans tous les cas, ils sont indispensables à la survie des espèces.



■ Le Schéma Régional De Cohérence Ecologique²

La trame verte a été définie à partir de zonages déjà connus : ZNIEFF de type 1 et ZSC, complétés de secteurs identifiés à l'aide d'une analyse multicritère qui a permis de distinguer différents niveaux de fonctionnalité au sein des milieux terrestres auvergnats.

A l'issue des travaux d'identification de la trame verte, ont été distingués :



1/ Positionnement des réservoirs de biodiversité réglementaires : arrêtés de protection de biotope, réserves naturelles nationales et régionales, réserves biologiques dirigées et intégrales.

2a/ Ajout des ZNIEFF de type 1, à l'exception de celles retenues au titre des busards cendrés et des chiroptères, et sur lesquelles la part de zones de grandes cultures, ville ou village dépasse 20% de la superficie. Les zonages retirés l'ont été du fait qu'ils ne présentaient pas une diversité d'espèces et d'habitats suffisante pour répondre à la définition du réservoir de biodiversité.

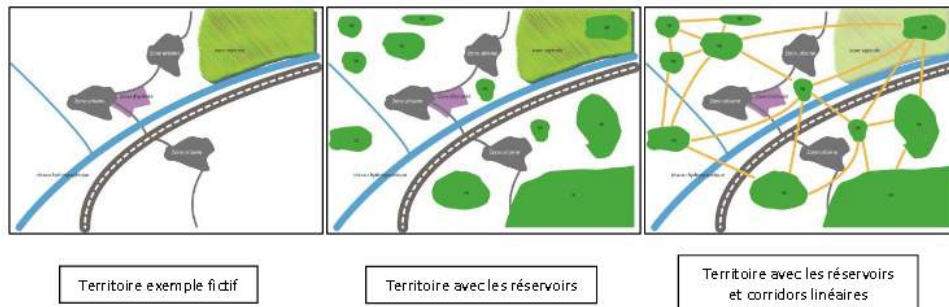
2b/ Ajout des sites Natura 2000 Directive habitat.

3/ Ajout des écopaysages subalpins et thermophiles non fragmentés.

4/ Complément avec les mailles de l'analyse multicritère des 3 sous-trames concernées présentant un indice de potentiel écologique supérieur ou égal à 4 et un indice de fragmentation inférieur ou égal à 1 : ces secteurs de fort potentiel écologique, ne subissant pas ou très peu de pression, permettent de penser que sur ces territoires la fonctionnalité écologique est très bonne, ce qui correspond bien à la définition d'un réservoir de biodiversité. Dans un souci de lisibilité à l'échelle régionale et afin de réunir les conditions nécessaires à la réalisation du cycle de vie d'une majorité des espèces, seuls les territoires de taille supérieure ou égale à 80 ha ont été retenus.

a. Les corridors écologiques diffus

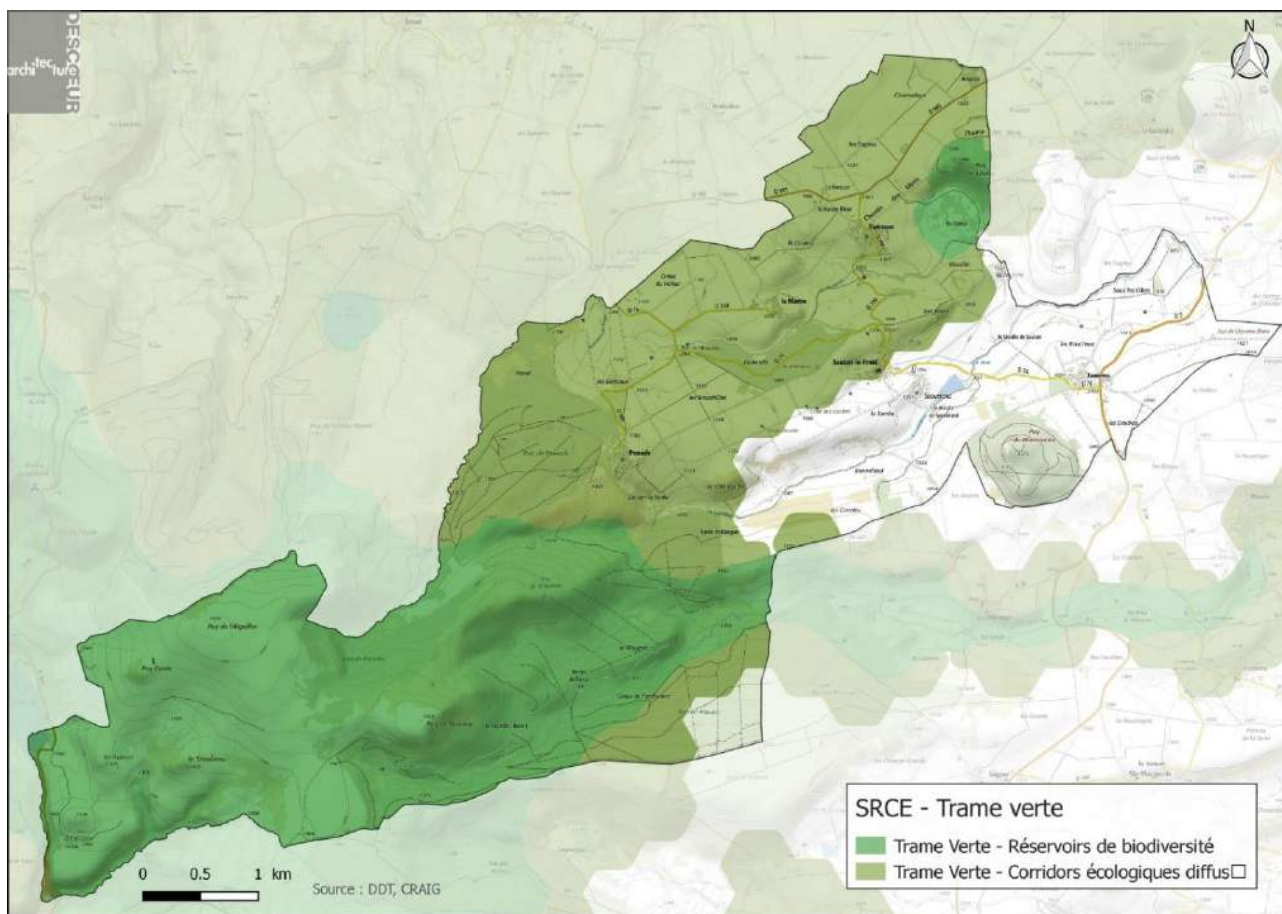
Les corridors écologiques visent à relier les réservoirs entre eux et doivent être des espaces favorables aux déplacements des espèces. Une première option est de relier les réservoirs entre eux par des corridors individualisés.



Compte-tenu du très faible niveau de fragmentation du territoire et du grand nombre de réservoirs identifiés, les options pour relier les réservoirs sont très nombreuses et la multiplication des tracés rend très complexe la lecture du réseau.

Les travaux réalisés dans le cadre de l'analyse multicritères ont permis d'éclairer la réflexion sur ce point. En effet, seule une partie restreinte du territoire a été retenue pour constituer les réservoirs de biodiversité, alors que d'autres territoires ont été identifiés comme présentant à la fois un niveau de potentiel écologique moyen à bon (notation de 3) et une fragmentation très faible voire nulle (notation de 0 à 1). Ce sont ces territoires qui ont été retenus pour relier les réservoirs entre eux, ces espaces ont été qualifiés de corridors écologiques diffus qui, dans le cas de l'exemple utilisé précédemment peuvent être schématisés comme suit.

² cf annexe : Prise en compte des fonctions à remplir pour la TVB, définies au niveau national



Réservoirs de biodiversité : espaces à fort potentiel écologique, non fragmentés, et donc favorables au maintien et à l'enrichissement de la biodiversité. Ces espaces ont une bonne, voire très bonne, fonctionnalité écologique.

Objectif : Préserver. Cela passe souvent par des modes de gestion adaptés à la biodiversité et par la préservation de leur caractère naturel, agricole ou forestier.

Corridors diffus : espaces de potentiel écologique bon à moyen, non fragmentés, qui contribuent à la fonctionnalité des réservoirs de biodiversité et à la préservation de la biodiversité qu'ils abritent.

Objectif : Préserver la mosaïque paysagère et limiter la fragmentation afin de conserver un bon niveau de fonctionnalité globale de ces espaces.

■ **La trame verte de la commune est extrêmement dense.**

L'essentiel de la trame verte est constituée des massifs forestiers implantés au Sud et à l'Est de la commune, du maillage de haies et de ripisylves.

La haie joue un rôle primordial en assurant équilibre et stabilité des terres. La haie offre plusieurs atouts tant sur le plan économique, que biologique, climatiques et hydrauliques :

- Une fonction économique avec la production de bois (pour le chauffage), d'une alimentation d'appoint pour le bétail et de cueillette pour la famille exploitante.
- Une fonction biologique car elle favorise le développement d'une faune spécifique (oiseaux, gibiers, reptiles, insectes) pour laquelle la haie fournit abris et refuge.
- Une fonction climatique et hydraulique, car l'effet brise vent de la haie protège les cultures ; et les racines des végétaux assurent une régulation hydraulique (permettant de lutter contre l'érosion, de piéger les engrais et les produits phytosanitaires). Le rôle économique de la haie : la productivité du lait et le poids des bovins bénéficiant de l'ombrage des arbres et d'abris est de 20% supérieur par rapport à des troupeaux élevés en plein soleil ou en plein vent.

Les ripisylves sont des formations végétales riveraines et dépendantes d'un cours d'eau. Elles forment des zones de transition entre les milieux aquatiques et terrestres. Soumises à des perturbations extérieures, telles que les inondations et les phénomènes d'érosion-sédimentation qui ne se retrouvent pas dans les autres forêts. De plus, les ripisylves assurent d'importantes fonctions écologiques. En effet, elles concourent à la régulation du régime hydraulique des cours d'eau de même qu'à l'épuration de l'eau, en filtrant et en

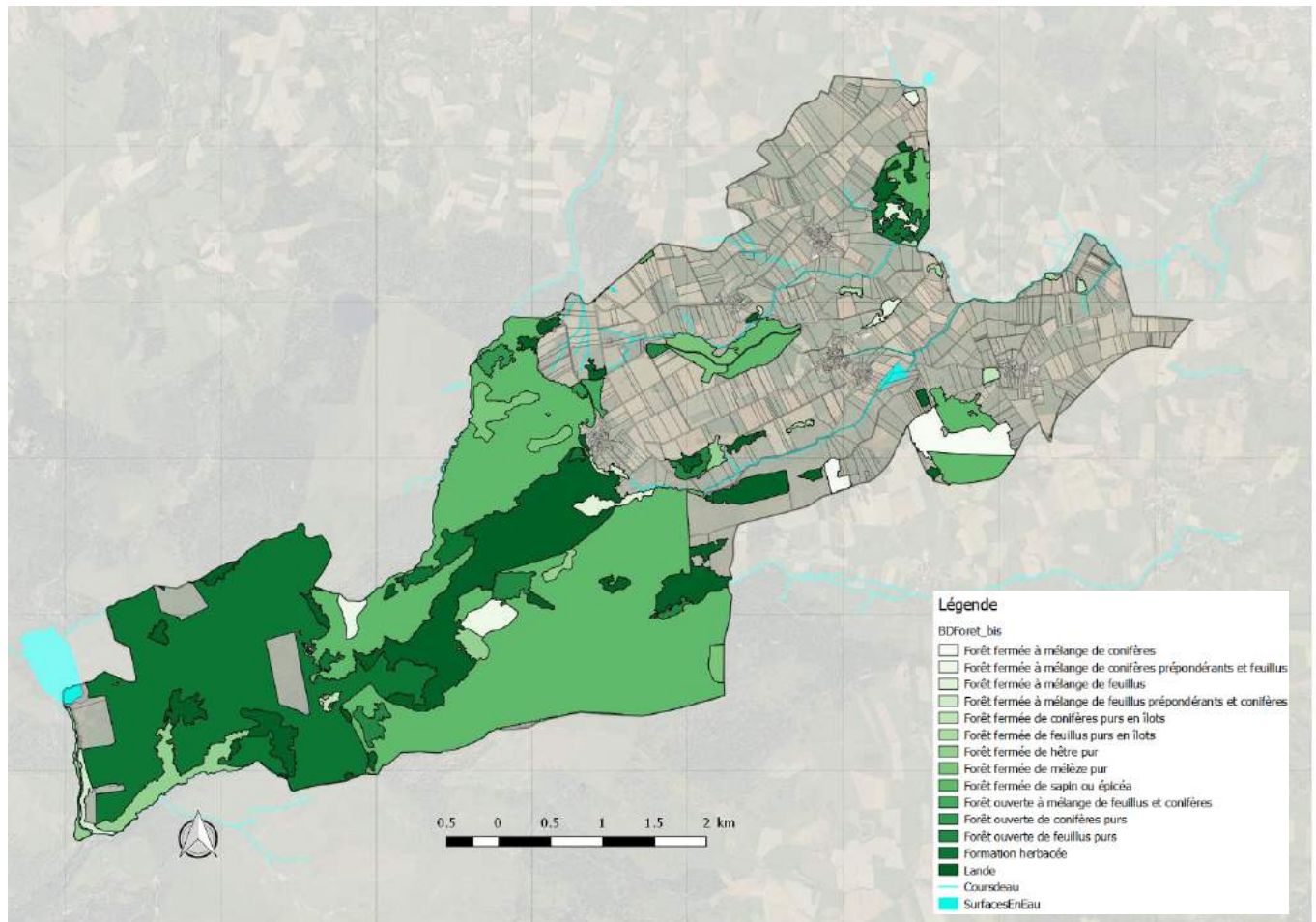
accumulant les polluants (agricoles, domestiques et industriels). En période de végétation, les arbres captent les éléments minéraux présents dans les eaux de ruissellement des nappes (nitrates, phosphates) et les recyclent pour leur croissance.

Elles améliorent, en outre, l'infiltration et le stockage de l'eau dans les nappes souterraines et à la surface des sols.

Les ripisylves remplissent de nombreuses fonctions biologiques comme celle de corridor et constituent un des maillons de la chaîne trophique³ au sein des hydrosystèmes. Elles diminuent également l'intensité des crues et participent à la stabilisation des berges.

Ce réseau végétal assure les liens entre espaces forestiers et agricoles. Ils constituent des corridors « secondaires », d'accompagnement, pour les déplacements de la faune locale. Le recul de la haie fait apparaître la forte corrélation entre les éléments formant les paysages, et la nécessité de conserver un équilibre des milieux. Le recul de la haie favorise notamment le dénudement de la terre, alors propice à l'accentuation des mouvements de terrain et de ruissellement.

■ La trame forestière



Généralement considérés comme des milieux homogènes et plutôt bien préservés, les massifs forestiers jouent un rôle important en tant qu'habitats, au point d'être souvent assimilés à des « réservoirs de biodiversité », et sont réputés assurer un rôle de corridor écologique pour de nombreuses espèces.

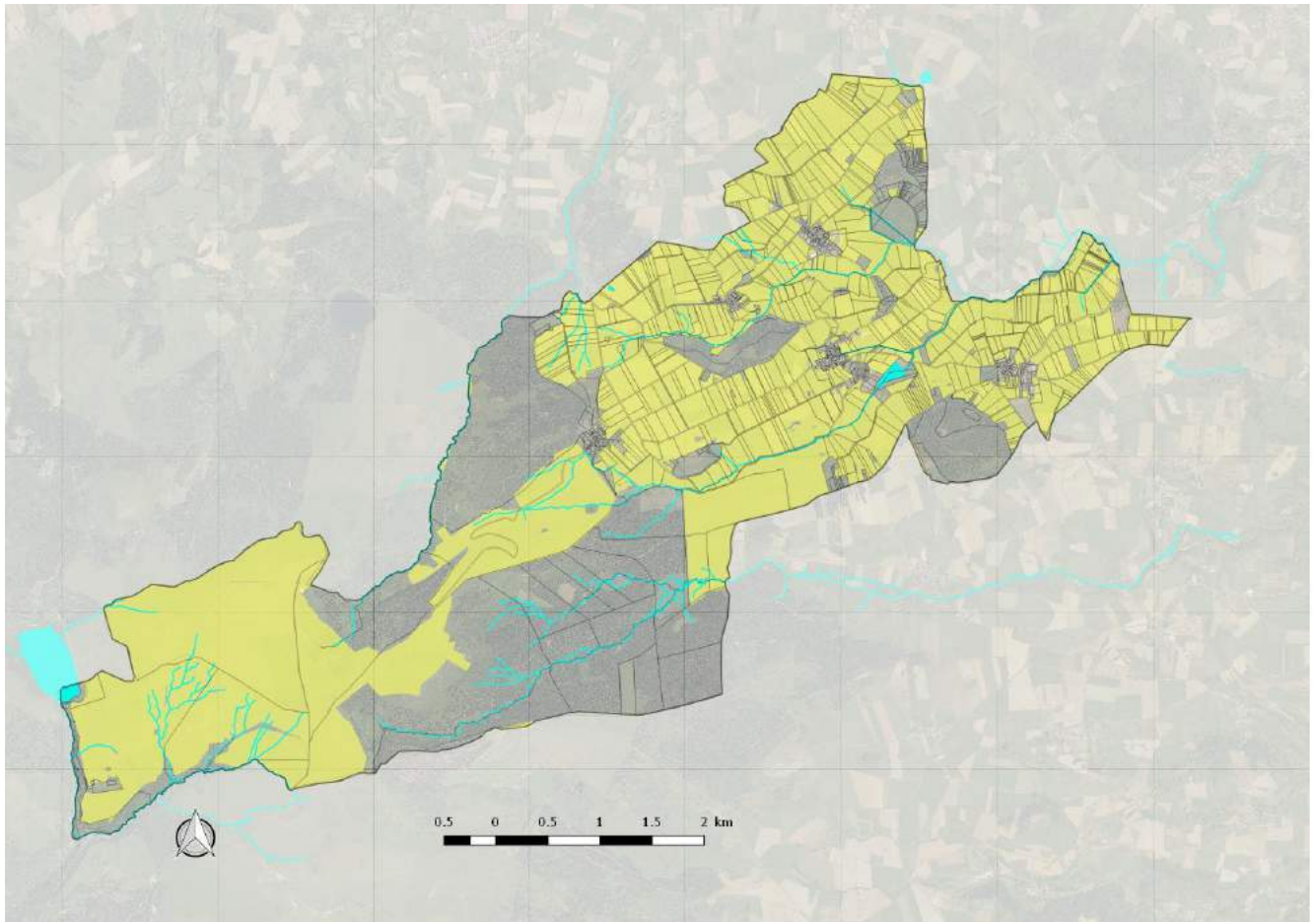
A Saulzet-le-Froid, la couverture forestière est très importante.

³ Chaîne trophique : Ensemble des relations qui s'établissent entre des organismes en fonction de la façon dont ceux-ci se nourrissent. Comprend des producteurs (algues, par exemple), des consommateurs primaires (herbivores, phytophages), des consommateurs secondaires (carnivores) et des décomposeurs (ou détritivores). Les polluants qui ne se dégradent pas ou peu (métaux lourds) vont se concentrer au sommet de la chaîne trophique, chez les prédateurs. Est également désignée par chaîne alimentaire.

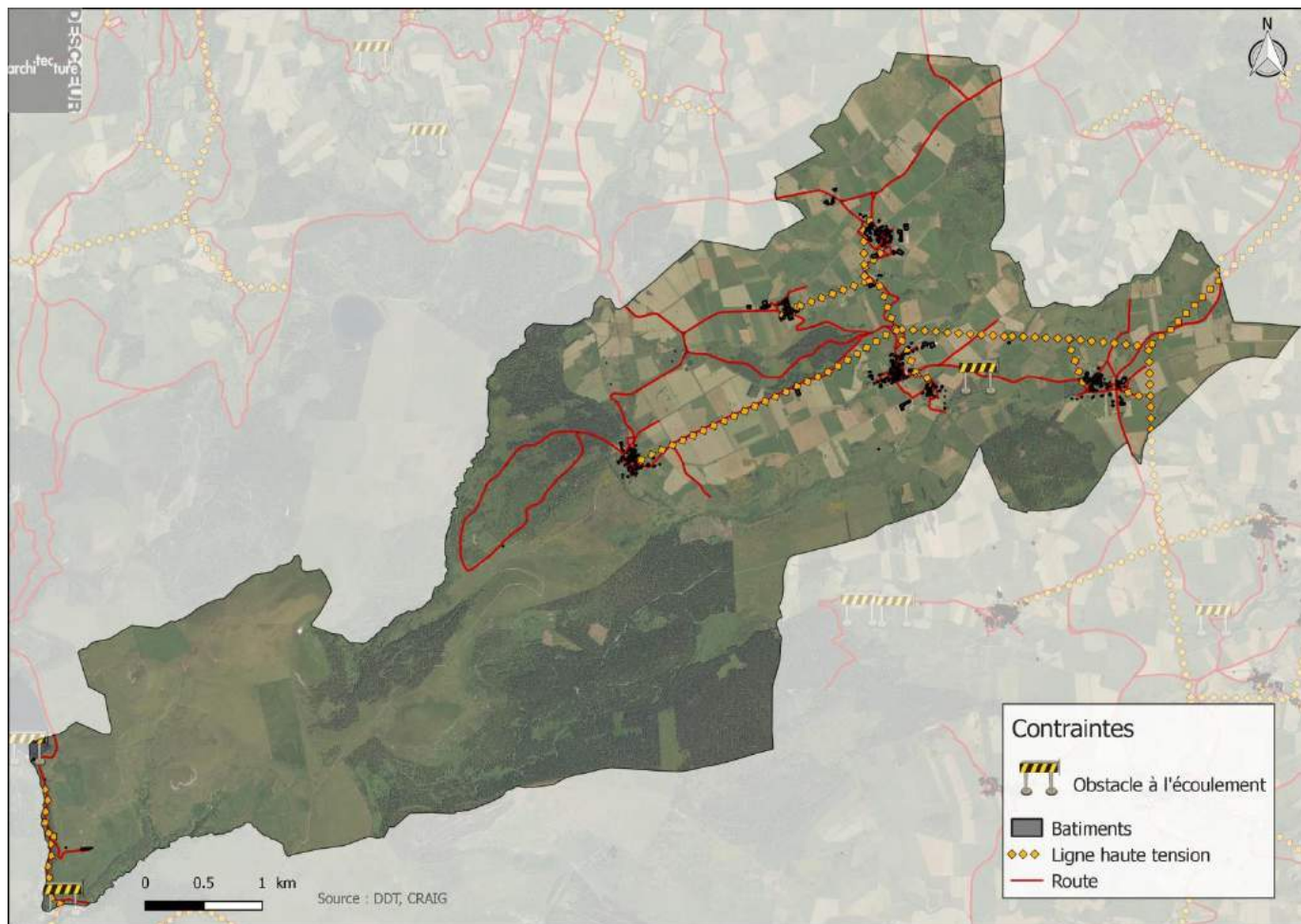
■ La trame agraire

La trame agraire est définie par photo interprétation et croisement avec les RPG. La combinaison Trame Agraire et Trame Verte met en évidence les larges espaces qui couvrent le territoire.

Ces espaces agraires constituent un support complémentaire aux différents corridors écologiques. Ils constituent des liaisons très intéressantes entre les masses boisées et les autres espaces naturels. Les trames végétales (haies, arbres) qui maillent ces secteurs, permettent des connexions d'autant plus facilitées



d. Les contraintes portées sur le réseau écologique



Le réseau écologique est soumis à des contraintes et obstacles favorisant une fragmentation : l'urbanisation, le développement des voies de communications, les modifications des pratiques agricoles, la banalisation des espaces sont les principaux facteurs responsables de la disparition de certains habitats naturels et de leurs fragmentations.

Les contraintes les plus fortes se concentrent sur les voies routières autoroutières, lesquelles constituent des obstacles au déplacement de la faune. A ce noyau, s'ajoutent les autres éléments générant une fragmentation du territoire naturel : les unités urbaines, les sites bâtis isolés, les installations électriques, etc.

Plusieurs obstacles à la continuité écologique des ruisseaux de la commune ont été recensés.

Les obstacles sont susceptibles de générer des dysfonctionnements liés aux mauvaises conditions de transport des sédiments ou de perturber la faune piscicole.

Les éventuels projets d'extensions urbaines, inhérents aux besoins de développement de la commune, risquent d'accroître la fragmentation et générer des impacts (du fait de l'extension de la voirie, des réseaux, de l'augmentation des surfaces urbanisées et donc des surfaces imperméables, ...).

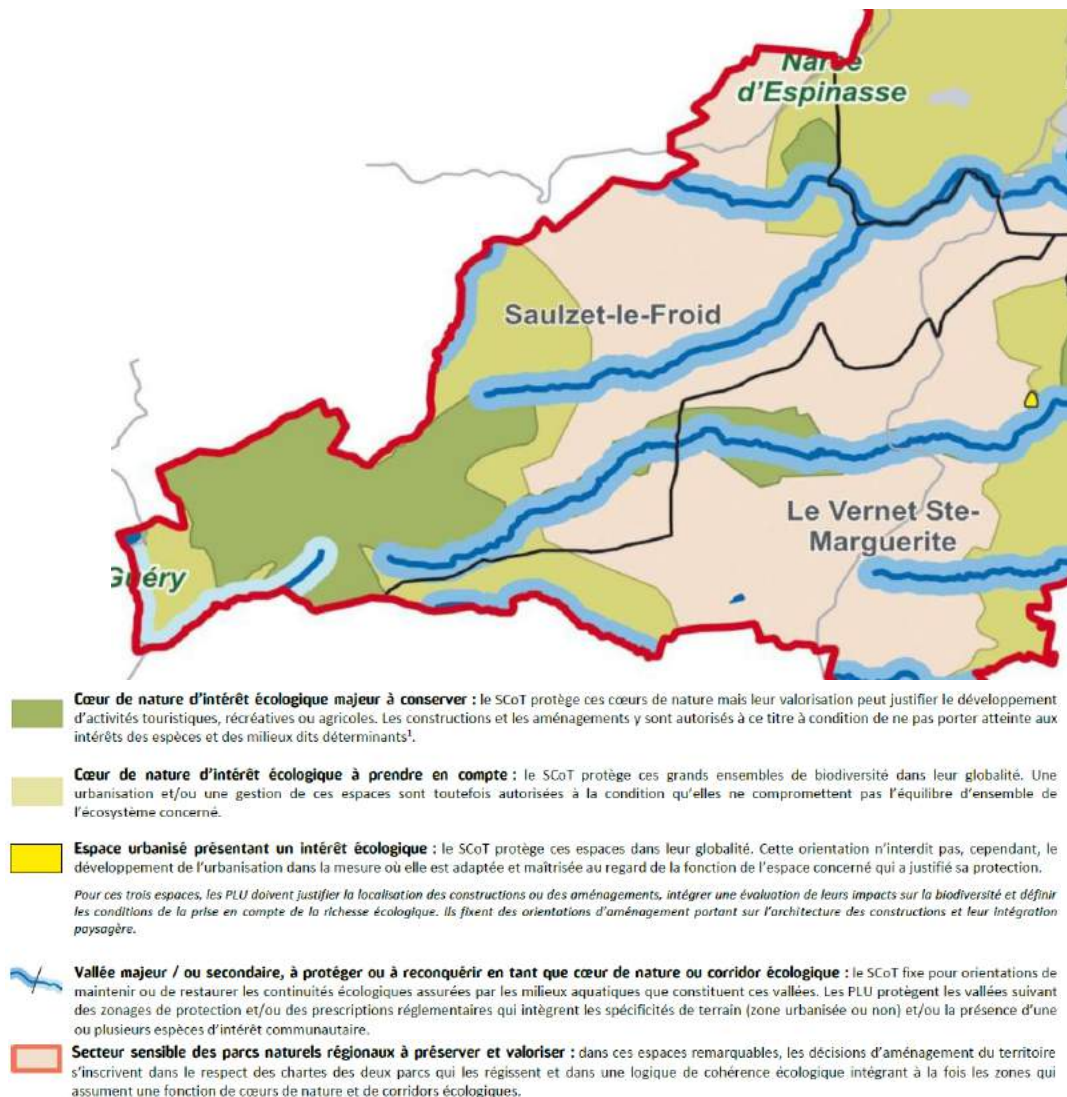
Les espaces agricoles apparaissent comme des « corridors » secondaires, servant d'appui entre les trames bleues et vertes. Les évolutions à éviter concernent une éventuelle urbanisation continue, linéaire. Les espaces agricoles et naturels qui s'intercalent entre les poches urbaines sont indispensables au maintien des corridors écologiques.



Les routes sont les facteurs les plus visibles de fragmentation écologique et paysagère. Même sans trafic, de nombreuses espèces (ici une hermine), d'invertébrés notamment, refusent de les traverser. L'aire écologiquement impactée par la route dépasse largement la superficie de la route elle-même. © SMPNRVA, 2013.

e. Ce que dit le SCoT du Grand Clermont...

Maintenir la biodiversité et les trames écologiques orientations générales et particulières détaillées au DOG pages 44 à 47.



A l'échelle du Grand Clermont, ces corridors constituent des zones de liaisons écologiques à créer ou à pérenniser entre les cœurs de nature afin de préserver ou restaurer les corridors écologiques entre les cœurs de nature.

Le SCoT identifie les corridors écologiques qui apparaissent les plus sensibles et/ou les plus fragiles. Ils sont essentiellement situés dans un secteur d'interface Est-Ouest entre les deux parcs naturels régionaux. Le DOG fixe pour orientations de préserver, voire de restaurer ou de créer la fonctionnalité de ces espaces pour leur intérêt au regard de la communication biologique indispensable à la stabilité des espèces. C'est pourquoi ils sont identifiés dans leur principe. Ces liaisons écologiques, existantes ou à établir, peuvent être soit linéaires, soit discontinues. Les PLU garantissent leur viabilité et leur fonctionnalité écologiques grâce à la mise en place de zonages de protection d'une largeur suffisante et/ou de prescriptions réglementaires adaptées aux espèces et aux milieux naturels concernés.

f. Pistes de réflexion pour le PLU

Source : AUTRAN Stéphane, février 2004, *Les infrastructures vertes à l'épreuve des plans d'urbanisme L'agglomération lyonnaise, la construction d'une stratégie*, Éditions CERTU-PUCA, 319 p.

Outre les dispositions applicables aux zones agricoles (A) et aux zones naturelles et forestières (N), qui correspondent à des coupures d'urbanisation - nécessaires et indispensables espaces de respiration -, certains articles du code de l'urbanisme permettent de renforcer la présence d'espaces verts en tissu urbain dense :

- Le règlement d'un PLU a vocation à gérer les espaces libres existants, non encore consommés par le bâti, la voirie ou une aire de stationnement. Un square, un parc urbain, un mail, un espace vert intérieur privé, tel qu'un jardin en retrait d'une rue, une cours

d'école agréementée de tilleuls, peuvent bénéficier d'une protection stricte en espace boisé classé au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme. Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection, la création de boisements. Les éléments de paysage à protéger, mettre en valeur ou à requalifier peuvent également faire l'objet d'une réglementation plus souple en application de l'article L.151.23. Les prescriptions « paysagères », en précisant par exemple les essences spécifiques pour étendre un ensemble arboré, sont très appréciées des communes qui souhaitent valoriser leur patrimoine végétal, qu'il soit public ou privé ;

- Le règlement PLU édicte également des obligations de réaliser un espace vert à l'occasion d'un aménagement de voirie, d'une opération immobilière, d'un lotissement, d'une zone d'activité. Cette disposition permet de délimiter les espaces libres à végétaliser aux abords d'une voie publique, d'une aire de stationnement, d'une construction nouvelle. Certaines communes vont jusqu'à fixer un pourcentage en pleine terre pour augmenter les continuités vertes et les surfaces perméables. Cette obligation est contrôlée à la parcelle près, dans le cadre de l'instruction des permis de construire ou autorisations, au vu d'un plan-masse indiquant les plantations maintenues, supprimées ou créées. Les espaces libres à végétaliser ont le mérite d'inciter les maîtres d'ouvrage à requalifier les zones de couture entre le domaine public et privé, au besoin par des aménagements paysagers en pied d'immeubles qui sont très prisés des riverains ;
- En dernier lieu, la volonté de créer des espaces verts peut se traduire par l'inscription d'un emplacement réservé pour espace vert public en précisant la collectivité, service et organisme public bénéficiaire conformément à l'article L.152.9. L'emplacement réservé pour espace vert permet de verdir des délaissés fonciers, non sans difficulté, mais surtout de créer un jardin public dans des secteurs appelant des requalifications : des démolitions d'entrepôts vétustes, des recompositions de places, de parcs de stationnement... L'emplacement se doit de rechercher la meilleure localisation, notamment dans les quartiers déficitaires, au cœur des îlots denses. Un espace vert fonctionne d'autant mieux qu'il est facilement accessible, à 10 minutes de marche, en prise avec les besoins de détente des habitants. Un emplacement réservé peut aussi être destiné à l'acquisition d'un espace vert existant, non ouvert au public, comme un parc boisé attenant à une maison bourgeoise ou une friche industrielle. Cette servitude rend les parcelles concernées inconstructibles pour toute autre opération que l'espace vert projeté. Elle évite que les terrains fassent l'objet d'une utilisation incompatible avec leur destination finale.

ENJEUX

- le respect et la protection des espaces naturels protégés.
- le renfort des corridors écologiques.
- les richesses faunistiques et floristiques

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Préserver la trame bleue. Appliquer une marge de recul pour préserver les ripisylves.
- Préserver, renforcer les structures végétales.
- Maintenir les massifs boisés.

De manière générale, la maîtrise de l'urbanisation reste un enjeu important pour les continuités écologiques. Limiter l'urbanisation diffuse et sa progression ainsi que préserver ou restaurer des coulées vertes (constituées de jardins privés et/ou d'espaces publics) dans les villages, participent tout autant à la mise en scène urbaine, qu'à l'appréciation du cadre de vie par les habitants/visiteurs et qu'à la circulation des espèces sauvages

B. LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

- Les risques présents à Saulzet-le-Froid

Risques

Feu de forêt
Mouvement de terrain
Phénomène lié à l'atmosphère
Phénomènes météorologiques - Tempête et grains (vent)
Séisme Zone de sismicité: 3

Source : Prim.net

- La commune de Saulzet-le-Froid a fait l'objet de 2 déclarations de catastrophes naturelles.

Arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Source : Prim.net

1. Le risque sismique

Un séisme est une vibration du sol transmise aux bâtiments, causée par une fracture brutale des roches en profondeur le long d'une faille se prolongeant parfois jusqu'en surface.

Actualité juridique et réglementaire :

- La loi sur l'eau du 3 janvier 1992
- Les circulaires des 24 janvier 1994 et 24 avril 1996 précisent les objectifs de l'Etat en matière de gestion des zones inondables
- La loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement introduit le principe de prévention et de précaution.
- La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages vient renforcer le dispositif.

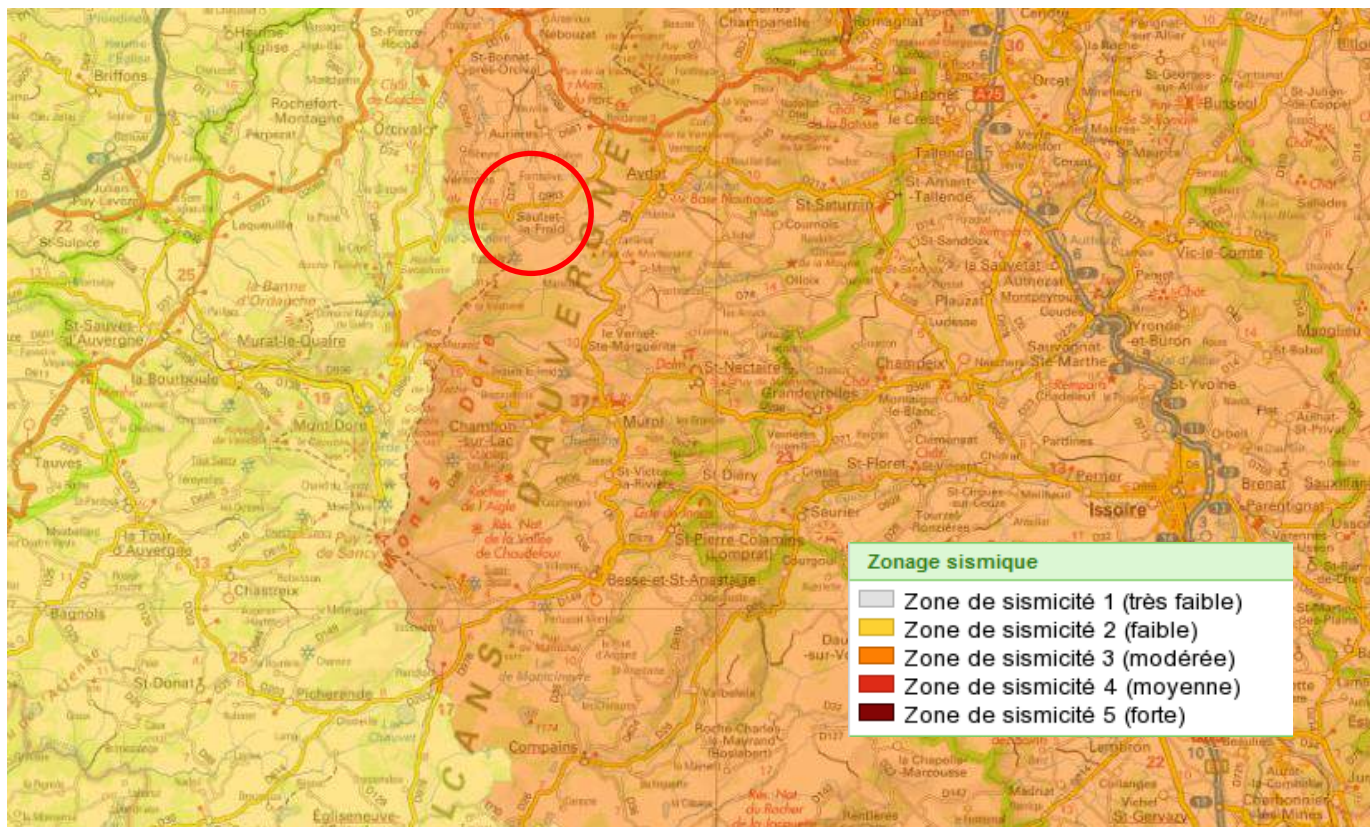
La banque de données SISFrance établie par le BRGM indique qu'un évènement sismique a eu lieu :

Date	Heure	Choc	Localisation épicentrale	Région ou pays de l'épicentre	Intensité épicentrale	Intensité dans la commune
1 Avril 1980	1 h 24 min 35 sec		MONTS-DORE (LE MONT-DORE)	AUVERGNE	4	0

Selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la commune de Saulzet le Froid se situe dans la zone de sismicité 3 (depuis le 1^{er} mai 2011). La commune doit donc respecter des règles de constructions adaptées, arrêté du 29 mai 1997.

« Rappelons que le constructeur (conception et/ou réalisation) reste pleinement responsable du non-respect des règles parasismiques, ce non-respect ne pouvant être assimilé à une malfaçon, mais à un manquement grave à l'obligation de moyens engageant la sécurité d'autrui. »

(source : Mutuelle des Architectes Français, Flash actualités, n°75, février 2011).



<http://www.planseisme.fr/>

2. Le risque retrait-gonflement des argiles

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol et/ou du sous-sol.

Pourquoi les sols gonflent-ils et se rétractent-ils ?

Le matériau **argileux** présente la particularité de voir sa consistance se modifier en fonction de sa teneur en eau. Dur et cassant lorsqu'il est asséché, un certain degré d'humidité le fait se transformer en un matériau **plastique** et malléable. Ces modifications de consistance peuvent s'accompagner, en fonction de la structure particulière de certains minéraux argileux, de variations de volume plus ou moins conséquentes : fortes augmentations de volume (phénomène de gonflement) lorsque la teneur en eau augmente, et inversement, rétraction (phénomène de retrait) en période de déficit pluviométrique marqué.

Selon l'étude menée par le BRGM, une petite partie du territoire au Nord-Est de la commune est concernée par le « risque argiles ». Les aléas vont de faible à forts. Les aléas fort et moyen couvrent toute la commune.

Cependant, il est à rappeler que, du fait de la lenteur et de la faible amplitude des déformations du sol, ce phénomène est sans danger pour l'homme. Les PPR ne prévoient même pas d'inconstructibilité, même dans les zones d'aléa fort. Les mesures prévues dans le PPR ont un coût, permettant de minorer significativement le risque de survenance d'un sinistre, sans commune mesure avec les frais (et les désagréments) occasionnés par les désordres potentiels.

La banque de données ARGILES signale que la commune de Saulzet-le-Froid est concernée principalement par un aléa fort.

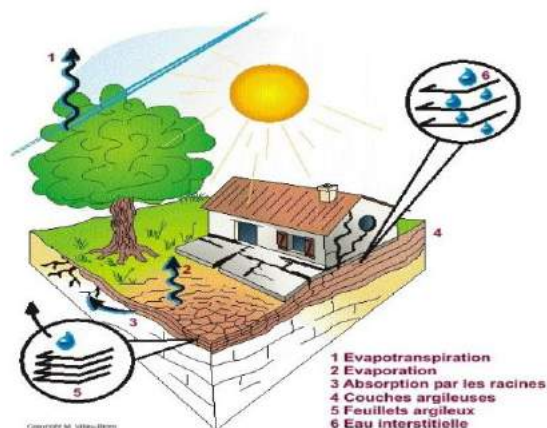
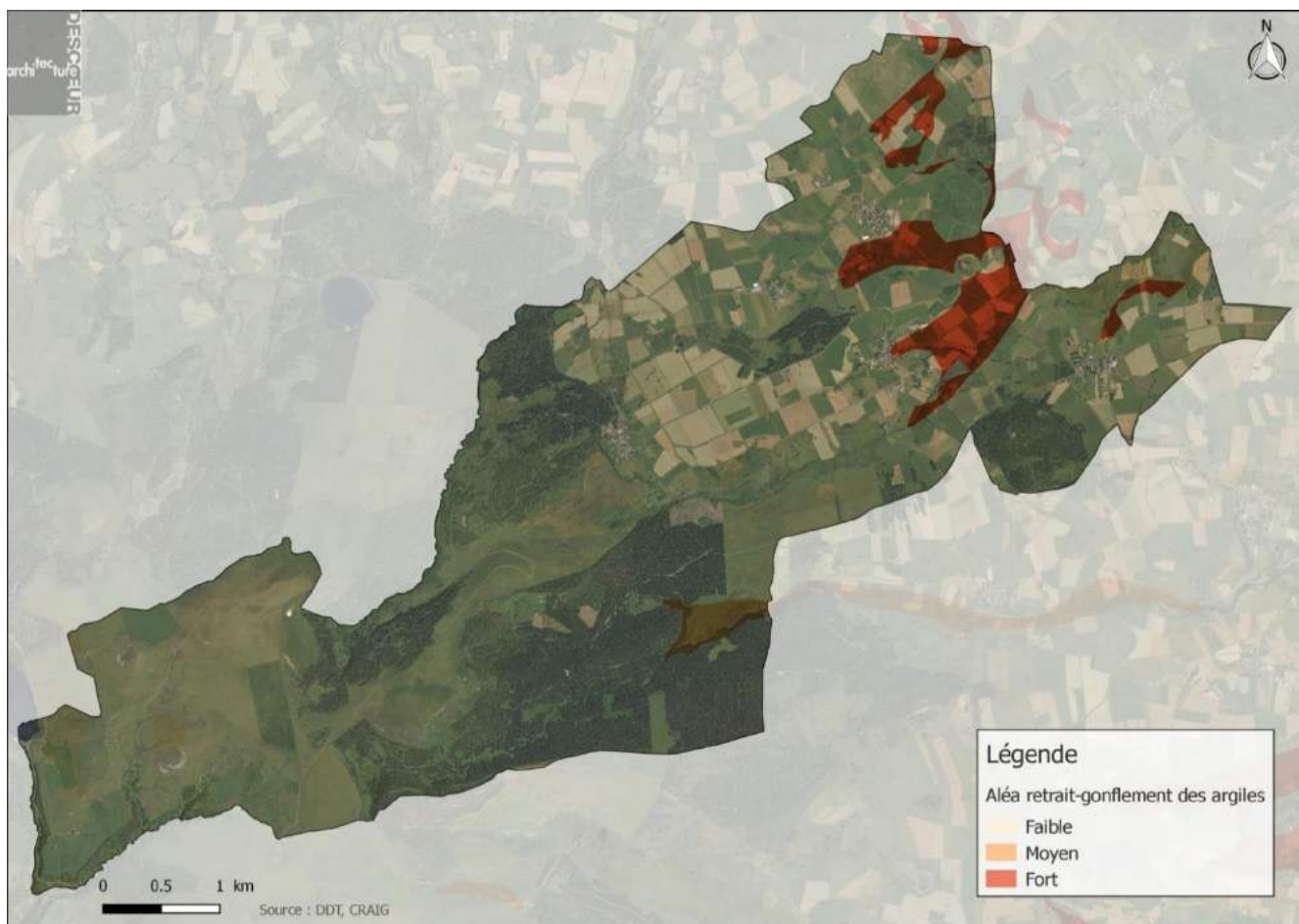


fig. 1 : illustration du mécanisme de dessiccation



3. Risque Radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle provenant de la désintégration du radium, lui-même issu de la désintégration de l'uranium contenu dans la croûte terrestre.

Le radon est présent partout à la surface de la Terre mais plus particulièrement dans les sous-sols granitiques et volcaniques.

Le potentiel radon fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne préjuge en rien des concentrations présentes dans les habitations, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur...).

Il est inodore et incolore.

Le fait qu'une habitation soit localisée dans une commune à potentiel moyen ou élevé ne signifie pas forcément qu'elle présente des concentrations en radon importantes. Elle a toutefois nettement plus de risque d'en présenter que la même maison située dans une zone à potentiel faible. Les concentrations peuvent par ailleurs atteindre des niveaux très élevés pour des caractéristiques architecturales ou des conditions de ventilation défavorables (en savoir plus : Le radon dans les habitations).

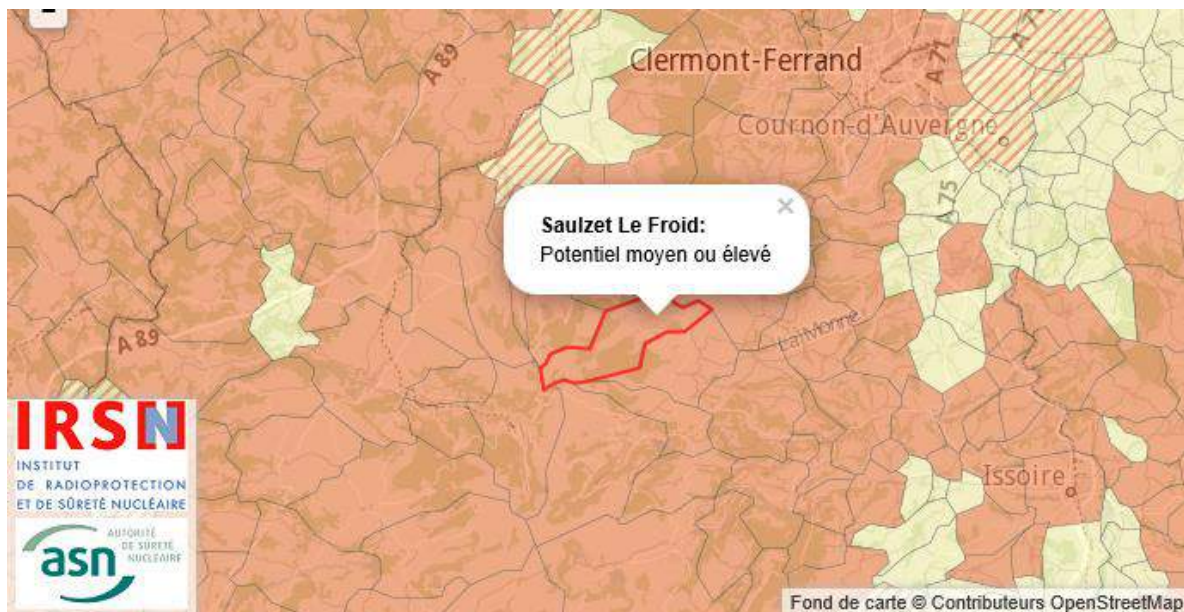
Le dépistage d'une habitation consiste à mesurer les concentrations du radon à l'aide de détecteurs (dosimètres radon) qu'il est possible de placer soi-même. Pour que cette mesure soit représentative, elle doit être effectuée dans les pièces de vie principales, sur une durée de plusieurs semaines et de préférence sur la période hivernale. Le coût d'acquisition et de développement de ces détecteurs s'élève à



quelques dizaines d'euros.

Le radon est un gaz radioactif qui provient de la dégradation de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre. A partir du sol et de l'eau, le radon diffuse dans l'air et se trouve, par effet de confinement, à des concentrations plus élevées à l'intérieur des bâtiments qu'à l'extérieur. Les descendants solides du radon sont alors inhalés avec l'air respiré et se déposent dans le poumon. Le radon constitue la part la plus importante de l'exposition aux rayonnements naturels reçus par l'homme, en France, de même que dans le monde.

(sources : <http://ese.cstb.fr/radon/wacom.aspx> et <http://www.carevox.fr/sante-naturelle-57/article/pollution-protégez-vous-du-radon> et <http://www.irs.fr/FR/connaissances/Environnement/expertises-radioactivite-naturelle/radon/Pages/4-cartographie-potential-radon-commune.aspx#.VNo1FS56ii8>)



Les communes à potentiel moyen ou élevé

Ce sont celles localisées sur les formations géologiques présentant des teneurs en uranium les plus élevées. Les formations concernées sont notamment celles constitutives des grands massifs granitiques français (massif armoricain, massif central...) mais également certains grès et schistes noirs.

Dans les communes à potentiel radon moyen ou élevé, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que dans le reste du territoire. Les résultats de la [campagne nationale de mesure](#) montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments de ces communes dépassent 100 Bq.m⁻³ et plus de 6% dépassent 400 Bq.m⁻³.

4. Les ondes radioélectriques

Les **risques des ondes électromagnétiques** définissent les risques sanitaires liés au rayonnement électromagnétique et aux ondes électromagnétiques générés directement par les appareils de télécommunications tels que le téléphone mobile, le téléphone domestique sans fil, le Wi-Fi, ou encore les antenne-relais de téléphonie mobile.

Afin de renforcer la transparence et l'indépendance du financement des mesures d'exposition du public aux ondes électromagnétiques, un nouveau dispositif est en place depuis le 1er janvier 2014.

Désormais, toute personne peut faire mesurer l'exposition aux ondes électromagnétiques aussi bien dans les locaux d'habitation que dans des lieux accessibles au public (parcs, commerces...). Cette démarche est gratuite.

(Source : <http://www.cartoradio.fr>)

Selon le site <http://www.cartoradio.fr>, aucune installation radioélectrique de plus de 5 watts n'est recensée sur le territoire communal.

5. Risque tempête

Une tempête correspond à une dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air distinctes. De cette confrontation naissent des vents pouvant être violents. On parle de tempête lorsque les vents dépassent 89 km/h.

Les tempêtes de vents violents, une tempête se caractérise par des vents pouvant être très violents et des pluies parfois torrentielles entraînant des inondations, des glissements de terrain et des coulées de boues.

Les tempêtes de neige/verglas, les épisodes neigeux accompagnés de vague de grand froid entraînent du gel et du verglas. Les conditions de circulation peuvent devenir rapidement difficiles sur l'ensemble des réseaux routiers, ferroviaires et aériens. Le risque des accidents routiers est accru. Une immobilisation temporaire des moyens de circulation peut également survenir.

D'importants dégâts peuvent affecter les réseaux de distribution d'électricité et de téléphone pendant plusieurs jours.

6. Ce que dit le SCoT du Grand Clermont...

Prévenir les risques, les pollutions et les nuisances
orientations générales et particulières détaillées au DOG pages 53 à 55.



Aucune orientation n'est précisée pour la commune de Saulzet le Froid.

ENJEUX

La protection des personnes et des biens contre les risques naturels et technologiques.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

Il est nécessaire de tenir compte de la sensibilité naturelle du territoire dans les choix d'orientations et de développement de la commune.

La protection contre les risques impose des contraintes sur le tissu urbain existant, tant sans sa requalification que dans sa densification.

Concernant le risque mouvement de terrain, il conviendra de veiller dans les zones bâties à limiter le ruissellement pluvial urbain : conserver des espaces naturels perméables, limiter les emprises au sol des projets de construction, assurer le retour aux exutoires naturels susceptibles d'absorber les surplus en eau.

OBJECTIF SANTE

-prévenir les risques naturels et technologiques-

• • •

Bénéfices pour la santé :

Face à des phénomènes naturels ou technologiques que l'on ne peut pas, ou peu, contrôler, se pose la question de la prévention. La prévention des risques regroupe l'ensemble des actions destinées à réduire les conséquences dommageables d'événements exceptionnels d'origine naturelle ou technologique. Elle comporte quatre volets ; la connaissance des aléas, l'information, la réglementation dans l'aménagement et l'urbanisme, et la réduction de la vulnérabilité du territoire. Un bon travail de prévention permet de protéger les vies humaines et les biens exposés aux risques majeurs.

Effets négatifs potentiels de l'urbanisme :

L'installation de bâtiments dans des zones à risque majeur peut mettre en péril des vies humaines (ex : risque de feux de forêt).

Effets positifs de l'urbanisme :

Le PLU réglemente l'utilisation des sols en fonction des risques naturels auxquels ils sont soumis. Il peut imposer des prescriptions d'implantation pour les constructions nouvelles ainsi que les interdire dans certains cas.

Texte réalisé à partir du guide : Urbanisme et santé, le guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants, Hugh Barton et Catherine Tsourou

C. LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE

Introduction

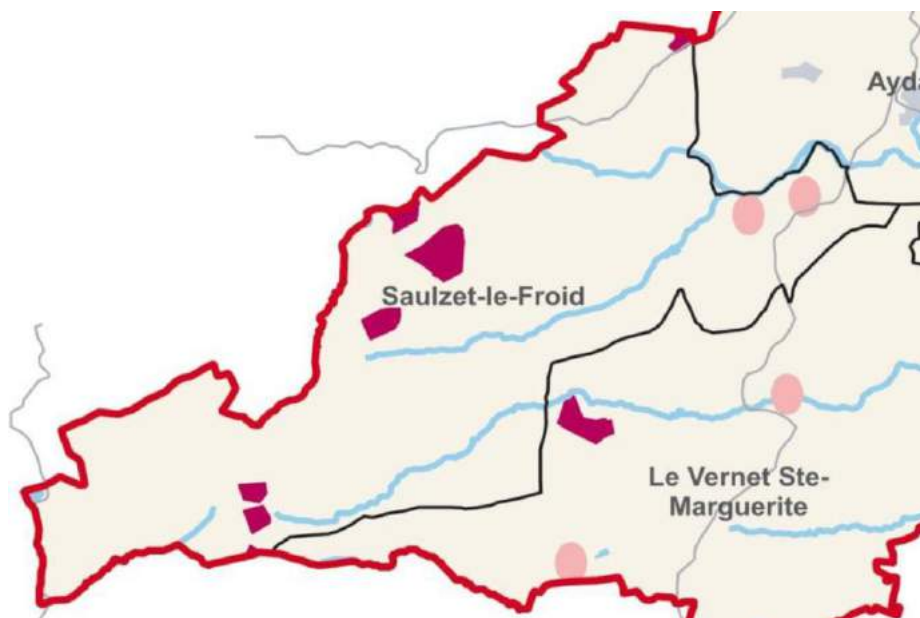
Le troisième Plan National Santé Environnement (PNSE 3, 2015-2019) a pour ambition d'établir une feuille de route gouvernementale pour réduire l'impact des altérations de notre environnement sur notre santé. Il permet de poursuivre et d'amplifier les actions conduites par les deux précédents PNSE dans le domaine de la santé environnementale.

Les mesures phares :

- Réduire l'usage des PESTICIDES
- Améliorer la QUALITÉ DE L'AIR
- Réduire l'exposition aux PERTURBATEURS ENDOCRINIENS
- Améliorer la qualité de l'ENVIRONNEMENT SONORE
- Assurer une vigilance sur les risques potentiels liés aux NANOMATÉRIAUX
- Réduire les expositions liées aux CONTAMINATIONS ENVIRONNEMENTALES DES SOLS
- Améliorer la QUALITÉ DE L'EAU destinée à la consommation humaine
- Évaluer les risques de l'exposition aux ONDES électromagnétiques
- Prévenir le risque D'ALLERGIE LIÉE AUX POLLENS
- Mieux connaître et réduire l'exposition à l'AMIANTE NATUREL
- Favoriser la NATURE EN VILLE, créer des JARDINS THÉRAPEUTIQUES dans les établissements de soins

1. Ce que dit le SCOT du Grand Clermont...

Economiser les ressources orientations générales et particulières détaillées au DOG pages 49 à 51.



Zone de captage à protéger : (périmètre de protection rapproché) / (périmètre de protection éloigné ou périmètre de protection non numérisable) : le SCoT fixe pour orientation de généraliser la protection des champs captants (périmètres rapproché et éloigné) de la zone d'infiltration des Puys (notamment l'impluvium de Volvic) afin de limiter l'habitation ou les activités industrielles ou artisanales à proximité des captages.

2. Le climat

D'une façon générale le département est largement ouvert aux influences océaniques. Mais les facteurs locaux nuancent cette réalité globale. On obtient ainsi un régime climatique de transition entre le régime océanique dégradé et le régime continental. Le climat de la plaine de la Limagne se rapproche du climat subcontinental sec.

Après leur passage du relief, les perturbations perdent radicalement en intensité : c'est la « ligne de foehn » des Limagnes, qui coupe le département du nord au sud. Les cumuls pluviométriques chutent : 61 cm à Riom, 59 cm à Aulnat, 53 cm à Meilhaud (site le plus sec de France continentale), et l'ensoleillement progresse malgré de nombreuses grisailles hivernales. La répartition saisonnière des précipitations est très régulière avec, cependant, un minimum en été et un maximum en automne.

L'altitude de 300 à 800 mètres et l'effet de bassin favorisent la chaleur estivale comme en témoigne l'existence de la vigne. Les températures moyennes s'échelonnent entre -2°C en hiver et 26°C en été. Le nombre d'ensoleillement est d'environ 2000 h/an.

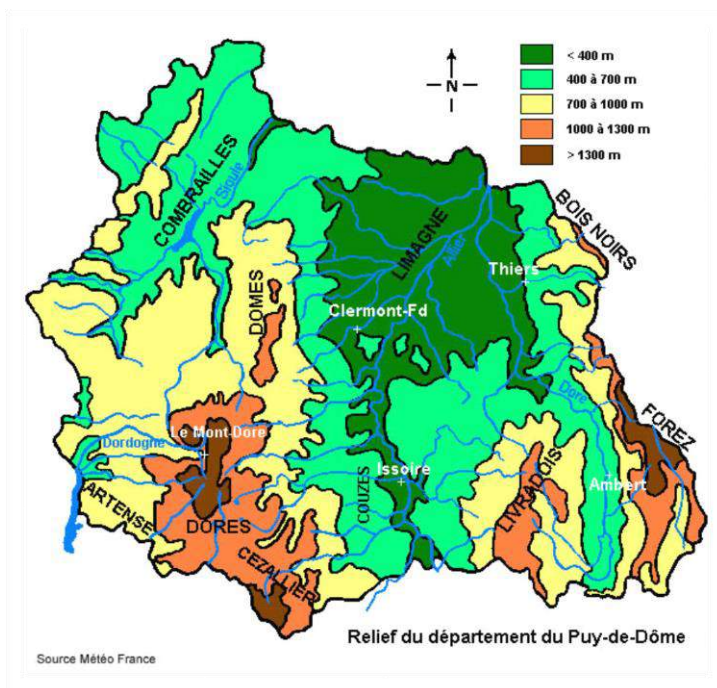
Dans les Limagnes du Puy-de-Dôme, les vents de nord et de sud sont les plus marqués, en lien avec l'orientation du relief.

En hiver, la neige en quantité modérée vient surtout par flux de nord et peut persister de plusieurs jours à quelques semaines au sol si elle est accompagnée d'un anticyclone d'air froid continental. Le nombre de jour de gel est inférieur à 100 jours.

Les orages sont fréquents en été, mais de courte durée.

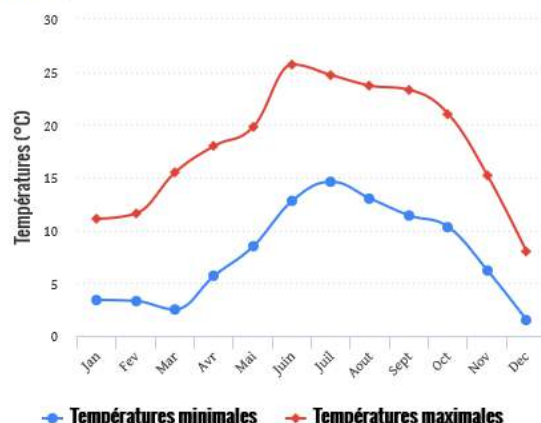
Le climat de Saulzet-le-Froid est chaud et tempéré. Des précipitations importantes sont enregistrées toute l'année, y compris lors des mois les plus secs. Sur l'année, la température moyenne à Saulzet-le-Froid est de 8.6 °C. Les précipitations annuelles moyennes sont de 775 mm.

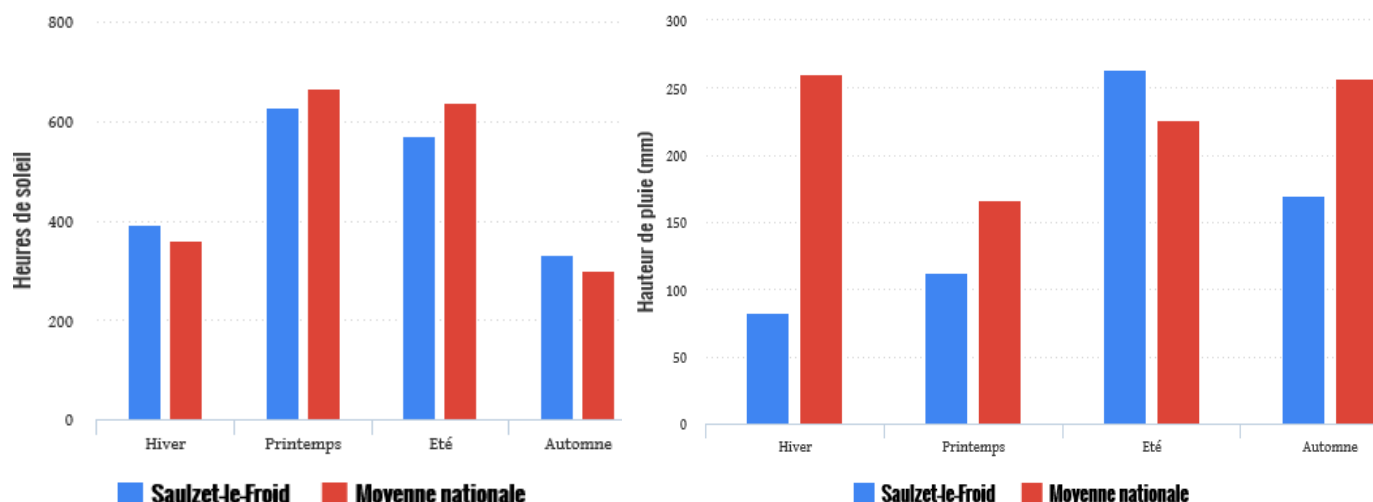
(Source : <http://fr.climate-data.org>).



■ Températures à Saulzet-le-Froid

(Source : Linternaute.com d'après Météo France)





Note sur la méthodologie : Les chiffres présentés sont estimés à partir des données des bulletins climatiques libres d'accès de Météo France portant sur plus d'une centaine de stations météo réparties dans toute la France Métropolitaine.

3. L'air

a. Les directives territoriales

- DIRECTIVE 2004/107/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 15 décembre 2004, concernant l'arsenic, le cadmium, le mercure, le nickel et les hydrocarbures aromatiques polycycliques dans l'air ambiant.
- DIRECTIVE 2008/50/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 21 mai 2008, concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.
- Depuis le 30/12/1996, la LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie) reconnaît « le droit à chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé ». Pour cela, elle introduit la définition de seuils (objectif de qualité, valeur limite, seuil d'alerte), précisés dans les décrets d'application relatifs au dioxyde d'azote, aux fumées noires, aux particules en suspension de diamètre inférieur à 10 µm, au dioxyde de soufre et enfin à l'ozone. Cette loi impose la mise en place d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air au plus tard le :
 - ➔ 01/01/1997 pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants,
 - ➔ 01/01/1998 pour celles de plus de 100 000 habitants,
 - ➔ 01/01/2000 sur l'ensemble du territoire.
- ARRÊTÉ N°2000/SGAR/CB/N°121 portant approbation du Plan régional pour la qualité de l'Air, 2000. Le PRQA fixe des orientations et des actions visant à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique dans le but d'atteindre les objectifs de qualité, c'est-à-dire des niveaux de concentration de polluants inférieurs aux niveaux retenus comme objectifs de qualité.
- La LOI du 9 AOÛT 2004 relative à la politique de santé publique introduit dans le code de la santé le principe de l'élaboration, tous les 5 ans, d'un "... Plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement.... Sur la base d'un diagnostic de l'état des risques sanitaires liés à l'environnement en France, le gouvernement a adopté un plan national Santé Environnement qui poursuit 3 objectifs prioritaires :
 - ➔ Garantir un air et une eau de bonne qualité.
 - ➔ Prévenir les pathologies d'origine environnementale et notamment les cancers.
 - ➔ Mieux informer le public et protéger les populations sensibles.
 - ➔ Protéger la santé publique en améliorant la qualité des milieux de vie que sont l'air, l'eau et les sols
 - ➔ Améliorer les dispositifs de veille, de surveillance et d'alerte
- Le Plan Climat 2005-2012 vise la réduction des gaz à effet de serre de 3% par an. Cet objectif s'inscrit dans une démarche multisectorielle (énergies renouvelables, déplacements, ...).
- Le programme de la région Auvergne approuvé par arrêté du 21 novembre 2005 comprend 21 actions. Par référence à l'organisation du plan national, elles s'inscrivent dans 7 axes structurants. Le PLU doit être compatible avec certains de ces axes.
 - ➔ Protéger la santé publique en améliorant la qualité des milieux de vie que sont l'air, l'eau et les sols
 - ➔ Améliorer les dispositifs de veille, de surveillance et d'alerte
- Le PRQA : Le programme de la région Auvergne approuvé par arrêté du 21 novembre 2005 comprend 21 actions.
- Les paramètres (en annexe) permettent d'établir une évolution des pollutions :
 - ➔ Depuis 1993, aucun site en Auvergne n'a été concerné par des pointes en dioxyde de soufre.

- La valeur de 135 mg/m³ de dioxyde d'azote est régulièrement dépassée en période hivernale sur l'ensemble des stations de mesure de la région
- L'Ozone : Les objectifs de qualité de 110 µg/m³ en moyenne sur 8 heures et de 65 µg/m³ en moyenne journalière sont fréquemment dépassés. Le seuil d'alerte (360 µg/m³) n'a jamais été atteint sur la région Auvergne, et n'est pas approché.
- Le PSQA : Le Programme de Surveillance de la Qualité de l'Air en Auvergne a été établi en 2005 pour cinq ans. 22 actions sont réparties en trois thèmes : optimisation du dispositif fixe, surveillance à l'aide de moyens temporaires et modélisation.
Lors du Conseil d'Administration du 28 novembre 2008, un état d'avancement a été présenté. La baisse progressive de la surveillance du dioxyde de soufre, l'accroissement des mesures autour d'unités industrielles et le long des principaux axes routiers, ... font partie des actions définies dans ce programme.
- Le Schéma Régional de Climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) de l'Auvergne. Le schéma est un document stratégique qui a vocation à définir de grandes orientations. Le décret n°2011-678 du 16 juin 2011 relatif aux SRCAE en définit le contenu et les modalités d'élaboration. Chaque SRCAE comprend des bilans et diagnostics permettant de connaître et caractériser la situation de référence de la région, ainsi que des orientations et objectifs à la fois quantitatifs et qualitatifs aux horizons 2020 voire 2050 :
 - des orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter,
 - des orientations destinées à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique afin d'atteindre les objectifs de qualité de l'air,
 - des objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération en matière de mise en œuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique.

La traduction régionale des objectifs du 3 x 20 et du facteur 4 :

La traduction des engagements dans le SRCAE de l'Auvergne prend en compte les spécificités du territoire et part du postulat que la réduction des consommations énergétiques est une condition indispensable à l'atteinte des autres objectifs du schéma.

Les cibles choisies pour l'Auvergne sont les suivantes :

 - une réduction de 22,4% des consommations énergétiques finales d'ici 2020 par rapport à celles de 2008,
 - une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 par rapport à celles enregistrées en 1990,
 - une division par 4 des émissions de GES d'ici 2050 par rapport à celles enregistrées en 1990,
 - une production d'énergies renouvelables (EnR) équivalente à 30% de la consommation énergétique finale d'ici 2020,
 - une réduction des émissions de polluants atmosphériques, notamment les oxydes d'azote (NOx).

Par ailleurs, lors de l'élaboration de son Plan Climat Energie en 2009, le Conseil régional s'est fixé les objectifs suivants à l'horizon 2020 :

 - Diminuer de 20% les consommations énergétiques et les émissions de GES par rapport au niveau de référence de 1990,
 - Porter à 30% la part d'énergies renouvelables dans la consommation.

Le SRCAE n'impose pas de nouvelles contraintes ou règles opposables aux tiers. Il donne un cadre général aux plans climat énergie territoriaux (PCET), lesquels doivent être compatibles, de même que les plans de protection de l'atmosphère (PPA), avec le SRCAE.

b. Les données locales

■ Les Données clefs du Profil Environnemental Auvergne (2008)

En France, le réchauffement climatique moyen pourrait être de l'ordre de 2°C à la fin du siècle. (Voir Les Energies). En Auvergne, la qualité de l'air est globalement satisfaisante. Les émissions de polluants restent à un niveau modeste et la qualité reconnue de l'air contribue à l'attractivité du territoire régional.

■ Les données d'Atmo auvergne, 2014

De façon générale la qualité de l'air en Auvergne est considérée comme bonne. Toutefois de grandes lacunes existent sur le territoire dans ce domaine.

La commune de Saulzet-le-Froid ne dispose pas de stations de mesures. Elle se situe dans la grande zone régionale d'AtmoAuvergne. La station de mesure la plus proche était celle de Besse (à 14km), mais depuis 2014, elle n'existe plus au réseau.

(Source : Rapports d'activités 2008, 2009, 2014)

Ce que disait AtmoAuvergne sur le site de Besse :

1/ Durant l'année 2008, les mesures relevées montrent un dépassement des 110 µg/m³ durant 17 jours /365. La qualité de l'air de ce territoire rural peut donc être qualifiée de très bonne.

2/ En 2009 : « Les processus physico-chimiques qui conditionnent le transport et la chimie de l'ozone atmosphérique conduisent généralement à des niveaux de pollution photochimique plus importants en milieu rural. Les moyennes annuelles et les fréquences de dépassements de seuils réglementaires les plus élevées sont ainsi obtenues hors des zones urbaines. ». → Les différents paramètres statistiques présentés font clairement apparaître, une exposition à l'ozone plutôt très soutenue sur la station de Besse.

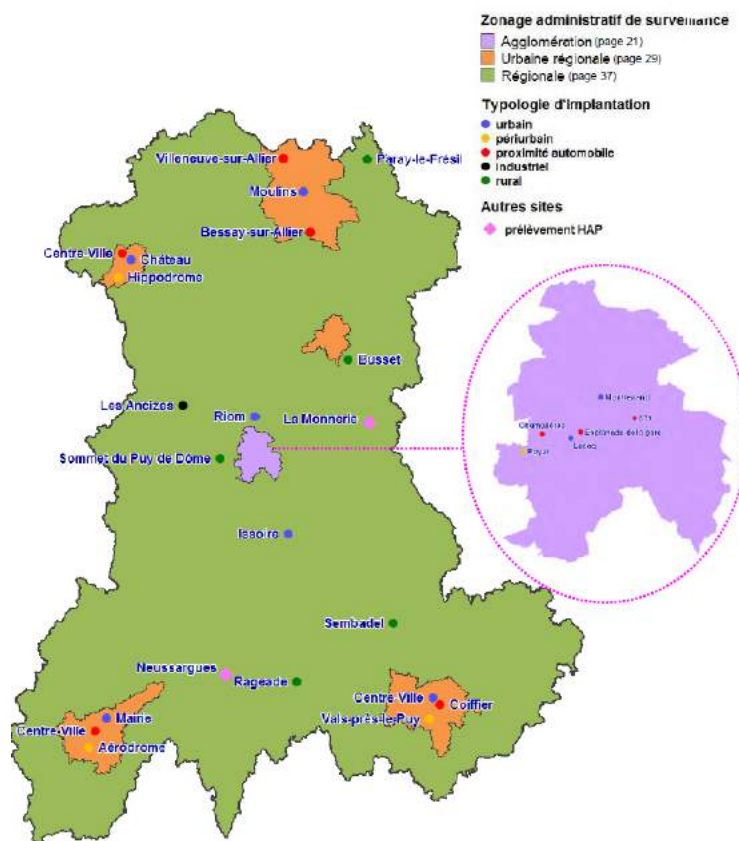
Comme pour le sommet du Puy de Dôme, la localisation du site conjugue un caractère rural avec une altitude maximale, autre caractéristique pénalisante du fait du gradient vertical de la concentration en ozone dans la troposphère.

« Du fait d'une météorologie médiocre, les étés 2007 et 2008 n'avaient pas été particulièrement propices à la pollution photochimique. Le graphique d'évolution de la moyenne annuelle en ozone montre que les teneurs sont donc orientées à une légère hausse cette année sur la quasi-totalité des sites. »

→ La valeur cible⁴ pour la protection de la santé humaine (25 jours par an, en moyenne sur 3 ans, durant lesquels le maximum journalier de la concentration 8-horaire est supérieur à 120 µg/m³) est respectée sur le site de Besse.

→ Concernant l'impact sur les écosystèmes, la valeur cible pour la protection de la végétation à l'horizon 2010 (AOT 40 égal à 18 000 µg/m³ . h en moyenne sur 5 ans) est respectée sur le site de Besse.

L'objectif de qualité⁵ (AOT 40 fixé à 6 000 µg/m³ . h) est en revanche excédé sur la station rurale de Besse en 2009.



⁴ Valeur cible : niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère fixé dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou sur l'environnement dans son ensemble, à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné ;

⁵ Objectif de qualité : niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère à atteindre à long terme, sauf lorsque cela n'est pas réalisable par des mesures proportionnées, afin d'assurer une protection efficace de la santé humaine et de l'environnement dans son ensemble ;

Ce que dit AtmoAuvergne sur la zone régionale en 2014 :

Positionnement par rapport aux seuils d'évaluation européens en 2014

La comparaison des valeurs des polluants mesurés en Auvergne avec les seuils d'évaluation européens permet d'évaluer, par zone, la qualité de l'air et guide Atmo Auvergne dans l'élaboration de sa surveillance régionale.

Polluant	Valeur réglementaire	Site	ZAG	ZUR					ZR
				Aurillac	Le Puy	Montluçon	Moulins	Vichy	
SO ₂	horaire	Tous							
NO ₂	horaire	Tous							
	annuel	Fond							
PM10	journalier	Tous							
	annuel	Tous							
PM2.5	annuel	Fond							
		Trafic							
Pb	annuel	Tous							
CO	8 heures	Tous							
C ₆ H ₆	annuel	Tous							
As	annuel	Tous							
Cd	annuel	Tous							
Ni	annuel	Tous							
B(a)P	annuel	Tous							
O ₃	8 heures	Fond							

	Données inférieures au seuil d'évaluation minimal
	Données comprises entre les seuils d'évaluation minimal et maximal
	Données comprises entre les seuils d'évaluation maximal et la valeur réglementaire
	Données supérieures à la valeur réglementaire
	Calculs à partir de campagnes ponctuelles
	Estimation objective

Saulzet-le-Froid se situe en zone rurale (ZR)

La zone

Régionale

L'ESSENTIEL

Dépassement des seuils journaliers de 50 µg/m³ lors de l'épisode printanier de pollution aux particules en suspension PM10 (entre le 12 et le 15 mars 2014) sur l'ensemble des sites relevant ces mesures. Déclenchement des procédures préfectorales d'information et de recommandation à la population sur les quatre départements lors de cet épisode. Cependant, valeurs moyennes annuelles en baisse.

Respect des valeurs réglementaires pour le dioxyde d'azote pour l'ensemble des sites concernés. Niveaux chroniques en baisse.

Stabilité des niveaux moyens d'ozone depuis 2010. Baisse du nombre de dépassements de 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures.

Objectif de qualité pour la santé humaine et pour la protection de la végétation dépassés sur tous les sites.

Aucun déclenchement de procédure préfectorale en raison de valeurs horaires inférieures aux seuils.

Respect des seuils réglementaires (valeurs cibles, valeurs limites et objectifs de qualité) pour les mesures de benzène, benzo[a]pyrène et pour les métaux lourds.



Campagne de mesure de l'ozone

Contexte : PSQA 2010-2015.

Moyens :

- sites mobiles installés en milieu d'altitude de 2014 à 2016,
- une remorque poussière à Fay-sur-Lignon (1 184 m),
- des analyseurs d'ozone à Anzat-le-Luguat (1 397 m), au sommet du Puy-de-Sancy (1 745 m), à la station Prabouré à Saint-Anthème (1 280 m) et au sommet du Plomb du Cantal (1 850 m).

Objectifs :

- suite aux valeurs importantes enregistrées en altitude : estimer l'ozone en zone montagneuse en Auvergne en investiguant le Sancy, le Cantal, le Cézallier, le Forez, et le Mézenc.

Diffusion des résultats prévue courant 2016.

Les résultats de l'inventaire des émissions en Auvergne (zoom sur les particules fines)

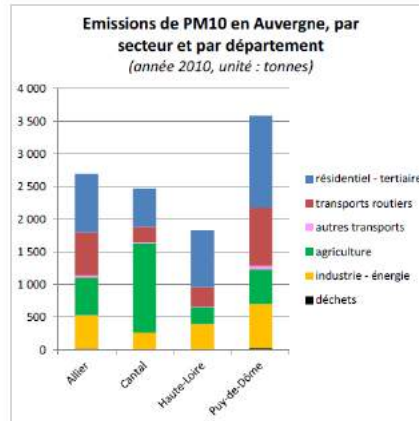
L'inventaire Auvergne des émissions pour l'année de référence 2010 a été réalisé avec l'outil ICARE.

En 2015, l'objectif est de mettre à jour via ICARE les inventaires 2008 et 2012 et de permettre à terme la réalisation d'un inventaire au pas de temps de deux ans.

- Contribution majoritaire du Puy-de-Dôme aux émissions de particules en Auvergne (34 %).
- Le secteur résidentiel-tertiaire, via l'activité de chauffage principalement, est le principal secteur émetteur en Auvergne (35 %), devant l'agriculture (26 %) et les transports routiers (20 %). L'industrie et le secteur de la transformation de l'énergie arrivent ensuite à 17 %.
- Dans le Cantal, à la différence des autres départements, les émissions dues aux activités agricoles (élevage, engrais) sont majoritaires (56 %) devant tous les autres secteurs.

Secteur d'activité	Allier	Cantal	Haute-Loire	Puy-de-Dôme	Auvergne
résidentiel - tertiaire	899	587	660	1 403	3 750
transports routiers	661	236	291	398	2 086
autres transports	27	11	16	85	109
agriculture	582	1 373	259	523	2 738
industrie - énergie	509	288	287	675	1 929
déchets	22	8	12	33	75
total	2 700	2 472	1 833	3 527	10 533

Emissions de PM10 en Auvergne (2010, unité : tonnes)



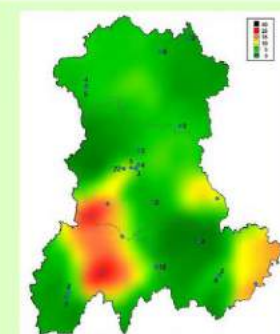
Répartition sectorielle des émissions de PM10 en Auvergne (2010)

Rapport d'activité 2014 - Atmo Auvergne

Cartographie de bilan annuel de la pollution en ozone

Par combinaison des cartographies d'observation produites durant l'année, il est possible d'élaborer une représentation spatiale du nombre de dépassements de l'objectif de qualité réglementaire défini pour l'ozone (120 µg/m³ pour le maximum journalier de la moyenne sur 8 heures).

On obtient ainsi un bilan annuel de la pollution photochimique sur l'ensemble du territoire régional.



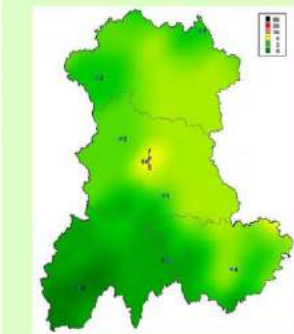
Cartographie régionale du nombre de jours de dépassement du seuil de 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures en ozone en 2014

Cartographie de bilan annuel de la pollution en particules

Par une démarche similaire à celle appliquée pour l'ozone, une cartographie régionale de bilan annuel de la pollution en particules (PM10) peut être produite par combinaison :

- des simulations numériques des niveaux de particules (PM10), délivrées quotidiennement par la chaîne nationale de prévision (PREVAIR),
- et des mesures réalisées sur les stations fixes.

Le nombre de jours de dépassement du seuil de 50 µg/m³ en moyenne journalière, limité à 35 selon la valeur limite réglementaire, peut ainsi être estimé sur l'ensemble du territoire régional.



Cartographie régionale du nombre de jours de dépassement du seuil de 50 µg/m³ en moyenne journalière en 2014

Les éventuelles nuisances sur la commune Saulzet-le-Froid sont essentiellement liées au trafic routier.

Il est à noter que la commune s'inscrit dans un territoire assez boisé. Cette ressource naturelle combinée à un climat plutôt montagnard, contribuent à une bonne qualité de l'air et va dans le sens de la réduction des gaz à effet de serre.

c. Les perspectives de développement

L'ampleur des impacts est à mettre en lien avec les ambitions de développement de la commune. L'accueil de nouvelles populations participera à générer une détérioration de la qualité de l'air, toute proportion gardée. Les nouvelles populations risquent d'induire plus de déplacements, notamment dans un contexte où l'équipement automobile des ménages progresse rapidement. Des réflexions en lien avec la mobilité seront à engager, en termes de transports collectifs, co voiturage, modes alternatifs.

ENJEUX

- Les gaz à effets de serre.
- La pollution par les pesticides
- Les déplacements.
- La promotion des énergies renouvelles, propres.
- Le cadre de vie

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- maîtriser l'étalement urbain
- développer les modes de transport moins polluants (ex : modes doux).
- inciter la mise en place d'énergies renouvelables
- préserver les boisements, les structures arborées, et les espaces verts

OBJECTIF SANTE

-la qualité de l'air-

...

Bénéfices pour la santé :

Les bénéfices pour la santé qu'apporte une meilleure qualité de l'air portent sur la réduction de graves maladies pulmonaires (bronchite chronique ou emphysème) ainsi que de l'état cardiaque et probablement, sur la moindre gravité de l'asthme chez l'enfant.

Effets négatifs potentiels de l'urbanisme :

Une mauvaise qualité de l'air résulte en partie de politiques inefficaces des transports et de l'occupation des sols aboutissant à une circulation routière intense ainsi qu'à la présence d'usines polluant les zones résidentielles. L'absence d'une bonne politique de quartier peut signifier que les résidents et les ouvriers sont soumis à des bruits excessifs, des fumées et émanations déplaisantes et qu'ils sont confrontés à un environnement visuellement rébarbatif qui peut nuire à leur bien-être et être source de maladies.

Effets positifs de l'urbanisme :

L'urbanisme peut aider à l'amélioration de la qualité de l'environnement local des zones commerciales et industrielles ainsi que des zones d'habitation : en favorisant les parcours en cheminement doux et en menant des politiques de dissuasion vis-à-vis de l'utilisation des véhicules automobiles ; en soutenant le développement de quartiers et de logements " éco-énergétiques ".

Texte réalisé à partir du guide : Urbanisme et santé, le guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants, Hugh Barton et Catherine Tsourou

4. Les données sur l'eau

a. Introduction

Depuis le 3 janvier 1992, la loi sur l'eau et les textes d'application inscrit la politique de l'eau dans une nouvelle perspective. "L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général".

- Le Grenelle de l'environnement a fixé pour 2015 un objectif ambitieux en matière d'atteinte du bon état écologique (2/3 des masses d'eau de surface).
- Rappel : l'Auvergne ne dispose que de peu d'aquifères importants. De par sa géologie, ses ressources souterraines sont souvent morcelées et relativement limitées en volume, à l'exception de la nappe alluviale de l'Allier qui alimente une population importante. « Si sa responsabilité en tant que tête de bassin versant est indéniable, l'Auvergne doit plutôt être vue comme un parapluie que comme un château d'eau, ce qui signifie que cette ressource doit faire l'objet d'une gestion rigoureuse » (extrait du Profil environnemental Auvergne. 2008). Du fait de déficits pluviométriques ou de prélèvements importants, il faut signaler que l'Auvergne peut parfois manquer d'eau. « Par ailleurs, la méconnaissance des débits de prélèvements réels de l'ensemble des ouvrages déjà autorisés à l'échelle d'une masse d'eau ne permet pas de réaliser des bilans ni de se prononcer sur la viabilité des prélèvements futurs. » (extrait du Profil environnemental Auvergne. 2008).

Ainsi, la région a une double responsabilité :

- Gérer ses consommations afin de se préserver de toute pénurie.
- Adopter une attitude économe afin de préserver cette ressource qui ne lui est pas propre mais est partagée avec les régions et les populations à l'aval.
- Les principales directives relatives à la pollution industrielle des sols :
 - Eau : Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.
 - Eaux souterraines : Directive 2006/118/CE du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration.
 - Eaux souterraines : Directive 80/68/CEE du Conseil du 17 décembre 1979 concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.
 - Depuis le 3 janvier 1992, la loi sur l'eau et les textes d'application inscrit la politique de l'eau dans une nouvelle perspective. "l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général".

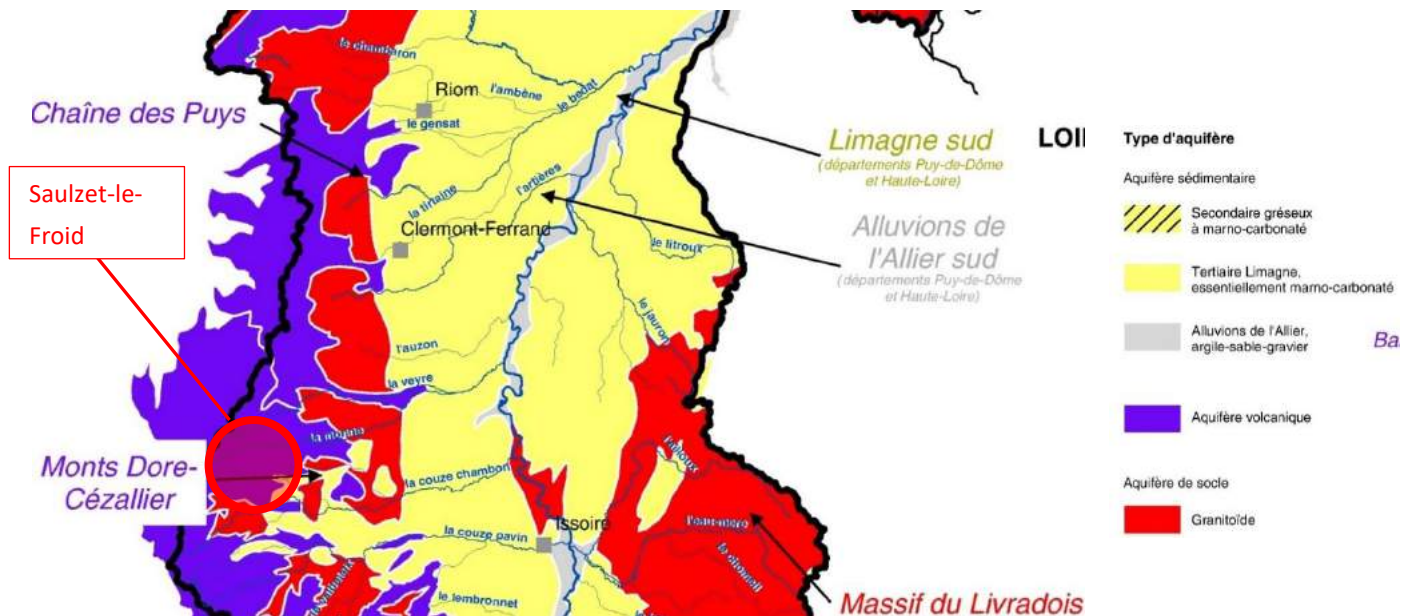
Sources :

- *Serveur Carmen de la DREAL Auvergne.*
- *Agence de l'eau Loire Bretagne.*
- *SAGE de la Allier Aval*
- *Phyt'auvergne.*

b. Quantité des eaux souterraines

Les formations géologiques génèrent des aquifères variés.

Définition : Un aquifère est une couche de terrain ou une roche, suffisamment poreuse (qui peut stocker de l'eau) et perméable (où l'eau circule librement), pour contenir une nappe d'eau souterraine. Une nappe d'eau souterraine est un réservoir naturel d'eau douce susceptible d'être exploitée.



La commune de Saulzet-le-Froid repose sur deux entités géologiques distinctes : le Nord-Est de la commune repose sur des formations volcaniques liées à la chaîne des Puys et constituées de cônes volcaniques entourés de basaltes, alors que le Sud-Ouest de la commune est influencé géologiquement par le massif volcanique du Mont Dore.

Elle s'inscrit dans un aquifère volcanique dont les massifs constituent une ressource essentielle à l'échelle de la région (avec les formations alluviales).

(Source : étude des eaux souterraines du bassin de l'Allier aval, SAGE Allier Aval, janvier 2007).

■ Les aquifères volcaniques

Ces aquifères sont constitués essentiellement par les projections de scories associées aux coulées volcaniques. A l'échelle du SAGE deux systèmes aquifères peuvent être individualisés.

Le système de la Chaîne des Puys : L'épaisseur importante des scories constitue un énorme réservoir aquifère. Dans ces formations, le temps d'infiltration peut être long et la recharge de la nappe est de l'ordre de 2 à 3 ans. Le socle sous-jacent joue le rôle d'une barrière imperméable sur laquelle l'eau s'écoule en empruntant préférentiellement l'axe de paléo-vallées. Les émergences sont situées à l'extrémité des coulées volcaniques. Au gré des études, 10 bassins hydrographiques sous volcaniques ont pu être individualisés. 6 ont été délimités sur la façade est et 4 moins bien connus sont situés sur la façade ouest.

Pour le versant est, du nord vers le sud, on rencontre les bassins de Volvic, d'Arnat, de Nohanent Durtol, de la Tiretaine, de l'Auzon, d'Aydat, et pour le versant ouest les bassins de Louchadière, de la Cheire de Côme, de Mazaye, de Chez Pierre. Autrefois captée aux émergences situées en fin de coulée, l'eau destinée à l'Alimentation en eau potable (AEP) est aujourd'hui essentiellement prélevée par le biais de galeries souterraines (galerie du Goulet de Volvic, de la Louchadière...).

Les deux captages communaux (La Martre et Pessade –voir chapitre 5) se situent dans le massif volcanique du Mont Dore et plus précisément :

- Le captage de La Martre est implanté au sein de tufs et projections cinéritiques, dont l'accumulation constitue des masses considérables, qui peuvent être ainsi assimilées à des roches sédimentaires
- Le captage de Pessade est implanté sur des roches volcaniques du Mont Dore, de type doréite (lave grise à aspect andésitique).

La zone de localisation des captages se trouve sur des coulées basaltiques antérieures à la formation de la chaîne des Puys. Ces coulées sont perméables en grande partie en raison de leur fissuration. Elles contiennent des nappes aquifères qui affleurent à la faveur des dépressions topographiques. Il s'agit d'une eau assez superficielle.

D'après M. HENOU, hydrogéologue agréé : La source de la Martre apparaît dans des brèches cinéritiques, qui constituent un milieu poreux lorsque les brèches sont peu argileuses. Lorsque les grains sont très fins, elles peuvent constituer un milieu imperméable en petit, mais perméable en grand par des fissures dans la formation. Les projections peuvent avoir été formées en plusieurs périodes et constituer des couches distinctes, auquel cas, des sources peuvent apparaître entre deux séries de projection.

L'aquifère de la source de Pessade est constituée des coulées volcaniques type doréite, mais il est vraisemblable que la source apparaisse au contact de deux coulées. En effet, la situation de la source au sein et non en périphérie de la formation doréitique semble un argument en faveur de cette hypothèse. Il s'agit d'un aquifère de type fissuré. La pluie tombant sur cette formation s'infiltre directement et atteint le plancher de la coulée au contact de la coulée inférieure. Le mur doit se faire par des formations scoriacées imperméables.

(Source : Etude diagnostique eau potable, CETI, décembre 2016)

c. Qualité des eaux souterraines

Quel est l'objectif ?

La directive cadre sur l'eau définit le bon état comme l'objectif à atteindre pour toutes les eaux : cours d'eau, plans d'eau, estuaires, eaux côtières et nappes. L'échéance à laquelle le bon état devra être atteint est fixée dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux – le SDAGE : 2015, 2021 ou 2027. En Loire-Bretagne, 61 % des cours d'eau doivent être en bon état écologique d'ici 2015, contre environ 30 % actuellement. Chaque année, la mesure de l'état des eaux indique le chemin qu'il reste à faire pour atteindre cet objectif.

Source : <http://www.eau-loire-bretagne.fr>

Bassin Loire-Bretagne Département : PUY-DE-DOME

Etat chimique 2013 des eaux souterraines

Données 2008 à 2013

Etat et objectifs chimiques

Masses d'eau en bon état

- Bon état et objectif 2015
- Bon état et objectif 2021 ou 2027

Masses d'eau en état médiocre et objectif 2021 ou 2027

- Cause nitrates
- Cause pesticides
- Cause nitrates et pesticides

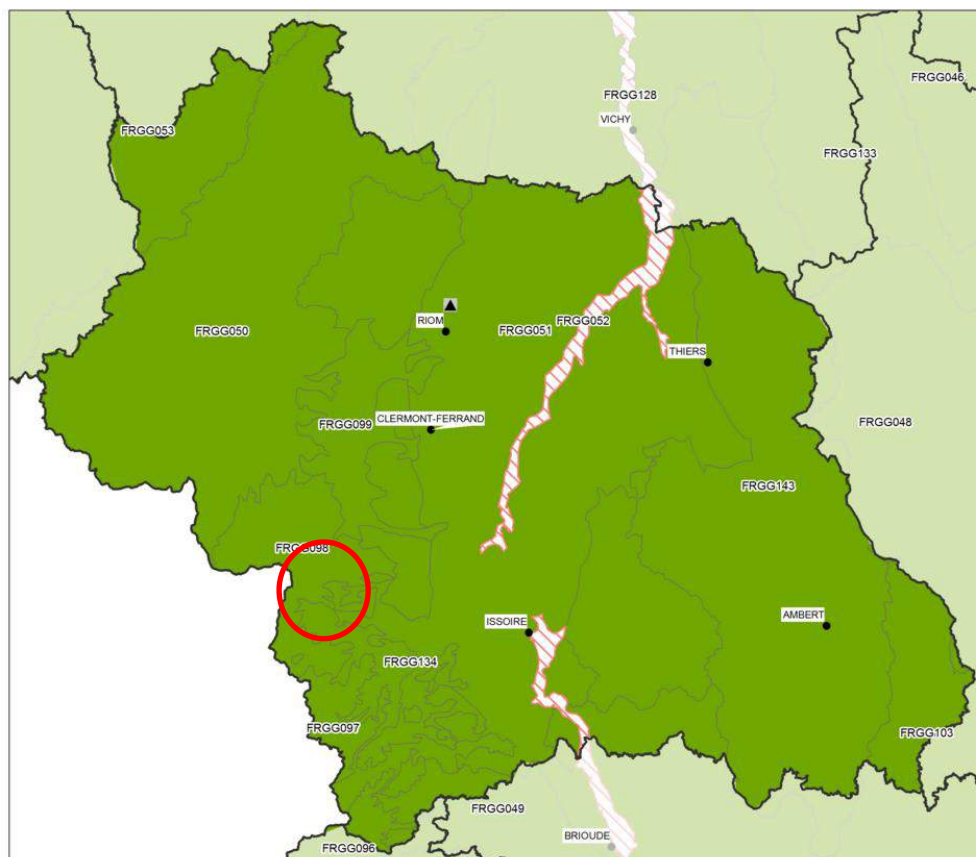
Tendance significative et durable à la hausse

- Cause nitrates
- Cause pesticides
- Cause nitrates et pesticides

- villes principales
- départements

0 7 14
Kilomètres

©BD CarThAgE Loire-Bretagne 2010 - DEP - 23/11/2015
Agence de l'eau Loire Bretagne 2013



(Source : <http://www.eau-loire-bretagne.fr>) – mise à jour 12/01/2016

A Saulzet-le-Froid, la qualité des eaux souterraines est bonne. L'objectif de bon état chimique devrait être atteint en 2015.

d. Quantité des eaux superficielles

La rivière Allier est la colonne vertébrale du SAGE Allier aval. Son débit moyen annuel passe de 29 m³/s à l'amont du territoire à 150 m³/s environ à sa confluence avec la Loire. Les principales augmentations sont liées à l'**Alagnon** (+12 m³/s), à la **Dore** (+20 m³/s), et à la **Sioule** (+25 m³/s).

Les autres affluents sont de faible importance : les plus importants sont la Couze Pavin (4,6 m³/s) et la Morge (module de 4,3 m³/s). A l'aval de Moulins, les affluents amènent peu de débit.

■ Étiages

En hydrologie, l'étiage correspond statistiquement (sur plusieurs années) à la période de l'année où le débit d'un cours d'eau atteint son point le plus bas (basses eaux). Cette valeur est annuelle. Il intervient pendant une période de tarissement et est dû à une sécheresse forte et prolongée qui peut être fortement aggravée par des températures élevées favorisant l'évaporation, et par les pompes agricoles à fin d'irrigation.

Autrefois très sévères, les étiages de l'Allier sont à présent soutenus par la retenue de Naussac.

Cependant certains affluents de l'Allier peuvent présenter une faiblesse des étiages, notamment dans la plaine de la Limagne. Les affluents du Jolan, de la Sep, de l'Ailloux, de la Bieudre et de la Burge connaissent des étiages particulièrement sévères du fait de la nature géologique granitique qui n'offre pas de ressources souterraines importantes.

Les étiages les plus sévères connus sont ceux de 1949, avec des débits relevés de 0,5 m³/s à Vieille-Brioude et 6 m³/s au Bec d'Allier et ceux de 2003 et 2005. En 2003, la situation a conduit à des rééquilibrages de gestion afin que Naussac soutienne le débit de la Loire à l'aval de Nevers.

Cependant, durant ces étés, les affluents ont été particulièrement touchés.

En cas d'étiage sévère, la définition des ordres de lâchure de soutien d'étiage, coordonnée entre Villerest et Naussac, est assurée par l'Établissement Public Loire à Orléans avec l'appui de la Direction Régionale de l'Environnement du Centre sur la base de données recueillies par le réseau CRISTAL. Des objectifs de soutien d'étiage en différents points de la rivière Allier sont définis par ordre de priorité.

Des mesures de restriction ou d'interdiction provisoire des usages de l'eau peuvent être prises par les préfets par l'intermédiaire des arrêtés-cadres de sécheresse qui fixent les débits seuils de vigilance, d'alerte, de crise et de crise grave. A titre d'exemple, en juillet 2003, un arrêté a défini des mesures coordonnées de restriction des usages de l'eau sur l'ensemble des bassins de la Loire et de l'Allier portant sur les usages non prioritaires (arrosage des pelouses, nettoyage des voitures, lavage des voies et des trottoirs, remplissage des piscines), ainsi que pour l'irrigation en journée, des usages industriels non indispensables.

Des arrêtés cadres sécheresse existent dans les 5 départements concernés par le SAGE.

■ Crues

Ce sont les pluies mixtes (précipitations cévenoles relayées à l'aval par des perturbations océaniques) qui entraînent les crues les plus dommageables et les plus fréquentes.

Les débits de crue décennale de l'Allier passent de 740 m³/s à l'amont à 1100 m³/s à l'aval en passant par un maximum à Moulins (1300 m³/s en décennal). La crue du 6 décembre 2003 (1550 m³/s au Veudre) a une période de retour estimée à 20 ou 30 ans.

Les débits de crue centennale sont estimés pour quelques stations de l'Allier, avec une certaine réserve : Vieille-Brioude (2300 m³/s), Vic-le-Comte (2500 à 3000 m³/s), Vichy (3720 m³/s), Moulins (4000 m³/s), Veudre (3500 m³/s). La crue de 1866 (3690 m³/s au Veudre) a une période de retour estimée à 150 ans.

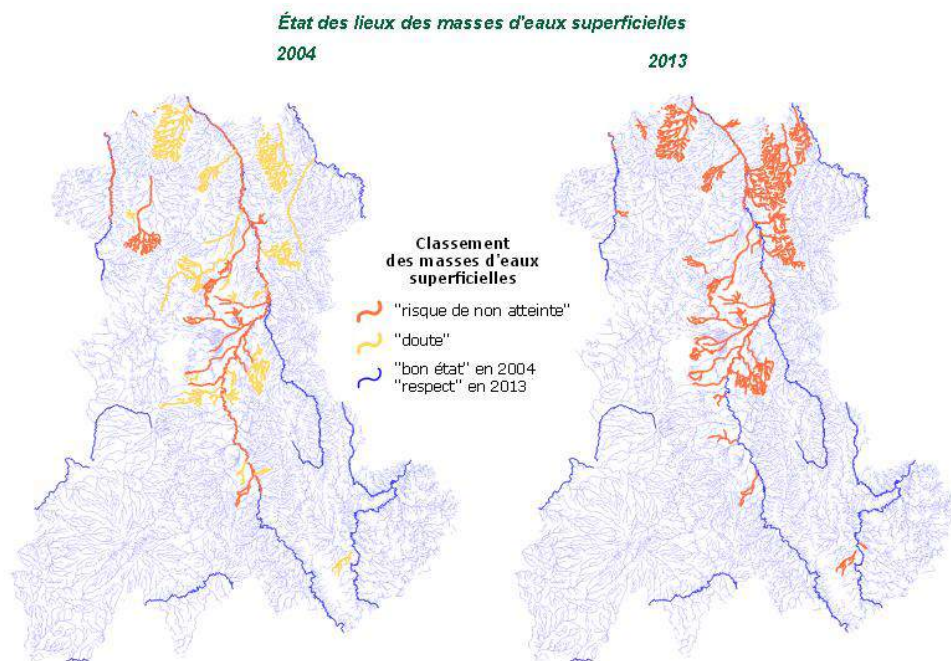
e. Qualité des eaux superficielles

■ Etat des eaux de surface sur le Puy-de-Dôme (mis à jour : 12/01/2016).

L'état des eaux de surface (rivières, plans d'eau et eaux littorales) est évalué chaque année. Il est identifié, sur des cartes par département, par 5 couleurs bleu (très bon état), vert (bon état), jaune (état moyen), orange (état médiocre) et rouge (mauvais état).

Les couleurs sont représentées par un trait plein ou pointillé en fonction du niveau de confiance. Le trait plein indique que nous avons les données nécessaires pour une évaluation complète, ou que les données disponibles sont cohérentes entre elles et avec les perturbations du milieu. Le trait pointillé indique qu'il n'y a pas assez de données disponibles et/ou qu'elles ne sont pas cohérentes entre elles ou avec les perturbations du milieu.

(Source : <http://www.eau-loire-bretagne.fr/>)



(Source : www.fredon-auvergne.fr)

Loin de réaliser l'objectif de « bon état 2015 », la qualité des masses d'eaux c'est plutôt dégradé entre 2004 et 2013

Quel est l'objectif ?

La directive cadre sur l'eau définit le bon état comme l'objectif à atteindre pour toutes les eaux : cours d'eau, plans d'eau, estuaires, eaux côtières et nappes. L'échéance à laquelle le bon état devra être atteint est fixée dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux – le Sdage : 2015, 2021 ou 2027. En Loire-Bretagne, 61 % des cours d'eau doivent être en bon état écologique d'ici 2015, contre environ 30 % actuellement. Chaque année, la mesure de l'état des eaux indique le chemin qu'il reste à faire pour atteindre cet objectif.

Source : <http://www.eau-loire-bretagne.fr>

Le bon état écologique correspond à un bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

Il s'évalue au travers d'une biodiversité qui ne s'éloigne que modérément de ce que serait la biodiversité originelle, sans intervention de l'homme.

L'état écologique se décline en cinq classes, représentées chacune par une couleur : **très bon état**, **bon état**, **état moyen**, **état médiocre**, **mauvais état**.

Pour chaque évaluation, un niveau de confiance.

Ce niveau peut être faible, moyen ou élevé selon la disponibilité et la cohérence des données. La bonne prise en compte de ce niveau de confiance est essentielle.

Source : <http://www.eau-loire-bretagne.fr>

Bassin Loire-Bretagne

Département : PUY-DE-DOME

Etat ou potentiel écologique et niveau de confiance de l'état

Cours d'eau

Etat	Niveau de confiance de l'état
Très bon	Élevé
Bon	Élevé
Moyen	Moyen
Médiocre	Moyen
Mauvais	Moyen
	Faible

Plans d'eau, estuaires et eaux côtières

Niveau de confiance de l'état	Etat ou potentiel écologique
Élevé (E)	Très bon
Moyen (M)	Bon
Faible (F)	Moyen
	Médiocre
	Mauvais
	Information non disponible

MEFM MEA	MEFM MEA
MEN	Masse d'eau surfacique

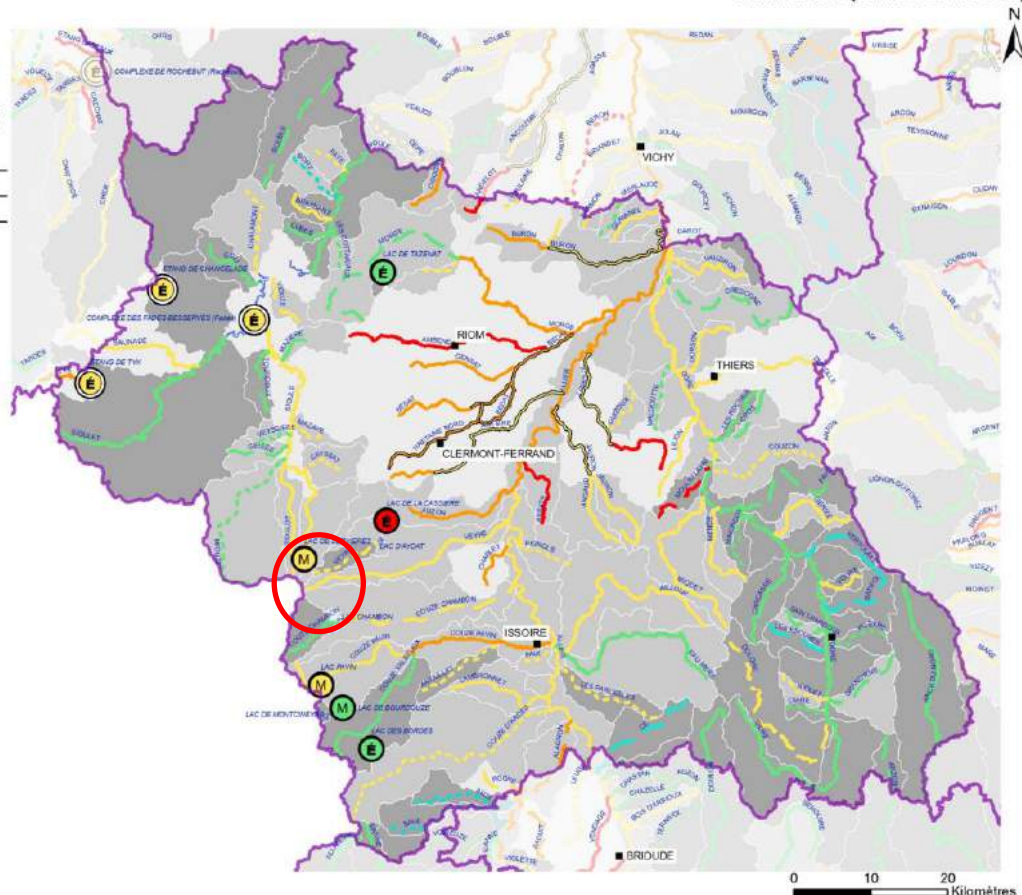
Echéances des objectifs

2015
2021
2027
objectif moins strict
villes principales
limite départementale

© 2013 CnThAgE Loire-Bretagne 2010 - DEP - 05/11/2015
Agence de l'eau Loire-Bretagne

Etat écologique 2013 des eaux de surface

Cours d'eau (données 2011 à 2013)
Plans d'eau (données 2008 à 2013)
Eaux littorales (données 2011 à 2013)



Source : Agence de l'eau Loire-Bretagne. Mise à jour en 2013

La Veyre

La Veyre est en état Moyen (niveau de confiance élevé). Les objectifs sont maintenus pour 2015

■ L'Allier

Selon l'Agence Loire-Bretagne, en 2011, date des dernières publications, l'état écologique de l'Allier est médiocre pour un niveau de confiance de l'état est élevé.

L'objectif de bon état écologique a été repoussé à 2021.

L'Allier est la rivière la plus importante du département où elle est en deuxième catégorie piscicole. Elle a un profil de rivière de plaine et mesure plus de 50 mètres de large pour une profondeur parfois supérieure à 2 mètres. Elle présente une grande diversité de faciès morphodynamiques et de substrats.

- Une grande partie de la vallée de l'ALLIER est une région de grandes cultures (céréaliculture intensive avec dominance du maïs irrigué).
- La nappe alluviale est très sollicitée pour l'alimentation en eau potable et pour l'irrigation. Toutefois, le taux de prélèvement semble modéré en regard de la ressource disponible.
- Présence d'anciennes zones d'extraction de granulats dans la partie alluviale.

La station du réseau DCE la plus proche est celle de Cournon-d'Auvergne (station 04031000, sur l'Allier)

- Qualité biologique, macroinvertébrés

limites des classes d'état IBGN DCE* pour cette station				
très bon	bon	moyen	médiocre	mauvais
> ou = 18	17 à 15	14 à 11	10 à 6	< ou = 5

* valeurs seuil arrêté du 25 janvier 2010

		2007	2008	2009	2010	2011
DCE 12 prélèvements	Effectif total	1613	2996	1661	2388	3408
	u.s. famille	39	40	33	37	46
	u.s. genre	46	52	46	49	58
IBGN DCE 8 prélèvements	Effectif total	1300	2357	1202	1561	2910
	u.s. famille	35	36	33	31	40
	GFI	7	7	8	8	8
	Taxon indicateur	Leuctridae	Leuctridae	Brachycentridae	Brachycentridae	Brachycentridae
	Note	16	16	17	16	18
	Robustesse	14	15	15	15	17

u.s. : nombre d'unité systématique

GFI : Groupe Faunistique Indicateur

- Qualité biologique, diatomées

limites des classes d'état IBD* pour cette station				
très bon	bon	moyen	médiocre	mauvais
> ou = 18	17.9 à 16	15.9 à 13	12.9 à 9.5	< 9.5

* valeurs seuil arrêté du 25 janvier 2010

	2007	2008	2009	2010	2011
IBD	11.6	11.2	11.0	13.5	12.4
IPS	11.8	11.0	10.3	13.4	11.9

Classe de qualité Indice Biologique Diatomée (IBD) OMNIDIA v3

IPS : Indice de Polluosensibilité

- Qualité biologique, macrophytes

Niveau trophique de l'eau				
Très faible	Faible	Moyen	Fort	Très élevé
IBMR > 14	14 >= IBMR > 12	12 >= IBMR > 10	10 >= IBMR > 8	IBMR <= 8

D'après la norme détermination de l'IBMR NF T90-395 d'octobre 2003

	2008	2010	2012	
IBMR	9.86	10.24		
Robustesse	9.66	9.21		

→ Qualité physico-chimique

limites des classes d'état					
	très bon	bon	moyen	médiocre	mauvais
	1	2	3	4	5
	2007	2008	2009	2010	2011
BILAN OXYGENE	2	1	1	1	2
NUTRIMENTS	2	3	2	2	2
TEMPERATURE	3	2	3	3	1
ACIDIFICATION	2	1	1	1	1
limites des classes de qualité SEQUEAU					
	très bon	bon	moyen	médiocre	mauvais
	100-80	79-60	59 à 40	39 à 20	<20
	2007	2008	2009	2010	2011
MOOX	61	57	66	82	75
AZOT	76	72	62	78	76
NITR	70	68	67	67	66
PHOS	73	55	68	74	71
EPRV	77	80	78	74	80

f. Les macropolluants dans les eaux

Les macropolluants sont des substances plus ou moins nocives pour les milieux aquatiques lorsqu'elles dépassent certains seuils de concentration. Les nutriments, comme l'azote et le phosphore, les matières organiques et les matières en suspension appartiennent à cette catégorie. Ils se distinguent des micropolluants (pesticides, produits chimiques, métaux), qui sont toxiques à très faibles doses.

Ils peuvent être présents naturellement dans l'eau mais l'activité humaine en accroît les teneurs par ses rejets d'eaux usées, industrielles ou domestiques, ou par ses pratiques agricoles.

L'azote et le phosphore sont le plus souvent présents dans les milieux aquatiques sous forme de nitrates et de phosphates. Les nitrates sont ainsi devenus les plus emblématiques des macropolluants car ils sont retrouvés à de fortes concentrations dans tous les milieux aquatiques : cours d'eau, plans d'eau et eaux souterraines.

Ce n'est pas le cas des autres macropolluants qui sont surtout problématiques dans les eaux superficielles, car nuisibles en excès pour la faune et la flore qu'ils contribuent à asphyxier : les phosphates participent avec les nitrates, à l'eutrophisation des cours d'eau, les matières organiques génèrent une consommation d'oxygène accrue au détriment de la faune et de la flore.

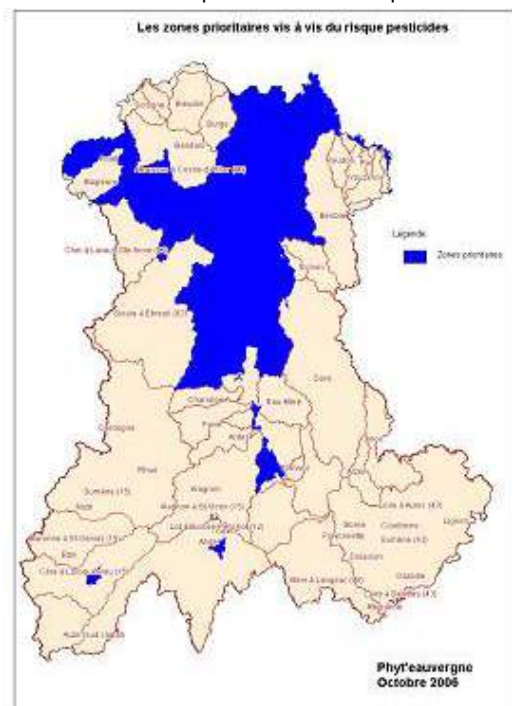
Le taux d'oxygène dans les eaux superficielles est donc un bon indicateur de la qualité de l'eau. Il est estimé par la mesure de 3 paramètres : l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biologique en oxygène (DBO5).

Les directives européennes, directive « Nitrates » instaurée en 1991, et directive cadre sur l'eau ou DCE, en 2000, imposent un cadre réglementaire afin de protéger les milieux aquatiques, notamment contre ces macropolluants. Ces deux directives sont accompagnées de réseaux de suivi de la qualité des eaux afin de contrôler l'efficacité des mesures prises pour enrayer, puis inverser les tendances de dégradation des eaux.

g. Les pesticides (source : Phyt'Auvergne)

Définition de la qualité physicochimique de l'eau et son aptitude à favoriser de bonnes conditions de vie nécessaires aux différents organismes aquatiques.

Le groupe phyt'auvergne a identifié des bassins prioritaires pour la prise en compte du risque de pollution par les phytosanitaires. Cette carte constitue pour eux un des supports de travail pour l'orientation des différents programmes qui concernent la pollution des eaux (Plan Végétal Environnement (PVE), Mesures Agro-

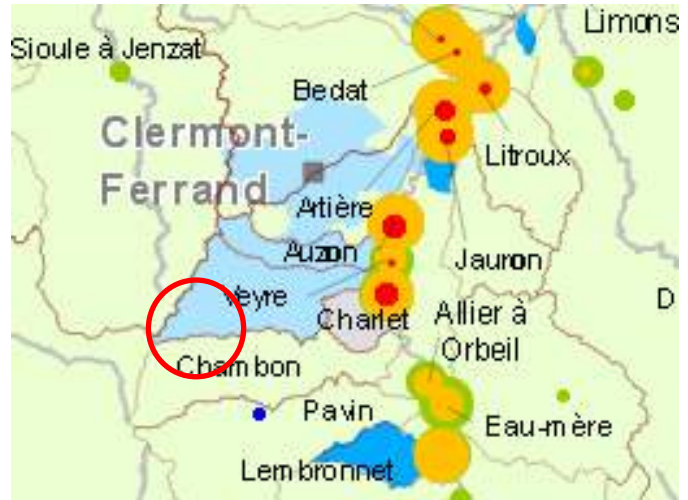


Environnementales (MAE),...). A partir de 2007, le Groupe phyt'auvergne a souhaité informer les acteurs locaux des « zones prioritaires vis-à-vis du risque pesticides » sur les enjeux et sur les modalités pour lutter contre la pollution de l'eau par les produits phytosanitaires sur leur secteur. Pour cela, un programme étalé sur 4 ans de réunions d'information sur les zones prioritaires a été prévu.

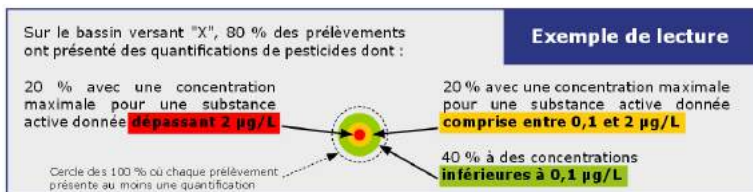
2004/2008



2009/2012



2013



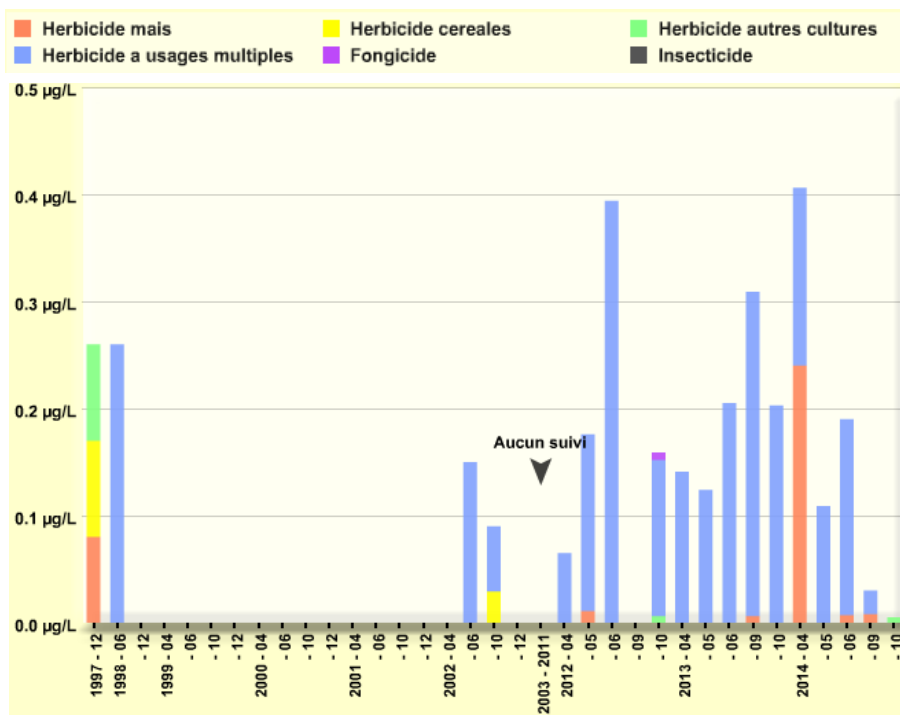
Les conditions météorologiques du printemps 2013, globalement humides, ont favorisé la présence de maladies sur les cultures ainsi que la repousse régulière de végétation indésirable dans les cultures et dans les zones non agricoles. Malgré ces conditions, le nombre de traitements herbicides et fongicides n'a globalement pas été supérieur à celui des années précédentes (conditions d'application pas forcément propices). Les pluies régulières tout au long de l'année ont favorisé les risques de transfert de produits phytosanitaires vers les eaux. Mais les débits relativement importants des cours d'eau tout au long de l'année ont permis une plus grande dilution des pollutions potentielles.

Le niveau de contamination des eaux par les produits phytosanitaires n'est pas anodin tant pour les eaux courantes que les eaux superficielles sur l'ensemble de la région. Une enquête réalisée par Phyt'auvergne en 2004 comptabilise 800 tonnes de matières actives (à usage agricole) vendue dans la région Auvergne.

Les secteurs qui présentent une contamination régulière des eaux sont ceux situés en zones de culture et/ou en zones urbanisées. Le constat réalisé par Phyt'auvergne n'évolue pas depuis 10 ans et aucune amélioration de la qualité des eaux superficielles n'est constatée.

La FREDON Auvergne assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre du réseau de surveillance régionale **PHYT'EAUVERGNE** de la qualité des eaux vis-à-vis des produits phytosanitaires. Elle en assure la gestion et une partie des prélèvements mais aussi la gestion, l'interprétation, la mise en forme et la diffusion des résultats d'analyse. Le site Internet de PHYT'EAUVERGNE (que la FREDON Auvergne a créé et dont elle a la charge) permet d'avoir accès à l'ensemble des résultats sur chaque territoire, que ce soit dans les cours d'eau ou dans les eaux souterraines

■ Le bassin versant du Chambon



Périodes de détection Il ne ressort pas de période spécifique présentant plus de détections. A noter que le Chambon n'a pas été suivi depuis sur la période 2003-2011.

Usages des molécules détectées Des molécules d'usages différents ont été détectées.

Deux herbicide utilisé sur la culture du maïs ont été détectés.

Un herbicide utilisé sur les cultures de céréales a été détecté 2 fois : le chlortoluron.

Trois herbicides utilisés sur d'autres cultures ont été détectés.

Cinq herbicides à usages multiples (utilisés pour le désherbage des allées, des parcs, des jardins, des voies de communications,... ou en agriculture) ont été détectés ponctuellement sur la période 1997-2002 puis régulièrement sur 2012-2013. Sur cette dernière période, il s'agit principalement du glyphosate et de sa première molécule de dégradation : l'AMPA.

Un fongicide a été détecté à une très faible concentration : le carbendazime.

Aucun insecticide n'a été détecté.

Nombre de molécules différentes détectées 12 molécules différentes ont été détectées sur l'ensemble des recherches effectuées.

Concentrations des molécules détectées Les cumuls de concentrations sont, pour chaque prélèvement, inférieurs à 0,5 µg/L. Plusieurs détections ont dépassé le seuil de 0,1 µg/L, toutes concernaient des herbicides à usages multiples (utilisés pour le désherbage des allées, des parcs, des jardins, des voies de communications,... ou en agriculture).

Niveau global de contamination Niveau faible

critère La concentration cumulée est supérieure à 0,5 µg/L dans :

- moins de 10% des prélèvements => niveau faible
- entre 10% et 50% des prélèvements => niveau moyen
- au moins 50% des prélèvements => niveau fort

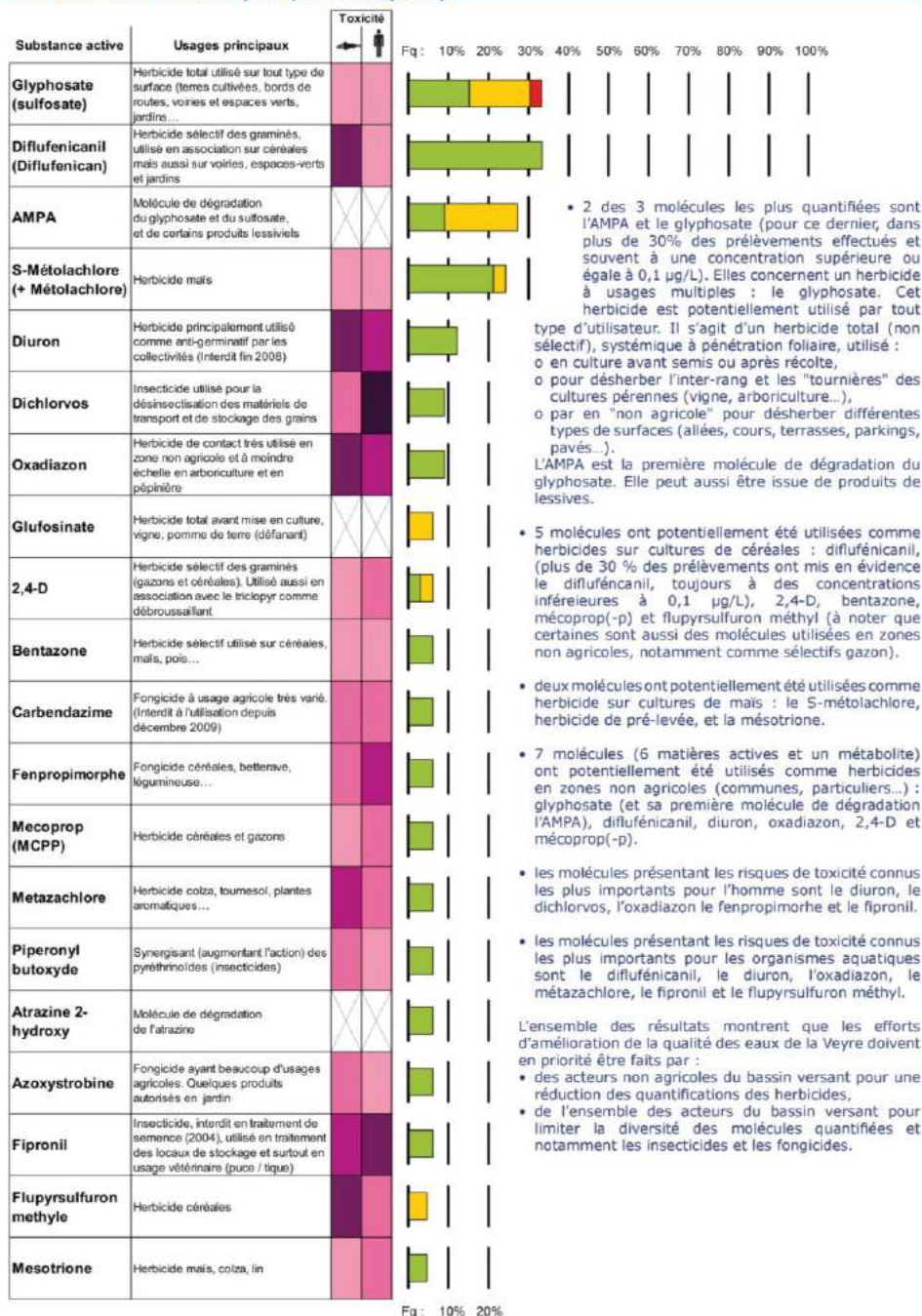
Tendance Les résultats disponibles ne montrent ni une amélioration ni une détérioration de la qualité de l'eau du bassin versant du Chambon.

Attention : pour l'interprétation des tendances, il est important de tenir compte de l'ensemble des mécanismes de transfert de produits phytosanitaires, et notamment les conditions climatiques qui peuvent être très différentes d'une année sur l'autre. (cf "Informations nécessaires à l'interprétation des résultats d'analyse" et "Mécanismes de transfert")

■ **Le bassin versant de la Veyre**

2004 - 2012

Les substances actives les plus quantifiées (suite)



ENJEUX

- La qualité et la quantité des ressources en eau.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Définir une ambition démographique pour le développement des prochaines années, en compatibilité avec les moyens techniques de la commune et les capacités des ressources naturelles.
- Préserver les cours d'eau (trames bleues) et leurs abords (zones humides, trames vertes).

5. L'eau potable

■ Rappel de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992

Article 1 : L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

Article 2 – Les dispositions de la présente loi ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Cette gestion équilibrée vise à assurer :

- la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides (...)
- la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines (...)
- le développement et la protection de la ressource en eau
- la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource.

De manière à satisfaire ou à concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

- de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population
- de la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations (...).

a. Diagnostic du réseau communal

(source : Etude diagnostique eau potable, CETI, décembre 2016)

Les réseaux de distribution d'eau potable sur la commune de Saulzet-le-Froid sont en régie communale.

En 2014, la commune comptait 218 abonnés dont 184 actifs.

L'alimentation des abonnés est réalisée via 2 réseaux de distribution distincts :

- le réseau du bourg, qui alimente toute la partie Est de la commune,
- le réseau de Pessade, qui alimente uniquement le village du même nom.

■ Le réseau du bourg :

Ce réseau d'une longueur de 10.5 km environ, dessert la majorité des habitants de la commune, hormis le village de Pessade, soit environ 210 habitants. Il est alimenté par un unique captage, le captage de la Martre. De ce captage, partent 2 conduites d'adduction :

- Une première qui alimente directement le village de La Martre (25 abonnés), et qui ne dispose pas de réservoir.

- Une seconde qui alimente le réservoir du Bourg. Ce réservoir, d'une capacité de 100 m3, est équipé :

*d'un robinet flotteur sur l'arrivée des eaux du captage, qui permet de rejeter le surplus des eaux captées au niveau du captage

*d'une conduite de distribution alimentant les hameaux d'Espinasse et La Maison Bleue (53 abonnés)

*d'une conduite de distribution alimentant le Bourg de Saulzet-le-Froid puis les hameaux de Souverand et Zanières (104 abonnés)

Le captage de la Martre a été réalisé en 1933 pour permettre initialement l'approvisionnement en eau du village de la Martre. Il est situé au sein d'une parcelle agricole pacagée, en pieds de talus semi-circulaire. Une clôture sommaire existe sur le front de talus, où sont captées les eaux. A proximité du captage, des drainages de surface ont été réalisés afin de favoriser l'écoulement des eaux superficielles. En amont du captage, on retrouve quelques terres agricoles, qui laissent place peu à peu au bois de Pessade. Dans le bassin versant topographique, on note également la présence de :

- la route départementale 789, qui ne dessert que le village de Pessade,
- la partie Nord du village de Pessade, caractérisée par l'implantation du centre « Pessade Pleine Nature »

Le réseau de distribution de la Martre a été refait en grande partie en 1997 (sauf conduite d'adduction qui daterait des années 1980 et 2006 pour la partie haute). Il est constitué d'une conduite d'adduction en PVC 125 mm d'environ 1100 ml jusqu'à l'entrée du village. Ensuite, le réseau de distribution est constitué d'une antenne principale en PVC 90 mm, alimentant des antennes secondaires en PVC de diamètre variant de 50 à 75 mm. Le linéaire du réseau de distribution au sein du village (après compteur de production) avoisine 500 ml.

Le réseau de distribution du Bourg a été réalisé à la fin des années 1960.

La conduite d'adduction entre le captage de La Martre et le réservoir du Bourg a été refaite en 2006. Elle est constituée de PVC 125 mm sur un linéaire d'environ 1600 ml.

Le réseau de distribution alimentant les hameaux d'Espinasse et de La Maison Bleue est constitué d'une antenne principale en PVC 90 mm, et d'antennes secondaires en PVC de diamètre variant de 40 à 63 mm. Le linéaire de ce réseau avoisine 2500 ml.

Le réseau de distribution alimentant le Bourg et les hameaux de Souverand et Zanières est constitué d'une antenne principale en PVC 110 mm puis 90 mm en sortie du bourg, et d'antennes secondaires en PVC de diamètre variant de 40 à 75 mm. Le linéaire de ce réseau avoisine 4700 ml. Une antenne de réseau, d'une longueur de 365 ml et alimentant l'Est du hameau de Souverand a été réalisée dans les années 2000.

Ce réseau dispose d'un unique réservoir d'un volume de 100 m³, qui dessert uniquement les secteurs d'Espinasse, du Bourg, de Souverand et de Zanières. Le secteur de la Martre est directement alimenté par le captage de La Martre, et ne dispose d'aucune réserve.

En 2014, la production moyenne en sortie du réservoir du Bourg était de 45 089 m³/an soit 123 m³/j, ce qui représente un temps de séjour moyen dans le réservoir de 0,8 jour. Ce faible temps de séjour permet d'éviter tout développement bactérien mais ne permet pas d'assurer une grande autonomie en cas de problème sur la ressource.

■ Le réseau de Pessade:

Ce réseau d'une longueur de 1,5 km environ dessert le village de Pessade, soit environ 50 habitants. Il est alimenté par le captage de Pessade, via un réservoir de stockage d'une capacité de 100 m³. Ce réservoir est équipé :

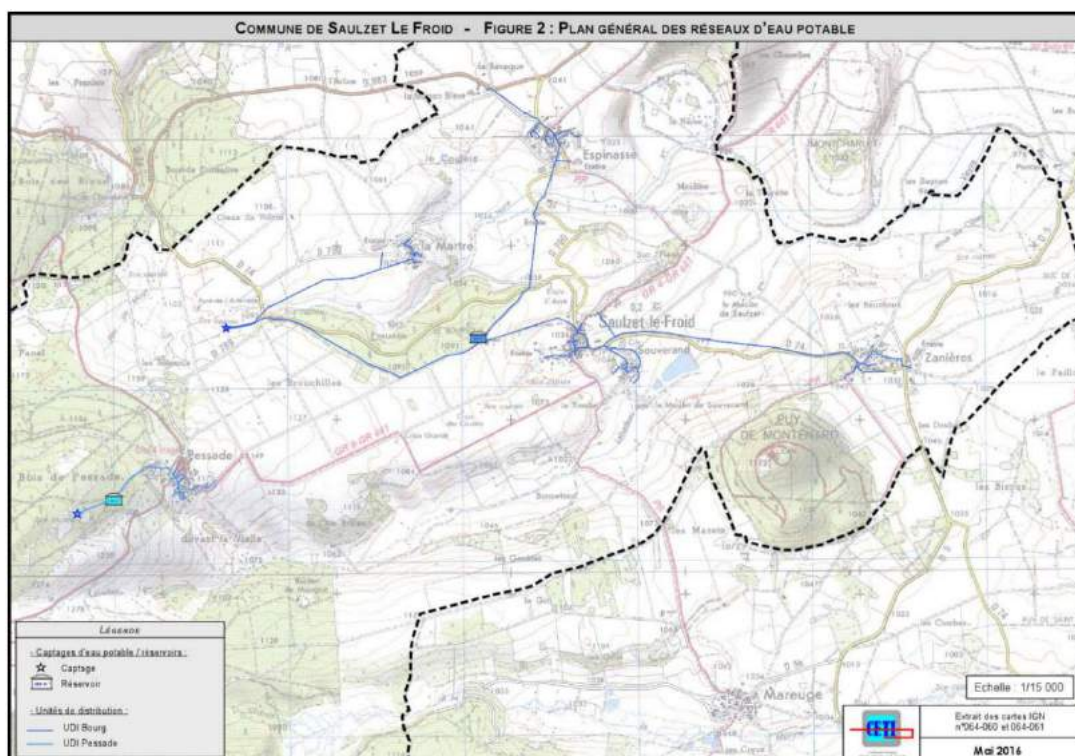
- d'une conduite de distribution alimentant le hameau de Pessade (35 abonnés)
- d'un premier trop plein qui permet d'alimenter les fontaines du village et des points d'eau pour le bétail
- d'un second trop plein pour évacuer les eaux captées excédentaires.

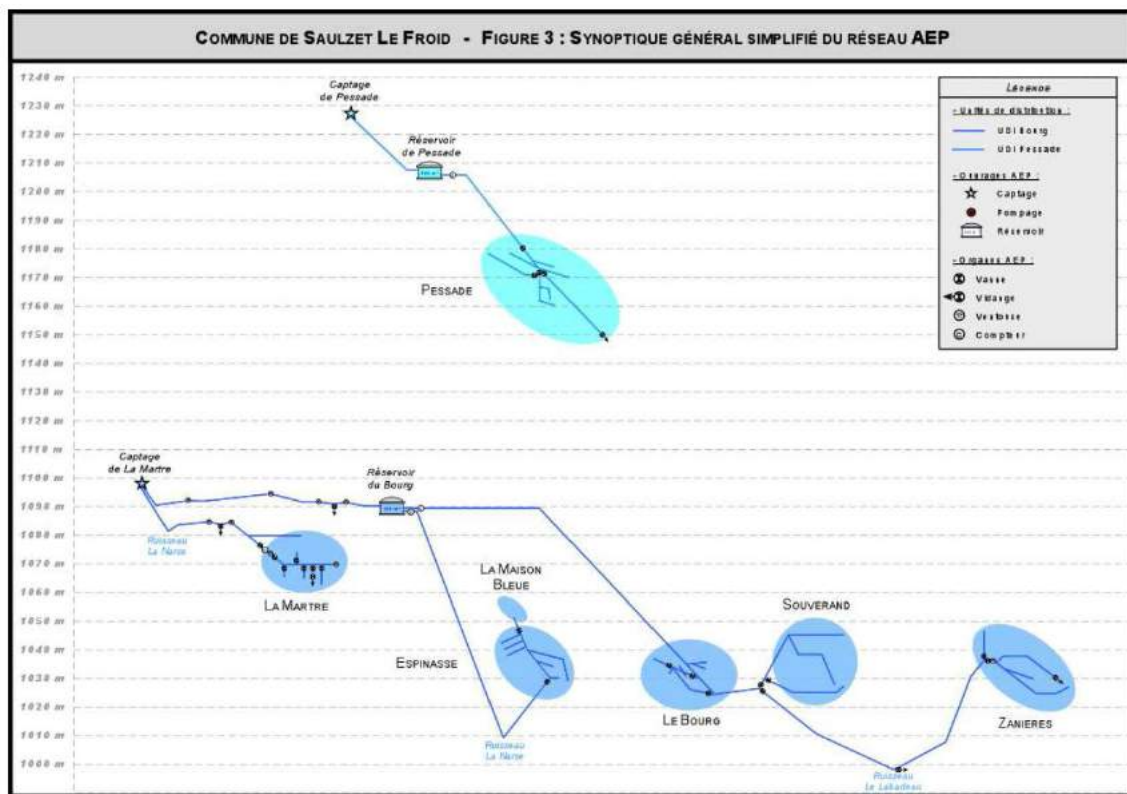
Le captage de Pessade a été réalisé en 1922 puis reconstruit en 1972, date à laquelle a été créé le réseau de distribution de Pessade.

Ce réseau est constitué d'une conduite d'adduction en PVC 90 mm sur un linéaire de 220 m entre le captage et le réservoir. Le réseau de distribution en aval du réservoir est constitué d'une antenne principale en PVC 90 mm et d'antennes secondaires en PVC de diamètre inconnu. Le linéaire du réseau de distribution avoisine 1220 ml.

Le captage de Pessade est implanté au sein d'une clairière située dans le bois de Pessade. Cette clairière est peu à peu envahie par de la végétation arbustive dense. Aucune clôture ne protège le captage. Au-delà de cette clairière, les terrains sont occupés par des bois et taillis, principalement constitués de résineux. L'ensemble du bassin versant est implanté sur une seule parcelle boisée, découpée par de nombreuses pistes forestières, balisées pour les randonnées en skis de fond et raquettes.

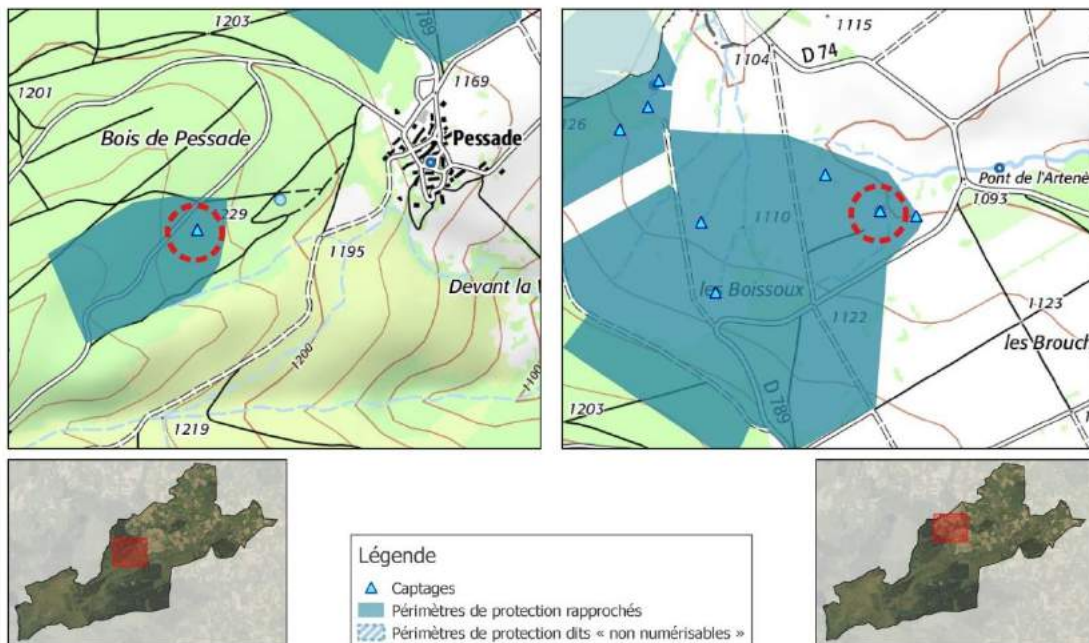
Ce réseau dispose d'un réservoir d'un volume de 100 m³, et ne dessert que le village de Pessade. En 2014, la production moyenne en sortie du réservoir de Pessade était de 2 876 m³/an soit 8 m³/j, ce qui représente un temps de séjour moyen dans le réservoir de 12,5 jours. En réalité, ce réservoir reçoit la totalité du débit capté au niveau du captage de Pessade, et le surplus non consommé permet d'alimenter, via le trop plein, les fontaines du village et des points d'eau pour les bestiaux. Dans ce cas, la réserve d'eau est renouvelée au rythme de la production du captage, soit environ 72 m³/j, soit un temps de séjour dans le réservoir qui avoisine 1,4 jours.





**Captage : PESSADE
(COMMUNE)**

Captage : LA MARTRE



Des analyses qualitatives sont effectuées régulièrement. Les données issues de l'ARS (*Fiche qualité de l'eau Bilan 2014*) concluent que la qualité de l'eau peut encore être améliorée car elle peut présenter un caractère agressif vis-à-vis des réseaux de distribution.

Quelle eau buvez vous ?

Unité de Distribution PESSADE

Bilan 2014

Gestionnaires

Maire d'ouvrage
MAIRIE DE SAULZET LE FROID
Exploitant
MAIRIE DE SAULZET LE FROID

Ressource

Vous êtes alimentés par 1 captage :
• PESSADE (COMMUNE)
Autorisé par arrêté préfectoral du : 25/02/2008

Traitement

Votre eau n'est pas traitée.

Bactériologie

Recherche de germes indicateurs d'une contamination fécale

Pourcentage de conformité des 13 valeurs mesurées : 100,0 %
Maximum : 0 germe/100 ml
Limites de qualité : 0 germe/100 ml
Eau de bonne qualité.

Minéralisation

Exprimée par le TH (dureté) = teneur en calcium et magnésium

3 valeurs mesurées : mini : 1,0 °F – maxi : 1,8 °F – moyenne : 1,5 °F
Références de qualité : mini : aucune – maxi : aucune

Eau douce, très peu calcaire.
Cette eau peut présenter un caractère agressif vis à vis des réseaux de distribution (plomb notamment, ...).

aluminium total

Se présente présent dans les compteurs utilisés dans le traitement de l'eau (polymer)

1 valeur mesurée : mini : 22,0 µg/l – maxi : 22,0 µg/l – moyenne : 22,0 µg/l
Références de qualité : mini : aucune – maxi : 200 µg/l

Le faible nombre de mesure de l'aluminium ne permet pas de qualifier ce paramètre.

Nitrates

Substances présentes principalement dans les pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels

3 valeurs mesurées : mini : 1,5 mg/L – maxi : 3,2 mg/L – moyenne : 2,0 mg/L
Limites de qualité : mini : aucune – maxi : 50 mg/L

Eau présentant peu ou pas de nitrates.

Pesticides

Produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber

2 valeurs mesurées : mini : 0,0 µg/l – maxi : 0,9 µg/l – moyenne : 0,9 µg/l
Limites de qualité : mini : aucune – maxi : 0,5 µg/l

Le faible nombre de mesure des pesticides ne permet pas de qualifier ce paramètre.

Arsenic

Élément présent naturellement présent dans le sol et le sous-sol du massif central

1 valeur mesurée : mini : 0 µg/l – maxi : 0 µg/l – moyenne : 0 µg/l
Limites de qualité : mini : aucune – maxi : 10 µg/l

Eau présentant peu ou pas d'arsenic.

Conclusion

LA QUALITE DE L'EAU PEUT ENCORE ETRE AMELIOREE. En effet l'eau peut présenter un caractère agressif vis-à-vis des réseaux de distribution.



Délégation territoriale du Puy de Dôme
80 avenue du 11 novembre 1918
CLERMONT FERRAND
04 70 74 49 30

Quelle eau buvez vous ?

Unité de Distribution SAULZET LE FROID

Bilan 2014

Gestionnaires

Maire d'ouvrage
MAIRIE DE SAULZET LE FROID
Exploitant
MAIRIE DE SAULZET LE FROID

Ressource

Vous êtes alimentés par 1 captage :
• LA MARTRE
Autorisé par arrêté préfectoral du : 25/02/2008

Traitement

Votre eau n'est pas traitée.

Bactériologie

Recherche de germes indicateurs d'une contamination fécale

Pourcentage de conformité des 13 valeurs mesurées : 69,2 %
Maximum : 1 germe/100 ml
Limites de qualité : 0 germe/100 ml
Eau de qualité satisfaisante.

Minéralisation

Exprimée par le TH (dureté) = teneur en calcium et magnésium

4 valeurs mesurées : mini : 3,0 °F – maxi : 3,4 °F – moyenne : 3,2 °F
Références de qualité : mini : aucune – maxi : aucune

Eau douce, très peu calcaire.
Cette eau peut présenter un caractère agressif vis à vis des réseaux de distribution (plomb notamment, ...).

aluminium total

Se présente présent dans les compteurs utilisés dans le traitement de l'eau (polymer)

1 valeur mesurée : mini : 0,0 µg/l – maxi : 0,0 µg/l – moyenne : 0,0 µg/l
Références de qualité : mini : aucune – maxi : 200 µg/l

Le faible nombre de mesure de l'aluminium ne permet pas de qualifier ce paramètre.

Nitrates

Substances présentes principalement dans les pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels

4 valeurs mesurées : mini : 7,2 mg/L – maxi : 8,4 mg/L – moyenne : 7,8 mg/L
Limites de qualité : mini : aucune – maxi : 50 mg/L

Eau présentant peu ou pas de nitrates.

Pesticides

Produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber

2 valeurs mesurées : mini : 0,0 µg/l – maxi : 0,0 µg/l – moyenne : 0,0 µg/l
Limites de qualité : mini : aucune – maxi : 0,5 µg/l

Le faible nombre de mesure des pesticides ne permet pas de qualifier ce paramètre.

Arsenic

Élément présent naturellement présent dans le sol et le sous-sol du massif central

1 valeur mesurée : mini : 0 µg/l – maxi : 0 µg/l – moyenne : 0 µg/l
Limites de qualité : mini : aucune – maxi : 10 µg/l

Eau présentant peu ou pas d'arsenic.

Conclusion

LA QUALITE DE L'EAU PEUT ENCORE ETRE AMELIOREE. En effet l'eau peut présenter un caractère agressif vis-à-vis des réseaux de distribution.



Délégation territoriale du Puy de Dôme
80 avenue du 11 novembre 1918
CLERMONT FERRAND
04 70 74 49 30

Le Ministère des Affaires Social et de la Santé réalise des contrôles sanitaires de la qualité de l'eau potable dont les résultats sont accessibles sur internet (<http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>).

Le dernier relevé sur les réseaux de distribution de Pessade et de Saulzet el Froid date du 9 janvier 2017. **L'eau d'alimentation est jugée conforme aux limites de qualité et non-conforme aux références de qualité***

Conformité	
Conclusions sanitaires	Eau d'alimentation conforme aux limites de qualité et non conforme aux références de qualité.
Conformité bactériologique	oui
Conformité physico-chimique	oui
Respect des références de qualité	non

Paramètres analytiques			
Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Ammonium (en NH4)	<0,05 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Aspect (qualitatif)	0		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	3 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	<1 n/mL		
Bactéries coliformes /100ml-MS	<1 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Chlore libre *	<0,03 mg/LCl2		
Chlore total *	<0,03 mg/LCl2		
Coloration	<5 mg/L Pt		≤ 15 mg/L Pt
Conductivité à 25°C *	48,1 µS/cm		≥ 200 et ≤ 1100 µS/cm
Entérocoques /100ml-MS	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Escherichia coli /100ml -MF	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Odeur (qualitatif)	0		
Saveur (qualitatif)	0		
Température de l'eau *	5,0 °C		≤ 25 °C
Turbidité néphélométrique NFU	<0,1 NFU		≤ 2 NFU
pH *	6,50 unitepH		≥ 6,5 et ≤ 9 unitepH

* Analyse réalisée sur le terrain

Unité de distribution de Pessade

Conformité			
Conclusions sanitaires	Eau d'alimentation conforme aux limites de qualité et non conforme aux références de qualité.		
Conformité bactériologique	oui		
Conformité physico-chimique	oui		
Respect des références de qualité	non		

Paramètres analytiques			
Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Ammonium (en NH ₄)	<0,05 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Aspect (qualitatif)	0		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	<1 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	<1 n/mL		
Bactéries coliformes /100ml-MS	<1 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Chlore libre *	<0,03 mg/LCl ₂		
Chlore total *	<0,03 mg/LCl ₂		
Coloration	<5 mg/L Pt		≤ 15 mg/L Pt
Conductivité à 25°C *	96,3 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Entérocoques /100ml-MS	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Escherichia coli /100ml -MF	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Odeur (qualitatif)	0		
Saveur (qualitatif)	0		
Température de l'eau *	9,2 °C		≤ 25 °C
Turbidité néphélométrique NFU	<0,1 NFU		≤ 2 NFU
pH *	7,10 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH

* Analyse réalisée sur le terrain

Unité de distribution de Saulzet-le-Froid

Aucun puit privé n'est signalé sur la commune

***Références de qualité** : Valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau et d'évaluation du risque pour la santé des personnes (voir critère de qualité** ou exigences de qualité).

****Critères de qualité** : Des critères de qualité (ou exigences de qualité) sont fixés par la réglementation. D'une manière générale, les eaux " ne doivent pas contenir un nombre ou une concentration de micro-organismes, de parasites ou de toutes autres substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes ". De plus, des limites de qualité sont fixées pour les paramètres de santé (microbiologiques ou chimiques) et des références de qualité sont définies pour les paramètres indicateurs du fonctionnement des installations de production et de distribution de l'eau. Le respect des limites de qualité constitue une contrainte sévère. Si une référence de qualité n'est pas satisfaite et que l'eau présente un risque pour la santé des personnes, le responsable de la distribution est tenu de prendre des mesures correctives.

b. Perspective et projet

Le développement de la commune de Saulzet-le-Froid doit tenir compte de la vulnérabilité de la ressource en eau. La consommation en eau potable augmentant conformément à la croissance démographique. Une bonne gestion de la ressource en eau passe également par un entretien du réseau d'alimentation en eau potable, pour éviter des pertes éventuelles.

Les orientations du PADD et du PLU doivent être compatibles avec celles des SAGE.

Le bilan besoin/ressources réalisé par le cabinet CETI en décembre 2016 dans le cadre de l'étude diagnostique eau potable laisse apparaître une situation confortable actuellement et dans les années à venir.

Le calcul des rendements de réseau est donné dans le tableau suivant pour l'année 2013/2014 :

Année 2013 / 2014	Secteurs	UDI Le Bourg de Saulzet	La Martre	Espinasse	Le Bourg / Souverand / Zanières	UDI Pessade
	Volumes produits (m ³ /an) (Relève compteurs production année 2014)	52 640	7 551	12 575	32 514	2 876
	Volumes facturés (m ³ /an) (en aval des compteurs de production - Relève 2013/2014)	35 939	1 067	11 717	23 135	1 595
	Volumes consommés sans comptage* (m ³ /an)	6 000	6 000	0	1 000	0
	Volume de service du réseau** (m ³ /an)	3 700	1 200	500	2 000	800
	Total volumes consommés (m³/an)	45 639	7 287	12 217	26 135	2 395
	Rendement de réseau primaire Rp (%)	68,3%	14,4%	93,2%	71,2%	55,5%
	Rendement de réseau net Rn (%)	86,7%	96,5%	97,2%	80,4%	83,3%
	Linéaire de réseau (km)	7 688	0,413	2,517	4,758	1,224
	Objectif de rendement minimum (décret n°2012-97 du 27/01/2012)	68,25%	74,67%	67,66%	68,01%	66,07%
	Indice de pertes linéaires net IL/Pn (m3/j.km)	2,49	1,75	0,39	3,67	1,08

* Volume consommé sans comptage : branchements communaux (mairie, cimetière, local communal...), fontaine de La Martre

** Volume de service du réseau : défense incendie, vidange du réseau

Tableau 13 : Détermination des rendements de réseau et indice de pertes linéaires

Le rendement de réseau net du réseau du Bourg est bien supérieur à l'objectif de rendement minimum défini par l'Agence de l'Eau.

Sur le réseau de Pessade, le rendement de réseau primaire est assez faible, mais en comptabilisant des volumes de service (volumes d'eau utilisés aux poteaux incendie estimé à 800 m3), le rendement net paraît bien meilleur.

La dotation unitaire correspond au volume consommé par habitant :

	Secteur	UDI Le Bourg						UDI Pessade	Total communes
		La Martre	Espinasse	Le Bourg	Souverand	Zanières	Total	Pessade	
Hors Gros consommateurs	Volumes facturés (m ³)	1 143	2 163	3 393	833	1 882	9 634	1 552	11 186
	Nombre d'abonnés actifs	15	34	45	11	21	126	32	158
	Population permanente*	25	57	76	18	35	212	54	266
	Dotation unitaire (l/j/hab)	124	104	130	126	146	125	79	115
Avec Gros consommateurs	Volumes facturés (m ³)	5 331	21 278	12 645	1 146	9 856	50 256	1 838	52 094
	Nombre d'abonnés actifs	18	43	52	12	26	151	33	184
	Population permanente*	25	57	76	18	35	212	54	266
	Dotation unitaire (l/j/hab)	580	1021	458	170	765	630	93	537

* : Population estimée en fonction du nombre d'abonnés (1,68 x nombre abonnés actifs hors gros consommateurs)

Tableau 14 : Détermination de la dotation unitaire pour l'année 2014

Pour information, il est estimé qu'en France, un habitant consomme en moyenne 150 l/jour.

On remarque que la consommation des abonnés, hors gros consommateurs, est de 115 l/j/habitants, valeur inférieure à la moyenne nationale.

Par contre, la prise en compte des gros consommateurs multiplie par 5 cette valeur, et montre bien la forte consommation liée à l'activité agricole sur cette commune.

A partir des calculs présentés ci-dessus, il est possible d'estimer les besoins en eau :

UDI	UDI Bourg (Captage de La Martre)	UDI Pessade (Captage de Pessade)
Rendement de réseau primaire	68,30%	55,50%
Volume facturé 2014 / 2015 (m ³ /an)	50 256	1 838
Besoins en eau actuels jour moyen (m ³ /j) (= Volume facturé / rendement réseau)	202	9
Besoins en eau actuels jour de pointe (m ³ /j) (= Besoins en eau actuels x coef de pointe : 1,1 pour Bourg et 3,15 pour Pessade)	222	29
Besoins en eau futurs jour de pointe (m ³ /j) (= Besoins en eau actuels pointe x coef urbanisation estimé à 1,2 sur 20 ans)	266	34
Production moyenne ressources (m ³ /j)	421	72
Production minimum ressources (m ³ /j)	302 + 104	58
Différence Ressources moyennes – Besoins pointe futurs	155	38
Différence Ressources min – Besoins pointe futurs	140	24

Tableau 15 : Détermination du bilan besoins en eau / ressources

Selon les données disponibles, ce bilan montre une situation largement excédentaire en période normale et de pointe sur chacun des réseaux, que ce soit en prenant compte les besoins actuels ou futurs (évolution de l'urbanisation estimé à 20 % sur 20 ans).

Courant 2017, la commune a pour projet l'extension du réseau d'eau potable à Zanières.

ENJEUX

- L'alimentation en eau potable, en termes de quantité et qualité.
- Une utilisation économe des ressources naturelles.
- Une utilisation répondant aux besoins.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Définir une ambition démographique pour le développement des prochaines années, en compatibilité avec les moyens techniques de la commune et les capacités des ressources naturelles.
- Eviter le mitage (constructions isolées) nécessitant une grande extension des réseaux. Viser la densification autour de l'existant.

OBJECTIF SANTE

-préserver la qualité de l'eau et des équipements sanitaires-

...

Bénéfices pour la santé :

Une bonne qualité de l'eau et de la salubrité s'avèrent essentiels à la santé et à la prévention des maladies.

Effets négatifs potentiels de l'urbanisme :

L'urbanisme ne peut affecter que de manière indirecte l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées mais la santé peut être défavorablement affectée si l'utilisation des ressources locales et le traitement local ne sont pas encouragés.

Texte réalisé à partir du guide : Urbanisme et santé, le guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants, Hugh Barton et Catherine Tsourou

6. L'assainissement

L'eau, ressource indispensable à l'homme et la vie en général a longtemps été considérée comme une ressource inépuisable, pure et gratuite. Nécessaire aux activités humaines, (usages domestiques, agriculture, industrie, loisirs...), les volumes d'eau utilisés par l'homme ont décuplé depuis le début du 20e siècle. Aujourd'hui, la ressource en eau est soumise au développement industriel et urbain et à l'emploi massif de produits chimiques (pesticides, engrais, détergents). A travers ces utilisations, et avec l'augmentation de la fréquence des épisodes de sécheresse, l'eau est aujourd'hui de plus en plus rare, chère et très souvent polluée.

■ Rappels des obligations

- L'assainissement collectif et la commune
Conformément à la Loi sur l'Eau, la municipalité est responsable de l'épuration des eaux usées de sa commune. Elle doit prendre en charge la totalité des dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif (réseaux, stations, traitement des boues).
- L'assainissement collectif et le particulier
Le Code de la santé publique précise que le raccordement des immeubles aux égouts est obligatoire dans un délai de 2 ans après leur mise en service et que tous les branchements sont à la charge exclusive du propriétaire (art. L.1331-1 et L.1331-4).
De plus, il incombe au propriétaire d'évacuer séparément eaux pluviales et eaux usées.
- L'assainissement individuel et la commune
Depuis le 1er janvier 2006, la commune doit mettre en place un Service Public d'Assainissement Non Collectif.
- L'assainissement et le particulier
Le Code de la santé publique précise que les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un système d'assainissement autonome, dont les installations seront maintenues en bon état (art. L.1331-1).

La majeure partie de la commune appartient au bassin versant de la rivière la VEYRE. Celle-ci prend sa source sur la commune de SAULZET LE FROID et se jette dans l'ALLIER.

La commune est ainsi située en tête de bassin versant et qui plus est, en amont du lac d'AYDAT. Le réseau hydrographique drainant la commune est donc particulièrement sensible.

a. Le réseau d'assainissement de la commune de Saulzet-le-Froid

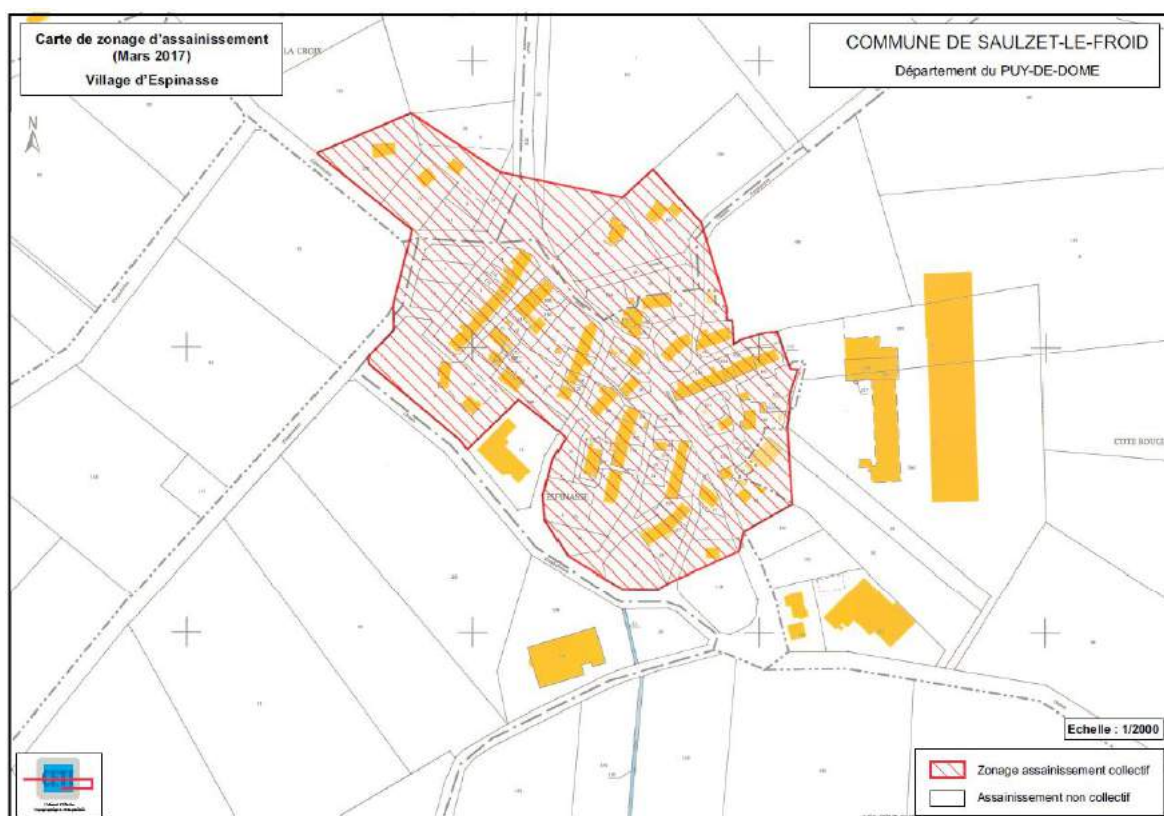
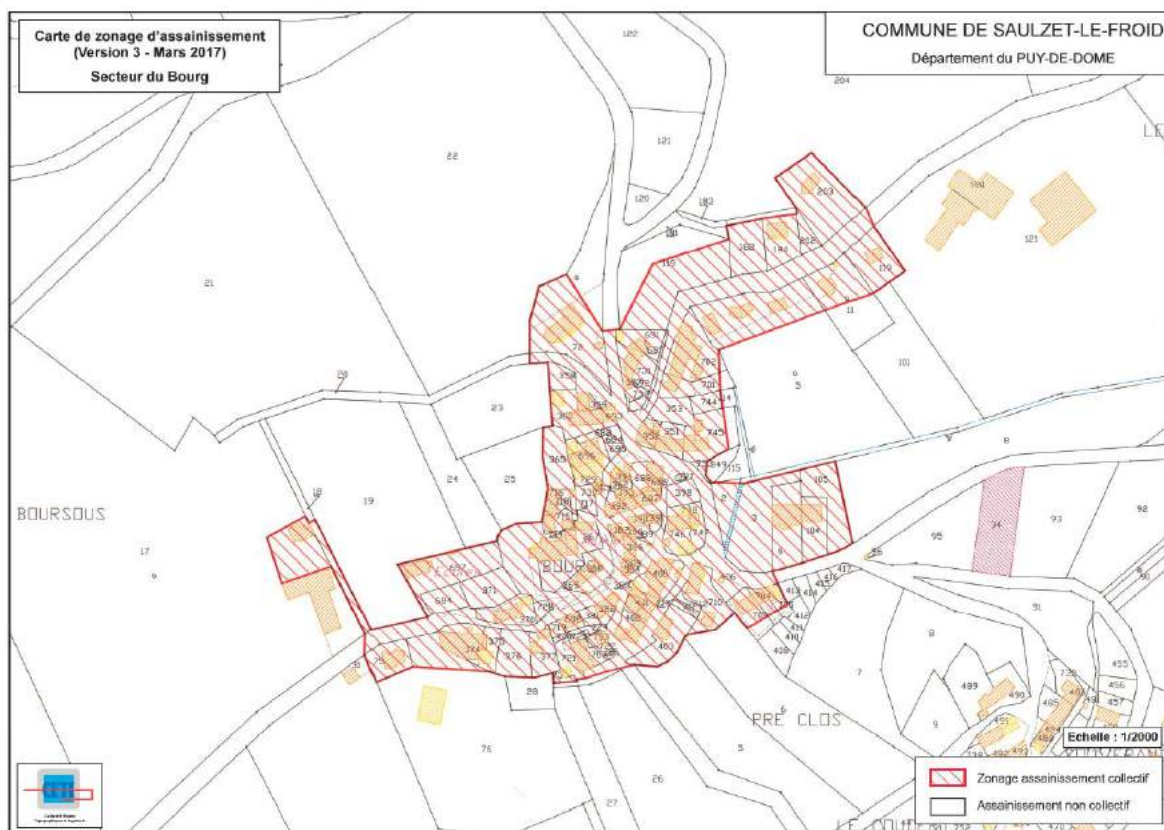
La gestion du réseau collectif est assurée en régie.

Une étude diagnostique de l'assainissement collectif a été réalisée en 2004 par le cabinet GAUDRIOT. Cette étude a été réalisée sur les réseaux du bourg et des villages de Souverand, Zanières, Espinasse, La Martre et Pessade. Le réseau d'assainissement de la commune représentait un linéaire de 5 460 m de réseaux unitaires et séparatifs répartis comme suit :

Village	Réseau eaux usées	Réseau pluvial	Réseau unitaire	TOTAL
Le Bourg	0	160	860	1 020
La Martre	60	260	240	560
Souverand	0	50	200	250
Pessade	0	100	1 000	1 100
Espinasse	0	470	1 200	1 670
Zanière	0	210	650	860
TOTAL	60 ml	1250 ml	4150 ml	5 460 ml

Une première carte de zonage d'assainissement a été actée en 2006 (cabinet SAUNIER et associés), permettant de définir les secteurs en assainissement collectif et ceux en assainissement autonome.

Une modification de ce schéma directeur communal d'assainissement a été réalisée en 2015-2016 par le cabinet CETI. Un zonage d'assainissement collectif a été décidé sur la totalité du bourg avec la création d'une station d'épuration commune à l'ensemble du secteur et sur le village d'Espinasse. Le reste de la commune est en autonome.



Carte de zonage d'assainissement

b. Assainissement collectif

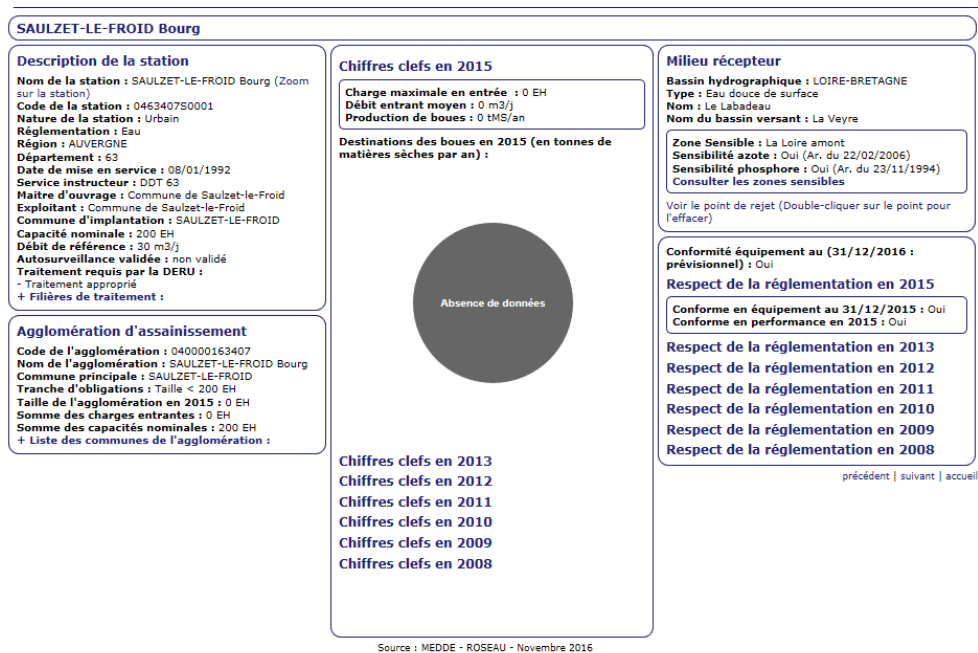
■ SAULZET-LE-FROID Bourg et SAUVERAND

■ Réseau

A l'heure actuelle, la totalité du bourg est assaini par un réseau de type unitaire présentant un état général assez vieillissant. L'ensemble du réseau n'est pas étanche ce qui explique l'importance des ECPP (Eaux Claires Parasites Permanentes) dans ce réseau (91%).

■ Traitement

Les effluents collectés rejoignent le milieu naturel après traitement par lagunage naturel.



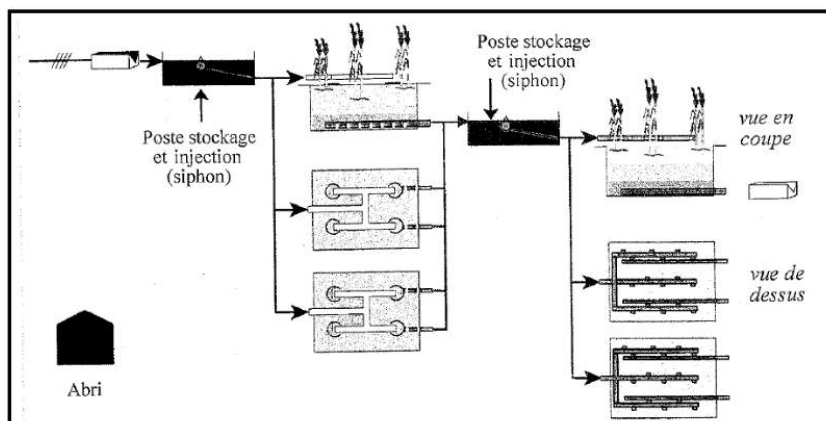
Source : MEDDE - ROSEAU - Novembre 2016

(Source : <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>)

La construction d'une nouvelle station d'épuration de 100EH est prévue pour la fin 2017 selon un système « filtre plantés de roseaux ». Ce procédé se classe parmi les filières de traitement biologique à cultures fixées sur supports fins (gravier, sable).

La caractéristique principale des filtres plantés de roseaux réside dans le fait que les filtres du 1er étage, dont le massif filtrant actif est constitué de graviers fins, peuvent être alimentés directement avec les eaux usées brutes (pas de décantation préalable). Les processus épuratoires sont assurés par des micro-organismes fixés, présents dans les massifs filtrants mais aussi dans la couche superficielle des boues retenues sur la plage d'infiltration. Les roseaux évitent le colmatage grâce aux tiges qu'ils émettent depuis les nœuds de leurs rhizomes (tiges souterraines) qui viennent percer les dépôts. Ils créent également les conditions favorables à la minéralisation des matières organiques particulières retenues.

Les filtres du 2ème étage, dont le massif filtrant est majoritairement à base de sable, complètent le traitement de la fraction carbonée de la matière organique, essentiellement dissoute, ainsi que l'oxydation des composés azotés.



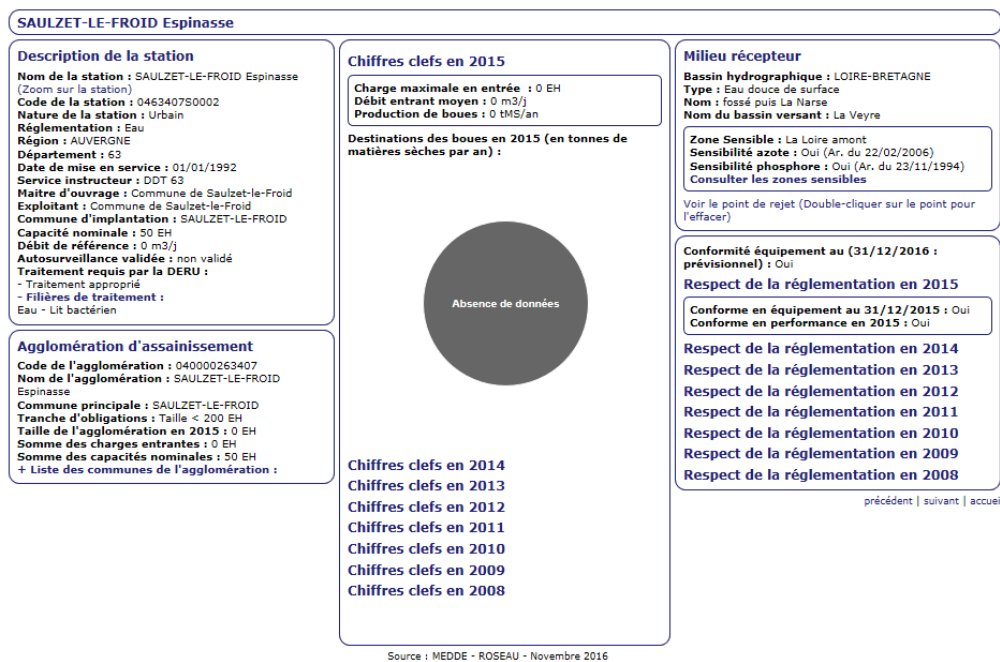
■ ESPINASSE

■ Réseau

Tout le village est assaini par un réseau de type unitaire présentant un état général passable. Le collecteur béton est en mauvais état. De nombreuses anomalies structurelles et fonctionnelles ont été mises en évidence lors de la reconnaissance du réseau. L'ensemble du réseau n'est pas étanche ce qui explique l'importance des ECPP dans ce réseau (77% sur le BVF).

■ Traitement

Les effluents collectés par la branche principale transitent par les parcelles et sont ensuite rejetés après passage dans un DO dans une fosse toutes eaux dont le rejet se fait dans un fossé.



(Source : <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>)

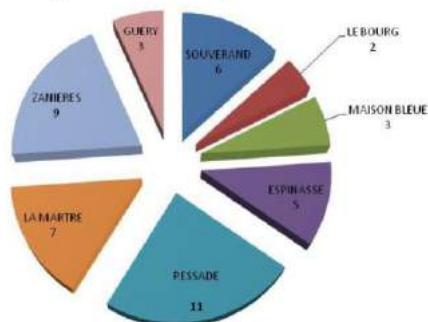
La construction d'une nouvelle station est en programmation pour 2018.

c. Assainissement non collectif

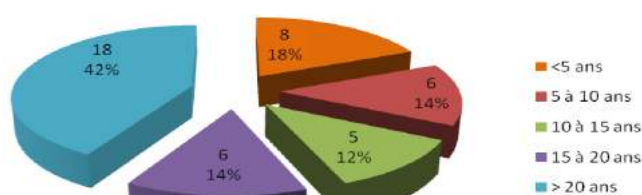
Les eaux usées domestiques sont des eaux qui doivent être traitées avant rejet au milieu naturel sous peine de détériorer les milieux aquatiques naturels. Les eaux usées domestiques sont très fortement biodégradables et peuvent donc être traitées par des systèmes biologiques, dans les stations d'épuration : ce sont des bactéries (présentes à l'état naturel dans les milieux aquatiques), qui vont être «cultivées », et qui vont épurer les eaux. Les eaux ainsi traitées ne sont pas des eaux potables, mais sont des eaux qui ont des caractéristiques telles que leur rejet dans le milieu naturel n'entraînera pas de conséquences sur sa qualité. Les boues résultant de ce traitement sont déshydratées, chaulées (stabilisation hygiénique), analysées et enfin épandues en tant qu'amendement organique sur des cultures agricoles. Les boues d'épuration produites ont une valeur agronomique et des teneurs en métaux lourds autorisant leur valorisation agricole par épandage. Elles font l'objet d'un suivi rigoureux afin d'épandre les justes doses, et ne valoriser que des produits conformes à la réglementation en vigueur.

Sur le territoire de Saulzet-le-Froid, les bâtiments en assainissement individuel sont contrôlés par le SPANC, service transféré à C2EA.
 (Source : Rapport de synthèse des Visites, C2EA, décembre 2012)

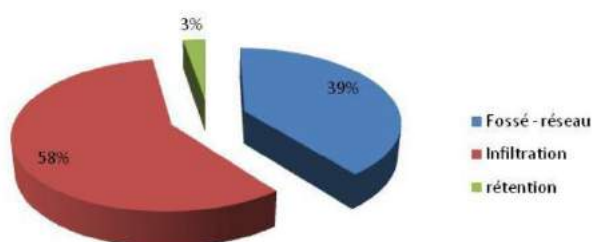
Répartition des ANC par secteur



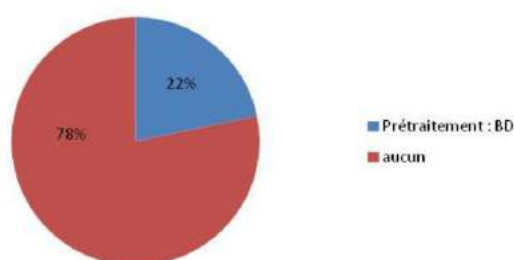
Age du Parc ANC



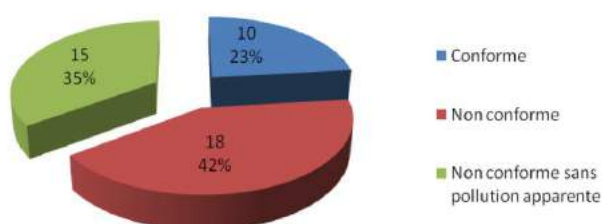
Destination des Eaux Pluviales



Prétraitement Eaux Ménagères



Conformité



- 42 % des ANC sont non conformes : soit ils sont incomplets, soit mal dimensionnés ou soit ils présentent un problème de conception,
- 35 % des dispositifs sont non conforme sans pollution apparente : ces dispositifs sont a priori complet, et bien dimensionné mais ceci n'a pas pu être vérifié lors de la visite (tout est recouvert, pas de moyen de contrôle),
- 23% des dispositifs sont conformes. Ils correspondent pour la plupart à des dispositifs récents.

d. Le traitement des eaux pluviales

(Source : Guide méthodologique pour la prise en compte des eaux pluviales dans les projets d'aménagement, CETE sud-ouest, Missions et délégations inter services de l'eau, 2002. Les solutions compensatoires en assainissement pluvial, CETE sud-ouest, Missions et délégations inter services de l'eau, 2002)

Les textes réglementaires pouvant faciliter la mise en place de solutions pour le ruissellement pluvial.

Le Code de l'Environnement et le Code Général des collectivités territoriales imposent deux types de mesures :

- à l'échelle communale, les collectivités doivent procéder à la délimitation des secteurs où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement (Article L. 2224-10 du Code Général des collectivités locales + Article L. 123-1 – 11° du Code de l'Urbanisme + circulaire du 12 mai 1995 Art. 1.2)
- à l'échelle d'un projet d'aménagement soumis aux procédures prévues aux articles L. 214-1 à 214-6 du Code de l'Environnement, ce dernier doit s'accompagner de mesures compensatoires des impacts qu'il occasionne.

Le Zonage Pluvial :

- En application de l'article L. 2224-10 du Code Général des collectivités territoriales, les communes doivent délimiter les zones :

- où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement
- où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement...

Ces délimitations peuvent se faire dans le cadre des plans locaux d'urbanisme. (Article L. 123-1 – 11° du Code de l'Urbanisme + circulaire du 12 mai 1995 Art. 1.2).

Il n'existe pas de bassins d'orage sur le territoire communal. Si la commune de Saulzet-le-Froid souhaite poursuivre le développement de son urbanisation, il est indispensable d'adopter une nouvelle stratégie qui repose sur :

- Une organisation multifonctionnelle et rationnelle des espaces publics sollicités pour mieux gérer les eaux pluviales,
- Une organisation de l'espace qui maîtrise l'écoulement des eaux résultant des épisodes pluvieux, même exceptionnels, qui peuvent provoquer, en site plat, des submersions du milieu urbain.

Les solutions compensatoires pourront s'orienter vers la sollicitation d'espaces publics (terrains de sport, aires naturelles inondables...), lesquels peuvent stocker des volumes très importants.

- Les outils techniques d'aménagement (Solutions alternatives au « tout tuyau ») :
 - la voirie, les espaces collectifs, mais qui, par leur localisation spatiale, leur orientation, leur fonction même et leur équipement de surface, aident à acheminer l'eau via des zones prévues à cet effet. Ces espaces urbains jouent un rôle déterminant dans les mécanismes de cantonnement des débordements. Il faut donc inonder là où c'est possible et acceptable, pour réduire les inondations là où leurs effets ne sont pas souhaitables.
Une circulaire du 8 février 1973 préconise un minimum de 10 m² d'espaces verts par habitant. Chaque commune ou communauté peut définir une superficie réservée aux espaces libres et plantations. On peut retenir qu'une superficie de 10 à 15 % de la surface totale d'un lotissement est, ou devrait être, réservée aux espaces verts. Exemples : Les chaussées à structure réservoir, les puits d'infiltration, les noues, les bassins d'orage sec ou en eau, les tranchées d'infiltration, ...
 - Les bâtiments publics et privés peuvent participer aux solutions compensatoires : Les toits stockants. Le stockage en toitures terrasses (toits stockants) est défini comme une technique de micro stockage, consistant à stocker provisoirement l'eau de pluie au plus près de la surface captatrice (toiture). Cette solution, peu coûteuse, est bien adaptée, en milieu urbain dense, à l'assainissement pluvial de petites surfaces imperméabilisées comme des habitations de particuliers. Les toits stockants collectent l'eau directement sur leur surface. Ils ne nécessitent donc pas d'ouvrage de collecte. Le stockage est permis grâce à un revêtement d'étanchéité, généralement protégé par une couche de gravillons. La couche de gravillons permet de réduire les débits de pointe et assure une « filtration » des eaux pluviales, réduisant ainsi l'effet de colmatage. L'acrotère permet de stocker quelques centimètres d'eau avant de la restituer à débit limité vers un exutoire, grâce à un organe de régulation. L'exutoire en question peut être le réseau d'assainissement traditionnel, le milieu hydraulique superficiel ou un système d'infiltration. De plus, un système de trop-plein permet d'éviter une surcharge de la structure lors d'un épisode pluvieux qui saturerait les systèmes de stockage et de régulation.
- Les emplacements réservés du PLU peuvent être l'occasion de définir des espaces réservés au stockage d'eaux pluviales.
- Dans les zones urbaines, le PLU peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements (Article L. 123-2 – c du code de l'urbanisme).
- Le règlement du PLU peut comporter des mesures liées à la maîtrise du ruissellement et, plus généralement, du risque d'inondation. Selon les cas, on peut trouver dans le règlement:
 - Une obligation de mise à la cote des constructions par rapport à la voirie ;
 - Un débit de pointe à ne pas dépasser ;
 - L'exigence de mesures compensatoires avec, éventuellement, « le mode d'emploi » ;
 - L'exigence d'un recul par rapport aux ruisseaux ;
 - La limitation de l'emprise au sol des bâtiments...

ENJEUX

- La qualité des ressources naturelles (eau, sols, ...).

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Définir une ambition démographique pour le développement des prochaines années, en compatibilité avec les moyens techniques de la commune (réseaux, station d'épuration).
- Gérer les eaux usées et pluviales (tendre vers une amélioration de la qualité des eaux et nappes phréatiques).
- Avoir un système d'assainissement opérationnel.
- Viser la densification autour de l'existant.

OBJECTIF SANTE

-préserver la qualité de l'eau et des équipements sanitaires-

• • •

Bénéfices pour la santé :

L'urbanisme peut imposer des normes et des critères auxquels tout nouvel aménagement doit satisfaire. Il peut protéger le captage des eaux sur site, la purification et la ré-infiltration dans le sol et aider à faire remonter le niveau des cours d'eau. Il peut veiller à ce que des aménagements ne se fassent pas dans des zones menacées par des inondations et à ce que les zones humides ne risquent pas d'être contaminées par des projets concernant l'agriculture, les transports et l'industrie.

Dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation, le PLU veillera à ne pas imperméabiliser les sols de manière trop importante

Texte réalisé à partir du guide : Urbanisme et santé, le guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants, Hugh Barton et Catherine Tsourou

7. La pollution des sols

Un certain nombre de bases de données réalisées par le BRGM et le MEDD, recensent les sites et sols, anciennement et actuellement, éventuellement pollués.

a. La Base de données BASOL sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (Source : <http://basol.ecologie.gouv.fr>)

La commune n'est pas mentionnée dans cette base de données.

b. La base de données BASIAS sur les anciens sites pollués (Source : <http://basias.brgm.fr>)

N°	Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Adresse (ancien format)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
1	AUV6301052	COMMUNE DE SAULZET-LE-FROID	Ancienne décharge communale	Les Boissoux	Boissoux les	SAULZET-LE-FROID (63407)	e38.11z	Activité terminée	Inventorié



2	AUV6301051	COMMUNE DE SAULZET-LE-FROID	Ancienne décharge communale	Puy de l'Enfer - Carrière	Puy de l'Enfer - Carrière	SAULZET-LE-FROID (63407)	e38.11z	Activité terminée	Inventorié
---	----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	---------------------------	---------------------------	--------------------------	---------	-------------------	------------



c. La Base de données sur les pollutions industrielles

Le registre des émissions polluantes réalisé avec l'appui technique de l'Office International de l'Eau, contribue ainsi à l'amélioration de la connaissance environnementale, à la prévention et à la réduction de la pollution et des risques pour l'environnement. (Source : <http://www.pollutionsindustrielles.ecologie.gouv.fr/>)

La commune n'est pas mentionnée dans cette base de données.

d. Les installations classées sur son territoire (Source : <http://www.installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr>)🍃 **Nom : GAEC LE GRE DU VENT**

Adresse d'exploitation :
Espinasse
63970 SAULZET LE FROID

Activité principale :
Etat d'activité : En fonctionnement
Service d'inspection : DD(CS)PP
Numéro inspection : 0563.00779
Dernière inspection : 18/12/2008

Régime : Enregistrement
Statut Seveso : Non Seveso
Priorité nationale : Non
IED-MTD : Non

🍃 **Situation administrative**

Rubri. IC	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume	Unité
2101	2b		En fonct.	E	Bovins (élevage, vente, transit, etc)	152	u

ENJEUX

- La qualité des sols.
- Le cadre de vie et la qualité de vie des habitants.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Eviter l'installation de sites polluants sur le territoire.

OBJECTIF SANTE

-qualité des terres et des ressources minérales-

...

Bénéfices pour la santé :

Réduire la contamination provenant des activités industrielles peut considérablement améliorer la santé humaine et la qualité de l'environnement.

Effets négatifs potentiels de l'urbanisme :

L'urbanisme n'est pas toujours en mesure d'avoir une influence sur ces points mais il peut amener à la prise de conscience que la dégradation des terres peut être le résultat d'une agriculture et d'une déforestation trop intensives ou par l'utilisation excessive des ressources minérales dans le cadre de projets d'équipements. Il incombe aux urbanistes d'essayer d'éviter que les aménagements ne se fassent sur des terres agricoles au sol hautement fertile

Texte réalisé à partir du guide : Urbanisme et santé, le guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants, Hugh Barton et Catherine Tsourou

8. Les déchets

Dans l'esprit du Grenelle de l'environnement, les objectifs de gestion des ordures ménagères sont de plusieurs ordres. Ces objectifs exigent des politiques volontaristes, cohérentes et des priorités qui seront hiérarchisées dans le cadre du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés en cours de révision.

Il convient, tout d'abord, d'inciter fortement la réduction à la source des déchets et de faciliter la réutilisation et le recyclage. La priorité n'est plus à l'incinération, mais au recyclage des déchets. Il convient, ensuite, d'améliorer le dispositif de traitement des ordures ménagères et, par conséquent, de trouver des solutions concernant les équipements nécessaires au traitement optimisé des déchets ménagers (unité de valorisation, CET).

a. Gestion

La gestion est assurée par le SICTOM des Couzes. Le SICTOM est compétent en matière de collecte des déchets ménagers. Il assure la collecte des déchets des ménages (les Points d'Apport Volontaire font l'objet d'une prestation de service) et le stockage des déchets résiduels.

b. La collecte des déchets

■ La collecte des ordures ménagères :

Pour les bacs individuels, la collecte est réalisée en porte à porte généralement une fois par semaine.

Pour les bacs de regroupement, la collecte varie en fonction de la saison et de la situation des bacs.

■ La collecte des déchets recyclables :

Tous les foyers sont invités à protéger l'environnement en triant leurs emballages.

Le tri sélectif est favorisé par l'installation de poubelles jaunes et de points propres sur l'ensemble du territoire communal. Les déchets ainsi triés donnent lieu à un ramassage spécifique. Une déchèterie permet la collecte des encombrants. Les déchets verts doivent être rapportés au SICTOM des Couzes à St Diéry.

La commune dispose de 2 points d'apport volontaire, un dans le bourg (emballages, papiers-cartons et verre) –voir photo ci-dessous- et un à Espinasse (colonne à verres).



c. Les déchèteries

Le SICTOM des Couzes dispose de 2 déchèteries sur son territoire. Elles sont situées respectivement sur les communes de Besse et de Montaigut-le-Blanc.

Par convention, les habitants de Saulzet-le-Froid ont accès à la déchèterie de Saint-Genès-Champanelle (Clermont Communauté).

d. La plateforme de Déchets Verts

Une plate-forme de Déchets Verts est située à l'entrée de l'ISDND. Appartenant au VALTOM, elle est à disposition des habitants du SICTOM des COUZES.

Les dépôts sont gratuits et illimités pour les particuliers, payants pour les professionnels.

e. L'élimination et la valorisation des déchets

Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux, élaboré sous la responsabilité du Conseil Général et mis en œuvre par le VALTOM, rend possible la valorisation des ordures ménagères du département, par la construction du pôle de traitement VERNEA, qui a été mis en service fin 2013 à Puy Long. Ce pôle multi-filières permet la production d'électricité pour 70 000 habitants par incinération (un tri des ordures ménagères est préalablement effectué, pour séparer la fraction combustible de la fraction organique).

Depuis le 1er janvier 2016, les Ordures Ménagères ainsi que le Tri Sélectif collectés par le SICTOM des Couzes, transitent dans un premier temps par le quai de transfert à Saint-Diéry, qui est une installation composée d'un compacteur et de caissons. Les déchets sont compactés dans les caissons puis sont amenés au pôle VERNEA pour les OM et chez ECHALIER pour le TS, grâce à une rotation de bennes ECHALIER. Ils ne sont plus emmenés directement à VERNEA.

ENJEUX

Le développement de la commune, notamment l'accueil de nouveaux habitants va générer un volume plus important de déchets ménagers.

- La qualité environnementale.
- Le cadre de vie et la qualité de vie des habitants.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Des équipements supplémentaires seront peut-être à prévoir.

OBJECTIF SANTE

-qualité des terres et des ressources minérales-

...

Bénéfices pour la santé :

Réduire la gestion inefficace des déchets et des dépôts d'ordures peut considérablement améliorer la santé humaine et la qualité de l'environnement.

Effets négatifs potentiels de l'urbanisme :

L'urbanisme permet de garantir que des matériaux recyclés et renouvelables sont utilisés chaque fois que cela s'avère possible dans la construction. Le compostage et la culture de denrées alimentaires devraient désormais faire partie intégrante de notre nouvelle façon de concevoir les aménagements et l'urbanisme

Texte réalisé à partir du guide : Urbanisme et santé, le guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants, Hugh Barton et Catherine Tsourou

9. Les énergies

a. Politique en faveur de la promotion des énergies propres et renouvelables

- Circulaire du 10 septembre 2003 émanant des ministères de l'Écologie et du Développement Durable ; de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer ; de l'industrie.
- Ce choix en faveur des énergies renouvelables est affirmé par l'Union européenne dans la Directive 2001/77/CE du 27 septembre 2001.
- Cette directive est traduite par l'Arrêté du 7 juillet 2006 relatif à la programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité (PII).
- L'article 19 de la loi n°2009-967 du 3 août 2009, de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement précise qu'afin de « diversifier les sources d'énergie, de réduire le recours aux énergies fossiles émettrices de gaz à effet de serre et de porter à au moins 23% en 2020, la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale, soit un doublement par rapport à 2005, l'état favorisera le développement de l'ensemble des filières d'énergies renouvelables dans des conditions économiquement et écologiquement soutenables. Atteindre cet objectif suppose d'augmenter de 20 millions de tonnes équivalent pétrole la production annuelle d'énergies renouvelables d'ici à 2020, en portant celle-ci à 37 millions de tonnes équivalent pétrole. »
- Le Grenelle fixe l'objectif d'un parc photovoltaïque installée de 5400 MW en 2020 (contre 60 MW installés en avril 2009) et d'un parc solaire thermique de 4.3 millions d'équipements domestiques.
- La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour la loi Grenelle 2, conforte les engagements de l'état en faveur des énergies renouvelables.
- Le Plan Climat 2005-2012
- L'Agenda 21 de la Région Auvergne
- Action 1 : UN PLAN ÉNERGIE/CLIMAT : Maîtrise de la consommation et développement des énergies renouvelables sont les deux axes prioritaires de la politique énergétique régionale. La Région propose d'adopter un plan Énergie/Climat en 2008. Ce plan permettra de définir les principaux gisements d'économie d'énergie par secteur d'activité, ainsi que l'ensemble des sources d'énergies renouvelables (bois, solaire, éolien).
- Action 2 : DES AIDES CONDITIONNÉES À LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE : À partir de 2008, la Région accompagne exclusivement la construction et la rénovation de bâtiments présentant des performances énergétiques de haut niveau. Objectif : réduire de 20 % les consommations d'énergie des bâtiments neufs et existants financés par la Région.
- Données clefs du Profil Environnemental Auvergne
En France, le réchauffement climatique moyen pourrait être de l'ordre de 2°C à la fin du siècle.
- ➔ Dans cette perspective, les politiques nationales s'engagent à diviser par 4 les émissions de GES d'ici 2050, afin de ramener les émissions à un niveau inférieur à 140 M de tonnes équivalent CO₂, soit environ 460 kg de carbone par personne et par an.
- ➔ Suite au Grenelle de l'environnement, la France se fixe d'ici 2020, une réduction de 20% des émissions de GES, de la consommation d'énergie et une augmentation de 20% des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie.

b. Constat à l'échelle de la région Auvergne

L'essentiel des émissions de gaz à effet de serre sont dues au transport et au cadre bâti (consommation d'énergie),

En Auvergne, 44 % des consommations énergétiques et 34 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine énergétique sont imputables aux secteurs résidentiel et tertiaire.

- La consommation d'énergie continue à augmenter dans le secteur du bâtiment. En 2002, ce secteur a consommé 70 millions de tonnes d'équivalent pétrole, soit 43% de la consommation nationale, et a émis 120 millions de tonnes de CO₂, soit 25% des émissions nationales (source : ADEME).
- L'habitat est une des priorités du Grenelle. L'objectif est de réduire de 20% sa consommation énergétique d'ici 2020.
Selon l'ADEME, la consommation énergétique du secteur des transports a pratiquement doublé en volume entre 1973 et 2006 (+96%) et a augmenté d'environ 20% depuis 1990. Le transport routier, voyageurs et marchandises représente 80% de la consommation d'énergie de l'ensemble des transports en France.
C'est aussi le premier émetteur de CO₂ (34% des émissions de CO₂). Le transport routier représente une augmentation de 18% des émissions de CO₂ depuis 1990.
L'organisation des transports se veut aujourd'hui plus durable afin de fluidifier les échanges, de limiter les nuisances associées et de rendre la mobilité accessible à tous.

Dans un contexte de nécessaire réduction de la consommation énergétique et de développement des énergies renouvelables, les sources d'énergie éoliennes, solaires, géothermiques, hydrauliques et de biomasse sont de plus en plus convoitées. Toutefois, leur exploitation ne doit pas se faire aux dépens des milieux naturels et des paysages.

Si la priorité du Parc Régional Naturel des Volcans d'Auvergne est de travailler sur la réduction de la consommation et l'accroissement de l'efficacité énergétique, le Parc souhaite aussi favoriser la substitution d'énergies renouvelables aux énergies fossiles dans la part des énergies consommées sur son territoire et tendre ainsi vers les objectifs du « 3x20 ».

- Le Schéma Régional Climat, Air et Energie (SRCAE), établi par la Région Auvergne et l'Etat, fixe pour 2020 des objectifs ambitieux :
 - ➔ une réduction de 22,4 % des consommations énergétiques finales d'ici 2020 par rapport à celles de 2008 ;
 - ➔ une réduction de 15 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 par rapport à celles de 2007 et une division par 4 des émissions de GES d'ici 2050 par rapport à celles enregistrées en 1990 ;
 - ➔ une production des énergies renouvelables équivalente à 30 % de la consommation énergétique finale en 2020, soit un doublement de la proportion actuelle.

c. Constat à l'échelle locale et à l'échelle de la Communauté de Communes

La notion de lutte contre les consommations énergétiques reste un enjeu fort pour la commune de Saulzet-le-Froid. On note par ailleurs quelques initiatives privées, en faveur des économies d'énergie.



Les indicateurs Insee concernant le niveau d'équipement et de confort des Logements de la commune de Saulzet-le-Froid mettent en évidence :

- ➔ La majorité des logements est équipée d'un chauffage central individuel.
- ➔ On note une légère baisse du « tout électrique » entre 2008 et 2013.

LOG T8M - Confort des résidences principales

	2013	%	2008	%
Ensemble	122	100,0	108	100,0
<i>Salle de bain avec baignoire ou douche</i>	113	92,6	106	98,1
<i>Chauffage central collectif</i>	0	0,0	1	0,9
<i>Chauffage central individuel</i>	52	42,6	55	50,9
<i>Chauffage individuel "tout électrique"</i>	25	20,5	26	24,1

Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

L'Aduhme a réalisé en février 2015, une Carte d'Identité Energétique à l'échelle de la Communauté de Communes des Cheires (*Voir en Annexes*).

La CC des Cheires consomme 314 GWh/an d'énergie. Le résidentiel représentent 48 % de cette consommation. Viennent ensuite les consommations dues aux transports (40 %), au tertiaire (8 %), à l'agriculture (3%) et à l'industrie (1%).

Parallèlement, la CC des Cheires produit 27 GWh/an. Cette production est basée à 91% sur la « biomasse solide ».

Si ce résultat peut paraître positif, il est loin d'être suffisant au regard de la consommation intercommunale, induisant une dépendance énergétique de 91.5 %.

La réduction de cette dépendance énergétique de territoire, par la production d'énergie renouvelable, peut être un potentiel de développement économique local ou d'économie financière, pour les ménages, les entreprises ou les collectivités locales elles-mêmes.

		CC Les Cheires	Puy-de-Dôme
Part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie (calculée selon la directive 2009/28/CE)		14,3 %	11,7 %
Taux de dépendance énergétique		91,5 %	92,6 %
Consommation finale (CF) d'énergie / part de la CF dans le 63		314 GWh / 2 %	20 269 GWh
Répartition de la CF en %	Industrie	1 %	20 %
	Transport	40 %	29 %
	Tertiaire	8 %	14 %
	Résidentiel	48 %	35 %
	Agriculture	3 %	2 %
Production primaire / part de la production primaire dans le 63		27 GWh / 2 %	1 542 GWh
Nombre de communes raccordées au réseau de gaz naturel / nombre total de communes du territoire		8 / 11	148 / 470
Noms des communes raccordées au réseau de gaz naturel		AYDAT, CHANONAT, COURNOLS, LE- CREST, SAINT- AMANT- TALLENDE, SAINT- SANDOUX, SAINT- SATURNIN, TALLENDE	/

Extrait de la carte d'identité énergétique de la CC des Cheires, Aduhme, février 2015

d. Pistes et perspectives

Le potentiel de développement en énergie solaire est important compte tenu des conditions géographiques et climatiques. Selon le rapport d'informations du Sénat n°436 (Energies renouvelables et développement local, Belot-Juilhard, Août 2006), la région est ensoleillée pendant la saison froide, et l'ensoleillement moyen annuel est de 1907 h/an à Clermont Ferrand pour une moyenne nationale de 1973h/an.

En application du Plan Climat 2005-2012, le PLU pourra dans son règlement, inciter la mise en place d'énergies renouvelables.



Nombre d'heures de soleil/an. Source : La météo du Massif Central, 2005 (1a)

Le développement de la géothermie suppose de connaître parfaitement le potentiel du sous-sol. C'est pourquoi une étude pilote vient de s'achever sous la conduite du BRGM et de l'ADEME sur la région de la Limagne d'Allier, dans le nord du Massif Central. L'objectif de COPGEN (COmpilation du Potentiel Géothermique National) était de " revisiter " des études anciennes et de les éclairer à la lumière de nouvelles techniques ou de recherches récentes pour aboutir à une nouvelle méthodologie d'inventaire.

Les bassins sédimentaires profonds comme la Limagne donnent des aquifères continus. C'est une zone favorable pour l'exploitation d'eaux chaudes profondes.

La géothermie très basse énergie est définie par l'exploitation d'une ressource présentant une température inférieure à 30°C, qui ne permet pas, dans la plupart des cas, une utilisation directe de la chaleur par simple échange. Elle nécessite donc la mise en œuvre de pompes à

chaleur qui prélèvent cette énergie à basse température pour l'augmenter à une température suffisante pour le chauffage d'habitations par exemple.

La géothermie très basse énergie concerne l'exploitation de deux types de ressources : l'énergie naturellement présente dans le sous-sol à quelques dizaines – voire des centaines – de mètres et dans les aquifères qui s'y trouvent.

En France, la température moyenne au niveau du sol est en général de 10 à 14°C. Au fur et à mesure que l'on s'enfonce dans le sous-sol, celle-ci augmente en moyenne de 4°C tous les 100 m (gradient géothermal).

La chaleur emmagasinée dans le sol est accessible en tout point du territoire. Les techniques de capture de cette énergie seront adaptées en fonction des besoins thermiques et des types de terrains rencontrés.

(Source : <http://www.geothermie-perspectives.fr/07-geothermie-france/01-tres-basse-energie.html>)

ENJEUX

- La qualité du cadre de vie.
- La protection de l'environnement.
- La lutte contre les consommations énergétiques.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

- Faciliter la réduction des consommations énergétiques liées à l'habitat en affichant une politique d'incitation concernant les « filières propres » (matériaux isolants, bio climatisation, ...) pour les constructions neuves.
- Permettre l'utilisation de ressources locales pour la production d'énergie (solaire, dispositifs photovoltaïques, bois...) dans le règlement du PLU.

OBJECTIF SANTE

-économiser les énergies-

• • •

Bénéfices pour la santé :

Limiter la consommation des énergies permet de limiter les émissions de polluants, de prévenir l'épuisement des réserves non renouvelable, de limiter les déchets.

De plus, une charge trop importante des factures énergétiques peuvent conduire à des situations de précarité énergétique (coupures d'énergie, impossibilité en hiver d'atteindre une température de confort dans de bonnes conditions, ...)

Effets négatifs potentiels de l'urbanisme : L'urbanisme peut aggraver les problèmes énergétiques s'il ne prend pas en considération les politiques qui incitent à réduire l'utilisation des combustibles fossiles et à faire des économies d'énergie dans la construction et l'usage des bâtiments.

Effets positifs potentiels de l'urbanisme :

L'urbanisme peut avoir une incidence sur le taux d'émission des gaz à effet de serre dus à l'homme dans la mesure où il joue un rôle quant à l'utilisation d'énergie dans les constructions et les transports ; il permet aussi le développement de sources d'énergie renouvelables.

Texte réalisé à partir du guide : Urbanisme et santé, le guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants, Hugh Barton et Catherine Tsourou

D. LES PAYSAGES

Introduction

■ Rappel des lois et textes réglementaires :

- loi du 8 janvier 1993 relative à la protection et à la mise en valeur des paysages.
- la convention européenne du paysage du 1 mars 2004, ratifiée en France le 13 octobre 2005 : « le paysage est partout un élément important de la qualité de vie des populations : dans les milieux urbains et dans les campagnes, dans les territoires dégradés comme dans ceux de grande qualité, dans les espaces remarquables comme dans ceux du quotidien », « le paysage constitue un élément essentiel du bien être individuel et social ; et sa protection, sa gestion et son aménagement impliquent des droits et des responsabilités pour chacun ».
- Les lois d'orientation agricole et d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, promulguées en 1999, confirment le rôle des agriculteurs dans la gestion des paysages.
- Le territoire communal de Saulzet-le-Froid est concerné par **la Loi Montagne du 9 janvier 1985**, relative à la protection et l'aménagement de la montagne. Un des objectifs est de préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.

■ Les grandes entités paysagères du territoire communal :

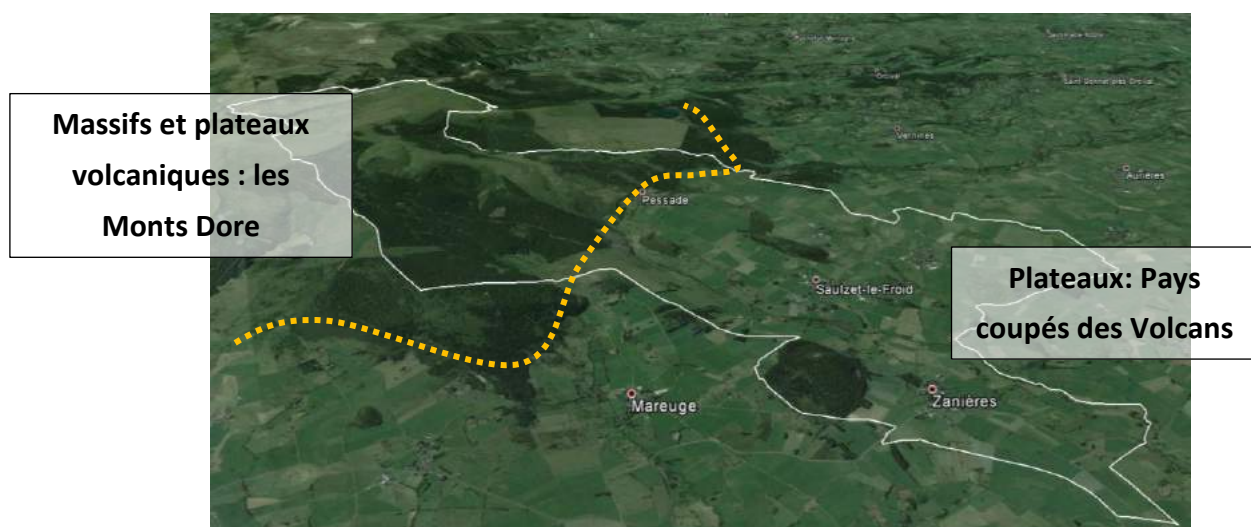
(Source : <http://www.paysages.auvergne.gouv.fr>)

L'atlas des paysages d'Auvergne a été réalisé de 2011 à 2013 sous la maîtrise d'ouvrage de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne (DREAL). Le pilotage technique a été porté par le Service Territoires, Évaluation, Logement, Énergie et Paysages (STLEP), avec l'appui des paysagistes-conseils de l'État)

Les paysages sont le fruit de la relation qu'entretiennent les hommes avec leur milieu. Leurs formes changent au cours des siècles, répondant aux transformations des sociétés qui l'habitent. De l'articulation des grandes données naturelles et d'une multitude d'histoires individuelles, résulte un foisonnement de formes, d'implantations et de structures paysagères. C'est pourquoi chaque habitant et chaque acteur, à son échelle, en porte une part de responsabilité.

La commune de Saulzet-le-Froid se situe à cheval sur l'entité paysagère des Pays Coupés et sur celles des massifs et plateaux volcaniques des Monts Dore. Cette situation lui confère une richesse paysagère particulière largement déterminée par la géologie couplée avec l'action de l'érosion, des ruisseaux et des glaciers qui ont fini de sculpter les formes du relief actuel.

Il résulte de cette histoire géologique des sortes d'espaces de très grande qualité naturaliste et esthétique dont la diversité sur ce territoire de montagne relativement confiné et facile d'accès a favorisé l'attractivité et l'exploitation des ressources dès l'avènement du tourisme au XIX^{ème} siècle (lacs, sommets, cascades...).



1. «les Monts Dore » pour la partie Ouest

a. Situation

Définir des limites paysagères précises de cet ensemble est délicat. Pourtant, même si les franges sont parfois difficiles à positionner d'un côté ou de l'autre, le massif en tant qu'entité joue un rôle déterminant dans l'image du département du Puy-de-Dôme et de la région Auvergne : image de référence dans les dépliant touristiques ou les supports de communication, appartenance forte.

b. Grandes composantes des paysages

■ Une structure de montagnes particulièrement complexe.

Le massif des Monts Dore est un massif volcanique (strato-volcan) dont la forme est complexe, contrairement à celle de la Chaîne des Puys ou du Devès par exemple, que la vue appréhende plus facilement. C'est ce qui reste, la "ruine", de trois grands volcans dont les émissions ont duré plus de trois millions d'années. Il a été modelé ensuite par une érosion glaciaire qui l'a entaillé pour aboutir à ces formations de cirques et de vallées aux formes spécifiques. L'érosion fluviale a fini de sculpter les formes du relief actuel du massif.



■ Des espaces singuliers, ressources naturelles devenues ressources touristiques.

Il a résulté de cette histoire géologique des sortes d'espaces de très grande qualité naturaliste et esthétique dont la diversité sur un territoire de montagne relativement confiné et facile d'accès a favorisé l'attractivité et l'exploitation des ressources dès l'avènement du tourisme au 19ème siècle :

- Les nombreux lacs d'origine volcanique dont la densité est très importante dans le massif
- Les sommets quasiment tous fréquentés voire aménagés en points de vue : sommets des trois volcans originels du massif (Puy de Sancy 1885 m ; piton de basalte de la Banne d'Ordanche 1512 m ; Puy de l'Aiguiller 1547 m)
- Les espaces issus de l'érosion glaciaire : les cirques comme celui de la vallée de la Fontaine Salée ; les vallées glaciaires comme celle de la Dordogne au Mont-Dore et celle de Chaudefour ; les sur-creusements glaciaires sur les replats accompagnés de dépôts ou de verrous comme celui du lac Guéry ; les nombreuses cascades (Grande Cascade, cascades du Saut-du-Loup, du Queureuilh et du Rossignolet, cascades de la Vernière et du Plat à Barbe près du Mont-Dore et de La Bourboule...) ; les zones de tourbières (tourbières du lac Servières, tourbière suspendue du bois de la Masse, zones humides de la vallée de la Fontaine salée...).



■ La concentration d'aménagements qui résultent de la superposition des logiques touristiques dans certains endroits : l'exemple du col de Guéry.

Au passage du col de Guéry, à l'articulation entre la vue sur le lac et une autre vue célèbre, celle des roches Tuillère et Sanadoire, un grand parking et une promenade belvédère ont été aménagés. Des arbres d'alignement ont été plantés sur le parking pour faire de

l'ombre. Un grand panneau d'information présente une image de la vue célèbre à l'endroit même où on peut la voir. Le parking sert aux visiteurs qui viennent voir la vue, aux usagers de la station de ski de fond et aux promeneurs qui, après avoir admiré les roches, se dirigent vers la *Maison de la Flore*, descendent vers le lac, vont jusqu'à la cascade en longeant le lac puis à travers bois.

■ **L'occupation traditionnelle du sol se cale étroitement sur la topographie, l'exposition, l'altitude et les possibilités de mise en valeur.**

Les étagements de la montagne sont bien marqués

- L'étage subalpin : ici le hêtre et le sapin ne dépassent pas l'altitude de 1500 mètres, même si des arbustes comme le sorbier ou le saule des lapons montent au-dessus de 1550 mètres. C'est aussi un espace d'estives.
- L'étage montagnard qui regroupe formations forestières (hêtraies, hêtraies-sapinières, chênaies-hêtraies, pinèdes de substitution), espaces cultivés (parcours, prairies de fauche, pelouses) et landes.
- De vastes espaces boisés forment de grandes plaques continues sur les reliefs : versants ouest, Bois de Domais, Bois de Gayme, Massif au sud de la vallée de la Dordogne (La Tour, Bois de Charbonnières, Montagne de Bozat...).



Les vastes espaces ouverts ont des physionomies très différentes.

En partie haute : les estives et les landes d'altitude sont des espaces ouverts et continus où se côtoient herbages, landes, et zones humides. Pourtant ces espaces ne sont jamais homogènes et de subtiles nuances de couleurs et de textures animent les surfaces.



c. Motifs paysagers

■ **La dominante de fermes blocs**

Les fermes blocs ont une volumétrie imposante, avec des toitures pentues, souvent avec des coyaux (éléments de charpente qui adoucissent la pente en bas de versant du toit au niveau de l'égout). Elles sont pour la plupart couvertes en lauzes ou en ardoises (souvent en remplacement du chaume.)

■ **Les "objets naturels"**

Les crêtes, les cascades, les roches (Roche Vendeix, Capucin...), les cirques glaciaires (Fontaine salée, Chaudefour...), les lacs (Servièrre, Guéry, Chambon, Pavin...) et les tourbières, les cols (Col de la Croix Morand, col de Guéry, col de la Croix Saint-Robert...), les rivières... sont autant d'événements naturels qui marquent à tout moment l'expérience que l'on peut avoir de l'ensemble de paysage de montagne. Leur caractère plus ou moins visible, accessible, célèbre en fait des destinations singulières ou des points de repères partagés.



■ **Les croix et systèmes de repérage**

Les croix sont nombreuses et particulièrement visibles dans les territoires ouverts de montagne. Si leur signification est perdue pour une grande partie de la population, leur présence est marquante et en fait un motif paysager. Leur fonction était multiple : croix de chemins, croix des rogations et de processions, croix de limites, croix de villages et de cimetières, croix des ponts, des sommets, des sources et des fontaines, croix de mémoire.

- Historiquement, la première fonction des croix a été de christianiser des lieux et d'y faire reculer les cultes anciens. Elles sont des indicateurs de l'avancée et de la présence du christianisme dans le territoire (les croix sur les sommets ou petits reliefs sont très nombreuses en Auvergne et assurent cette fonction de manière très visible).
 - Elles ont permis de faire reculer la peur de certains endroits, notamment aux croisements des chemins.
 - Elles ont servi et servent encore aujourd'hui de repères, notamment dans les zones à intempéries variables et périlleuses.
 - Certaines croix de chemins sont aussi des croix de procession funéraire. Le cortège funéraire s'arrêtait au pied de chaque croix se trouvant entre la maison du mort et l'église.
 - Certaines croix servaient aux rogations, fête rurale oubliée durant laquelle le prêtre à la tête d'une procession bénissait les champs et les cultures durant les trois jours précédant l'Ascension pour garantir aux villageois la prospérité et les protéger contre diverses agressions (maladies...). Les croix étaient placées dans des endroits stratégiques dans la campagne.
 - Les croix pouvaient servir de limites ou de bornages (entrées de villages, marquage de territoire d'une sauveté au Moyen-âge...).
 - Les croix peuvent être mises en place pour assurer la mémoire d'un événement brutal (comme la récente croix mémorial à Louis Randon) ou d'un malheur collectif comme une épidémie (les croix de peste) ou encore d'un conflit (croix de batailles)... Certaines croix (croix de mission) ont été édifiées à l'occasion d'une collecte au moment où un missionnaire de l'église séjournait pendant le temps d'une mission dans les lieux.
- Le système, devenu discret, des croix qui jalonnent encore les territoires du massif du Sancy est à mettre en relation d'une part avec nos systèmes actuels de bornage, balisage, signalisation des routes (repérage) et d'autre part avec les divers systèmes de conquête des sommets ou éminences, comme les constructions défensives anciennes mais aussi les systèmes de télécommunication ou de production énergétiques actuels sur l'ensemble des territoires auvergnats...



■ **Le motif et la logique des piquets de neige.**

Sur la plupart des routes du massif du Sancy, des piquets de neige sont installés de manière saisonnière, plus ou moins en bordure. Leur présence récurrente crée un paysage routier singulier, notamment en l'absence de neige. Deux grandes sortes de piquets : les piquets en PVC et les piquets en bois. Les piquets en bois tendent à disparaître au bénéfice des premiers. Exemple de descriptions par des fournisseurs : « piquets balises en polycarbonate teinté dans la masse et traité anti-UV ; « piquets en PVC rigide, antichoc grand froid » ; « piquets en PEHD (polyéthylène haute densité) »... Les piquets en bois sont généralement en châtaignier. Une marque de peinture rouge lumineuse les rend très visibles. Pour les autres, des autocollants luminescents sont rajoutés pour assurer cette fonction de visibilité. Les machines de déneigement induisent la distance d'implantation du piquet par rapport à la route.



d. **Ce qui a changé ou est en train de changer**

■ **Des mutations importantes liées au développement du tourisme hivernal ou estival :**

- ➔ Dégradation des crêtes (terrassements, pistes de ski, fréquentations piétonnes...).
- ➔ D'importants travaux de cicatrization ont été entrepris et l'image des crêtes se requalifie peu à peu. Celles-ci ont longtemps souffert d'une fréquentation intensive, notamment aux alentours du Sancy, avec pour conséquence un tassement du sol et une disparition de la végétation herbacée.

- La démultiplication des unités d'hébergement : chalets bois (isolés ou groupés en lotissements).
- L'évolution de l'architecture touristique : après une suite de constructions aux références modernistes, de nouvelles formes architecturales sont mises en œuvre qui recherchent une filiation avec des formes plus traditionnelles.

■ La modernisation agricole.

- Agrandissement des parcelles, élargissement des trames, disparition des talus et banquettes, dérochements, élargissement des chemins...
- Une ségrégation plus forte dans l'exploitation des parcellaires : tendance à une exploitation des parties planes jusqu'aux limites des massifs forestiers ou des zones rocheuses et sous-exploitation des parcelles les plus pentues qui évoluent en landes.
- Sous-entretien des limites de parcelles où s'installent des genêts.

■ Les divers petits aménagements issus de l'évolution des pratiques agricoles qui font évoluer l'apparence du massif :

- Les couvertures de silos à lisier
- Les maisons d'agriculteur et les toitures solaires
- La scarification des estives.
- GR clôturé en estives.
- L'extension d'un hameau par de nouvelles stabulations. La narse d'Espinasse, cratère d'explosion, est à quelques enjambées du hameau d'Espinasse. L'extension du hameau est un cas d'école qui illustre un mode d'extension particulier des bourgs de campagne. A l'origine, c'est un hameau de bâtiments accolés, de fermes qui forment des alignements singuliers. Un ensemble complexe de bâtiments agricoles a été construit autour en différents points, très légèrement à l'écart du village sans pouvoir toutefois être identifiés de manière autonome, en prolongement, donc. Ils sont soit encore isolés, soit aujourd'hui regroupés en agglomérats qui en préfigurent d'autres pour l'avenir. Un agglomérat de bâtiments dans la partie sud-est du hameau, construit au cours des trente dernières années, a fait progresser la perception que



l'on en a par rapport à la narse : le hameau s'étend ; une première stabulation a été construite ; puis un tunnel ; puis, dans les années quatre-vingts, la maison de l'agriculteur proche de ses installations ; puis, d'autres hangars, une extension de la stabulation vers une plateforme récente sur un gros talutage. L'extension du village prend l'apparence d'une extension périurbaine d'un modèle apparenté à celui d'une « zone d'activité agricole ». L'implantation des autres grands bâtiments agricoles, pour le moment isolés, dont certains ont le toit recouvert de capteurs solaires et les abords plantés des mêmes haies de conifères horticoles qu'autour des zones d'habitations périurbaines, contribue également à faire le rapprochement entre ce développement rural de bourg et les formes visibles dans les univers périurbains.

2. Pays coupés des volcans

a. Situation

Il désigne un ensemble de rivières coulant vers l'Allier (et leurs affluents), qui descendent du Sancy ou du Cézallier, globalement orientées ouest-est jusqu'à la vallée et les gorges de l'Alagnon : Sianne, Voireuse, Ruisseau d'Auze, Couze d'Ardes, Couze de Valbeix, Couze Pavin, Couze Chambon, Monne, Veyre, Auzon. Cet ensemble paysager est une zone de transition entre les Hautes-Terres et la plaine. Il fait écho aux Pays coupés du Livradois

b. Grandes composantes des paysages

■ Pays coupés par les couzes et leur vallée.

Les pays coupés sont des endroits "marginaux", dans le sens où ils forment les marges de deux territoires bien distincts, un plateau et une plaine. Ce sont des "espaces entre", qui tiennent à la fois du plateau et de la plaine sans en être entièrement. On pourrait dire aussi que ce sont des "franchissements" ou des "seuils". Ces espaces ont suffisamment d'épaisseur pour être identifiés de manière singulière, ceci au travers de la caractéristique pratique suivante : coupés par les rivières et les vallons (ou creusés par ces rivières), il est plus compliqué qu'ailleurs de les traverser perpendiculairement à ces traits de coupe. Il en découle, dans ces pays, un sens particulier et contraint de l'usage du territoire.

Certains "pays coupés" auvergnats ont plus d'épaisseur que d'autres, ou sont géographiquement localisés de manière plus favorable que d'autres. C'est par exemple le cas pour la partie nord des pays coupés des Volcans près du bassin d'activité de Clermont-Ferrand. Les reliefs des "coupes" sont parfois plus doux aussi, ce qui a pour corollaire la quantité de vallons ou de gorges. Ces quatre composantes basiques (épaisseur, localisation géographique, force du relief, nombre des coupes) sont les quatre niveaux d'indication du type de pays coupé dans lequel on se trouve.

■ Des formes géologiques marquantes.

Cet ensemble de paysages offre une succession de *bassins d'effondrement* et de *défilés* séparés par des reliefs souvent d'origine volcanique. Il en résulte une morphologie très complexe relevant de deux temps différents :

- Un socle ancien métamorphique recouvert par les coulées volcaniques, les sédiments ou au contraire dégagé par l'érosion fluviale. Les vallées creusées dans le socle s'orientent suivant des lignes de faille, des pans rocheux qui pointent dans les versants, des blocs surélevés (horsts)
- Des phénomènes volcaniques très étalés dans le temps, adoptant de nombreuses formes, qui ont recouvert les formations plus anciennes, les masquant et orientant les formes d'érosion ultérieures : coulées anciennes aujourd'hui dégagées par l'érosion qui forment des coulées inversées particulièrement caractéristiques, coulées récentes non encore dégagées par l'érosion, cônes récents aux formes massives...

■ Une grande diversité de situations paysagères liée à la géologie et au climat.

Cette complexité géologique, et celle des sols qui en résultent, ajoutée au large étagement en altitude de 500 mètres à 1200 mètres et une certaine sécheresse du climat (le secteur est protégé par les reliefs du Sancy des influences venant de l'ouest) engendrent une très grande variété des terroirs, des potentialités agronomiques et types de mise en valeur, et donc des paysages.



■ Un processus de retour aux dynamiques naturelles d'une ancienne vallée exploitée : la vallée de la Monne.

Parmi ces formes de présence humaine dans ces vallées, l'une des plus singulières est peut-être celle disparue des paysans qui descendaient moudre le grain au bord de la Monne et qui habitaient les maisons en ruine du village de Riberolles. Le pont du Moyen-Age, le village abandonné sous la végétation, la nature des chemins... confèrent au lieu une atmosphère étrange.

La vallée de la Monne, en amont de Saint-Saturnin jusqu'à Monne, bien qu'aussi accueillante que les autres vallées et aussi proche de Clermont-Ferrand, a été préservée de toute installation résidentielle par son *classement au titre de la politique des sites de l'Etat* en 1979. Deux projets de construction ont déclenché la prise de conscience de la fragilité de cette vallée encaissée de la Monne : un très vaste monastère sur le rebord nord de la rupture de pente réalisé en 1977 et un projet de microcentrale hydraulique qui n'a pas été réalisé du fait du classement du site.



Il a résulté de ce classement que l'apparence de la vallée est redevenue quasiment "sauvage" : une végétation de qualité s'y est tranquillement développée. La richesse de la flore et l'évolution des dynamiques naturelles ont été étudiées précisément dans le périmètre du site. Un article de *la Revue des Sciences Naturelles d'Auvergne* (vol. 70, 2006) en rend compte. Il s'intitule *Flore et dynamique des végétations des gorges de la Monne en 1996-2006. Eléments pour leur gestion patrimoniale* (par Michel Frain) : « Le site classé des gorges de la Monne est d'une grande richesse floristique et écologique : environ cinq cents plantes vasculaires ont été recensées en 1996 et 2003 ; trente-et-une sont des espèces remarquables dont cinq sont protégées en France ou en Auvergne. Avec des versants contrastés nord et sud, des variations notables de l'altitude et un contexte mésoclimatique d'abri, les végétations sont très variées et certains habitats sont reconnus d'intérêt prioritaire comme *les ravins à tilleuls* et *l'aulnaie ripisylve*. Durant la période 1996-2003, l'évolution du milieu est principalement due au passage de la tempête de décembre 1999 : les pinèdes et des chênaies ont souffert ; la régénération se fait naturellement au profit d'une strate herbacée riche en espèces ; des fourrés se constituent sous les pins couchés et non exploités rendant le milieu impénétrable. Le versant sud occupé par des pelouses, des landes et des fourrés évolue suivant une dynamique naturelle lente et perceptible : en sept ans, des landes sont devenues sénescentes et des genêts à balais se sont desséchés ; de plus, la callunaie a parfois supplanté une landine à armoise champêtre ; la diversité élevée sur ce versant méridional est liée notamment au maintien d'un pâturage ovin libre près de Randols [...] ».

ENJEUX

- La qualité paysagère.
- La qualité du cadre de vie des habitants.
- L'évolution des paysages.

ORIENTATIONS / Pistes de réflexion pour le PLU

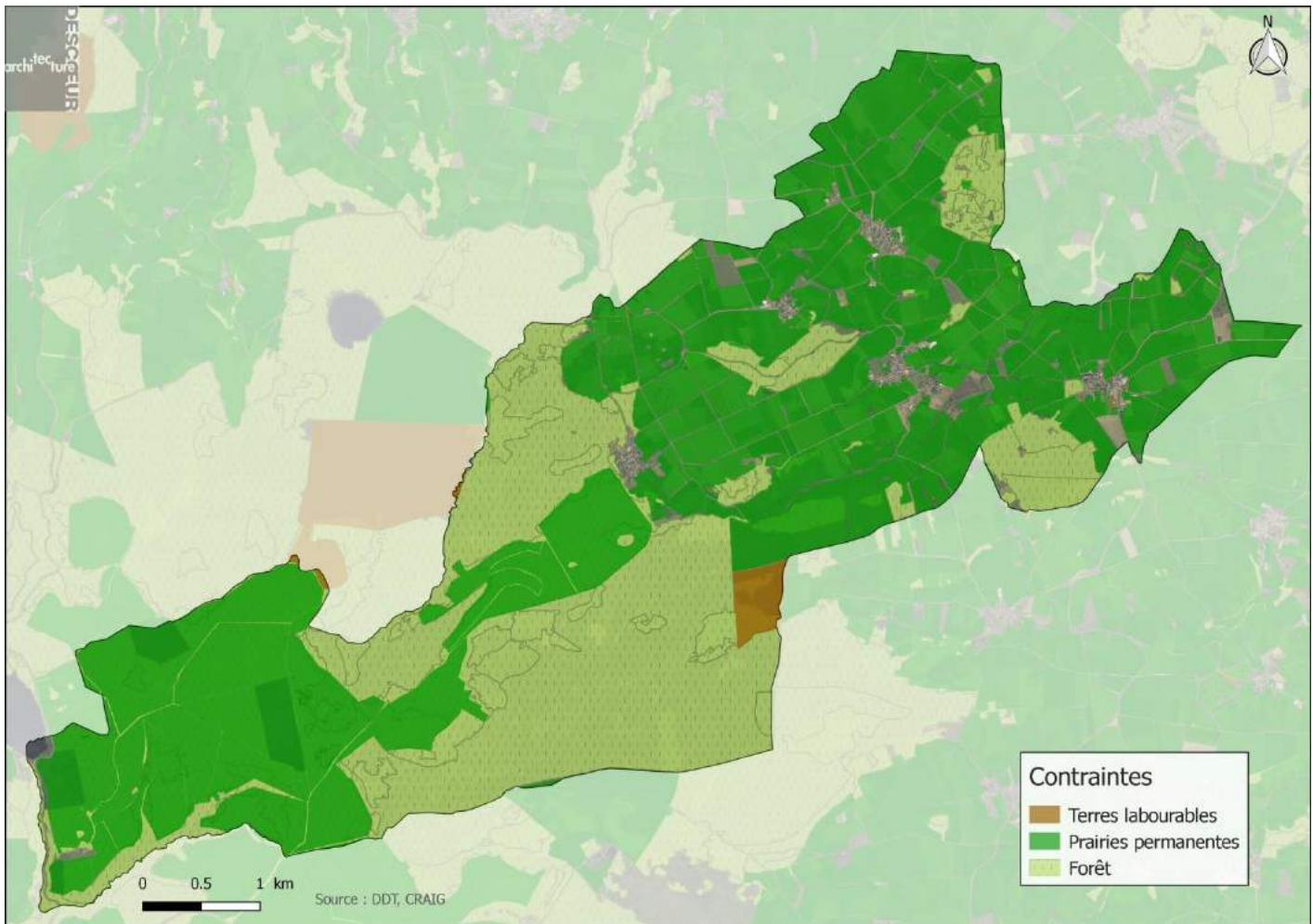
- Veiller au traitement de la transition entre espaces agricoles et espaces urbains.
- Conserver l'ouverture des paysages.
- Conserver la lisibilité des reliefs.

4e PARTIE

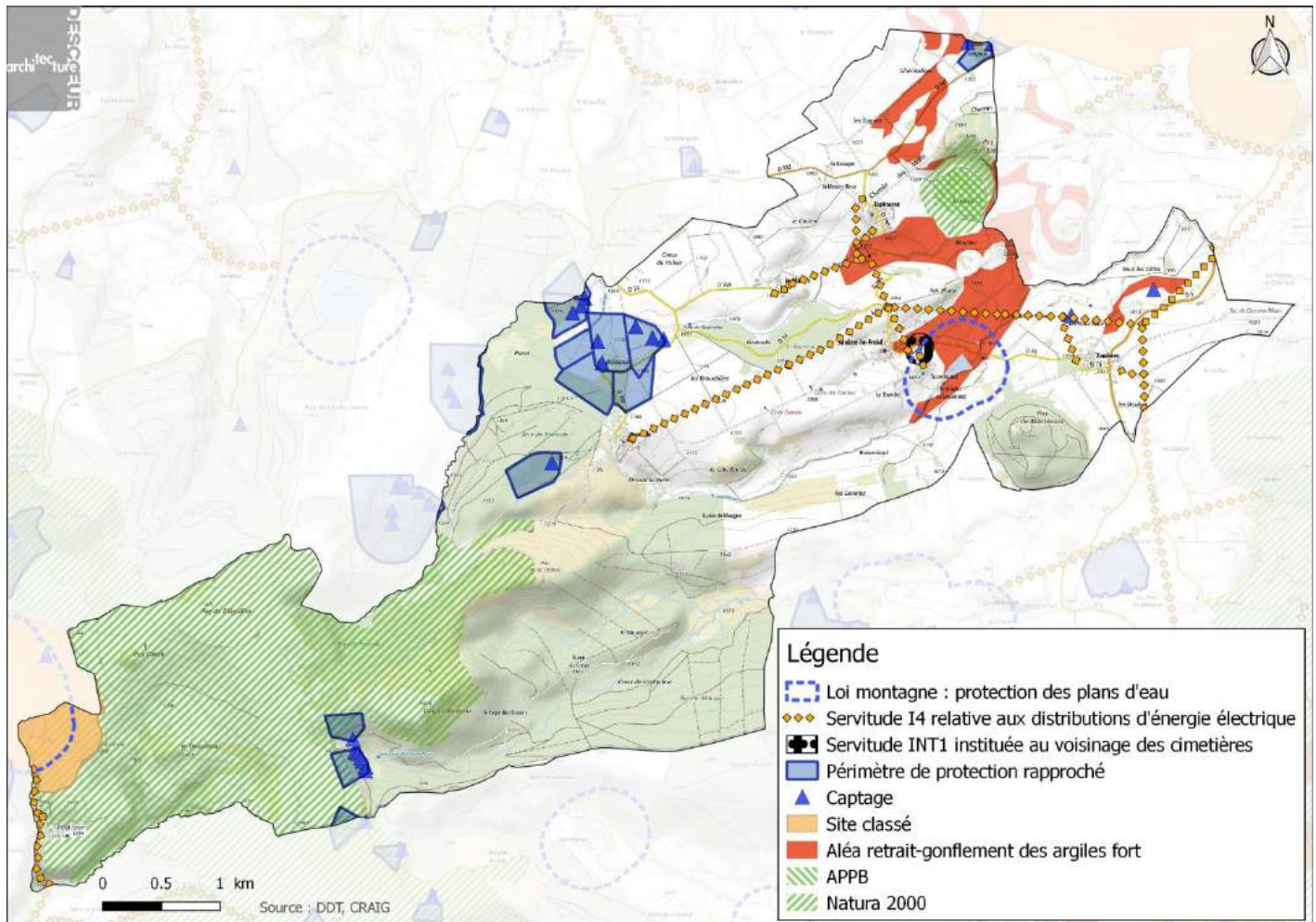
LES ORIENTATIONS GENERALES

A. SYNTHÈSE : LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES

1. Veiller à protéger les espaces agricoles et forestiers



2. Prendre en compte les servitudes d'utilité publiques, les zonages naturels et le risque argile



5e PARTIE

ANNEXES ET BIBLIOGRAPHIE

A. BIBLIOGRAPHIE

- Rapport d'activités, Atmo Auvergne, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012.
- INSEE 2015.
- Guide méthodologique pour la prise en compte des eaux pluviales dans les projets d'aménagement, CETE Sud-Ouest, Missions et délégations inter services de l'eau, 2002.
- Les solutions compensatoires en assainissement pluvial, CETE Sud-Ouest, Missions et délégations inter services de l'eau, 2002.
- Bulletin hydrologiques, DIREN Auvergne.
- Les pesticides dans l'air en France et en Auvergne, Etat des lieux, AtmoAuvergne, 2006.
- Prodige.fr
- SDAGE et SAGE
- Carte IGN.
- Carte géologique BRGM.
- CRAIG
- Banque de données ADES.
- Mutuelle des architectes français, Flash actualités n°75, février 2011.
- Les Enjeux des Géosciences, Fiche de Synthèse scientifique n°10, Avril 2005.
- <http://www.infoterre.brgm.fr>
- <http://www.eau-loire-bretagne.fr>
- <http://www.phyt'eauvergne.ecologie.gouv.fr>
- <http://www.geoportail.fr>
- <http://www.meteofrance.com>
- <http://www.sisfrance.net>
- <http://cartorisque.prim.net>
- <http://www.brgm.fr>
- <http://basias.brgm.fr/>
- <http://basol.ecologie.gouv.fr>
- <http://www.pollutionsindustrielles.ecologie.gouv.fr/IREP/>
- <http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr>
- <http://www.pole-tourbieres.org/>
- <http://www.cartoradio.fr>
- <http://www.irsn.fr>

B. ANNEXES

1. Prise en compte des fonctions à remplir pour la TVB, définies au niveau national

Lignes directrices	Orientations/enjeux/méthodologie du SRCE Auvergne prenant en compte les lignes directrices nationales	convergence
Contribuer à stopper la perte de biodiversité et à restaurer et maintenir ses capacités d'évolution	La traduction concrète notamment dans les documents d'urbanisme y contribuera : identification des réservoirs et corridors à l'échelle locale.	convergence totale
La TVB comme outil d'aménagement durable des territoires	urbanisme et planification territoriale : intégrations éléments TVB dans la planification et les documents d'urbanisme ; Prise en compte dans les	convergence totale
La TVB tient compte des activités humaines, et intègre des enjeux socio-économiques	prise en compte des enjeux socio-économiques : agriculture, sylviculture, tourisme. Le diagnostic précise que l'écologie du paysage a été utilisée, elle prend en compte des activités humaines comme partie intégrantes des systèmes écologiques. Ces activités agissent de façon plus ou moins favorable sur les écosystèmes. Le SRCE est co-construit, des réunions de concertation ont aussi permis de partager diagnostic, enjeux, objectifs et actions auprès des acteurs locaux.	convergence totale
La Trame verte et bleue respecte le principe de subsidiarité et s'appuie sur une gouvernance partagée, à l'échelle des territoires	Réservoirs et corridors SRCE au niveau régional, réservoirs et corridors à affiner et compléter au niveau local à travers les documents d'urbanisme	convergence
La Trame verte et bleue implique une cohérence entre toutes les politiques publiques	objectifs du SRCE : "contribuer à l'intégration de l'enjeu de préservation et de remise en bon état de continuités dans les autres politiques d'aménagement et de gestion du territoire, orienter ces politiques de manière - Mise en synergie du SRCE et des politiques de préservation des espaces naturels ; Accompagnement technique à la mise en œuvre du SRCE, porter à connaissance, cadrage préalable favorable"; faciliter l'appropriation des enjeux de préservation et de remise en bon état par les acteurs; favoriser leur participation à la mise en œuvre du SRCE; Mutualisation des connaissances sur la biodiversité; Projet d'élaboration d'une stratégie pour la préservation de la biodiversité	convergence totale
La gestion de la Trame verte et bleue repose sur une mobilisation de tous les outils et sur une maîtrise d'ouvrage adaptée	via la planification et les documents d'urbanisme; mobilisation des outils existants	convergence
La Trame verte et bleue se traduit dans les documents d'urbanisme	Réservoirs et corridors à affiner et compléter au niveau local à travers les documents d'urbanisme	convergence totale
Fonctions à remplir par les TVB telles que définies par les orientations stratégiques	Orientations/enjeux/méthodologie du SRCE Auvergne prenant en compte les orientations stratégiques nationales	prise en compte (intégration)
Diminuer la réduction, la fragmentation et la vulnérabilité des écosystèmes et des habitats naturels et semi-naturels et préserver leur capacité d'adaptation	Orientations Urbanisme et Planification territoriale, Infrastructures	pris en compte
Garantir les interactions entre les milieux terrestres et aquatiques et maintenir la diversité	Maintien des infrastructures agro-écologiques (bocage, arbres isolés, zones humides...). Mosaïque de milieux	pris en compte
Permettre le déplacement des aires de répartition des espèces sauvages et des habitats naturels dans le contexte du changement climatique	prise en compte des critères de cohérence nationale et des habitats et espèces sensibles - D'après le diagnostic des continuités, le maintien de la trame agropastorale thermophile, enjeu régional majeur, en particulier dans le cadre du réchauffement climatique qui pourrait engendrer une remontée des habitats naturels subméditerranéens	pris en compte
Préserver des populations d'une espèce en limite d'aire de répartition en favorisant notamment les stations récentes où les populations sont en croissance	prise en compte des critères de cohérence nationale et des habitats et espèces sensibles	indirectement pris en compte
Fonctions à remplir par les TVB telles que définies par les orientations stratégiques	Orientations/enjeux/méthodologie du SRCE Auvergne prenant en compte les orientations stratégiques nationales	prise en compte (intégration)
Conserver et améliorer la qualité et la diversité des paysages	Maintien de la biodiversité des milieux ouverts et des infrastructures agro-écologiques, préservation des éléments, motifs et structures paysagers	pris en compte
Conserver et améliorer la qualité et la diversité des sols	–	indirectement pris en compte
Garantir la fourniture des ressources et des services écologiques indispensables aux acteurs présents sur le territoire : contributions directes de la TVB aux activités humaines	agriculture, sylviculture, tourisme durable	pris en compte
Eviter l'abandon des terres agricoles et la spécialisation des territoires conduisant à une homogénéisation des paysages	préservation du foncier; lutte contre la déprise agricole	pris en compte
Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et à l'accueil d'activités de loisirs	développement de bonnes pratiques en matière de tourisme	pris en compte
Favoriser des modes de gestion garantissant un bon état de conservation aux espèces et habitats (forêts, terres agricoles, urbanisation)	objectifs milieux ouverts, milieux forestiers, documents d'urbanisme	pris en compte
Maîtriser l'urbanisation (lutte contre l'étalement urbain, limitation de la dégradation et fragmentation des milieux, attention aux pollutions) et l'implantation des infrastructures et améliorer la perméabilité des infrastructures	reconnaissance des éléments TVB dans les documents d'urbanisme, lutte contre l'artificialisation des sols et la déprise agricole, objectifs de transparence des infrastructures	pris en compte

2. Prélocalisation des zones humides

Définition des 5 classes d'enveloppes potentiellement humides

ENVELOPPE DE PROBABILITE DE PRESENCE			DONNEES INTEGREES	Surface km2	Surface %
Enveloppe 1 : Forte observation	Zones humides identifiées selon les critères de l'Arrêté du 24 juin 2008 mais dont les limites n'ont pas été réalisées par des diagnostics de terrain (photo-interprétation) Ou Zones humides identifiées par des diagnostics terrain mais à l'aide de critères et/ou d'une méthodologie différente de celle de l'arrêté. Les limites et le caractère humide des zones peuvent être vérifiés.		Limite de l'espace de divagation optimal de l'Allier - Tous les polygones	145.39	2.29
			Photo-interprétation sur de la BD ORTHO	75.29	1.19
			Inventaire Monts de la Madeleine - Tous les polygones	7.63	0.12
			PIAO avec des données utilisées comme support et vérification de la photo-interprétation mais non intégrées directement - identification de la source lorsqu'un polygone de photo-interprétation était superposé aux polygones de ces données : - CEPA - Inventaire prés salés - Inventaire Carex - Etude Volvic - Sites de suivi CEN	2.43	0.04
			PIAO avec des données utilisées comme support et vérification de la photo-interprétation mais non intégrées directement - identification de la source lorsqu'un polygone de photo-interprétation était superposé aux polygones de ces données : - CHANES - Inventaires NATURA 2000 - Parcelles "H" = Codes Corine Biotope considéré comme humide dans l'arrêté du 24 juin 2008	2.28	0.04
	TOTAL ENVELOPPE 1			233.02	3.67
Enveloppe 2 : Probabilité forte	Probabilité importante de zones humides. Mais le caractère humide et les limites restent à vérifier et à préciser	ss-classe Historique	Limite de l'espace de divagation maximal de l'Allier	86.47	1.36
			CASSINI : Délimitation des étangs	6.6	0.10
		ss-classe Actuelle	Buffer des cours d'eau et des plans d'eau avec zones en eau	960.22	15.14
			IBK - Zone de forte probabilité (plus de 80 % de zones humides potentielles)	273.5	4.31
	TOTAL ENVELOPPE 2			1326.79	20.91
Enveloppe 3 : Probabilité moyenne	Probabilité moins importante de zones humides. Le caractère humide et les limites restent à vérifier et à préciser		Inventaire Natura 2000-CHANES - Parcelles "PH" - Code "PH" du champ "LEGIS" de table Corine biotope	31.29	0.49
			IBK - Zone de moyenne probabilité (entre 50 et 80 % de zones humides potentielles)	1561.17	24.61
	TOTAL ENVELOPPE 3			1592.46	25.10
Enveloppe 4 : Très faible probabilité	Enveloppe ou manque d'information ou données indiquant une faible probabilité de présence de zones humides (déduite des autres masques)		Zones en dehors des masques des 4 autres enveloppes	3095.39	48.79
		TOTAL ENVELOPPE 4			3095.39
Zones en eau	Non humides		Plan d'eau	32.82	0.52
			Réseau hydrographique	63.81	1.01
	TOTAL ZONES EN EAU			96.63	1.52

Surface totale SAGE Allier aval : 6344.29 km²

3. L'énergie dans le Puy-de-Dôme, Communauté de communes les Cheires, 3 février 2015



- De faciliter l'engagement des collectivités dans le défi de la transition énergétique par une meilleure connaissance des enjeux sur leur propre territoire ;
- De mieux orienter ces politiques sous l'angle énergétique pour réduire consommation, dépendance énergétique et limiter la fragilisation des habitants (précarité énergétique) et acteurs économiques ;
- De disposer d'une évaluation régulière de l'impact de leurs politiques publiques en matière d'habitat, d'aménagement de l'espace territorial ;
- D'évaluer leur Plan Climat Énergie Territorial (PCET) tout en ayant la garantie d'accéder à des données fiables et répondant à une méthode de calcul stable dans le temps et commune aux territoires.

Enfin, l'animation de cet outil a parallèlement pour vocation à capitaliser des indicateurs toujours plus précis, de pérenniser les protocoles de collecte de données et de parfaire les méthodes de calcul.

Pour chaque territoire intercommunal, l'agence locale est en capacité d'éditer un état des lieux énergétique précis et exhaustif avec des indicateurs en lien avec la consommation, la production énergétique ainsi que les potentiels de ressources locales et renouvelables.

L'énergie dans la CC les Cheires : panorama en chiffres – Aduhme - 16 janvier 2015

Avant-propos

Force est de constater que les initiatives locales en faveur de la réduction de la consommation d'énergie et de la diversification du bouquet énergétique se multiplient.

Les motivations de ces actes sont évidentes : réduction de la facture énergétique des acteurs économiques, des collectivités publiques et des territoires, lutte contre la précarité énergétique, diminution des gaz à effet de serre et autres polluants. C'est de même l'occasion de participer à la réalisation des engagements internationaux, nationaux et locaux à l'instar du Schéma régional climat, air et énergie (SRCAE).

Ce schéma, établi par la Région Auvergne et l'Etat, fixe pour 2020 des objectifs ambitieux que l'on ne peut que soutenir au regard des enjeux énergétiques et climatiques qui pèsent sur nos territoires :

- une réduction de 22,4 % des consommations énergétiques finales d'ici 2020 par rapport à celles de 2008 ;
- une réduction de 15 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 par rapport à celles de 2007 et une division par 4 des émissions de GES d'ici 2050 par rapport à celles enregistrées en 1990 ;
- une production des énergies renouvelables équivalente à 30 % de la consommation énergétique finale en 2020, soit un doublement de la proportion actuelle.

Pour autant, sans suivi régulier et précis de l'évolution des flux énergétiques, difficile d'évaluer la performance des politiques publiques, l'engagement des habitants et acteurs des territoires, notamment pour les collectivités devant piloter un Plan climat énergie territorial (PCET). Sans estimation des gisements et potentiels locaux en matière d'énergie renouvelable, il semble également difficile de réfléchir à des perspectives d'exploitation à l'échelle locale dans le cadre de nouveaux projets d'aménagement par exemple.

C'est toute l'ambition que porte l'Aduhme au travers de son outil de suivi et de perspectives de la transition énergétique, auquel participent adhérents et partenaires de l'agence locale.

L'aduhme

L'agence locale des énergies et du climat, créée en 1996 à l'initiative de collectivités publiques et d'acteurs locaux, a pour vocation d'accompagner la transition énergétique des territoires.

Elle anime, notamment, pour ce faire un outil de suivi et de perspectives de la transition énergétique à l'échelle du Puy-de-Dôme avec l'appui de ses adhérents et de nombreux partenaires fournisseurs de données. Ces éléments s'avèrent très utiles pour les collectivités qui travaillent à un projet de territoire, à l'élaboration des documents programmatiques et stratégiques (PLH, PDU, DAC...) et réglementaires (PLU, SCOT...). L'éclairage ainsi apporté en matière d'enjeux énergétiques leur permettra alors :

L'énergie dans la CC les Cheires : panorama en chiffres – Aduhme - 16 janvier 2015

Chiffres clés

	CC Les Cheires	Puy-de-Dôme
Part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie (calculée selon la directive 2009/28/CE)	14,3 %	11,7 %
Taux de dépendance énergétique	91,5 %	92,6 %
Consommation finale (CF) d'énergie / part de la CF dans le 63	314 GWh / 2 %	20 269 GWh
Répartition de la CF en %	Industrie	1 %
	Transport	40 %
	Tertiaire	8 %
	Résidentiel	48 %
	Agriculture	3 %
Production primaire / part de la production primaire dans le 63	27 GWh / 2 %	1 542 GWh
Nombre de communes raccordées au réseau de gaz naturel / nombre total de communes du territoire	8 / 11	148 / 470
Noms des communes raccordées au réseau de gaz naturel	AYDAT, CHANONAT, COURNOIS, LE-CREST, SAINT-AMANT-TALLENDE, SAINT-SANDOUX, SAINT-SATURNIN, TALLENDE	

Dépendance énergétique

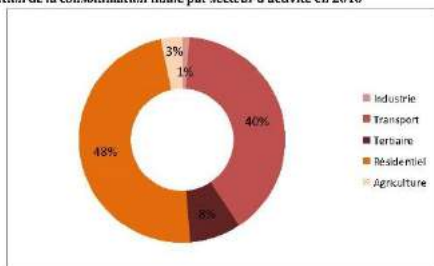
Le taux de dépendance énergétique indique la part de l'énergie qu'un territoire doit importer. Il est obtenu en divisant les importations nettes d'énergie (importations brutes – exportations brutes) par la consommation intérieure brute d'énergie. Le taux de dépendance énergétique du territoire est de 91,5 % (contre 92,6 % pour le Puy-de-Dôme).

L'énergie dans la CC les Cheires : panorama en chiffres – Aduhme - 16 janvier 2015

Consommation énergétique

Prédominance du secteur résidentiel

Répartition de la consommation finale par secteur d'activité en 2010

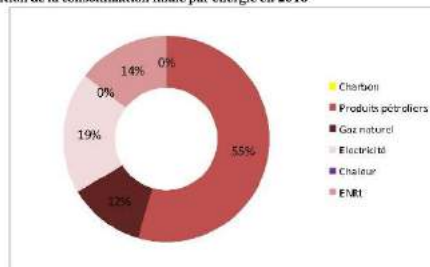


→ Consommation énergétique finale totale = 314 GWh/an, ce qui correspond à 557 346 aller / retour Clermont-Ferrand / Paris en voiture.

L'énergie dans la CC les Chêres : panorama en chiffres – Aduhime - 16 janvier 2015

Part majoritaire des produits pétroliers

Répartition de la consommation finale par énergie en 2010



→ Les combustibles fossiles (charbon, produits pétroliers, gaz naturel) représentent 65,5 % de l'énergie finale consommée.

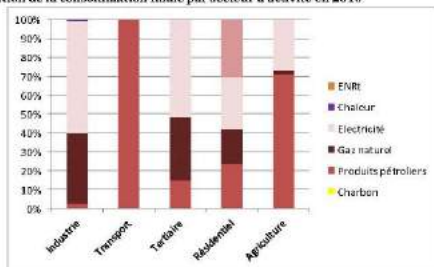
→ La part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie est de 14,3 % (calculée selon la directive 2009/28/CE). L'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie est l'énergie renouvelable consommée par le territoire. Cette énergie renouvelable peut être primaire (hydraulique, photovoltaïque, éolien, biogaz, bois-énergie, solaire thermique, géothermique, aérothermique, biomasse liquide, déchets biodégradables) ou secondaire (chaleur et électricité renouvelables issues d'un réseau de chaleur bois par exemple). Vis-à-vis de cet indicateur, un territoire peut être vertueux même s'il ne produit pas d'énergie renouvelable sur son territoire et qu'il l'importe (bois-énergie par exemple).

Pour rappel, le SRCAE de l'Auvergne a fixé comme objectif d'atteindre 30 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie d'ici 2020. Pour atteindre cet objectif, d'importants efforts devront être faits à la fois sur la baisse de la consommation et sur le développement des énergies renouvelables.

L'énergie dans la CC les Chêres : panorama en chiffres – Aduhime - 16 janvier 2015

Des énergies spécifiques selon les secteurs

Répartition de la consommation finale par secteur d'activité en 2010



→ Le secteur résidentiel consomme à parts quasi-égales des produits pétroliers (fioul domestique), de l'électricité et des énergies renouvelables thermiques. La consommation de gaz naturel est moindre puisque toutes les communes ne sont pas raccordées au réseau de distribution.

→ 100 % de l'énergie renouvelable thermique est imputable au secteur résidentiel (utilisation de bois-bûche pour le chauffage notamment).

→ Le secteur des transports (ici, totalement routier) tout comme le secteur agricole, est fortement dépendant des produits pétroliers (à hauteur de 100 % et 71 % respectivement). Les produits pétroliers n'ont pour ainsi dire pas d'énergie concurrente dans les transports, ce qui contribue à fragiliser ce secteur.

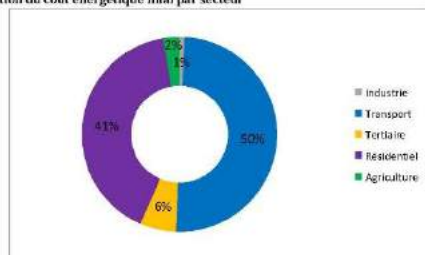
→ Le secteur industriel consomme essentiellement de l'électricité et du gaz naturel.

L'énergie dans la CC les Chêres : panorama en chiffres – Aduhime - 16 janvier 2015

Facture énergétique

Le transport : un secteur qui pèse lourd dans la facture territoriale

Répartition du coût énergétique final par secteur



→ Coût énergétique final total estimé : 30 millions d'euros TTC / an.

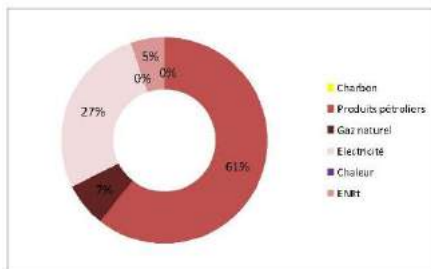
→ Le secteur des transports prend une part plus importante dans les dépenses que dans les consommations énergétiques au regard du prix élevé du kWh des produits pétroliers.

L'énergie dans la CC les Chêres : panorama en chiffres – Aduhime - 16 janvier 2015



Produits pétroliers et électricité : des énergies particulièrement coûteuses

Répartition du coût énergétique final par énergie



→ La part des produits pétroliers et celle de l'électricité sont plus importantes dans la facture que dans la consommation énergétique car ce sont les énergies les plus coûteuses.

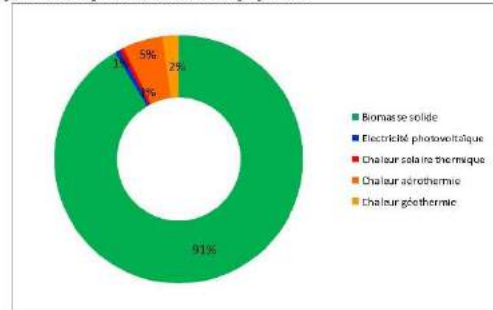
L'énergie dans la CC les Cheires : panorama en chiffres – Aduhne - 16 janvier 2015



Production locale et gisement disponible d'énergie

Le bois-énergie, principale énergie produite sur le territoire

Répartition de la production locale d'énergie primaire



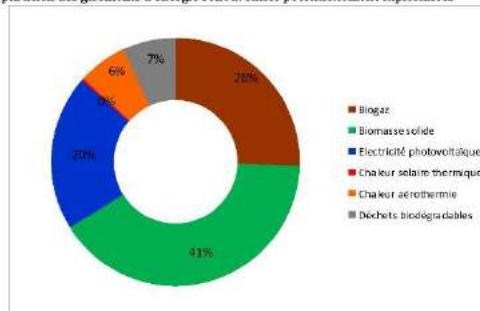
→ Production locale d'énergie primaire = 77 GWh / an.

→ En 2010, l'énergie primaire produite sur le territoire est totalement renouvelable.

L'énergie dans la CC les Cheires : panorama en chiffres – Aduhne - 16 janvier 2015

11

Répartition des gisements d'énergie renouvelable potentiellement exploitables



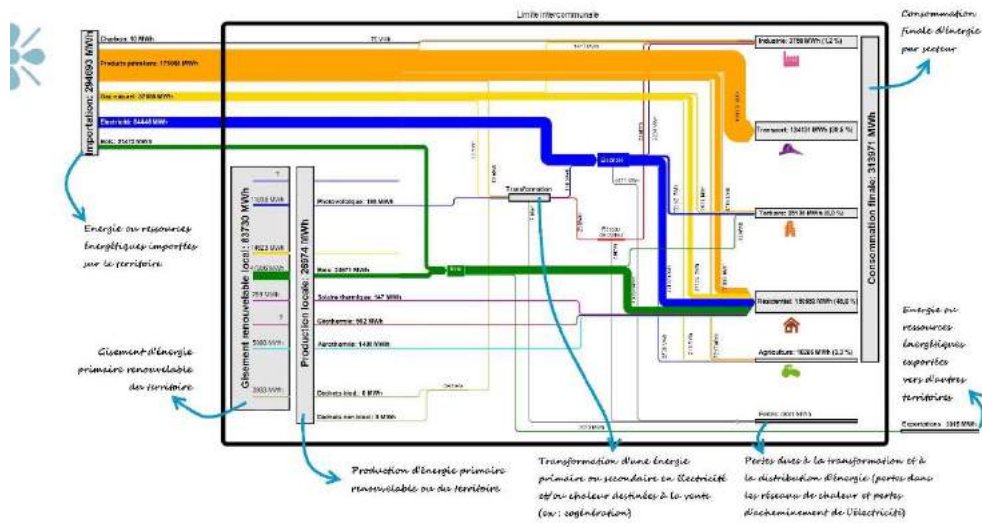
→ Le gisement d'énergie renouvelable potentiellement exploitable sur le territoire représente 57 GWh / an. Si l'intégralité du gisement était mobilisée, la part d'énergie renouvelable par rapport à la consommation finale brute d'énergie atteindrait 30,3 % (contre 14,3 % actuellement).

→ Deux importants gisements renouvelables seraient potentiellement exploitables : le bois-énergie et le biogaz. En ce qui concerne le bois-énergie, d'importantes ressources semblent être potentiellement exploitables, puisque le taux de boisement du territoire est de 32 % (contre 34 % pour le Puy-de-Dôme). Le biogaz pourrait être obtenu à partir de matières organiques telles que les effluents d'élevage et les résidus de cultures à travers un procédé de méthanisation. Ce gisement pourrait couvrir 39 % de la consommation finale en gaz naturel.

L'énergie dans la CC les Cheires : panorama en chiffres – Aduhne - 16 janvier 2015

12

Flux énergétiques du Puy-de-Dôme : diagramme de Sankey



Glossaire

1 GWh = 1 000 MWh = 1 000 000 kWh = quantité d'énergie équivalent à une puissance d'un gigawatt déployée pendant une heure.

Consommation d'énergie finale : consommation d'énergie par les utilisateurs finals des différents secteurs de l'économie (résidentiel, tertiaire, industrie, transport et agriculture). Elle ne comprend ni les quantités consommées pour produire ou transformer l'énergie, ni les pertes de distribution.

Produits énergétiques primaires : produits extraits ou tirés directement des ressources naturelles, comme c'est le cas du bois, du gaz naturel, du pétrole brut, etc.

Chaleur : la chaleur est produite sous forme d'énergies primaire et secondaire. La chaleur primaire s'obtient à partir de sources naturelles, telles que les énergies géothermique et solaire. La chaleur secondaire s'obtient en brûlant par exemple des combustibles tels que le charbon, le gaz naturel, le pétrole, la biomasse et les déchets.

Énergies renouvelables primaires thermiques (Enltp) : comprenant le bois-énergie, les résidus agricoles et agroalimentaires, le solaire thermique, la géothermie, les pompes à chaleur, les déchets urbains renouvelables, le biogaz et les biocarburants.

Consommation finale brute d'énergie : consommation d'énergie par les utilisateurs finals (résidentiel, tertiaire, industrie, transport et agriculture) et par la branche énergie, ainsi que les pertes de distribution.

Les résultats présentés dans cette brochure sont ceux de l'année 2010 car certains fournisseurs ne disposent pas de données plus récentes. Par ailleurs, étant donné que certaines informations sont commercialement sensibles à la maille communale, les données et indicateurs sont établis à la maille intercommunale.



Sources

Deux types de sources ont permis la réalisation des graphiques et cartes présentés dans ce document.

Données publiques provenant des organismes suivants : ADEME, Aduhne, AFPAC (Association Française pour les Pompes à Chaleur), Agreste, AIE (Agence internationale de l'énergie), Conseil Général du Puy-de-Dôme, Eurostat, IGN bdtopo (Institut National de l'Information Géographique et Forestière), MEDDE (Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie), Météo-France, Ministère de la Défense, Observ'ER, Préfecture du Puy-de-Dôme, Propeller, SOeS (Service de l'Observation et des Statistiques), Valtom63, Vlséva.

Données provenant de sollicitations formalisées voire de conventions : ATMO Auvergne, CRAIG (Centre Régional Auvergnat de l'Information Géographique), DDT63 (Direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme), DREAL Auvergne (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), ERDF (Electricité Réseau Distribution France), GrDF (Gaz Réseau Distribution France), GRTgaz, INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques), RTE (Réseau de Transport d'Électricité), SMTIC (Syndicat Mixte des Transports en Commun), T2C.

4. Inventaire du petit patrimoine bâti non protégé (SMPNRVA, déc 2015)

Nom_objet	Famille	Type	Présentation_générale	Lieu-dit
Croix	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix en fer forgé non ouvragée, ne présentant ni socle ni piédestal mais quatre pieds ancrés au sol. Le titulus est présent bien qu'il n'y ait pas de Christ.	La Clef du Lac
Croix	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Monument de mission en fer forgé ouvragé, aux motifs en losanges et spirales, supportant un Christ devant un disque en forme de rosace. Le socle et le soubassement sont en pierres de taille d'andésite, avec l'inscription "Mission 1948".	Pessade
Lavoir	Patrimoine hydraulique	Lavoir	Lavoir rectangulaire en andésite, avec quatre plans de travail et dont l'eau provient immédiatement d'un ruisseau (fort débit). L'évacuation s'effectue par un trou en partie inférieure de l'édifice, alors qu'à l'origine, elle s'effectuait en partie supérieure, pour que le lavoir reste rempli (présence d'un passage pour l'eau au milieu d'un des plans de travail).	Pessade
Croix	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix en fer forgé ouvragée dont la partie centrale est abîmée : il devait y avoir un Christ aujourd'hui disparu. Le petit socle de section carrée en andésite repose sur un soubassement massif en bloc.	Pessade
Four à pain	Patrimoine artisanal et industriel	Four à pain	Four à pain de plan rectangulaire formé d'un seul volume extérieur, situé sur la place principale du village. Couverture en ardoises et toiture à trois pans. Les murs en andésite sont enduits, et l'inscription "Mairie" se trouve sur le linteau.	Pessade
Travail	Patrimoine agricole	Travail	Métier à ferrer en bois situé sur la place principale du village. Très bien entretenu, la couverture a été refaite en ardoises.	Pessade
Lavoir	Patrimoine hydraulique	Lavoir	Lavoir rectangulaire en andésite formé de trois plans de travail, situé sur la place principale du village. Sur un de ses côtés, un muret de protection est construit en moellons et pierres de taille d'andésite. L'eau provient de la fontaine située plus en amont.	Pessade
Fontaine-croix	Patrimoine mixte	Fontaine-croix	Fontaine en andésite, surmontée d'une croix en fer forgé et entourée sur deux de ses côtés par un muret. La borne est encastrée dans le muret et laisse apparaître les traces d'un mascarón aujourd'hui disparu.	Pessade
Fontaine	Patrimoine hydraulique	Fontaine	Fontaine en andésite entourée sur deux de ses côtés par un muret. Dans ce muret est incrustée la borne, datée de 1906, par laquelle s'écoule l'eau.	Pessade
Lavoir	Patrimoine hydraulique	Lavoir	Lavoir au sol, directement alimenté par un ruisseau. L'édifice est constitué de quatre plans de travail en andésite, en bordure de chemin.	Pessade
Fontaine	Patrimoine hydraulique	Fontaine	Fontaine et bornes en andésite. La borne de gauche est datée de 1906 tandis que celle de droite est datée de 1952. Un mur de protection entoure la fontaine, formé de moellons et de pierres de taille d'andésite.	Pessade
Croix	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix de carrefour en fonte située à l'est du bourg de Pessade. La croix peinte en noir présente des motifs végétaux (lierre) et est implantée dans un rocher d'andésite vertical.	Pessade
Croix	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix en andésite très grossière implantée dans un socle en pierre.	Pessade
Croix Grande	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix de carrefour en andésite monolithique, sculptée sur une face (Christ). Le bras gauche de la croix était cassé et a été réparé (traces de jointolement très visibles). Le socle est un bloc d'andésite.	Saulzet-le-Froid
Croix des Couleix	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Grande croix en andésite implantée dans un petit socle en andésite également, en haut d'une butte. Cette croix est penchée mais on a essayé de bloquer la chute en coinçant des cailloux entre la croix et les bordures du socle.	Pessade
Fontaine	Patrimoine hydraulique	Fontaine	Très longue fontaine en andésite située à la sortie ouest de la ville. La borne au sommet triangulaire est incrustée dans un muret en pierres de taille d'andésite.	Saulzet-le-Froid
Travail	Patrimoine agricole	Travail	Métier à ferrer en métal avec couverture en ardoises. Il semble avoir été restauré car la toiture est en bon état et les pièces du travail peu rouillées.	Saulzet-le-Froid
Fontaine-lavoir	Patrimoine mixte	Fontaine-lavoir	Fontaine et lavoir réalisés en andésite, datés de 1923. Le lavoir est formé de trois plans de travail, l'eau provenant de la fontaine par débordement. La borne de la fontaine est incrustée dans un mur et porte l'inscription de la date de réalisation des édifices. La trace autour du robinet montre qu'il y avait un mascarón à cet emplacement.	Saulzet-le-Froid

Croix de mission 1863	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix monumentale très ouvragée en fer forgé, de section carrée. Des motifs végétalisés composent les branches de la croix, tandis que les extrémités se terminent par des pointes. Un Christ peint en blanc se trouve au centre et à la base du fût se trouve une plaque indiquant "Mission de 1863". Le socle est en pierres de taille d'andésite, mouluré en partie supérieure, le piédestal ne comprend qu'une marche.	Saulzet-le-Froid
Monument aux morts	Patrimoine civil	Monument commémoratif	Croix monumentale très ouvragée en fer forgé, de section carrée. Des motifs végétalisés composent les branches de la croix, tandis que les extrémités se terminent par des pointes. Un Christ peint en blanc se trouve au centre et à la base du fût se trouve une plaque indiquant "Mission de 1863". Le socle est en pierres de taille d'andésite, mouluré en partie supérieure. Le piédestal ne comprend qu'une marche.	Saulzet-le-Froid
Fontaine-lavoir	Patrimoine mixte	Fontaine-lavoir	Ensemble en andésite, comprenant une très longue fontaine alimentant un petit lavoir à un plan de travail. Le trop-plein s'écoule dans un bac monolithique. La borne de forme ovale est maintenue par du béton et un crochet.	Saulzet-le-Froid
Fontaine	Patrimoine hydraulique	Fontaine	Fontaine en andésite entourée sur deux côtés d'un muret en béton. L'alimentation en eau s'effectue par deux tuyaux : le premier de la borne incrustée dans le muret, le deuxième sur le côté provenant d'une autre source. L'écoulement se fait par débordement, un tuyau en plastique permet de conduire l'eau jusque dans la grille d'évacuation au sol.	Saulzet-le-Froid
Croix du cimetière	Patrimoine religieux	Croix de cimetière	Croix de cimetière en andésite, sculptée sur ses deux faces (Christ à l'avant / Saint-Roch à l'arrière ?). Ce qui attire l'œil sur cette croix, c'est le socle. Il correspond à l'ancienne croix de l'abbaye de Saint-André de Clermont et est daté de 1595, la croix actuelle lui est postérieure. Des inscriptions sont visibles tout autour du socle, sur trois lignes, en latin et en français. Un piédestal de deux marches supportent le tout, avec la présence de quatre bornes à ses coins.	Saulzet-le-Froid
Four à pain	Patrimoine artisanal et industriel	Four à pain	Four en abside formé d'un seul volume extérieur, couvert avec des pierres jointées. Le fournil est voûté, la voûte du foyer est réalisée en pierres taillées. La maçonnerie est en pierres de taille et moellons en andésite.	Souverand
Fontaine-lavoir	Patrimoine mixte	Fontaine-lavoir	Fontaine et lavoir réalisés en andésite, la borne est incrustée dans un mur, le tuyau d'alimentation en eau est sculpté d'une tête d'animal tandis que le mascarón adopte un style végétalisé. L'écoulement de la fontaine vers le lavoir s'effectue par trop-plein. Le lavoir est composé de quatre plans de travail.	Souverand
Croix de mission 1893	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix en fonte peinte en blanc, arborant des motifs végétaux (lierre). Le socle massif est en pierres de taille, portant l'inscription quasi-effacée "Croix de Mission de 1893". La partie haute du socle est moulurée.	Souverand
Croix de la Tombe	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix en fonte très ouvragée, avec un dé et un socle en andésite. Une croix est sculptée en bas-relief sur le socle.	Souverand
Croix de Jubilé 1907	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Fine croix en fer forgé située au sommet du Puy de Monténard. Le socle en andésite porte une inscription "Jubilé de 1907 au Sacré-Cœur 50 jours d'indulgences".	Zanières
Croix	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix de chemin en andésite, désaxée vers l'ouest. De section octogonale, elle repose sur un tas de pierres d'andésite.	La Martre
Croix de mission 1890	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix de mission en fonte datée de 1890. Le Christ en doré est entouré de motifs végétalisés (lierre). Le socle en pierres de taille d'andésite, mouluré en partie supérieure, porte l'inscription "Mission de 1890" entre deux crochets.	La Martre
Fontaine-lavoir	Patrimoine mixte	Fontaine-lavoir	Fontaine et lavoir réalisés en andésite, situés sur la place du village. Le lavoir est formé de trois plans de travail récents, la borne de la fontaine indique la date de construction de l'ensemble : 1910.	La Martre
Four à pain	Patrimoine artisanal et industriel	Four à pain	Four à pain en abside formé d'un seul volume extérieur. A certains endroits apparaît la maçonnerie en andésite, la couverture est en ardoises à quatre pans. Le fournil est voûté et le foyer est réalisé en briques.	La Martre

Fontaine-lavoir	Patrimoine mixte	Fontaine-lavoir	Lavoir et fontaine les plus anciens de la commune. Le lavoir est formé de quatre plans de travail, la fontaine ne présente pas de borne : l'eau provient d'un tuyau sortant du muret longeant l'ensemble.	La Martre
Croix Saint-Roch	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Monument de mission en fer rouillé, situé dans un pâturage. Cette croix est implantée dans un rocher et présente une plaque indiquant la mission de 1936.	Saulzet-le-Froid
Pont	Patrimoine hydraulique	Pont	Ancien pont situé sur la Narse au Sud d'Espinasse, dont la maçonnerie est majoritairement réalisée en moellons de pouzzolane. Les parapets sont assez dégradés et à certains endroits les arrondissements sont en béton.	Espinasse
Croix de mission 1890	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix en fonte arborant des motifs végétalisés (lierre). Le socle en andésite est gravé "Mission de 1890".	Espinasse
Travail	Patrimoine agricole	Travail	Métier à ferrer en bois, situé à l'entrée du village en bord de route. L'objet a été rénové récemment. La couverture est en ardoises.	Espinasse
Fontaine-lavoir	Patrimoine mixte	Fontaine-lavoir	Fontaine-lavoir en andésite : le lavoir possède un plan de travail et la longue fontaine est datée de 1921 sur sa borne.	Espinasse
Croix	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix de chemin très élancée en fer forgé, située au-dessus d'une fontaine et d'un lavoir. Les extrémités sont ouvragées, le socle est une pierre en andésite.	Espinasse
Fontaine-lavoir	Patrimoine mixte	Fontaine-lavoir	Fontaine et lavoir réalisés en andésite, la borne indiquant que l'ensemble a été construit en 1921. Le lavoir est formé de trois plans de travail.	Espinasse
Croix	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix en fonte ne présentant pas de Christ mais des motifs végétalisés (en forme de lierre, modèle de croix très fréquent sur le territoire). Elle prend place sur un socle cubique en andésite, qui lui est positionné sur un soubassement grossièrement cubique en andésite également.	Espinasse
Fontaine-lavoir	Patrimoine mixte	Fontaine-lavoir	Petits éléments en andésite à l'entrée d'un hameau. Le lavoir présente un plan de travail et la fontaine une borne de forme rectangulaire. Ils ont été construits pour les maisons alentours, qui se trouvent à l'extérieur du village, peut être même par les habitants.	Espinasse
Fontaine	Patrimoine hydraulique	Fontaine	Fontaine en andésite située dans le bourg d'Espinasse, composée d'un bac principal et d'un deuxième plus petit où s'écoule le trop-plein. Ce second bac est fleuri, la fontaine est accolée à un muret, dans lequel est imbriquée la borne. Une inscription indique que la fontaine a été construite en 1921.	Espinasse
Croix	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Ancienne croix de chemin remontée récemment par un particulier. Elle est en fer forgé, rouillée, un Christ prend place en son centre. Le socle en andésite est massif par rapport à la croix.	Espinasse
Croix de mission de 1890	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix très récente en fer forgé, remplaçant une autre plus ancienne. Le socle en andésite porte l'inscription "Mission de 1890", presque effacée.	Zanières
Travail	Patrimoine agricole	Travail	Entrave en métal et bois, en très mauvais état et servant de piquet de délimitation de parcelle. Il ne reste que l'ossature, le toit a disparu ainsi que les éléments qui le constituaient.	Zanières
Croix	Patrimoine religieux	Croix de chemin	Croix très récente en fer forgé, remplaçant une autre plus ancienne. Le socle est en pierres de taille d'andésite.	Zanières
Fontaine	Patrimoine hydraulique	Fontaine	Fontaine en andésite entourée d'un muret en moellons. La longue borne est incrustée dans ce muret et alimente le bac en eau.	Zanières
Fontaine	Patrimoine hydraulique	Fontaine	Fontaine en andésite au sol, sans borne et avec un bac abîmé. L'eau ne coule plus mais devait arriver par les deux tuyaux présents dans le petit pilier accolé.	Zanières
Four à pain	Patrimoine artisanal et industriel	Four à pain	Edifice en abside formé d'un seul volume extérieur. Le fournil est voûté et la voûte du foyer est réalisée en briques. La maçonnerie en andésite est apparente, la couverture est en ardoise.	Zanières
Lavoir	Patrimoine hydraulique	Lavoir	Lavoir formé de trois plans de travail en andésite. L'édifice est vide, doublé intérieurement d'une paroi béton.	Zanières

Fontaine	Patrimoine hydraulique	Fontaine	Longue fontaine en andésite composée d'un seul bac. Un muret au fronton triangulaire, en andésite également, contient le robinet d'alimentation en eau.	Zanières
Fontaine	Patrimoine hydraulique	Fontaine	Fontaine en andésite, constituée d'un bac et d'une borne massive triangulaire dans sa partie supérieure. L'eau ne coule pas car il n'y a aucun tuyau d'alimentation.	Zanières

DEPARTEMENT du Puy-de-Dôme

1.6

COMMUNE de

SAULZET-LE-FROID



SCP DESCOEUR F et C
Architecture et Aménagement du Territoire
49 rue des Salins
63000 Clermont Ferrand
Tel : 04.73.35.16.26.
Fax : 04.73.34.26.65.
Mail : scp.descoeur@wanadoo.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRESENTATION

Tome 6 : Modifications du projet suite à l'avis des PPA
et à l'enquête publique

PRESCRIPTION

Délibération du conseil municipal du 13 décembre 2014

ARRET DU PROJET

Délibération du conseil municipal du 13 mai 2017

APPROBATION

Délibération du conseil municipal du

MODIFICATIONS – REVISIONS PARTIELLES MISES A JOUR

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...

1 - INTRODUCTION	4
2 – LES MODIFICATIONS APORTEES AU PADD	4
2 – LES MODIFICATIONS APORTEES AU RAPPORT DE PRESENTATION	4
3 – LES MODIFICATIONS APORTEES AU REGLEMENT ECRIT	5
4 – LES MODIFICATIONS APORTEES AU REGLEMENT GRAPHIQUE.....	6
5 – LES MODIFICATIONS APORTEES AUX SERVITUDES.....	11

1 - Introduction

Suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du vendredi 25 septembre 2017 au 26 octobre 2017, il s'avère que 18 observations ont été consignées au registre.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable pour 4 observations (*voir en annexes le rapport du commissaire enquêteur*).

La commission communale d'urbanisme a souhaité suivre certaines des préconisations du commissaire enquêteur.

Des rectifications ont également été apportées suite à l'avis des Personnes Publiques Associées (PPA).

L'ensemble de ces rectifications n'est pas de nature à modifier l'économie générale du projet. Elles concernent :

- Le rapport de présentation,
- Le règlement écrit,
- Le règlement graphique
- Les servitudes.

2 – Les modifications apportées au PADD

Conformément aux observations des PPA, certains enjeux du PADD n'ont pas été traduits entièrement dans les orientations qui en découlent, ni dans le règlement graphique et écrit. Il est donc proposé de nuancer ou de supprimer certains d'entre eux :

- L'enjeu de diversification des types d'habitat afin de répondre aux besoins,
- L'enjeu de maintien des commerces de proximité est supprimé. Il n'existe pas de commerces de proximité sur le territoire. L'objectif associé de « conforter les services de proximité du centre bourg » est modifié comme suit : « Conforter les services présents sur le territoire ».

2 – Les modifications apportées au rapport de présentation

• Les risques naturels

En l'absence d'études le justifiant, le risque de remontée de nappe signalé dans le dossier de PLU est supprimé de la liste des risques naturels.

• Les espaces boisés

La zone Ut prévue sur le site touristique de Pessade est concernée par des espaces boisés qu'il convient de préserver au maximum. Le Rapport de présentation est complété en ce sens, ainsi que le règlement écrit de la zone Ut.

• La justification des règles

Les justifications des règles sont complétées autant que possible, notamment en ce qui concerne les implantations et les règles de hauteurs.

• Erreurs matérielles et remarques

- Le rapport de présentation est complété en ce qui concerne la date d'approbation du SAGE Sioule (05/02/2014).
- Le rapport de présentation est complété en ce qui concerne l'existence d'un droit de préemption en date du 15/12/2008 au bénéfice du conseil départemental sur le périmètre de l'espace naturel sensible du lac du Guéry.

• Modifications ou compléments demandés par la chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme

- Conformément aux observations de la chambre d'agriculture, une différenciation est apportée entre la surface des espaces agricoles déclarés à la PAC et la SAU des exploitations.
- La phrase « *le travail dans les exploitations, quant à lui, n'a cessé de diminuer depuis 1988* » a été ré-écrite comme suit « *les unités de travail annuel dans les exploitations n'ont cessé de diminuer depuis 1988* ».

3 – Les modifications apportées au règlement écrit

• Les espaces boisés

La zone Ut prévue sur le site touristique de Pessade est concernée par des espaces boisés qu'il convient de préserver au maximum. Le règlement écrit de la zone Ut est complété (en son article « traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions) comme suit : « *Les espaces boisés existants, nécessaires au maintien des continuités écologiques, sont à protéger. Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations d'essences locales* ».

• Les règles alternatives

- Des règles alternatives sont instaurées en ce qui concerne l'implantation par rapport aux voies et emprises publiques pour les locaux techniques et industriels des administrations, ainsi que pour les extensions ou surélévations et les annexes, sans conditions ou limitations précises. Le règlement des zones Ug, Ue, A et N est complété comme suit : « *Les locaux techniques des administrations publiques et assimilés, ainsi que les annexes de l'habitation pourront s'implanter à l'alignement des voies et emprises publiques* ».
- Afin de rendre le règlement plus lisible, une différenciation des règles entre les constructions neuves et les constructions existantes ne respectant pas la règle est établie, notamment pour l'article 11.

• Destinations des constructions

Afin de clarifier l'article 1 de toutes les zones, un tableau récapitulant les 5 destinations et les 20 sous-destinations du code de l'urbanisme, est mis en place. Un système de croix permet de savoir si oui ou non une destination ou une sous-destination est autorisée dans une zone et si des conditions sont imparties.

• Règlement de toutes les zones

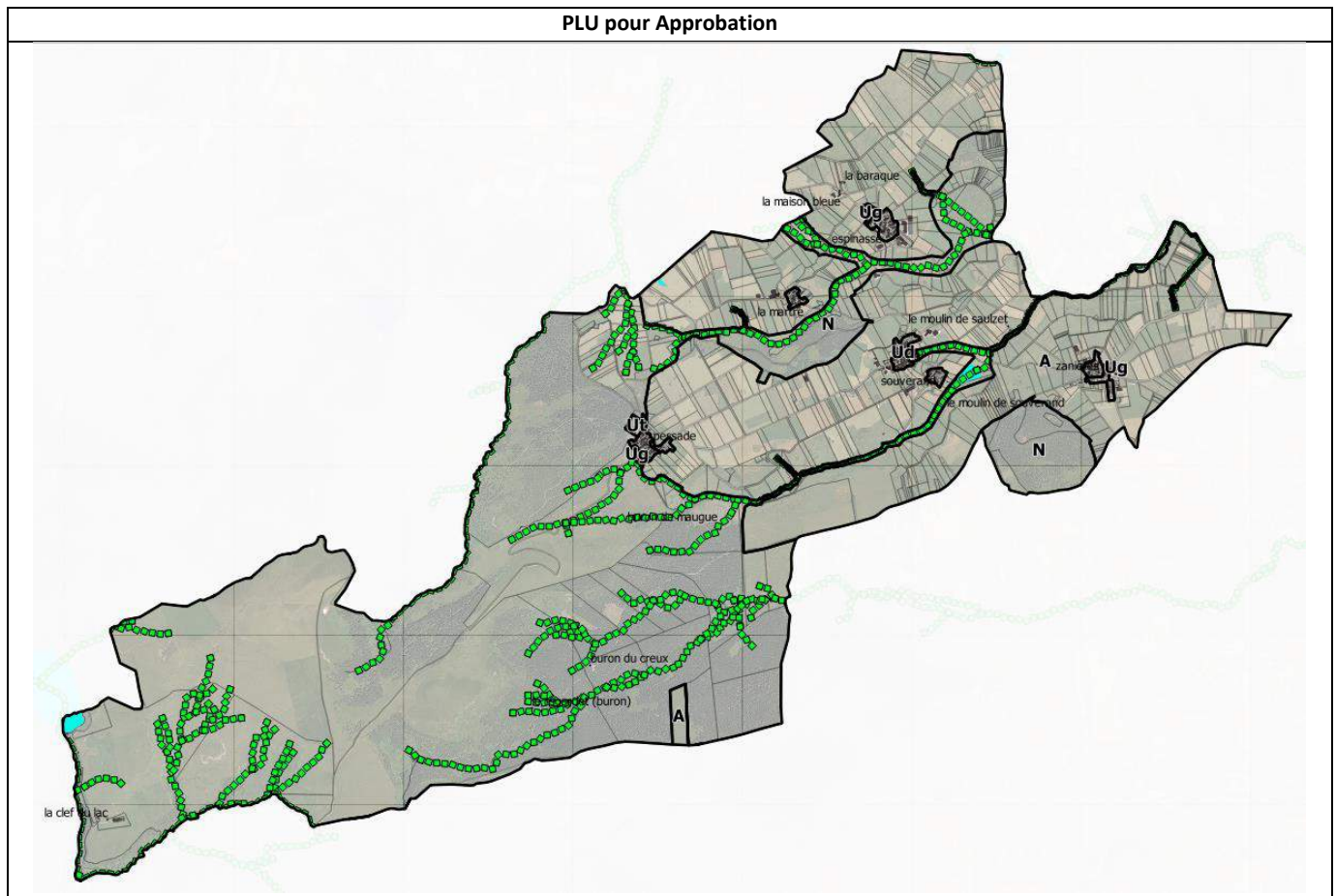
Le règlement de toutes les zones interdit l'emploi de matériaux blancs, brillants ou réfléchissants en traitement de façades ou de toitures, alors que le PADD affiche une mesure visant à favoriser la mise en place d'énergies renouvelables dans le règlement du PLU. Cette règle se révèle également être en contradiction avec l'article L111-16 du code de l'urbanisme qui demande à ce qu'il n'y est pas d'opposition à l'installation de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable. Une règle alternative est donc introduite au règlement de toutes les zones précisant que les dispositions générales relatives aux toitures et couvertures ne s'appliquent pas dans le cadre de la mise en place de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable.

• Règlement de la zone Ug

Conformément aux observations des PPA, et afin de traduire réglementairement l'objectif affiché de PADD de maîtriser le développement urbain en limitant la consommation foncière, la hauteur autorisée sur la zone Ug est portée à 9m au lieu de 6m, à l'identique de la zone Ud.

• Règlement des zones A et N

- Une emprise au sol maximale de 20 m² est rajoutée pour les annexes.
- Le règlement de la zone A est complété afin d'autoriser les constructions et équipements collectifs en lien avec les activités funéraires dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
- La mention suivante est ajoutée en tête de chapeau de chaque zone « Il est impératif de se reporter à la planche « informations complémentaires » du zonage afin de connaître l'ensemble des risques potentiels et d'intégrer ces contraintes au projet d'aménagement » (voir ci-dessous « les modifications apportées au règlement graphique »).
- Conformément aux observations des PPA, le zonage du PLU pour approbation est complété avec l'utilisation de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Cet article est utilisé pour identifier et préserver les ripisylves des cours d'eau traversant le territoire. Le futur PLU propose pour l'approbation d'identifier les ripisylves encadrant les cours d'eau, pour une meilleure protection des berges, des boisements linéaires et pour initier des continuités écologiques. Ces identifications se situent dans la zone N. Le règlement de cette zone est complété en conséquence et demande à ce que « Dans le cadre des éléments paysagers à protéger repérés dans le règlement graphique au titre de l'article L.151-23, les plantations existantes de qualité doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes ».



4 – Les modifications apportées au règlement graphique

• La loi Montagne.

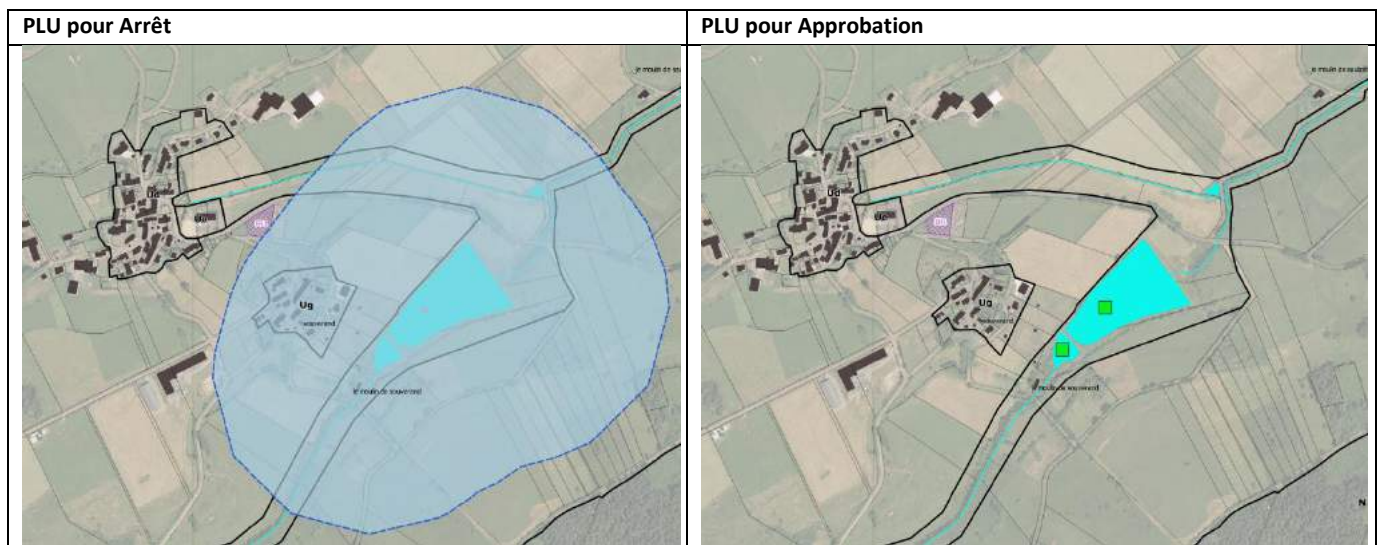
La commune est située en zone de montagne, où toute construction est interdite sur une distance 300 m à compter de la rive des plans d'eau naturels ou artificiels de moins de 1 000 ha (article L.122-12 à L.122-14 du code de l'urbanisme).

Les grands principes de la loi Montagne sont les suivants :

- préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales, forestières,
- préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel,
- urbanisation en continuité avec les bourgs et villages existants.

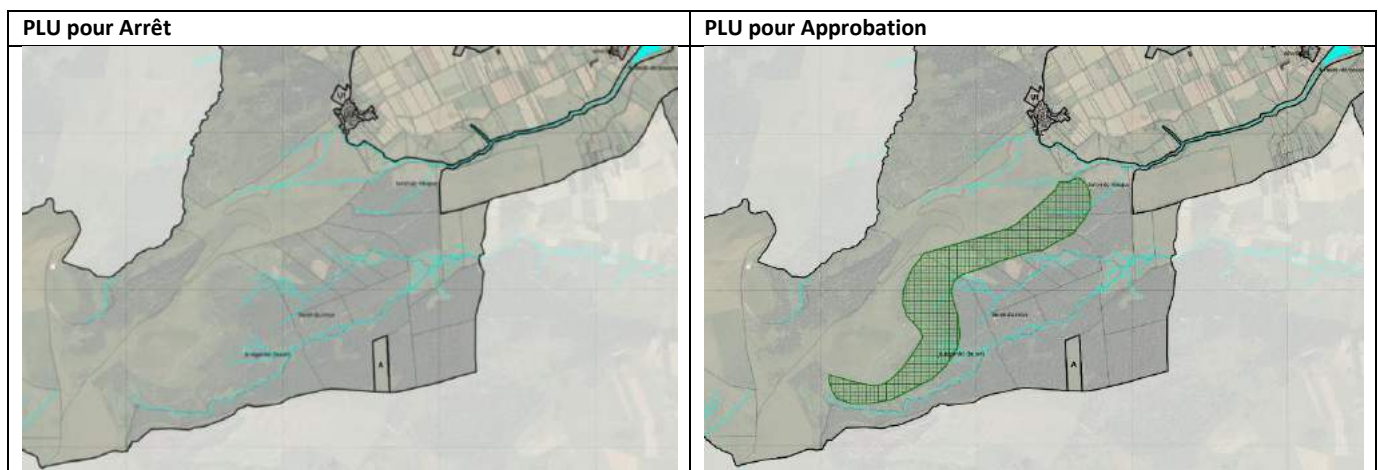
Toutefois, certains plans d'eau peuvent être exclus du champ d'application de cet article en fonction de leur importance.

Au PLU pour Approbation, la commune de Saulzet-le-Froid propose d'exclure de ces dispositions 2 étangs situés au Sud-Est du hameau de Souverand (le PLU propose de zoner en zone Ug le hameau de Souverand qui dispose encore de quelques opportunités foncières). Ces plans d'eau sont signalés par un carré vert ■ au plan de zonage. Situés sur le ruisseau le Labadeau, ces étangs présentent une superficie d'environ 23 000 m² pour l'un et environ 2 200 m² pour le second.



• Plan de zonage

- Le plan de zonage est complété de sorte à ce que chaque zone présente bien une identification. En effet, il a été remarqué que certains secteurs ne présentaient pas d'étiquette ou une étiquette trop éloignée.
- La légende est également revue afin d'être plus lisible. La mention faites de » bâtiments existants non cadastrés » est supprimée.
- Un plan de zonage d'informations complémentaires est rajouté au dossier de PLU pour Approbation (document 3.4). Ce plan fait apparaître à titre indicatif et par principe de précaution, le risque gonflement et retrait des argiles, les périmètres agricoles, les périmètres loi Montagne et le repérage des zones humides réalisé par les SAGE Sioule et Allier aval. Une mention complémentaire est également intégrée en tête de chapeau de chaque zone afin que les pétitionnaires intègrent ces contraintes à leurs projets d'aménagement ou de constructions « Il est impératif de se reporter à la planche « informations complémentaires » du zonage afin de connaître l'ensemble des risques potentiels et d'intégrer ces contraintes au projet d'aménagement ».
- Un plan de la réglementation de boisement de 1979 est annexé au PLU (pièce 3.5). Le plan des bois soumis au régime forestier n'est pas annexé au PLU car des dossiers fonciers sont actuellement en cours d'actualisation sur certaines sections de la Commune. La commune s'engage à intégrer ce plan au PLU par une mise à jour dès qu'il sera disponible.
- Un Espace Boisé Classé (EBC) est rajouté sur les bois situés sur les fortes pentes des puys de Baladou et de la Védrière. Il s'agit d'éviter les phénomènes d'érosion et les coulées de boues liés à un éventuel défrichement.



- Suite à l'enquête publique, et conformément à l'avis du commissaire enquêteur, la commune de Saulzet-le-Froid a souhaité apporter une réponse favorable à certaines observations :

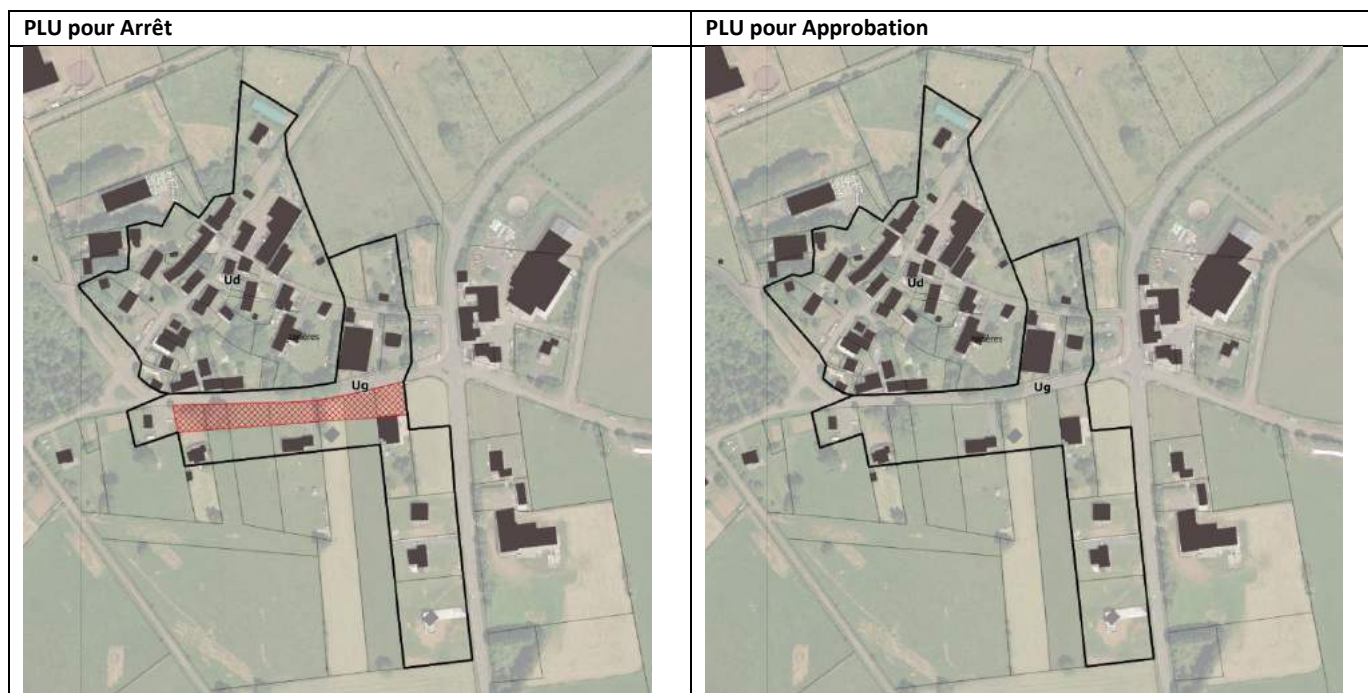
- Suppression de la zone non-aedificandi sur Zanières :

En application de l'article L. 123-1-5 repris à l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme, le PLU peut « 5° Localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent ».

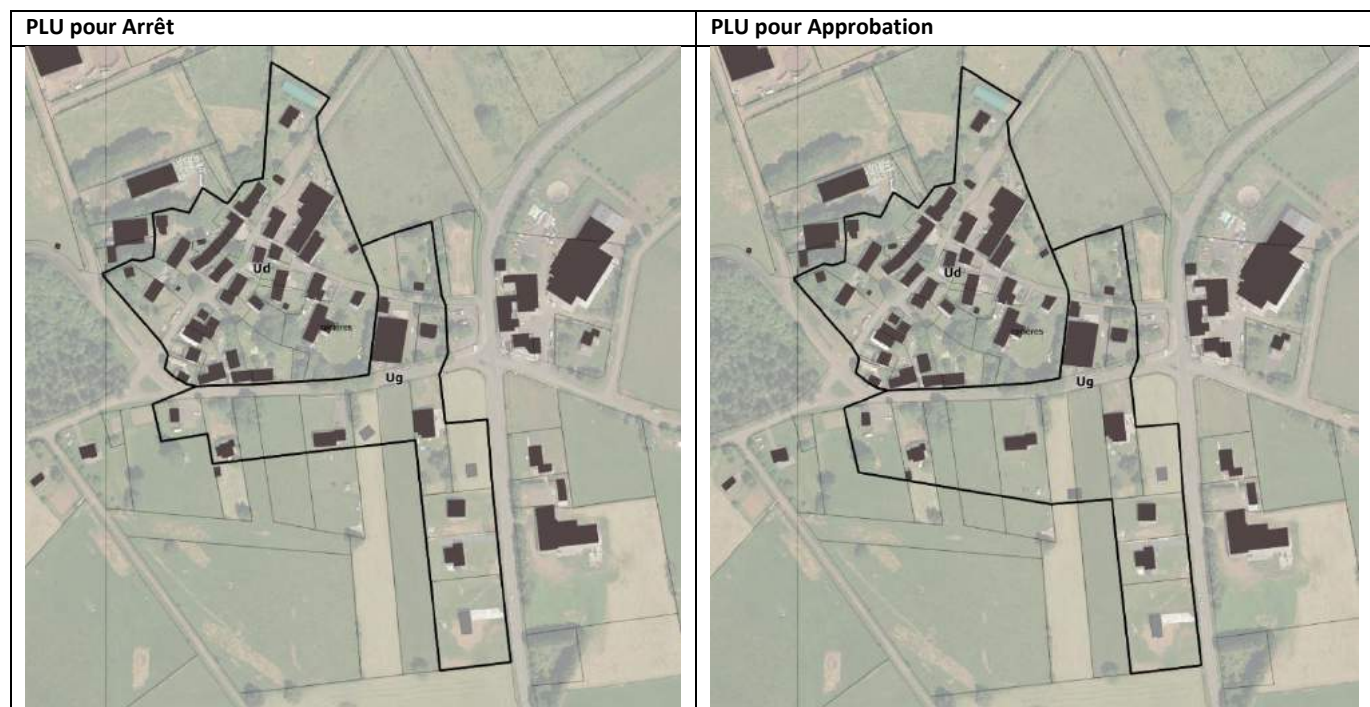
Il ressort de cet article que la création d'une zone non aedificandi sur une parcelle classée en zone U est strictement encadrée. De plus, il a été porté à connaissance des élus que la Cour administrative d'appel de Marseille a jugé que l'édification d'une zone non aedificandi au sein d'une zone urbaine répondait à des conditions strictes :

« 23. Considérant que si, en application des dispositions précitées du code de l'urbanisme, les auteurs d'un PLU peuvent légalement, à l'intérieur d'une zone urbaine, isoler des secteurs inconstructibles, à raison de la présence de terrains cultivés ou de la création d'emplacements réservés et fixer, en vertu du 7° de l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme, des prescriptions afin d'assurer la préservation de secteurs à protéger ainsi que des éléments de paysage qu'ils ont identifiés, lesdites dispositions ne permettent pas de créer une servitude générale et absolue non aedificandi affectant une parcelle ou un groupe de parcelles au sein de zones urbaines, lesquelles sont par nature constructibles et n'ont pas pour objectif d'assurer la protection de la qualité des sites qui échoit à l'institution de zones naturelles ; qu'ainsi, en décidant la création de zones non aedificandi au sein des zones urbaines du secteur Ouest de Saint-Dalmas dans le but d'assurer la préservation des anciens prés de fauche, les auteurs du PLU en litige ont entaché leur décision d'une erreur manifeste d'appréciation » (CAA Marseille, 17 octobre 2013, n°11MA03223).

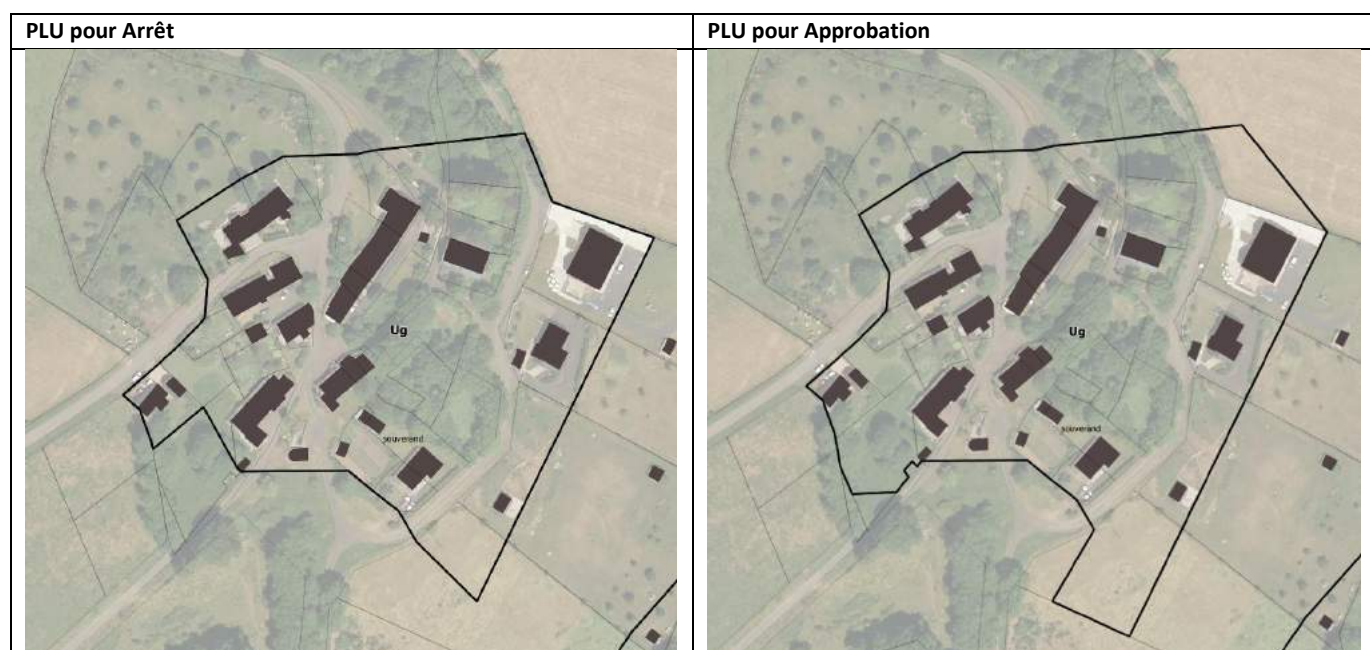
Il n'est pas prouvé que la zone non-aedificandi de Zanières qui a fait état de plusieurs observations inscrites au registre d'enquête, participe au maintien des continuités écologiques. A ce titre, les élus souhaitent la supprimer, conformément à l'avis du commissaire enquêteur.



- Extension de la zone Ug de Zanières (avis favorable du commissaire enquêteur). Cette extension représente une surface de 6 013.96 m² prise sur la zone A. Cette extension est en partie induite par une erreur matérielle. En effet, une maison est en cours de construction sur les parcelles ZH24 et ZH25. Cette construction a été mal positionnée au PLU pour Arrêt. Elle est réintégrée en zone urbaine au PLU pour Approbation.



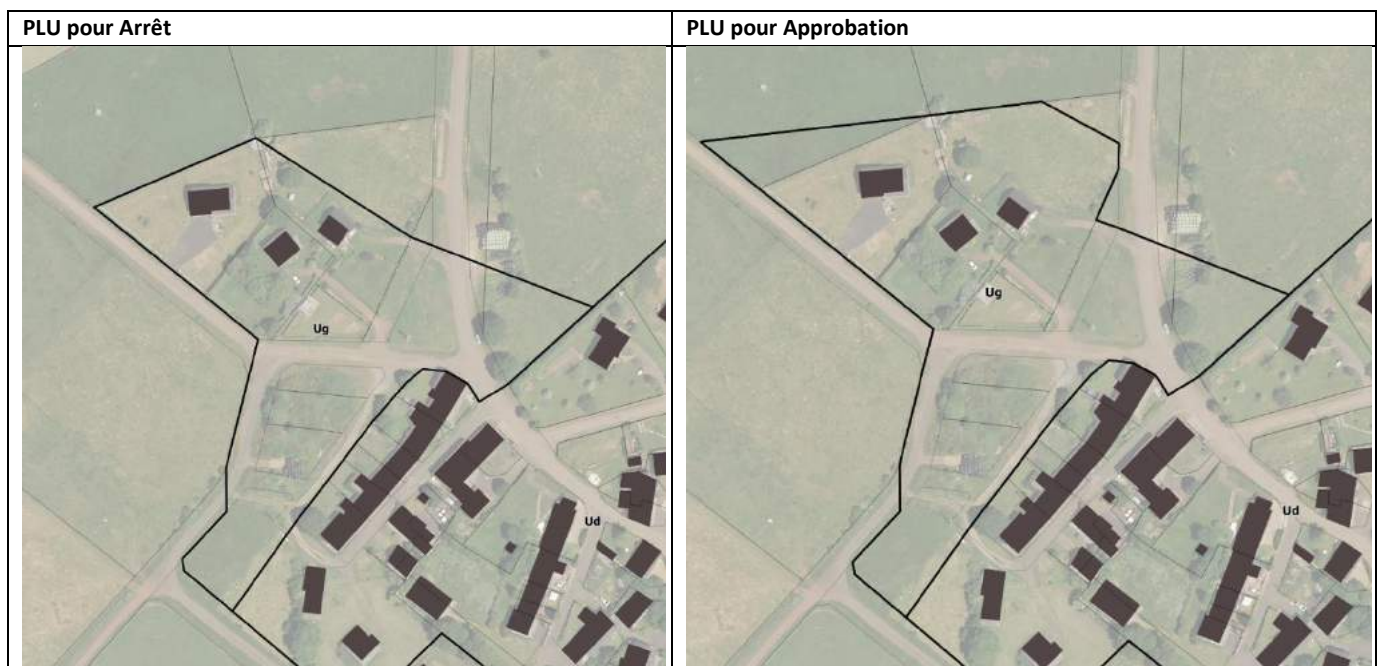
- Extension de la zone Ug de Souverand (avis favorable du commissaire enquêteur). Cette extension représente une surface de 2 395 m² prise sur la zone A.



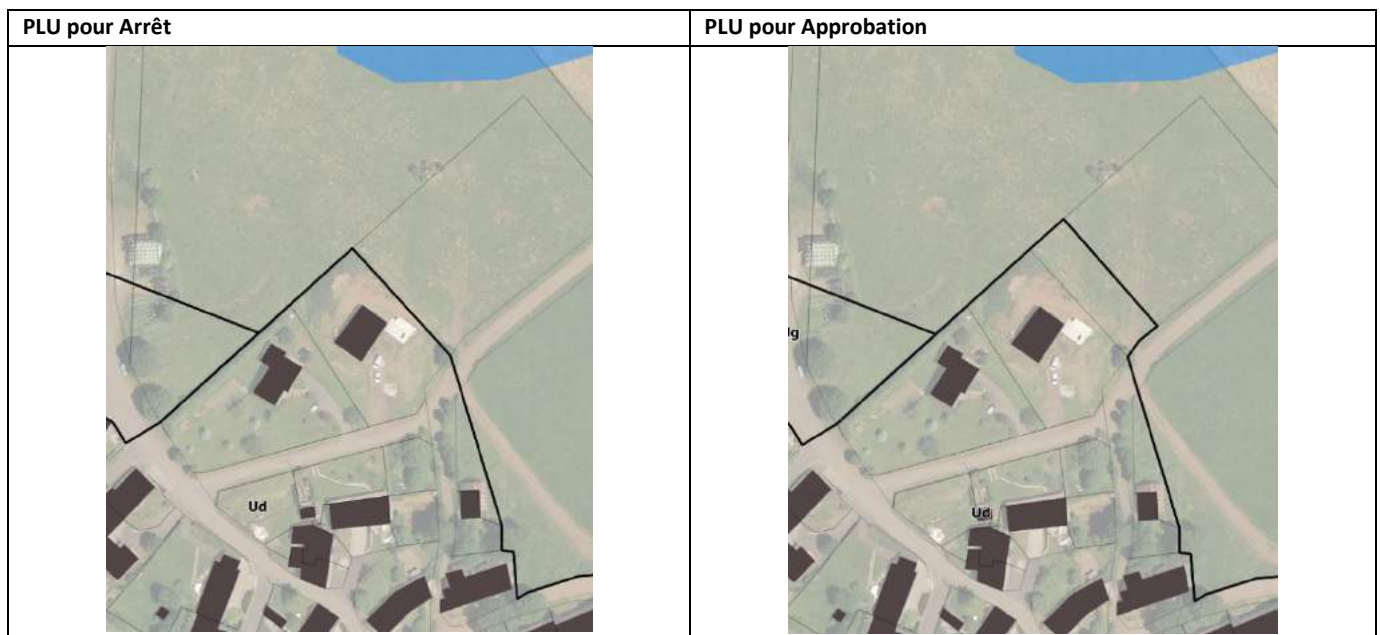
- Extension de la zone Ud du bourg de Saulzet-le-Froid (avis favorable du commissaire enquêteur). Cette extension représente une surface de 625.50 m² prise sur la zone A.



- Extension de la zone Ug d'Espinasse (avis favorable du commissaire enquêteur). Cette extension représente une surface de 2 442.59 m² prise sur la zone A.



- Extension de la zone Ud d'Espinasse (avis favorable du commissaire enquêteur). Cette extension représente une surface de 750.72 m² prise sur la zone A.



Les modifications de zonage apportées pour l'Approbation induisent une légère augmentation du potentiel foncier. Celui-ci est de 3.20 ha (au lieu de 2.57 ha à l'Arrêt).

Estimations	PLU pour Arrêt
Potentiel Habitat (Ud, Ug)	32 056 m ²
Rétention foncière estimée	30%
Potentiel Habitat avec rétention foncière	22 439 m ²
Surface moyenne par logement	700 m ²
Potentiel Logements	32
Nombre de personnes par ménage estimé en 2032	2
Nombre de nouveaux habitants potentiellement accueillis entre 2017 et 2032	64
Estimation de la population communale en 2032	328

5 – Les modifications apportées aux servitudes

- La liste des servitudes est reprise entièrement.
- Le cimetière de la commune n'ayant pas été transféré hors agglomération, la servitude INT1 est supprimée.
- Concernant les annexes sanitaires et notamment le schéma des réseaux d'assainissement, il n'existe pas à ce jour, de plan des réseaux d'assainissement. La commune s'est engagée à faire réaliser ces plans et à les intégrer à court terme au dossier de PLU.
- Concernant le périmètre de protection des captages de Foncharette 1 et 2, le SIVOM d'Issoire est depuis peu le gestionnaire du réseau AEP de l'ancienne ASA de Verneuge-Fontclairant. La procédure de périmètre de protection des captages de Fontcharette a été lancée et se trouve au stade de l'avis hydrogéologique. Le bureau d'études en charge de cette procédure est GEOPROJET. Les périmètres ne sont donc pas encore définis ni les prescriptions associées. Par conséquent, il n'est pas possible de modifier ces périmètres pour l'approbation du PLU.

DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME



Mairie de Saulzet-le-Froid

PLAN LOCAL D'URBANISME

MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1

1.1 - ANNEXE AU RAPPORT DE PRESENTATION

Juin 2022

Réf :48527

1 - INTRODUCTION

La commune de Saulzet-Le-Froid dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 27 septembre 2018.

Elle souhaite aujourd'hui apporter une modification à son document d'urbanisme afin de modifier le règlement de la zone agricole A en ce qui concerne l'implantation des constructions.

L'article 2 de la loi n°2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés a créé une procédure de modification simplifiée des PLU.

Les dispositions de l'ordonnance (n°2012-11) du 5 janvier 2012 - portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme - ont des incidences directes sur les procédures d'élaboration et d'évolution des schémas de cohérence territoriale (SCoT), des plans locaux d'urbanisme (PLU) et des cartes communales. Cette ordonnance simplifie, à compter du 1er janvier 2013, les procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme.

RAPPEL DES MODALITES DE LA PROCEDURE ET DE SON CADRE REGLEMENTAIRE :

Le plan local d'urbanisme (PLU) fait l'objet d'une procédure de modification lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) envisage de modifier le règlement écrit et/ou graphique, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du PLU dès lors que le projet de modification n'implique pas de :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- réduire les possibilités de construire,
- réduire la surface de zones U ou AU,
- majorer de plus de 20% les possibilités de construction dans la zone.

La procédure de Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Saulzet-Le-Froid est donc menée conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme, rappelés ici :

- Article L153-36
Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.
- Article L153-37
La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.
- Article L153-40
Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.
- Article L153-45
Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.
- Article L153-47
Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le

début de cette mise à disposition. Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée

La Modification simplifiée n°1 du PLU communal est engagée à l'initiative de la commune par arrêté en date du 21 décembre 2021.

Le dossier de Modification simplifiée du PLU est constitué des éléments prévus à l'article R.151-5 du code de l'urbanisme:

- le projet d'annexe au rapport de présentation du PLU,
- l'exposé des motifs.

Le projet de modification simplifiée est notifié au préfet et aux personnes publiques associées (PPA) avant le début de la mise à disposition du public.

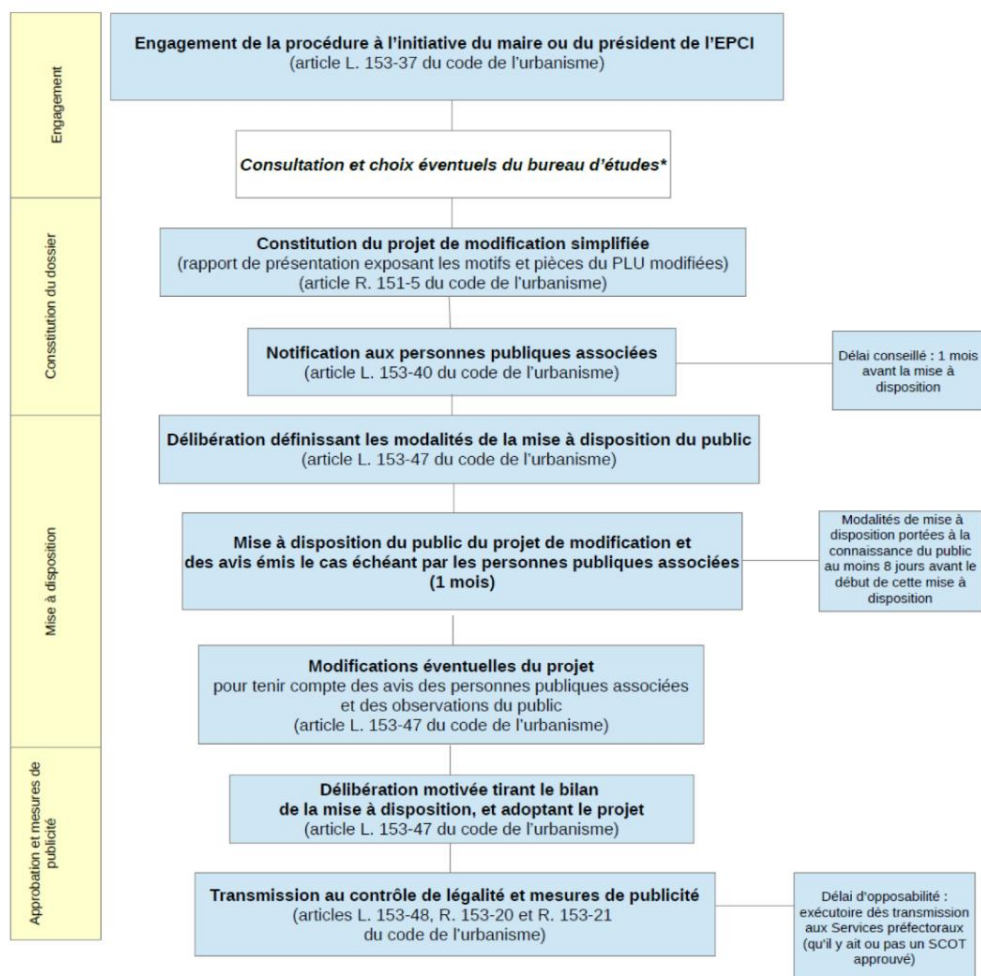
Le dossier, complété le cas échéant des avis émis par les personnes associées, est mis à disposition du public pendant un mois, suivant les modalités définies dans la délibération cadre prise par la commune de Saulzet-Le-Froid, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

La Modification simplifiée est adoptée par délibération communale après un mois minimum de mise à disposition au public du dossier.

Elle est exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité classiques (affichage et publication dans la presse) et transmission au contrôle de légalité et au Préfet du Département du Puy-de-Dôme.

Le schéma présenté sur le document ci-après, présente clairement la procédure de Modification simplifiée.

Tableau synoptique

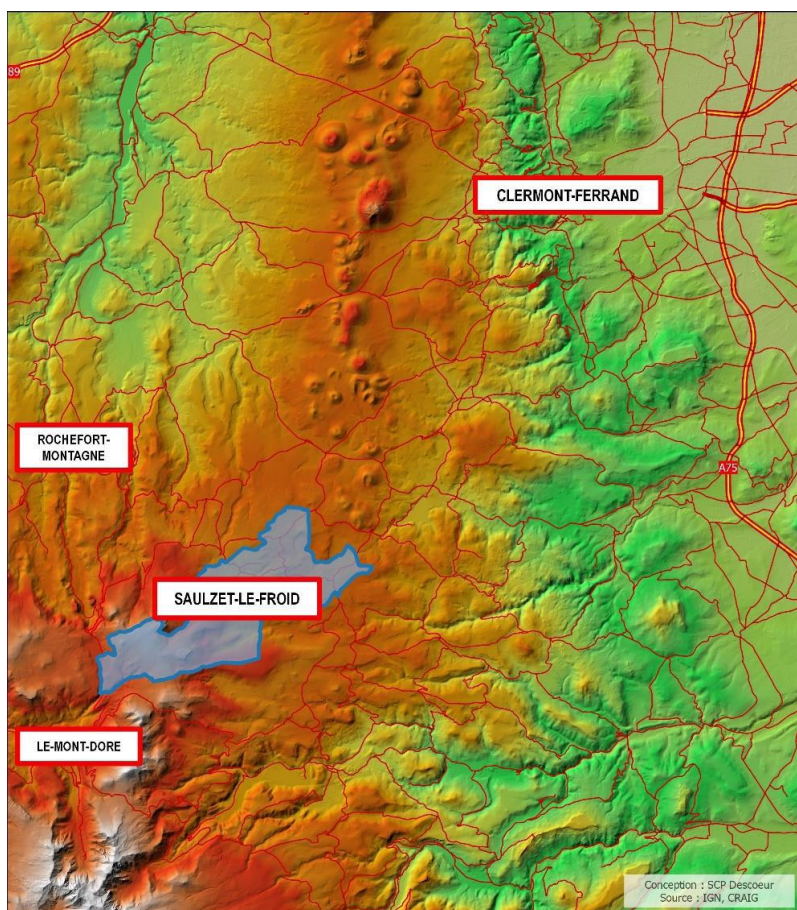


* Étape qui n'est pas imposée au titre du code de l'urbanisme, mais au titre du code des marchés publics.

2 – PRESENTATION DE LA COMMUNE

La commune de Saulzet-Le-Froid, d'une superficie de 2 821 ha, est située au Sud du département du Puy-de-Dôme, dans le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne, à une trentaine de kilomètres au Sud-Ouest de Clermont-Ferrand.

La commune appartient également aux territoires périurbains du SCoT du Grand Clermont, constituant ainsi un bourg participant à l'accueil de nouveaux habitants par un développement durable et maîtrisé au regard de l'urbanisation existante.



Situation de la commune de Saulzet-le-Froid (Source : PLU)

Composée de 5 hameaux s'ajoutant au bourg : Espinasse, La Martre, Pessade, Souverand et Zanières, elle présente une vocation agricole forte avec en majorité, la production de lait et la fabrication du fromage Saint- Nectaire.

La vocation touristique du territoire est de plus en plus présente avec de nombreux hébergements touristiques et un Centre Pleine nature sur le village de Pessade.

Elle appartient à la Communauté de Communes Dômes Sancy Artense et comptait 278 habitants en 2018 (Source Insee), en constante augmentation depuis 1990.



3 – OBJET DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1

La zone A du PLU de Saulzet-le-Froid est une zone « à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. L'objectif est la préservation des espaces agricoles et seuls y sont autorisés le maintien ou la restructuration des activités agricoles et la construction des bâtiments d'exploitation ou d'habitation nécessaires aux agriculteurs. »

Le règlement écrit de la zone demande à ce que les nouvelles constructions s'implantent avec une marge de recul de 5 m minimum par rapport aux voies et emprises publiques, et par rapport aux limites séparatives. L'implantation est en revanche libre dans le cas d'une extension de bâtiment existant ne respectant pas la règle générale, pour les annexes à l'habitation, les locaux techniques des administrations et l'isolation par l'extérieur d'une construction existante.

Dans les faits, cette marge de recul de 5 m est consommatrice d'espace et peu compatible avec l'activité agricole car elle génère des reliquats de terrain peu utiles pour l'activité agricole, notamment par rapport aux limites séparatives. De plus, le fait que l'implantation d'une extension soit libre pour les bâtiments déjà implantés dans cette même marge de recul génère une incompréhension pouvant être ressentie comme discriminatoire par certains exploitants agricoles d'autant que pour limiter les atteintes à l'environnement et l'impact sur le voisinage, les bâtiments d'élevage sont déjà soumis à des règles d'éloignement vis-à-vis des habitations et des voies de communication. Des distances sont fixées selon la taille de l'exploitation (nombre d'animaux présents) et la nature de l'activité d'élevage (nature du cheptel). Les distances à respecter étant celles définies par le Règlement Sanitaire Départemental distances d'implantation ou par la réglementation sur les installations classées (ICPE).

Aussi, dans un souci d'équité, de simplification de la règle et d'optimisation des espaces agricoles, la municipalité de Saulzet-le-Froid souhaite autoriser l'implantation libre pour toutes les constructions. Conformément à l'orientation 2 du PADD, cette implantation contribuera au maintien des exploitations agricoles sur le territoire, tout en favorisant leur développement.

Ainsi, l'article – **Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques** – est modifié comme suit :

~~Les nouvelles constructions doivent s'implanter suivant un recul minimum de 5 m par rapport aux voies et emprises publiques.~~

~~L'implantation est libre pour les projets d'extension et de surélévation des bâtiments existants ne respectant pas la règle.~~

~~Les locaux techniques des administrations publiques et assimilés, ainsi que les annexes des habitations pourront s'implanter à l'alignement des voies et emprises publiques.~~

L'article - **Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives** – est modifié comme suit :

~~Les constructions doivent être édifiées à une distance minimum d'au moins 5 m des limites séparatives de la parcelle.~~

~~L'implantation est libre pour :~~

~~*les extensions ou les surélévations de constructions existantes ne respectant pas la règle générale,~~

~~*les locaux techniques des administrations publiques et assimilés~~

~~*réaliser l'isolation par l'extérieur d'une construction existante,~~

~~*les annexes des habitations existantes~~

4 – PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

La commune de Saulzet-Le-Froid est concernée par 2 sites NATURA 2000 « Chaîne des Puys » (FR8301052) et « Les Monts Dore » (FR8301042).

Le PLU en vigueur a fait état d'une évaluation environnementale et les objets de la présente modification simplifiée n'étant pas en mesure de bouleverser l'équilibre du document, une demande d'examen au « cas par cas » a été déposée auprès de l'Autorité environnementale.

Celle-ci a confirmé que le projet de Modification simplifiée n°1 du PLU de Saulzet-Le-Froid n'était pas soumis à évaluation environnementale (2021-ARA-2525 du 16 février 2022).

5 – JUSTIFICATION AU REGARD DES ORIENTATIONS SUPRA-COMMUNALES

- La commune de Saulzet-Le-Froid est incluse dans le périmètre du SCoT du Grand Clermont.
- Elle est soumise aux dispositions de la loi Montagne (articles L122-5 à L122-11 et L12-15 du code de l'urbanisme).
- Le grand principe d'équilibre énoncé dans l'article L101.2 du code de l'urbanisme est respecté (adaptation de zonages urbains).